

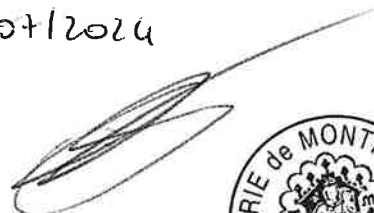





Procès-verbal de la séance du Conseil municipal

<p>Le Maire M. Michaël DELAFOSSE</p> <p>Date <i>11/07/2024</i></p> <p>Signature </p> 	<p>Le Secrétaire de séance M. Sophiane MANSOURIA</p> <p>Date <i>11/07/2024</i></p> <p>Signature </p> 
---	--



Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

PROCES-VERBAL



Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024
Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 26 mars 2024

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 6 février 2024

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

1. Ressources - Vote en Autorisations de Programmes (AP) et Crédits de Paiement (CP) - Créations - Révisions - Clôtures - Approbation
2. Ressources - Budget Primitif 2024 – Approbation Support de présentation
3. Ressources - Gestion active de la dette et de la trésorerie de la Ville de Montpellier - Exercice 2024 -Approbation
4. Ressources - Taux d'imposition des taxes directes de la Ville de Montpellier - 2024 - Approbation
5. Ressources - Aménagement des espaces publics - Convention relative au versement d'un fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
6. Ressources - Attribution de compensation de fonctionnement liée à la compétence voirie espace public - Principe de revalorisation - Approbation
7. Services à la population et cohésion sociale - Évolution des instances de participation citoyenne - Ouverture du budget participatif aux habitants et aux associations - Mise en place d'un droit d'interpellation citoyenne - Expérimentation - Approbation
8. Services à la population et cohésion sociale - Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Montpellier - Bilan d'activité 2023 - Plan d'action 2024 - Attribution de subvention - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
9. Services à la population et cohésion sociale - Contrat Local des Solidarités 2024-2027 entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
10. Services à la population et cohésion sociale - Contrat de ville 2024-2030 - Quartiers 2030 - Approbation -Autorisation de signature
11. Hors commission - Contrat de ville 2024-2030 - Quartiers 2030 - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature
12. Services à la population et cohésion sociale - Écoles privées sous contrat d'association - Participation financière de la Ville - Année 2023--2024 - Approbation
13. Services à la population et cohésion sociale - Maison d'Enfants à Caractère social (MECS) Bon Secours - Ouverture d'un service d'internat - Acquisition d'un bien immobilier - Garantie d'emprunt - Association Mas des Moulins - Approbation - Autorisation de signature

14. Services à la population et cohésion sociale - Organisation de séjours à destination de familles monoparentales - Convention de partenariat entre la Ville et l'association 3MTKD - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature
15. Aménagement durable du territoire - Création d'un centre d'accueil de familles monoparentales - Acquisition du site de l'ex-EHPAD "les Violettes" rue du Professeur Forgue - Approbation
16. Aménagement durable du territoire - Réalisation d'un parc public et d'un jardin pédagogique - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) - Quartier des Cévennes - Autorisation de dépôt et d'octroi des autorisation d'urbanisme – Approbation
17. Aménagement durable du territoire -Réhabilitation de la résidence étudiante -Parc Montcalm - Bail à réhabilitation entre la Ville de Montpellier et CDC Habitat Social -Parcelle cadastrée HZ 241 - Rue des Chasseurs - Approbation - Autorisation de signature
18. Rayonnement et attractivité du territoire - Centre d'Art pour les 0-6 ans - Lancement de l'opération d'aménagement – Approbation
19. Rayonnement et attractivité du territoire - Extension du cinéma municipal "Nestor Burma 2" - Lancement de l'opération - Approbation
20. Aménagement durable du territoire - Implantation d'une Maison de l'Alimentation Solidaire - Quartier Celleneuve – Approbation
21. Hors commission - Participation à l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune - Attribution d'une subvention - Approbation - Autorisation de signature
22. Aménagement durable du territoire - Création de self-services dans trois établissements scolaires - Programme de l'opération - Plan de financement - Approbation
23. Hors commission -Dénominations de voies et d'espaces publics – Approbation
24. Rayonnement et attractivité du territoire - Exonérations des redevances des concessions et terrasses municipales dans le cadre des travaux du projet d'embellissement Comédie-Esplanade - Dispositions - Approbation
25. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions
26. Hors commission - Bilan de l'absentéisme 2023 – Présentation
27. Ressources - Plan de Mobilité Employeur (PDME) de la Ville de Montpellier - Actualisation - Approbation
28. Ressources - Convention de partenariats en vue de la réalisation d'enquêtes métier au sein des trois versants de la fonction publique pour des agents en situation de handicap - Approbation - Autorisation de signature
29. Services à la population et cohésion sociale - Lutte contre la haine LGBTQI+ - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association FLAG - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature
30. Services à la population et cohésion sociale - Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (CDDF) - Charte de Fonctionnement - Charte de déontologie -Modifications -Protocole d'accueil au sein des services de la Ville - Approbation - Autorisation de signature
31. Services à la population et cohésion sociale - Prévention de la délinquance - "Exposition 13-18 : questions de justice" - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse - Approbation - Autorisation de signature
32. Services à la population et cohésion sociale - Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés - Tarif 2024-2025 - Approbation
33. Services à la population et cohésion sociale - Relais Petite Enfance 2024 - Renouvellement des conventions de fonctionnement - Autorisation de signature - Approbation

34. Services à la population et cohésion sociale - Convention de groupement de commandes entre Montpellier, Fabrègues, Lavérune, Cournonsec, Saint-Drézéry, Prades-Le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Restinclières, Saussan, Saint-Brès, Saint Geniès des Mourgues, Villeneuve-les-Maguelones, Murviel-Les-Montpellier, Cournonterral et Montaud Pignan, Beaulieu, Castelnau-Le-Lez, Clapiers, Juvignac, Le Cres Et Sussargues pour la passation d'un marché de prestations de transports d'enfants et d'adolescents avec chauffeur - Approbation - Autorisation de signature
35. Services à la population et cohésion sociale - Cité Éducative Montpellier Mosson - Demande de renouvellement de la labellisation - Approbation
36. Services à la population et cohésion sociale - Propositions Artistiques et Culturelles pour les écoles - Année scolaire 2023-2024 - Attribution de subventions - Convention - Approbation - Autorisation de signature
37. Services à la population et cohésion sociale - Projet Classes de Découverte Vertes et de Neige - Attribution de subventions - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
38. Services à la population et cohésion sociale - Grand Défi Vivez Bougez 2024 - Organisation de la Grande Récompense - Partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Institut du Cancer de Montpellier (ICM) - Subvention en nature - Approbation
39. Services à la population et cohésion sociale -Charte du club "Collectivités territoriales et prévention des cancers" de l'Institut National du Cancer (INCa) - Autorisation de signature
40. Services à la population et cohésion sociale - Contrat de fourniture de données et documents des dossiers de subventions Politique de la ville entre l'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
41. Hors commission - Joli mois de mai de l'Europe - Programmation des animations - Adhésion au réseau Label Ville Européenne - Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale - Actions de sensibilisation pour l'inscription sur les listes électorales et le vote lors des élections européennes - Approbation - Autorisation de signature
42. Rayonnement et attractivité du territoire - Comédie du Livre, 10 jours en mai -Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la manifestation - Approbation - Autorisation de signature
43. Rayonnement et attractivité du territoire - Théâtre Jean Vilar - Adhésion de la Ville de Montpellier à l'association Archives du spectacle - Approbation
44. Rayonnement et attractivité du territoire - Théâtre Jean-Vilar - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Enfance et Partage - Approbation - Autorisation de signature
45. Rayonnement et attractivité du territoire - Restauration des Geôles de Lauwe, Cité scolaire Françoise Combes - Partenariat pour assurer la sauvegarde du lieu - Autorisation de signature
46. Aménagement durable du territoire - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du quartier de la Mosson - Cession à ACM Habitat du lot de copropriété n°419 de la Tour d'Assas - Parcelle cadastrée LR 38-120 Le Grand Mail - Approbation
47. Aménagement durable du territoire - Quartier Arceaux - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Espace Pitot - Suppression de la ZAC - Approbation
48. Aménagement durable du territoire - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades 2022-2026 - Attribution de subventions
49. Aménagement durable du territoire - Quartier centre - Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) Saint Charles - Suppression de la ZAC - Approbation
50. Aménagement durable du territoire - Cité Créative - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Demande d'agrément de la candidature de la société Les Villégiales / SCCV LVH1 - Lot 1d "Bourgogne" - Approbation

51. Aménagement durable du territoire - Cité créative - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Demande d'agrément de candidature de SCCV Ateliers Cité Créative (Lot 3d) pour la réalisation d'un programme d'activités ICC et de commerces - Approbation
52. Aménagement durable du territoire - Concession d'aménagement "réaménagement du quartier de la Pompignane" - Opération d'aménagement des Hauts de Jausserand - Agrément de candidature du groupement ACM Habitat/FDI Habitat - Approbation
53. Aménagement durable du territoire - Achèvement des Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Multisites Marqueroze, Molière, Terre de l'Hirondelle et Saint Hilaire - Approbation
54. Aménagement durable du territoire - Ligne 5 de tramway - Mise en œuvre des mesures compensatoires environnementales - Bail civil entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelle cadastrée AA 56 à Montferrier sur Lez - Approbation - Autorisation de signature
55. Aménagement durable du territoire - Ligne 5 de tramway - Convention de servitude d'appui-accrochage au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Eglise Saint Denis - Parcelle EV 271 - Approbation - Autorisation de signature
56. Aménagement durable du territoire - Foncier - Bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et la crèche associative Les Moussaillons - Volumes 2 et 3 du bâtiment D de la résidence Majestik ilot Vergne - Approbation
57. Services à la population et cohésion sociale - Convention de mise à disposition réciproque de matériel entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la convergence des établissements du Zoo de Lunaret et l'Ecolothèque - Approbation - Autorisation de signature
58. Aménagement durable du territoire - Déclaration portée par France Urbaine en faveur d'un nouveau règlement européen sur les systèmes alimentaires durables permettant d'accroître la part d'achat de produits de proximité dans la restauration collective publique - Approbation
59. Aménagement durable du territoire - Groupement d'Intérêt Public (GIP) Occitalim -Plateforme d'achat de produits de proximité pour la restauration collective de la Région Occitanie - Convention constitutive - Adhésion - Approbation - Autorisation de signature
60. Aménagement durable du territoire - Indemnisation du fournisseur de denrées de la Direction de la Politique Alimentaire - Protocole d'accord - Approbation - Autorisation de signature
61. Aménagement durable du territoire - Programme Territoire Engagé pour la Transition Écologique - Candidature de la Ville de Montpellier au label "Climat Air Énergie" - Approbation
62. Aménagement durable du territoire - Modalités de calcul des charges de fluides relatives aux logements de fonction occupés pour nécessité absolue de service - Approbation
63. Aménagement durable du territoire - Dispositif "Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires" - Valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) - Conventions avec les organismes délégataires - Approbation - Autorisation de signature
64. Aménagement durable du territoire - Valorisation des énergies renouvelables -Étude de faisabilité d'un réseau technique de chaleur et de rafraîchissement pour le collège Rimbaud et le futur groupe scolaire - Convention de mandat entre Hérault Énergie, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature
65. Aménagement durable du territoire - Maison pour Tous Albertine Sarrazin - Contrat de location par la Ville de trois locaux propriété ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature
66. Aménagement durable du territoire - Mise à disposition de locaux associatifs - Exonérations de loyer ou de redevance et subventions en nature - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

67. Aménagement durable du territoire - Conventions d'occupation de locaux propriété de la Ville rue de l'Abbé de l'Epée et rue de Clémentville au profit du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
68. Aménagement durable du territoire - Adhésion à un groupement de commandes coordonné par Hérault Energies pour "l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique" sur le fondement d'accords-cadres et de marchés subséquents pour 2026 à 2029 - Convention - Approbation - Autorisation de signature
69. Aménagement durable du territoire - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour des travaux neufs et des travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les installations de Chauffage, Ventilation et Climatisation - Approbation - Autorisation de signature
70. Aménagement durable du territoire - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour des travaux d'installations photovoltaïques sur des toitures et ombrières - Approbation - Autorisation de signature
71. Aménagement durable du territoire - Appel à manifestation d'intérêt Eau et Climat de l'Agence de l'eau - Projet ADAPTONEAU - Convention de mandat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Régie des eaux - Approbation - Autorisation de signature
72. Ressources - Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) 2024-2026 - Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature
73. Ressources - Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier vers différentes structures - Conventions - Approbation - Autorisation de signature
74. Ressources - Création du régime indemnitaire d'emploi des gardes champêtres - Approbation afférent au cadre d'emploi des gardes champêtres - Approbation
75. Ressources -Recours au dispositif apprentis - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation
76. Ressources - Organisation de concours et examens professionnels - Convention triennale avec le CDG 34 - Autorisation de signature
77. Ressources - Convention de groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une cartographie des risques déontologiques - Approbation - Autorisation de signature
78. Ressources - Convention d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de déménagements et de gardes meubles - Approbation - Autorisation de signature
79. Ressources - Tarifs Marché de Noël - Mise à jour de la délibération n° V2023-448 du 11 décembre 2023 - Approbation
80. Rayonnement et attractivité du territoire - Groupement d'intérêt public "Réseau des Acheteurs Hospitaliers" (RESAH) - Adhésion - Renouvellement annuel - Approbation
81. Services à la population et cohésion sociale - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'achat de prestations de services postaux - Approbation - Autorisation de signature
82. Ressources - Élections consultations électorales - Rémunération des personnels lors des consultations électorales
83. Ressources - Organisme extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Modifications statutaires - Autorisation
84. Hors commission -Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Commission de Délégation de Service Public (CDSP) - Réélection - Fixation des modalités de dépôt des listes
85. Hors commission - Représentations du Conseil municipal - Désignations – Approbation

86. Hors commission - Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Boris BELLANGER - Approbation
87. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
88. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
89. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
90. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Commerce et Artisanat" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
91. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
92. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Droits des femmes" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
93. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
94. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
95. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les discriminations" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
96. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
97. Hors commission - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Patrimoine immobilier et sobriété énergétique" - Exercice 2024 - Convention d'attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Approbation - Autorisation de signature
98. Hors commission - Attribution d'une subvention à l'Agence locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature
99. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Politique Alimentaire" et "Écologie Urbaine" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
100. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ressources Humaines" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
101. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite Educative" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
102. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
103. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
104. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Partenariat sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature



Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Procès-verbal

Convoqué le 20 mars 2024, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mardi 26 mars 2024 à 9h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

Secrétaire de séance :

Sophiane MANSOURIA.

Diffusion de la Marseillaise.

Monsieur le Maire : Chers collègues, bonjour à tous, merci de votre présence pour ce Conseil municipal du 26 mars.

Juste avant de commencer nos travaux, avant-hier, le Conseil de sécurité des Nations unies a appelé à un cessez-le-feu à Gaza et à la libération des otages. Je voudrais évidemment, à la suite de notre vœu, nous faire écho pour que cette résolution du droit international s'applique.

Le second point, avoir quelques mots en séance publique pour notre ancienne collègue Colette ZANNETTACCI, qui siègea en cette Assemblée dans l'équipe municipale de Georges FRÊCHE, au titre, Cher Hervé [MARTIN], du groupe Communiste. Mais Colette ZANNETTACCI, médecin, engagée dans la Ville, fut élue à la petite enfance, notamment, toujours très impliquée. Elle nous a quittés en ce début d'année. Nous aurons l'occasion de lui rendre un hommage public, eu égard à son engagement pour notre Ville. Mais je tenais à avoir quelques mots en ce début de Conseil.

Je vous propose de procéder à l'appel, merci Sophiane MANSOURIA.

Sophiane MANSOURIA procède à l'appel.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur MANSOURIA. Nous avons le quorum, nous pouvons délibérer.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 26 mars 2024

Mme F. LABOURIER, MM M. MAJDOUL (avec le pouvoir de Mme S. JANNIN) et M. B. PATERNOT entrent en séance.

Monsieur le Maire : Je vous propose l'approbation de l'ordre du jour qui comporte 104 affaires, avec les modifications suivantes. Vous avez l'affaire n° 11, sur table, qui a été modifiée de manière marginale. L'affaire n° 27, qui a été modifiée et qui est sur table. L'affaire n° 91, ce sont des subventions dans le champ de la Culture. Le retrait de l'affaire n° 58. Il y a donc 103 affaires.

Je mets aux voix, enfin, sauf s'il y a des remarques ? Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

L'ordre du jour qui comporte désormais 103 affaires est adopté à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 6 février 2024

Monsieur le Maire : Approbation du procès-verbal du 6 février 2024. Y a-t-il des remarques ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

Le procès-verbal de la séance du 6 février est adopté à l'unanimité

Pour : 55 voix

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

Monsieur le Maire : Synthèse des décisions. C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

1. Ressources - Vote en Autorisations de Programmes (AP) et Crédits de Paiement (CP) - Créations - Révisions - Clôtures - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 1. D'abord les autorisations de programme (AP) et les crédits de paiement (CP) et, ensuite, la présentation du budget, l'un des points importants de ce Conseil. Michel [ASLANIAN], je te cède la parole.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur le Maire. Mes Chers Collègues. Comme vous le savez, préalablement au vote du budget, il convient de procéder à un certain nombre d'opérations sur les fameuses APCP. Nous allons créer 6 APCP pour 50 millions d'euros, réviser 13 APCP pour 64 millions d'euros et clôturer 5 APCP.

Monsieur le Maire : Y a-t-il des remarques ? Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Oui, quelques remarques, Monsieur le Maire, Chers Collègues, sur cette affaire. 23 840 000 euros d'autorisations de programme sont clôturés, donc non réalisés, ce qui améliorera votre taux de réalisation des investissements. Vous ne nous indiquez pas les autorisations de programmes qui sont clôturées : c'est un oubli fâcheux, c'est très flou.

Une information également. Autorisations de programme votées : 926 560 000 euros ; autorisations de programme réalisées : 358 millions d'euros ; donc reste à financer : 567 931 000 euros.

On aimerait cette information autorisation de programme par autorisation de programme ; avoir le voté et le réalisé, cela permettrait de suivre la réalisation de chaque opération. Par exemple, l'autorisation de programme « mise en conformité de l'accessibilité des bâtiments publics » de 35 millions : où en est-on de cette réalisation ? Et de le faire, si possible, par écrit, à l'attention de l'ensemble des élus de cette Assemblée, pour une transparence des comptes publics de notre Ville. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur EL KANDOUSSI. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Contre : 3 voix

Ont voté contre : M. Luc ALBERNHE, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

Abstentions : 11 voix

Se sont abstenus : M. Jacques DOMERGUE, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Flora LABOURIER, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

2. Ressources - Budget Primitif 2024 – Approbation Support de présentation

Mmes H. EMAD, N. MARIN-KHOURY (avec le pouvoir de M. R-Y. CHARTIER), F. NAKIB (le pouvoir donné à M. REYNAUD est annulé) et MM. E. ARIZTEGUI, M. LAOUKIRI entrent en séance.

Monsieur le Maire : Cette fois-ci, Monsieur ASLANIAN, pour la présentation du budget.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur le Maire. Je vais vous présenter le budget primitif (BP) 2024, qui a été élaboré à la suite du débat d'orientations budgétaires (DOB) que nous avons eu lors du dernier Conseil municipal.

Le budget s'établit à 771 697 640 euros et nous allons le détailler un petit peu.

Quels sont les éléments sur lesquels nous avons inscrit ce budget ? Des taux de fiscalité stables dans un contexte général dégradé – je ne vais pas m'étendre là-dessus, nous en avons suffisamment parlé lors du DOB. Un quadruple choc : inflation, coût de l'énergie, hausse des taux d'intérêt, marché de l'immobilier. Vous avez à l'écran ce que vous aviez déjà vu lors du DOB, c'est-à-dire des taux d'inflation de 1 % au début du mandat à 5,9 % en 2022, 5,7 % en 2023 et 2,5 % attendus en 2024. Des taux d'intérêt qui sont passés de 0 à 4 %, des taux longs de 1 à 4 %, des dépenses d'énergie multipliées par 2,2 entre 2020 et 2024, qui nous a fait passer la facture énergétique de 3,4 millions d'euros à 7,5 millions d'euros. Enfin, sur le marché de l'immobilier, une baisse des droits de mutation de 2 millions d'euros entre 2023 et 2024.

Un contexte donc extrêmement tendu, dans lequel nous décidons de maintenir les taux de fiscalité à 22,49 % sur la taxe d'habitation, 52,63 % sur la taxe sur le foncier bâti, et 112,71 % sur le foncier non bâti. Une petite remarque : nous avons décalé le DOB et le budget pour attendre les résultats des travaux fiscaux nationaux, qui devaient nous arriver. Aujourd'hui, nous sommes en capacité de dire que sur la Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS), nous avons un produit supplémentaire de 3 millions d'euros à retenir pour 2024, qui sera donc celui sur lequel nous allons travailler.

Les chiffres clés du budget. Un budget de 772 millions d'euros. Nous avons 100 millions d'euros de dépenses d'ordre, avec des amortissements, des provisions, etc. 142 millions d'euros de dépenses non-affectées, dont 20 millions d'euros de remboursement du capital, 60 millions d'euros de gestion de dette, 39 millions d'euros d'attribution de compensation et 6 millions d'euros de versement d'avances. Surtout, les 530 millions de dépenses affectées aux politiques publiques que nous allons détailler : 215 millions d'euros en dépenses de personnel, 202 millions d'euros en dépenses d'équipement et 110 millions d'euros en dépenses courantes de subventions.

Les ratios financiers en 2024. L'épargne brute se monte à 33 millions d'euros et elle reste stable. Notre encours de dette, 311 millions d'euros, est maîtrisé. Enfin, notre capacité d'endettement passe à 9,5 années, qui reste donc inférieure à la ligne symbolique des 12 ans. Pour rappel, elle était de 4,7 années au compte administratif (CA) 2023 et 7,5 années au BP 2023.

Les principales recettes de fonctionnement. 278 millions d'euros de fiscalité, avec des taux de fiscalité gelés – nous venons de le voir. Dotations, compensations et subventions : 105 millions d'euros, avec une progression des dotations liées à l'évolution des populations et aux enveloppes nationales – c'est notre territoire qui est en progression. Enfin, les produits des services : 31 millions d'euros. Légère progression en 2024, où nous nous sommes basés sur les taux d'inflation que nous vous avons proposés, ce qui fait donc 416 millions d'euros de recettes réelles de fonctionnement, et en augmentation de 23 millions d'euros par rapport au BP 2023.

Principales dépenses de fonctionnement maintenant. 215 millions d'euros de dépenses de personnel, avec une réévaluation des rémunérations pour les catégories les plus faibles et des moyens humains pour nos nouvelles politiques prioritaires, les écoles, etc. Charges courantes et subventions : 110 millions, nous avons réalisé 5 % d'économies grâce à notre plan sur l'énergie. Nous tenons

absolument à maintenir les enveloppes consacrées aux associations qui sont un des fleurons de notre territoire et un garant de la vie en société. 39 millions d'euros d'attribution de compensation – nous le verrons un peu plus tard – avec une participation de 4 millions d'euros à la Métropole pour contribuer au financement de la voirie. 12 millions d'euros d'intérêts de la dette, avec une stratégie vertueuse de gestion. Ce qui fait au global 384 millions d'euros de dépenses réelles de fonctionnement, et donc 23 millions d'euros de plus par rapport au BP 2023.

Un petit focus sur les relations entre la Ville et la Métropole. Vous le saviez, nous en avons discuté lors du DOB, nous avons une problématique sur la compétence « *voirie, espaces publics* », qui avait été figée depuis sa mise en œuvre, sur des bases anciennes, alors que l'évolution du coût de la compétence était estimée à 24,5 millions d'euros. Nous avons un objectif de contribuer de façon équitable à l'équilibre des finances intercommunales. Nous avons fait le choix volontaire d'injecter 4 millions d'euros supplémentaires au titre de l'augmentation de l'AC en 2024 pour la compétence « *voirie, espaces publics* ». Chaque commune de la Métropole sera appelée à faire autant – enfin autant, pas au même niveau, mais dans un même état d'esprit.

Un petit focus sur la masse salariale, de 215 millions d'euros. Principaux éléments d'évolution : une seconde phase du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) qui, maintenant, sera comptabilisée en année pleine. Nous renforçons les moyens humains, dans les écoles, de nouveaux agents pour nos équipements. Enfin, nous avons intégré une revalorisation de 1,5 % du point d'indice en juillet 2023. Nous avons le fameux et toujours existant effet Glissement Vieillesse Technicité (GVT), et le remboursement à la Métropole des services mutualisés. Vous avez à droite de l'écran l'évolution du diagramme sur le BP 2022, BP 2023 et BP 2024. Les principaux postes : cela reste surtout sur l'enseignement et la restauration scolaire : 66 millions d'euros, 30 millions d'euros en enfance et sur l'administration générale : 24, la sécurité police : 20, les espaces verts : 13, Maisons pour Tous : 10, culture, sports et jeunesse : 8, et autres : 2 millions. 42 millions d'euros pour le personnel mutualisé refacturé.

Principales recettes d'investissement. 163 millions d'euros d'emprunts, afin de maintenir un encours de dette modéré. Une gestion active de la dette de 60 millions d'euros. Les subventions et le fonds de compensation de la TVA sont à 15 millions d'euros. Nous avons donc 255 millions d'euros de recettes réelles d'investissement.

Principales dépenses d'investissement. Les dépenses d'équipements sont à 202 millions d'euros, soit 18 % de dépenses en plus pour mettre en œuvre la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI). Remboursement du capital de la dette : 20 millions d'euros. Gestion active de la dette : 60 millions d'euros. Versement d'avances dans le cadre de concessions d'aménagement : 5 millions d'euros. Nous faisons donc 288 millions d'euros de dépenses réelles d'investissement, dont 202 en dépenses d'équipement. Je vous indique quand même que nous avons fait pour le CA 2023 – en prévisionnel, mais enfin, c'est quasiment certain – un taux de réalisation de 85 %, sur 172 millions que nous avons imaginés.

Monsieur le Maire, vous souhaitez que nous continuions sur...

Monsieur le Maire : La présentation avec les collègues ? Oui.

Michel ASLANIAN : D'accord. Voici les politiques publiques, un total de 530 millions d'euros au service des Montpelliérains. 173 millions d'euros pour les écoles, les crèches et la politique alimentaire ; 121 millions d'euros sur l'aménagement ; 86 millions d'euros sur les fonctions supports mutualisées ; 41 millions d'euros sur la culture et sports ; 44 millions d'euros sur la solidarité et

proximité ; 36 millions d'euros pour la ville nature et décarbonée ; et 30 millions d'euros pour la sécurité.

Je vais passer maintenant la parole aux différents Adjointes au Maire. Madame DOMBRE-COSTE, est-ce que vous voulez bien présenter la partie sur l'éducation, s'il vous plaît ?

Fanny DOMBRE-COSTE : *Début d'intervention hors micro.* ...en fait traduit notre ambition de la réussite scolaire de tous les enfants de Montpellier. En matière de fonctionnement, cela se traduit par une poursuite de nos engagements, à la fois sur la dotation, mais également sur l'accompagnement du soutien scolaire public, gratuit et laïc et les nombreux partenariats que nous avons tissés, depuis trois ans maintenant, et qui produisent leurs effets. Je veux citer notamment la très belle manifestation qui a eu lieu la semaine dernière, pendant trois jours, dans l'Hôtel de Ville de Montpellier, où nous avons accueilli l'Éducation nationale, qui est venue proposer à tous les enfants des écoles des ateliers thématiques sur le numérique, avec découverte des robots, du codage. C'étaient vraiment un partenariat et un événement particulièrement intéressants. Sur la question de l'investissement, nous poursuivons dans le cadre du Plan école 2030, avec un focus cette année sur le pôle éducatif des halles et Hypatie, qui va être reconstruit – c'est en cours de construction – et puis bien sûr, les nouveaux groupes scolaires qui vont sortir de terre, à la fois dans le secteur Croix d'Argent, mais également dans le quartier Saint-Roch. Voilà Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci.

Michel ASLANIAN : Merci Madame DOMBRE-COSTE. Madame AKBARALY, c'est à vous.

Tasnine AKBARALY : Bonjour à toutes et à tous. Effectivement, pour la partie crèche, là encore ce budget traduit notre engagement pour le service montpelliérain de la petite enfance. Avec ce label, Montpellier voit grand pour la petite enfance. Ce budget de fonctionnement permet notamment d'amener avec nous et de renforcer les partenaires associatifs, qui sont investis dans l'accueil, et qu'on regroupe autour de nous, autour de valeurs communes. On l'avait déjà évoqué lors de précédents conseils municipaux, valeurs communes de laïcité, d'inclusion et de services d'accueil non-lucratifs. Également, un budget en investissement qui est majeur : 7 millions d'euros. Ce budget vient en cohérence avec l'engagement de Monsieur le Maire pour un programme de 300 places en crèche d'ici fin 2026, avec donc la livraison de Mireille-Laget en 2025, la crèche Pompignane également, ce projet de crèche intergénérationnel avec une résidence senior et un accueil petite enfance. Ce budget, qui est dédié à la création de nouvelles places, permet également la rénovation des bâtiments. Là encore un budget extrêmement fort : 1,6 million pour des travaux dans les crèches, notamment la crèche Coquelicot Bouton d'or qui est située dans le parc Édith-Piaf, rue Saint-Lazare. On a commencé les travaux, c'est un établissement qui va être extrêmement novateur et ouvert sur le parc. Enfin la crèche Haute Croix d'Argent qui va permettre également un accueil des tout-petits dans ce quartier. Voilà un budget qui traduit bien les engagements de campagne et également l'importance qu'a pour nous la petite enfance.

Michel ASLANIAN : Merci Madame. Madame MASSART sur la politique alimentaire et agriculture urbaine.

Marie MASSART : Pour 2024, ce sera la continuité d'un certain nombre d'actions, mais aussi des nouveaux projets qui verront le jour en matière de politique alimentaire et d'agriculture urbaine.

Pour la restauration scolaire et pour les écoles, c'est continuer le travail de structuration des filières, avec les producteurs et les productrices, pour avoir chaque année de nouveaux produits bio et locaux

dans la restauration scolaire. C'est aussi continuer le grand projet de Cité de l'alimentation, avec un camion cuisine pédagogique itinérant qui verra le jour en 2025. Une nouvelle cuisine qui verra le jour en 2028 pour alimenter les 16 000 repas des enfants à la cantine et permettra davantage encore de faire des recettes maison, à base de produits bio et locaux. C'est également continuer la construction de trois nouveaux self-services, qui verront le jour en 2024, dans les écoles Sigmund-Freud et Baruch-Spinoza. C'est continuer le déploiement des jardins pédagogiques dans les écoles et financer des associations pour aider les enseignants à jardiner avec les enfants. C'est également créer des supports pédagogiques pour les enseignants, sur l'alimentation, les potagers et la cuisine dans les écoles.

Pour ce qui concerne l'alimentation solidaire : continuer de soutenir la caisse alimentaire commune, qui est inspirée du principe de sécurité sociale de l'alimentation. C'est aussi déployer des maisons de l'alimentation solidaire dans les quartiers prioritaires. C'est encore financer des actions de sensibilisation dans les écoles et dans les quartiers.

Pour l'agriculture urbaine : l'organisation et le soutien de la Ville à des événements festifs et pédagogiques. Par exemple, la Fête des jardins collectifs le 1^{er} juin ou les 48 heures de l'agriculture urbaine organisée par Oasis Citadine fin mai. C'est également continuer à créer ou à améliorer les jardins partagés et les jardins familiaux de la Ville de Montpellier.

Enfin, pour l'alimentation et l'agroécologie, cette année, la Ville de Montpellier contribuera financièrement aux Assises territoriales de l'agroécologie et de l'alimentation, qui sera un événement important, qui se tiendra à Montpellier les 2 et 3 décembre cette année. La Ville y participera financièrement, mais également par de nombreux ateliers ou des visites de sites dans toute la ville. On y attend vraiment de nombreuses personnes de toute la France. Toutes ces actions concourent à rendre accessible une alimentation de qualité et choisie au plus grand nombre, à favoriser le lien social, à soutenir les producteurs et les productrices locaux et à faire évoluer les comportements alimentaires vers des comportements plus vertueux, à la fois pour la santé, pour l'environnement et pour la condition animale.

Michel ASLANIAN : Merci Madame MASSART. Madame FAYE, sur l'aménagement du territoire, pour 121 millions d'euros.

Maryse FAYE : Sur ces lignes budgétaires, nous avons du fonctionnement : 14 millions. Les dépenses concernent, à hauteur de 5 millions d'euros, les charges de personnel, mais aussi des opérations au titre de l'animation commerciale et une nouvelle subvention. Monsieur le Maire, vous avez en effet décidé, avec la création de la brigade du logement social, ce qu'on appelle le Groupement de Sûreté Résidentielle Interbailleurs (GSRI), d'une nouvelle subvention à hauteur de 630 000 euros, qui sera renouvelée effectivement tous les ans. En investissement : 107 millions d'euros. Ils sont consacrés à faire la ville et reposent sur plusieurs trajectoires d'intervention. En effet, faire la ville désirable de demain, c'est aménager en Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), apaiser le tissu urbain existant et rééquilibrer le déjà-là et le futur à investir.

La première trajectoire : faire la ville. Par exemple, il est prévu de poursuivre les investissements sur le site de la Restanque, après avoir choisi de nouvelles équipes de maîtrise d'œuvre, pour reconvertir cette zone d'activités et l'ouvrir à une mixité fonctionnelle, en y installant des équipements publics, comme une école, une crèche, des logements locatifs ou en accession et, bien évidemment, le réaménagement des voies non adaptées aux futures constructions. La ZAC aussi de la Cité créative, avec des travaux qui seront réalisés pour magnifier le parc Montcalm et l'ouvrir largement sur l'avenue de Toulouse. Nous poursuivrons aussi les engagements hydrauliques que nous avons pris.

La deuxième trajectoire : apaiser la ville sur le tissu existant. Les fonds de concours en investissement que la Ville apporte à la Métropole concernent essentiellement l'accompagnement des mobilités douces et la ligne 5 du tramway, ainsi que les aménagements qui sont nécessaires à l'accessibilité universelle, la renaturation, la végétalisation et la désimperméabilisation des espaces publics, comme par exemple la Comédie, l'Esplanade, les Arceaux, la place des Martyrs de la Résistance, et bien sûr la ville à hauteur d'enfant avec les rues aux écoliers.

La troisième trajectoire : rééquilibrer la ville, un engagement de campagne. Il s'agit du budget dédié à la politique foncière d'acquisition pour de nouveaux équipements publics ou espaces publics. Bien sûr, la construction des logements sociaux ou abordables, et une politique volontariste et déterminée de préemption pour la régulation des offres commerciales sur tous les quartiers. Pour 2024, nos politiques d'aménagement sont toujours empreintes d'ambition volontariste pour répondre aux enjeux climatiques, environnementaux et à l'évolution sociétale.

Monsieur le Maire : Merci Madame. Monsieur JOUAULT, pour une ville plus verte.

Stéphane JOUAULT : Merci. Bonjour à toutes et tous. En 2024, nous allons continuer à déployer notre plan « *Montpellier ville nature* », plan dont les Montpelliéraines et les Montpelliérains voient déjà très concrètement la mise en œuvre. En effet, je crois qu'il n'échappe à personne maintenant que dans notre ville, nous plantons des arbres. Beaucoup d'arbres, beaucoup, beaucoup d'arbres ! Et que nous désimperméabilisons massivement. Ces plantations et cette désimperméabilisation constituent un des marqueurs bien visibles, emblématiques du changement majeur que connaît notre ville pendant ce mandat.

Au passage, nous terminons la saison de plantation ce jeudi, avec un bel événement dans le grand Parc Mosson. En effet, les services et les jeunes en service civique de la Collectivité planteront plus d'une centaine d'arbres au Parc Mosson, sur trois sites différents. C'est un bel événement pour terminer cette saison de plantation, qui se termine là traditionnellement fin mars. Rendez-vous ensuite à l'automne 2024, pour une nouvelle vague de plantations à travers toute la ville, qui est prévue dans le budget 2024 présenté ce matin.

C'est également notre politique d'aménagement des grands parcs qui se poursuit. 1 million d'euros pour l'Agriparc des Bouisses, dont il faut rappeler qu'une très grande partie était promise à l'urbanisation. Au lieu de cela, nous allons offrir de grands espaces consacrés à la détente en pleine nature et à la pratique de l'agroécologie. 800 000 euros pour l'Agriparc du Mas Nouguier, avec notamment l'aménagement de la grande allée centrale qui va commencer à l'automne. 600 000 euros sur le site de Grammont : nous voulons faire un nouvel agriparc, avec notamment la création de parcelles de jardins familiaux – Marie MASSART l'évoquait tout à l'heure. 6 millions d'euros pour le grand Parc du Lunaret-Montmaur-Lavalette, avec cette année l'accent sur l'entrée sud de ce grand parc, du côté Montmaur, avec des études cette année et une réalisation début de l'année prochaine. Je n'oublie pas, bien sûr, l'avancée du projet du centre de soins de la faune sauvage, porté par mon collègue Eddine ARIZTEGUI.

Avant de passer la parole à Agnès SAURAT, je voudrais enfin souligner qu'au-delà des grands projets, le plan « *Montpellier ville nature* » représente en fait mille et un projets qui se concrétisent dans toute la ville. Je pense par exemple aux riverains du Square des Castors de Boutonnet, du nouveau Square Jean-Giono, qui vont voir la terre et les arbres remplacer définitivement le goudron et les voitures dans les tout prochains jours – et je peux vous dire qu'ils sont ravis. Je vous remercie.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur JOUAULT. Nous passons à Madame SAURAT pour

l'engagement fort dans la sobriété énergétique.

Agnès SAURAT : Merci. Nous continuons, en 2024, notre engagement autour du déploiement du Plan de sobriété énergétique que nous avons voté en 2022. Plusieurs axes sur cet engagement. Sur la production d'énergies renouvelables, je vous présenterai dans le courant de l'année le Schéma directeur des énergies renouvelables, qu'on ne peut pas dissocier du Schéma directeur de la rénovation thermique et énergétique, que vous pouvez lire au fil des slides de mes collègues. La flotte décarbonée est un autre enjeu, qu'on a démarré dès le début du mandat ; 1,4 million d'euros seront affectés à cette stratégie, on y rajoute un grand nombre de bornes électriques.

La rénovation des équipements climatiques regroupe notamment tous les dispositifs de remplacement des chaufferies et des raccordements au Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF). On a eu l'occasion la semaine dernière, avec Monsieur le Maire, d'aller inaugurer la première centrale photovoltaïque sur un groupe scolaire dans le quartier Croix d'Argent. Le plan énergétique nous a permis de faire une économie de 5 % sur les consommations, et ça va être assez exponentiel, puisqu'on a un plan de charge très important sur les travaux. On en verra les résultats cette année. Quelque chose de très important aussi : le développement et l'augmentation en fait des systèmes d'alerte et de suivi, ce qu'on appelle la Gestion Technique Centralisée (GTC), qui nous permet de suivre quasiment en temps réel les consommations et surtout les fuites d'eau. C'est une problématique qu'on travaille à l'échelle de la Métropole également. Le déploiement de l'éclairage LED : nous terminons là cette année, avec un budget de 2,6 millions affecté à ces modifications d'éclairage.

Le choix politique très important de ré-internaliser, au fur à mesure, toutes nos missions d'architecture, de production d'énergie, de maintenance lourde et légère, de maîtrise d'ouvrage au service, des politiques publiques que nous portons : éducatifs, sportifs, culturels, la politique alimentaire, etc. Nous sommes sur la maîtrise d'ouvrage de cette fameuse Cité de l'alimentation. Ce pilotage du Schéma directeur de la rénovation thermique et énergétique et du Schéma directeur des énergies renouvelables, ce sont deux grands projets qui viennent se raccorder au Plan de sobriété et à ce que nous avons décidé. Un petit focus : la priorité en 2024 sur cette rénovation thermique et énergétique va évidemment au patrimoine scolaire pour un montant de 13 millions.

Michel ASLANIAN : Merci Madame SAURAT. Nous passons à Monsieur MARTIN pour les sports.

Hervé MARTIN : Merci. Chers Collègues, il n'aura échappé à personne que cette année 2024 est une année olympique et paralympique. La Ville de Montpellier accueillera le 13 mai le passage de la flamme olympique et le 25 août le passage de la flamme paralympique. Nous serons d'ailleurs le seul territoire en France à accueillir ces deux flammes ; c'était quelque chose auquel nous étions extrêmement attachés. Evidemment, cette année olympique, il faut aussi que ça se traduise dans les faits, au niveau de la pratique du sport pour toutes et tous.

C'est pour ça que nous allons poursuivre notre politique de rénovation des terrains synthétiques. Cette année, ce sera le Stade Combette à Celleneuve, et le stade de la Cité Paul-Valéry, pour lequel, d'ailleurs, nous avons déjà réalisé les vestiaires cette année, ce qui fera un équipement vraiment neuf. Terminer, pour 1 million d'euros, la rénovation du Palais des sports Pierre-de-Coubertin, important parce que très attendu en haut de la Paillade, mais aussi parce que ça correspond à notre volonté d'accompagnement du handisport. La taille de cet équipement permettra d'y accueillir le rugby et le basket fauteuil, et de faire une véritable place à ces pratiques handisports. Un demi-million également pour la réflexion des plateaux sportifs : dans les quartiers, ce sont des équipements souvent en libre accès, qui sont extrêmement importants.

Je terminerai par le début des travaux très attendus au stade du lieutenant Normand, dans le quartier Boutonnet, face à l'internat d'excellence – ces terrains militaires laissés à l'abandon par l'État depuis de très, trop nombreuses années. Nous allons investir à la fois un stade de foot, plusieurs plateaux sportifs, de quoi faire de la course à pied, de la musculation, etc. J'aurai l'occasion de vous présenter le plan d'ensemble, en soulignant que là aussi, dans le cadre de notre volonté de développer le sport féminin, ce stade de foot accueillera la section féminine naissante du Montpellier Université Club (MUC), et également des créneaux pour les féminines du stade Lunaret – qui n'est pas très loin. C'est la même logique que, plus tard, nous adopterons pour le Stade Cholet à la Restanque, dont Maryse FAYE, parlait tout à l'heure, qui accueillera le MUC hockey féminin. Sur chaque importante nouvelle installation, installer en priorité des clubs féminins ou du handisport comme à Coubertin, de façon à véritablement donner un coup de main à ces pratiques-là. Je vous remercie.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur MARTIN. Madame ROBIN, sur la culture.

Agnès ROBIN : Oui, merci. Bonjour à toutes et tous. Très rapidement, pour résumer cet engagement budgétaire pour cette année 2024, il se situe sous le signe d'abord de l'innovation, et puis de la valorisation.

L'innovation tout d'abord, parce que nous avons décidé, sous votre impulsion, Monsieur le Maire, d'engager et de soutenir le tissu associatif culturel de manière très forte, et ce, depuis déjà trois ans. Nous n'avons pas failli dans le soutien aux associations qui sont engagées dans l'action culturelle et dans la production et la création artistiques. En effet, ce budget traduit ici ce soutien par, notamment, l'engagement et le financement de l'équipement et de l'investissement pour les structures associatives. Il s'agit de leur permettre de s'équiper à hauteur de 500 000 euros par an. L'innovation également, parce qu'il s'agit d'ouvrir le Festival Radio France Montpellier Occitanie par un concert gratuit, ouvert à toutes et à tous les Montpelliérains. Nous en sommes tout à fait heureux, de pouvoir offrir ce concert magnifique à la population montpelliéraine.

Puis sous le signe de la valorisation, parce que nous impulsons une politique en faveur du patrimoine exceptionnel qui est le nôtre. Pour ce faire, nous avons engagé le budget de la dernière phase de rénovation du Carré Sainte-Anne, qui ouvrira ses portes début 2025, et nous nous en réjouissons. C'est un très gros investissement que nous avons décidé de faire. Les Montpelliéraines et les Montpelliérains vont enfin pouvoir retrouver leur Carré Sainte-Anne. Je ne vais pas faire toute la liste, mais je terminerai quand même par cet engagement budgétaire qui concerne la création d'un centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans – dont nous aurons l'occasion de reparler tout à l'heure. Il s'agit d'un engagement aussi très important pour une ville à hauteur d'enfants, qu'est la Ville de Montpellier. Je vous remercie.

Michel ASLANIAN : Merci Madame ROBIN. Monsieur CALVO.

Michel CALVO : Oui. On n'arrive jamais à définir la solidarité, parce qu'elle est dans tout notre programme. Par exemple, on sait très bien que la gratuité des transports a un très grand impact sur les ressources et les consommations de tous les Montpelliérains, mais on ne l'a pas estimée, puisqu'il y aura un focus sur les transports. On sait aussi que 15 millions de subventions pour le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, permettent de faire un budget de 51 millions en allant chercher le cofinancement auprès de l'Agence Régionale de Santé (ARS), auprès du Département de l'Hérault, auprès de la Région Occitanie. Et donc, ce budget ne représente pas seulement 44 millions, mais 80 millions. L'ensemble du budget du CCAS n'est pas réduit à 15 millions, mais fait 51 millions.

Sur l'alimentation, je voudrais souligner aussi le fait que le repas à moins de 2 euros connaît une véritable explosion, un succès. Il y a 20 % de plus de jeunes qui mangent à la cantine, et ça allège le budget des ménages. Ça fait 9 % de plus de fréquentations. Il y a un gros budget d'équipement pour les Maisons pour tous, c'est du travail social de proximité, qui intervient dans tous les quartiers. Enfin, il y a l'habitat intercalaire, qui est une mobilisation pour utiliser tous les locaux que nous achetons, en attente de réalisation de ZAC, ce qui nous a permis de rajouter 130 places pour le logement des publics qui sont, soit en parcours de demandeurs d'asile, soit dans des difficultés d'obtention de couverture du logement par l'État actuellement.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur CALVO. Monsieur COTE, pour la sécurité.

Sébastien COTE : Oui, bonjour à toutes et tous, Chers Collègues, Monsieur le Maire. Effectivement, quelques mots sur la sécurité. Un budget de 30 millions d'euros, qui est en augmentation de 15 % par rapport au budget de l'année précédente, ce qui traduit un axe fort de la politique que nous menons en faveur de la tranquillité publique et de la sécurité des Montpelliéraines et des Montpelliérains. Sans revenir sur l'intégralité de ce qui est ici proposé, je voudrais quand même insister sur deux ou trois faits importants.

D'abord, et c'est toujours le cas, la part très importante du budget de personnel, qui représente les deux tiers du budget sécurité. L'occasion pour moi de remercier les policiers municipaux, les Agents de surveillance de la voie publique (ASVP) et plus globalement l'ensemble des personnels qui concourent à la régulation du domaine public, que ce soit les occupations du domaine public ou les terrasses, bien sûr les agents du Centre de Supervision Urbaine (CSU) et tous les inspecteurs et inspectrices des services d'hygiène, qui concourent aussi à la sécurité, qu'elle soit alimentaire ou en termes de bruit des Montpelliéraines et des Montpelliérains. Dire aussi et rappeler que ce budget est en augmentation, parce qu'il traduit des recrutements et des hausses d'effectifs, notamment à la police municipale de Montpellier – une cinquantaine d'effectifs supplémentaires d'ici la fin 2026.

Deuxième fait important : l'investissement pour l'avenir, avec deux aspects importants. D'abord la contribution de la Ville à la relocalisation du poste de police de la Comédie, qui va s'installer rue Jules-Ferry, c'est-à-dire en face de la gare Saint-Roch. La Ville participe à hauteur de pratiquement 1 million d'euros à la transformation et à la rénovation de ces locaux. C'est quelque chose de très important. C'est une entrée de ville, on sait que les quartiers de gare sont toujours un peu compliqués, et la relocalisation à cet endroit-là de la police nationale est évidemment très importante. L'occasion pour moi aussi de dire que s'achèveront courant 2024 – plus tôt que prévu normalement – les travaux du nouveau commissariat mixte police municipale/police nationale à la Mosson. Là aussi, la Ville participe financièrement en aidant la police nationale, notamment sur les loyers de ce commissariat. C'est évidemment très important, le continuum de sécurité en actes, que nous mettons ici en œuvre. L'avenir, c'est aussi le futur Hôtel des sécurités à l'horizon 2028-2029. Nous lançons cette année le concours, et nous allons pouvoir nous doter à cet horizon-là d'un outil extrêmement performant au service des Montpelliéraines et des Montpelliérains.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur COTE. Monsieur le Maire, en conclusion, je vous présente un budget 2024 qui respecte les engagements que nous avons donnés et qui porte nos choix politiques forts. Nous pérennisons l'autofinancement, avec une épargne brute à 33 millions d'euros, nous assurons une gestion stratégique de la dette en maîtrisant à 9,5 années la capacité de désendettement, nous finançons toujours notre PPI ambitieuse, avec 202 millions d'euros de crédits d'équipement, et nous continuons à déployer notre bouclier social, en ne réalisant aucune augmentation des taux et des impôts et en mettant en place des tarifs permettant un accès pour tous au service public. Nous portons nos choix politiques forts en continuant d'œuvrer en faveur de la transition écologique et solidaire,

pour la qualité de vie, pour édifier une ville à hauteur d'enfants bienveillante pour nos aînés, toujours plus attractive et plus agréable. Nous protégeons les Montpelliérains les plus fragiles par le maintien du bouclier social, nous renforçons les efforts de gestion pour préserver l'épargne et soutenir notre investissement. Enfin, nous soutenons le fait métropolitain en venant participer au financement de la compétence « voirie, espace public ». Merci, Chers Collègues, pour votre attention.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur ASLANIAN et les collègues pour cette présentation chorale du budget. Je donne la parole à Monsieur EL KANDOUSSI, Monsieur DOMERGUE, Madame DOULAIN, Monsieur JAWHARI, Monsieur ALBERNHE, Monsieur REYNAUD, Monsieur MARTIN et Madame FRÊCHE. Allez-y Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Merci Monsieur le Maire. Concernant cette affaire du budget, vous écrivez page 1, « *un budget qui relève les défis de l'avenir, le vote du budget intervient dans un environnement économique dégradé* » : c'est vrai. Vous dites également « *objectif : maîtriser la situation financière de la Ville* ». L'objectif est bon, mais où sont les moyens de le réaliser ? Vous avez noté que « *le Gouvernement a demandé un rapport à la Cour des comptes sur la participation des collectivités locales pour redresser les comptes* ». Nous avons déjà connu deux fois cette participation. Je pense, Monsieur le Maire, que vous n'échapperez pas à la mise sous tutelle et les Montpelliérains n'échapperont pas à une augmentation d'impôts. Il me faut démontrer ces affirmations – rapidement, puisque le temps est compté.

Je m'appuierai sur un seul ratio fondamental : le ratio (dépenses de fonctionnement + remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement. Ce ratio souligne une règle fondamentale des finances de collectivités locales : les recettes de fonctionnement doivent être supérieures aux dépenses de fonctionnement + le remboursement de la dette en capital. Sinon, les dépenses de fonctionnement pourraient être financées par l'emprunt, ce qui est interdit en droit français pour les collectivités locales. Si ce ratio est supérieur à 100 %, cela entraîne directement l'intervention du Préfet et la mise sous tutelle. Qu'est-ce que la mise sous tutelle ? C'est l'intervention du Préfet pour ramener le ratio au-dessous de 100 %, soit en augmentant les recettes par la fiscalité, soit en diminuant les dépenses de fonctionnement.

Où en êtes-vous aujourd'hui ? Le budget primitif indique : recettes de fonctionnement : 416,4 millions d'euros ; dépenses de fonctionnement : 383,7 millions d'euros ; le remboursement de la dette : 19,7 millions. Soit, dépenses de fonctionnement + remboursement de la dette = 403,4 millions d'euros. Divisés par 416,4, qui donne un taux de 96,88 %. Nous ne sommes pas loin des 100 %. Avec Philippe SAUREL, nous avons écrit au Préfet pour les 3 milliards d'emprunts à taux variable que vous aviez annoncés. Les autres ratios sont préoccupants, l'évolution de la capacité de désendettement et l'évolution de l'épargne brute et nette.

En conclusion, vous allez vite, vous empruntez beaucoup, mais l'emprunt a plusieurs inconvénients. Tout d'abord, il ouvre droit à des intérêts à verser, et ensuite, il doit être remboursé. Ce n'est pas faute de vous le dire depuis quatre ans : les finances de Montpellier voient rouge. La fiscalité explose, les problèmes s'accumulent pour les Montpelliérains. Il n'y a plus de marge de manœuvre financière pour notre Commune. Continuez comme vous faites, c'est mission impossible. Le résultat, c'est la banqueroute qui nous attend. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : Oui, c'est très sévère...

Interventions hors micro.

Jacques DOMERGUE : Monsieur le Maire, Chers Collègues,...

Monsieur le Maire : Est-ce sérieux ?

Jacques DOMERGUE : ...le budget 2024 s'inscrit dans une conjoncture particulière, marquée par les retombées négatives pour la France de la guerre en Ukraine et les conséquences économiques et sociales qui vont affecter les collectivités locales, de manière un peu décalée. Ce qui domine aujourd'hui, ce sont le niveau de l'endettement, la montée en charge de la dette – 311 millions d'euros – et une progression des intérêts de remboursement, qui ont augmenté de 53 % cette année, soit 12 millions d'euros pour 2024, l'équivalent de deux écoles. Montpellier ressemble à la France à une moindre échelle. MACRON a ruiné le pays. Si vous continuez à ce rythme, vous prendrez le même chemin, mais, me semble-t-il, il est encore temps de se ressaisir.

Les premières années de votre mandat ont été assez faciles, car vous avez hérité d'une situation assainie. Il n'en est pas de même des années à venir. Votre budget manque de deux choses : la prudence et l'anticipation. Vous l'avez dit, les droits de mutation sont en baisse – 3 millions d'euros – en rapport avec la crise du logement. Le coût de l'énergie est en hausse, et même s'il y a eu des efforts faits pour diminuer de 5 % la consommation, on est passé à 8 millions d'euros – c'est-à-dire le double. Les taux d'intérêt, qui étaient presque nuls auparavant, oscillent aujourd'hui entre 3 et 4 %. Ce ne sont pas les techniques financières de revolving qui vont permettre, avec les taux d'intérêt actuels, de sortir de la situation ! La gratuité du tram, je ne suis pas contre – enfin, je n'étais pas contre – mais je vous l'ai dit, elle est malvenue. Même si elle impute le budget métropolitain, elle a des conséquences également pour la Ville.

Manque d'anticipation, pourquoi ? Monsieur EL KANDOUSSI vous l'a dit, le Gouvernement est aux abois. La Cour des comptes dit que ce n'est pas 10 milliards qu'il faut trouver, mais 50. Bien évidemment, il y aura des coupes sombres sur les collectivités locales, ça vient d'être annoncé ce week-end. Ces dotations, qui représentent pour Montpellier 105 millions d'euros, soit 25 % du budget de fonctionnement, risquent d'être amputées, on ne sait pas de combien. On peut imaginer que, comme pour les ministères, ce sera autour de 10 %, ce qui rendra impossible votre promesse de ne pas augmenter les impôts. Vous augmentez d'ailleurs indirectement aujourd'hui les taxes, que ce soit les ordures ménagères ou d'autres services, et les Montpelliérains s'en aperçoivent.

Vous avez recours à l'emprunt – 163 millions d'euros cette année – qui va aggraver notre dette et les intérêts, bien évidemment. Vous vous lancez dans une course effrénée. Vous nous avez dit que vous construisiez une ville pleine de qualificatifs : la ville parc, la ville au niveau de l'enfant, la ville la plus sportive. On n'entend plus parler d'ailleurs du stade Louis-Nicollin. On ne parle plus non plus de la culture depuis l'échec – injuste à mes yeux – de Montpellier capitale de la culture. Aujourd'hui, il faut que vous le compreniez, Montpellier, c'est la ville chantier, insalubre, éventrée, paralysée, souvent dangereuse, épuisante, comme prise dans une espèce de frénésie, qui entrave la qualité de vie, qui est la mission prioritaire d'un Maire. Monsieur le Maire, rendez-nous une ville apaisée, pensez à nous, les Montpelliérains.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur DOMERGUE. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Bonjour Monsieur le Maire, bonjour Chers Collègues. Le vote du budget est un moment crucial pour notre Assemblée. Malheureusement, les craintes exprimées par notre groupe lors du débat d'orientations budgétaires se voient confortées par la stratégie que vous nous proposez

dans ce budget primitif. C'est bien un mirage budgétaire que vous nous soumettez au vote. En effet, le budget que vous nous présentez est loin d'être aussi florissant que vous le prétendez, et relève d'une réalité bien plus modeste.

Déjà, ce mirage budgétaire réside dans l'écart entre les ambitions affichées et les réalisations concrètes, et ce, depuis le début du mandat. Pourtant, rien dans ce budget primitif ne permet de corriger le retard pris sur la réalisation des dépenses d'investissement. Comme chaque année, vous gonflez les chiffres, et comme chaque année, il y aura un écart entre les intentions déclarées et leur exécution réelle. Alors que nous devrions plutôt nous rapprocher des 700 millions d'euros dans la réalisation de la programmation pluriannuelle d'investissement, nous serons vraisemblablement à la fin de l'année autour de 550 millions d'euros. Cette sous-consommation soulève des questions sérieuses quant à l'efficacité de votre planification financière.

Deuxième mirage, vous semblez nous présenter des chiffres de dépenses en hausse, mais ces augmentations sont vite annulées, absorbées par l'inflation et la croissance démographique, qui induit *de facto* des dépenses supplémentaires par une collectivité comme la nôtre. À Montpellier, avec une croissance démographique bien supérieure à celle d'autres municipalités françaises, et en tenant compte de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) pour corriger l'inflation, vos apparences budgétaires sont en quelque sorte mangées par cette réalité. En termes réels – donc corrigés par l'inflation et par la croissance démographique – les dépenses de fonctionnement, par exemple, stagnent, maigre hausse de 2 % depuis le début du mandat, et pour certains postes pourtant primordiaux – l'action sociale, la culture, la jeunesse, les sports et les loisirs – l'évolution correspond même à une baisse en termes réels.

Et ça se voit ! Par une stagnation des subventions allouées aux associations qui est particulièrement préoccupante, surtout dans un contexte où l'inflation elle-même continue à grignoter les budgets de fonctionnement de ces mêmes organisations. Ces associations, pourtant, jouent un rôle crucial, en soutenant divers secteurs de notre Ville, notamment dans les domaines sociaux, culturels, sportifs et environnementaux. Malheureusement, alors que les besoins de la population augmentent, les ressources financières qui sont octroyées restent inchangées et donc, *de facto*, baissent. L'échec de Montpellier dans sa candidature pour le titre de capitale de la culture, face à des villes comme Bourges, souligne les conséquences désastreuses de ces restrictions budgétaires pour notre dynamisme culturel et social. Il est impératif de prendre des mesures audacieuses pour renverser cette tendance. Idem, stagnation pour la partie fonctionnement du budget du centre communal d'action sociale ou pour le contrat de ville. Les subventions aux associations, qui font un travail pourtant remarquable dans les quartiers prioritaires de la ville, n'augmenteront pas. À quel moment allez-vous réaliser que ces associations ne peuvent pas se retrouver en première ligne sans moyens adéquats ?

Troisième mirage, vous semblez toujours ne pas comprendre que certains investissements sont nécessaires pour anticiper les chocs à venir. Vous vous réjouissez dans ce rapport de la baisse des prix de l'énergie – qui effectivement redescendent après les soubresauts spéculatifs de 2022 et 2023 – mais nous sommes toujours aussi dépendants des logiques de marché, sans vision à moyens et longs termes. Je le répéterai autant qu'il le faudra : votre refus, depuis le début de mandat, d'investir massivement dans la ressource la plus abondamment disponible dans notre Ville, le soleil, est insensé ! Cela aurait permis de générer en quelques années des recettes non-négligeables et de soutenir notre tissu de TPE-PME implantées dans ce domaine. Les bonnes dépenses d'aujourd'hui sont les économies de demain, et malheureusement, sur ce sujet, vous ne semblez pas en prendre compte.

Quatrième mirage, sur le principal poste de dépenses de notre Collectivité : le salaire de nos agents.

Vous nous avez vendu un plan de lutte contre l'absentéisme, où on nous parlait de plus de 30 millions d'économies pour justifier des mesures brutales, comme la baisse de salaire en cas d'arrêt maladie. Il ne nous semble pas retrouver ce montant dans les chiffres de ce budget ? Je vous propose à l'avenir d'éviter de justifier des punitions collectives, un management à l'ancienne, faire miroiter de potentielles économies. C'est ridicule : les gens ne sont pas malades par choix, il est temps que vous compreniez cela. Il est grand temps, aussi, d'avoir un plan de valorisation des métiers aujourd'hui en tension, qui peinent à recruter. Rappelons qu'une partie de nos crèches est en restrictions horaires, parce que nous n'avons pas assez de personnel, ces métiers sont aujourd'hui maltraités par notre Collectivité.

Par tous ces aspects, ce budget révèle donc un mirage budgétaire qui masque une réalité bien moins reluisante. Il est pourtant impératif que nous prenions des mesures pour mieux aligner nos budgets sur les besoins réels de la population et des Montpelliérains. Monsieur le Maire, pensez-vous vraiment que notre Ville, qui connaît un taux de pauvreté de 28 % – le double de la moyenne nationale – peut se passer de courage budgétaire ? Notre groupe ne le croit pas et nous voterons donc contre.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame DOULAIN. Monsieur JAWHARI.

Salim JAWHARI : Monsieur le Maire, mes Chers Collègues. Nous nous apprêtons à voter une affaire majeure, celle du budget. Pour cela, il ne faut pas oublier que les finances publiques sont issues de l'impôt de nos concitoyens. Ils attendent qu'on gère bien leur impôt, c'est-à-dire que les services qu'ils sont en droit d'attendre soient au rendez-vous. Le budget que vous nous présentez est-il issu d'une bonne gestion ? La réponse est non. Il n'y a qu'à voir la mauvaise note obtenue par notre Ville lors du premier rapport de « *l'argus des communes* » sur la bonne gestion des villes. Elle est moins bien notée que la plupart des autres villes.

Ce budget 2024 amplifie malheureusement une trajectoire financière plus qu'inquiétante. Vous bénéficiez sur ce budget de l'effet inflation sur les recettes de fonctionnement et sur l'effet de la hausse de la base taxable, qui vous permet de couvrir la hausse constante de vos dépenses de fonctionnement – celles-là mêmes que vous aviez promis de maîtriser. Mais s'il faut voir la réalité en face : les dépenses de fonctionnement ne cessent d'augmenter et leur dynamique augmente plus vite que les recettes pérennes.

Est-ce qu'en parallèle les services sont rendus aux Montpelliérains ? Non. Des crèches entières ferment, mettant les parents dans le désarroi, autant que vos élus en charge de la petite enfance. Les services sociaux arrivent-ils à répondre aux attentes des Montpelliérains en difficulté ? Non, à cause des problèmes budgétaires : voilà l'aveu même des élus de votre majorité. Nos rues sont-elles plus propres ? Non plus, il n'y a qu'à circuler dans notre ville pour le constater. Nos quartiers sont-ils plus apaisés ? La réponse est encore non, il n'y a qu'à demander aux habitants des quatre boulevards. Nos quartiers sont-ils sécurisés ? Malheureusement non. Le mal-être de vos agents s'est-il amélioré ? La réponse est encore non, la grève de la semaine dernière, l'absentéisme pesant sur les finances de la Ville et la qualité des services en témoignent.

Face à cette situation, qu'avez-vous prévu de faire ? Rien. Si ce n'est d'accélérer l'endettement de notre Ville, avec une dette qui augmentera *a minima* de 400 % à la fin de votre mandat. Vous avez bénéficié d'une situation économique exceptionnelle au début de votre mandat, d'abord par les finances saines que vous avait laissées Monsieur LEVITA, mais aussi avec des taux d'intérêt presque nuls sur vos deux premières années à la tête de la Ville. Vous avez choisi le choix d'accélérer l'endettement au pire moment – alors que les taux d'intérêt ont triplé – faisant ainsi subir à nos finances le lourd poids des charges d'intérêt de cette dette. Le marché de l'immobilier connaît un

bouleversement majeur, avec une chute drastique des transactions immobilières, donc inéluctablement une chute prévisible des droits de mutation. Vous vous accrochez à l'augmentation de la dotation de solidarité urbaine attribuée par l'État aux communes en difficulté, celles dont les ressources ne permettent pas de couvrir les charges, celles qui ont une population précaire dont le potentiel financier par habitant est faible. Voilà la réalité de notre Ville : elle se paupérise.

Monsieur le Maire, c'est l'argent des Montpelliérains et leur bien commun que vous gérez. Que faites-vous pour équilibrer votre budget ? Vous vendez nos biens publics, comme le bâtiment rue Maguelone. Que faites-vous en parallèle ? La gratuité des transports, ainsi qu'une fête démesurée le 21 décembre, payée par les contribuables montpelliérains. Tout cela impacte notre budget, via la hausse des dotations reversées à la Métropole. Le taux d'épargne brut est un indicateur servant à évaluer la santé financière des collectivités locales. Vous nous indiquez dans les documents budgétaires transmis les années précédentes, je vous cite : « *un niveau compris entre 8 et 15 % est jugé satisfaisant, avec un seuil d'alerte en dessous de 8 %* ». Mes Chers Collègues, notre taux d'épargne brut s'est dégradé à environ 7 %. De votre aveu, le seuil d'alerte est donc franchi ! À la Métropole, votre Vice-Président aux finances ne cesse de répéter qu'il ne faut pas descendre en dessous des 12 % de taux d'épargne, et pourtant, on y est loin !

Mais à la lecture de votre budget, vous vous félicitez d'une bonne gestion budgétaire. Monsieur le Maire, vous refusez de regarder la réalité en face, vous entraînez les finances des Montpelliérains vers l'abîme. Parce que nous vous avons alerté, parce que nous vous avons fait des propositions et que vous n'en avez pas tenu compte lors de votre budget, mais aussi pour l'échantillon non-exhaustif de ce que je viens de vous exposer, notre groupe va s'abstenir lors du vote de ce budget.

Monsieur le Maire : Merci de l'abstention. Monsieur ALBERNHE.

Luc ALBERNHE : Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, bonjour. Mon intervention sera courte, pour vous donner notre vote. Nous avons les mêmes inquiétudes que les intervenants de l'opposition, et notamment Monsieur le Président de la Commission Ressources [Salim JAWHARI]. Nous ne souhaitons pas être associés de près ou de loin à la mauvaise gestion de la Ville, nous voterons donc contre cette affaire et la suivante. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci de la concision de votre propos, Monsieur ALBERNHE. Monsieur REYNAUD.

Manu REYNAUD : Bonjour à toutes et à tous. Aujourd'hui, on vote l'avant-dernier budget du mandat – si je ne me trompe – et ça se sent quand même. On le voit dans la presse, dans les interventions. On peut dire qu'il va y avoir quelques petites séquences de démagogie qui vont être d'autant plus fortes qu'on va se rapprocher de la fin du mandat. On va confondre tout : les taxes et les impôts, les budgets annexes et le budget général, les finances de la Ville et celles de la Métropole – ce n'est pas évident, cela dit, il faut le reconnaître quand même. On l'entend déjà : pour certains, on rase gratis, pour d'autres, il y a une seule et unique dépense dans cette Ville et dans cette Métropole qui compterait. On nous annonce la banqueroute – alors ça, c'est bien – et des mirages – j'ai noté des mirages. Banqueroute et mirages, ça fait beaucoup !

Je voudrais rappeler juste quelque chose, parce que c'est peut-être il y a quatre ans, mais en fait comme ça nous impacte longuement : on paye aussi la « *facture SAUREL* ». Je le dis et je le redirai jusqu'à la fin du mandat : cette facture, elle est sévère. On peut avoir une bonne situation financière quand on ne fait rien ! Nous, l'investissement, on en est fiers. Il faut rattraper son retard, après l'absence de projets d'investissement à la Ville, on partait avec une longueur de retard sur ces

questions-là. Les choix de la ligne 5 et du casier de Castries – je le redirai à la Métropole, je le dis à la Ville – vont impacter pendant des années tous les choix et les effets dévastateurs sur nos budgets...

Annie YAGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Madame YAGUE, s'il vous plaît.

Annie YAGUE : *Intervention hors micro.*

Manu REYNAUD : ...ça affecte les deux collectivités. J'ouvre un point sur l'imbrication des deux collectivités, budget de la Ville et le budget de la Métropole, parce que la lisibilité n'est pas forcément évidente, notamment dans les prélèvements et les taxes. C'est vrai qu'on aura le débat sur la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) la semaine prochaine en Conseil de Métropole. C'est important, parce qu'effectivement les Montpelliéraines et les Montpelliérains vont être fortement impactés, sans condition de revenus, qu'ils soient propriétaires ou locataires. Merci Abdi [EL KANDOUSSI] ...

Abdi EL KANDOUSSI : *Intervention hors micro.*

Manu REYNAUD : ...non, non, c'est remarquable ! Mais l'impact des finances et des financements de la Métropole, on le voit ici à la Ville, sur la masse salariale et les services mutualisés, sur le Pacte financier et fiscal des communes. Montpellier montre l'exemple dans la Métropole avec 25 millions de fonds de concours versés à la Métropole, 4 millions supplémentaires dans l'attribution de compensation. On le voit vraiment, mais nous arrivons à la limite de l'exercice. Il va falloir voir à ce que la participation des communes se gère aussi via la fiscalité intercommunale ; elle est très faible aujourd'hui à la Métropole. Je pense que c'est un signe sur lequel il faudra discuter à l'avenir, sur ces questions-là.

Nous faisons des choix à Montpellier. Je voudrais rappeler pourquoi il y a des Ecologistes aux responsabilités. Eh bien, d'abord, parce que c'est le choix des Montpelliérains, des Montpelliéraines, il ne faut pas l'oublier. Ensuite, parce qu'ils vont pouvoir faire et participer : on ne fait pas d'écologie sans les Ecologistes. Nous sommes fiers des investissements qui sont faits. Quand on est dans la majorité, on agit, quand on est dans l'opposition, on commente et on prépare sûrement les prochaines élections, à grand renfort de slogans, voire de démagogie.

Nous, on fait ce choix, ce document qui est essentiel et qui devrait être sur toutes les tables de l'ensemble de nos élus et de nos agents : le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), avec des objectifs à 2030 et 2050. Ça veut dire aussi de ne pas faire du « *en même temps* ». Nos objectifs sur la décarbonation sont évidents dans toutes les politiques qu'on mène. On décarbone les mobilités et on ne peut pas « *en même temps* » construire des autoroutes sur notre territoire, puisque c'est quelque chose qu'on réproche ici, dans ce modèle montpelliérain. Pour les Ecologistes, c'est le choix d'un budget vert. La démarche est enclenchée cette année et on ne peut que s'en féliciter, mais il faut la poursuivre et l'amplifier. On attend dès l'année prochaine la possibilité d'avoir des présentations des budgets selon ce budget vert, depuis la présentation au Conseil jusqu'à dans les services. Cette démarche doit être non seulement la norme, mais doit être aussi dans les pratiques.

Sur un certain nombre de points, il ne doit y avoir ni pause ni renoncement, à la Ville comme à la Métropole, sur l'écologie. Quand on dit « *produire et consommer local* », c'est le chantier de la Cité de l'alimentation, c'est la poursuite du local et du bio dans les cantines, accompagnée d'une tarification équitable et sociale. C'est la création des maisons d'alimentation solidaire. On recoupe

les différents chantiers qu'on a vus tout à l'heure : c'est mettre la nature en ville et préserver la biodiversité, ce sont les chantiers de végétalisation des écoles, le plan 50 000 arbres à la stratégie sur la biodiversité, le magnifique projet de Lunaret, l'hôpital de la faune sauvage sur lequel nous travaillons. C'est l'amélioration de la qualité de l'air, en agissant notamment avec la politique de stationnement et de circulation. C'est la rénovation thermique des bâtiments publics, la réduction de la consommation d'énergie, la neutralité carbone dans l'aménagement urbain, parce que ça se joue là aussi, et la mise en place des réseaux d'énergie et de chaleur.

Pour conclure, pour maintenir ce cap ambitieux, il convient de disposer d'équipes en nombre suffisant. Nous avons conscience de la nécessité de maintenir l'équilibre budgétaire, mais pour continuer à mettre en œuvre nos projets, nous devons disposer d'équipes en conséquence. Nous votons les tableaux des effectifs, mais faut-il encore les pourvoir. C'est important, car les agents sont la clé essentielle de ce dispositif. Ce sont eux qui font la Ville et il faut leur rendre hommage, être vigilant. Je pense que sur la question des grilles de salaires et du RIFSEEP, des efforts très conséquents ont été faits, et c'est un sens politique d'être dans une majorité de gauche et écologiste. En tous les cas, les élus écologistes voteront pour ce budget 2024. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur REYNAUD. Monsieur MARTIN, puis Madame FRÊCHE.

Hervé MARTIN : Merci Monsieur le Maire. Chers Collègues, c'est une évidence, mais il faut rappeler très rapidement le contexte, même si tout le monde le sait et le dit, d'inflation, de crise énergétique, etc. C'est dans ce cadre-là que s'inscrit le vote de ce budget. Sans oublier – et c'est même le plus important – le problème de pouvoir d'achat des ménages, à Montpellier, les ménages ne sont pas épargnés. J'entends, au travers des différentes interventions, finalement toute l'opposition gouvernementale. Monsieur ALBERNHE – du groupe de la ministre [Patricia MIRALLES] – a dit qu'il partageait les arguments qui avaient été donnés des deux côtés de cet hémicycle, sur tous les bancs de l'opposition. J'entends les mêmes anciens libéraux dire « *stoppons tout* ».

Pour nous, groupe Communiste, au contraire, il s'agit d'investir et de venir en aide, avec nos services publics locaux, aux populations les plus en difficulté sur notre territoire. Ça veut dire un budget d'investissement qui vient renforcer notre bouclier social. Nous sommes heureux de voir que sur des questions essentielles, qui sont de nos compétences municipales, en particulier l'éducation, nous portons le fer et nous le portons fort, en termes de travaux, de rénovation, d'agrandissement des écoles. Même chose pour la petite enfance – j'entends « *éducation* » au sens le plus large.

J'avais parlé lors du DOB de notre politique foncière : 8,2 millions d'euros seront consacrés à cet aspect-là strictement, c'est quelque chose d'extrêmement important. On connaît les difficultés pour les populations montpelliéraines à se loger à des prix abordables. On connaît, malheureusement, les mauvais coups qui ont été portés par le Gouvernement à la loi Solidarité Renouvellement Urbain (SRU), et qui vont mettre en difficulté la production de logements sociaux. Il est important d'avoir cette politique d'anticipation foncière pour pouvoir, dans le futur, continuer de construire et de répondre aux besoins de nos populations à des prix abordables. Même chose sur la rénovation urbaine, les efforts qui sont faits sur le quartier Mosson, sur le quartier Cévennes, sur la Restanque, proposer et préparer un avenir bien plus agréable que celui qui est pour le moment connu dans ces quartiers-là.

Un mot, évidemment, sur le budget de fonctionnement. Là aussi, l'ancienne libérale – que je comprends – nous dit de maîtriser l'épargne brute de façon à conserver une capacité à emprunter, et donc à agir. Mais n'oublions pas que c'est quand même ce budget de fonctionnement qui fait, par définition, fonctionner nos services publics. Il faut un budget de fonctionnement suffisamment

costaud pour pouvoir rendre ces services aux populations. Je m'inscris en faux sur ce qui est dit sur les subventions : les subventions sportives, depuis le début du mandat, nous les avons augmentées. D'abord en allant gratter sur les reliquats de subventions aux clubs professionnels, ce qui a permis d'alimenter les subventions pour le sport amateur. Puis en créant ce qui n'existait pas : une subvention d'investissement, qui permet aux clubs amateurs de s'acheter des véhicules, du matériel informatique, du matériel sportif, etc., et donc leur venir en aide de cette façon-là.

Je ne voudrais pas quand même – puisque j'ai entendu toute l'opposition gouvernementale – qu'on oublie certaines responsabilités dans nos équilibres budgétaires. Je rappelle que la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), depuis 17 ans, de 2006 à 2023, a diminué en euros constants de 56 euros par habitant, soit une baisse de 23 %. Un quart en moins de DGF par habitant, ce n'est pas rien. Depuis que nous sommes en fonction, depuis 2020, c'est une baisse de 17 euros par habitant, soit une baisse de 8 % par habitant. Ce que nous prévoit le Gouvernement, c'est une suppression de 10 milliards d'euros de crédits d'État. Les villes vont être frappées à tous les étages par le Gouvernement. Je veux bien qu'on vienne nous donner des leçons, mais « *en même temps* », je remarque quand même que le Gouvernement nous prive de ces ressources. Oui, il faut l'équilibrer, ressources/dépenses, mais quand le Gouvernement lui-même vient nous supprimer ces ressources et qu'il vient lui-même nous reprocher des risques pris, je trouve ça un petit peu osé ! Surtout quand on nous prépare d'ailleurs pour l'année prochaine 2025 à une baisse de 20 milliards d'euros. Ça aura des répercussions sur l'éducation alors que c'est fondamental, sur les transports – nous en parlerons à la Métropole – un poste budgétaire extrêmement important pour les ménages, sur la sécurité qui est un domaine prioritaire, là aussi ça aura des conséquences. Loin de résoudre les problèmes, cette politique gouvernementale ne fera qu'amplifier les inégalités.

Pour terminer, pour prendre juste un exemple sur le sport – qui est évidemment la question que je maîtrise le mieux dans ce Conseil. Quand je disais tout à l'heure que l'année prochaine nous commençons les travaux sur le terrain de lieutenant Normand : c'est un terrain qui appartient à l'État, laissé en friche depuis des années. Pour pouvoir offrir un service public aux habitants des quartiers et aux clubs, c'est nous qui allons investir entre 4 et 5 millions d'euros à la place de l'État, chez lui, parce que l'État n'a rien fait. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur MARTIN. Madame FRÊCHE.

Julie FRÊCHE : Merci Monsieur le Maire. Mesdames et Messieurs les élus, c'est un budget qui est présenté dans un contexte forcément dégradé, qui est radicalement différent de notre arrivée aux responsabilités. Reprenons quand même quelques chiffres : le taux d'inflation qui était de 1 % est aujourd'hui à 2,5 en 2024, était de 5,5 en 2023 ; les taux d'intérêt sont passés de 0 à 4 % ; l'énergie a augmenté de 2,2 %, passe de 3,4 millions à 7,5. Malgré cette situation difficile, nous tenons notre engagement de ne pas augmenter le taux des impôts. C'est un engagement qui a été pris devant les Montpelliérains et qui est tenu, et ce depuis 2020.

Nous présentons aujourd'hui un budget de 772 millions d'euros, avec une épargne brute stable, un encours de dette maîtrisé et une capacité de désendettement inférieure à 12 ans. Ce sont 530 millions au service des Montpelliérains, avec comme première priorité les écoles : construction en 2024 des groupes scolaires de la Mosson, des Hauts des Croix d'Argent, l'école du Conservatoire, l'extension de l'école Joseph-Delteil, la deuxième phase du groupe scolaire Jeanne-Moreau, cinq nouvelles végétalisations de cour d'école, des mises en accessibilité, la rénovation thermique des bâtiments municipaux. Pour la petite enfance, je rappelle notre engagement de créer 300 nouvelles places en crèche, nous nous y attelons dans ce budget 2024, avec la création de la crèche Mireille-Laget à la Cité créative (48 berceaux), la crèche de la Pompignane (30 berceaux), la crèche des Hauts Croix

d'Argent (68 berceaux).

C'est aussi un engagement et une ambition renouvelée chaque année pour la politique alimentaire, avec la Cité de l'alimentation et la transformation des restaurants scolaires en self-services.

C'est aussi l'amélioration du cadre de vie, avec l'investissement dans les ZAC pour assurer la production de logements : la Restanque, l'EAI, l'Ovalie, Croix d'Argent, avec notamment la création de parcs publics urbains à l'EAI.

C'est notre projet politique sur la végétalisation et la ville nature, avec la plantation de 50 000 arbres ou un investissement massif pour l'agriparc des Bouisses. Je rappelle : 100 hectares sauvegardés pour l'agriparc du Mas Nouguier, de Grammont, et le grand projet urbain Lunaret-Lavalette-Montmaur pour en faire le grand poumon vert au nord de Montpellier. C'est aussi l'engagement de notre Ville pour le bien-être animal, avec la création en 2024 du centre de soin de la faune sauvage.

Avec des dépenses d'énergie qui ne cessent d'augmenter, nous nous engageons fortement pour la sobriété énergétique, la transition aux énergies renouvelables et une autonomie énergétique, afin de stabiliser les prix. C'est d'ailleurs l'inauguration, en fin de semaine dernière, des panneaux photovoltaïques sur le groupe scolaire Bertie-Albrecht.

Montpellier maintient également une forte ambition pour le sport, la culture et la jeunesse. Je n'y reviendrai pas, ça a été à de nombreuses fois dit par mes collègues, sur de nombreux événements de qualité, accessibles et gratuits au cours de l'année 2024.

Nous sommes évidemment une ville particulièrement solidaire, où nous déployons, depuis le début du mandat, le bouclier social. 0 % d'augmentation des impôts, tarif solidaire de la restauration scolaire : + 27 % d'enfants qui bénéficient d'un repas à moins de 2 euros, l'encadrement des loyers, les 50 euros pour une première adhésion à une pratique sportive et culturelle.

Mais c'est aussi une ville où la majorité n'a pas baissé les bras sur la sécurité des habitants et des Montpelliérains, avec, en 2024, un engagement pour le futur hôtel des sécurités rue Jules-Ferry, le renforcement de la vidéoprotection et le continuum de sécurité avec les forces de police de l'État.

En conclusion, je dirai que nous maîtrisons la situation financière de la Ville, où nous traduisons en actes concrets des choix politiques forts. J'ai entendu certains, au cours de leur intervention, parler de « *banqueroute* », de « *faillite* », de « *mise sous tutelle* ». Malheureusement, dans leur intervention, je n'ai pas entendu parler de « *décarbonation des transports* », de « *construction de logements pour maintenir des prix abordables* », de « *renaturation de la ville pour lutter contre les îlots de chaleur et adapter la ville au changement climatique* », de « *construction d'écoles ou de crèches pour accueillir et former les futures générations* ». Les stratégies des opposants sont intéressantes : « *oui, mais non* », ça, Monsieur le professeur [Jacques DOMERGUE], c'est vous. Je ne sais pas si je parle que de l'ancien mandat, où vous étiez soit opposant, soit membre de la majorité. A un moment donné, la gratuité c'est bien, ensuite, c'est malvenu. J'imagine qu'aujourd'hui la ligne 5 c'est bien, mais au dernier mandat c'était malvenu. L'extension de la ligne 1 jusqu'à la gare Sud de France, aujourd'hui c'est bien, mais au dernier mandat c'était malvenu. La réfection de la voirie, des trottoirs, j'imagine que c'est bien, mais que les travaux c'est quand même un peu embêtant, finalement ce n'est jamais le bon moment. C'est la première stratégie de l'opposition. Ensuite, on a le « *oui, mais plus* », effectivement, c'est de la démagogie en permanence « *c'est bien, mais il n'y a qu'à..., il faut qu'on...* » : il faut toujours plus. Enfin, on a le « *oui, je suis d'accord avec les interventions précédentes* », bon, je n'en dirai pas plus. C'est évidemment un budget 2024 où nous œuvrons en

faveur d'une écologie positive, où il n'y a plus d'écologie sans social, il n'y a plus de social sans écologie. Nous maintenons nos efforts pour assurer des efforts de gestion, préserver l'épargne et surtout soutenir l'investissement, car c'est de l'emploi pour notre territoire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame FRÊCHE. Monsieur le rapporteur.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur le Maire, merci à tous les intervenants. Monsieur le Maire, je vais vous laisser conclure. Je voudrais juste dire un mot pour ne pas laisser quand même des chiffres se répandre un peu comme ça. Notre taux d'épargne brute est au CA 2023 à 16 %, et il sera en 2024 à 16 % aussi. Ne laissons pas se propager des chiffres qui pourraient se retrouver un peu partout. Nous gérons formidablement bien notre budget.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur ASLANIAN. Vous avez raison d'en appeler à la rigueur dans l'énoncé des chiffres qu'on emploie, surtout quand il s'agit des finances – c'est une vérité très objective. Il y a des décisions qui engagent l'avenir ou qui plombent l'avenir. Nous aurons l'occasion la semaine prochaine de parler de la décision de fermer le casier de Castries, qui a assombri l'avenir.

Nous avons construit ce budget dans un contexte très différent de celui de 2021, j'en conviens. L'inflation était à presque 8 % l'année dernière, à l'unanimité d'ailleurs, nous avons voté pour 64 % des familles une baisse de la restauration scolaire, alors que Madame MASSART a dû faire face au prix des fournisseurs qui, lui, s'accroît. Nous maintenons nos efforts pour structurer la filière bio et court pour la qualité de l'alimentation à la cantine. C'est vrai, il aurait été plus facile de financer la cinquième ligne de tramway en 2017, comme prévu, où les taux d'intérêt étaient proches de 0. Aujourd'hui, quand nous sommes au pic des investissements pour mettre en œuvre la cinquième ligne de tramway tant attendue par les habitants de la Métropole. Il y a un impact sur notre budget, puisque le fonds de concours de 25 millions d'euros de la Commune de Montpellier vers la Métropole permet de la financer. Les frais financiers, c'est-à-dire les taux d'intérêt, sont à un niveau plus important et pèsent sur le budget, vous l'avez rappelé Monsieur le Président de la Commission Ressources. Le prix de l'énergie, personne ne pouvait prévoir, personne n'a imaginé ce qui s'est produit après le déclenchement de la guerre en Ukraine, et les méfaits du marché spéculatif de l'énergie. Le coût de l'énergie pèse sur notre budget. Nous avons ces trois variables, et comme dans toutes les communes, départements et régions de France, on construit notre budget dans ce contexte-là.

Nous l'avons fait avec sérieux, en nous attaquant à des problèmes qui peuvent exister. L'absentéisme, c'est l'article de 2014, légendaire à Montpellier – il est d'ailleurs très injuste pour tous les agents, qui eux répondent présent. On travaille et ça prend beaucoup de temps, parce que ça ne se règle pas d'un coup de baguette magique. Tant de choses ont été laissées en friche, mais nous ne faisons pas l'autruche dessus. Nous avons construit ce budget dans le contexte qui est le nôtre.

Devions-nous renoncer à investir ? C'est ce que certains nous disent, outre les arguments fantasques de prêt à 3 milliards : totalement faux. Auparavant, on n'a pas investi ; résultat, vendredi soir, dans une réunion publique, une maman d'élève d'une école m'a dit : « *Monsieur le Maire, nous sommes 32 dans la classe, parce que la carte scolaire ne permet pas de faire autrement* ». Sans ce budget, nous investissons pour construire deux groupes scolaires, pour soulager l'école Aliénor-d'Aquitaine et Pierre-de-Ronsard. Dans ce quartier, le long de la ligne 2, l'urbanisation fut chaotique, la démographie scolaire justifie qu'on construise une école. Je veux saluer la grande mobilisation de l'ensemble des élus et des équipes pour cela. Dans la ZAC du nouveau Saint-Roch, on construit des logements et il n'y avait pas d'école prévue. Allions-nous nous retrouver encore avec ces Algeco mis en urgence ? Nous n'aurions pas pu dans l'école Pierre-Clariss-de-Florian, donc nous construisons l'école Saint-Roch. Dans cette Paillade, qui est très chère à tous les Montpelliérains et les

Montpelliéraines, qui en 2020 était un théâtre de malheur où les fusillades étaient nombreuses – je ne dis pas que tout est réglé, loin de là – nous avons engagé une immense rénovation urbaine, avec un volontarisme inédit. C’est des groupes scolaires, celui d’Hypatie à proximité des Gêmeaux, demain faisant le dialogue des quartiers Malbosc, Pierresvives et Mosson. C’est la restructuration du groupe scolaire des Halles, celui qui est sous format Pailleron, et quand on s’y rend l’été, il fait très chaud, tout maire, tout professeur peut être inquiet sur la sécurité du bâtimentaire, alors nous investissons.

Doit-on renoncer à ces investissements-là ? La réponse est non. Parce qu’il faut accueillir les nouveaux Montpelliérains, mais aussi parce que les gens qui vivent ici, ils ont droit comme partout à l’accès à l’éducation pour leurs enfants. Nous faisons ces investissements. Doit-on ajourner les 25 millions d’euros de fonds de concours pour la ligne 5 de tramway ? Je ne crois pas qu’il soit une bonne chose que de réaliser cette ligne sans aménager la voie Domitienne, traiter le risque inondation, reprendre la place du 8 mai, faire des trottoirs dignes de ce nom, accessibles aux personnes en situation de handicap – Chère Émilie [CABELLO] – refaire la place Saint-Denis et tant d’aménagements qu’on appelle « *les opérations connexes* ». Nous devons les faire.

Nous ne les faisons d’ailleurs pas seuls, ces investissements. Je suis très fier d’avoir obtenu des crédits de l’Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU) sur les écoles. Je veux remercier Carole DELGA, qui a un engagement très clair pour nous accompagner dans nos investissements sur le financement de la ligne 5 de tramway ou l’extension de la ligne 1 – parce qu’en 2017, il a été renoncé au choix de connecter la gare Sud de France à la ligne 1. La Ville de Montpellier, qui pourtant brille sur tant de sujets, et notamment sur le plan sportif, n’est pas connectée à la gare Sud de France. Nous les faisons, ces investissements.

À côté de la ligne 5 de tramway, il y a le bois de Montmaur et cet espoir que les habitants n’aillent pas en auto au Parc du Lunaret. D’où la présentation de Monsieur JOUAULT, disant qu’on va commencer les travaux à l’entrée de Montmaur, pour qu’en sortant du tramway, on puisse rejoindre le grand parc. En 2020, on se demandait ce qu’était la ville après la Covid-19. C’est qu’une ville où on peut se déplacer en transport collectif pour aller dans les grands parcs et jardins de notre ville, c’est une ville qui fait du bien.

J’ai entendu des petits commentaires narquois – je les lis ainsi – parce que Bourges a été choisie pour être Capitale européenne de la culture. Nous étions en phase finale. Allons-nous renoncer à la culture ? Certainement pas. Madame ROBIN présentera d’ailleurs des projets pour l’avenir, et pas n’importe où, dans le quartier de Celleneuve : il faut requalifier, parce qu’il y a des difficultés. Un cinéma et un centre d’art contemporain pour les enfants, on nous parle des problèmes d’écran.

Nous investissons en faisant très attention, le compte administratif le dira. Nous sommes à 4,5 ans ; la limite, c’est 12. À la Métropole, qui porte beaucoup d’investissements, il faut que nous soyons attentifs, on sera autour des 12. À la Ville, les choses se passent bien. Il faut investir pour préparer l’avenir et répondre aux besoins de service public : nous le faisons, en maîtrisant la fiscalité. J’ai entendu dire, sur les bancs de l’opposition, qu’on « *croule sous les impôts* ». Nous ne faisons pas le choix de les baisser, d’ailleurs, personne ne l’a fait. Par contre, ils sont stables, quand, à Grenoble, ils ont augmenté l’an passé de 25 %, à Mulhouse de 5 %, à Marseille de 14 %. Nous faisons le choix de la stabilité de la taxe foncière, et vous avez raison Monsieur JAWHARI : stabilité du taux, revalorisation des bases, ça oblige à la stabilité. C’est ce que nous faisons.

Ensuite, nous maîtrisons nos dépenses de fonctionnement, en étant attentifs d’abord à nos agents, que je veux saluer et remercier pour leur engagement. Parfois, ils aimeraient plus de collègues dans les services, mais nous devons tenir une position d’équilibre. Nous sommes au rendez-vous des

recrutements, à la fois en étant attentifs sur le tableau des effectifs, car il y a des situations qui l'exigent. Il faut recruter pour accompagner les enfants qui vont faire leur rentrée dans le futur groupe scolaire Colette-et-Pierre-Soulages dans l'Écusson – si vous le votez. L'année d'après ce sera dans d'autres ou pour les crèches que nous faisons, puisque nous sommes une des métropoles les plus en retard sur ce sujet.

Sur la politique de solidarité, il a été fait référence au taux de pauvreté. Nous ne négligeons pas nos efforts autour du CCAS et de l'action sociale de la Ville. Nous nous efforçons de tenir nos objectifs de logements sociaux. Mais certains nous diront que nous construisons trop, quand parfois nous nous engageons. D'où l'importance d'être présents sur la Restanque, en termes de réinvestissement urbain, sur le quartier de la Cité créative.

Notre ambition est résolument écologique. C'est impératif : il faut décarboner. Montpellier doit être un contributeur très fort de la réduction des émissions de CO₂, d'où notre politique alimentaire, le déploiement massif des réseaux de chaleur urbains, du plan solaire sur lequel Madame SAURAT travaille – nous étions ensemble sur les toits d'une école. Je veux ici aussi saluer les équipes du pôle Patrimoine Immobilier et Sobriété Énergétique (PISE), qui sont sur-mobilisées sur ce sujet. Quand nous faisons ça, nous faisons les économies de demain. Monsieur le Directeur général [Olivier NYS], quand vous êtes arrivé, vous avez été très surpris de ne pas avoir de flotte de véhicules électriques. Eh bien on investit là-dedans, pour décarboner et maîtriser nos dépenses de fonctionnement, pour l'avenir. Nous allons continuer, avec le plan marge de manœuvre, pour aller chercher des choix qui permettent de financer l'ensemble de ces projets.

J'ai beaucoup apprécié, Madame FRÊCHE, votre façon de pointer les interventions des uns et des autres. Pour ma part, ayant siégé dans l'opposition avant de devenir Maire, je me suis attaché à ne jamais m'exprimer de manière caricaturale. J'observais le faible taux d'exécution. Madame DOULAIN, je veux vous rassurer, il sera beaucoup plus élevé que précédemment. Si l'exécution atteint 80 %, c'est très bien, 90 % c'est le top. C'est quand même mieux que 53 % auparavant. Ça donne une forme de sincérité. Si parfois il y a des opérations qui se décalent, c'est parce que nous avons des appels d'offres infructueux, parfois il y a des retards qui sont pris. Aujourd'hui, dans notre pays, il y a beaucoup de tensions sur un certain nombre de sujets, même si ça s'améliore. Je veux rassurer tout le monde. Seront livrées en temps et en heure les écoles, la destruction de la tour d'Assas, les lignes 5 et 1 de tramway. Ces investissements-là, ils sont importants pour Montpellier. Si nous ne les faisons pas, vous seriez les premiers à nous les reprocher. Nous les faisons, vous nous les reprochez. Nous les faisons en responsabilité, comme l'a rappelé notre collègue Michel ASLANIAN – et je veux le saluer, à travers lui les équipes des finances – nous préservons notre épargne brute, donc notre capacité à investir.

Dans la deuxième partie de la décennie, ceux qui diront qu'il faut réaliser une ligne 6 de tramway, je leur dirai : du calme. Quand vous faites ça dans un mandat, il faut prendre un petit peu de temps. C'est la grande leçon que nous avait donnée Georges FRÊCHE : il faut ensuite rembourser l'équipement et c'est ce que nous aurons à faire.

Puisque Monsieur MARTIN et Monsieur REYNAUD l'ont un peu évoqué, ce n'est pas un choix libéral, c'est un choix keynésien d'investissement pour soutenir notre activité. Beaucoup se sont inquiétés de la baisse des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) et vous avez raison. C'est très inquiétant, parce que ça nous renvoie à la difficulté sur la question du logement. Si nous baissons le volontarisme en matière d'investissement, il y aura déjà le secteur de l'immobilier qui est en difficulté économique, eh bien vous aurez aussi celui du BTP.

Nous devons continuer à être prudents sur l'avenir. Nous pouvons espérer que la Banque Centrale Européenne (BCE) baisse ses taux d'intérêt, ça améliorera la situation des frais financiers. Je veux saluer les équipes qui s'engagent, Madame SAURAT, dans des groupements de commandes à très vaste échelle pour maîtriser les prix de l'énergie. L'inflation semble reculer, mais nous devons être prudents. Une nouvelle épée de Damoclès, pour toutes les collectivités locales, dépend des choix que fera l'État pour prendre en charge le déficit anormalement élevé de la France. D'ailleurs, depuis sept ans, ce sont les mêmes qui ont soutenu cela. Est-ce que le choix que fera Bruno LE MAIRE sera un coup de rabet pour les collectivités locales, au risque de casser les services publics aux niveaux locaux, au risque de freiner la dynamique d'investissement et de réussir la transition écologique de notre pays ? Je ne l'espère pas. Mais quelque chose me dit qu'à l'Assemblée nationale, des parlementaires de toute sensibilité seront très attentifs aux collectivités territoriales. Peut-il faire le choix – comme l'a suggéré le Président de la Cour des comptes – de demander une contribution exceptionnelle pour financer la transition écologique ? C'était dans le rapport de la Cour. Est-ce que ce sera de taxer les superprofits de ceux qui ont spéculé sur la crise énergétique ? Ça lui appartiendra. En tout cas, les associations d'élus dans lesquelles j'ai l'honneur de siéger feront part de leur contribution. Je m'autorise à donner un conseil de sagesse : aujourd'hui, ceux qui portent la dynamique de la transition écologique et solidaire, ce sont les territoires, les métropoles.

En réponse aux situations difficiles dans les quartiers, notamment en matière de sécurité : vous pouvez voter contre le budget, c'est votre droit le plus absolu, mais nous noterons ensemble que vous voterez contre la création de postes de policiers supplémentaires, le soutien à la brigade du logement social. Nous sommes précisément mobilisés avec les services de l'État sur les questions de sécurité – elles sont très difficiles. Vous pouvez de temps à autre par vos interventions les instrumentaliser, c'est le rôle des oppositions – en tout cas, les oppositions qui n'aspirent pas à grand-chose si ce n'est qu'à commenter. Nous agissons, et sur ces questions-là aussi nous serons au rendez-vous.

Chers Collègues, je vous propose de passer au vote de notre budget, en vous remerciant chacun et chacune pour vos interventions. Michel [ASLANIAN], tu donnes lecture de la section de fonctionnement et de la section d'investissement ?

Michel ASLANIAN : Une minute, je retrouve mes papiers. J'étais perdu dans mes pensées.

Monsieur le Maire : Je remercie Monsieur le Président de la Commission Ressources pour son abstention.

Michel ASLANIAN : Le budget de la Ville de Montpellier s'établit à 771 697 840 euros, et les chiffres du budget se présentent ainsi. Dépenses de fonctionnement : 447 594 836 euros. Recettes de fonctionnement : 447 594 836 euros. Dépenses d'investissement : 324 102 804 euros. Recettes d'investissement : 324 102 804 euros.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Le budget est adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 6 voix

Ont voté contre : M. Luc ALBERNHE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Flora LABOURIER, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, Mme Annie YAGUE.

Abstentions : 10 voix

Se sont abstenus : M. Jacques DOMERGUE, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

3. Ressources - Gestion active de la dette et de la trésorerie de la Ville de Montpellier - Exercice 2024 -Approbation

Mmes F. LABOURIER et R. TIKOUK sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 3, gestion active de la dette et de la trésorerie. Monsieur l'Adjoint aux finances.

Michel ASLANIAN : Très rapidement, Monsieur le Maire, nous renouvelons une délibération-cadre prise en 2022 pour la première fois, et que nous devons prendre maintenant habituellement, pour optimiser la gestion de la dette de trésorerie. Il est nécessaire que la Ville dispose d'outils adaptés. La présente délibération définit le cadre dans lequel la Collectivité pourra intervenir et les outils qui pourront être utilisés au travers des emprunts, des opérations financières, des instruments de couverture des taux et la gestion de trésorerie.

Monsieur le Maire : Merci. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 3 voix

Ont voté contre : M. Luc ALBERNHE, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

Abstentions : 12 voix

Se sont abstenus : M. Jacques DOMERGUE, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

4. Ressources - Taux d'imposition des taxes directes de la Ville de Montpellier - 2024 - Approbation

Mmes F. LABOURIER et R. TIKOUK entrent en séance.

Mmes F. BOUTET-WAISS (avec le pouvoir de M. HOUGUET) et A. ROBIN sortent de séance.

Monsieur le Maire : Les taux d'imposition.

Michel ASLANIAN : Nous devons adopter les taux tous les ans avant le 15 avril, Monsieur le Maire. Nous vous proposons – comme nous l'avons déjà annoncé – de fixer les taux sur le foncier bâti à 52,63 %, sur le foncier non bâti à 112,71% et sur la taxe d'habitation et résidence secondaire à 22,49 %.

Monsieur le Maire : Mes Chers Collègues, stabilité de l'ensemble des taux. Je veux juste donner une toute petite information de compréhension : notre taux de taxe foncière intègre la part départementale depuis la réforme de la fiscalité locale. C'est donc *stricto sensu* en termes de taux, donc stabilité des taux sur la taxe foncière. Mon prédécesseur est là, c'est depuis 2020 mon engagement, et depuis 2014, ça avait été le choix précédent. Nous sommes sur cette stabilité des taux d'imposition.

Vous voulez prendre la parole Madame YAGUE ?

Annie YAGUE : Merci Monsieur le Maire. Évidemment, on va voter pour la stabilité des taux

d'imposition. Par contre, j'aimerais revenir sur la TEOM, qui est pour moi – d'ailleurs pas que pour moi – un impôt aussi. Vous l'avez augmenté déjà une première fois de 10,16 %, je crois. Là, il est prévu de l'augmenter de nouveau de 18 %. Vous avez effectivement la non-augmentation des taux d'imposition pour les bases, mais en fait vous augmentez les impôts. Cette TEOM est d'autant plus importante qu'elle touche tous les Montpelliérains, également ceux qui ne sont pas propriétaires de leur appartement et elle va impacter les familles les plus modestes. Si vous voulez vraiment faire une politique sociale telle que vous nous la décrivez, je pense qu'il n'est pas très judicieux d'augmenter cette TEOM qui va toucher les familles les plus modestes.

Si cette TEOM nous avait permis d'améliorer le ramassage des déchets, ça aurait été parfait : on paye un peu plus cher, mais c'est vrai que la gestion des déchets s'est améliorée. Ça n'est pas du tout le cas. Aujourd'hui on se trouve devant un dilemme, une partie de votre équipe, Monsieur le Maire, est opposée aux orientations qui sont faites sur la gestion des déchets. Vous allez me rappeler le casier de Castries, mais Monsieur le Maire, est-ce que vous voulez dire que vous étiez pour la maintenance du casier de Castries ? Est-ce que vous diriez ça à Madame VASSAS-MEJRI ? Je ne le crois pas une seconde. C'est juste un problème de dialectique, c'est tout. Ce sont vos arguments face à votre incapacité.

J'aimerais qu'il y ait un vrai débat sur ce qui nous est proposé, parce que nous ne l'aurons pas si nous ne sommes pas à la Métropole. Les Montpelliérains ont le droit à un vrai débat sur la gestion des déchets. Cette création de l'incinérateur de déchets plastiques pose des problèmes dramatiques sur le plan de la santé. J'estime que les Montpelliérains ont le droit de participer à ce débat, et peut-être sous forme d'une demande de participation citoyenne, poser une question aux Montpelliérains, qui est pour, qui est contre. C'est une question importante. Elle va impacter la santé des Montpelliérains. Ce projet d'usine va se positionner en milieu urbain, ça va impacter énormément de monde. J'ai été aux réunions de Monsieur VASQUEZ pour essayer de savoir exactement ce qu'il en était. Je pense que ses arguments doivent être entendus et discutés. Monsieur le Maire, je trouve que ce serait judicieux de faire un genre de référendum, où il y aurait des réunions pour expliquer les tenants et les aboutissants de ces décisions, et que les Montpelliérains choisissent s'ils veulent être soumis à la pollution d'une nouvelle usine, ou s'ils préfèrent qu'on applique une vraie politique zéro déchet, que vous n'avez pas mise en place, alors que vous vous étiez engagé à...

Monsieur le Maire : Merci Madame, vous êtes à vos 3 minutes. Je vais vous apporter plusieurs réponses.

Madame YAGUE, non, je n'aurais pas fait fermer le troisième casier de Castries. D'ailleurs, le journaliste qui avait couvert cette décision-là avait dit « *mais où allons-nous mettre nos déchets et comment allons-nous gérer sa facture ?* ». La facture aujourd'hui crée un déficit du budget des déchets, qu'il nous faut compenser. J'attends vos pistes pour savoir comment nous le compensons ? Nous exportons 4 500 camions à travers toute l'Occitanie et au-delà. Aujourd'hui, avec le coût de l'essence et de la mise en décharge qui explose, nous avons cette facture. Un budget, Madame, ça s'équilibre. Je vous le dis : je ne comprends toujours pas la décision 2019. Je le dis très clairement, je ne la comprends pas. Ou plutôt, la solution de 2019 sans la moindre solution alternative. Mais vous n'êtes pas à la Métropole, vous ne pourrez pas répondre, mais je ne doute pas que Monsieur ALBERNHE ou Madame MIRALLÈS qui y siègent seront présents pour nous donner des éléments de réponse ? Nous aurons ce débat le 2 avril.

Le budget annexe des déchets est déséquilibré. Soit c'est la politique sportive, soit c'est la politique culturelle, soit c'est tout qui le prend. Nous sommes d'ailleurs, Madame YAGUE, la seule Métropole de France à n'avoir aucune solution pour traiter nos déchets. Même les villes comme Besançon, qui

depuis très longtemps ont mis en place des dispositions, possèdent un incinérateur. La Métropole de Lyon a renouvelé sa Délégation de Service Public (DSP) incinérateur. Ce ne sera pas notre choix. Le choix que nous proposerons sera une solution connectée à un réseau de chaleur, soutenue par l'ADEME, qui nous permettra enfin de traiter nos propres déchets. Cette solution mise en œuvre nous permettra une fois en service d'entrevoir une baisse de la TEOM, parce que c'est sûr que quand vous avez un budget aussi important... Mais nous noterons ceux qui fuiront leurs responsabilités sur le choix d'où nous mettons les déchets.

Ensuite, stabilité des taux d'imposition, taxe foncière, taxe résidence secondaire et l'ensemble des taxes. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Bon ça, en même temps, c'était normal. C'était facile.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI.

5. Ressources - Aménagement des espaces publics - Convention relative au versement d'un fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 5. Fonds de concours à la Métropole, cinquième ligne de tramway. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

6. Ressources - Attribution de compensation de fonctionnement liée à la compétence voirie espace public - Principe de revalorisation - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 6. Ça a été évoqué par Monsieur REYNAUD dans son intervention, la revalorisation de la compétence voirie gérée par la Métropole, dans le cadre de la discussion entre les communes et la Métropole. On revalorise les attributions de compensation qui avaient été fixées lors de la création de la Métropole en 2015. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Pour : 57 voix

7. Services à la population et cohésion sociale - Évolution des instances de participation citoyenne - Ouverture du budget participatif aux habitants et aux associations - Mise en place d'un droit d'interpellation citoyenne - Expérimentation - Approbation

Mmes F. BOUTET-WAISS (avec le pouvoir de M. HOUGUET) et A. ROBIN entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 7. Je donne la parole à Madame SAINT-MARTIN.

Séverine SAINT-MARTIN : Merci Monsieur le Maire. Chers Collègues, c'est pour moi l'occasion à la fois de faire un point d'étape et de pouvoir porter à votre approbation des propositions faites par

les membres des instances de participation citoyenne.

Conformément à nos engagements pour une démocratie locale apaisée, participative, active et sincère à Montpellier, nous nous sommes attachés depuis 2021 à créer et mettre en œuvre une vraie dynamique. Nous nous étions engagés à démultiplier les espaces de dialogue de proximité, où tous les sujets sont abordés : à ce jour plus de 300 réunions publiques qui ont été organisées. Nous nous étions engagés à mettre en œuvre une tournée annuelle des quartiers : nous venons d'ouvrir la deuxième édition de « *Montpellier change avec vous* », qui propose chaque année plus de 50 rencontres sous différents formats au cœur de nos quartiers à Montpellier. Nous nous étions engagés à pouvoir recueillir l'avis du plus grand nombre et permettre à ceux qui ne peuvent pas – pour des raisons professionnelles, familiales – de nous rencontrer : nous avons mis en œuvre la plateforme [participer.montpellier](https://participer.montpellier.fr). Nous nous étions engagés à impliquer les Montpelliérains dans les travaux d'aménagement, les projets d'aménagement urbain avec la mise en place de nombreuses démarches de concertation. Je vous rappelle : quartiers apaisés, l'agriparc des Bouisses, le projet de requalification Mosson, les Cévennes, et je pourrais en citer d'autres. La participation citoyenne a aussi pour objectif de se projeter, de penser, d'imaginer, construire ensemble la ville de demain. C'est ce que nous avons fait aussi avec la première convention citoyenne organisée sur le territoire autour du sujet de l'intelligence artificielle au service des habitants et de notre territoire. Une démarche dynamique, dans laquelle les instances de participation citoyenne sont au cœur, la coopération avec les membres et l'expérimentation, pour conforter toujours et encore cette dynamique.

Après deux ans de fonctionnement des instances de participation, nous avons souhaité faire un point d'étape avec les habitants engagés et tracer ensemble les évolutions qui vous sont proposées aujourd'hui. Je tiens à les remercier pour leur engagement et pour la qualité de leurs travaux. Je sais qu'ils nous suivent aujourd'hui à travers la retransmission de ce Conseil municipal, certains sont en tribune et je tiens vraiment particulièrement chaleureusement à les remercier. Cette délibération permet de répondre favorablement aux propositions des citoyens.

Tout d'abord la création des huit Assemblées de quartier. L'objectif est de regrouper en une seule instance Conseils citoyen et Conseils de quartier ; avec la volonté commune des habitants, de Clara GIMENEZ et de toute l'équipe engagement citoyen, de décroiser, de fédérer les énergies, de faire de la politique de la ville un sujet qui concerne tous les habitants, de créer du commun et améliorer ensemble le vivre ensemble au sein des quartiers et de notre Ville. C'est également aller vers les habitants, ouvrir ces assemblées à tous ceux qui vivent et travaillent dans le quartier, et permettre une participation plus flexible. Bien évidemment, ils ont souhaité renouveler leur mandat et nous vous proposons de renouveler le mandat des membres des conseils jusqu'à la fin de notre mandat.

Il est aussi proposé la création de l'Assemblée citoyenne de Montpellier, qui permettra à l'ensemble des instances, Conseil montpelliérain de la jeunesse, Conseil des étrangers de Montpellier et Assemblées de quartier, de travailler ensemble. Auditionner des élus, des agents, des experts sur les thèmes qu'ils souhaitent et travailler des sujets communs à l'échelle de la Ville. Vous savez, nous sommes attachés à une démocratie basée sur la délibération et la coopération, loin de la démagogie.

Nous vous proposons également l'ouverture du budget participatif. Je vous rappelle, nous l'avons voté à l'unanimité en juillet 2020, à notre arrivée, un budget participatif de 2 millions dédié aux Conseils de quartier. Ce budget participatif a connu une réelle appétence au niveau des membres, avec plus de 70 projets déposés, et à ce jour, un budget engagé de plus de 4 millions, exactement 4,055 millions. L'objectif est d'accompagner, à la demande des Conseils, des Assemblées de quartier, et d'ouvrir le budget participatif à tous les Montpelliérains et Montpelliéraines. En particulier, faire un budget participatif, consacrer 500 000 euros pour notre jeunesse, pour faire en sorte que nos jeunes

puissent avoir un droit d'initiative et une possibilité, en tout cas un pouvoir, d'agir à Montpellier.

Enfin, conformément à notre engagement de campagne, Monsieur le Maire, la mise en place d'un droit d'interpellation citoyenne. La loi prévoit que 10 % des électeurs d'une collectivité peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de notre Assemblée délibérante une question relevant de sa compétence. Nous souhaitons qu'à Montpellier un seuil de 5 % permette d'inscrire une question à l'ordre du jour du Conseil municipal. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame SAINT-MARTIN pour cette présentation. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN, Monsieur DELAVEAU et Monsieur REYNAUD. Allez-y Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci. Cette délibération est pour moi l'occasion de revenir sur la vision que nous portons concernant la démocratie à Montpellier : la démocratie participative n'est pas un gadget. Notre certitude est qu'il faut faire confiance aux initiatives citoyennes, aux alternatives solidaires, en la cogestion des biens communs. Nous voulons donner du pouvoir d'agir aux habitants, parce que c'est efficace et que l'échelon municipal est adapté pour cela.

Vous le savez, en début de mandat, j'avais émis des vives critiques quant à la mise en place de vos Conseils de quartier et du budget participatif par votre équipe, j'avais fait de nombreuses propositions sous forme d'amendements pour limiter la casse. Ils avaient été à l'époque balayés d'un revers de la main. Évidemment, ce que je prévoyais s'est réalisé, et croyez-moi ça ne me réjouit pas. Les instances que vous avez mises en place peinent à mobiliser, du fait notamment d'un flou sur le périmètre et les objectifs de ces instances. Dès lors, je ne peux que me réjouir de voir que vous concédez d'en revoir le fonctionnement.

La mise en place des Assemblées de quartier – donc la fusion des Conseils de quartier et des Conseils citoyens – proposée dans cette délibération va dans le bon sens, mais malheureusement, vous loupez l'occasion d'en revoir vraiment les objectifs. Sans doute, car vous n'avez toujours pas compris qu'il faut que ces instances répondent à un triple enjeu : donner à ces Assemblées un vrai pouvoir de décision, valoriser leurs connaissances de terrain et créer des conditions pour faire que ces espaces soient réellement ouverts à toutes et tous, notamment aux personnes qui sont traditionnellement éloignées de l'action et de la participation citoyenne. C'est pourquoi, plutôt que d'en rester à des vœux pieux, nous vous avons envoyé à nouveau des amendements, qui reprennent très concrètement nos propositions. Vous les avez reçus par voie électronique et je vous en résume ici l'essentiel.

Concernant les Assemblées de quartier, nous revenons sur notre proposition d'un redécoupage en 16 Assemblées de quartier, plus petites, plus conformes à la vie quotidienne et aux habitudes des Montpelliérains. J'ai bien en tête qu'on ne peut pas ici renouveler les membres des Conseils de quartier pour les deux ans qu'il reste à peine de mandat, mais il est tout à fait possible de reconfigurer la taille de ces Assemblées. Je crois aujourd'hui, même en essayant de redécouper en 16 quartiers, finalement ce n'est même pas suffisant, parce que les quartiers vécus, là où les gens se sentent avoir de l'action, des idées, c'est beaucoup trop grand.

Deuxième proposition : une solution de garde pour les enfants véritablement établie pour ces instances, soit sous la forme d'une indemnisation, soit en proposant une solution concrète lors de ces réunions, souvent le soir.

Puis, donner un véritable pouvoir décisionnaire, c'est le cœur de notre proposition. Les Assemblées de quartier doivent faire partie de la décision concernant l'allocation du budget participatif, ne pas

seulement être consultées. Cela va à nouveau créer un flou sur le périmètre de leur action. La proposition que je vous ai faite est simple : reprendre un large appel à contributions auprès des habitants, pour que n'importe qui puisse proposer un projet pour son quartier. Je trouve bonne l'idée d'en réserver une partie éventuellement à des projets portés par la jeunesse. Ensuite, il faut évidemment une période d'instruction technique par les services, mais il faut aussi l'instruction par ces Assemblées, parce que ce sont eux qui connaissent le mieux ce qui est bon pour leur quartier. Ce sont eux qui seront les plus à même d'animer une phase de coopération entre les projets. Vous le savez, le problème des systèmes de vote des budgets participatifs est que souvent ça crée de la concurrence entre les projets. On peut avoir des projets qui portent la même chose, mais c'est celui qui sera déjà le plus établi, qui a déjà le plus de financement, qui va pouvoir éventuellement être lauréat. Je crois qu'il faut absolument donner deux missions à ces Assemblées de quartier concernant les budgets : animer cette phase de coopération, et, sous forme d'un jugement majoritaire, présélectionner les projets qui leur semblent le plus pertinent ; parce qu'ils connaissent le mieux leur quartier. Ensuite un vote du public pour départager les projets portés par les Montpelliérains et Montpelliéraines.

Sur l'Assemblée citoyenne, je crois qu'il faut que cette instance, qui rassemble toutes les instances de démocratie, ait un rythme de réunion calé à l'avance, trois par an, avec des moments clairs d'évaluation de votre pratique de la démocratie participative. On le sait, les trois dernières années, le portrait que vous avez dressé est très enjolivé. La réalité, c'est que beaucoup de personnes se sont démotivées. Je crois qu'il faut qu'il y ait des espaces clairs où les citoyens peuvent faire remonter ce qui ne va pas dans les démarches de démocratie.

Enfin, sur le droit à l'interpellation citoyenne, il est marqué que vous allez en préciser les contours lors d'une délibération à venir. Je crois qu'il faut déjà un engagement de votre part pour dire que la Mairie s'engage évidemment à faciliter le dépôt de ces vœux d'interpellation sur la plateforme participer.montpellier.fr. Parce qu'on le sait : il faut absolument faciliter, techniquement, la récolte des 8 000 signatures – c'est environ ce qu'il faudra pour pouvoir mettre un sujet à l'ordre du jour du Conseil et ce n'est évidemment pas dit qu'il sera accepté. C'est sur cela que nous devons nous engager aujourd'hui.

Je vois que vous avez bougé en trois ans sur le sujet, je ne désespère donc pas de vous convaincre d'aller plus loin et sans attendre 2026. Je ne veux pas que les très nombreux citoyens investis dans ces instances se voient laisser un goût amer à leur participation, parce que l'expérience de la démocratie locale devrait au contraire remotiver les citoyens, qu'ils vivent une vraie pratique de codécision avec les élus. Notamment, parce qu'aujourd'hui nos concitoyens sont souvent désabusés face au vide qui se creuse entre les élites et le peuple. C'est dans cet esprit que je vous invite, Chers Conseillers et Conseillères, à voter pour ce vœu et ces amendements.

Monsieur le Maire : Merci Madame DOULAIN. La parole est à Monsieur DELAVEAU, puis ensuite Monsieur REYNAUD et Madame FRÊCHE.

Jean-Dominique DELAVEAU : Merci Monsieur le Maire. Bonjour, Chers Collègues. Je voulais juste appuyer et mettre en perspective certains éléments de la délibération qui a été excellemment présentée par Séverine SAINT-MARTIN. Cette délibération est importante, parce qu'elle permet de fédérer les énergies citoyennes et clarifie le paysage. Je ne vous ferai pas la liste, ça serait trop long, de toutes les structures de participation citoyenne qui existent, auxquelles j'ajoute personnellement toujours l'apport de la vie associative dans la vie démocratique de notre commune – j'y reviendrai.

Surtout, cette délibération valorise ce travail et consacre une nouvelle manière d'être pour les élus et

les services, dont nous faisons un apprentissage, qui peut être long, qui peut être douloureux, qui peut connaître des aléas. On l'a bien vu dans les premières années de mise en œuvre de notre dispositif. J'ai l'habitude de dire que l'intelligence collective est une technologie un peu nouvelle et pas toujours maîtrisée. Avec Séverine [SAINT-MARTIN], on constate souvent qu'on avance en marchant. Mais là, on fait un pas important sur cette nouvelle manière d'être des élus et des services. On a été en plus prisonniers du fait – et c'est tout à notre honneur, je crois – que Monsieur le Maire est très attaché à réaliser son programme et ses promesses, et tous ensemble autour de lui. Ce sera peut-être un peu différent pour la prochaine fois, puisqu'il n'y a pas encore que je sache de programme électoral bien bouclé. C'est le moment de s'inspirer de la participation citoyenne de la base pour nourrir des projets, ce qui permettra aussi aux citoyens d'accompagner ces projets beaucoup plus en amont.

Il reste du travail à faire, c'est bien clair. Les budgets participatifs relèvent de l'investissement et, la preuve, on a déjà plus de 70 projets dans nos cartons. Les initiatives des habitants sont demandeuses de moyens de fonctionnement : il faudra voir comment on peut trouver quelques moyens pour ça. Puis un gros chantier, dont on parle depuis le début, et qu'il va falloir finaliser sans doute à l'échelle du prochain mandat : le redécoupage des quartiers selon différents schémas. Je plaide personnellement pour une convergence – une congruence diraient d'autres – du soutien que nous apportons à la vie associative, des Maisons pour tous, au moins de certaines d'entre elles, qui pourraient devenir des têtes de pont et des structures de participation citoyenne. Avec l'Assemblée citoyenne, avec les Assemblées de quartier, nous avons maintenant l'outil qui va nous permettre avec eux d'élaborer des propositions, y compris dans ce domaine de redécoupage.

Pour terminer, on ne fait pas une omelette sans casser d'œufs. Je crois que la participation citoyenne s'épanouira d'autant mieux que se renforceront – ça a déjà été le cas au fil du temps – ses moyens d'animation, notamment à travers le service de l'engagement citoyen. Je reste persuadé et je terminerai par-là, parce que c'est un peu le sel de mon engagement politique, l'intelligence collective, la participation citoyenne, c'est aussi et peut-être d'abord de l'animation et de l'éducation populaire. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur DELAVEAU. Monsieur REYNAUD.

Manu REYNAUD : Merci. Déjà, je me réjouis, au nom des Ecologistes, pour cette délibération importante et structurante pour Montpellier. C'est un engagement de campagne qui est tenu. Je voudrais remercier particulièrement Séverine SAINT-MARTIN et l'ensemble des équipes qui portent avec détermination les couleurs de l'engagement citoyen. C'est vraiment quelque chose à remarquer, parce qu'il en faut de la détermination. Les choses ne sont pas simples, ne se mettent pas en place. Tout ça, c'est de l'humain, de l'animation – tu l'as bien dit Jean-Dominique [DELAVEAU] – c'est énormément de choses à mettre en place : un accompagnement, un encadrement, avec des difficultés avec le *turnover* des personnes qui s'engagent, qui ne s'engagent plus, une durée.

Je voudrais aussi remercier Jean-Dominique DELAVEAU, aussi pour le Conseil des étrangers, mais aussi Véronique BRUNET, avec le Conseil municipal de la jeunesse. Tout ça c'est à la fois des instances, mais c'est aussi beaucoup d'humains qui participent, qui proposent et donc il faut le relever.

Quand on parle de démocratie, il faut s'en saisir tout le temps, de tous les espaces qui existent. On le fait dans les associations, dans les collectifs. Il faut se saisir de n'importe quel espace quand on est élu, dans une Commission, dans une Commission d'appel d'offres, dans n'importe quel espace, il faut se saisir, quand on a la possibilité de s'exprimer et de faire valoir ses opinions. C'est essentiel.

Aujourd'hui, on ouvre deux nouveaux espaces : les budgets participatifs et le droit d'interpellation.

Il faut le dire aux Montpelliérains et aux Montpelliéraines : saisissez-vous-en ! Ils sont à disposition et on en fera ce qu'on en fera. On aura l'occasion effectivement de dresser des bilans d'étapes, pour voir comment on peut les améliorer, faire en sorte qu'ils marchent mieux. La démocratie, il faut toujours la tester, et il faut toujours plus de démocratie. Alors oui, on pourrait faire mieux, sûrement, et on fera mieux, mais on va tester et avancer comme ça avec des premières expériences.

Je voudrais citer l'expérience – et merci Séverine [SAINT-MARTIN] de l'avoir citée, on l'a copilotée ensemble à la demande du Maire – de la convention citoyenne sur l'intelligence artificielle. On a parlé d'intelligence collective, merci Jean-Dominique [DELAVERGNE]. L'intelligence artificielle, pourquoi ? C'était extrêmement intéressant, parce que c'est un sujet complexe, qui mérite une appréhension. Cette modalité de la convention citoyenne qu'on a expérimentée avec ce sujet, qui finalement était plus simple à traiter d'une certaine façon, parce qu'il faisait moins de polémique dans les débats partisans. C'est quarante citoyennes et citoyens, qui ont pu apporter des éclairages, des points d'attention et rendre un avis, encadrés par l'équipe des services de la Métropole – que je remercie à l'occasion – mais aussi avec une quinzaine d'auditeurs et d'auditrices. Les premiers retours : ça permet une légitimation et de prendre le temps. Ce sont trois weekends entiers consacrés et organisés à ces sujets. Ça peut éclairer la décision des élus sur la durée, avec des avis qui ont du sens. Ça permet de prendre du recul, d'éclairer des choix et je pense sincèrement qu'il faut utiliser ce type d'outil. Certains l'ont peut-être dit, je le verrais très bien et je le dis au nom des Ecologistes, que la question des déchets puisse être traitée de cette façon-là. C'est des situations complexes, qui méritent à un moment donné de l'attention et du temps, et qui ne méritent pas un référendum, parce qu'il n'y a pas « *oui ou non* » à la question de la gestion des déchets. Il y a des questions à comprendre et des choix à faire. Les choix, c'est les élus, c'est la démocratie représentative, mais ils peuvent être éclairés par des systèmes de convention.

On ne pourra pas parler de ce budget participatif et de ce droit d'interpellation sans parler d'outils numériques, parce qu'il va falloir cliquer, c'est important. Pour beaucoup d'entre nous, on connaît encore Facebook – il paraît que c'est en fonction des tranches d'âge. Il y a quand même quelque chose d'essentiel qu'a inventé Facebook depuis vingt ans, ça s'appelle le « *j'aime* », et c'est le plus petit outil d'engagement qui n'ait jamais existé et qui puisse se répandre. Cet outil-là est assez fantastique, parce qu'il a permis de s'engager sur des photos dans un cercle familial, professionnel, il a permis de partager des relations, c'est un outil de mobilisation. Depuis vingt ans, on glose sur les réseaux sociaux et ce « *j'aime* » a pris plein de formes – sur Instagram, je ne vais pas tous les citer, et on va éviter la question de TikTok aujourd'hui. Il crée un fossé démocratique, parce qu'à un moment donné, c'est compliqué d'adosser la démocratie représentative, où on vote tous les cinq ou six ans face, à la capacité qu'a tout un chacun à pouvoir cliquer pour dire « *j'aime* » ou « *je n'aime pas* ». Ce fossé se creuse depuis des années, alors il faut trouver des solutions, des pistes. Eh bien je vous le dis : il faut saisir la démocratie et il faut cliquer.

Une des dernières clés de cette participation : l'identité numérique, ce à quoi nous travaillons avec la Ville et la Métropole. Il faut un seul login et un seul mot de passe pour accéder à l'ensemble des services. Nous n'ouvrons pas à chaque fois que nous ouvrons un service, un nouveau journal ou un nouvel Amazon ou un nouvel outil en ligne, nous ouvrons la relation avec nos concitoyens. Il faut une identité numérique qui nous permette d'accéder non seulement à l'ensemble des services, mais aussi à cet outil fondamental de démocratie qui est, qui vient d'être délibéré aujourd'hui. C'est l'accès à la démocratie et aux services publics que nous préparons. C'est une première pierre et je pense qu'on peut s'en féliciter, et qu'on aura l'occasion d'y revenir. Merci encore Séverine [SAINT-MARTIN].

Monsieur le Maire : Merci Monsieur REYNAUD. Madame FRÊCHE, puis Madame la rapporteure

apportera des éléments.

Julie FRÊCHE : Oui, merci beaucoup Monsieur le Maire. Je voudrais revenir sur nos engagements de campagne en matière de renouveau démocratique. Je me rappelle de la réunion qui avait été organisée avec Jo SPIEGEL, avec l'ensemble des membres de l'équipe, où nous avons effectivement beaucoup appris sur cette question. Nous avons d'ailleurs organisé notre campagne des élections municipales dans des relations d'ultra proximité, au plus proche des quartiers. Aujourd'hui, quand je vois le chemin parcouru, plus de 300 réunions publiques, un budget participatif, un droit d'interpellation citoyen... Le chemin est long, c'est un sujet particulièrement compliqué, qui demande l'investissement de tous.

Je voudrais souligner l'immense travail réalisé par Séverine SAINT-MARTIN et Jean-Dominique DELAVEAU, mais aussi tous les adjoints de quartier qui mènent un travail invisible au plus proche des habitants : Boris BELLANGER dans le quartier Centre, Véronique BRUNET à la Mosson, Mylvia HOUGUET à Hôpitaux-Facultés, Radia TIKOUK aux Cévennes, Nicole MARIN-KHOURY sur le quartier Saint-Martin Lemasson Croix d'Argent Estanove. C'est un travail qui est extrêmement difficile, dont on parle assez peu.

Je voudrais mettre l'accent sur le dispositif des groupes habitants dans le cadre des quartiers apaisés. Nous l'avons fait à Carnon Méditerranée, à Saint-Martin, à Celleneuve, dans le cadre de l'ANRU à la Mosson, aux Cévennes, à Boutonnet, aux Beaux-Arts. A chaque fois dans ces groupes habitants, ce n'est peut-être pas de la codécision, mais c'est de la co-construction. Pourquoi ? Parce qu'on partage les contraintes. Vous avez systématiquement, sur un espace contraint, des demandes qui sont des injonctions différentes. On nous demande de sécuriser le chemin de l'écolier, de faire une piste cyclable sécurisée, de planter des arbres, de donner plus de place aux terrasses, de faire des trottoirs aux normes qui permettent à deux personnes en fauteuil roulant de marcher côte à côte et plus l'un derrière l'autre, etc. En fait, on est sur un espace qui est une rue, qui est contrainte et où il est difficile des fois de répondre positivement à toutes ces injonctions, qui peuvent être contradictoires. C'est le but des groupes habitants.

Aujourd'hui, des centaines de réunions réunissent les habitants d'un quartier et les services techniques. Il y a systématiquement une information de ces habitants, à qui on envoie les documents techniques, à qui on laisse le temps de pouvoir travailler sur ces documents, et ensuite de faire un retour et de partager les contraintes. Ici on ne peut pas planter parce qu'il y a trop de réseaux, ici si on fait un trottoir aux normes – et c'est bien la priorité parce que la place du piéton est prioritaire sur l'espace public – il est difficile de faire un aménagement sécurisé, séparé de la voirie, il faut peut-être impacter le plan de circulation, pour diminuer le flux de véhicules et permettre aux vélos d'être avec les voitures. Ce sont des contraintes que nous partageons régulièrement avec les habitants et qui requièrent l'expertise aussi bien de la démarche citoyenne pilotée par Séverine SAINT-MARTIN, que des adjoints de quartier, mais je pense aussi à l'adjoint à la voirie Laurent NISON. Je pense effectivement à des élus qui sont investis dans le cadre de cette démarche citoyenne, qui prennent en compte la complexité de toute opération d'aménagement public. C'est un bon chemin parcouru, et vraiment un immense bravo pour cette nouvelle délibération.

Monsieur le Maire : Merci Madame FRÊCHE. Madame SAINT-MARTIN pour apporter quelques éléments de réponse.

Séverine SAINT-MARTIN : Merci beaucoup. Tout simplement, je ne voulais pas qu'on reste avec des chiffres erronés concernant ces instances de participation citoyenne.

Madame DOULAIN, je vous sais attachée à la participation citoyenne, vous me savez attachée à la participation citoyenne. Je vous remercie en tout cas d'avoir relevé la dynamique et les évolutions qui vont venir conforter cette dynamique. Vous êtes d'accord avec nous sur la proposition faite sur l'ouverture à tous ceux qui vivent et travaillent dans le quartier des Assemblées de quartier. Vous êtes d'accord avec nous pour mettre en œuvre une démarche pour aller vers les habitants les plus éloignés, en tout cas des réflexions sur nos politiques publiques. Vous êtes d'accord avec nous sur la nécessité de pouvoir mettre en place des auditions, qu'elles soient des élus, des experts, sur tous les sujets que les membres souhaiteront aborder. Vous êtes d'accord avec nous qu'il s'agit de pouvoir ouvrir au maximum des démarches, et c'est ce que nous avons fait, au niveau de la participation citoyenne. Je vous remercie pour cela et je vous remercie de l'avoir relevé.

Je voudrais quand même mettre à votre connaissance ces chiffres. Vous parlez de désengagement dans les instances participatives : il est de 10,7 %, précisément, à ce jour en trois ans. On ne peut pas dire que ce soit un raz-de-marée de désengagement. Par contre, on peut relever qu'il y ait une présence et une fréquence absolue à toutes les réunions – qui sont mensuelles, bimensuelles, quelquefois hebdomadaires – des membres qui vont de 50 à 72 % en fonction des quartiers. Je voudrais quand même qu'on puisse relever l'engagement des habitants et l'appétence de ces habitants à travailler en coopération avec nous.

Vous avez soulevé le pouvoir décisionnaire des Assemblées de quartier dans le budget participatif. Je vous remercie en tout cas de souligner ce que nous mettons en place, puisqu'effectivement, les Assemblées de quartier seront dans un moment décisionnaires, avec les porteurs de projets, des projets qui seront soumis au vote sur la plateforme participer.montpellier.fr. Vous avez raison de souligner que, pour mettre en œuvre le droit d'interpellation, nous aurons besoin de la plateforme participer.montpellier.fr. Les droits d'interpellation seront diffusés sur cette plateforme à l'ensemble des Montpelliéraines et des Montpelliérains. Je vous remercie pour votre soutien, Madame DOULAIN.

Monsieur le Maire : Merci Madame SAINT-MARTIN, merci de votre travail. La question de la participation citoyenne, ou plutôt de comment nous vivons nos valeurs démocratiques auxquelles nous sommes attachés, que nous chérissons tant elles sont menacées partout sur la planète par les dictateurs – Monsieur POUTINE et sa réélection qui n'a rien de démocratique – nous sommes pleinement mobilisés. Cette délibération propose un nouveau cadre.

Je propose de la voter en l'état. On mettra aux voix vos amendements, je m'excuse, Madame DOULAIN, je ne les ai pas lus, mais ils seront votés. Je n'appellerai pas à les soutenir, parce que je pense que, de manière assez injuste, il y a trop de suspicion. Bien sûr qu'on va la réunir le plus souvent possible. On a envie que ça marche, que les gens s'impliquent. D'ailleurs, on se démène pour aller chercher les gens les plus éloignés de la vie démocratique. Le Conseil des résidents étrangers : j'ai pris un tombereau d'insultes de l'extrême droite quand nous avons relancé ça, déniaient le droit des citoyens résidents de notre ville de participer aux réflexions de la Ville. Nous menons une énergie incroyable avec Véronique [BRUNET] pour faire participer les jeunes, dont on sait qu'aujourd'hui, malheureusement, ils se détournent parfois des élections. Tout comme nous travaillons là-dessus. Il y a plein de manières et de chemins pour faire vivre la démocratie.

La question des échelles de discussion est aussi posée. Il y a la dimension de proximité, tout le travail qu'on fait dans les groupes habitants, notamment. Après, les tailles des quartiers, souvent les gens me disent : « *oui, il faudrait que ce soit plus petit, Monsieur le Maire* ». Et je leur dis : « *sans doute, mais c'est bien aussi que dans un même espace, on parle de tous les sujets* », parce qu'il y a des quartiers qui vont très bien dans notre ville, et puis il y en a où cela est plus compliqué. En ce moment, les

habitants de Montasinos, on en discute dans le grand quartier d'Aiguelongue, dans sa diversité et on partage les enjeux, les difficultés, on les entend. Alors, quelle est la bonne échelle géographique ? C'est un vieux débat, il est tout le temps-là. C'est aussi en tâtonnant, en allant chercher les bons formats, en trouvant les bons espaces. Il faut aussi donner de l'appétence, c'est pour ça que lors de ce qui préfigurerait l'Assemblée citoyenne, on a fait une saisine sur la ville de demain. Les gens m'ont dit : « *mais qu'est-ce que ça va être la ville de demain ?* ». C'est une ville qui tient, dans le contexte de crise climatique que nous connaissons.

Ce qu'on essaie de faire – ça n'a pas été relevé – mais c'est aussi le travail d'accompagnement. La démocratie peut être un exercice d'asymétrie, c'est-à-dire qu'il y a ceux qui savent et puis il y a ceux qui viennent, et on ne partage pas la donnée. Je veux remercier ici Alain FAURE, Marie-Christine BLANDIN, Dominique BOURG, les personnalités qui sont venues parler, expliquer, échanger. C'est même parfois très stimulant. Je regrette de ne pas toujours avoir le temps pour saisir ça – je me retrouve avec beaucoup de livres.

D'une manière plus globale, j'appelle vivement au vote de cette délibération. Le droit d'interpellation, on va en faire évidemment notoriété – le but ce n'est pas de mettre un dispositif et qu'il vive en catimini. Le budget participatif : il y en avait un auparavant sur le vieux modèle, ce n'était pas satisfaisant, il a évolué en dialogue. Ce qui fait la force d'une démocratie, c'est le respect des engagements pris par les élus – premier point. Deuxièmement, c'est le soutien aux forces vives d'une ville : le tissu associatif formidable. L'Antigone des associations a été doté en moyens – jamais suffisants, mais pour lequel nous nous efforçons d'être présents. C'est par exemple lancer des initiatives comme « *Les enfants dehors* » pour gérer des parcs et jardins. Enfin, demain, ça va être la sécurité sociale alimentaire commune, pour permettre aux citoyens d'innover, de pouvoir nous aider collectivement à faire le pas de côté. Trois : c'est le soutien aux formations syndicales. Il y a tellement de villes qui sont en train de fermer leur Maison des syndicats. Nous, avec Madame SAURAT, on aura un dialogue pour voir comment on rénove ce lieu, qui participe de la vie sociale et démocratique, c'est essentiel. Je vous dis ça parce que, quand on est à Montpellier, on se dit qu'il faudrait faire plus, il faudrait faire plus, mais quand on se compare, mais c'est effrayant ce qui se passe. Quand j'ai reçu Philippe MARTINEZ pour les 100 ans de la Confédération – quoi qu'on pense – il me décrivait une situation très préoccupante du droit des organisations syndicales. Nous, on garde ça. La démocratie, ce sont tous ces espaces de consultation qui ont été énumérés.

Madame DOULAIN, je ne voudrais pas qu'on laisse entendre dans ce débat que vous seriez le chancre de la démocratie. Je m'excuse, mais je ne peux que ré-évoquer l'état de sidération démocratique que vous avez provoqué dans vos choix au second tour des élections municipales. On peut se revendiquer municipaliste, qui une expérience démocratique qui a un intérêt, qui doit être regardée – la Maire de Madrid auparavant et d'autres, on a fait référence à Jo SPIEGEL. Mais enfin, la démocratie, ça ne se scande pas. C'est un exercice difficile. Ce n'est jamais dire oui à tout, c'est assumer de dire parfois qu'on ne peut pas faire ou que c'est dur, et de nommer les choses telles qu'elles sont. Essayer que notre communauté territoriale partage un destin, même si on doit faire des compromis pour essayer de définir l'intérêt général, pour retrouver et garder des chemins de dialogue. Elle passe finalement par des preuves. Il y a deux modèles : les choix d'alliances au second tour, et la capacité à tenir ses engagements dans le respect. Ou quand on n'y arrive pas, comme je l'ai dit récemment, lors d'une balade urbaine sur le terrain : on ne va pas refaire comme on l'avait promis l'avenue de Toulouse. Tout le monde l'a bien compris compte tenu du niveau d'investissement déjà engagé, des nombreux chantiers. Sinon Monsieur DOMERGUE m'aurait dit « *encore des travaux* ».

Cette délibération vise à dire à tous les Montpelliérains « *vous pouvez être partie prenante de la Ville, vous pouvez vous saisir d'un certain nombre d'instances, dans le respect, dans le dialogue* ». C'est

un travail important qui est conduit par Madame SAINT-MARTIN et à travers elle toutes les équipes. Avec un peu de frustration de notre part, il faut le dire : on a eu deux ans de Covid-19 et on n'avait pas le droit de faire de réunions dans des conditions idéales. Maintenant, on se rattrape. Je ne sais pas si c'est le nombre de réunions qui compte ou plutôt l'état d'esprit qui les anime, mais je me réjouis de voir très nombreux nos résidents étrangers, nos jeunes, cette pré-Assemblée citoyenne qui s'est tenue, où les gens participent. Il y aura toujours des gens pour dire que tout ce qu'on fait, ce n'est pas bien, ce n'est pas grave, ce qui compte, c'est d'avancer.

Je mets aux voix les amendements de Madame DOULAIN – excusez-moi, je ne les avais pas. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Les amendements ne sont pas adoptés.

L'amendement proposé par Mme Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité des voix exprimées.

Pour : 3 voix

Ont voté pour : Mme Alenka DOULAIN, Flora LABOURRIER, Mme Clothilde OLLIER.

Contre : 55 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

Note de l'administration : Madame DOULAIN indique dans son intervention avoir transmis un amendement écrit mais ce dernier n'a pas été communiqué à Monsieur le Maire selon la procédure requise par le Règlement Intérieur du Conseil municipal. Par conséquent, le texte de cet amendement n'est pas recevable et n'est donc pas intégré au présent procès-verbal de séance. En revanche, le Règlement Intérieur du Conseil municipal prévoit également la possibilité de présenter un amendement oral : l'intervention de Madame DOULAIN valant présentation de l'amendement, après examen par le Conseil municipal, il est soumis au vote par ce biais.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix la délibération proposée par Madame SAINT-MARTIN, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération sans amendement est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

8. Services à la population et cohésion sociale - Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Montpellier - Bilan d'activité 2023 - Plan d'action 2024 - Attribution de subvention - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Mmes H. EMAD, R. TIKOUK et M. M. ASLANIAN sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 8. Monsieur CALVO.

Michel CALVO : Oui, Monsieur le Maire. Cette délibération est justifiée par le fait que la Ville donne une subvention de plus de 15 millions au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) pour son budget annuel.

Monsieur le Maire : Soit 2 millions d'euros de plus par rapport à 2020. Pour répondre : plus 2 millions pour l'action sociale de la commune.

Michel CALVO : Absolument. Dans ce cadre-là, avec 15 millions, nous faisons un budget de 51 millions qui intervient sur tous les aspects des politiques sociales et politiques publiques.

Je ne vais pas relire la délibération, elle est très détaillée. C'est la troisième année que nous la reprenons. Elle est chaque fois rédigée en fonction de l'actualité annuelle. Mais je voudrais éclairer un aspect : la mutabilité, l'adaptation de nos services par rapport à l'évolution du social dans notre ville. On a une préoccupation de continuité, avec des services qui voient l'augmentation du public extrêmement importante, et nous adaptons nos outils pour tenir compte des nouveaux objectifs.

Je voudrais donner un exemple très précis : la domiciliation est une obligation depuis six ans. En six ans, on est passé d'un service qui comprenait 2,5 Equivalents Temps Plein (ETP) à 9 ETP. Aujourd'hui, nous recevons 6 800 personnes qui sont domiciliées chaque année, dont plus de 4 000 passent à peu près huit mois en période de domiciliation, ceux qui dépassent huit mois n'augmentant pas. Il y a dans la domiciliation un fonctionnement d'accueil sur l'arrivée sur la ville pour les publics qui ont du mal à trouver leur domicile de référence.

Je voudrais aussi dire que si notre budget a augmenté de 2 millions depuis quatre ans, cette année, il n'augmente pas. Mais nous obtenons deux subventions de cofinancement de l'État sur deux gros projets d'adaptation.

D'une part, la création d'une expérimentation de territoire zéro non-recours. Vous savez que 30 % des ayants-droits au RSA ne recouvrent pas leurs droits et 40 % des gens qui pourraient bénéficier d'une couverture maladie universelle ne le demandent pas, ce qui fait donc un public qui échappe à des potentialités de couverture de leurs droits. Sur trois quartiers – la Pompignane, les Aubes et l'Aiguelongue – nous allons utiliser une équipe, financée par l'État et le CCAS à parité, qui ira vers les publics par tout un travail de partenariat avec les associations, pour les amener à demander leurs droits, qui sont extrêmement importants. On sait qu'on ne peut pas dire qu'on vit avec le RSA, on survit, mais c'est stupide de ne pas s'en préoccuper et de ne pas ouvrir au minimum ce droit pour toute une série de bénéficiaires qui bénéficient d'aides à l'allocation.

D'autre part, nous allons ouvrir grâce à un financement de l'Agence Régionale de Santé (ARS), un centre de ressources territoriales. Ça ne va pas transformer la vie des Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), mais nous aurons la possibilité d'expérimenter la possibilité de prendre en charge trente personnes âgées isolées en restant au maximum dans leur domicile de référence. Ça nous demande un travail de partenariat avec tous les acteurs qui peuvent intervenir au domicile, etc. Ça ne bouleversera pas le fonctionnement des EHPAD, mais ça permet d'expérimenter le maintien à domicile jusqu'au bout des personnes qui voudront tenter, d'être accompagné malgré la dégradation de leurs besoins de soins, etc. C'est des expérimentations et une adaptabilité qui étaient importantes.

Je voudrais attirer l'attention sur le fait que la conjoncture fait que nos sept EHPAD subissent la crise financière. Deux sont programmés pour être fortement déficitaires cette année, par la seule éruption de la crise financière. Le taux d'épargne passant de 0,5 % à 4 %, nous aurons 500 000 en déficit sur la gestion des deux EHPAD les plus récents qui amortissaient encore le point.

Monsieur le Maire : Monsieur CALVO, vers votre conclusion s'il vous plaît.

Michel CALVO : Je voudrais juste dire pour terminer que les dix-sept clubs de l'âge d'or sont utilisés comme des plateformes pour aller vers la proximité. Je tiens à remercier Yves BARRAL, qui s'investit jour et nuit dans leur fonctionnement et pour les améliorer. J'arrête là.

Monsieur le Maire : Merci, pour tenir le temps. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur CALVO sur ce rapport ? Allez-y Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Merci Monsieur le Maire. Comme vous le savez, je suis encore très attachée à ce qui se passe au CCAS, je pense que ça n'est une surprise pour personne. Ce que j'aimerais savoir, Monsieur CALVO : est-ce que l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) été fait au niveau du CCAS ? Nous sommes tenus, quand une nouvelle équipe vient aux affaires, de faire l'ABS dans les deux ans qui suivent l'élection. Cette ABS est importante, parce qu'elle permet d'ajuster, au plus près des besoins des Montpelliérains, l'action sociale qu'on va y initier. C'est important de savoir. Si elle a été faite, est-ce qu'on peut avoir un petit compte rendu des grandes lignes de ce que ça a donné ? Parce qu'il est intéressant de savoir si la configuration de la ville au niveau social a changé, et ce qu'on peut faire.

Je vois que le CCAS continue à faire son boulot, mais à ronronner doucement. Je vais réitérer mes réflexions et mon avis – je l'avais donné déjà l'année dernière. Je trouve que ça manque un petit peu d'énergie, de dynamisme, de peps, ce qui se passe au CCAS. La plupart des actions sont des actions qu'on avait mises en place, qui sont continuées, et qu'on avait créées justement à la suite de l'ABS. Est-ce qu'aujourd'hui la nouvelle ABS a été faite ? Est-ce qu'on peut envisager une nouvelle politique sociale en fonction de son résultat ? Merci.

Monsieur le Maire : Merci Madame YAGUE. Monsieur CALVO, qui ne manque pas d'énergie et d'engagement, va vous répondre sur la première partie, et je répondrai à vos sous-entendus.

Michel CALVO : L'ABS été faite dès le début du mandat en 2020 et rendue publique en 2021. Je crois me souvenir qu'une délibération a été adoptée en Conseil municipal, répondant à votre demande, donnant les principales orientations. Je m'étonne qu'elle vous ait échappé, parce qu'elle était assez importante, de mémoire, elle faisait une dizaine de pages. Bon, je prends note de vous envoyer le rapport de l'ABS. J'avais proposé à l'époque de l'envoyer à tous les élus qui me l'ont demandé, je crois que j'en ai diffusé 25 à peu près. L'ABS est aujourd'hui en plus enrichie par tous les travaux d'études sur les évolutions de la scolarisation et de la politique de la ville, sur laquelle nous reviendrons un petit peu plus loin. Je pense que la prochaine ABS, lors du prochain mandat, sera remarquable parce qu'elle pourra s'appuyer sur toute une série de travaux que notre équipe a faits dans le cadre de toutes les politiques publiques.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur CALVO.

Manque d'énergie, en tout cas pas d'engagement. D'abord l'engagement financier est là : une hausse de 2 millions d'euros pour le CCAS. Souvent, quand on est dans cette situation et on est confronté aux nombreuses fragilités qui existent dans notre ville et dans notre pays, on se dit qu'il faudrait évidemment plus. Mais disons les choses : on a signé le Plan pauvreté, dispositif important, qui nous a aidé à accompagner de nombreuses politiques publiques, comme la dignité, avec l'association Bulle-Douche. Ou sur la question de l'habitat intercalaire : c'étaient les gens du squat dans les archives des beaux-arts qu'on a pu accompagner ou le bidonville de Celleneuve, pour aller vers le village de transition de La Rauze. Ce sont des dossiers extrêmement importants. C'est cette expérimentation sociale pour aller vers les seniors dans le maintien à domicile, dans le secteur de la Croix d'Argent, c'est évidemment poursuivre ce qui a été engagé, ce matin rue Marioge, et le Centre d'expérimentations et d'innovation sociale (CEIS) se profile autour de l'innovation. C'est le CCAS qui se prépare à lancer la mutuelle communale au mois de septembre, extrêmement attendue, en particulier pour tous les retraités avec petite pension ou pour les travailleurs à petit contrat, qui n'ont

pas la prestation collective. Ça aura lieu au mois de septembre. Je pourrais prendre plein d'exemples, la dynamique qu'on a engagée autour de Montpellier capitale européenne de la culture, qui a permis d'amplifier des choses qui existaient déjà et de les intensifier.

Je veux saluer ici Michel CALVO et les équipes du CCAS. On est lauréat pour l'expérimentation territoire non-recours, alors que tout le monde a tout fait pour nous barrer la route sur ce projet. On va pouvoir accompagner les personnes pour que leurs droits soient reconnus. Si ça c'est ronronner, alors que les gens peuvent être aidés : AAH, RSA, etc. Et pardon, on ronronne, peut-être que vous ne voterez pas la délibération tout à l'heure, avec une politique très volontariste, très cohérente, qui mériterait d'être davantage soutenue encore, sur les femmes seules avec enfants, ce qu'on a fait sur les places d'attribution en crèche ou sur la cotation du logement social. Aujourd'hui, on a 16 000 familles dans la ville qui sont des femmes seules avec enfants. Tout comme on l'a fait sur la tarification de la cantine, pour aider cette vulnérabilité. Tout à l'heure, nous aurons une délibération sur l'acquisition de la Résidence Les Violettes pour, au moment où les séparations ont lieu, éviter de se retrouver dans la spirale de grande vulnérabilité sociale, des femmes qui se retrouvent souvent à porter la charge mentale seules avec enfants. Aujourd'hui, le CCAS assume un chef de fila très important sur ce sujet, tout comme il assume ses missions.

Là encore, Madame YAGUE, avec beaucoup de respect, que vous soyez attachée au CCAS, vous y avez exercé votre délégation et c'est tout à votre honneur d'en parler. Mais le meilleur moyen, c'est peut-être de nous faire des propositions, plutôt que de laisser vivre des sous-entendus type « *manque de peps, manque d'énergie* », etc. Lors du précédent Conseil, vous avez demandé à intégrer les 80 ans de la libération et on vous a ouvert la porte. Soyez constructive. Il n'y a aucun problème. Vous le savez que c'est très difficile. D'ailleurs, quand je siégeais dans l'opposition, je ne vous ai jamais accusée d'avoir laissé les gens dehors. C'est tellement dur, ces questions. Soyez rigoureuse, on pourra vous répondre et même peut-être la pertinence de vos interventions nous aidera à progresser.

Je veux rendre hommage ici à toutes les équipes du CCAS, extrêmement mobilisées dans un contexte très difficile. On le sait, les métiers du soin, ceux qui procurent la dignité pour nos aînés, ceux que Cynthia FLEURY invite à revaloriser, ceux qui œuvrent pour la dignité, on essaie de les accompagner mais c'est très dur de recruter, on a beaucoup de difficultés sur ces métiers du social, du soin. Je veux qu'on leur rende un hommage extrêmement appuyé. Je veux saluer cette personne, ce travailleur, ces travailleuses sociales qui, par exemple, à l'Association Humanitaire de Montpellier, pour lesquelles on a trouvé des locaux. Bien sûr qu'il faut aider les gens à avoir un repas, évidemment. Mais vous savez ce que cette association fait ? Elle prend les situations et elle essaie de voir comment on peut les remettre en droit tous ces gens qui ont été cabossés par la vie. Cette association est formidable, je veux la saluer. Il n'y a pas de fatalité à rester là.

Ce n'est peut-être pas énergique, ou je ne sais pas quoi, manque de peps. Mais du mieux possible, avec les moyens qui sont les nôtres, on essaie de bien faire avec ce bouclier social que nous cherchons à ériger, et dont le dernier, conformément à nos engagements, sera la mutuelle communale. Madame YAGUE, il n'y a pas de problème pour vous communiquer les documents, même pour que vous nous fassiez part de réflexions. De là à dire que ça manque d'énergie ou de peps, je pense que pour les agents qui sont ultra mobilisés, c'est profondément inexact.

Je mets aux voix. Ah, Monsieur SAUREL.

Philippe SAUREL : Oui, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Vous qui avez été élu, présidé le CCAS.

Philippe SAUREL : Je voudrais simplement ajouter une phrase à l'exposé de Monsieur CALVO, qui a indiqué – et je partage ce qu'il a dit – que les personnes qui ont le RSA sont en mode survie. Mais je crois qu'aujourd'hui, avec le contexte national, et avec certaines décisions prises par ce Gouvernement...

Monsieur le Maire : Les remboursements.

Philippe SAUREL : Pas que cela, sur l'emploi, sur toute une série de domaines. Les petits salaires et les moyens salaires se trouvent aussi en position de survie. Je pense qu'il faut les intégrer dans la réflexion globale, et ne pas réserver, si j'ose dire, le terme de « *survie* » uniquement aux personnes pouvant bénéficier du RSA.

Monsieur le Maire : Merci. Je partage. Aujourd'hui, il y a des gens qui peinent à vivre de leur travail dignement. Il y a des gens qui sont des retraités avec petite pension, c'est une vie de travail. La gratuité des transports est une mesure emblématique pour accompagner de manière universelle cela. La mutuelle communale sera une mesure pour accompagner leur protection sociale. Vous avez parfaitement raison, quand vous êtes dans un métier de logistique, vous n'avez pas de prévoyance collective et on ne vous couvre pas du point de vue de la santé. Quand vous êtes sénior au chômage, vous n'êtes quand même pas coupable.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci de cette unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

**9. Services à la population et cohésion sociale - Contrat Local des Solidarités 2024-2027
entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Contrat local des solidarités 2024-2027. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVO ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

**10. Services à la population et cohésion sociale - Contrat de ville 2024-2030 - Quartiers
2030 - Approbation - Autorisation de signature**

Mmes H. EMAD, R. TIKOUK et M. M. ASLANIAN entrent en séance.

Monsieur le Maire : Monsieur LAOUKIRI. Quartiers 2030, politique de la ville. On tient les crédits et on espère que les autres ne vont pas baisser. Je veux saluer la Présidente de Région qui met des moyens sur la politique de la ville.

Mustapha LAOUKIRI : Merci Monsieur le Maire. Effectivement, il s'agit aujourd'hui de voter, sous sa nouvelle appellation, le nouveau contrat de ville. Le dernier est arrivé à échéance le 31 décembre 2023, le nouveau est appelé « *quartiers 2030* ». Il s'agit d'une nouvelle approche, en

collaboration avec les partenaires que sont l'État et la Région – comme vous l'avez rappelé. Il s'agit d'agir sur quatre principes : simplification, priorisation, territorialisation, concertation – on va le voir effectivement, grâce à la nouvelle approche au niveau des instances de participation citoyenne.

Il s'agit ici aussi de revoir l'ensemble des nouveaux territoires. Nous avons deux territoires qui sont sortis des QPV, le rue Faubourg du Courreau et Vert-Bois. Nous avons des territoires qui sont étendus, comme pour la Paillade et Lemasson Croix d'Argent. Nous avons un territoire qui a fusionné. Il s'agit ici aussi de mettre en place des actions à destination de l'éducation et jeunesse, l'accès au droit et lien social, sécurité, tranquillité publique et cadre de vie, emploi et entrepreneuriat bien sûr, avec en complément deux grands défis transversaux que sont le défi de l'égalité et le défi de la transition écologique et solidaire.

Il y a un comité de pilotage qui chapeaute le tout, coprésidé par vous Monsieur le Maire, au titre de la présidence de la Métropole, ainsi que par Monsieur le Préfet, un comité stratégique co-piloté par notre collègue la Vice-Présidente en charge de la politique la ville, Clara GIMENEZ, et le Secrétaire général de la Préfecture, et ensuite l'exécution, le comité de technique animé par le service politique de la ville. Il s'agit aussi donc de faire participer, Madame Séverine SAINT-MARTIN l'a présenté, la nouvelle assemblée citoyenne qui se dénomme Assemblée de quartier, qui pourra fusionner l'ensemble des représentations des citoyens, afin d'apporter une solution. En tout cas, au niveau des opérateurs qui travaillent et que je tiens à remercier, dans le cadre du contrat de ville, qui apportent un travail quand même assez remarquable sur l'ensemble de ces territoires.

À cette délibération, en annexe, vous avez l'ensemble de la présentation du nouveau projet contrat de ville, avec l'ensemble des territoires, avec un certain nombre de renseignements concernant les taux de pauvreté, les taux de familles monoparentales et les actions que l'on propose de mettre en place, avec une clause de revoyure à 2027 pour juger de la pertinence de notre approche.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur LAOUKIRI. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame LABOURIER bien sûr.

Flora LABOURIER : Monsieur le Maire, Chers Collègues. Je souhaiterais intervenir sur les affaires 10 et 11 qui sont tout à fait liées. Permettez-moi de vous rappeler des chiffres qui ne peuvent pas nous laisser indifférents. 20 %, c'est le pourcentage de Montpelliéraines et de Montpelliérains concernés par le contrat de ville. Un chiffre qui ne peut être ignoré, car derrière chaque pourcentage se cache une réalité humaine, des vies, des familles, des quartiers entiers. Il est primordial, avant tout, de mettre en lumière les attaques frontales que subit la politique de la ville de la part du Gouvernement. Depuis 2017, cette politique est prise pour cible par des coupes budgétaires drastiques, qui compromettent gravement notre capacité à agir efficacement dans les quartiers prioritaires. Dès 2017, le programme 147 de la politique de la ville a été amputé de 46 millions d'euros, soit plus de 11 % du budget total. Ça nous a donné le ton de la politique du Gouvernement pour les années à venir. Vous le savez mieux que quiconque aujourd'hui aux manettes, ces restrictions budgétaires ont des répercussions désastreuses sur nos efforts.

Doit-on pour autant se résigner ? Non. La politique de l'impuissance, il faut toujours la laisser à d'autres que nous. Il faut avoir une politique ambitieuse. Madame FRÊCHE, c'est sans démagogie qu'on dit toujours « *il en faut toujours plus* », et c'est notre rôle dans l'opposition. Ce n'est pas qu'on veuille caricaturer la majorité, pas du tout. C'est notre rôle de pousser toujours la majorité à se dépasser et aller plus loin que c'est mieux que le pire. C'est notre rôle.

Ce qui est préoccupant aujourd'hui, c'est que votre proposition ne témoigne pas de cette ambition et

de cette nécessité. Votre proposition au niveau local, elle pourrait se résumer ainsi : le plan zéro euro. Zéro moyen supplémentaire alloué aux associations par rapport à la précédente programmation. On le dit et on le redit : oui, Facebook et Instagram, Monsieur REYNAUD, ce n'est pas la réalité. La réalité, ce sont les associations, ces acteurs essentiels de la vie locale, qui voient leur charge augmenter sans que les montants des subventions ne suivent cette évolution. Il est temps que ça change, *a minima* ces subventions devraient suivre cette inflation. Pourtant, malgré ces défis majeurs, nous constatons l'absence d'indicateurs sur des sujets aussi cruciaux dans le suivi et dans l'évaluation. Aux deux tiers de mandat, l'évaluation des politiques, elle est très importante, et ça manque sur plein de sujets.

Enfin, je souhaiterais approfondir un point : la dimension politique de vos propositions, qui m'inquiète, parce qu'on sent bien le glissement très sécuritaire des politiques de la ville. On l'a déjà dénoncé dans cet hémicycle. La course poursuite à la politique DARMANIN est un échec et on doit vraiment l'éviter. Je tiens fermement à condamner les opérations « *place nette* » qui, par leur caractère théâtral, caricaturent l'action publique et se révèlent totalement inefficaces. En adoptant cette approche, vous détournez notre municipalité de notre héritage en partie socialiste, pour une version modernisée du Karcher de SARKOZY. La sécurité des citoyens ne saurait se limiter à des actions spectaculaires, mais qui requièrent une véritable politique de proximité.

On a déjà fait des propositions concrètes : remettre un poste de police de proximité à Saint-Martin ; l'installation d'un poste de police de proximité mobile place du Lavoir, car vous le savez, à Figuerolles, il y a des problématiques très particulières. Les habitants sont à bout de voir des enfants côtoyer des dealers et des seringues. Ces mesures sont essentielles pour répondre aux besoins dans nos quartiers gangrenés par le fléau de la drogue. On doit prendre en charge ces questions-là, ne serait-ce que pour répondre à un enjeu vis-à-vis de notre jeunesse, qu'on ne peut pas laisser entre quatre murs de prison ou quatre planches de cercueil. Nous devons agir pour sortir de ce cercle très vicieux. Nous vous proposons aussi de revenir sur la position que vous avez, quant à la légalisation contrôlée par l'État du cannabis, qui est un vrai sujet, parce que les marchés souterrains sont une vraie problématique qu'il nous faut enrayer. Nous pouvons avoir une position commune et forte et courageuse au niveau local.

Enfin, je tiens à vous dire, Monsieur le Maire, avec tout le respect que j'ai pour vous et pour l'histoire qui est la mienne, qu'entre Monsieur JOXE et Monsieur SARKOZY, pour mon héritage, je choisirai toujours l'héritage de Monsieur JOXE. Vous vous revendiquez de KEYNES ; revendiquez-vous aussi de Monsieur JOXE et soyez à la hauteur de notre héritage. Cessez de courir après la droite dans cette Ville, elle est suffisamment représentée dans l'hémicycle. Soyez à la hauteur des enjeux et de notre héritage commun.

Monsieur le Maire : La droite, je l'ai entendue, rassurez-vous. Elle a combattu toute la politique sociale qu'on essaie de déployer. D'ailleurs, je partage avec vous un point : la politique de la ville, on ne comprend plus rien au niveau gouvernemental. Une secrétaire d'État qui est beaucoup à Marseille, tant mieux pour Benoît PAYAN d'ailleurs, mais enfin, c'est quoi la leçon après les 300 communes qui se sont retrouvées dans des configurations émeutes ? Il y a une Secrétaire d'État qui a déclaré qu'il faudrait mettre l'uniforme dans les QPV. Bon. J'ai vu que le Maire de Béziers avait fait ça. Nous, dans les QPV, comme partout, on met des bibliothèques, on met des livres et on construit des écoles avec des salles dédiées à l'accompagnement à la parentalité. Parce que quand on se retrouve mère isolée, seule, on est parfois en difficulté, donc on accompagne. J'espère que la politique de la ville va redevenir une ambition, et que des intentions gouvernementales seront définies là-dessus. J'observe qu'il y a des choses qui se font du côté de l'ANRU, et de ce point de vue-là, on est aidés, donc tant mieux. Mais très honnêtement, il faut qu'on prenne la mesure du sujet.

Nous, on est dessus, avec les crédits. Il y a ce qui est voté là, et puis il y a tout ce qu'on fait à côté. Ce qui est voté là, c'est une enveloppe qui est conséquente, qui a augmenté. Nous aurons l'occasion de communiquer sur l'évolution des chiffres sur la politique de la ville. Il y a les moyens financiers, les moyens matériels, avec des locaux, des crêneaux, des synergies qui se trouvent. A la Métropole il y a des personnes qui vont être dédiées à accompagner la politique de la ville, avec une redéfinition sur l'usage des Maisons pour tous. On soutient et on est aux côtés de ce tissu associatif qui mérite tellement. Si tout le monde faisait comme nous, vous avez visé un partenaire, peut-être qu'on irait encore mieux.

Je voudrais indiquer une chose, et je vais vous répondre sur « *place nette* » et la sécurité. Je ne veux pas me laisser embarquer par des anathèmes qui sont à des années-lumière. Là, par exemple, on a fait quelque chose, je veux le saluer, Monsieur LAOUKIRI, avec les services, et Madame GIMENEZ : une association dépose son dossier et rendez-vous dans trois ans. Terminée, la paperasse, pour les 1 000 euros du petit ou grand projet. On signe, on se met d'accord, il y aura du contrôle aléatoire pour voir que les moyens publics sont bien utilisés. C'était un de mes engagements. On va mettre en place des conventions pluriannuelles d'objectifs. Le 8 mars, avec Madame NAKIB, que je salue, on est allés au Centre d'Information sur les Droits des femmes et des Familles (CIDFF). La personne qui travaille là-bas m'a dit : « *je fais 100 dépôts de dossiers pour le financement du CIDFF* ». Cette bureaucratie est un frein à l'engagement, et ça nous coûte en coût d'instruction ici. Cette délibération cadre et permet d'aller vers l'efficacité pour qu'on soit en mode projet et pas en mode procédure.

Au demeurant, sur notre politique de la ville, là où je partage, ce sont les indicateurs. Il y a un comité de suivi coprésidé par Monsieur le Préfet et moi-même qui donne les choses. Un de nos indicateurs : nous arriverons à sortir un quartier de la politique de la ville, ce serait un indicateur de satisfaction. Il faut qu'on y arrive. Je nous l'assigne comme ambition, parce que cette géographie est difficile. Quand on voit que Celleneuve est aujourd'hui un QPV, quand on voit que les Cévennes, il y a 20 ans, était un des quartiers de destination de notre ville, ça nous oblige. C'est pour ça, mes Chers Collègues, vous qui avez voté contre le budget, qu'il y a des crédits d'investissement pour ces QPV. La Ville de Montpellier mène deux ANRU concomitamment, et nous préparons une autre opération, parce qu'on nous a dit : à Montpellier, vous en faites trop. On nous a dit qu'il n'y a pas de crédits. Bon, eh bien on va faire deux ANRU. C'est pour ça que j'ai eu cette phrase, « *la Mosson ensemble à Montpellier* » parce qu'elle est en chantier en ce moment, elle est en dynamique de projet. Tout comme aux Cévennes, nous avançons. On calque nos interventions politiques de la ville sur les enjeux de rénovation urbaine. C'est pour ça qu'on met aussi le paquet sur la Restanque, parce qu'on voit bien qu'il y a un effet sur Saint-Martin qui peut se jouer, de porosité. Je sais qu'on me reproche beaucoup de choses sur le choix qu'on a fait autour du collège Gérard-Philippe et de la sécurité. Mais aujourd'hui, ce collège, il est aussi redevenu attractif parce que les familles ont confiance, pour que leurs enfants aillent en sécurité à l'école.

Ensuite, Madame LABOURIER, moi, je ne renie rien, de JAURÈS, de CLEMENCEAU, de Pierre JOXE, de Bernard CAZENEUVE – vous devriez prendre aussi cette référence – à ce que nous faisons. Les questions de sécurité sont absolument essentielles. Vous savez, avant, il y avait des gens de gauche qui disaient : « *il faut que ce soit la droite, c'est la droite qui gère* ». Non, non : c'est le respect de la règle et de la loi. Je suis contre la loi du plus fort, dans le monde du travail, dans la vie sociale, dans les transports en commun. Je pense que c'est la règle qui fait la vie en société. Je parle peut-être comme un prof de la III^e République, mais ça me va bien. La règle, c'est le fondement.

Nous, qu'est-ce qu'on essaie de faire ? On essaye de donner des sanctions éducatives : rappel à la loi, travaux d'intérêt général, 200 heures en 2020, 4 500 heures ici. C'est le Procureur de la République

qui a salué notre engagement. Il faut faire plus, Monsieur COTE, parce que c'est le type de sanctions éducatives qui sont nécessaires. On a créé une brigade de tranquillité du logement social. Je me suis retrouvé à 23 heures avec eux, sous les applaudissements des habitants. Ça m'a frappé : « *Merci de venir* ». Qu'est-ce qu'elle fait ? Elle repère les endroits où il y a de la drogue planquée, la mécanique sauvage dans le quartier, elle relève toutes les petites dégradations, et elle dit au bailleur « *maintenant, il faut réparer* ». Ça prend encore trop de temps, mais on avance. C'est comme notre police des transports. Qui c'est qui est victime dans les transports en commun ? Les agents, les fonctionnaires qui conduisent. Il y a eu encore une agression par quelqu'un visiblement avec des troubles psychiatriques, mais agression quand même. Bravo à la police, en cinq minutes, interpellé. Il faut aussi de la protection.

« *Place nette* » est la stratégie qui est posée par les pouvoirs publics, le ministère de l'Intérieur. Je suis désolé, mais les gros bras qui, dans certains appartements, deviennent nourrices, eh bien oui, il faut qu'il y ait des forces de l'ordre qui interviennent. Je pense que la coordination des autorités judiciaires, des différents services de l'État et de la Municipalité est importante. Parce que ces appartements-là, ils sont connus et ils font vivre la terreur aux habitants. A Saint-Martin, je ne dis pas que tout est réglé, Madame LABOURIER, mais aujourd'hui les habitants, certains nous disent que ça va mieux. Est-ce qu'un commissariat où les policiers sont derrière un bureau réglerait les problèmes ? Trop simple. Il faut être présent de manière régulière.

Je ne l'ai pas relevé tout à l'heure dans le budget, Madame FAYE, vous mettez beaucoup d'argent pour racheter des commerces – je sais que vous voulez en mettre plus, moi aussi, mais on ne peut pas. Ces épiceries de nuit – pas tous, il y a des gens sérieux – qui sont des prête-noms du blanchiment de la drogue, et pas de la résine de cannabis, de la cocaïne, qui fait des ravages en santé publique, mais aussi dans la ville. Un certain nombre de commerces deviennent ici ou là des vitrines. Je peux vous dire, Madame LABOURIER, vous êtes avocate – alors je crois de mémoire spécialisée sur le droit de l'environnement – nous, en ce moment, on mobilise des avocats, vous savez pourquoi ? Parce que, quand il y a des agréments donnés par la SERM à des kinés, à des médecins, des podologues pour installer des cabinets, on se dit « *super, on y va* », et ensuite qu'est-ce qu'ils font ? Ils donnent leur bail pour faire une épicerie nuit 24/24 qui devient un lieu de crispation dans le quartier. Là, on mobilise des moyens d'avocats pour essayer de faire respecter la règle ; si vous voulez nous aider. Ça ce n'est pas JOXE, il faut que la loi change. C'est vrai, il faut combattre le deal de rue, mais il faut aussi donner les moyens à la justice de pouvoir servir, il faut saisir des commerces qui deviennent des lieux de blanchiment. Vous savez ce qu'ils nous disent les habitants, quand je leur explique tous les commerces qu'on est en train de racheter, rue de las Sorbes ? Que c'est dur. Ils me disent : « *quand est-ce que vous le faites à Eurydice ?* », où l'autorité a été moquée : on fait las Sorbes et après, on s'attaquera à Eurydice. Aujourd'hui, c'est un sujet. Il y a beaucoup de gens qui subissent ça.

Ce qui est frappant, Madame LABOURIER, c'est que, s'il n'y avait que Montpellier, mais c'est toutes les villes de France aujourd'hui. Je vais tenir un propos plus large : c'est le développement du narcotrafic qui est un sujet. On l'entend dans le port d'Anvers, en Belgique, en Hollande, dans nos villes, où on voit ces histoires-là. Il faut qu'on prenne la mesure de ce phénomène. La résolution qui doit être la nôtre, on ne réglera pas tous les problèmes, mais ne surtout pas baisser les bras. C'est pour ça qu'on vous a proposé dans le budget – que vous n'avez pas adopté – la création de policiers municipaux supplémentaires et la brigade du logement social. C'est pour ça qu'à la Métropole nous avons mis en place la police métropolitaine des transports, pour qu'avec l'État, nous puissions travailler ensemble dans les responsabilités qui sont les nôtres. Ces questions de sécurité sont importantes pour nos administrés, au même titre que la sécurité sociale, la sécurité des biens et des personnes.

Quand lors des émeutes – je veux la partager avec vous cette image – il y avait une voiture qui a brûlé, j’ai vu un Monsieur dormir dans sa voiture, qui sortait à 7 h du matin de sa voiture, il me voyait, « *Monsieur le Maire, Monsieur le Maire* ». Et vous savez ce qu’il me demandait ? Il me disait : « *Il faut faire l’état d’urgence* ». Je lui ai dit : « *ce n’est pas mon rôle et j’espère qu’on n’en arrivera pas là* ». Cette personne, elle a dormi dans sa voiture, parce qu’elle avait peur de perdre le moyen d’aller à son travail.

Il faut qu’on soit mobilisés sur ces sujets. Quand je dis ça, je n’ai pas réponse à tout et je sais, pour beaucoup de Montpelliérains, l’épuisement, la difficulté, quand il y a du deal ou une épicerie de nuit qui s’installe, où on ne voit pas un client. On se retrouve tous les jours dans *Midi Libre*, dans la chronique des fermetures administratives, parce que justement, on travaille avec l’État et il y a plein d’endroits dans des villes où on laisse ça prospérer. Aujourd’hui, vous savez ce que nous disent mes collègues maires écolos ou de gauche ? Ils disent : « *est-ce que tu peux nous expliquer les process, etc. ?* » Pas de problème, parce qu’ils voient bien qu’il y a un sujet. C’est la protection des gens les plus défavorisés, les plus fragiles, parce que tout le monde n’a pas les moyens d’aller s’acheter une grande maison bien loin, avec une voiture qui va bien et être multi-assurances. Il faut dire ces choses-là. La règle protège et elle protège en général les plus fragiles. Elle est là pour les plus fragiles, face à la loi du plus fort.

Puisque vous voulez que j’aille au bout, vous me questionnez sur les questions de légalisation ? C’est le débat national : les cigarettes, c’est légal, pourtant, on a de la contrebande, ça nous pose plein de problèmes, et ça déstabilise d’ailleurs les établissements de proximité. Cette économie souterraine, on a les pouvoirs qui sont les nôtres, mais j’espère que le législateur va s’en saisir de manière résolue. Ça tombe bien, dans quelques semaines, je m’exprimerai fortement sur ce sujet-là. Mon expérience de Maire m’a fait malheureusement découvrir des mots qui étaient improbables dans mon vocabulaire : « *mule* », « *chouf* ». Effectivement, quand vous avez des jeunes de 13-14 ans qui se retrouvent à transporter ou à vendre de la drogue, ça doit tous nous alerter. Comment est-ce qu’on répare, qu’on les remet dans un circuit éducatif ? Comment la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) est dotée de moyens ? C’est pour ça qu’on fait ici les Travaux d’Intérêts Généraux (TIG) ou le rappel à la loi, contre ceux qui se soustraient à l’obligation scolaire. C’est ça qu’on essaye de faire. Pas question d’aller faire les gros bras ou pire, c’est essayer d’affronter des problèmes.

Ce sont les problèmes de notre société, parce que ceux qui pensent que ce qui est blanc là, en poudre, ça fait du bien : c’est très mauvais pour la santé. Allez discuter avec n’importe quel professionnel du CHU : ça vous ravage, mais surtout, ça crée de l’insécurité dans nos quartiers. J’ai une mère à Saint-Martin – puisque vous en parlez – qui est venue me voir et m’a pleuré dans les bras, elle m’a dit : « *Monsieur, la drogue a pris mon fils* ». Seize ans, il avait de l’argent, des petites coupures et il la menaçait, l’intimidait : on est face à ces sujets-là. On peut dire « *il faudrait ci, il faudrait ça, plus de gauche, plus de droite, plus...* » : Ok, mais le désarroi de cette personne m’oblige, en tout cas, à essayer de trouver des chemins.

On a multiplié de 0 à 12 les médiateurs dans le logement social, on va lancer – on le présentera – un Plan « *vacances pour tous* », pour que les ados aient des espaces. On ne lâchera rien. Je vous invite à ne pas être sur ce sujet dans des postures. En tout cas, je ne vous laisserai pas dire qu’on joue les gros bras. Je suis très fier que la police, avec le dispositif de la Mosson, emmène les enfants chaque été sur la plage de Villeneuve-lès-Maguelone, que notre police municipale participe à de nombreuses actions de prévention. On est en fait tous azimuts.

J’étais un peu long, mais je partage avec vous ce qui est aujourd’hui la réalité à laquelle on est confrontés. Les chroniques dans *Midi Libre* des fermetures administratives d’épicerie de nuit

renvoient souvent à cette réalité-là. Ce qui nous interpelle aujourd'hui, c'est que l'ensemble de nos sociétés démocratiques sont confrontées à ces problèmes. Il y a deux approches : faire de la posture, dire « *la sécurité ce n'est pas moi, c'est l'État* » ou essayer de travailler, et je suis preneur de toutes les pistes.

Je peux vous dire une chose, Madame LABOURIER. Les commissariats mobiles : oui. Les commissariats installés : je pense que nos agents de la police municipale sont bien mieux sur le terrain. Le seul endroit où on en fait un, c'est à la Mosson et on le fait mixte. Pourquoi ? Pour que les deux polices, nationale et municipale, travaillent ensemble et coordonnent au mieux leur action. Ensuite, on accompagne la police nationale devant la gare, parce que c'est un des enjeux. Par contre – ça avait été initié précédemment – on a les petits PC mobiles qui se déplacent, parce que malheureusement, il y en a d'autres qui se déplacent.

En tout cas, j'appelle de mes vœux de manière très forte à une prise de conscience et à une évolution législative, qui permette à la justice de mieux saisir les avoirs. Je ne sais pas comment s'appellera « *Place nette* » dans un an ou deux, en tout cas, je veux saluer ici les forces de police qui sont engagées actuellement à Montasinos. On a reçu l'exaspération des riverains, la grande détresse des habitants autour, qui disent : « *je ne veux pas partir du quartier* ». Je veux saluer la formidable Nelly LACINCE, de Bien vivre à Aiguelongue, qui est sur-impliquée sur tous ces sujets, avec tous les acteurs associatifs. Il faut qu'on essaie de relever ces défis-là, ils sont nombreux. Je veux juste rassurer tout le monde : il y a malheureusement plein d'endroits, mais ici, en tout cas, il est hors de question qu'on se résigne. C'est pour ça qu'on a créé des postes de policiers, la brigade du logement social, la police des transports. C'est pour ça qu'on travaillera avec l'Etat, je n'aurai jamais de propos désobligeants dans la coopération avec l'État, parce que la République, c'est-à-dire la loi, doit faire bloc.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci du soutien aux associations.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Flora LABOURIER, Mme Clothilde OLLIER.

11. Hors commission - Contrat de ville 2024-2030 - Quartiers 2030 - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 11, c'est sur table. Qui est contre ? Même vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christophe BOURDIN, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michel CALVO, Mme Caroline DUFOIX, Mme Clare HART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Flora LABOURIER, Mme Clothilde OLLIER.

12. Services à la population et cohésion sociale - Écoles privées sous contrat d'association - Participation financière de la Ville - Année 2023--2024 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 12. Écoles privées sous contrat d'association. Y a-t-il des questions auprès de Madame DOMBRE-COSTE ? Oui, Monsieur DOMERGUE – le débat est constant.

Jacques DOMERGUE : Il est constant et récurrent. Tous nos enfants en maternelle et un cours élémentaire ont droit bien sûr à la même attention, qu'ils soient en école publique ou en école privée. Vous nous donnez là les tarifs par enfant concernant les écoles maternelles et les écoles élémentaires pour le secteur des écoles privées sous contrat. Pouvez-vous me dire, premièrement, si ces tarifs ont augmenté ? Et deuxièmement, quels sont les tarifs, en comparaison, dans les écoles publiques ?

Monsieur le Maire : Alors, Monsieur DOMERGUE, peut-être sur le premier point Madame DOMBRE-COSTE, et je prendrai sur le second.

Fanny DOMBRE-COSTE : *Début d'intervention hors micro.* ...tarifs que nous versons. La dotation que nous versons aux écoles privées n'a pas augmenté cette année, tout simplement parce que nous sommes en phase de discussion avec le diocèse. Un expert a été mandaté pour travailler sur cette discussion, et tant que la discussion n'a pas abouti, nous n'avons pas prévu de modifier la délibération. On aurait pu attendre la fin de l'année, où l'expert va donner le résultat de son expertise. Nous avons considéré que ça mettait en difficulté les écoles privées, d'attendre la fin de l'année pour leur accorder la dotation, donc nous avons décidé de leur allouer la dotation dès le début de l'année, comme ça se fait chaque année, pour éviter de les mettre dans le rouge. Voilà Monsieur DOMERGUE. On attend la fin de l'année, pour savoir ce que nous ferons l'année prochaine, pour ce qui concerne la dotation aux écoles privées sous contrat. Je le rappelle, elles accueillent à peu près 3 500 enfants sur Montpellier, mais ne participent pas à l'effort fait de mixité sociale, puisqu'évidemment, elles n'appliquent en aucun cas et jamais la carte scolaire.

Monsieur le Maire : Merci Madame DOMBRE-COSTE. Ensuite, sur votre deuxième question, vous avez bien compris, une expertise est menée, pour essayer d'harmoniser les points de vue, avec une comptabilité analytique – je crois – qui est à l'œuvre, dans le respect de la loi sur le financement de l'école privée sous contrat. La Collectivité, par exemple, est compétente sur le bâtimentaire des écoles publiques, ce qui n'est pas le cas du bâtimentaire des écoles privées sous contrat ; donc si on devait comparer, ce ne serait pas du même ordre. Dès qu'on l'aura, l'expertise va poser les choses, et on espère pouvoir avoir un dialogue sur cette base, qui permette de satisfaire les parties et d'avoir un financement conforme à la loi.

Jacques DOMERGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : C'est pour ça que j'ai employé le terme de « *comptabilité analytique* », Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : La comptabilité analytique est très bien pour ce genre de situation, pour bien démontrer que, que ce soit un enfant du secteur public ou un enfant du secteur privé sous contrat – je le répète – ils aient droit à la même attention de la Collectivité. Je comprends très bien que, puisque vous n'intervenez que sur la construction des écoles publiques et non pas sur la construction des écoles privées, il y ait une part de la dotation, concernant le bâti, qui soit différente pour les écoles publiques. Mais je parle de la dotation de fonctionnement par enfant pour les écoles publiques et pour les écoles privées. Est-ce que vous pouvez me donner la dotation pour les écoles publiques ? Vous devez le connaître ce chiffre.

Monsieur le Maire : Nous, on a notre périscolaire, nos Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles (ATSEM), c'est ce ratio-là. D'où l'importance d'avoir...

Jacques DOMERGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Non, ce n'est pas pareil, non, parce que c'est l'école publique. Par exemple à Montpellier, on a fait le choix pour nos écoles publiques d'une ATSEM par classe, c'est notre compétence. Ensuite, il existe des écoles privées sous contrat qui bénéficient d'un financement conformément à la loi. Là, on fait un travail d'expertise pour pouvoir fixer le montant des dotations. Par exemple, les écoles privées sous contrat bénéficient exactement des mêmes services publics : musée Fabre, plateau sportif, etc. que les écoles publiques. On pourrait dire que non, il y a des endroits où, eh oui, ça ne se passe pas comme ça, eh bien, on le fait pourtant. Donc c'est ça que l'expertise doit déterminer, et c'est pour ça que je vous répondrai à partir de l'expertise.

Jacques DOMERGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Oui, pas de souci.

Allez, qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

13. Services à la population et cohésion sociale - Maison d'Enfants à Caractère social (MECS) Bon Secours - Ouverture d'un service d'internat - Acquisition d'un bien immobilier - Garantie d'emprunt - Association Mas des Moulins - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 13. Monsieur CALVO, c'est la Maison d'Enfants à Caractère social (MECS) Bon Secours, l'acquisition du bâtiment. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christophe BOURDIN, Mme Maryse FAYE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

14. Services à la population et cohésion sociale - Organisation de séjours à destination de familles monoparentales - Convention de partenariat entre la Ville et l'association 3MTKD - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Mme V. BRUNET et M. M. REYNAUD entrent en séance.

MM. C. ASSAF et S. JAWHARI (avec le pouvoir de M. S. GUISEPPIN) sortent de séance.

Monsieur le Maire : Madame NAKIB. Subvention au 3MTKD. Allez-y. Super important, ça.

Fatma NAKIB : Merci. Bonjour. Les mères seules avec enfants représentent 82 % des familles monoparentales en France. Ce pourcentage est bien, mais si je vous dis 2 millions de femmes et 3 millions d'enfants, je pense que c'est bien plus concret. En France, les mères seules avec enfants

représentent jusqu'à 25 % de l'ensemble des familles. Les études menées à Montpellier, plus particulièrement sur les quartiers politiques de la ville, montrent que ce chiffre est beaucoup plus important sur notre territoire : il monte à plus de 30 %. Les mères isolées ont des conditions de vie moins favorables et sont beaucoup plus confrontées à la précarité et à la pauvreté. Si la charge mentale des femmes dans un couple, on va dire « *conventionnel* », reste très lourde en 2024, autant vous dire que celle des familles monoparentales, ou devrais-je dire des femmes seules avec enfants, peut parfois sembler insurmontable.

Monsieur le Maire, dès les premiers mois de votre mandat, vous nous avez invités à prendre en compte la situation de ces familles. Vous avez vous-même pris des initiatives en choisissant certaines mesures : la cantine, le sport, la culture, le mode d'attribution des places en crèche, la scolarité avec l'aide aux devoirs et la gratuité des transports. Toutes ces mesures sont à même de soulager une partie du poids financier qui pèse sur ces femmes, souvent isolées, du fait de leur monoparentalité. Plus tard même, vous avez publié une tribune où vous disiez : « *il est temps que cet angle mort des politiques publiques soit dans nos esprits et dans nos actes* ». L'État français, ce Gouvernement, ne prend toujours pas la mesure des difficultés rencontrées par ces femmes. Il n'existe aucune politique d'aide spécifique et globale.

Beaucoup de familles monoparentales sont dans une situation de pauvreté disqualifiante. L'accumulation des difficultés et des inégalités économiques, socioprofessionnelles, juridiques, médicales et j'en passe, ajoutées à la charge mentale quotidienne, induit un fort risque de marginalisation et de désaffiliation sociale chez les mères isolées, avec des conséquences directes sur l'éducation des enfants. Pour une famille monoparentale, la case loisir-culture, se trouve quasiment systématiquement amputée du budget familial, après les frais liés aux nécessités vitales. Cette situation concerne des personnes dans une situation d'instabilité professionnelle, vivant des situations de travail à temps partiel, de précarité et de chômage. Elles n'ont pas non plus accès au réseau des solidarités. La désaffiliation passe aussi par un effilochement des quelques solidarités que possèdent des parents engagés dans cette dynamique. Le résultat de ce processus va être dur à vivre pour les familles et va créer des situations de grande souffrance psychologique.

Afin de pouvoir soulager un peu, nous proposons d'offrir à de nombreuses familles monoparentales de Montpellier un répit, un moment rien qu'à elles, pour elles ; tout en faisant en sorte qu'elles puissent se rencontrer, échanger et se détendre, même un instant. Au mois de juin, nous proposerons une délibération-cadre avec un plan d'actions global à destination des 17 000 familles monoparentales vivant à Montpellier. Mais en attendant, nous vous proposons d'adopter cette convention avec l'association 3MTKD, proposant une tarification adaptée aux ressources, pour un week-end de deux jours, sur la base de loisirs Poséidon de La Grande Motte. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame NAKIB. Est-ce qu'il y a des questions ? Merci de cette délibération, qui est très importante. Quand on est seul avec ses enfants, à quel moment on respire ? Eh bien, là, on lance cette idée du répit avec cette formidable association. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

15. Aménagement durable du territoire - Création d'un centre d'accueil de familles monoparentales - Acquisition du site de l'ex-EHPAD "les Violettes" rue du Professeur Forge - Approbation

*MM. C. ASSAF et S. JAWHARI (avec le pouvoir de M. S. GUISEPPIN) entrent en séance.
M. H. MARTIN (avec le pouvoir de Mme C. GIMENEZ) sort de séance.*

Monsieur le Maire : Dans la suite, Madame FAYE, allez-y, dites-nous le montant d'acquisition, et je vais vous parler un peu de ce qu'on veut faire.

Maryse FAYE : Oui, dans la suite de ce que vient de dire ma collègue Fatma [NAKIB], les familles monoparentales ont des problématiques quand, justement, elles doivent quitter le foyer. C'est bien souvent la problématique qui les empêche de partir et de continuer de subir. Vous aviez, dans votre campagne électorale, parlé de ces familles monoparentales, à qui il fallait tendre la main. Vous cherchiez un lieu, on a eu du mal à le trouver effectivement, un lieu pour fabriquer un accueil ouvert nuit et jour, qui permettait, au moment de la séparation, de pouvoir trouver ce refuge, femmes et enfants. Nous l'avons trouvé, il est tout simplement situé sur la rue du Professeur Forgue. C'est l'ancien EHPAD *Les Violettes*, qui appartient à l'Union AÉSIO.

Cette société veut se séparer de ce bien. Aujourd'hui, il est utilisé pour une période intermédiaire de refuge. L'acquisition a été validée par le service des domaines et on s'en félicite. Elle va se porter jusqu'à une somme de 3,2 millions d'euros, ce n'est pas rien, mais c'est une action qui est nécessaire pour permettre cet accueil des familles monoparentales. Bien sûr, viendront ensuite des travaux, et dans l'attente de monter ce projet que vous portez avec beaucoup de force, nous pourrons laisser pendant 18 mois, à peu près, l'action refuge que mène l'Union AÉSIO. Ensuite, nous pourrons attaquer les travaux sur une partie du patrimoine, qui a été réalisé par Edmond LEENHARDT, l'architecte célèbre de Montpellier.

Monsieur le Maire : Merci Madame FAYE. Est-ce qu'il y a des questions ? C'est le bâtiment des *Violettes*. On se laisse 18 mois, parce que pour l'instant, il accueille une partie des réfugiés, puisque notre Ville est l'une des plus engagées dans l'accueil des réfugiés ukrainiens, qui sont domiciliés là et accompagnés grâce aux associations. Madame FAYE l'a décrit, ce lieu s'inscrit dans la poursuite de ce qu'a dit Madame NAKIB, ce sera un accueil universel – sous réserve du nombre de places – quand une femme se retrouve dans une situation de divorce ou de violence. Elle pourra avoir cet endroit pour être mise à l'abri, le temps de se reconstituer et de ne pas sombrer, parfois, dans cette pauvreté qui arrive. On veut en faire un lieu majeur, innovant. Ça n'existe pas encore en France, nous nous inscrivons de ce point de vue dans l'action pionnière qu'a toujours porté le Centre Bouissonnade, qui dès la fin des années 70, ouvre pour les femmes victimes de violences. Il faut agir sur cette trappe à pauvreté dans laquelle se retrouve la femme seule avec enfants. Il y a les répit, il y a ce lieu, et il y aura une délibération cadre – vous l'avez dit. Ça ne va pas régler tous les problèmes évidemment, mais ça va donner une orientation et des expérimentations, qui peuvent générer un certain nombre de solutions, face à ce qui est identifié aujourd'hui comme une des formes de pauvreté invisibles. D'ici à 18 mois, on pourra plus présenter le contour du projet, mais vous en avez ici les grandes intentions de politique publique, de solidarité. Et ça ne manque pas de peps !

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup de cette unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

16. Aménagement durable du territoire - Réalisation d'un parc public et d'un jardin pédagogique - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) - Quartier des Cévennes - Autorisation de dépôt et d'octroi des autorisation d'urbanisme – Approbation

M. H. MARTIN (avec le pouvoir de Mme C. GIMENEZ) entrent en séance.

Mme F. NAKIB sort de séance.

Mme J. FRÊCHE quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à M. M. DELAFOSSE.

Monsieur le Maire : Madame FAYE, dans le cadre de l'ANRU, quartier des Cévennes. Un dossier qui va aussi beaucoup plaire à Madame TIKOUK.

Maryse FAYE : Nous allons faire cette présentation en duo avec mon collègue Stéphane JOUAULT. Je vais présenter la partie administrative et Stéphane [JOUAULT] présentera le projet en lui-même. Au niveau du quartier des Cévennes – dont on a beaucoup parlé aujourd'hui – il y a un manque criant d'équipements publics, en particulier. La copropriété des Cévennes est un ensemble résidentiel privé, des copropriétés plus ou moins dégradées, qui manque d'équipements publics. Il s'avère qu'un terrain a été acquis il y a quelques années par la Ville de Montpellier. Nous avons trouvé l'opportunité, entre l'école Julie-Daubié et l'avenue Paul-Rimbaud, d'y aménager un espace qui sera non seulement un poumon d'air pur, mais aussi un lieu stratégique pour les enfants, un parc à hauteur d'enfants, un parc pédagogique. Cet aménagement sera réalisé par délégation par la SA3M, et c'est en ça que cette délibération est portée auprès de votre vote. Par contre, je laisse Stéphane JOUAULT expliquer que deviendra cet espace de plus de 5 000 m².

Monsieur le Maire : Monsieur JOUAULT.

Stéphane JOUAULT : Merci Maryse [FAYE]. Tout d'abord, c'est avec un grand plaisir que je peux dire en Conseil municipal que la création de nouveaux parcs et jardins devient un marronnier – sans mauvais jeu de mots, puisque les marronniers sont un peu en difficulté à Montpellier. En tout cas, encore un nouvel espace vert, un nouveau parc qui va être créé à Montpellier, dans une zone très dense. J'évoquais tout à l'heure le square Jean-Giono, dans le même quartier des Cévennes, qui remplace un parking. Je pourrais aussi évoquer – on en parlera bientôt – le nouveau square du Tintoret, qui remplacera quatre terrains de tennis désaffectés à la Lironde. Nous créons régulièrement des parcs dans cette ville, qui en a tant besoin face à la crise climatique qui arrive.

Comme le disait Maryse [FAYE], le futur parc est un espace de près de 6 000 m². Pour vous donner une idée, c'est un peu l'équivalent au parc Suzanne-Babut, que nous avons inauguré à Boutonnet. La configuration est un peu différente, mais la superficie est assez comparable. Ce parc verra une partie ouverte très rapidement, la partie qui est contiguë à l'école Julie-Daubié. L'idée est de créer dans cette zone un espace réservé aux enfants dans un premier temps, avec notamment une mare pédagogique. À ma connaissance, c'est la première mise à disposition des enfants dans la Ville de Montpellier, et c'est vraiment un outil intéressant pour être sensibilisé à la biodiversité. On aura cette première partie avec un accès de l'école à la mare et aussi au jardin pédagogique qui sera juste à côté.

Dans un second temps, nous ouvrirons le reste du parc à l'ensemble des Montpelliérains. Vous pouvez constater sur les différents plans que ce parc longe le chemin de l'aqueduc et participe, à sa manière, au projet de l'aqueduc, qui est de réhabiliter le cheminement de ce chemin. Nous y étions encore récemment pour essayer d'identifier comment on peut l'aménager, c'est vraiment un espace magique. Je vous invite à y aller, à redécouvrir la ville à travers ce chemin. Il y aura, le long de ce chemin, des espaces de respiration, où on pourra se poser, et ce parc en fera partie. Ce sera vraiment un lieu de fraîcheur et de balade pour tous les Montpelliérains. Je me félicite vraiment de la création de ce

nouveau parc, dont on a tant besoin dans notre ville, qui malheureusement va devoir subir le réchauffement climatique de manière de plus en plus importante. Merci beaucoup.

Monsieur le Maire : Merci Madame FAYE, merci Monsieur JOUAULT de cette présentation. Y a-t-il des questions ? Alors, trois petits points. D'abord, on va l'ouvrir d'abord à l'école Julie-Daubié. C'est pour moi l'occasion de saluer l'équipe pédagogique qui est formidable, très investie et qui va s'approprier ce lieu. L'idée, c'est vraiment, partout où on peut, reconnecter les enfants avec la nature.

Le deuxième point, dans le budget figurent les premiers crédits sur la reprise du chemin de l'Aqueduc. C'est la grande coulée piétonne, le chemin historique de l'eau à Montpellier, du XVIII^e, qui doit devenir la première grande voie marchable de notre ville.

Le troisième point, nous étions, il y a 15 jours, avec Madame TIKOUK, Madame SAINT-MARTIN, dans l'amphithéâtre du collège Simone-Veil, dans le cadre de la rénovation des Cévennes – je veux aussi saluer l'équipe qui nous a accueillis. On est sur la partie Ouest de Montpellier, c'est vrai que le tissu bâti est très complexe. Bien sûr, il y a le parc Bartolomé-de-Las-Casas, de l'autre côté de l'avenue Henri-Marès. Là, à proximité de la copropriété des Cévennes, il va y avoir ce nouveau parc, qui s' imagine d'ores et déjà, qui se prépare, qui est important. Comment on y est arrivés ? Parce qu'on a fait des acquisitions foncières. Il y aura un événement, le parc est derrière un mur actuellement, on le devine : on va tomber le mur, ce sera un événement pour le rendre public dans cette grande copropriété qui est en cours de rénovation. Pas cette année, la voirie deviendra publique et des travaux seront engagés courant 2025. C'est un chantier qui est très long. C'est la plus grande copropriété de notre ville, sur laquelle nous intervenons. Un nouveau parc, un de plus.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

17. Aménagement durable du territoire -Réhabilitation de la résidence étudiante -Parc Montcalm - Bail à réhabilitation entre la Ville de Montpellier et CDC Habitat Social - Parcelle cadastrée HZ 241 - Rue des Chasseurs - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 17. Réhabilitation la résidence étudiante du parc Montcalm. C'est le bail avec CDC Habitat pour le logement étudiant, où ils sont actuellement. On le prolonge. C'est très important, c'est en très grande tension. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Maryse FAYE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

18. Rayonnement et attractivité du territoire - Centre d'Art pour les 0-6 ans - Lancement de l'opération d'aménagement – Approbation

Mme F. NAKIB entre en séance.

Mme A. YAGUE (avec le pouvoir de Mme P. MIRALLES) et M. L. ALBERNHE sortent définitivement de séance. Le pouvoir de Mme P. MIRALLES est annulé.

Monsieur le Maire : Affaire n° 18, une autre affaire importante autour de la culture. Allez, chère Agnès [ROBIN], un projet formidable.

Agnès ROBIN : Merci Monsieur le Maire. J'ai effectivement aujourd'hui le plaisir et l'honneur de présenter ce beau projet, qui est en train de se construire dans la Ville de Montpellier. Si l'engagement dans la capitale européenne de la culture a été à l'origine d'un formidable dynamisme pour l'ensemble des intercommunalités présentes aux côtés de la Ville de Montpellier et de Sète, elle ne résume pas à elle seule la politique culturelle de la Ville de Montpellier et les territoires ne doivent pas être confondus. Pour ce qui concerne la Ville elle-même, deux projets importants seront présentés aujourd'hui, car en plus de soutenir de façon indéfectible les associations engagées sur le territoire, la Ville est investie dans la culture à l'heure où le Gouvernement lui-même se désengage fortement : 210 millions d'euros de coupes budgétaires annoncées dans le spectacle vivant. Le premier projet est celui que vous évoquiez à l'instant, Monsieur le Maire, pour le centre d'art pour les 0-6 ans.

Nous croyons que l'éveil à la culture commence dès le plus jeune âge. Culture dans une ville à hauteur d'enfant, ça veut dire quoi ? Ça veut dire d'abord un centre d'art, qui est un projet d'ouverture d'un équipement culturel, qui est à la croisée des politiques culturelles, de l'éducation, de la petite enfance, mais qui est aussi un projet de politique sociale. Il s'agit ainsi d'ouvrir un lieu gratuit à l'ensemble des très jeunes publics, et de lutter ainsi contre un certain nombre d'inégalités sur ce plan, dès le plus jeune âge. Il s'agit également de lutter contre le fléau des écrans numériques, le fléau qui sévit dès le plus jeune âge dans toute la population, les populations françaises et ailleurs. Il s'agira donc d'ouvrir un lieu d'expérimentation sensoriel et artistique pour les petits : expérimenter ses sens, s'éveiller à l'art, partager la rencontre et l'expérience artistique.

Ce lieu est en construction en partenariat avec le Centre Georges-Pompidou, qui est précurseur en matière de médiation culturelle pour le très jeune public et qui accompagne la Ville donc dans la conception du projet en ingénierie et formation. Ce lieu sera ouvert aux jeunes enfants et à leurs accompagnateurs – parents, professionnels – comme un espace d'expérimentation, de création et de rencontre, un espace dédié à la parentalité. C'est un lieu ouvert aux familles, mais aussi aux groupes constitués : des crèches, les assistantes maternelles, les écoles maternelles et les centres de loisirs y seront les bienvenus. Ce lieu sera situé dans l'ancienne médiathèque Federico-Fellini, à proximité immédiate donc avec la ligne 1. Un lieu qui représente donc 1 000 m², un lieu de résidence artistique, en collaboration avec les artistes bien sûr, qui pourront ainsi interagir avec les enfants sur des projets artistiques et avec les associations culturelles locales.

Cette délibération permet d'approuver le lancement de l'opération, le programme, le planning et l'estimation du budget – 3,4 millions d'euros. L'ouverture de ce lieu est prévue pour décembre 2025. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Madame ROBIN. Est-ce qu'il y a des questions ? Je voudrais remercier Olivier BIANCHI, le Maire de Clermont-Ferrand, qui est le premier à initier cette démarche dans sa ville. Ça s'inscrit dans toute la stratégie qui est la nôtre, de ville à hauteur d'enfant. Si bien sûr le MO.CO., le musée Fabre, le pavillon populaire, l'orchestre et demain Sainte-Anne, portent une politique culturelle tournée résolument vers les enfants, cette approche-là est extrêmement novatrice. Elle est en partenariat avec le Centre Georges-Pompidou, elle questionne profondément les mécanismes de médiation culturelle et de démocratisation de la culture. Ce qu'on a pu voir à

Clermont-Ferrand, chère Agnès [ROBIN], est tout simplement remarquable. On y voit pour les grands-parents, les parents, mais aussi les assistantes et assistants maternels, une opportunité extraordinaire. Une Ville comme Montpellier, qui a un engagement extrêmement conséquent pour la culture – quoi qu'on ait pu entendre – poursuit et on travaille sur ce très jeune public. Je crois que là, on préfigure des choses. On aura bientôt avec Madame ROBIN et Monsieur PENSO, qui ont présenté le programme pour le bicentenaire du musée Fabre, où justement il faut encore une fois mobiliser toutes les classes.

Le coût des travaux est un peu lié à la vétusté du bâtiment *Echelles de la ville*. Il y a eu le transfert de Federico-Fellini à Emile-Zola, ce qui était très bien. On se retrouve à devoir assumer un patrimoine qui, depuis sa création, n'avait pas fait l'objet d'entretien. Ça fait partie de ces aléas, mais là on sera tranquille pour les 30 prochaines années.

Monsieur PATERNOT ne prend pas part au vote. On a oublié de saluer votre action de concertation sur la lumière, tout à l'heure, qui est remarquable, je me permets de vous le dire.

Allez, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

19. Rayonnement et attractivité du territoire - Extension du cinéma municipal "Nestor Burma 2" - Lancement de l'opération - Approbation

Monsieur le Maire : Encore les enfants. Allez, Madame ROBIN, bien sûr.

Agnès ROBIN : Merci Monsieur le Maire. Là aussi, c'est un très grand plaisir de pouvoir annoncer ce projet qui, en effet, est encore un projet culturel pour une ville à hauteur d'enfants.

Pour mémoire, la Ville de Montpellier avait acquis en 2007 la salle de cinéma Nestor-Burma – que vous connaissez toutes et tous. Ce cinéma municipal, que nous chérissons, est victime de son succès. Il n'accueille pas moins de 26 000 spectateurs par an, dont plus de la moitié est du jeune public, scolaire et extra-scolaire. Malheureusement, on a l'obligation de refuser plus de 120 classes chaque année, par rapport à la demande qui est faite dans l'usage de ce lieu. Pour mémoire également, ce cinéma est aujourd'hui labellisé « *art et essai* » et fait partie à ce titre du réseau national des cinémas d'art et d'essai. Le cinéma Nestor-Burma n'est pas qu'une salle de projection, par ailleurs, il s'agit aussi d'un lieu de rencontre, d'animation et de débat.

Pour que ce projet puisse réellement se dérouler dans de meilleures conditions, la Ville a décidé d'acquérir un nouveau bâtiment, qui est situé juste en face. C'est l'ancien Crédit Agricole – je ne sais pas si vous situez – juste en face, pour permettre de déployer et d'étendre l'activité du cinéma Nestor-Burma. Egalement, pour tenter de mettre fin aux dégradations qui n'ont eu de cesse de se déployer sur la place Renaudel, malheureusement.

Nous proposons donc de lancer avec votre approbation le programme, le planning et l'estimation du budget – 1,9 million d'euros – qui servira à créer une seconde salle de cinéma de 65 places et des espaces dédiés pour l'éducation à l'image. C'est très important, ici, sur le territoire, d'appuyer et de soutenir les politiques d'éducation à l'image. Nous avons un très beau festival à ce sujet, le Festival

International du Film d'Éducation (FIFE), que nous soutenons déjà et qui est très important sur le territoire. Des espaces de médiation d'animation culturelle et un espace de restauration et de convivialité seront également prévus. Ainsi et surtout, j'insiste là-dessus, des résidences d'artistes, pour ce qui concerne les écritures propres aux industries culturelles et créatives (ICC), dont vous savez qu'elles sont très soutenues sur le territoire de la Ville, mais aussi de la Métropole. Enfin, évidemment, des bureaux plus adaptés pour le personnel du cinéma, qui souffre actuellement de l'exiguïté des locaux actuels. Il faut replacer ce projet également dans le contexte de redynamisation et d'embellissement du quartier Celleneuve, très important. Ce projet participe évidemment de cette redynamisation et revitalisation des commerces. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame ROBIN. Est-ce qu'il y a des questions ? Désolé, Monsieur DOMERGUE, on va mettre Celleneuve en travaux. La place Renaudel, le cinéma, on a sécurisé le chemin des écoliers sur la rue Marcellin-Albert. C'est un quartier qui en a beaucoup besoin.

Tout le monde le sait, mais quand même, c'est un cinéma public ! Qu'il me soit permis de saluer Céline [DELFOUR] et toute l'équipe qui s'occupe de ce lieu. Faire un cinéma dédié à une offre pour les enfants, jeunesse, dans la ville du Cinémed, dans la ville de l'image, où le taux de fréquentation des salles par habitant est l'un des plus élevés de France, ce qui prouve qu'il y a un lien entre éducation artistique et pratique culturelle : c'est extraordinaire.

Je propose, chère Agnès [ROBIN] aussi que, dans le lieu, il y ait un hommage à Jean et Michèle THERAIN, à qui nous devons beaucoup dans ce quartier. C'est eux qui avaient convaincu Hélène MANDROUX, à l'époque, que le Diagonal puisse devenir un cinéma de quartier. C'est un choix qu'on avait assumé. Saluer leur mémoire, sur cette place Renaudel. Là aussi, avec beaucoup d'injonctions de Monsieur COTE et moi-même, nous avons tout fait pour essayer de reprendre les baux commerciaux des lieux où on ne comprenait pas comment l'activité fonctionnait sans client. On l'a fait et ça va nous aider à porter cette dynamique de projet. Celleneuve en a bien besoin. Les Cévennes : un parc. Celleneuve, : un cinéma, dans quelques secondes le projet de sécurité sociale alimentaire, preuve de l'implication et de l'innovation de notre Ville sur beaucoup de choses.

Allez, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci de votre unanimité. Je note que ceux qui ont voté contre le budget, ils ne votent rien sur la culture : ils sont partis.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

20. Aménagement durable du territoire - Implantation d'une Maison de l'Alimentation Solidaire - Quartier Celleneuve – Approbation

M. E. ARIZTEGUI sort de séance.

Mme R. TIKOUK quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à M. S. JOUAULT.

Monsieur le Maire : Allez, Madame MASSART, à vous, sans transition. Enfin si, de très beaux locaux, pour une superbe initiative, remarquable, prometteuse.

Marie MASSART : Merci. Effectivement, deux projets qui favorisent l'alimentation solidaire choisie. Tout d'abord, le projet de Maison d'alimentation solidaire, qui vient d'une délibération que

j'ai portée en juillet 2021, dans le cadre de la Cité de l'alimentation. C'était un des projets qu'on portait déjà à cette époque-là : déployer des tiers lieux alimentaires dans les différents quartiers. Ce sont des tiers lieux autour de l'alimentation solidaire, qui favorisent une démocratie alimentaire et qui permettent à toutes et tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie dans tous les quartiers, notamment dans les quartiers prioritaires. Il y a eu également plusieurs réunions de concertation avec tous les acteurs de l'alimentation solidaire en 2022. Un certain nombre d'actions sont apparues, et la nécessité d'avoir un lieu est apparue comme réellement prioritaire, avec un certain nombre d'activités qui sont déjà réalisées par des associations ; je pense à l'Esperluette, qui est le projet qui se rapproche le plus de ce projet, sur le territoire de Celleneuve.

Les maisons de l'alimentation solidaire ont été imaginées comme des lieux de vie, de partage, de lien social et de mixité sociale et intergénérationnelle. On y trouvera une cuisine, pour pouvoir faire des ateliers cuisine, cuisiner ensemble, avec des produits de qualité et sains, un café restaurant solidaire également, avec une tarification adaptée pour le rendre accessible au plus grand nombre, une épicerie solidaire. C'est aussi un lieu d'éducation populaire, d'animation autour de l'alimentation. Il peut y avoir d'autres activités que l'alimentation, notamment des activités de couture ou d'accès à certains services sociaux. Ce sont des lieux qu'on imagine se déployer dans différents quartiers, avec quelque chose de commun : des lieux qui sont pour les habitants et animés par les habitants. L'idée est vraiment de laisser le secteur associatif s'emparer de ces lieux et y développer les activités de leur choix. On a aussi vu que dans des lieux similaires existant dans d'autres villes, notamment à Lyon, qu'ils sont aussi des lieux d'émancipation et de refuge pour les femmes – ça a aussi cet intérêt-là.

La première maison de l'alimentation solidaire qui verra le jour sera sans doute à Celleneuve. On le voit sur ce schéma, c'est un site de l'ancienne Croix Rouge....

Monsieur le Maire : D'un ancien député.

Marie MASSART : Également un ancien local. Ce site qui donne sur la place du marché, pour aussi continuer ces échanges avec les producteurs et les productrices du marché de Celleneuve, qui se réunit le mercredi matin. C'est un lieu de 430 m², avec une grande terrasse de 77 m² également. Des premières réunions ont commencé à avoir lieu avec les associations du quartier et des habitants. On espère que ce lieu sera totalement aménagé fin 2025. La Ville y participe, mais il y a d'autres sources de financement qui sont mobilisées, notamment via la Banque des territoires. Le lieu pourra également servir – je le précise et ça fait le lien avec la prochaine délibération – pour les réunions du comité citoyen de la Caisse alimentaire commune.

Monsieur le Maire : Y a-t-il des questions ? Monsieur DOMERGUE, bien sûr.

Jacques DOMERGUE : Oui, autant je trouve intéressant d'essayer d'initier les enfants à la culture, à la musique et autres : même si on peut discuter de l'âge, parce qu'à la naissance ça me paraît un peu prématuré. Ou alors peut-être faut-il le faire déjà chez les femmes enceintes ? Pour que les enfants écoutent de la musique classique au travers du ventre de leur mère. Mais là, c'est une « *maison de ceci ou de cela* » de plus : qu'il y a des maisons de quartier, des maisons de l'habitant, des maisons... On n'en peut plus ! Je trouve qu'avec cette maison de l'alimentation, à la fois, vous êtes en concurrence déloyale avec les commerçants, et ensuite, vous vous situez en situation d'opposition avec les associations, qui ont déjà un rôle ; que ce soient les Restos du cœur ou toutes les associations qui viennent en aide à ceux qui ont des difficultés à joindre les deux bouts et à pouvoir s'alimenter correctement. Je ne suis pas un partisan des « *maisons de maisons* ». Je pense que vous initiez des tendances, des principes de fonctionnement, mais se substituer au fonctionnement des familles, qui sont quand même le cœur de notre société, je trouve que c'est excessif, donc je m'abstiendrai sur

cette décision.

Monsieur le Maire : Ok, pas de souci Monsieur DOMERGUE. Peut-être que Madame MASSART va vous répondre ou préciser ?

Marie MASSART : Ça me donne l'occasion aussi de rappeler que dans ces maisons, on imagine aussi des espaces enfants et des espaces adolescents. C'est surtout pour que les familles puissent venir avec leurs enfants et les laisser – ce qui est quand même assez rare, finalement, dans les bars ou les restaurants ou les espaces comme cela.

Sur l'aspect concurrence, ça ne fera pas du tout concurrence aux commerces locaux. Déjà, il faut savoir que sur ce quartier, il y a très peu d'espaces où on peut se retrouver, aller boire un verre dans un bar ou manger en sortant du cinéma. Ce sont des espaces qui manquent réellement et cruellement. Ça va plutôt créer une dynamique plutôt que de créer une concurrence.

Enfin, sur l'aide alimentaire, déjà, elle n'est aujourd'hui absolument pas suffisante. C'est vraiment des espaces qui sont en complémentarité avec ce qui existe aujourd'hui. L'aide alimentaire, ce sont des produits malheureusement qui ne sont pas forcément choisis pour les habitants. Je remercie au passage toutes ces associations qui font un travail incroyable, qui sont en manque de moyens, aujourd'hui, pour répondre à la très grande précarité qui se développe encore. Ces lieux ne sont pas du tout là pour remplacer ça, au moins dans un premier temps. C'est vraiment pour entrer en complémentarité avec ça et être sur des lieux qui puissent permettre aux personnes d'être des lieux de vie, où ils peuvent accéder à des produits de qualité à moindre coût. Aujourd'hui, cela n'existe nulle part à Montpellier.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame MASSART. Monsieur DOMERGUE, j'aimerais espérer vous convaincre de voter pour, parce que le terme de « *maison* », bon... Mais le travail qui est fait est extrêmement intéressant sur la question des pratiques alimentaires. On est aidés par la chaire alimentation et société des équipes de l'Institut d'agro. Il y a un très gros travail qui est mené avec la communauté scientifique. C'est vraiment un espace d'expérimentation sur la qualité et de soutien. Vous avez parlé de risque de gêner les commerçants existants : mais précisément, avec le marché de Celleneuve et l'association l'Esperluette, c'est très novateur. Cette question de l'alimentation est centrale. Vous avez raison de rendre hommage aux Restos du cœur, à la Banque alimentaire, à tous ces acteurs ; mais là, en plus de ces acteurs, il y a un chemin. Vous dites : « *c'est le rôle de la famille* », nous accompagnons les familles dans un rapport à l'alimentation.

En tout cas, je note, si vous vous abstenez – elle peut être bienveillante – c'est vraiment une expérience qu'on veut soutenir de toutes nos forces. Elle est en lien avec la communauté scientifique du territoire. D'autres territoires s'engagent sur ces sujets. En ce moment, il y a des enquêtes sur l'évolution qu'a provoqué le nutri-score, de la part des industriels, par rapport aux produits ultra-transformés. La question des gens en situation de fragilité et de la qualité alimentaire, ce sont des sujets. Enfin, c'est cette démarche-là ; à l'occasion d'ailleurs, on pourra vous présenter de manière plus précise ce que c'est. Si vous vous abstenez, j'espère que c'est plutôt bienveillant.

Monsieur SAUREL.

Philippe SAUREL : Oui, Monsieur le Maire, ne faudrait-il pas faire travailler cette maison avec les agences départementales de la solidarité, qui ont également cette fonction de pouvoir stimuler le rapport des familles avec la qualité alimentaire ?

Monsieur le Maire : C'est le cas. Il n'y a pas, de la part de ce projet-là, plus mise en réseau que les acteurs qui sont là. C'est justement ça qui est intéressant. Vraiment, tout est questionné : le non-recours au droit, les acteurs dans leurs compétences, ça fait bien bouger les lignes. À disposition d'ailleurs. Pauline SCHERER, Nicolas BRICAS enfin tous ces gens extraordinaires.

Madame MASSART.

Marie MASSART : Une dernière précision : on a décidé de confier l'animation de ce lieu au collectif Territoire à VivreS, qui existe déjà et qui porte le projet de caisse alimentaire commune. C'est un collectif composé de 25 structures, dont la Ville et la Métropole, mais aussi des chercheurs, la chaire alimentation du monde, des associations, des entreprises comme la Cagette. C'est déjà un collectif qui existe, des associations de l'éducation populaire, de l'aide alimentaire, qui travaillent déjà sur ces sujets-là et qui portent ces projets. On est déjà sur une mise en réseau et un projet collectif.

Monsieur le Maire : Merci Madame MASSART. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Jacques DOMERGUE.

21. Hors commission - Participation à l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune - Attribution d'une subvention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 21, dans la déclinaison.

Marie MASSART : Cette délibération nous donne l'occasion de vous faire un retour, après un an de lancement de cette expérimentation qui a démarré en février 2023. C'est le projet de Caisse alimentaire commune, qui est directement inspiré du principe de sécurité sociale d'alimentation. Aujourd'hui, on compte en France une trentaine d'expérimentations qui sont en train de se déployer, mais Montpellier a été la première ville, depuis un an, à réellement le mettre en œuvre. On a beaucoup de médias et de territoires qui s'intéressent à nous et qui nous contactent. L'objectif de ce dispositif est double : à la fois de rendre accessible une alimentation de qualité et choisie au plus grand nombre, mais aussi d'apporter une juste rémunération aux producteurs et aux productrices et leur permettre d'augmenter leurs ventes. Il s'agit aussi d'une expérience citoyenne, pour leur permettre de se réapproprier leur alimentation et d'agir sur les paysages alimentaires. Aujourd'hui encore, dans certains quartiers de Montpellier, les habitants n'ont pas accès à une alimentation de qualité. C'est rendre accessible et faire émerger des commerces qui puissent proposer cette alimentation de qualité. C'est un projet qui est porté par le collectif Territoire à VivreS, composé de 25 structures.

Le principe, c'est une caisse qui est alimentée par trois fonds : des fonds publics, principalement la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ; des fonds privés de fondations ; les cotisations des participants. La gestion de cette caisse a été confiée à un comité citoyen, qui est composé de 61 personnes, dont la moitié qui sont eux-mêmes en situation de précarité. C'est à eux qu'on a confié tout le fonctionnement, et notamment le choix des commerces ou des producteurs et des productrices qui vont être conventionnés. Dans ces lieux, on pourra acheter avec la monnaie qui

a été créée. Le principe de la Caisse alimentaire commune est que chaque participant, cotise à hauteur de ses moyens entre 1 euro et 150 euros, voire plus ; et chacun reçoit un montant de 100 euros, qu'il peut aller dépenser dans des circuits de distribution conventionnés. Pour ça, on a créé une monnaie spécifique numérique, qui s'appelle la MonA, ce qui permet de déployer cette expérimentation. Aujourd'hui, on compte 50 lieux dans toute la Métropole, essentiellement à Montpellier, dont 30 qui sont directement des producteurs et des productrices. Par exemple, on a tout le marché de producteurs des Aubes, on a certains producteurs du marché de Celleneuve également. C'est vraiment le principe prioritaire, mais ensuite, autour de cette caisse, il y a aussi de nombreuses activités comme des ateliers cuisine, des conférences, des événements festifs. Tout un tas d'activités, qui permettent de faire vivre cette démocratie alimentaire, mais aussi de faire passer les messages et de développer de l'information, des bons plans entre les personnes. On remet au centre le produit brut, la cuisine et les produits de qualité et de saison.

Les premiers retours, au bout d'un an d'expérimentation, sont très positifs. C'est une expérimentation qui est suivie de très près par un collectif d'une dizaine de chercheurs montpelliérains, mais pas que, qui vont faire une évaluation très précise de cette expérimentation, pour être démonstrateurs et pour montrer qu'une véritable sécurité sociale peut être mise en œuvre. Aujourd'hui, il y a quand même eu plusieurs réunions, et les retours sont très positifs. A la fois de la part des cotisants qui utilisent : certains témoignages montrent qu'ils utilisent souvent cette monnaie pour des achats plaisir, des produits auxquels ils n'avaient pas accès jusque-là. Mais aussi pour découvrir des nouveaux commerces ou des nouveaux circuits de production, sur lesquels ils n'allaient pas, comme des marchés ou certains commerces qu'ils découvrent et certaines manières de faire leurs courses et certaines manières de cuisiner, c'est une découverte aussi pour un certain nombre de personnes. De l'autre côté, côté producteur, c'est aussi une grande satisfaction. Pour certains, ça leur fait des débouchés supplémentaires, mais c'est aussi une satisfaction personnelle. On a des retours de témoignages de producteurs qui disent, *« eh bien, je peux vendre mes produits de qualité à des personnes en situation de précarité, et ça c'est vraiment une très grande fierté »*. C'est vraiment très émouvant d'entendre tous les témoignages et on aura l'occasion d'en entendre encore.

Vraiment, les premiers résultats sont très positifs, c'est pour ça qu'on a fait le choix de continuer à soutenir financièrement cette expérimentation. Il faut savoir que les financements de la Ville et de la Métropole ont aussi un effet levier sur d'autres financements publics, de l'État, de la Banque des territoires. On souhaite vraiment continuer et développer progressivement cette expérimentation. Aujourd'hui, on est environ à 400 participants, on souhaite l'année prochaine passer à 800 et augmenter ainsi progressivement. On est sur un montant de cotisation à 60 euros en moyenne, c'est quand même de l'argent qui va directement auprès de commerces identifiés comme étant qualitatifs, et vers des producteurs et des productrices produisant de l'alimentation de qualité.

Monsieur le Maire : Merci Madame MASSART. Y a-t-il des questions ? Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : Oui, vous comprendrez, Monsieur le Maire, que ça me surprend ce genre d'initiatives, même si c'est sur le mode expérimental. Vous m'indiquerez les commerces où on peut payer en MonA. Je connaissais le Bitcoin, mais la MonA est peut-être une monnaie concurrente.

Monsieur le Maire : C'est plus fiable.

Jacques DOMERGUE : Construire comme ça dans une ville des secteurs où vous allez autonomiser – même si ça me paraît presque un jeu – des modes de fonctionnement totalement artificiels, ça me sidère. Autant je suis pour qu'on fasse de l'éducation à l'alimentation, qu'on apprenne aux familles et aux enfants les bons produits, les mauvais produits, ce qui peut être dangereux pour la santé. Je

rends hommage d'ailleurs aux agriculteurs qui sûrement vendent à perte, parce que quand vous voyez les prix dans le commerce aujourd'hui, quand vous prenez des produits de qualité, surtout quand ils viennent de Mauguio ou des jardins avoisinants de la Ville de Montpellier, ils sont hors de prix. C'est une prouesse, mais si c'est une prouesse, à ce moment-là, laissez tomber la MonA et faites-en profiter l'ensemble des Montpelliérains. Je serais pour venir chercher des produits de qualité à des tarifs défiant toute concurrence, quitte à avoir un abonnement. Peut-être qu'un jour, comme pour le tram, ce sera gratuit. Mais là, les bras m'en tombent si vous voulez. Excusez-moi, mais ce n'est pas un mode de fonctionnement de la Ville que j'imaginai à Montpellier.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur DOMERGUE. Monsieur ASSAF souhaite apporter une contribution.

Christian ASSAF : Merci Monsieur le Maire. Sur ce sujet, comme sur le précédent, je voudrais m'adresser, non pas à Jacques DOMERGUE l'élu, avec qui je suis souvent en opposition, mais à l'éminent Professeur de médecine qui a longtemps servi l'hôpital public dans cette ville. Lui dire qu'il s'agit des prémices de la mise en place d'une politique de sécurité sociale alimentaire, qui ne dit pas son nom, mais qui, par cette expérimentation, tend à rendre cette politique universelle. Vous n'êtes pas sans savoir, Monsieur le Professeur, que l'alimentation, comme l'activité physique et sportive, sont des éléments essentiels pour le bien-être et le bien-vivre de nos concitoyens. Vous n'êtes pas sans savoir non plus que nombre de nos concitoyens, souvent les plus défavorisés, ont des difficultés à pouvoir bien se nourrir et accéder à une activité physique et sportive régulière. Ce genre d'expérimentation peut, à l'image de l'appel au mariage pour tous, finalement, est un appel par l'exemple à mettre en place une véritable politique de sécurité sociale alimentaire, qui garantisse à l'ensemble de nos concitoyens, et à ceux les plus éloignés du bien manger, de participer ainsi à un acte de santé publique. C'est la raison pour laquelle je vous invite à reconsidérer votre point de vue. J'en appelle au Professeur DOMERGUE plus qu'à l'élu, d'ailleurs, ici.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur. Bruno [PATERNOT], rapidement s'il te plaît.

Bruno PATERNOT : Oui, juste très rapidement, sur le mode d'utilisation des monnaies locales, qui travaillent toutes en commun. Vous parliez de « *système pas très concret* » : si, là, je prends un système très concret, je prends mon porte-monnaie, je l'ouvre et j'ai à l'intérieur des billets de monnaie locale. Au contraire, faire revenir l'argent fiduciaire reste quelque chose d'extrêmement concret. Sur la façon dont la MonA fonctionne, effectivement, on est toujours en expérimentation. On est encore, je crois, à quelques mois d'expérimentation avant de vous fournir les bilans complets. On est prêts à vous amener à travailler avec nous sur ce projet-là, et à fournir les expérimentations. C'est une nouveauté, quelque chose qui est extrêmement innovant, sur lequel on pourra dire dans 10-20-30 ans : le projet montpelliérain a essaimé et a permis la création d'une sécurité sociale de l'alimentation. Justement, parce qu'aussi, c'est de la monnaie locale, qui ne va pas nourrir des grands ensembles financiers, qui ne part pas dans des paradis fiscaux et qui remet la monnaie à sa juste place et à son juste endroit, ce qui permet de faire à la fois de l'alimentation et de l'économie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur PATERNOT. Madame MASSART, en deux phrases.

Marie MASSART : Je rappelle aussi que la création de la Sécurité sociale vient d'expérimentations de territoires, en 1945, c'était aussi ça à l'origine. Là, ce sont différentes expérimentations de territoires. Artificiels : non, vraiment, je vous invite à venir participer à certains événements. Pour vivre ce moment, je vous invite éventuellement à vous inscrire au prochain moment où des personnes pourront cotiser. On cotise à hauteur de ses moyens, moi-même je me suis inscrite dans cette expérimentation. Vivre cette expérimentation, je vous assure que ça vous permet réellement de

comprendre le sens que ça a, et l'appropriation par les citoyens de cette démarche.

Ce qu'on ne souhaite pas, c'est d'être donneur de leçons, donner des explications en disant : « *c'est comme ci comme ça qu'il faut manger* ». Ce n'est pas ça du tout l'idée. L'idée, c'est de donner un certain nombre d'informations, mais que les gens puissent faire leur chemin et avoir accès à des produits. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Que les agriculteurs puissent vendre au prix qu'ils le souhaitent, parce qu'ils ne souhaitent pas vivre de subventions européennes, ils souhaitent pouvoir vivre de leur activité. Là, ça leur donne l'occasion de pouvoir vendre au prix qu'ils souhaitent. C'est vraiment une expérimentation aujourd'hui qui est très positive...

Monsieur le Maire : Merci.

Marie MASSART : ... et je vous invite vraiment à la suivre de plus près.

Monsieur le Maire : Allez, on met aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

22. Aménagement durable du territoire - Création de self-services dans trois établissements scolaires - Programme de l'opération - Plan de financement - Approbation

M. E. ARIZTEGUI entre en séance.

Mme I. MARSALA (avec le pouvoir de M. B. TRAVIER) sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 22. Madame SAURAT, création de self-service dans les écoles Sigmund-Freud, Baruch-Spinoza et Jean-Zay. Vous voulez dire un mot ? Allez-y.

Agnès SAURAT : Oui, justement, pour resituer cette délibération dans une programmation beaucoup plus large à l'échelle de notre mandat. Pour rappel, on a déjà créé ou rénové 10 self-services depuis 2021. 3 sont programmés cette année en 2024, comme je vous le propose, et 10 supplémentaires suivront entre 2025 et 2026.

Au-delà des enjeux d'autonomie, d'accès à une alimentation équilibrée, de confort acoustique, d'amélioration des conditions de travail des agents, il s'agit, à travers ces trois opérations 2024, d'augmenter la capacité d'accueil de nos cantines. Il ne vous a pas échappé que 2 de ces 3 self-services sont inscrits dans la géographie prioritaire des contrats de ville. On ne va pas en reparler, mais c'est quand même très important. Jean-Zay à la Pompignane, Sigmund-Freud à Aiguelongue et Baruch-Spinoza aux Cévennes. Nous allons au total permettre à plus de 300 élèves supplémentaires de pouvoir déjeuner dans les self-services de ces écoles, dans des quartiers qu'on connaît et qu'on sait assez défavorisés, avec la tarification sociale que Madame MASSART a portée. Voilà, une grande avancée et on continue à dérouler cette feuille de route.

Vous avez les détails de la budgétisation de ces opérations, pour un total d'un peu plus de 1,5 million. Merci. Ce n'est pas mal.

Monsieur le Maire : Merci. Y a-t-il des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend

pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

23. Hors commission -Dénominations de voies et d'espaces publics – Approbation

Mme I. MARSALA (avec le pouvoir de M. B. TRAVIER) entre en séance.

Monsieur le Maire : Dénomination de voies et d'espaces publics. L'école du centre-ville s'appellera « *Colette-et-Pierre-Soulages* ». On a reçu un courrier extrêmement gentil de Colette SOULAGES, qui a donné son accord. Colette et Pierre SOULAGES se sont rencontrés quand ils étaient étudiants aux beaux-arts à Montpellier, dans l'Écusson. Cette école va sans doute être l'une des plus belles de toutes, elle mérite bien leurs noms. Je voudrais indiquer aussi qu'on va faire la première rétrospective Pierre SOULAGES au musée Fabre en 2025.

Autre point, on va dénommer le parvis de la cour d'appel « *parvis Robert-Badinter* », après accord avec le Procureur général, le Bâtonnier, etc. dans l'hommage qu'on a rendu. Il est évident que ce parvis ne restera pas tel qu'il est actuellement, il aura vocation à être réaménagé. Ça a été une proposition qui a fait un consensus dans Montpellier, ville du droit, qui fédère l'ensemble des acteurs. Robert BADINTER ayant été l'avocat, le ministre de la Justice qu'on connaît. Il y a la rue Frédéric-Mistral à proximité. Comme le palais de justice fait quand même des travaux d'embellissement absolument remarquables, la Municipalité, qui a la chance de l'avoir, doit pouvoir lui répondre. On fera cette dénomination et il y aura des aménagements.

Je propose aussi que, devant le parvis du collège Port Marianne, nous honorions la mémoire de Dominique BERNARD, comme nous l'avons fait pour une école, avec Samuel PATY.

Ensuite bon, ce sont les autres propositions, autour des femmes dans la Résistance. On a dû faire une petite correction de la précédente délibération, car il en manquait une. On proposera l'inauguration, le jour de commémoration de la Résistance, on fera les dévoilements, si on peut faire la cérémonie dans le secteur de la Cité Créative.

Je voudrais dire à chacun des collègues, qu'évidemment, vous pouvez écrire pour proposer des dénominations, même si le temps est à la féminisation, pour marquer la mémoire de la ville.

Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité, et je vous en remercie. Je crois que nous sommes la seconde ville à honorer la mémoire de Robert BADINTER. Il y en aura d'autres, c'est sûr, mais je crois que c'est très bien.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

24. Rayonnement et attractivité du territoire - Exonérations des redevances des concessions et terrasses municipales dans le cadre des travaux du projet d'embellissement Comédie-Esplanade - Dispositions - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 24. Exonérations des redevances dans le cadre du projet Comédie Esplanade. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur ZANCHIELLO ? Qui est contre ? Qui

s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

25. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions

Monsieur le Maire : Opération Grand Cœur, rénovation des devantures commerciales. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

26. Hors commission - Bilan de l'absentéisme 2023 – Présentation

MM. Y. BARRAL et M. SEBLIN sortent de séance.

Monsieur le Maire : Chers Collègues, dans notre ordre du jour, il y a encore deux affaires, peut-être, qui suscitent le débat, après, c'est plus des affaires de reconduction. Il ne s'agit pas de bâcler les débats, il y a des sujets, mais ça devrait aller beaucoup plus vite. Je propose qu'on passe maintenant le rapport sur l'absentéisme, qui est une première, on fait une pause d'une trentaine de minutes et après, on reprend les affaires. Ça vous va ? Monsieur le Président de groupe ? Monsieur JAWHARI, ça vous va ? Ok. Merci.

Monsieur ASLANIAN, qui présente pour la première fois le bilan de l'absentéisme, comme on s'était engagé auprès de Monsieur GUISEPPIN.

Michel ASLANIAN : Et comme on le fera désormais chaque année, à peu près à la même époque. Nous commençons à avoir les résultats et les chiffres. C'est un dossier évidemment éminemment complexe. J'aurais pu vous en parler pendant des heures, tant nous avons mis en place de procédures. Tous les conseillers ont reçu un dossier assez important, avec des annexes. C'est un peu abscons, donc ce qu'on va faire, c'est balayer un peu rapidement et après, évidemment, je répondrai à vos questions.

Bien sûr, il faut prévenir et lutter contre l'absentéisme, pour améliorer la qualité de vie au travail des agents, ou en tout cas, prévenir de l'usure, maintenir du lien, l'accès aux soins, aux parcours professionnels, aux nouvelles méthodes de travail, de protection et d'équité. Vous avez bien entendu, dans les annexes, les actions qui sont derrière toutes ces périphrases. Il nous faut donner aux managers les moyens d'agir, nous voulons les responsabiliser. Le manager est le premier DRH, ce qui n'était pas la culture de la maison. Nous voulons leur donner une culture managériale commune. Nous avons étoffé une offre de services d'accompagnement RH, et nous travaillons sur une offre de formation de professionnalisation bien plus efficiente. Bien sûr, pour la Collectivité, il faut que nous donnions les moyens de renforcer aux équipes, pour reconnaître l'absentéisme, associer tout le monde, responsabiliser tous les acteurs, les organisations syndicales, les agents, les managers, les élus, et enfin communiquer.

Pour rappel, nous avons présenté un plan en trois axes, qui est une composante forte du projet

d'administration, un élément du pacte social et une série de plans d'actions à mettre en œuvre et à suivre en associant différents acteurs. Les trois axes que nous avons votés : mieux comprendre et responsabiliser chaque acteur ; prévenir et renforcer la qualité de vie et les conditions de travail ; contrôler et sanctionner les abus dans un souci d'équité des agents. Par axe, nous avons établi un plan d'action global de lutte et de prévention, pouvant être décliné dans chacun des pôles, en tenant compte de leurs spécificités. Bien entendu, vous pouvez imaginer qu'entre le Pôle finance et le Pôle éducation, les métiers, les dangers et les actions ne sont pas les mêmes.

En ce qui concerne l'axe 1, mieux comprendre et responsabiliser chaque acteur, nous avons deux objectifs : construire des données pour comprendre, mieux agir et responsabiliser les acteurs et piloter. En 2023, nous avons construit les indicateurs qui sont dans le dossier. Nous avons fait une politique d'évaluation des risques psychosociaux (RPS), nous avons instauré de nouveaux lieux d'échanges « *santé prévention* » avec les pôles, nous avons mis en place des enveloppes de remplacement à la main des pôles. Les perspectives 2024 : construction de bilans chiffrés, portail de pilotage *DigDash* d'absentéisme, qui est un déploiement et appropriation au sein des pôles, un moyen de piloter directement l'absentéisme dans chaque pôle.

Axe 2, prévenir et renforcer la qualité de vie, les conditions de travail et l'employabilité des agents, qui représente à peu près 50 % de nos actions. Plusieurs objectifs : agir sur l'organisation du travail ; maintenir le lien au travail et faciliter le maintien dans l'emploi ; renforcer la protection des agents ; déployer la politique de prévention des risques professionnels pour améliorer l'environnement de travail. En 2023, nous avons mis le manager au cœur du recrutement. Nous avons élaboré une culture managériale commune et nous avons fait des formations pour eux, en Qualité de Vie au Travail (QVT), RPS, gestion des risques, gestion des conflits, nous avons renforcé un réseau de coaches. Pour les agents, nous avons développé les parcours pluriannuels individualisés, nous avons maintenu le lien, c'est-à-dire qu'après 15 jours d'absence, nous avons mis en place des procédures de maintien du lien, nous avons fait des périodes de reclassement, dispositif de signalement, club métier, prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS), sensibilisation endométriose. Au niveau des services RH, nous avons procédé à la structuration d'un réseau de prévention indispensable et l'instauration de quatre commissions sur les accidents du travail. Sur les perspectives 2024, pour les managers, nous proposons une offre de médiation, à laquelle ils auront accès, et un espace de discussion sur le travail. Pour les agents, poursuite du plan de développement et bilan des parcours individualisés, c'est très important pour pouvoir faire des évaluations à mi-carrière, enfin en tout cas au bout d'un certain temps, avec des projections, protection des agents des services des agressions externes, des risques du travail isolé, des addictions au travail, de la sédentarité et de la Protection Sociale Complémentaire (PSC), qui est en négociation avec les organisations syndicales.

Sur l'axe 3, contrôler et sanctionner les abus dans un souci d'équité entre agents, 30 % de nos actions. Bien sûr, l'objectif est d'instaurer des dispositifs concourant à l'équité de traitement. En 2023, nous avons simplifié et sécurisé la procédure de réception des certificats médicaux, qui est un truc assez improbable, nous avons recruté un médecin et une infirmière du travail, nous avons commencé les sanctions des abus pour absence injustifiée, en faisant passer des agents en Conseil de discipline à des niveaux de sanctions 1, 2, 3 et 4, et nous avons travaillé sur la franchise Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), avec une évolution application. Rappelez-vous : on avait mis 10 jours de franchise, ça avait été vécu par les agents, en tout cas ceux qui étaient dans des difficultés personnelles, comme quelque chose d'inégal. Nous avons discuté avec des organisations syndicales et nous avons révisé notre position, en faisant maintenant un report du bénéfice de la franchise sur trois ans, c'est-à-dire que les agents bénéficieront de 30 jours avant la franchise. Perspectives 2024 : communiquer un rappel des règles et un impact des absences injustifiées auprès des agents, ça commence à se savoir, ce qu'ils risquent ; sécuriser les procédures suivantes : procédure abandon de

poste, suivi et gestion harmonisée au sein des pôles ; imputabilité et gestion des accidents de travail ; contrôle de certains arrêts maladie ; aptitude des agents avant et après embauche.

Pardonnez-moi un peu cette énumération à la PREVERT, mais on a mis tellement en place d'actions, sur un problème qui était vraiment protéiforme, que c'est beaucoup.

Le bilan maintenant. Nous constatons un taux d'absentéisme médical total en légère baisse. Qu'est-ce que « *l'absentéisme médical total* » ? Ce sont toutes les absences pour motif médical, maladies ordinaires, accidents de travail, maladies professionnelles, longues maladies. On a une petite baisse de 4 %, on est passé de 10,6 à 10,2. Espérons qu'en 2024, nous verrons des chiffres bien diminués. Nous avons une baisse du taux d'absentéisme médical compressible, c'est-à-dire les maladies ordinaires et les accidents de travail. Parmi les chiffres qui ont été présentés plus tôt, en 2022 : 7,9, en 2023 : 7,5, donc une baisse de 6 %. On peut dire qu'en 2023, les agents sont absents un peu moins longtemps, en moyenne, - 1,4 jour d'absence par agent. Ça commence à porter ses fruits. Quasi constance du taux d'absentéisme médical non compressible, comme les maladies professionnelles et congés longues maladies, etc. Globalement, vous avez sur la courbe en orange, vous avez le médical total, vous voyez qu'on a une légère inflexion de l'absentéisme entre 2022 et 2023.

Voici un diagramme sur l'évolution par types d'absence, en comparaison évidemment 2022/2023. Vous voyez que sur la maladie ordinaire, on a une baisse de 16 %, de 6,43 à 5,38 sur 335 agents. En congés longues maladies, une augmentation de 3 %. En accidents du travail, une augmentation de 49 %, mais ce n'est que sur 37 agents, on passe de 1,17 à 1,73. En maladies professionnelles, ça reste stable. On a un décrochage de la maladie ordinaire, avec la baisse du taux d'absentéisme entre 2022 et 2023. Le taux d'accidents du travail a augmenté, mais sur une proportion d'agents nettement moins importante.

En conclusion, nous avons un taux d'absentéisme en baisse par rapport à 2022, alors que la tendance nationale est à la hausse, une baisse de la maladie ordinaire en taux et en durée depuis la mise en place de notre plan, les accidents de travail à analyser en Commission accidents de travail pour poursuivre la prévention des risques, et enfin nous gardons en tête que l'allongement des carrières, et donc le vieillissement de nos agents, sera un élément à prendre en compte dans les années qui viennent. Je vous remercie de votre attention et, bien entendu, je suis prêt à répondre à toutes vos questions.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur ASLANIAN. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : L'absentéisme est un fléau de toute collectivité, de tout groupe, toute société, toute structure. Monsieur ASLANIAN, quand on passe de 10,6 à 10,2, ça ne fait pas 4 % de moins, pour moi ça fait - 0,4, donc il y a une petite erreur, me semble-t-il ?

D'abord, je veux rendre hommage à tout le travail qui a été fait. Effectivement, c'est une tâche ardue que de s'attaquer à l'absentéisme. Je suis moi-même expert pour les personnels de l'administration – je vois d'ailleurs peu de personnes de la Ville ou de la Métropole, je vois surtout des enseignants et des personnels administratifs. Je sais combien il est difficile de remettre les personnels qui sont malades dans le circuit de l'emploi.

Ce que vous devez faire, c'est aussi veiller à ce qu'on modifie, sur notre ami Google, les chiffres. J'y suis allé par hasard, et j'ai constaté que Montpellier est toujours leader en matière d'absentéisme. On est toujours à 44 jours par an, pour une moyenne nationale qui est de 33 dans les villes de la même

taille. Ça fait quand même un absentéisme qui est très important. Ce qui est dit également, c'est que le coût de cet absentéisme – qui ne sera jamais nul, on en convient bien – est de 33 millions d'euros, ce qui fait quand même pratiquement 20 % des charges de personnel. On comprend à quel point il est urgent de continuer votre effort et d'essayer d'avoir des résultats.

Ce que j'ai constaté, c'est qu'effectivement, l'absentéisme pour les maladies ordinaires – au sein duquel il y a beaucoup d'arrêts de travail de complaisance, nous le savons tous, et dans toute structure – a baissé de 16 %. Par contre, on a l'impression qu'il y a un phénomène de compensation avec les accidents du travail. J'ai regardé qui est en accident de travail. Il y a la sécurité, ça je peux le comprendre, ils sont exposés. Mais les cuisines ? Sauf à imaginer qu'ils se coupent le doigt, je ne vois pas comment ça peut donner beaucoup d'accidents de travail. Les ATSEM, la petite enfance, etc. Ce sont des éléments qui mériteraient de s'y atteler. Pourquoi y a-t-il autant d'accidents de travail dans ces secteurs ? On se demande s'il n'y a pas un phénomène de bascule d'un absentéisme ordinaire vers les accidents du travail.

Je vous encourage à continuer, parce que le résultat global qui est de - 1,4 % sur l'absentéisme compressible reste tout de même faible.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur DOMERGUE. Il n'y a pas d'autres interventions ?

D'abord, on souhaite rendre compte du plan sur lequel notre Collectivité a délibéré. Ce plan était la conséquence du rapport de la Chambre régionale des comptes (CRC) 2015-2021. Comme vous le savez, dorénavant, les chambres demandent si les actions sont engagées ou non. Il nous a semblé devoir aller plus loin pour pouvoir traiter ça, je crois que cette conviction est largement partagée. L'absentéisme est multifactoriel, je veux vraiment le réaffirmer, parce que c'est très complexe. Notre collectivité part d'une situation héritée, qui n'était pas satisfaisante, et sur laquelle nous avons décidé d'agir sur l'ensemble des leviers. C'est ce que vous a présenté Michel [ASLANIAN] dans sa présentation. Rappeler aussi que vous avez voté un soutien au pouvoir d'achat des agents, à travers les RIFSEEP 1 et 2. Que nous avons accepté de créer des postes, là où il y avait souvent des gens qui subissaient des charges de travail qui étaient extrêmement lourdes ou des formats de précarité.

Vous avez évoqué un sujet en prenant quelques professions. C'est aussi améliorer les conditions de travail de nos agents. Quand Madame SAURAT a rapporté tout à l'heure l'affaire sur les self-services, un travail a été fait. Souvent, on en est caricatural, peut-être, dans la présentation, mais quand on doit lever les chaises, enfin vous voyez, il y a des activités qui sont à forte pénibilité. Concrètement, on fait un travail pour améliorer les conditions de travail, l'ambiance acoustique sur tout un tas de sujet. Là, Montpellier part, disons-le, d'extrêmement loin, donc on essaie de faire ça.

Autre point : l'accompagnement de nos agents. ATSEM est un métier pénible. Quand on fait ça près de 40 ans de sa carrière professionnelle, il y a une usure, une difficulté qui est réelle et qu'on doit savoir prendre en compte. Ça ne va pas aller en s'arrangeant pour notre Collectivité, dans la mesure où l'âge de départ à la retraite va être retardé. Notre pyramide des âges n'est pas jeune, et l'usure professionnelle s'en ressent. Ça nous oblige. C'est un changement de cap, un travail totalement nouveau sur l'évolution de carrière de nos agents, pour pouvoir préserver l'employabilité, la capacité à pouvoir rester en activité professionnelle. Les premières initiatives ont été prises, on entend des choses positives de la part de nos collègues, et puis d'autres qui disent « *vivement que ça m'arrive aussi* ». Il faut se le dire : quels sont les postes disponibles, qui on peut mettre.

Il y a tout ce travail qui est engagé. On n'est qu'au début. C'est considérable, ce qui nous attend, pour notre Collectivité qui part de loin et où on trouve beaucoup de métiers pénibles. Les métiers de la

petite enfance où souvent, d'ailleurs, c'est dur pour les collègues, parce que quand il y a un ou une qui est absent, les autres prennent la charge, donc c'est plus dur encore. Il faut qu'on arrive à assumer ça.

On a créé ces indicateurs. Je prends bonne note de ce que vous avez dit sur « *l'effet Google* », qui nourrit un populisme anti-fonctionnaire. Autant la Cour des comptes, je respecte, autant la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (iFRAP), c'est des jugements à l'emporte-pièce et ce n'est pas la rigueur qui doit peser. Y compris, ça ne doit pas entraîner de stigmatisation de l'immense majorité de nos agents.

Nous avons renforcé les régimes de sanction, notamment quand on s'est retrouvé sur des gens qui étaient en arrêt et qui avaient une autre activité professionnelle. On n'a pas, dans les conseils de discipline, la main qui tremble là-dessus, parce qu'ils portent préjudice à la Collectivité – c'est un phénomène très marginal. L'immense majorité des agents territoriaux méritent qu'on leur rende un hommage appuyé pour leur engagement. D'où annuellement ce rapport, pour pouvoir objectiver. Il sera public sur le site internet de la Ville, parce que ça sera notre réponse, ce travail va être communiqué, puisqu'on le doit, à la CRC. On va continuer, on identifie bien les difficultés, le défi qui est de taille. Les préventeurs que nous avons recrutés, tout le travail qui est fait : c'est aussi comme ça qu'on dégage des marges de manœuvre en fonctionnement, qui sont importantes. Pas question sur ce sujet-là comme sur les autres de faire l'autruche, on prend le problème. Je veux saluer l'implication de Michel ASLANIAN.

C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

Monsieur le Maire : Je vous propose de faire une pause d'une demi-heure, en vous remerciant. Après, Chers Collègues, ça devrait aller vite.

La séance est suspendue à 13h30.

MM. P. SAUREL (avec le pouvoir de Mme J. URBANI), M. MAJDOUL (avec le pouvoir de Mme S. JANNIN) et A. EL KANDOUSSI ont définitivement quitté la séance. Les pouvoirs de Mmes S. JANNIN et J. URBANI sont annulés.

MM A. ZANCHIELLO et E. ARIZTEGUI ont définitivement quitté la séance en laissant respectivement un pouvoir à M. S. COTE et à Mme M. MASSART.

La séance reprend à 14h00

Monsieur le Maire : Merci, Chers Collègues. Nous pouvons reprendre puisque nous avons le quorum. Je vais être plus rapide, sauf si vous avez des remarques évidemment. Chacun peut faire entendre.

27. Ressources - Plan de Mobilité Employeur (PDME) de la Ville de Montpellier - Actualisation - Approbation

MM. Y. BARRAL et M. SEBLIN entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 27. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur ASLANIAN ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 44 voix

28. Ressources - Convention de partenariats en vue de la réalisation d'enquêtes métier au sein des trois versants de la fonction publique pour des agents en situation de handicap - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 28. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur ASLANIAN pour la convention de partenariat sur l'enquête métier pour les agents en situation de handicap ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 44 voix

29. Services à la population et cohésion sociale - Lutte contre la haine LGBTQI+ - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association FLAG - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 29. Convention entre l'association FLAG et la Ville, comme chaque année, sur la lutte contre la haine LGBTQI+. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur COTE ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 44 voix

30. Services à la population et cohésion sociale - Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (CDDF) - Charte de Fonctionnement - Charte de déontologie - Modifications - Protocole d'accueil au sein des services de la Ville - Approbation - Autorisation de signature

Mmes N. AKIL et F. NAKIB entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 39. Conseil des droits et devoirs des familles, charte de fonctionnement, charte de déontologie, modifications. Y a-t-il des questions sur ce sujet auprès de Monsieur COTE ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 46 voix

31. Services à la population et cohésion sociale - Prévention de la délinquance - "Exposition 13-18 : questions de justice" - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 31. Prévention de la délinquance, « Exposition 13-18 : questions de justice ». Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur COTE ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 46 voix

32. Services à la population et cohésion sociale - Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés - Tarif 2024-2025 - Approbation

Monsieur le Maire : Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés, Agropolis et Cirad. Y a-t-il des questions auprès de Madame AKBARALY ? C'est la même délibération que l'an passé. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 46 voix

33. Services à la population et cohésion sociale - Relais Petite Enfance 2024 - Renouvellement des conventions de fonctionnement - Autorisation de signature - Approbation

Mme H. EMAD et M. B. PATERNOT entrent en séance.

Monsieur le Maire : Renouvellement de conventions de fonctionnement des relais petites enfance. Y a-t-il des questions auprès de Madame AKBARALY ? Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

34. Services à la population et cohésion sociale - Convention de groupement de commandes entre Montpellier, Fabrègues, Lavérune, Cournonsec, Saint-Drézéry, Prades-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Restinclières, Saussan, Saint-Brès, Saint-Geniès-des-Mourgues, Villeneuve-lès-Maguelone, Murviel-lès-Montpellier, Cournonterral, Montaud, Pignan, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Clapiers, Juvignac, Le Cres et Sussargues pour la passation d'un marché de prestations de transports d'enfants et d'adolescents avec chauffeur - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 34. C'est un groupement de commandes avec les communes de Montpellier, Fabrègues, Lavérune, Cournonsec, Saint-Drézéry, Prades-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Restinclières, Saussan, Saint-Brès, Saint-Geniès-des-Mourgues, Villeneuve-lès-Maguelone, Murviel-lès-Montpellier, Cournonterral, Montaud, Pignan, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Clapiers, Juvignac, Le Crès et Sussargues. Il s'agit du bus des savoirs, pris en charge par ce groupement de commandes. On n'était pas sur la compétence de la Métropole, c'est une compétence communale ou de coopération entre les communes. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Adoptée. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

35. Services à la population et cohésion sociale - Cité Éducative Montpellier Mosson - Demande de renouvellement de la labellisation - Approbation

Monsieur le Maire : Demande de renouvellement du label Cité Éducative. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

36. Services à la population et cohésion sociale - Propositions Artistiques et Culturelles pour les écoles - Année scolaire 2023-2024 - Attribution de subventions - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 36. Propositions artistiques et culturelles pour les écoles, subventions : 41 écoles, 66 900 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

37. Services à la population et cohésion sociale - Projet Classes de Découverte Vertes et de Neige - Attribution de subventions - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 37. Projet classes de découverte verte et de neige. C'est une aide de 129 214 euros pour 39 écoles. Nous n'avons refusé aucune école qui nous a sollicités pour permettre aux enfants d'avoir ce type d'expérience. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

38. Services à la population et cohésion sociale - Grand Défi Vivez Bougez 2024 - Organisation de la Grande Récompense - Partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Institut du Cancer de Montpellier (ICM) - Subvention en nature - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 38. Grand défi vivez bougez 2024, en lien avec l'Institut du Cancer de Montpellier (ICM). C'est Mikel SEBLIN qui nous représentait au lancement du Grand défi vivez bougez. Tout ce qui est politique de prévention, on essaie d'être partie prenante. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Elodie BRUN-MANDON.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

39. Services à la population et cohésion sociale -Charte du club "Collectivités territoriales et prévention des cancers" de l'Institut National du Cancer (INCa) - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Charte du club « *Collectivités territoriales et prévention des cancers* » de l’Institut National du Cancer (INCa). Est-ce qu’il y a des questions auprès de Madame BRUN-MANDON ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

40. Services à la population et cohésion sociale - Contrat de fourniture de données et documents des dossiers de subventions Politique de la ville entre l’Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Monsieur LAOUKIRI, contrat de fourniture de données et documents pour les dossiers de subvention politique de la ville, entre l’ANCT et la Ville. C’est pour être plus efficaces, lutter contre les bureaucraties administratives. On essaye un peu de simplifier. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

41. Hors commission - Joli mois de mai de l’Europe - Programmation des animations - Adhésion au réseau Label Ville Européenne - Charte européenne pour l’égalité des femmes et des hommes dans la vie locale - Actions de sensibilisation pour l’inscription sur les listes électorales et le vote lors des élections européennes - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 41. Joli mois de mai de l’Europe. C’est dans la perspective de toute l’action qu’on mène avec la Commission européenne, par Madame HART. Je voudrais rappeler que nous avons fait une campagne d’inscription sur les listes électorales au mois de janvier et que nos services – Radia [TIKOUK] n’est pas là – peuvent accueillir jusqu’au 3 mai, dernier délai, l’inscription sur les listes électorales, et jusqu’au 1^{er} mai sur internet. Évidemment, on invite à participer au scrutin. Y a-t-il des questions auprès de Madame HART ? Qui est contre ? Qui s’abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

42. Rayonnement et attractivité du territoire - Comédie du Livre, 10 jours en mai - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l’organisation de la manifestation - Approbation - Autorisation de signature

M. G. ARDISSON entre en séance.

Monsieur le Maire : Comédie du livre, Madame ROBIN, c’est les partenariats entre la Ville et la Métropole. Je voudrais indiquer aux gens qui nous regardent que la Comédie du livre se tiendra... Au Peyrou ! Et que c’est très bien. Quand on a dit qu’on allait mettre la Comédie du livre au Peyrou, tout

le monde a râlé, et depuis qu'elle est là-bas, plus personne ne veut l'enlever – c'est bien sous les platanes. Un petit mot Agnès [ROBIN], peut-être nous donner les dates ?

Agnès ROBIN : Oui, merci Monsieur le Maire, juste pour indiquer, effectivement, les dates de la Comédie du livre, 10 jours en mai, du 10 au 19 mai. L'objectif de cette délibération est d'autoriser la mise à disposition d'un certain nombre de lieux de la Ville de Montpellier à la Comédie du livre, dont effectivement l'esplanade royale du Peyrou. Ce qui a fait le bonheur en effet – comme vous le rappeliez, Monsieur le Maire – de tous les Montpelliéraines et les Montpelliérains qui s'y sont promenés l'an passé.

Je voulais préciser également, pour celles et ceux que ça intéressera, que cette année la Comédie du livre est organisée en partenariat avec le Grand prix de l'imaginaire, que nous accueillons pour la première fois à Montpellier. Sachant que ce Grand prix de l'imaginaire récompense des productions littéraires en science-fiction, fantastique et fantasy. Ce Grand prix de l'imaginaire fête ses 50 ans en 2024.

Ajouter, ensuite, qu'à l'occasion de la Comédie du livre, cette année, nous accueillons à l'espace Bagouet une très belle exposition. A la suite de l'exposition qui se tient actuellement jusqu'au 7 avril – merveilleuse exposition d'Anne SLACIK et ses 40 poétesses, si vous ne l'avez pas déjà vue, je vous y encourage, c'est très beau – nous accueillerons la Maison d'Albertine, une illustratrice suisse qui est productrice d'œuvres littéraires pour les enfants. On est encore, avec cette délibération, dans une culture pour une ville à hauteur d'enfants. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame ROBIN. Les enfants, d'ailleurs, ils vont écrire *Les mystères de Montpellier*. Cette année, c'est sur le thème du sport, parce que c'est l'année olympique – l'année prochaine, on trouvera le thème. Il y aura une dédicace à la Comédie du livre, c'est quand même très important. A la fin de l'année, pour les élèves de CM2, *Le tour du monde en 80 jours* de Jules VERNE, qui était au programme de 4^e en collège, est inscrit. D'ailleurs, on essaiera de lier, le livre offert aux enfants, avec un travail pour inviter les enfants à s'inscrire dans nos médiathèques ; parce que le travail qui est fait dans les médiathèques est absolument remarquable. Il faut vraiment qu'on travaille sur la valorisation de cet outil.

Allez, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

43. Rayonnement et attractivité du territoire - Théâtre Jean Vilar - Adhésion de la Ville de Montpellier à l'association Archives du spectacle - Approbation

Monsieur le Maire : Adhésion du théâtre Jean-Vilar à l'association Archives du théâtre. C'est un montant de 200 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

44. Rayonnement et attractivité du territoire - Théâtre Jean-Vilar - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Enfance et Partage - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 44. Convention entre l'association Enfance et Partage et le théâtre Jean-Vilar, à hauteur de 1 000 euros. Le théâtre Jean-Vilar dont on va fêter l'anniversaire cette année. C'est l'occasion aussi de saluer l'équipe, Frantz DELPLANQUE et tous, qui sont parfaitement impliqués dans le projet du quartier de la Mosson, et pas que. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

45. Rayonnement et attractivité du territoire - Restauration des Geôles de Lauwe, Cité scolaire Françoise Combes - Partenariat pour assurer la sauvegarde du lieu - Autorisation de signature

M. M. REYNAUD sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 45. C'est un dossier très important dans le cadre des 80 ans de la libération de la Ville. Monsieur GARRIVIER, Président de l'association de mémoire, sera extrêmement sensible. Nous avons obtenu l'accord, avec Madame la Rectrice, Sophie BÉJEAN – que je veux remercier – pour pouvoir restaurer les Geôles de Lauwe. Ce sont les lieux de torture et de mort pour les résistants, elles ont été classées « *Monument historique* » et on va s'efforcer de les réhabiliter et de les valoriser. C'est un dossier très compliqué mais, enfin, on y arrive. Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : J'espère que vous pourrez compter sur le soutien de Madame MIRALLÈS pour ça.

Monsieur le Maire : Monsieur DOMERGUE, vous qui avez été parlementaire : mon esprit n'est pas à la polémique. On fait, et on voit qui fait. J'espère, mais pour l'instant, on est tout seuls. Je vous le dis, j'ai vu la détresse de Monsieur GARRIVIER, l'émotion des anciens combattants sur ce sujet. Quand je suis arrivé pour la commémoration, j'ai dit : « *nous, on s'occupe de tout ça* ». C'est un site mémoriel et très important pour la Ville, mais aussi pour la transmission. En plus, il est situé sous l'autorité de Monsieur LOZAR maintenant, qui fait un travail remarquable dans la Cité scolaire Françoise-Combes. Si effectivement le Gouvernement de la République nous aide, on sera très contents. Celle qui aujourd'hui nous aide beaucoup, c'est Madame la Rectrice, qui a fait accélérer le dossier, pour qu'on ait la main. J'espère qu'on aura quand même quelques subsides.

Allez, je mets aux voix.

Jacques DOMERGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Vous êtes taquin, Monsieur DOMERGUE.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

46. Aménagement durable du territoire - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du quartier de la Mosson - Cession à ACM Habitat du lot de copropriété n°419 de la Tour d'Assas - Parcelle cadastrée LR 38-120 Le Grand Mail - Approbation

M. M. REYNAUD entre séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 46. Ce sont des opérations foncières sur l'ANRU, avec ACM Habitat, pour la disparition de la tour d'Assas. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Julie FRÉCHE, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

47. Aménagement durable du territoire - Quartier Arceaux - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Espace Pitot - Suppression de la ZAC - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 47. C'est l'Espace Pitot, la fin de la ZAC. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

48. Aménagement durable du territoire - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades 2022-2026 - Attribution de subventions

Monsieur le Maire : Quartier de Celleneuve, ravalement de façades. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

49. Aménagement durable du territoire - Quartier centre - Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) Saint Charles - Suppression de la ZAC - Approbation

Monsieur le Maire : Quartier Saint Charles, l'ancien hôpital général de Montpellier, suppression de la ZAC : c'est fini. Je précise qu'on a refait enfin le trottoir, côté du site Saint Charles. Qui est pour la suppression de la ZAC Saint Charles ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

50. Aménagement durable du territoire - Cité Créative - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Demande d'agrément de la candidature de la société Les Villégiales / SCCV LVH1 - Lot 1d "Bourgogne" - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 50. Cité créative, agrément pour la société Les Villégiales sur le lot « *Bourgogne* » : 55 logements, dont du logement en bail réel solidaire (BRS), grâce à l'office foncier solidaire. Ça permet de favoriser l'accès à la propriété des classes moyennes et classes moyennes moins – c'est un peu péjoratif. Ça marche extrêmement bien.

Je voudrais aussi faire l'observation : j'entends les déclarations du Gouvernement, sur la nécessité de réaliser de la surélévation de logements. Le ministre du Logement peut venir à Montpellier pour voir ce qu'on fait à la Cité créative, il n'y a pas de problème.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

51. Aménagement durable du territoire - Cité créative - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Demande d'agrément de candidature de SCCV Ateliers Cité Créative (Lot 3d) pour la réalisation d'un programme d'activités ICC et de commerces - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 51. Agrément encore, là, c'est un lot 3d « *Bourgogne* », qui est dédié aux industries culturelles et créatives. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

52. Aménagement durable du territoire - Concession d'aménagement "réaménagement du quartier de la Pompignane" - Opération d'aménagement des Hauts de Jausserand - Agrément de candidature du groupement ACM Habitat/FDI Habitat - Approbation

Monsieur le Maire : Réaménagement du quartier Pompignane, Hauts de Jausserand, pour ACM et FDI Habitat. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 38 voix

53. Aménagement durable du territoire - Achèvement des Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Multisites Marqueroze, Molière, Terre de l'Hirondelle et Saint Hilaire - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 53. Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) multisites Marqueroze, Terre de l'Hirondelle et Saint Hilaire. C'est l'achèvement du programme. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

54. Aménagement durable du territoire - Ligne 5 de tramway - Mise en œuvre des mesures compensatoires environnementales - Bail civil entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelle cadastrée AA 56 à Montferrier-sur-Lez - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Ligne 5 de tramway. Ce sont les mises en œuvre des mesures compensatoires sur le plan environnemental entre la Ville et la Métropole, sur la parcelle à Montferrier-sur-Lez. Il y a eu un énorme travail de compensation environnementale pour réaliser la ligne 5 du tramway. Le moment venu, on passera une délibération sur notre stratégie biodiversité à la Métropole, pour être encore meilleur sur ces enjeux très importants. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

55. Aménagement durable du territoire - Ligne 5 de tramway - Convention de servitude d'appui-accrochage au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Eglise Saint Denis - Parcelle EV 271 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Ligne 5 de tramway, convention de servitude d'appui-accrochage au profit de la Métropole, sur l'Eglise Saint Denis, parcelle EV 271. Il s'agit évidemment des caténaires du tramway. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

56. Aménagement durable du territoire - Foncier - Bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et la crèche associative Les Moussaillons - Volumes 2 et 3 du bâtiment D de la résidence Majestik ilot Vergne - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 56. La crèche associative *Les Moussaillons*, rue Michel-Passet, bail emphytéotique, pour aider cette crèche. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

57. Services à la population et cohésion sociale - Convention de mise à disposition réciproque de matériel entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la convergence des établissements du Zoo de Lunaret et l'Ecolothèque - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 57. Convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et la Métropole sur la convergence des établissements du Zoo du Lunaret et de l'Ecolothèque. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

~~58. Aménagement durable du territoire – Déclaration portée par France Urbaine en faveur d'un nouveau règlement européen sur les systèmes alimentaires durables permettant d'accroître la part d'achat de produits de proximité dans la restauration collective publique – Approbation~~

Monsieur le Maire : L'affaire 58 a été retirée.

59. Aménagement durable du territoire - Groupement d'Intérêt Public (GIP) Occitalim - Plateforme d'achat de produits de proximité pour la restauration collective de la Région Occitanie - Convention constitutive - Adhésion - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : La 59, sur le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Occitalim. C'est une plateforme d'achat de produits de proximité pour la restauration collective de la Région Occitanie, ce qui va nous aider pour structurer les filières court et bio. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

60. Aménagement durable du territoire - Indemnisation du fournisseur de denrées de la Direction de la Politique Alimentaire - Protocole d'accord - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : La fameuse, indemnisation des fournisseurs pour la cantine, à hauteur de 28 156 euros – il faut que ça s'arrête. C'est lié à l'inflation. Merci de ce vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

61. Aménagement durable du territoire - Programme Territoire Engagé pour la Transition Écologique - Candidature de la Ville de Montpellier au label "Climat Air Énergie" - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 61, le label « *climat air énergie* », sur lequel on est très engagés. On a été évalués et c'est bon. On ne peut progresser que d'une étoile, mais c'est bien, on n'est pas loin. C'est très challengeant et c'est formidable pour les équipes – merci à elles. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

62. Aménagement durable du territoire - Modalités de calcul des charges de fluides relatives aux logements de fonction occupés pour nécessité absolue de service - Approbation

Monsieur le Maire : Calcul des charges de fluides relatives aux logements de fonction occupés pour nécessité absolue de service. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

63. Aménagement durable du territoire - Dispositif "Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires" - Valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) - Conventions avec les organismes délégataires - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Coup de pouce chauffage des bâtiments résidentiels. On récupère les certificats d'économies d'énergie, donc des sous. Je parle sous votre contrôle, Madame SAURAT. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

64. Aménagement durable du territoire - Valorisation des énergies renouvelables - Étude de faisabilité d'un réseau technique de chaleur et de rafraîchissement pour le collège Rimbaud et le futur groupe scolaire - Convention de mandat entre Hérault Énergie, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Valorisation des énergies renouvelables, étude de faisabilité du réseau de chaleur, de rafraîchissement, pour la future cité scolaire qui sera dans le collège Arthur-Rimbaud, avec avec Hérault Énergies, la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault. C'est un gros boulot qui est fait sur le réseau de chaleur, énorme, et qui va baisser de 30 % les factures pour les particuliers, mais aussi pour les collectivités, pour Sanofi et le CHU. On va beaucoup en reparler. C'est ça qui se joue. Ce n'est pas très agréable, parce qu'on fait une tranchée avenue Louis-Ravas et Pablo-Neruda, mais une fois que c'est fait, ça va être vertueux. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

65. Aménagement durable du territoire - Maison pour Tous Albertine Sarrazin - Contrat de location par la Ville de trois locaux propriété ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 65. Maison pour tous Albertine-Sarrazin, contrat de location par la Ville de trois locaux qui sont la propriété d'ACM Habitat. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Julie FRÊCHE, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

66. Aménagement durable du territoire - Mise à disposition de locaux associatifs - Exonérations de loyer ou de redevance et subventions en nature - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 66. Mise à disposition de locaux associatifs, exonérations de loyer ou de redevance. On nous faisait la remarque tout à l'heure sur la politique de la ville, mais en fait, on fait beaucoup pour les associations au titre de la politique de la ville. C'est facile de lancer des anathèmes : ces exonérations ont une valeur de 214 560 euros. On pourrait d'ailleurs faire valoriser les loyers et montrer qu'on augmente les subventions. Mais les gens qui vous faisaient des observations sont partis. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, M. Alban ZANCHIELLO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 38 voix

67. Aménagement durable du territoire - Conventions d'occupation de locaux propriété de la Ville rue de l'Abbé de l'Épée et rue de Clémentville au profit du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Madame SAURAT, convention d'occupation de locaux entre la Ville, rue de l'Abbé de l'épée et rue de Clémentville, au profit du CCAS, pour deux clubs de l'âge d'or – Monsieur BARRAL. Un travail formidable, mais il faut qu'on continue. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

68. Aménagement durable du territoire - Adhésion à un groupement de commandes coordonné par Hérault Energies pour "l'achat d'énergies, de fournitures et de services

**en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique" sur le fondement d'accords-cadres et de marchés subséquents pour 2026 à 2029 - Convention - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire 68. Groupement de commandes avec Hérault Énergies. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

69. Aménagement durable du territoire - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour des travaux neufs et des travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les installations de Chauffage, Ventilation et Climatisation - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 69. Groupement de commandes, cette fois sur chaud et froid, sur des bâtiments de la Ville et de la Métropole. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

70. Aménagement durable du territoire - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour des travaux d'installations photovoltaïques sur des toitures et ombrières - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 70. Groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Métropole pour le photovoltaïque sur les toitures et ombrières de notre patrimoine. Même vote ? Même vote.

Ce qu'on a vécu à l'école Bertie-Albrecht, c'est remarquable, et on va le déployer tambour battant. Agnès [ROBIN], les équipes, super.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

71. Aménagement durable du territoire - Appel à manifestation d'intérêt Eau et Climat de l'Agence de l'eau - Projet ADAPTONEAU - Convention de mandat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Régie des eaux - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Convention de mandat dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt Eau et Climat de l'Agence de l'eau, projet ADAPTONEAU. La Métropole, la Ville et la Régie des eaux se mettent ensemble. C'est au total 50 % des 3 926 000 euros qui sont financés par l'Agence de l'eau, qui va pouvoir nous aider à travailler sur les thématiques du petit et du grand cycle de l'eau, à la Mosson, aux Cévennes, au quartier Hôpitaux-Facultés et aux Bouisses. Il pleut, mais la réserve est basse, donc on doit être très attentif. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

72. Ressources - Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) 2024-2026 - Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Monsieur ASLANIAN, fonds pour l'insertion des personnes en situation de handicap dans la fonction publique, partenariat entre la Ville et la Métropole. C'est un renouvellement. Y a-t-il des questions, des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

73. Ressources - Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier vers différentes structures - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Ressources humaines, mises à disposition d'agents de la Ville vers différentes structures : le Relais des enfants, la Maison des enfants, le Comité des Oeuvres Sociales et Culturelles du personnel municipal (COSC) et la Maison de Montpellier à Heidelberg. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

74. Ressources - Création du régime indemnitaire d'emploi des gardes champêtres - Approbation afférent au cadre d'emploi des gardes champêtres - Approbation

Monsieur le Maire : Création d'un régime indemnitaire afférent au cadre d'emploi des gardes champêtres, qui vont nous permettre de pouvoir faire des enquêtes contre la délinquance environnementale, sur les gens, peu scrupuleux de l'espace public, qui jettent leurs déchets n'importe où. Vous voulez dire un mot, Monsieur COTE ? Madame YAGUE est partie, ce qu'elle disait : les gens qui font n'importe quoi.

Sébastien COTE : Oui Monsieur le Maire, effectivement, c'est une délibération qui est importante et un peu révolutionnaire à la Ville de Montpellier. Nous avons créé un nouveau cadre d'emploi qui est celui de garde champêtre. Je tiens quand même à le souligner, ça peut faire sourire, mais en réalité ça ne fera pas sourire les délinquants. C'est bien ça l'idée, puisque les gardes champêtres ont cette particularité d'avoir conservé des attributions de police judiciaire, et donc, de pouvoir dans le cadre de la police de l'environnement, de l'eau et sanitaire de l'espace public, de mener des investigations, des interrogatoires, d'entrer dans les propriétés closes – sous le contrôle, bien évidemment, du Procureur de la République. Maintenant que le cadre d'emploi est créé, nous allons lancer un

processus de recrutement. Ça fait partie d'un plan d'action plus vaste, que nous sommes en train de préparer, contre la lutte contre la malpropreté urbaine, et ce que vous appelez, à juste titre, la délinquance environnementale.

Monsieur le Maire : Avec les gardes champêtres, on va pouvoir s'attaquer au « *festival du matelas et du micro-ondes* », qu'on trouve trop souvent sur l'espace public. Je rappelle qu'il y a 22 déchetteries à l'échelle de la Métropole, avec des agents publics pleinement mobilisés. Nous allons déployer évidemment, outre la collecte en porte-à-porte, des biodéchets dans les bacs orange, des points d'apport volontaire biodéchets, verre et plastique, tous les 200 mètres dans la commune de Montpellier. Les gens qui, sans complexe, laissent traîner leurs déchets, on ne peut aujourd'hui que les verbaliser sur la base du flagrant délit ; maintenant, on va avoir un pouvoir d'enquête. La collecte et le nettoyage de cette délinquance environnementale a un coût non-négligeable pour la Collectivité ; ça fait partie de nos marges de manœuvre. Ceux qui auront le statut ou les pouvoirs du garde champêtre sont nos policiers municipaux, ils auront cette prérogative-là, et donc, évidemment, il faut les accompagner financièrement à travers un régime indemnitaire. Des fois, il faut aller lire les stratagèmes de la loi pour s'en saisir, pour agir

Qui est contre ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

75. Ressources -Recours au dispositif apprentis - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur le Maire : Recours au dispositif de l'apprentissage. Y a-t-il des questions ? C'est la même délibération que l'an passé, on continue à augmenter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

76. Ressources - Organisation de concours et examens professionnels - Convention triennale avec le CDG 34 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 76. Organisation de concours et examens professionnels, convention triennale avec le Centre de gestion de l'Hérault, présidé par Philippe VIDAL. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

77. Ressources - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une cartographie des risques déontologiques - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 77. Convention de groupement de commandes entre la Ville et la

Métropole pour un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour une cartographie des risques déontologiques, très important pour la Ville et la Métropole. Je précise que nous avons eu la même démarche au sein du groupe Altémed, ce qui nous a valu l'adoption d'un règlement de prévention de la corruption et de la probité, que nous avons installé. Merci à tous les élus qui se sont rendus présents, avec notre Conseil de déontologie. Aujourd'hui, beaucoup de collectivités font ça, pour prévenir la corruption et protéger les élus dans l'exercice de leurs fonctions, pour qu'ils agissent pleinement dans le respect de la règle. Il y a pour à peu près 9 mois de travail, ça fera l'objet d'une délibération en Conseil.

Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Voilà. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

78. Ressources - Convention d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de déménagements et de gardes meubles - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Convention de groupement de commandes entre la Ville et la Métropole pour les déménagements et gardes meubles. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

79. Ressources - Tarifs Marché de Noël - Mise à jour de la délibération n° V2023-448 du 11 décembre 2023 - Approbation

Monsieur le Maire : Mise à jour de la délibération relative aux tarifs du Marché de Noël 2024, les Hivernales, qui se tiendront au Peyrou. C'est une formule qui va aller en s'améliorant, mais je crois que ça permet de vraiment travailler sur la dynamique du secteur Nord Écusson et donc de soutenir nos commerçants. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

80. Rayonnement et attractivité du territoire - Groupement d'intérêt public "Réseau des Acheteurs Hospitaliers" (RESAH) - Adhésion - Renouvellement annuel - Approbation

Monsieur le Maire : Adhésion au réseau du groupement d'intérêt « réseau des acheteurs hospitaliers ». C'est bien, ça. La commande publique est un vrai levier d'action et de marge de manœuvre. Les hôpitaux font ça de manière très bien. Être dans leurs roues, si je puis dire, ça peut nous aider à être plus efficace encore. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

81. Services à la population et cohésion sociale - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'achat de prestations de services postaux - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Convention de groupement de commandes entre la Ville et la Métropole sur la prestation de services postaux. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

82. Ressources - Élections consultations électorales - Rémunération des personnels lors des consultations électorales

Monsieur le Maire : Rémunération du personnel lors des consultations électorales. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Je rappelle que tous les élus doivent bloquer leur 9 juin pour assurer la présidence des bureaux de vote et la bonne tenue du scrutin. Évidemment, on peut avoir un empêchement, mais il est quand même fortement conseillé d'être présent. Aussi, de dire aux partis politiques qui présentent de nombreuses listes de fournir des assesseurs, pour garantir la sincérité du scrutin. Le scrutin est aussi sincère grâce aux fonctionnaires, c'est normal.

Christian ASSAF : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Oui, merci Monsieur ASSAF : les élus font ça à titre gracieux, bénévole. Les élus, qu'ils soient d'opposition ou de majorité, bénéficient d'une indemnité. Celle de l'opposition est beaucoup plus modeste, et il n'y a pas de sujet, mais c'est à titre gracieux. Il y a des élus qui n'ont jamais tenu le bureau de vote, et après, ils vous font la leçon. Ceux-là, avec Madame TIKOUK, on en fera la publicité le moment venu. Ils ne sont pas dans cette salle. Allez.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

83. Ressources - Organisme extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Modifications statutaires – Autorisation

Monsieur le Maire : Modifications des statuts de la SERM sur l'objet social, c'est lié à la fusion Altémed. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Michel ASLANIAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

84. Hors commission - Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Commission de Délégation de Service Public (CDSP) - Réélection - Fixation des modalités de dépôt des listes

Monsieur le Maire : Affaire 84. Commission d'Appel d'Offres (CAO) et Commission de Délégation de Service Public (CDSP), réélection, fixation des modalités de dépôt des listes. On ouvre les candidatures, qui peuvent être déposée jusqu'au 21 mai 2024 à 17 h, c'est ça ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

85. Hors commission - Représentations du Conseil municipal - Désignations – Approbation

Monsieur le Maire : Ensuite, il y a des remplacements : Monsieur JOUAULT et Madame MASSART, qui remplacent Madame RIBOT. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci et bravo pour votre réélection et votre engagement, Chers Collègues.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Ont été élus :

Organismes	Représentations
<i>Commission des Halles et Marchés</i>	<i>Mme Marie MASSART Suppléante</i>
<i>Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) Conseil d'Administration</i>	<i>M. Stéphane JOUAULT Titulaire</i>

Les désignations prennent effet immédiatement.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Eddine ARIZTEGUI, M. Stéphane JOUAULT, Mme Marie MASSART, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

86. Hors commission - Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Boris BELLANGER – Approbation

Monsieur le Maire : Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur BELLANGER, qui a été victime de violences, comme élu de la République, le 22 août 2023. Est-ce qu'il y a des oppositions ? C'est la première fois qu'on l'attribue à un élu en Conseil municipal. C'est clairement un outrage caractérisé eu égard à sa fonction, ce n'est pas lié à des propos dans la presse, etc. Une plainte a été posée. Les élus sont victimes d'agressions verbales et physiques, et c'est dans ce cadre-là que la protection fonctionnelle est attribuée à Monsieur BELLANGER. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. Je vous remercie, Chers Collègues.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Boris BELLANGER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

**87. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique
"Accessibilité Universelle" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire 87. Ce sont des subventions aux associations, dans le cadre de la thématique « *accessibilité universelle* ». Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

**88. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique
"Cohésion sociale" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire 88. « *Cohésion sociale* ». Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique BRUNET, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

**89. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique
"Commémorations" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire 89. Associations dans la thématique « *commémorations* ». Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

**90. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique
"Commerce et Artisanat" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire 90. « *Commerce et artisanat* ». Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

**91. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique
"Culture" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Thématique « *Culture* ». Le soutien est important : 3 312 600 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, M. Bernard TRAVIER, M. Alban ZANCHIELLO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 34 voix

92. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Droits des femmes" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

M. M. REYNAUD sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 92. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

93. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : 93. Thématique « *Enfance* ». Y a-t-il des questions ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

94. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 94. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

95. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les discriminations" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 95. « *Lutte contre les discriminations* ». Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Elodie BRUN-MANDON, M.

Michel CALVO, M. Sébastien COTE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clare HART, M. Salim JAWHARI, M. Alban ZANCHIELLO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

96. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

M. M. REYNAUD entre en séance.

Monsieur le Maire : Subventions dans le cadre de la « lutte contre les exclusions ». Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote: Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Caroline DUFOIX, Mme Julie FRÊCHE, M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI, Mme Fatma NAKIB, M. Yvan NOSBE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

97. Hors commission - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Patrimoine immobilier et sobriété énergétique" - Exercice 2024 -Convention d'attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Monsieur ASLANIAN, subventions.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Agnès SAURAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

98. Hors commission - Attribution d'une subvention à l'Agence locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : ALEC, subvention. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Agnès SAURAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

99. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Politique Alimentaire" et "Écologie Urbaine" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : « *Politique alimentaire* ». Il y a le CIVAM, Agropolis, les Petites cantines, VRAC & Cocinas, Pic'assiette, Fédération régionale des CIVAM, Miamuse, l'Esperluette, La Cantina et Oasis citadine. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Isabelle MARSALA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès ROBIN, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

100. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ressources Humaines" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Monsieur ASLANIAN, c'est le COSC. Merci d'ailleurs aux agents qui s'impliquent pour la vie sociale, les Noëls, la fête de fin d'année. Il y a aussi notre amicale des retraités municipaux, Madame JOURDAN. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

101. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite Educative" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Attribution de subventions dans le cadre de la « *réussite éducative* ». Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

102. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : « *Santé* ». Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

103. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN, thématique « *Sports* ». Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Yvan NOSBE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 37 voix

104. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Partenariat sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN à nouveau, « *Partenariat sports* ». Le formidable Montpellier tennis de table : on est tous tellement fiers des frères LEBRUN ! Bravo à toute l'équipe, la team sport, peps. Et Tempo Tap. Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Sophiane MANSOURIA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Monsieur le Maire : Chers Collègues, je vous remercie de votre présence au Conseil municipal et de la qualité de vos interventions. Merci à Monsieur le Directeur général des services, ainsi que le Service des Assemblées, la traduction pour garantir l'accessibilité de tous et de toutes à nos travaux. Le 2 avril c'est le Conseil de Métropole, et puis le prochain Conseil municipal le 11 juin, pour le compte administratif. Merci à tous, mes Chers Collègues.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 14h45.



Conseil municipal du 26 mars 2024

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23
du Code Général des Collectivités Territoriales**

N°VD2023-531 – Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision relative à un mandat spécial - Déplacement à la journée parlementaire ' Apprendre à manger à l'école ' à Paris le jeudi 23 novembre 2023 - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge financière du déplacement à Paris le jeudi 23/11/23, d'un (e) adjoint(e) au Maire de Montpellier en vue de sa participation à la journée parlementaire « Apprendre à manger à l'école ». Le montant estimé des frais de déplacement (trajet, hôtel et repas) s'élève à 440 €.

N°VD2023-537 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association " Tutti " les 1er, 2 et 16 octobre 2023 Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION TUTTI, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 01/10, 02/10 et 16/10/2023, moyennant une redevance de 130 €.

N°VD2023-584 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision relative à un mandat spécial - Déplacement à la Coalition pour l'alimentation scolaire du 17 au 19 octobre 2023 à Paris - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge financière du déplacement à Paris du 17 au 19/10/2023, d'un(e) adjoint(e) au Maire de Montpellier en vue de sa participation à la Coalition pour l'alimentation scolaire. Le montant estimé des frais de déplacement, trajet, hôtel et repas s'élève à 770 €.

N°VD2023-591 - Direction des Finances

Décision relative à Emprunt de 15 millions d'euros auprès de la Banque Populaire du Sud - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la Banque Populaire du Sud à hauteur de 15 millions d'euros pour financer les investissements de la Ville. Le contrat est consenti sur une durée de 20 ans et indexé sur Euribor 3 mois préfixé + marge de 0.78%.

N°VD2023-642 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation du Domaine Public - Parcelles cadastrées PB n°311-353-355 (2 380 m²) Place de la Providence - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation du domaine public d'une durée de 7 ans pour les parcelles cadastrées PB n°311-353-355 (2 380 m²) place de la Providence, au profit de la SAS LES ENFANTS DEHORS. La redevance annuelle est composée d'une partie fixe représentée par des obligations de faire en termes d'entretien, ouverture et fermeture de site et d'une part variable correspondant à un pourcentage du chiffre d'affaires annuel.

N°VD2023-663 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative à des conventions de mise à disposition de locaux associatifs - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de conventions de mise à disposition, du 01/01/2024 au 31/12/2024 et pour un montant total de subvention en nature de 12 395 €, au profit des 5 associations suivantes :

- EQUIPE NATIONALE D'INTERVENTION PREVENTION SANTE : 2 411€ ;
- ANIM'AIDANTS : 1321 € ;
- ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES : 3 217 € ;
- COMPAGNIE LES TETES DE BOIS : 1 728 € ;
- LE NUAGE, ASSOCIATION POUR LES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES : 3 718 €.

N°VD2023-670 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à l'augmentation du montant de l'avance -Direction Générale des Services - Service ressources administratives et financières - "Régie d'avances direction de la communication de la ville de Montpellier Tiers n°120284 - Autorisation

Objet : Il est proposé, pour une meilleure gestion des dépenses de la régie de la direction de la communication de la Ville de Montpellier d'en augmenter son avance.

N°VD2023-671 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LE NOUVEAU CHŒUR ' les 5-7-12-13-14 et 19 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LE NOUVEAU CHŒUR, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 05, 07, 12, 13,14 et 19/12/2023, moyennant une redevance de 96 €.

N°VD2023-672 - Direction des Finances

Décision relative à Emprunt de 3 millions d'euros auprès de la Banque Populaire du Sud pour la réhabilitation du Skate Park de Grammont - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la Banque Populaire du Sud, adossé à des fonds de la Banque Européenne d'Investissement, à hauteur de 3 millions d'euros pour financer la réhabilitation du Skate Park de Grammont. Le contrat est consenti sur 15 ans et indexé sur Euribor 3 mois préfixé + marge de 0.55%.

N°VD2023-675 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ARS MUSICA ' les 7 et 8 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION ARS MUSICA, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 07 et 08/12/2023, moyennant une redevance de 130 €.

N°VD2023-676 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' les 6 et 13 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION CONSPECTUS, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 06 et 13/12/2023, moyennant une redevance de 32 €.

N°VD2023-677 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC - les 7 et 14 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 07 et 14/12/2023, moyennant une redevance de 32 €.

N°VD2023-678 - Direction de la Communication

Décision relative à un avenant de prolongation n°1 du marché n°G9D0108CO - VEILLE MEDIAS - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché de Veille Médias, conclu avec l'entreprise, EDD (ADAY) sise à Paris. Le montant de l'avenant est de 61 957,495 € HT portant le nouveau montant du marché à 772 845,495 € HT.

N°VD2023-681 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' JORDELAN ' les 11 et 17 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION JORDELAN, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 11 et 17/12/2023, moyennant une redevance de 97,50 €.

N°VD2023-682 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LA VOIE DE LA RÉPONSE ' le 16 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LA VOIE DE LA RÉPONSE, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 16/12/2023, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2023-683 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' NADALENCA ' le 9 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION NADALENCA, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 09/12/2023, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2023-684 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE ' le 9 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION CHOEUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 09/12/2023, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2023-685 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DU VENT DANS LES VOIX ' le 19 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION DU VENT DANS LES VOIX, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 19/12/2023, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2023-687 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LA MORENA ' le 10 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LA MORENA, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 10/12/2023, moyennant une redevance de 32 €.

N°VD2023-690 - Service achats, finances et marchés

Décision relative à un avenant n°1 au lot 7 de l'accord-cadre V9D0015EM - Achats de fournitures et de matériels pour les structures et services d'accueil de l'enfance - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot n°7 "Changes pour bébés" de l'accord-cadre V9D0015EM, conclu avec la société LABORATOIRE RIVADIS SAS sise à Louzy (79). Il a pour objet de prolonger de 115 jours la durée du marché soit jusqu'au 19/06/2024.

N°VD2023-691 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à un avenant n°1 - Convention de mandat d'études confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Secteur Bouisses Grèzes - Commune de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant à la convention de mandat d'études confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) concernant le secteur Bouisses Grèzes. Le mandat expirant contractuellement le 02/07/2023, il est effectué une tacite reconduction d'une durée administrative jusqu'au 15/01/2024.

N°VD2023-692 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à la mise à disposition de locaux associatifs à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques Premier d'Aragon- Loyers minorés- Conventions- Approbation- Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville propose des conventions actualisées, pour une durée d'un an à compter du 01/01/2024, pour 7 associations logées à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques 1^{er} d'Aragon pour un total de subvention en nature de 15 820,61 € répartie comme suit :

- ITALIA A DUE PASSI : 1 416,16 € ;
- I DILETTANTI : 2 800,60 € ;
- BRITISH CULTURAL ASSOCIATION : 2 441,98 € ;
- AMERICAN WOMEN'S GROUP : 2 441,98 € ;
- LES AMIS DE LA SICILE : 2 625,46 € ;
- COREE' GRAPHIE : 1 677,47 € ;
- THEAVIDA : 2 416,96 €.

N°VD2023-699 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative au marché n°V3B0027AI " Maintenance multitechnique des halles Laissac " - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V3B0027AI à l'entreprise VINCI FACILITIES CEGELEC MAINTENANCE TERTIAIRE SUD EST sise à Montpellier. Il concerne la maintenance multi-technique des halles Laissac. Il est conclu pour une durée initiale d'un an, reconductible pour une durée maximale de 3 ans, et pour un montant de pour un montant maximum annuel de 29 000 € HT soit 87 000 € HT, toutes périodes de reconductions comprises. Le marché prend effet à compter de sa notification.

N°VD2023-700 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LE NOUVEAU CHŒUR ' les 20 et 21 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LE NOUVEAU CHŒUR, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 20 et 21/12/2023, moyennant une redevance de 32 €.

N°VD2023-701 - Direction Déléguée Nature, Agroécologie et Paysage (BP2A)

Décision relative à l'accord cadre n°G3D0004PB "Entretien et aménagement des espaces verts de la Ville et de la Métropole de Montpellier" Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer les 11 lots du marché n°G3D0004PB relatif à l'entretien et aménagement des espaces verts de la Ville de Montpellier et de la Métropole comme suit :

- lot 1 (Quartier Centre) pour un montant maximum de 800 000 € HT par an et le lot 5 : Quartier Nord-Ouest (hôpitaux-facultés), pour un montant maximum de 2 160 000 € HT par an, attribués à l'entreprise BRL Espaces Naturels sise à Nîmes ;
- lot 2 (Quartier Est - Port Marianne) pour un montant maximum de 3 140 000 € HT par an et lot 4 : Quartiers Nord et Ouest (Cévennes, Mosson), pour un montant maximum par an de 2 420 000 € HT, attribués au groupement POUSSE CLANET/NICOLLIN sise à Lattes ;
- lot 3: (Quartiers Sud - Près d'Arènes, Croix d'Argent) pour un montant maximum de 1 680 000 € HT par an, lot 7 (Plaine Ouest), pour un montant maximum de 690 000 € HT, lot 9 (Vallée du Lez), pour un montant maximum de 2 400 000 € HT par an et lot 10 (Cadoule et Bérange), pour un montant maximum de 1 110 000 € HT par an, attribués à l'entreprise SERPE sise au Thor ;
- lot 6 (Cimetières), pour un montant maximum annuel de 450 000 € HT attribué à l'entreprise ID VERDE sise à Gigan ;
- lot 8 (Piémonts et Garrigues), pour un montant maximum annuel de 225 000 € HT et lot 11 (Littoral), pour un montant maximum annuel de 975 000€ HT, attribués à l'entreprise SARIVIERE sise à Lattes.

N°VD2023-702 – Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision relative au marché n°V9D0048JM - Souscription des contrats d'assurance Dommages aux biens pour le compte de la Ville de Montpellier- Lot n°1 "DAB 1ère ligne" - lot n°2 "DAB 2ème ligne" - Avenants de prolongation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des avenants n°2 aux lots 1 et 2 du marché n°V9D0048JM. Ils ont pour objet de prolonger de 6 mois la durée des marchés, entraînant l'incidence financière suivante :

- lot 1 « DAB 1^{ère} ligne » : la cotisation prévisionnelle est de 454 013,88 € HT pour 6 mois, soit une augmentation de 22.75 % ;
- lot 2 « DAB 2^{ème} ligne » : la cotisation prévisionnelle est de 49 941,51 € HT, soit une augmentation de 22.75 %.

N°VD2023-703 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision relative au marché n°V8B0068JM de souscription des contrats d'assurance pour le compte de la Ville de Montpellier- Lot n°1 "Tous risques expositions et Objets d'arts" - lot n°2 "Individuelle Accident" - Avenants de prolongation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des avenants n°2 aux lots 1 et 2 du marché n°V9D0048JM. Ils ont pour objet de prolonger de 6 mois la durée des marchés, entraînant l'incidence financière suivante :

- lot 1 « TRE et objets d'art » : la cotisation prévisionnelle est de 121,99 € HT, hors régularisation, soit une augmentation de 2,28 % ;
- lot 2 « Individuelle Accident » : la cotisation prévisionnelle est de 3 217,50 € HT, soit une augmentation de 11,03 %.

N°VD2023-704 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature d'une convention de location d'un local du domaine privé de la ville situé 28 rue de la Méditerranée au profit de l'association Mare Nostrum et au retrait de la décision n°VD2023-674 - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de location d'un local situé 28 rue de la Méditerranée, domaine privé de la ville, au profit de l'ASSOCIATION MARE NOSTRUM, et de procéder au retrait de la décision précédente n°VD2023-674.

Décision d'ester en justice "Association les Vignes de l'Ecluse - Conseil d'Etat"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS LYON-CAEN ET ASSOCIES devant le Conseil d'Etat contre l'arrêt de la cour administrative d'appel de Toulouse n°21TL03652 du 07/12/2023 annulant le Jugement du tribunal administratif de Montpellier n°1904430-1 qui a refusé d'annuler l'arrêté n°DP341721900367 en date du 04/04/2019 par lequel le Maire de Montpellier s'est opposé à la déclaration préalable déposée par la SARL CITYA COGESIM pour la mise en place d'un portail et d'une clôture avenue du Pont Trinquat.

N°VD2024-004 - Direction de la Politique Alimentaire

Décision relative au marché n°V3D0018PA - Achat de denrées alimentaires 2024 - Lots 1 à 36 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer aux candidats retenus les lots 1 à 36 du marché d'achat de denrées alimentaires pour les restaurants scolaires de la ville. Chaque lot fait l'objet d'un marché séparé. L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification.

Les lots sont attribués comme suit :

- lot 01 : Lait à SYSCO FRANCE SAS, sise à Souillac (42), pour un montant maximum annuel de 15 540 € HT ;
- lot 02 : Beurre au GROUPE POMONA PASSION FROID, sis à Nîmes pour un montant maximum annuel de 145 280 € HT ;
- lot 03 : Fromage à la coupe au GROUPE POMONA PASSION FROID, sise à Nîmes, pour un montant maximum annuel de 727 840 € HT ;
- lot 04 : Fromage en portions pré-emballés au GROUPE POMONA PASSION FROID, sise à Nîmes, pour un montant maximum annuel de 226 280 € HT ;
- lot 05 : Autres produits laitiers et fromages à tartiner à l'entreprise SAS DISTRISUD, sise à Frontignan, pour un montant maximum annuel de 111 200 € HT ;
- lot 06 : Produits laitiers à base de lait de brebis BIO à l'entreprise SCOP UNISVERT, sise à Lanta (31), pour un montant maximum annuel de 63 720 € HT ;
- lot 07 : Fromage frais et yaourts à l'entreprise SAS DISTRISUD, sise à Frontignan, pour un montant maximum annuel de 31 560 € HT ;
- lot 08 : Yaourts BIO à l'entreprise SAS DISTRISUD, sise à Frontignan, pour un montant maximum annuel de 160 840 € HT ;
- lot 09 : Céréales BIO : Lot infructueux, sera relancé pour un montant maximum annuel de 108 200 HT ;
- lot 10 : Desserts lactés au GROUPE POMONA PASSION FROID, sis à Nîmes, pour un montant maximum annuel de 80 480 € HT ;
- lot 11 : Ovoproduits à l'entreprise SAS DISTRISUD RD 612, sise à Frontignan, pour un montant maximum annuel de 85 440 € HT ;
- lot 12 : Volaille fraîche au GROUPE POMONA PASSION FROID, sis à Nîmes, pour un montant maximum annuel de 124 720 € HT ;
- lot 13 : Volaille surgelée BIO au GROUPE POMONA PASSION FROID, sis à Nîmes, pour un montant maximum annuel de 36 960 € HT ;
- lot 14 : Fromage 1/2 coupe BIO à l'entreprise SCOP UNISVERT, sise à Lanta (31), pour un montant maximum annuel de 13 200 € HT ;
- lot 15 : Poulet frais au GROUPE POMONA PASSION FROID sis à Nîmes, pour un montant maximum annuel de 151 880 € HT ;
- lot 16 : Steak haché de bœuf et steak haché de bœuf bio cuit surgelé à l'entreprise PRO A PRO DISTRIBUTION, sise à Miramas (13), pour un montant maximum annuel de 227 700 € HT ;
- lot 17 : Plats composés appertisés à l'entreprise PRO A PRO DISTRIBUTION, sise à Miramas (13), pour un montant maximum annuel de 419 280 € HT ;
- lot 18 : Pomme de terre BIO 4^{ème} gamme à l'entreprise AGRIVIVA SN, sise à Montpellier, pour un montant maximum annuel de 59 620 € HT ;
- lot 19 : Base de fond de sauce déshydratée : Lot infructueux, sera relancé, pour un montant maximum annuel de 105 280 € HT ;
- lot 20 : Biscuiterie : Lot infructueux, sera relancé, pour un montant maximum annuel de 41 640 € HT ;

- lot 21 : Huiles et assaisonnements à l'entreprise SAS POMONA EPISAVEURS, sise à Le Pontet (84), pour un montant maximum annuel de 177 260 € HT ;
- lot 22 : Aromates et épices à l'entreprise SAS POMONA EPISAVEURS, sise à Le Pontet (84), pour un montant maximum annuel de 21 740 € HT ;
- lot 23 : Produit d'épicerie : Lot infructueux, sera relancé, pour un montant maximum annuel de 1 470 840 € HT ;
- lot 24 : Conserves à l'entreprise SAS POMONA EPISAVEURS, sise à Le Pontet (84), pour un montant maximum annuel de 487 280 € HT ;
- lot 25 : Conserves sachet souple à l'entreprise SAS POMONA EPISAVEURS, sise à Le Pontet (84), pour un montant maximum annuel de 280 800 € HT ;
- lot 26 : Riz : Lot infructueux, sera relancé pour un montant maximum annuel de 193 660 € HT ;
- lot 27 : Céréales brutes BIO (légumineuses brutes BIO) à l'entreprise BIOCOOP RESTAURATION, sise à Tinteniach (35), pour un montant maximum annuel de 28 800 € HT ;
- lot 28 : Compotes - purée de fruits à l'entreprise PRO A PRO DISTRIBUTION, sise à Miramas (13), pour un montant maximum annuel de 101 520 € HT ;
- lot 29 : Cookies BIO à l'entreprise SARL EPICURIUS, sise à Sommières, pour un montant maximum annuel de 89 600 € HT ;
- lot 30 : Pommes fruits BIO à l'entreprise SCOP UNISVERT, sise à Lanta (31), pour un montant maximum annuel de 131 400 € HT ;
- lot 31 : Fruits frais exotiques BIO à l'entreprise POMONA TERRE AZUR, sise à Berre L'étang (13), 268 660 € HT ;
- lot 32 : Pain frais cuit BIO (lot réservé) à l'entreprise PAIN ET PARTAGE MONTPELLIER, sise à Fabrègues, pour un montant maximum annuel de 999 200 € HT ;
- lot 33 : Pâtes BIO à l'entreprise SAS POMONA EPISAVEURS, sise à Le Pontet (84), pour un montant maximum annuel de 21 460 € HT ;
- lot 34 : Saucisserie fraîche à l'entreprise GROUPE POMONA PASSION FROID, sise à Nîmes, pour un montant maximum annuel de 31 080 € HT ;
- lot 35 : Saucisse fraîche BIO à l'entreprise GROUPE POMONA PASSION FROID, sise à Nîmes, pour un montant maximum annuel de 16 680 € HT ;
- lot 36 : Conserves BIO à l'entreprise CHAMPLAT, sise à Tresques (30), pour un montant annuel maximal de 234 500 € HT.

N°VD2024-006 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative aux mises à disposition payantes des salles dans les maisons pour tous, des associations partenaires et aux conventions de ces mises à disposition -Approbation- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver le tableau des mises à disposition des salles à titre payant dans les Maisons pour tous, des différentes associations partenaires et d'approuver les conventions de ces mises à disposition à titre payant entre ces associations et les maisons pour tous. Ces occupations du domaine public à titre payant feront l'objet d'une recette d'un montant de 100 871 € à porter au compte administratif de la Ville de Montpellier.

N°VD2024-007 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative aux mises à disposition des salles en Maison pour Tous à titre gratuit des associations partenaires et aux conventions de ces mises à disposition - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver le tableau des mises à disposition des salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous des différentes associations partenaires et d'approuver les conventions de ces mises à disposition à titre gratuites entre ces associations et les maisons pour tous. Ces occupations du domaine public à titre gratuit sont considérées comme une subvention en nature d'un montant de 26 834 €.

N°VD2024-008 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative à la mise à disposition des salles dans les maisons dans un cadre de partenariats avec les associations et la convention de ces mises à disposition

Objet : Il s'agit d'approuver le tableau des mises à disposition des salles des Maisons pour tous dans la cadre d'un partenariat avec 172 associations. Cette occupation du domaine public s'inscrit dans le cadre de partenariats dont l'objet participe au projet d'établissements des Maisons pour tous. Le montant de la valorisation pour les gratuités est de 0 €.

N°VD2024-009 - Direction Déléguée Politique Alimentaire (BP2A)

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V3D0002PA - Fourniture, livraison et installation de matériels professionnels de cuisine pour les restaurants scolaires - Lots 1, 2 et 3 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°V3D0002PA "Fourniture, livraison et installation de matériels professionnels de cuisine pour les restaurants scolaires" conclu avec l'entreprise SALAGER SERRA. Cet avenant modifie et complète l'article 5-2 du CCAP "modalités de variation des prix", il s'applique pour les 3 lots et n'a aucune incidence financière sur le montant du marché.

N°VD2024-010 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V9D0014AI - Missions de diagnostics - Lots 1 à 4 et lot 6 - Prolongation de la durée d'exécution du marché - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des avenants n°1 au lots 1 à 4 et 6 du marché n°V9D0014AI relatifs aux missions de diagnostics. L'accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum, conclu pour une durée d'un an renouvelable 3 fois arrive à échéance le 22/01/2024.

Il est nécessaire de prolonger de 12 mois la durée du marché afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau contrat, en cours d'instruction, soit jusqu'au 21/01/2025.

N°VD2024-013 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la clôture des régies de recettes et d'avances ' Halte-garderie les Coquelicots et Jardin d'enfants Bouton d'or ' - Pôle Petite Enfance - Service Ressources

Objet : A la suite de la décision de créer une nouvelle crèche en lieu et place de la halte-garderie Les Coquelicots et le jardin d'enfant Bouton d'or, il convient de clôturer leur régie.

N°VD2024-014 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative à l'accord cadre à marchés subséquents n°5D004998192 - Mise à jour de l'AVP global et de l'APD phase 1 suite à des modifications et des précisions de programme, réalisation du PRO à AOR et missions complémentaires pour les travaux de la phase 1 du parc de Lunaret - Marché subséquent n°7

Objet : Il s'agit de confier au groupement de maîtrise d'œuvre paysagère TN+ les missions de base de mise à jour des études AVP/ APS sur l'ensemble du périmètre et de réaliser le suivi des missions APD à AOR sur la première phase du projet du parc de Lunaret, ainsi que des missions complémentaires de prestations muséographiques et responsable de projet. Le marché est conclu pour une durée de 48 mois non reconductible et pour le montant de 10 304 000 HT.

N°VD2024-016 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative à l'adhésion obligatoire aux réseaux professionnels des parcs zoologiques - Exercice 2024

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler son adhésion, au titre de l'année 2024, aux réseaux professionnels suivants et pour un montant global de 9 051,20 € réparti comme suit :

- ONV : ORDRES NATIONAL DES VETERINAIRES : 758,20 € ;
- AFVPZ : ASSOCIATION FRANCOPHONE DES VETERINAIRES DE PARCS ZOOLOGIQUES : 100 € ;
- AFDZP : ASSOCIATION FRANÇAISE DES PARCS ZOOLOGIQUES : 600 € ;

- EAZWV : ASSOCIATION EUROPEENNE DES VETERINAIRES DE ZOOS ET DE LA FAUNE SAUVAGE : 374 € ;
- EAZA : EUROPEAN ASSOCIATION OF ZOOS AND AQUARIAS : 1159 € + INSPECTION : 3 000 € ;
- ISIS (SPECIES 360) : INTERNATIONAL SPECIES INFORMATION SYSTEMS : 2400 € ;
- I-FAP : IDENTIFICATION DE FAUNE SAUVAGE : 360 € ;
- AMCSTI : ASSOCIATION MEDIATION SCIENTIFIQUE : 300 €.

N°VD2024-017 - Direction Déléguée Sobriété Énergétique (PISE)

Décision relative au marché n°V3B0043EN - Exploitation d'équipements climatiques de la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V3B0043EN à l'entreprise SERVICES MAINTENANCE ENERGIES (SME) sise à Montpellier. Il concerne l'exploitation d'équipements climatiques de la Ville de Montpellier. Il est conclu pour un montant sans minimum et avec un maximum de 89 000 € HT et pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

N°VD2024-018 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LE NOUVEAU CHŒUR ' les 8/9/10/11/16/17/18/20/23/24/25/30/31 janvier 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LE NOUVEAU CHŒUR d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs du 8 au 11/01/2024, du 16 au 18/01/2024, le 20/01/2024, du 23 au 25/01/2024 et du 30 au 31/01/2024, moyennant une redevance de 257 €.

N°VD2024-019 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE ' le 6 janvier 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 6/01/2024, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2024-020 - Direction de l'Education

Décision relative à avenant au marché n°V3D0021ED - Prestations d'encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles de la ville de Montpellier - Relance du lot n°5 : Secteur 5 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant au marché n°V3D0021ED attribué à l'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DE L'HERAULT (mandataire, membre du groupement solidaire : ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE L'HERAULT (AD Pep 34)). Il a pour objet de corriger, dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement du marché, une omission quant à la répartition des prestations, basée sur le montant maximum de 1 891 000 € HT, entre les co-traitants., à savoir :

- LES FRANCAS DE L'HERAULT : 1 664 080 € HT.
- AD Pep 34 : 226 920 € HT.

N°VD2024-021 – Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "requêtes n°2307183-3 et n° 2307198-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS HORTUS AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2307183-3 devant le tribunal administratif de Montpellier par un agent de la Ville de Montpellier contre la décision du 25/12/2023 notifiée le 19/10/2023 portant refus de prolongation d'activité et au dépôt de la requête n°2307198-3 devant le tribunal administratif de Montpellier par ce même agent sollicitant l'annulation de la décision du 14/11/2023 de la Ville de Montpellier de placement en retraite.

N°VD2024-022 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' les 6 et 7 janvier 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION CONSPECTUS d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 06/01 et 07/01/2024, moyennant une redevance de 97,50 €.

N°VD2024-023 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision relative à un mandat spécial - Congrès des Maires, 22 et 23 novembre 2023, Paris - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge financière du déplacement à Paris, les 22 et 23 /11/2023 de deux élus en vue de leur participation au Congrès des Maires. Le montant estimé des frais de déplacement s'élève à 3 500 €.

N°VD2024-027 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative à l'accord cadre à marchés subséquents n°5D004998192 - Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) pour les besoins de l'opération de mise en sécurité et réhabilitation du zoo de Montpellier - Parc de Lunaret - Marché subséquent n°8 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°8, relatif à l'ordonnancement, au pilotage et à la coordination (OPC) pour les besoins de l'opération de mise en sécurité et réhabilitation du zoo de Montpellier - Parc de Lunaret, au mandataire du GROUPEMENT TN+, P3G INGENIERIE ET INTERVIA ETUDES pour un montant de 158 846 € HT et pour une durée de 48 mois non reconductible.

N°VD2024-028 - Direction Déléguée Sobriété Énergétique (PISE)

Décision relative à la création de 2 projets de production d'énergies renouvelables - Demande d'autorisation d'urbanisme

Objet : Il s'agit de déposer une autorisation d'urbanisme pour la réalisation de 2 projets de production d'énergies renouvelables sur les sites suivants : Parking de la Direction Nature Agroécologie et Paysage, Parking du Centre Municipal Garosud. Le montant prévisionnel des travaux est de 923 000 € HT.

N°VD2024-029 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' TUTTI ' les 8 et 22 janvier 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION TUTTI, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 08 et 22/01/2024, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2024-030 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC les 9/11/14/16/18/25 et 27 janvier 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 09, 11, 14, 16, 18, 25 et 27/01/2024, moyennant une redevance de 161 €.

N°VD2024-031 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' GOOD NEWS GOSPEL ' le 13 janvier 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION GOOD NEWS GOSPEL, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 13/01/2024, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2024-032 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' les 10/17/23/24 et 31 janvier 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION CONSPECTUS, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 10, 17, 23, 24 et 31/01/2024, moyennant une redevance de 113 €.

N°VD2024-033 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ACCROCHE CHŒUR ' le 20 janvier 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION ACCROCHE CHŒUR, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 20/01/2024, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2024-034 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' le 24 janvier 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 24/01/2024, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2024-035 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DU VENT DANS LES VOIX ' le 30 janvier 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION DU VENT DANS LES VOIX, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 30/01/2024, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2024-036 - Direction de la Cohésion Sociale

Décision relative au renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés - Année 2024

Objet : Il s'agit de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés pour l'année 2024 et pour le montant de 1 500 €.

N°VD2024-037 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°V2B0075AI - Restauration du réseau EU/EP de l'église Sainte Eulalie-Mission de maîtrise d'œuvre" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n°V2B0075AI relatif à la restauration du réseau EU/EP de l'église Sainte Eulalie-Mission de maîtrise d'œuvre". Il a pour objet d'augmenter la part des honoraires du mandataire de 6 000 € pour les prestations supplémentaires. Le montant de l'avenant n°1 pour la part des honoraires du mandataire est porté à 33 915,72 € HT portant le nouveau montant du marché à 52 760 € HT.

N°VD2024-038 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la modification de la régie d'avances Lieux d'Art et d'Histoire - Pôle Culture et Patrimoine - Autorisation

Objet : Il convient de mettre à jour, pour la régie d'avances Lieux d'Art et d'Histoire, son adresse, ses dépenses autorisées et ses moyens de paiement pour un montant maximum fixé à 4 000 €.

N°VD2024-039 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Clôture de la régie d'avances Conseils de Quartier - Pôle Solidarité -Maison de la Démocratie

Objet : Il s'agit de la clôture de la régie d'avances Conseils de Quartier au Pôle Solidarités à la Maison de la Démocratie.

N°VD2024-040 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°V4B0001DG - Conception Réalisation Impression et Diffusion d'un supplément de 48 pages ayant pour thème "la Ville à hauteur d'enfants"

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V4B0001DG, relatif à la conception, la réalisation, l'impression et la diffusion d'un supplément de 48 pages ayant pour thème "la Ville à hauteur d'enfants", à La Gazette de Montpellier. Il est conclu pour un montant de 87 200 € HT et pour une durée de 6 mois à compter de sa date de notification.

N°VD2024-041 - Service ressources administratives et financières

Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Bilbao, en Espagne, du 16 au 18 janvier 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le déplacement et l'hébergement, à Bilbao du 16 au 18/01/2024, d'un(e) élu(e) et d'un(e) chargé(e) de mission au Cabinet, afin de participer à une mission internationale organisée par la Région Occitanie au Pays basque espagnol sur la thématique de la lutte contre les violences de genre. Le montant de la prise en charge est estimé à 3 000 €.

N°VD2024-042 - Direction du Parc de Lunaret

Décision modificative relative à l'accord cadre à marchés subséquents n°5D004998192 - Mise à jour de l'AVP global et de l'APD phase 1 suite à des modifications et des précisions de programme, réalisation du PRO à AOR et missions complémentaires pour les travaux de la phase 1 du parc de Lunaret - Marché subséquent n°7 - Autorisation

Objet : Il s'agit de modifier le montant des honoraires dus au groupement TN+/ BPA ARCHITECTES/ P3G INGENIERIE/ INTERVIA/LES ECLAIREURS/AGENCE NC à la suite d'une erreur matérielle dans la décision initiale. Le montant est de 1 187 192,50 € HT.

N°VD2024-043 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requêtes n°2307421-4 et en référé n°2307422-4 TA - Association Centre Equestre Grammont Montpellier"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet CGCB ET ASSOCIES consécutivement au dépôt des requêtes n°2307421-4 et en référé n°2307422-4 devant le tribunal administratif de Montpellier par l'ASSOCIATION CENTRE EQUESTRE GRAMMONT MONTPELLIER contre la décision du 8/11/2023 de la Ville de Montpellier concernant la résiliation de la convention d'occupation du domaine public signée le 9/07/1992.

N°VD2024-044 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requêtes n°2307445-1 et en référé n°2307444-1 -Tribunal Administratif de Montpellier - SOCIETE CELLNEX"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt des requêtes n°2307445-1 et en référé n°2307444-1 devant le tribunal administratif de Montpellier par la SOCIETE CELLNEX FRANCE contre la décision du 20/10/2023 portant opposition à déclaration préalable en vue de l'installation d'un site de radiotéléphonie mobile sur l'immeuble situé 11-13-15 rue Auguste Comte à Montpellier.

N°VD2024-045 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°2307550 TA - Cyrille CAMILLERAPP"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2307550 devant le tribunal administratif de Montpellier par un agent contre l'arrêté d'opposition à déclaration préalable n°3417223M1270 du 07/08/2023 pour la création d'un bassin de nage.

N°VD2024-046 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC ' le 30 janvier 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 30/01/2024, moyennant une redevance de 16 €.

N°VD2024-047 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n° 2307569-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET HORTUS AVOCATS à la suite de la requête n°2307569-3 déposée devant le tribunal administratif de Montpellier par une agente de la Ville contre la décision de la commune notifiée le 31/10/2023 de mise en disponibilité d'office pour raisons de santé à compter du 14/03/2023 jusqu'à la date de reprise du travail à temps complet.

N°VD2024-048 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association " LA MORENA " les 21- 22 janvier et 10-11-25 et 26 février 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LA MORENA d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 21 et 22/01/2024 et les 10, 11, 25 et 26 /02/2024, moyennant une redevance de 243 €.

N°VD2024-049 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LE NOUVEAU CHŒUR ' le 19 janvier 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LE NOUVEAU CHŒUR, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 19/01/2024, moyennant une redevance de 16 €.

N°VD2024-050 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "requête 2307698-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET HORTUS AVOCATS à la suite du dépôt de la requête 2307698-3 devant le tribunal administratif de Montpellier par un agent de la Ville tendant à obtenir indemnités pour préjudices subis consécutivement à la reprise par la Ville de Montpellier du personnel des Maisons pour tous en contrat de droit public.

N°VD2024-051 - Direction de la Communication

Décision relative à un avenant n°3 au marché n°G9D0079CO - Communication institutionnelle - Prolongation du marché - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et les entreprises SUNCHA (sise à Mauguio), LES DISSIDENTS (sise à Montpellier), WONDERFUL (sise à Castelnau-le-Lez), BASTILLE (sise à Paris), d'un avenant n°3 au marché n°G9D0079CO de communication institutionnelle. Il a pour objet de prolonger de six mois la durée du marché soit jusqu'au 08/08/2024. L'avenant n°3 est sans incidence financière sur le montant du marché.

N°VD2024-052 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative à la demande de subventions dans le cadre de l'extension du programme de Vidéoprotection Urbaine - Année 2024 - Autorisation

Objet : Il s'agit de demander des subventions les plus larges possibles notamment auprès du Fond Interministériel pour la Prévention de la Délinquance dans le cadre de l'extension de programme de vidéo-protection par l'implantation de 22 nouvelles caméras pour l'année 2024.

N°VD2024-053 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°2307699-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET HORTUS AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2307699-3 devant le tribunal administratif de Montpellier par un agent de la Ville tendant à obtenir indemnités pour préjudices subis consécutivement à la reprise par la Ville de Montpellier du personnel des Maisons pour tous en contrat de droit public.

N°VD2024-054 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°2307631-1 TA - Madame Delphine ROCHETTE"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2307631-1 devant le tribunal administratif de Montpellier par Madame ROCHETTE contre l'arrêté de PC n°34172 22 M0243 délivré à REAL PROMOTION RESTANQUE concernant la construction de 39 logements, 4 locaux ainsi que 49 places de stationnement sis 321 rue de l'Industrie.

N°VD2024-055 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°2307575-1 TA - Monsieur Bruno REYNES"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2307575-1 devant le tribunal administratif de Montpellier par Monsieur REYNES contre l'arrêté PC n°3417223M0222 en date du 26/10/2023 délivrant un permis de construire à la SCI BATEAU LEGER pour la réhabilitation de bureaux existants et la création en surélévation d'un logement au 4 rue Paul Lacroix.

N°VD2024-056 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à un avenant n°2 au lot n°3 du marché G9D0010EM - Achat d'outillages et d'équipements de protection individuelle - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au lot n°3 relatif à l'achat d'équipement de protection individuelle (EPI) de l'accord-cadre G9D0010EM - Achat d'outillages et d'équipements de protection individuelle, conclu avec l'entreprise SOCIETE RG FRANCE SAS sise à Saint Priest (69). Il a pour objet de prolonger de 3 mois la durée du marché soit jusqu'au 29/04/2024.

N°VD2024-057 - Direction Déléguée Sobriété Énergétique (PISE)

Décision relative au renouvellement d'adhésions à 3 associations dans le domaine de la sobriété énergétique pour 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler son adhésion à 3 associations dans le domaine de la sobriété énergétique pour l'année 2024 et pour le montant global de 8 158 € reparté comme suit :

- ALEC - AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT MONTPELLIER METROPOLE : 2 058 € ;
- ENERGY-CITIES: 2 500 € ;
- ENVIROBAT OCCITANIE : 3 600 €.

N°VD2024-058 – Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "requête n°2400026-1 TA - Monsieur Mourad AIT AOUDIA"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt de la requête n°2400026-1 devant le tribunal administratif de Montpellier par Monsieur AIT AOUDIA tendant à l'annulation de l'arrêté n°DP 3417223M01080 en date du 07/07/2023 par lequel le Maire de Montpellier s'est opposé à la déclaration préalable de travaux pour la création d'une terrasse au 5 rue du Docteur Louis Perrier.

N°VD2024-059 – Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°2400039-4 TA - SARL MAKKA"

Objet : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice consécutivement au dépôt de la requête n°2400039-4 devant le tribunal administratif de Montpellier par la SARL MAKKA contre la décision de refus du 06/07/2023 relative à la demande d'extension de la terrasse sur le domaine public de l'établissement GRILL HOUSE sis 4 rue de l'Herberie

N°VD2024-060 - Service Ressources (PISE)

Décision relative à la rénovation thermique des bâtiments communaux et création de 3 selfs - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subventions

Objet : Il s'agit de déposer une demande d'autorisation d'urbanisme et de subventions d'un montant prévisionnel des travaux de 20 535 000 € HT. Ces opérations consistent à réaliser les travaux suivants :

- La rénovation thermique des bâtiments et raccordement au réseau de chaleur RMCF pour 2 établissements scolaires ;
- La rénovation thermique et climatique de 46 établissements scolaires et de 5 établissements d'accueil de petite enfance ;
- Le développement des énergies renouvelables par la mise en place d'installations photovoltaïques pour 4 établissements scolaires ;
- La création d'une pièce rafraîchie dans 40 établissements scolaires par pompe à chaleur réversible ;
- La création de selfs dans 3 établissements scolaires.

N°VD2024-061 - Service Ressources (PISE)

Décision relative aux travaux d'entretiens de bâtiments communaux - Demande d'autorisation d'urbanisme

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatif aux travaux d'entretien de bâtiments communaux, inscrites au budget de la Ville de Montpellier. Le montant total des travaux s'élève à 4,8 M € TTC.

N°VD2024-062 - Service ressources administratives et financières

Décision relative au marché V4B0007DG - Cocktail vœux aux agents 07/01/2024 Montpellier Event - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché V4B0007DG "Cocktail Vœux aux agents" à l'entreprise MONTPELLIER EVENTS, sise à Montpellier, pour un montant de 55 280 € HT.

N°VD2024-064 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative au concours de maîtrise d'œuvre pour le centre de soins de la faune sauvage -parc de Lunaret- Désignation du jury et prise en charge des frais éventuels de participation des personnes qualifiées.

Objet : Il s'agit de désigner un jury pour le lancement du concours de maîtrise d'œuvre pour le centre de soins de la faune sauvage- et de fixer le montant de la prime à 18 000 € HT.

N°VD2024-065 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'entreprise ' KZEMOS FRANCE' pour les 29 et 31 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'entreprise KZEMOS FRANCE, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs pour les 29/03 et 31/03/2024, moyennant une redevance de 1 386 €.

N°VD2024-066 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LE CHŒUR DE L'ENCLOS ' les 15 et 16 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LE CHŒUR DE L'ENCLOS, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 15 et 16/03/2024, moyennant une redevance de 97,50 €.

N°VD2024-067 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LE NOUVEAU CHŒUR ' les 1er - 6-7-8-13-14-15-17-20-21-22-27-28 et 29 février 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LE NOUVEAU CHŒUR, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 01, 06, 07, 08, 13, 14, 15, 17, 20, 21, 22, 27, 28 et 29/02/2024, moyennant une redevance de 273 €.

N°VD2024-069 - Service Ressources (PISE)

Décision relative à la création d'une pièce rafraîchie dans 5 Maisons pour Tous et la Maison des Rapatriés - Demande d'autorisation - Demande de subvention

Objet : Il s'agit du dépôt d'une demande d'autorisation relative à la création d'une pièce rafraîchie dans 5 Maisons pour Tous : Brassens, Caillens, Camus, Escoutaire et Villon ainsi que dans la Maison des Rapatriés. Le montant prévisionnel des travaux est de 180 000 € HT.

N°VD2024-070 - Direction Déléguée Développement et Innovation RH (PRH)

Décision relative à un avenant de transfert - Accord cadre n°G2D0001RH concernant l'acquisition de titres restaurants (dématérialisés) pour le personnel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant de transfert n°1 au marché N°G2D0001RH concernant l'acquisition de titres restaurants (dématérialisés) pour le personnel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier, actant le transfert des prestations du marché à l'entreprise SWILE, sise à Montpellier.

N°VD2024-072 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à un accord cadre n°V3B0048MG pour l'achat de boissons - Lots 1 et 2 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer les lots n°1 et 2 de l'accord-cadre N°V3B0048MG, relatif à l'achat de boissons, à la société PROMO BOISSONS, sise à Montpellier, pour les montants suivants :

- 44 590 € HT pour le lot n°1 (boissons non alcoolisées) ;

- 25 000 € HT pour le lot n°2 (boissons alcoolisées).

Les marchés sont conclus pour une période d'exécution de 12 mois à compter de leur notification.

N°VD2024-073 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative aux avenants aux lots n°1 à 6 de l'accord-cadre n°G9D0005EM - Achats de vêtements et d'équipements pour la Police Municipale, ASVP et Garde-Squares - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des avenants de prolongation de l'accord-cadre G9D0005EM pour une durée de 6 mois concernant :

- un avenant n°1 pour le lot n°1 (Vêtements Policiers Municipaux), conclu avec la société ESPACE MJ SECURITE sise à Castries, avec des consommations estimées de 39 000 € HT ;

- un avenant n°1 pour le lot n°2 (Vêtements des agents « Parcs et Jardins » et ASVPEU), conclu avec la société ESCASSUT sise à Montpellier, avec des consommations estimées de 16 100 € HT ;

- un avenant n°1 pour le lot n°3 (Chaussures), conclu avec la société GK PROFESSIONAL sise à Bagnolet (93), avec des consommations estimées de 11 700 € HT ;

- un avenant n°1 pour le lot n°4 (Petits équipements), conclu avec la société ESCASSUT sise à Montpellier, avec des consommations estimées de 14 100 € HT ;

- un avenant n°2 pour le lot n°5 (armement, munitions et accessoires), conclu avec la société SUNROCK sise 1 rue de l'Islande, Villebon-Sur-Yvette (91), avec des consommations estimées de 50 000 € HT ;

- un avenant n°1 pour le lot n°6 (gilets pare-balles) avec la société ESCASSUT sise à Montpellier, avec des consommations estimées de 20 000 € HT.

N°VD2024-074 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC ' les 01/02/03/04/06/08/27 et 29 février 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 01, 02, 03, 04, 06, 08, 27 et 29/02/2024, moyennant une redevance de 275 €.

N°VD2024-075 - Service Administratif, Ressources Humaines et Financier (PND)

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) - Maintenance et prestations associées pour le logiciel comptable Astre - Marché n° V4C0003ND - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la maintenance et les prestations associées concernant le logiciel Astre, pour un montant maximum de 150 000 € HT et pour une durée de 12 mois à compter de la date de la décision exécutoire.

N°VD2024-076 - Service Administratif, Ressources Humaines et Financier (PND)

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition d'un outil de cartographie du SI pour l'urbanisation du SI - My Carto - Marché n° V4B0004ND - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition d'un outil de cartographie du système informatique (SI) et de prestations associées pour un montant maximum de 50 000 € HT et pour une durée de 3 ans à compter de la décision exécutoire.

N°VD2024-078 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt de demandes de subvention auprès de divers organismes - Théâtre Jean Vilar

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à déposer des demandes de subventions auprès de divers organismes, le théâtre Jean Vilar étant susceptible d'en bénéficier au titre de ses activités.

N°VD2024-079 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété CAIREL - Un local commercial - Cadastre LM 658 - 1 route de Lodève Celleneuve

Objet : Il s'agit de l'exercice du droit de préemption à l'occasion de la vente par les conjoints CAIREL, d'un local commercial de 30 m² avec cave de 20 m², occupé par bail commercial, situé 1 route de Lodève, cadastré section LM 658, au prix révisé de 106 000 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire dans le cadre du projet urbain de reconquête et de réinvestissement du quartier de Celleneuve.

N°VD2024-080 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative aux renouvellements d'adhésions à des organismes nationaux pour l'année 2024 - Autorisations

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler ses adhésions, au titre de l'année 2024 et pour un montant global de 15 986 €, aux organismes nationaux suivants :

- FORUM EUROPEEN POUR LA SECURITE URBAINE, pour un montant de 6 065 € ;
- FRANCE MEDIATION, pour un montant de 5 800 € ;
- RESEAU FRANÇAIS DES VILLES SANTE OMS, pour un montant de 1 321 € ;
- ASSOCIATION DES POLLINARIUMS SENTINELLES DE FRANCE, pour un montant de 900 € ;
- CLUB DECIBEL VILLES, pour un montant de 900 € ;
- HAUT COMITE FRANÇAIS POUR LA RESILIENCE Nationale pour un montant de 1 000 €.

N°VD2024-082 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à la signature d'une convention de mise de à disposition à titre gratuit d'équipements à l'association MARE-NOSTRUM

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION MARE NOSTRUM, d'une convention de mise à disposition d'équipements à titre gratuit.

N°VD2024-088 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et la Ville de Castelnau-le-Lez - Stand de Tir - Police 25m Couvert - Montmaur - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention, pour l'utilisation du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur, entre la Ville de Montpellier et la Ville de Castelnau-le-Lez, du 01/01/2024 au 31/12/2024.

N°VD2024-089 - Direction de l'Education

Décision relative au marché V9D0028AI - Construction de l'école primaire - ZAC de la Restanque" - Avenant N°3 Lot 10 - Augmentation de marché

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°3 au marché V9D0028AI, relatif à la construction de l'école primaire ZAC de la Restanque, lot 10 (Courant forts faibles SSI). Il a pour objet d'acter l'augmentation du montant du marché à 637 335,29 € HT, soit un montant de plus-value de 29 541, 32€ HT.

N°VD2024-093 - Mission Action Extérieure et Relations Internationales

Décision relative à la mise à disposition de locaux associatifs à l'Espace Jacques Premier d'Aragon-Loyers minorés - Conventions - Approbation- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition de locaux à l'Espace Jacques 1^{er} d'Aragon pour l'ASSOCIATION HISPANOTHEQUE et pour l'INSTITUT CONFUCIUS de Montpellier, pour l'année 2024. Cette occupation du domaine privé à titre gratuit est considérée comme une subvention en nature, d'un montant de 16 660,04 €, répartie comme suit :

- HISPANOTHEQUE : 4 685,44 € ;

- INSTITUT CONFUCIUS : 11 974,60 €.

N°VD2024-096 - Direction Déléguée Politique Alimentaire (BP2A)

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association ' UN PLUS BIO ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler son adhésion à l'ASSOCIATION UN PLUS BIO pour l'année 2024 et pour le montant de 3 964 €.

N°VD2024-098 - Service Administratif, Ressources Humaines et Financier (PND)

Décision relative à l'achat de multifonctions, imprimantes réseau avec contrats de maintenance pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 1 Multifonctions - Marché n° G9D0004RI - Avenant n° 1 prolongation du délai

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à conclure un avenant n°1 au lot 1 'Multifonctions' du marché n°G9D0004RI conclu dans le cadre du groupement de commandes entre la Ville et la Métropole, relatif à l'achat de multifonctions et imprimantes réseau avec contrats de maintenance, dont elle est coordinatrice. Il a pour objet de prolonger de six mois la durée du marché.

N°VD2024-097 - Mission Action Extérieure et Relations Internationales

Décision relative à des mises à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser les mises à disposition à titre gratuit de la salle de la Maison des Relations Internationales (MRI) pour des associations et partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la MRI, de manière ponctuelle pour 19 structures pour un montant total de subvention en nature valorisable de 19 375 €.

N°VD2024-098 - Service Administratif, Ressources Humaines et Financier (PND)

Décision relative à l'achat de multifonctions, imprimantes réseau avec contrats de maintenance pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 1 Multifonctions - Marché n° G9D0004RI - Avenant n° 1 prolongation du délai

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au lot 1 « Multifonctions » du marché n°G9D0004RI conclu avec l'entreprise FAC SIMILE Grand Sud CANON sise à Montpellier, dans le cadre du groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Métropole pour l'achat de multifonctions, imprimantes réseau avec contrats de maintenance et dont elle est coordinatrice. Il a pour objet de prolonger de 6 mois la durée du marché.

N°VD2024-100 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' EKHO CHŒUR DE CHAMBRE ' le 23 février 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION EKHO CHŒUR DE CHAMBRE, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 23/02/2024, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2024-101 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' TUTTI ' le 26 février 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION TUTTI, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 26/02/2024 moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2024-102 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DU VENT DANS LES VOIX ' le 27 février 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION DU VENT DANS LES VOIX, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 27/02/2024, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2024-103 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2400449-3 - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS HORTUS AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2400449-3 devant le tribunal administratif de Montpellier par une agente de la Ville contre la décision implicite de refus de son avancement au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe et le tableau d'avancement 2023 des agents de la commune de Montpellier au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe.

N°VD2024-104 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°2400649-3 - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS HORTUS à la suite du dépôt de la requête n°2400649-3 devant le tribunal administratif de Montpellier par un agent de la Ville tendant à l'annulation des décisions du 08/11/2023 et du 12/02/2024 de placement en disponibilité d'office à compter du 02/06/2023.

N°VD2024-105 - Pôle juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requêtes n°2400092-5 n°2400093-5 et n° 2400094-5 TA - Association Vigilance Verte Montpellier Nord

Objet : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le tribunal administratif de Montpellier à la suite du dépôt des requêtes n°2400092-5, n°2400093-5 et n°2400094-5 par l'ASSOCIATION VIGILANCE VERTE MONTPELLIER NORD contre les refus implicites d'occupation du domaine public dans le cadre de l'organisation de la comédie du livre Off.

Décision d'ester en justice "Ville contre Magirus Camiva et l'UGAP - Instances TA n°2305867 et n°2305868"

Objet : Il s'agit d'une décision d'ester en justice "Ville contre MAGIRUS CAMIVA et l'UGAP - Instances TA n°2305867 et n°2305868" pour obtenir :

- condamnation de la SOCIETE MAGIRUS CAMIVA et de l'UGAP, sur le fondement de la garantie des vices cachés, à lui verser les sommes respectives de 74 805 € et 74 805 €, en réduction du prix du véhicule immatriculé EP185XK affecté d'un défaut de conception ;
- condamnation de la SOCIETE MAGIRUS CAMIVA, sur le fondement de la garantie des vices cachés, à lui verser la somme de 55 200 €, en réduction du prix du véhicule immatriculé DS208FQ affecté d'un défaut de conception.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Vote en Autorisations de Programmes (AP) et Crédits de Paiement (CP) - Créations - Révisions - Clôtures - Approbation

Dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) votée par délibération du 30 novembre 2021, de son Règlement Budgétaire et Financier, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L.2311-3), la Ville de Montpellier gère son budget par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP). Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 31 décembre 2023 à 845 766 715 €.

I. Création de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2024 : en euro TTC

N°	PROGRAMME	AP au BP 2024	CP au BP 2024
V24LEGG01	CONSTRUCTION LEG GUIRAUD	21 550 260	536 812
V24ARCH01	AMENAGEMENT DES ARCHIVES	15 000 000	691 141
V24MILL01	CENTRE D'ART MILLE FORMES	5 000 000	1 400 000
V24ANNE01	CARRE SAINTE ANNE (SORTIE DU PROGRAMME GRAND CŒUR)	4 304 000	2 090 000
V24CREC01	CONSTRUCTION CRECHE UNIVERSITE PAUL VALERY	3 500 000	250 000
V24HTCA01	ZAC HAUTS CROIX D'ARGENT	1 600 000	700 000
Somme :		50 954 260	5 667 953

II. Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2024 : en euro TTC

Le programme 2018P02 est renommé « *CONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE RIMBAUD* »,
Le programme V23CLIM01 est renommé « *RENOVATION DES EQUIPEMENTS ENERGETIQUES* ».

Il est proposé de réviser le montant des autorisations de programme suivantes :

N°	PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP AU BP 2024	AP APRES BP 2024
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR – SA3M	16 146 500	873 200	17 019 700
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR – SERM	6 882 466	100 000	6 982 466
2018I03	COMPLEXE TENNIS GRAMMONT	1 410 000	17 293	1 427 293
2018I04	RENOVATION PDS COUBERTIN	5 495 203	280 000	5 775 203

2018P05	REEQUILIBRAGE DE LA VILLE : ZAC RESTANQUE	13 400 000	6 500 000	19 900 000
2018P08	CONSTRUCTION ECOLE CONSERVATOIRE	12 720 000	800 000	13 520 000
V21COLM01	ABORDS COLLEGE PARC MARIANNE	3 720 000	2 340 000	6 060 000
V21NPRM01	NPRU MOSSON PARTICIPATION EQUIPEMENTS DE PROXIMITE	28 239 480	41 427 720	69 667 200
V21VEHI01	FLOTTE DE VEHICULES DECARBONNES	5 835 000	1 786 002	7 621 002
V22CREC02	ENFANCE : FUSION COQUELICOTS & BOUTONS D'OR	1 200 000	600 000	1 800 000
V22PLAT01	SPORT DE PROXIMITE : REFECTION DES PLATEAUX SPORTIFS	2 000 000	608 237	2 608 237
V23GSCO02	DEMOLITION RECONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE MERMOZ GAMA	10 000 000	7 956 948	17 956 948
V23TERS01	RENOVATION TERRAINS LT LENORMAND / E. COMBES	4 000 000	850 000	4 850 000
Somme :		111 048 649	64 139 400	175 188 049

III. Clôture des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2024 : en euro TTC

Il convient de clôturer les AP suivantes :

- 2017P06 « *Embellissement / Requalification : esthétique visuelle* » (lignes haute tension), pour un montant de 7 046 658 € (5 973 296 € réalisés) ;
- 2017P12 « *Aménagement Place Laissac* », pour un montant de 1 805 000 € (1 525 578,25 € réalisés) ;
- V20BEAU01 « *Rééquilibrage de la Ville – ZAC Beausoleil* », pour un montant de 1 600 000 € (1 599 895 € réalisés) ;
- 23 840 000 € d'autorisations de programmes sont par ailleurs clôturées en application de l'article 5 du Règlement budgétaire et financier (caducité de l'AP).

IV. Les APCP inchangées : en euro TTC

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

N°	PROGRAMME	AP votée
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	35 000 000
2013I22	PRU CEVENNES – PETIT BARD	21 442 402
2013I27	ACTION FONCIERE	59 488 905
2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS CELLENEUVE	1 115 000
2013I31	EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : ABORDS DU PEYROU	2 020 000
2013I32	REHABILITATION CUISINE CENTRALE	4 801 718
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES – ANCIEN PROGRAMME	12 300 000
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC MARIANNE	14 088 918
2013P16	QUARTIER DE LA CITE CREATIVE	43 020 000
2014P03	LOGICIEL SIRH ACQUISITION ET MISE EN PLACE	800 000
2015P09	CONSTRUCTION GS GERMAINE RICHER	11 052 000
2015P11	MULTIFONCTIONS RENOUVELL	1 415 000
2015P20	CONSTRUCTION GS BENOITE GROULT	12 000 000
2016P05	AMENAGEMENT SPORT LAC DES GARRIGUES	800 000
2016P06	CRECHE DE LA CITE CREATIVE	3 500 000
2016P09	INTERFACE HABITAT 3M SERM	1 567 190

2016P10	INTERFACE HABITAT 3M SA3M	2 305 000
2017I02	AUTOMATISATION ACCES EQUIPEMENTS SPORTIFS	500 000
2017I03	BASCHY / VARENNES	985 300
2017I06	MISE EN SURETE DES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS	1 000 000
2017I09	SERRE AMAZONIENNE	3 200 000
2017P02	CONSTRUCTION GS JOAN MIRO	11 865 000
2017P04	EXTENSION GAROSUD	5 060 000
2017P14	CONSTRUCTION GS LUCIE AUBRAC / SAMUEL PATY	14 380 000
2018I01	RENOVATION DOMAINE DE MERIC	4 116 000
2018I02	SKATE PARK DE GRAMMONT	6 981 833
2018I05	JARDIN DE LA REINE	1 100 000
2018P02	CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE RIMBAUD	15 000 000
2018P07	RIVE GAUCHE EQUIPEMENTS PUBLICS	7 200 000
2018P09	RENOVATION GS AMSTRONG / BON	3 500 000
V19PATR01	EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : VALORISATION ET CANDIDATURE UNESCO	5 330 000
V19EGSH01	RENOVATION GS HEIDELBERG ET LOUISVILLE	12 000 000
V20CTBS01	CONFORT THERMIQUE ET VEGETALISATION DES ECOLES	12 000 000
V20ROSA01	TRAVAUX MAISON POUR TOUS ROSA PARKS	1 600 000
V20PNEC01	PLAN NUMERIQUE DANS LES ECOLES	5 780 000
V21NPRC01	NPRU CEVENNES PARTICIPATION EQUIP PUBLIC	16 860 000
V21BOUI01	AMENAGEMENT DU SECTEUR DES BOUISSES	5 550 000
V21ARCE01	RESTAURATON DE L'AQUEDUC DES ARCEAUX	5 370 000
V21VEGE01	VEGETALISATION DE LA VILLE - DONT 50 000 ARBRES	2 000 000
V21DPBI02	ACQUEDUC ST CLEMENT - CONSERVATION OUVRAGE D'ART - TRAME VERTE ET BLEUE - RESEAU VERT	1 680 000
V21DPBI03	AGRIPARC MAS NOUGUIER AMENAGEMENT CREATION JARDINS FAMILIAUX	1 370 000
V21DECO01	DEVANTURES COMMERCIALES	1 330 000
V21DPBI01	SQUARE PLANCHON DIAGNOSTIC PATRIMONIAL ET REHABILITATION DU PARC	1 080 000
V21NPRC01	NPRU CEVENNES PARTICIPATION EQUIPEMENTS PUBLICS	16 860 000
V21UCPB01	CITE DE L'ALIMENTATION	39 200 000
V21VEST01	CONSTRUCTION VESTIAIRES ET LOCAUX GIAMBRONE ET PAUL VALERY	1 312 442
V22TRAML5	FONDS DE CONCOURS VILLE APAISEE	100 000 000
V22GPLU01	VILLE PARC : LUNARET-LAVALETTE-MONTMAUR	30 000 000
V22SDSI01	MODERNISATION INFORMATIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES RELATIONS AUX USAGERS	16 000 000
V22GSCO01	PRIORITE AUX ECOLES : CONSTRUCTION GS CROIX D'ARGENT (DONT FONCIER)	14 949 900
V22SELF01	PRIORITE AUX ECOLES : SELFS - L'ENFANT ACTEUR DE SON REPAS	12 000 000
V22META01	PRIORITE AUX ECOLES : RAFRAICHISSEMENT ET CONFORT THERMIQUE DES ECOLES	10 000 000
V22COEU01	PATRIMOINE : RESTAURATION ET MISE EN VALEUR PEYROU	6 324 000
V22CREC01	ENFANCE : CONSTRUCTION CRECHE CROIX D'ARGENT	5 100 000
V22SOIN01	BIEN ÊTRE ANIMAL : CENTRE DE SOIN DU LUNARET	5 000 000
V22BORN01	TRANSITION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE MUNICIPAL	4 230 000
V22COEU03	PATRIMOINE : RAVALEMENT DES FACADES ET DES MENUISERIES CENTRE VILLE	3 030 000
V22ARCH01	ARCHIVES : ARCHIVAGE ELECTRONIQUE	2 800 000
V22GSCO03	PRIORITE AUX ECOLES : EXTENSION ECOLE DOCTEUR ROUX	2 500 000

V22VIDEO01	SECURITE : VIDEOPROTECTION URBAINE	2 000 000
V22JARD01	VILLE PARC : JARDINS FAMILIAUX ET PARTAGES	1 000 000
V23BARL01	NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE MAS BARLET PORT-MARIANNE	24 000 000
V23GS2000	GROUPE SCOLAIRE PARC 2000 2 nd e EXTENSION	19 000 000
V23GSSR01	ZAC NOUVEAU SAINT-ROCH – GROUPE SCOLAIRE SAINT-ROCH	14 412 000
V23CLIM01	RENOVATION DES EQUIPEMENTS ENERGETIQUES	6 113 800
V23CREC01	CONSTRUCTION CRECHE POMPIGNANE	4 400 000
V23GSCO01	EXTENSION ECOLE DELTEIL MICHELET	3 500 000
Somme :		700 426 408

Le montant total des Autorisations de programme votées s'élèverait en conséquence à **926 568 717 €** dont 358 637 485 € réalisés au 31 décembre 2023, soit un reste à financer de 567 931 232 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création, la révision et la clôture des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- De retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux joints en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Budget Primitif 2024 - Approbation

Lors de la séance du Conseil municipal du 6 février 2024, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et aux dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015. Dès lors, Monsieur le Maire soumet au Conseil le projet du budget primitif de la Ville de Montpellier pour l'exercice 2024.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section de fonctionnement :	447 594 836,00 euros
- Section d'investissement :	324 102 804,00 euros
Total	771 697 640,00 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	87 627 999,00		87 627 999,00
931	Sécurité et salubrité publiques	17 850 364,00		17 850 364,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	90 518 778,00		90 518 778,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	43 699 052,00		43 699 052,00
934	Santé et action sociale	53 355 283,00		53 355 283,00
935	Aménagement des territoires et habitat	18 000 467,00		18 000 467,00
936	Action économique	6 795 487,00		6 795 487,00
937	Environnement	2 141 314,00		2 141 314,00
938	Transports	8 626 727,00		8 626 727,00
940	Impositions directes	41 640 000,00		41 640 000,00
943	Opérations financières	13 151 500,00		13 151 500,00
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	334 575,00		334 575,00
946	Transferts entre les sections		43 930 500,00	43 930 500,00
953	Virement à la section d'investissement		19 922 790,00	19 922 790,00
Total		383 741 546,00	63 853 290,00	447 594 836,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	12 861 681,00		12 861 681,00
931	Sécurité et salubrité publiques	534 138,00		534 138,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 218 000,00		2 218 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	3 326 000,00		3 326 000,00
934	Santé et action sociale	15 809 623,00		15 809 623,00
935	Aménagement des territoires et habitat	2 622 053,00		2 622 053,00
936	Action économique	3 193 971,00		3 193 971,00
938	Transports	9 371 897,00		9 371 897,00
940	Impositions directes	258 270 000,00		258 270 000,00
941	Autres impôts et taxes	19 522 000,00		19 522 000,00
942	Dotations et participation	88 636 473,00		88 636 473,00
946	Transferts entre les sections		31 229 000,00	31 229 000,00
Total		416 365 836,00	31 229 000,00	447 594 836,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	16 365 508,00		16 365 508,00
901	Sécurité et salubrité publiques	3 495 965,00		3 495 965,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	40 526 573,00		40 526 573,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	23 310 080,00		23 310 080,00
904	Santé et action sociale	7 789 973,00		7 789 973,00
905	Aménagement des territoires et habitat	108 078 671,00		108 078 671,00
906	Action économique	581 538,00		581 538,00
907	Environnement	1 961 496,00		1 961 496,00
921	Taxes non affectées	32 000,00		32 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	85 932 000,00		85 932 000,00
925	Opérations patrimoniales		4 800 000,00	4 800 000,00
926	Transferts entre sections		31 229 000,00	31 229 000,00
Total		288 073 804,00	36 029 000,00	324 102 804,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	1 195 593,00		1 195 593,00
901	Sécurité et salubrité publiques	50 000,00		50 000,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	3 000 000,00		3 000 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	753 904,00		753 904,00
904	Santé et action sociale	2 130 000,00		2 130 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	2 098 066,00		2 098 066,00
907	Environnement	9 408,00		9 408,00
921	Taxes non affectées	2 000,00		2 000,00
922	Dotations et participations	7 300 000,00		7 300 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	236 415 543,00		236 415 543,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	2 495 000,00		2 495 000,00
925	Opérations patrimoniales		4 800 000,00	4 800 000,00
926	Transferts entre sections		43 930 500,00	43 930 500,00
951	Virement de la section de fonctionnement		19 922 790,00	19 922 790,00
Total		255 449 514,00	68 653 290,00	324 102 804,00

Conformément à l'article L.2313-1 du CGCT, une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est présente en annexe du rapport de présentation du budget.

Par ailleurs, en matière d'amortissement, l'article R.2321-1 du CGCT prévoit que la Ville de Montpellier peut procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par une dépense de la section d'investissement et une recette de la section de fonctionnement.

Ce dispositif spécifique vise à neutraliser budgétairement la charge d'amortissement des subventions d'équipement versées. Ainsi, afin de garantir le libre choix de son niveau d'épargne, lors du vote du budget, l'assemblée délibérante décide d'y recourir ou pas.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le budget primitif 2024 par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- De prendre acte de la présence de la présentation brève et synthétique telle que prévue à l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales en annexe du rapport de présentation du budget primitif 2024 ;
- D'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Gestion active de la dette et de la trésorerie de la Ville de Montpellier - Exercice 2024 - Approbation

La Ville de Montpellier mène une politique de gestion active, transparente et responsable de la dette et de la trésorerie, dans le cadre du règlement budgétaire et financier adopté en juin 2018 et renouvelé le 30 juillet 2020. La gestion active de la dette consiste à établir une stratégie efficiente de coordination des enjeux budgétaires et financiers pluriannuels de son endettement. Il s'agit de maîtriser les coûts et les risques afin d'assurer le portage de l'action et des politiques publiques. Pour mener à bien ces objectifs, et conformément à la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, il convient de définir les caractéristiques de la dette et la stratégie d'endettement, et de définir le cadre d'intervention, les outils et opérations nécessaires en matière de gestion de dette et de trésorerie.

1 – Caractéristiques de la dette et stratégie d'endettement

Encours total au 1^{er} janvier 2024 : 311.2 M€ ;
Taux moyen 2023 : 2.92 % ;
Durée moyenne résiduelle : 14 ans et 10 mois ;
Structure de la dette : 41 % Taux Fixes – 59 % Taux variables ;
Classification selon la charte Gissler : 1A : 100%.

Stratégie :

Afin de permettre une sécurisation de la dette et une optimisation des frais financiers, la stratégie développée en 2024 s'établit selon les principes principaux suivants :

- Assurer la sécurisation de l'encours de dette : conformément au règlement budgétaire et financier, souscrire au moins 80% des emprunts en catégorie 1A, les 20% restants sont limités à la zone 2B, 90% de l'encours total global devant rester en zone 1A ;
- Diversifier les sources de financement : Avec 13 prêteurs, le risque de contrepartie est assuré. Il est proposé de favoriser la diversification, tant par l'arrivée de nouveaux prêteurs, que par la possibilité d'émissions obligataires ou par l'utilisation des plateformes digitales de financement, afin de développer une émulation positive des partenaires au niveau des conditions de financement et des engagements d'accompagnement ;
- Optimiser la répartition entre taux fixes et taux variables (sous-jacents et instruments de couverture de taux inclus) : cet objectif doit être analysé dans la durée, afin d'assurer une optimisation des frais sur le long terme tout en bénéficiant d'opportunités de marché ;
- Être attentif aux propositions intégrant des labels environnementaux ou sociaux, des critères éthiques ou développement durable, à coût financier comparable et dans le respect des principes précédents.

Conformément au règlement budgétaire et financier, une communication annuelle sur la gestion de la dette sera réalisée à l'occasion du Compte Administratif.

2 – La réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget

Il est proposé dans le souci d'optimiser la gestion de dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles du 15 septembre 1992 et du 25 juin 2010, de recourir à des produits de financements qui pourront être notamment bancaires.

A - Financement bancaire

La quasi-totalité de la dette portée par la Ville est souscrite sous forme d'emprunts bancaires auprès des banques partenaires. Cette stratégie repose sur une mise en concurrence annuelle des établissements pour en dégager les meilleures conditions de financement pour l'équilibre budgétaire.

Dans ce cadre, il est proposé d'autoriser le recours aux produits de financement bancaires qui pourront être :

- Des emprunts classiques à taux fixe ou taux indexé avec ou sans structuration, avec taux plafond, taux plancher ou les deux, dans la limite de la typologie de produit autorisée ;
- Des emprunts de type « *revolving* » ;
- Des emprunts sous format *Schuldschein*, notamment dans le cadre de la diversification via des plateformes de financement intermédiées.

Les produits de financement bancaire seront souscrits dans la limite des montants inscrits au budget de l'exercice (le budget s'entend dans toutes ses composantes : budget primitif, budget supplémentaire et décisions modificatives).

La durée des nouveaux emprunts sera déterminée en lien avec la nature et la durée de vie des équipements qu'ils financent, et ne pourra excéder 30 ans. Cette durée maximale sera limitativement recherchée dans des cas particuliers, la stratégie globale reposant sur des durées plus en conformité avec une stabilité de la durée de vie résiduelle moyenne aux alentours de 15 ans.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être l'ESTER et ses dérivés, les EURIBOR, le LIVRET A, le LEP, les indexations liées à l'inflation Française ou Européenne, le TMO, le TME, les CMS EUR, les TEC, les OAT, les taux fixes, tout autre index parmi ceux communément utilisés sur les marchés, ainsi que tout autre index qui se substituerait aux index cités ci-dessus.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers.

Conformément au règlement budgétaire et financier, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins trois établissements spécialisés. La procédure de gré à gré pourra être utilisée dans le cadre d'enveloppes spécifiques présentant des conditions particulières dans le cadre de financement de projet, dans la limite de 50% du coût du projet.

Dans le cadre de la souscription de ces produits de financement, la Collectivité sera attentive à rechercher autant que possible des sources de financement éthiques et/ou comportant des labels environnementaux, sociaux et développement durable.

B – Autres financements

Tout autre produit de financement (avance remboursable, etc...) pourra être autorisé dès lors qu'il respecte les principes énoncés pour le financement bancaire et la stratégie développée dans le règlement budgétaire et financier.

Les conditions de mise en place d'un programme obligataire Euro Medium Term Notes (EMTN) pour accéder aux marchés financiers seront par exemple analysées.

3 – Les opérations financières utiles à la gestion des emprunts

Afin d'optimiser la gestion de la dette, il est proposé de procéder à toutes les opérations financières utiles à la gestion des emprunts bancaires et obligataires, notamment :

- Lancer les consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue ou via l'inscription sur une plateforme de financement ;
- Retenir les meilleures offres au regard à la fois des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser ou à recevoir, et de la stratégie de la Collectivité ;
- Définir l'ensemble des clauses contractuelles en termes de taux d'intérêt, de type d'amortissement (y compris la possibilité d'un remboursement *in fine*), de différé d'amortissement et/ou d'intérêts sur phase de préfinancement, avec possibilité de tirages échelonnés dans le temps et avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement ;
- Exercer l'ensemble des options prévues par les contrats, notamment procéder à des changements d'indexation, de périodicité ou de profil de remboursement, procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés, à des consolidations ;

- Conclure des avenants afin d'introduire des clauses de gestion de dette telles que définies ci-dessus ;
- Procéder à des réaménagements d'emprunts, pour changer d'index, modifier la durée du prêt (sans que la durée globale ne puisse en fin excéder la durée maximale autorisée au A du 2. de cette délibération), modifier la périodicité et le profil de remboursement, compacter les emprunts d'une même banque ;
- Procéder à des transferts d'emprunt depuis d'autres organismes, notamment suite à des transferts de compétences ;
- Passer tous les ordres et signer tous les documents relatifs à ces affaires.

4 – Les instruments de couverture des risques de taux

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations que sont susceptibles de subir les marchés, la Ville de Montpellier souhaite recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses de taux ou, au contraire, afin de profiter d'éventuelles baisses. Ces instruments permettent en effet de modifier un taux, de figer un taux, ou de garantir un taux.

Conformément à la circulaire du 25 juin 2010, les opérations de couverture des risques de taux pourront être :

- Des contrats d'échange de taux (SWAP) ;
- Des contrats d'accord de taux futur (FRA) ;
- Des contrats de garantie de taux plafond (CAP) ;
- Des contrats de taux plancher (FLOOR) ;
- Des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).

Ces opérations de couverture porteront et seront toujours adossées aux contrats constitutifs de l'encours de dette dont la liste figure en annexe des documents budgétaires, ainsi que des nouveaux emprunts et des emprunts de refinancement à contracter et qui seront inscrits en section d'investissement du budget.

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder la durée résiduelle de l'emprunt auquel il est adossé.

Ces opérations ne pourront sortir du cadre de risque défini au paragraphe 1, l'exposition résultante d'un sous-jacent et de sa couverture sera nécessairement inférieure à 2B.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être l'ESTER et ses dérivés, les EURIBOR, le LIVRET A, le LEP, les indexations liées à l'inflation Française ou Européenne, le TMO, le TME, les CMS EUR, les TEC, les OAT, les taux fixes, tout autre index parmi ceux communément utilisés sur les marchés, ainsi que tout autre index qui se substituerait aux index cités ci-dessus.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers.

Il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins trois établissements spécialisés.

5 – La gestion de trésorerie

La gestion de trésorerie consiste à limiter le montant du solde disponible sur le compte de dépôt au Trésor, non rémunéré, tout en s'assurant de disposer des liquidités nécessaires pour faire face à l'ensemble des dépenses à court terme. Elle s'articule avec la gestion de dette notamment au travers de remboursements anticipés en cas d'excédent, ou de mobilisations d'emprunts en cas de besoin structurel de trésorerie, ou encore d'optimisation des frais entre les différents supports.

A – Conventions d'ouverture de crédit de trésorerie

Dans ce cadre de gestion active de la trésorerie, la Ville doit disposer d'une ou plusieurs lignes de trésorerie qui permettent de mobiliser et rembourser des fonds selon les besoins réels quotidiens.

C'est pourquoi la Ville pourrait lancer une ou plusieurs consultations auprès d'au moins trois établissements financiers aux conditions suivantes :

- Montant plafond total des contrats : 500M€ ;
- Index souhaité : Ester, Euribor 1 semaine, 1 mois ou 3 mois ;
- Durée du contrat : de 1 à 12 mois.

B – Les placements financiers

Les collectivités territoriales peuvent déroger à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat pour les fonds qui proviennent :

- De libéralités ;
- De l'aliénation d'un élément de leur patrimoine ;
- D'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de l'établissement public ;
- De recettes exceptionnelles dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

Ces fonds ne peuvent être placés qu'en titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté Européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, ou en parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières gérant exclusivement des titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté Européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen.

Afin de permettre une gestion optimisée de la trésorerie de la Collectivité dans les cas susvisés, il est proposé de procéder à toutes les opérations nécessaires à la mise en place et à l'utilisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et des placements financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie pour 2024 ainsi défini ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Taux d'imposition des taxes directes de la Ville de Montpellier - 2024 - Approbation

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

Le mandat actuel a été marqué par l'application de la réforme de la fiscalité locale engagée par l'article 16 de la loi de finances pour 2020, actant la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales. Ainsi, la taxe d'habitation au titre des résidences principales n'est plus perçue par la Ville de Montpellier : seule la taxe d'habitation des résidences secondaires subsiste. Son taux d'imposition était néanmoins figé jusqu'en 2022 inclus, et ne pouvait donc être modifié.

Le produit perdu est compensé par le transfert du taux départemental de la taxe foncière. Un mécanisme, le « *coefficient correcteur* », permet de garantir une stricte neutralité de la réforme pour toutes les communes et une certaine dynamique. Le taux communal depuis 2021 correspond à la somme du taux communal 2020 et du taux départemental 2020, il n'a provoqué aucune augmentation fiscale pour les contribuables. Pour mémoire, les taux communaux et départementaux étaient respectivement de 31,18% et 21,45%, soit un taux cumulé de 52,63%.

En 2024, les trois taux d'imposition de taxe d'habitation, de taxe foncière bâtie et de taxe foncière non bâtie peuvent être adoptés par le Conseil municipal. Il est proposé à l'assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de Montpellier de + 0 % pour 2024.

Taxes	Taux d'imposition 2024	% d'évolution des taux en 2024
Taxe sur le Foncier Bâti	52,63 %	0 %
Taxe sur le Foncier Non Bâti	112,71 %	0 %
Taxe d'Habitation	22,49 %	0 %

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De maintenir les taux d'imposition 2024 au niveau de 2023 :
 - o Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 52,63% ;
 - o Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71% ;
 - o Taux de Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires : 22,49% ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Aménagement des espaces publics - Convention relative au versement d'un fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole réalise, au titre de ses compétences, des opérations liées à l'aménagement des espaces publics en vue d'une ville apaisée. Ces opérations contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la Ville de Montpellier et participent au développement et à l'aménagement de son territoire. Dans ce cadre, la Ville de Montpellier souhaite encourager et soutenir les opérations liées au développement des mobilités alternatives à la voiture, menées par la Métropole sur son territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole prévoit, par sa programmation pluriannuelle des investissements (PPI), d'investir 983M€ sur les mobilités douces et alternatives.

La Ville souhaite s'engager par l'attribution d'un fonds de concours global de 100M€ pour la ville apaisée. Ce fonds de concours sera affecté annuellement sur la base du programme d'investissement prévu au budget de la Métropole. Pour 2024, la Ville souhaite contribuer à hauteur de 25M€ à l'opération de création de la ligne 5 de tramway ainsi qu'à l'opération Cœur de Métropole, sur le territoire de la ville de Montpellier.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, un fonds de concours peut être versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil municipal et du Conseil de Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant du fonds de concours 2024, établi en fonction du budget prévisionnel des opérations (poursuite de la réalisation de la ligne 5 de tramway, aménagements des espaces publics et réseaux afférents, acquisition de matériel roulant mais aussi opération Cœur de Métropole) telles que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 25 000 000€.

Il se décompose comme suit :

Opérations	BUDGET 2024	Montant HT	Montant du fonds de concours
Opérations liées à la L5 de tramway	178 201 818,00€	148 501 515,00€	19 000 000,00€
Cœur de Métropole	16 197 000,00€	13 497 500,00€	6 000 000,00€
Total	194 398 818,00 €	161 999 015,00€	25 000 000,00€

Le montant du fonds de concours sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général des opérations dans les mêmes proportions que pour le financement initial

mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement d'un fonds de concours, à Montpellier Méditerranée Métropole, d'un montant prévisionnel de 25 000 000 €, pour la réalisation des opérations définies ci-dessus,
- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Attribution de compensation de fonctionnement liée à la compétence voirie espace public - Principe de revalorisation - Approbation

L'attribution de compensation (AC) est versée chaque année par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole, en section de fonctionnement et en section d'investissement, pour lui permettre d'exercer les compétences qui lui ont été transférées par la Ville.

Les compétences traditionnelles de l'intercommunalité se caractérisent par des recettes affectées, souvent dynamiques, qui leur permettent de faire face à des dépenses qui peuvent subir de très fortes variations à la hausse (choc énergétique/inflation) : versement mobilité pour la compétence mobilité, taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) pour les déchets ménagers... Dans cette équation financière, le financement de la compétence voirie/espaces publics fait exception. La recette affectée à la compétence voirie/espaces publics, l'AC, est figée depuis sa mise en œuvre (sur la base de la moyenne des dépenses de fonctionnement 2012-2014), alors que l'évolution du coût de la compétence voirie est estimée à 24,5 M€ entre 2016 et 2026. Afin de prendre en compte la dynamique du territoire, la Ville de Montpellier prend sa part dès 2024 à hauteur de 4 M€.

Ce montant sera amené à évoluer en 2025 et 2026. Ainsi, il est proposé d'accroître l'AC matière de voirie et d'espace public. L'objectif du pacte financier et fiscal entre la Métropole et ses communes membres est de trouver des règles de financement collectif de la progression incontournable des dépenses de cette compétence. La Ville de Montpellier s'engage à participer au financement de celle-ci afin de contribuer de façon équitable à l'équilibre des finances intercommunales. Une somme de 4 M€ est prévue à ce stade au titre de l'augmentation de l'AC en 2024.

Cette évolution de l'attribution de compensation sera proposée lors de la prochaine commission locale d'évaluation des charges transférées de la Métropole (CLECT) et sera intégrée à l'AC définitive 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe d'actualisation d'AC de fonctionnement voirie espace public ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Évolution des instances de participation citoyenne - Ouverture du budget participatif aux habitants et aux associations - Mise en place d'un droit d'interpellation citoyenne - Expérimentation - Approbation

La démocratie participative est une dynamique dans laquelle il s'agit de :

- Informer, écouter, démultiplier les espaces de dialogue : 300 réunions publiques organisées depuis le début du mandat, une tournée annuelle des quartiers : *Montpellier change avec vous* ;
- Recueillir l'avis du plus grand nombre avec la plateforme numérique *participer.montpellier* ;
- Impliquer les habitants dans les projets d'aménagements urbains avec la mise en œuvre de nombreuses démarches de concertation : quartiers apaisés (Arceaux, Clémenceau-Rondelet, Carnot-Strasbourg, Mion-Saint Martin, Beaux-Arts-Boutonnet), l'Agriparc des Bouisses, la requalification des aires de jeux, le renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes... ;
- Se projeter ensemble : Montpellier Ecole 2030, première convention citoyenne sur le territoire autour de l'Intelligence artificielle.

Les instances de participation de la Ville de Montpellier sont au cœur de cette dynamique citoyenne.

Avec la délibération du 30 juillet 2020, des moyens nouveaux et renforcés ont été attribués aux conseils de quartier et conseils citoyens avec la création d'un budget participatif spécifique de 2 millions d'euros par an dédiés à des projets directement portés par les citoyens engagés dans ces instances. La délibération du 12 avril 2021 a fixé la composition et le fonctionnement des conseils de quartiers avec un budget de fonctionnement de 24 000 €/an et un budget de formation multiplié par deux avec 50 000 €/an.

Le rôle, le fonctionnement de ces instances sont le fruit, depuis le départ, d'une démarche de co-construction avec l'ensemble des parties-prenantes afin d'imaginer, expérimenter, ensemble, des formats de rencontres favorisant la mobilisation des acteurs. Afin de continuer à innover et expérimenter dans l'application de la démocratie locale à Montpellier, il est proposé d'approuver, conformément aux propositions des citoyens engagés dans les instances de participation citoyenne de Montpellier, les points suivants :

- Le renouvellement du mandat des membres des **conseils de quartier** actuels jusqu'à la fin du mandat municipal ;
- La création de **l'Assemblée citoyenne de Montpellier** : cette assemblée citoyenne rassemblera l'ensemble des instances (conseils de quartier, conseils citoyens, Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, Conseil des Etrangers de Montpellier) de Montpellier afin de conforter le travail en commun, d'imaginer ensemble la ville de demain ;
- La création des **Assemblées de quartier** : la loi sur la démocratie locale de 2002 a rendu obligatoire, pour les communes de plus de 80 000 habitants, la mise en place de conseils de quartiers et l'organisation de leur fonctionnement. Les conseils citoyens ont été instaurés par la loi pour la Ville et la cohésion urbaine de février 2014. La Municipalité souhaite par la création de ces Assemblées de quartier, regrouper conseils citoyens et conseils de quartier en une seule et unique instance, réunissant les habitants, les acteurs socio-économiques à l'échelle du quartier ; ouvrir ces Assemblées

de quartier à tous celles et ceux qui vivent, travaillent, étudient dans le quartier pour permettre une participation plus flexible des habitants avec l'ouverture des séances plénières et la possibilité d'intégrer un groupe de travail spécifique et limité dans le temps. Les membres du Conseil Montpellierain de la Jeunesse et du Conseil des Etrangers de Montpellier vivant dans le quartier seront également invités à faire partie de chaque Assemblée de Quartier ;

Ces propositions révèlent la volonté conjointe de renforcer la participation citoyenne dans les quartiers, d'affirmer la détermination à faire de la politique de la ville mais aussi de l'ensemble des projets et politiques publiques, un objectif commun à l'échelle de la Ville.

- L'ouverture du **budget participatif** aux jeunes, aux habitants et associations de Montpellier : le budget participatif suscite un engouement indéniable avec plus de 70 projets élaborés par les membres des conseils de quartier et conseils citoyens depuis son lancement en septembre 2021. La Municipalité souhaite répondre favorablement à la proposition des citoyens engagés dans ces instances d'aller vers les habitants et les forces vives de la Ville en inscrivant le budget participatif dans une démarche originale qui allie participation et délibération.

L'objectif est de favoriser une participation citoyenne plus inclusive, en permettant à tous les habitants, en particulier les jeunes, aux acteurs associatifs de Montpellier de déposer leurs idées de projets. Un million d'euros, dont 500 000 euros en direction des jeunes, leur sera dédié dans l'enveloppe globale du budget participatif.

La première édition de ce budget participatif sera lancée avec :

- Une phase de dépôts des projets d'une durée de trois mois à compter du mois de juin 2024 ;
- Une phase d'analyse technique et juridique des projets proposés par les services de la Ville ;
- Une présentation des projets par les porteurs au sein des Assemblées de quartier à la rentrée ;
- Un vote des habitants des projets retenus en novembre et l'annonce des projets lauréats en décembre.

Le budget participatif de Montpellier se démarque également par le déploiement d'une démarche d'accompagnement. Les jeunes se verront ainsi proposer des « *ateliers d'émergence* » afin de les aider à structurer leurs idées. Un travail de mobilisation des partenaires du territoire ainsi qu'une communication grand public permettront une information préalable essentielle à la bonne réussite de ce dispositif.

- La mise en place d'un **droit d'interpellation citoyenne** : la vitalité démocratique d'un territoire passe également par le renforcement du pouvoir d'agir des citoyens, en leur permettant de questionner et d'interroger les élus sur les politiques publiques conduites. La municipalité souhaite mettre en place un droit d'interpellation, tel que prévu à l'article 72-1 de la Constitution, avec un seuil abaissé par rapport au cadre légal et réglementaire. Ainsi, alors que la loi prévoit que 10% des électeurs d'une collectivité peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette collectivité d'une question relevant de sa compétence, à Montpellier, un seuil de 5% permettra d'inscrire une question à l'ordre du jour du conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les orientations pour renforcer l'engagement citoyen à travers ces dispositifs expérimentaux ;
- D'approuver le principe de mise en place d'un budget participatif d'investissement ouvert aux habitants ;
- D'approuver le principe de mise en place d'un droit d'interpellation citoyenne, dont les modalités d'application seront détaillées par une délibération au prochain Conseil municipal ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
 mardi 26 mars 2024

Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Montpellier - Bilan d'activité 2023 - Plan d'action 2024 - Attribution de subvention - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

L'objet de cette délibération est d'effectuer une présentation des politiques sociales et médico-sociales du Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Montpellier, impulsées à partir de la subvention de la Ville de Montpellier, attribuée chaque année lors du vote du budget, à hauteur de 15 162 000 € en 2024. En organisant ce débat, ayant vocation à être renouvelé chaque année, l'objectif est de permettre au Conseil municipal de s'approprier l'activité du CCAS et d'apprécier le rôle qu'il joue dans la construction du bouclier social que la Ville développe depuis plusieurs années.

Avec cette subvention de la Ville, le CCAS prévoit 51 M€ de dépenses en fonctionnement (budget principal + budgets annexes) et ce, en mobilisant les compétences légales des institutions partenaires et différentes autorités de tarification. En effet, si la Mairie de Montpellier reste l'un des principaux financeurs avec 31 %, l'Etat (Agence Régionale de Santé (ARS), Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS)) finance 34 % de l'activité, le Département de l'Hérault 14 %, les usagers 18 % (résidents EHPAD, bénéficiaires des services à domicile et adhérents Âge d'Or...) et autres financeurs 3%.

Le CCAS est un établissement public communal placé sous la présidence du Maire et dirigé par un Conseil d'Administration composé du Président du CCAS, de 8 élus représentants du Conseil municipal et de 8 représentants d'associations ou de personnes qualifiées œuvrant dans le domaine social. Fort de près de 800 agents publics, le CCAS est le bras armé de la Ville dans l'exercice de ses missions obligatoires telles que définies dans le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) :

- La domiciliation des personnes ayant un lien suffisant avec la commune ;
- L'instruction des demandes d'aide sociale légale ;
- La réalisation d'une analyse des besoins sociaux au début de chaque mandature.

Au-delà de ses compétences obligatoires, le CCAS déploie de nombreuses politiques publiques, dispositifs ou mesures d'accompagnement des citoyens précaires, en difficulté ou en situation de fragilité que l'on qualifie de compétences facultatives. Actuellement, elles s'inscrivent dans :

- La prévention de la perte d'autonomie et du maintien du lien social des personnes âgées ;
- L'accueil et la mise à l'abri des femmes victimes de violences et leurs enfants ;
- L'accès aux droits et l'accompagnement social pour un public large, l'accompagnement vers l'insertion et l'inclusion numérique ;
- Un Programme de Réussite Educative (PRE) ;
- Un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME).

L'enjeu d'accompagnement global des usagers s'inscrira dans une logique d'accès aux droits et d'inclusion sociale :

1. Garantir un accueil inconditionnel pour lutter contre le non recours aux droits ;
2. Assurer un accompagnement global dans un tiers lieu numérique et social ;
3. Permettre aux aînés de « *bien-vieillir* » en expérimentant de nouvelles formes d'accompagnement et en luttant contre l'isolement ;

4. Accompagner des publics spécifiques pour garantir l'égalité des chances dès l'enfance, être aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants, aller vers les plus vulnérables, accompagner le public réfugié

1. GARANTIR UN ACCUEIL INCONDITIONNEL A TOUTES ET TOUS

Le CCAS (Port Marianne et Antenne Mosson) assure le premier niveau d'accueil inconditionnel, physique et téléphonique de tous les publics. En 2023, l'accueil au siège du CCAS et sur le site de la Mosson a connu une augmentation de la fréquentation de 7,4 %. Le point courrier du siège et celui de l'antenne Mosson ont connu une augmentation de 2,7 %. Au total, cela représente 88 608 passages soit 353/jour (230/jour au siège et 123/jour à Mosson).

Les équipes sociales veillent à identifier les besoins de chacun afin d'orienter, d'accompagner les demandes vers les institutions compétentes et d'assurer une aide subsidiaire le cas échéant. Elles proposent :

- Une domiciliation postale aux personnes qui ne disposent pas d'une adresse, afin qu'elles puissent recevoir et consulter leur courrier de manière régulière et confidentielle (6 801 bénéficiaires domiciliés en 2023, soit une augmentation de 14.5%) ;
- Une aide aux démarches administratives ;
- Un accompagnement social direct ou indirect, jusqu'à ce que la personne puisse bénéficier de ses droits ;
- Une aide au maintien ou à l'installation dans le logement (Fonds de solidarité pour le Logement – FSL) ;
- Un dispositif de lutte contre la précarité énergétique : le SLIME (193 foyers visités).

Afin de lutter contre le non recours, 2 projets phares en 2024 :

Expérimentation Territoire Zéro Non Recours

Dans le cadre de la politique d'accès aux droits sociaux, Montpellier a été retenu (avec 38 autres territoires) pour développer des initiatives afin de simplifier l'accès aux droits et limiter le non-recours. Le projet montpellierain prévoit trois actions principales menées et/ou coordonnées par le CCAS :

- La mise en place d'un comité scientifique pour mieux connaître et mesurer le non-recours ;
- Le déploiement d'une équipe mobile « d'aller-vers » les habitants des territoires ciblés pour renforcer l'accès à l'information et l'accompagnement ;
- La mise en œuvre d'un réseau local d'accès aux droits pour une mobilisation de l'ensemble des partenaires autour de ce projet et une fluidification du parcours des usagers.

Les permanences délocalisées du Service Accompagnement Social et Accès aux Droits

Le CCAS vise à instaurer des permanences sociales dans les quartiers, mettant à disposition des agents administratifs spécialisés dans l'accès aux droits et des travailleurs sociaux dédiés à l'accompagnement des usagers. Dès la fin du premier trimestre 2024, le CCAS installera des permanences délocalisées et assurera une communication élargie de ces points d'accès.

2. PROPOSER UN ACCOMPAGNEMENT GLOBAL DANS UN TIERS-LIEU SOCIAL ET NUMERIQUE

Depuis 2018, le Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CEIS) constitue un espace collaboratif de mixité sociale favorisant les échanges entre des personnes issues de quartiers hétérogènes. Le CEIS poursuivra et réajustera ses actions d'inclusion sociale et numérique à travers un accompagnement global en 4 thématiques :

A - Favoriser le retour à l'emploi à travers plusieurs dispositifs – 152 personnes accompagnées, dans

l'année, sur des périodes de plusieurs semaines, variables selon les dispositifs, dans le cadre d'un partenariat avec France Travail :

- Le dispositif Unis'Vers ;
- Un chantier d'insertion en lien avec les métiers en tension au CCAS ;
- Des contrats aidés (Parcours Emploi Compétences) pour devenir aide-soignant.

B - Lutter contre la fracture numérique et l'isolement social – 4 600 accompagnements

En lien avec la Métropole (Pôle Solidarités), la nouvelle feuille de route conjointe s'inscrit dans la stratégie nationale France Numérique Ensemble (FNE). Elle sera déployée avec les 9 conseillers numériques rattachés à la Métropole (dont 2 mobilisés au CEIS), les services civiques en lien avec l'espace numérique du CEIS.

C – Un espace budget comme outil de réponse à la crise – 2 500 personnes visées

- Bénéficier d'un suivi individuel et participer à des ateliers collectifs ;
- Etre accompagné en cas de surendettement ou pour financer un projet professionnel et/ou social avec un micro-crédit ;
- Bien manger pour tous : un accompagnement vers une alimentation durable et de qualité (distribution de paniers et parcours d'alimentation durable).

D - Se maintenir en bonne santé – 90 personnes suivies. Le CEIS est en partenariat avec le Département de l'Hérault :

- Participer à des ateliers collectifs et thématiques ouverts à tous ;
- Etre accompagné pour accéder aux droits liés à la santé (en tant que bénéficiaire du Revenu de solidarité active – RSA).

3. PERMETTRE AUX AÎNÉS DE « BIEN VIEILLIR »

Les actions auprès des aînés ont toujours eu une place particulière au sein des politiques publiques du CCAS qui sera réaffirmée et renforcée.

A- Accompagner les seniors dans leurs démarches administratives : dossier de retraite, demande d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), couverture santé, carte de transport, entrée en EHPAD.

B- Lutter contre l'isolement des seniors et prévenir la perte d'autonomie :

- 17 Clubs de l'Âge d'Or : l'année 2023 a été marquée par la reprise des activités. Outils formidables de socialité des personnes âgées, ils représentent une richesse précieuse en maintenant leurs 5 948 adhérents en activité autour d'actions culturelles, sportives, de solidarité (Téléthon) et de loisirs. En 2024, plus de 4 200 seniors ont participé aux repas du Zénith ;
- Des actions de prévention « *Bien Vieillir* » en partenariat avec l'UFR Staps et le CHU ;
- Aller vers les seniors fragiles et isolés : une équipe mobile du lien social. En 2023, 301 signalements et 606 accompagnements pour 217 personnes : l'objectif est de favoriser le lien social auprès des seniors isolés en situation de précarité pour permettre de retrouver une vie sociale. La tenue à jour du registre des personnes fragiles et isolées : 837 personnes recensées en 2023 ;
- Poursuite de la tarification sociale : mise en place au 1^{er} janvier 2023 pour les activités payantes qui a eu les effets escomptés : augmentation du nombre d'adhérents notamment ceux qui ont les plus faibles revenus avec un maintien de recettes ;
- Un quartier solidaire pour nos aînés sur le secteur de Celleneuve en lien avec le Club Age d'Or Vincent-Scotto, l'EHPAD Michel-Bélorgeot et les associations du quartier.

C- Maintenir la personne à son domicile :

Les services à domicile évoluent permettant l'articulation des Services Autonomie à Domicile (SAD) et des services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) pour contribuer coordonner et fluidifier le parcours des seniors :

- Création d'un service autonomie à domicile ;
- Création d'un Centre de Ressources Territorial (CRT) en juillet : utiliser les compétences de l'EHPAD pour offrir un parcours sur mesure aux personnes à domicile (EHPAD hors les murs).

D- Héberger dans 7 EHPAD en favorisant le lien social :

Le CCAS gère 7 EHPAD représentant 561 lits, dont 58 en secteur protégé et dans lesquels interviennent 380 professionnels. Dans certains cas, par choix ou pour des raisons médicales, l'entrée en EHPAD est la réponse la plus adaptée. Le CCAS construit une stratégie destinée à moderniser, à sécuriser et à adapter l'ensemble de ses 7 EHPAD. Ils sont des lieux ouverts sur leur quartier pour favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle. De nombreuses actions sont mises en place afin que les résidents puissent participer à la vie de la cité au travers de manifestations culturelles et sportives grâce aux structures de la Ville.

En 2024, plusieurs projets :

- La préparation des Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) ;
- Développer la démocratie en établissement ;
- Des travaux structurants ;
- Relocalisation de L'EHPAD Montpelliéret, opération portée par la Ville (jury du concours en mars 2024) ;
- Restructuration de L'EHPAD Les Aubes (jury du concours en mars 2024) ;
- Engagement dans la transition énergétique ;
- Le CCAS est associé au CHU qui accompagne les EHPAD la mise en place du volet énergétique.

4. ACCOMPAGNER DES PUBLICS SPECIFIQUES

A. Le Programme de Réussite Educative (PRE)

Dans le cadre de la politique de la Ville et pour garantir l'égalité des chances dès le plus jeune âge, le CCAS gère le PRE. Celui-ci a vocation à structurer et à renforcer le partenariat avec l'école. Actuellement, 907 enfants ont bénéficié d'un parcours individualisé.

En 2023, il y a 3% d'enfants en plus bénéficiant d'un parcours individualisé qu'en 2022. Des actions partenariales sont menées avec 65 établissements scolaires. Le PRE compte une équipe composée de 17 professionnels dont 10 agents (dont 1 apprenti) du CCAS et 7 professionnels d'associations conventionnées.

En 2024, La nouvelle cartographie des Quartiers Politique de la Ville (QPV) élargit le quartier Lemasson à Croix d'argent et compte 1 300 habitants supplémentaires. Le PRE devra répondre aux besoins des 6 écoles élémentaires de ce nouveau QPV.

B. Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) Elisabeth-Bouissonnade aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et de leurs enfants

Le CCAS est fortement engagé dans la lutte contre les violences faites aux femmes et leurs enfants au travers du CHRS Elisabeth-Bouissonnade. Les équipes du CCAS proposent une aide et une orientation, un soutien psychologique et éducatif, un accès aux droits et un accompagnement dans les démarches, un soutien dans la recherche d'hébergement, en partenariat avec les services sociaux.

En 2023, 193 premiers rendez-vous ont été effectués par le Service d'Accueil et d'Orientation (SAO), ils ont donné lieu à 92 suivis en accueil de jour. Le service accueil de jour a accueilli 190 femmes seules et 233 enfants. Au total, 157 personnes ont été hébergées en CHRS et en Urgence. Cela comprend les dispositifs d'hébergement d'urgence et d'urgence diffus, mais aussi l'hébergement en CHRS, ainsi qu'en CHRS diffus. 77 personnes ont bénéficié des dispositifs de logements adaptés (appartement relais, IML avec et sans bail glissant et sous-location de bail glissant). Sur le budget principal sont portés les dispositifs accueil de jour, places d'urgence et logement diffus.

C. La mission d'Aller vers les plus précaires

Cette mission, initiée par le CCAS, est assurée par 2 travailleurs sociaux et se déploie selon deux axes :

- La résorption de l'habitat précaire et plus particulièrement des squats ;
- L'accompagnement vers l'accès aux droits des publics ayant recours aux distributions alimentaires. En 2023, les permanences sur les lieux de distribution ont généré 541 rencontres.

Les perspectives de cet accompagnement en 2024 : ces deux axes seront poursuivis et dans le cadre du Pacte des Solidarités, un travailleur social interviendra au sein de 4 épiceries sociales et solidaires pour accompagner les publics vers l'accès aux droits et soutenir, conseiller les bénévoles ou professionnels en leur apportant des outils sur les dispositifs existants.

D. Accompagner le public réfugié en poursuivant et en faisant évoluer les expérimentations financer dans le cadre du Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR)

Depuis 2022, au sein de la DEIS, un accompagnement est proposé aux personnes bénéficiaires de la protection internationale dans le cadre du CTAIR. Signé fin 2021 entre la Ville et l'Etat, ce contrat vise à mettre en œuvre des actions concrètes pour favoriser l'intégration de ces publics.

Accompagner les réfugiés vers l'emploi – 130 personnes accompagnées dans l'année avec le dispositif Unis'Vers :

- Découvrir l'environnement professionnel et contribuer au "*Vivre ensemble*" ;
- Favoriser l'usage des outils numériques pour faciliter la recherche d'emploi.

Résidence Les Fauvettes – 21 personnes hébergées

Depuis le 5 décembre 2022, le CCAS héberge et accompagne temporairement 21 jeunes hommes réfugiés à la résidence des Fauvettes pour :

- Bénéficier d'un accompagnement individuel ;
- Favoriser la sortie vers un logement autonome en s'appuyant sur l'emploi.

L'année 2024 sera consacrée à la stabilisation de son fonctionnement et au lancement d'une dynamique de participation des résidents à la vie sociale du site.

PERSPECTIVES GENERALES :

Au-delà de la mise en œuvre de territoire Zéro non recours et de la création d'un Centre de Ressources Territorial (CTR), projets importants et structurants, qui vont mobiliser le CCAS dans les mois à venir, de nouveaux projets sont à l'étude pour répondre à l'urgence et renforcer le bouclier social :

- Les travaux du nouveau CEIS (ouverture 1^{er} semestre 2025) ;
- La préparation du déménagement du SAO et de l'accueil de jour Elisabeth-Bouissonnade au sein du nouveau CEIS ;
- Lancement des études pour la Création d'une résidence sociale pour les femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants et d'un lieu ressource autour de la parentalité sur le site de Marie-Caizergues ;
- Le lancement des études pour la réhabilitation de la Maison d'Enfants Marie Caizergues ;
- La poursuite du repositionnement des Clubs de l'âge d'or comme des lieux de prévention et de lutte contre l'isolement ;
- Les permanences sociales délocalisées dans les quartiers
- La concrétisation du projet de mutuelle communale ;
- La reconstruction de l'EHPAD Montpelliéret sur le site du legs GUIRAUD ;
- La restructuration complète de l'EHPAD les Aubes ;
- Le renforcement des projets culturels, élément clé pour favoriser le lien social et la solidarité ;

- L'élaboration d'un projet d'établissement pour consolider la feuille de route du CCAS pour les années à venir.

Ainsi il est proposé l'attribution de la subvention suivante :

STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
CCAS	00004918	Fonctionnement	15 162 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du bilan 2023 du CCAS et de son programme d'actions 2024 ;
- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Contrat Local des Solidarités 2024-2027 entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité dignité de tous les êtres humains* ».

Le Pacte des Solidarités présenté en septembre 2023 par le Gouvernement, prend la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, pour la période 2024 à 2027. Il repose sur quatre axes :

- La prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ;
- L'amplification de la politique d'accès à l'emploi pour tous ;
- La lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ;
- La construction d'une transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités fait l'objet d'une déclinaison locale, avec une contractualisation spécifique de l'Etat, pour la période 2024-2027, avec respectivement chacun des départements et chacune des métropoles : ce sont les contrats locaux des solidarités.

1- Le Pacte des Solidarités de l'Hérault

A la demande de l'Etat, un diagnostic, réalisé sur le territoire départemental et métropolitain, par l'Agence Nationale des Solidarités Actives (ANSA) avec le concours des collectivités a été présenté lors d'un comité des partenaires le 18 octobre 2023. Il constitue un état des lieux des besoins et de l'offre de service sur le territoire et a permis de préfigurer des actions prioritaires.

En 2020, le taux de pauvreté est de 14,6 % au niveau national, 16,8% en Occitanie, 18,6% dans l'Hérault. Il s'élève à 19% dans la Métropole / 26% à Montpellier. Les familles monoparentales et les jeunes de moins de 30 ans sont particulièrement exposés, avec un taux de pauvreté de 37%.

2- Le Contrat Local des Solidarités de la Métropole et de la Ville de Montpellier

Dans le prolongement du Plan Pauvreté, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent s'inscrire aux côtés de l'État, pour la mise en œuvre d'un Contrat Local des Solidarités déclinaison opérationnelle du Pacte Local des Solidarités. Avec le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, elles réaffirment leur engagement, pour lutter contre la grande précarité et intervenir au plus près des habitants les plus fragiles du territoire.

Le Contrat Local des Solidarités s'inscrit pleinement dans les engagements de la Métropole et de Ville, particulièrement dans les champs de la prévention des familles en situation de précarité, de la petite enfance et de l'accompagnement des jeunes ; mais aussi en matière d'insertion, d'accès aux droits fondamentaux et sociaux, et de transition écologique et solidaire.

Il vient ainsi contribuer et renforcer les actions inscrites dans les feuilles de route communale et métropolitaine. En effet le programme d'intervention proposé s'inscrit particulièrement dans les objectifs retenus au titre :

- Des Etats Généraux de la Solidarités (EGS) ;
- Du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) ;
- Du Service Public de l'Enfance (SPE) ;
- Du Projet Alimentaire Territorial (PAT) ;
- De la stratégie de résorption des bidonvilles et de lutte contre les exclusions ;
- De l'observatoire des discriminations de la Ville de Montpellier ;
- Du plan d'action du CCAS de la Ville de Montpellier.

Il s'articule aussi avec les autres cadres de contractualisation avec l'Etat, principalement le Plan Logement D'abord, le Contrat de Ville, le Contrat Local de Santé, l'expérimentation Territoire Zéro Non Recours.

Des ateliers partenariaux de co-construction avec les services de l'Etat, du Département de l'Hérault, de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et du CCAS de Montpellier ont permis d'identifier des priorités d'action pour le Contrat Local des Solidarités :

Axe 1 : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance

- Le soutien aux femmes monoparentales en matière d'amélioration et d'adaptation de l'offre d'accueil et d'accompagnement avec leur implication ;
- Le développement d'actions d'intermédiation en matière de mode de garde dans les quartiers populaires et la mise en place d'un Relai Petit Enfance itinérant ;
- La sécurisation des parcours des jeunes ;

Axe 2 : l'amplification de la politique d'accès à l'emploi pour tous

- Le développement des dispositifs d'insertion par l'activité économique ;
- La mobilisation des entreprises du territoire en faveur des publics en précarité ;
- L'expérimentation de parcours innovants d'accompagnement vers l'emploi en direction de publics ciblés (femmes, personnes en situation de handicap, public très vulnérable...) ;

Axe 3 : la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits

- Le développement et le renforcement de l'accompagnement des publics vulnérables quel que soit le lieu de vie ;
- Le renforcement de la prévention primaire des risques d'expulsion auprès de l'ensemble des publics concernés : du repérage des situations à risque à l'accompagnement des ménages ;
- La prévention des risques sur les bidonvilles et la sécurisation des conditions de vie ;
- La recherche et la mise en œuvre de solutions de logement adaptées aux familles par la mobilisation de logements ou bâtis vacants ;
- La poursuite des dispositifs d'insertion sociale, professionnelle et actions socio-éducatives adaptés aux publics habitant en bidonville ;

Axe 4 : la construction d'une transition écologique solidaire.

- L'accès à des produits sains et choisis par le biais de l'aide alimentaire et grâce à l'amélioration des paysages alimentaires ;
- La mise en œuvre d'une plate-forme de coordination et d'intervention contre la précarité énergétique : du repérage à l'accompagnement en passant par la rénovation.

Enfin un axe transversal relatif à la participation des personnes concernées et/ou accompagnées en situation de précarité vient compléter les 4 axes du Contrat Local des Solidarités.

3- Les modalités de mise en œuvre technique et financière du Contrat Local des Solidarités

Le Contrat Local des Solidarités est signé entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier et pour une durée de 4 ans (2024-2027).

Un programme d'actions a été établi pour les 4 années du Contrat Local des Solidarités (annexe 3 dudit contrat). Il pourra être complété et réajusté annuellement sous couvert d'une discussion avec les services de l'Etat.

Les actions entreprises dans le cadre du Contrat Local des Solidarités, à l'échelle de la Métropole, feront l'objet de dotations de l'Etat dont le montant pour chacune des 4 années du Pacte et du Contrat est fixé à 535 500 € correspondant à un programme d'actions annuel de 1 071 000 €. Compte tenu du principe d'annualité du budget de l'Etat et sous réserve de la disponibilité des crédits, un avenant annuel viendra préciser chaque année le montant engagé par l'Etat dans le cadre du Contrat.

L'année 2026 sera consacrée à l'évaluation à mi-parcours du Contrat Local des Solidarités, et fera l'objet d'un rapport d'exécution qui sera délibéré en Conseil de Métropole et en Conseil municipal. Le montant prévisionnel de 535 500 € pour l'année 2027 sera déterminé en tenant compte de l'évaluation de l'exécution du contrat à mi-parcours et sera précisé par avenant au présent contrat.

La dotation de l'Etat sera versée annuellement au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront par ailleurs mises en œuvre par la Ville de Montpellier et son CCAS. Il convient donc, pour permettre le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, de délibérer également sur les conventions de reversement des subventions par la Métropole d'une part à la Ville, d'autre part au CCAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de l'engagement de la Ville de Montpellier dans le Pacte Local des Solidarités sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes du Contrat Local des Solidarités entre l'Etat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole et de la convention relative au reversement des subventions par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
 mardi 26 mars 2024**

Contrat de ville 2024-2030 - Quartiers 2030 - Approbation - Autorisation de signature

Le dernier contrat de ville est arrivé à échéance le 31 décembre 2023 pour laisser la place à une nouvelle contractualisation appelée « *Quartiers 2030* ». Depuis 2014, la loi Lamy en constitue le cadre de sa mise en œuvre et a confié aux métropoles le pilotage de l'élaboration et de suivi du contrat, en association étroite avec l'Etat et les autres partenaires signataires. La circulaire du 31 août 2023 relative à la préparation des futurs contrats de ville et les conclusions du Comité Interministériel des Villes (CIV) du 27 octobre dernier s'inscrivent dans cette continuité, en supprimant cependant la logique de piliers d'intervention décidée au niveau national, pour la remplacer par l'identification des enjeux locaux les plus prégnants, définis localement, arrêtés en lien étroit avec les habitants et adaptés aux besoins et ressources de chaque territoire.

Le nouveau contrat de ville constitue une opportunité pour renouveler les modes de faire sur le territoire de la Métropole en s'appuyant sur 4 principes :

- Simplification ;
- Priorisation ;
- Territorialisation ;
- Concertation et participation citoyenne ;

...et 5 conditions de réussite :

- Une mobilisation sans faille et continue des politiques publiques et des signataires ;
- Une articulation avec les programmes et dispositifs de droit commun ;
- Une gouvernance partenariale fluide ;
- Une participation citoyenne renouvelée ;
- L'observation et le suivi évaluation au service du pilotage en continu du contrat.

Il s'appuie sur une géographie prioritaire actualisée. Le décret du 23 décembre 2023 a arrêté la liste des quartiers prioritaires (base Filosofi 2019 pour les revenus des foyers fiscaux et nouveaux périmètres des unités urbaines 2020). Les critères de sélection ont été inchangés par rapport à 2014. Dix quartiers sont dorénavant concernés par la nouvelle géographie. Certains connaissent une évolution de périmètre, tandis qu'un seul sort de la nouvelle géographie (Vert Bois). Il s'agit de :

- Mosson (avec intégration de la zone franche urbaine (ZFU) de Parc 2000) ;
- Petit-Bard/Pergola ;
- Cévennes ;
- Celleneuve (extension sur une petite parcelle au sud-est) ;
- Aiguelongue ;
- Paul Valéry – Pas du Loup – Val de Croze ;
- Croix d'Argent – Lemasson (extension du quartier politique de la ville (QPV) Lemasson, intégrant un secteur de la Croix d'Argent qui le relie à Lemasson, pour ne former qu'un seul QPV ; intégration des résidences d'Hérault Logement et des copropriétés privées) ;
- Gély – Figuerolles (fusion des 2 QPV existants, Gély et Figuerolles, en un seul quartier, en supprimant la partie rue du faubourg du Courreau (quartier des généraux) ;
- Tournezy – Saint-Martin ;
- Pompignane.

Ces quartiers regroupent 50 100 habitants, soit près de 20 % de la population de la Ville (+ 2 600 habitants par rapport à 2014). Deux sont concernés par un projet de renouvellement urbain (Mosson et Cévennes).

Depuis 2014, le contrat de ville se vit avec une diversité d'acteurs des quartiers populaires (institutions, bailleurs, associations, instances citoyennes...). Dans la continuité, le contrat de ville 2024-2030 a été écrit de manière collective et travaillé à deux échelles : celle de la Métropole et celle de chaque quartier. Pour faire remonter les priorités et enjeux identifiés et définir le cadre d'intervention du prochain contrat, 10 concertations territoriales et 5 réunions thématiques avec les directions opérationnelles ont été organisées entre juin et novembre 2023, regroupant plus de 300 participants.

Quatre grandes priorités ont été définies pour la nouvelle contractualisation, en lien étroit avec l'Etat. Elles répondent à des préoccupations fortes sur les quartiers et à une ambition partagée par les partenaires. Leur déclinaison en orientations stratégiques et opérationnelles a été travaillée en prenant appui sur les réunions territoriales et dans le cadre des groupes de travail thématiques. Il s'agit de :

- 1- **Education et jeunesse ;**
- 2- **Accès aux droits et lien social ;**
- 3- **Sécurité – tranquillité publique et cadre de vie ;**
- 4- **Emploi et entrepreneuriat.**

Elles sont complétées par 2 grands défis transversaux :

- Le défi de l'égalité ;
- Le défi de la transition écologique et solidaire.

Afin de prendre en compte les spécificités de chacun des quartiers et répondre au mieux aux besoins des habitants, des projets de quartier ont été élaborés sur la base notamment des réunions territoriales. En cohérence avec la stratégie globale du contrat de ville, ils déclinent les orientations principales à mettre en dynamique pour la période 2024-2030 sur chacun des 10 quartiers considérés. Pour assurer la mise en œuvre et le suivi de ces projets, 5 chefs de projets territoriaux sont venus compléter l'équipe politique de la ville, afin d'agir plus en proximité.

Afin d'assurer le pilotage, le suivi et l'évaluation du contrat de ville, un système de gouvernance est mis en place. Il repose sur le principe intégrateur du contrat, qui a vocation, sans se substituer aux dispositifs et comitologies existants, à disposer d'une vision d'ensemble des dispositifs impactant les quartiers. Il s'appuie sur 3 instances :

- **Un comité de pilotage** copiloté par le Maire de Montpellier / Président de la Métropole et le Préfet (arbitre les choix politiques et financiers et valide le bilan annuel des actions engagées (revue de projet annuel) ;
- **Un comité stratégique** copiloté par la Vice-Présidente à la politique de la ville et le Secrétaire Général de la préfecture (valide les grandes orientations stratégiques des dispositifs politique de la ville et est garant de la mobilisation du droit commun) ;
- **Un comité technique** animé par le service politique de la ville (prépare les décisions du comité de pilotage, met en œuvre la programmation annuelle de droit commun et des crédits spécifiques et fait état du stade d'avancement de la programmation et des projets de quartier.

La conception partagée et participative du contrat est une réalité depuis de nombreuses années dans la Ville de Montpellier. Elle s'était traduite par une mobilisation conséquente des associations et des représentants des habitants tant dans l'élaboration du précédent contrat que dans son évaluation. Les réunions territoriales organisées entre les mois de juin et de septembre 2023 se sont inscrites dans ce même esprit et ont permis d'identifier les principaux enjeux de chacun des 10 quartiers.

Si les conseils citoyens, instances participatives impulsées par la Loi Lamy en 2014, ont été source d'évolutions positives lors de la précédente contractualisation, l'évaluation finale a montré un certain essoufflement de la démarche, après plus de 8 ans de mise en œuvre. Aussi, afin d'offrir plus de souplesse à

la participation des habitants et de l'inscrire dans un processus plus opérant, il est proposé de rassembler au sein d'une « *assemblée de quartier* », toutes les instances de participation citoyenne existantes (Conseil de Quartier, Conseil Citoyen, Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, Conseil des Etrangers de Montpellier).

Enfin, une évaluation à mi-parcours sera conduite en 2027 afin de mesurer les 1^{ers} résultats du contrat de ville au regard de la stratégie initiale et des projets de quartiers. Elle permettra, le cas échéant, d'ajuster la stratégie d'intervention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet de contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Contrat de ville 2024-2030 - Quartiers 2030 - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature

Le dernier contrat de ville est arrivé à échéance le 31 décembre 2023 pour laisser la place à une nouvelle contractualisation appelée « *Quartiers 2030* ». Ce nouveau contrat de ville couvrira la période 2024-2030, avec un objectif de simplification et de priorisation, autour d'une géographie prioritaire actualisée.

Afin de garantir la continuité d'intervention au sein des quartiers, la circulaire du 31 août 2023 de la secrétaire d'État chargée de la ville a autorisé la programmation anticipée des crédits spécifiques de la politique de la ville pour l'année 2024 dans l'attente de la signature des contrats. Ainsi, un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2024, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 10 quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier.

Sans préjuger des priorités stratégiques et opérationnelles qui seront définies dans le prochain contrat de ville, les actions proposées devaient répondre aux axes suivants :

- Education et jeunesse ;
- Accès aux droits et lien social ;
- Emploi et entrepreneuriat ;
- Cadre de vie et tranquillité publique.

La lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes restent des objectifs transversaux de la Politique de la ville, ainsi que toutes les actions promouvant les valeurs de la République, la laïcité et la citoyenneté. Les actions retenues viennent renforcer les actions de droit commun existantes afin de soutenir de manière plus importante les habitants résidents dans les QPV.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent aux caractéristiques de l'appel à projets.

Pour simplifier les processus administratifs et donner de la visibilité aux acteurs et aux partenaires, la Ville de Montpellier propose de conventionner avec plusieurs associations structurantes sous la forme de conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO).

Pour cet appel à projets 2024, 427 dossiers ont été déposés par 196 associations. La Ville de Montpellier a été sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de 273 projets à destination des habitants des 10 quartiers prioritaires, portés par 142 associations.

Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des axes précités, il est proposé que la Ville de Montpellier apporte son soutien financier à 112 projets déposés par 77 associations pour un montant total de 298 200 €, dont 44 projets proposés en CPO ;

- 12 000 € au titre de la thématique « *Education* », pour 8 projets dont 6 REP ;
- 9 000 € au titre de la thématique « *Jeunesse* », pour 8 projets ;
- 50 000 € au titre de la Mission « *Mosson-Cévennes* » pour 7 projets ;

- 227 200 € au titre des actions relatives à l'ensemble des axes du contrat de ville pour 89 projets.

La répartition des subventions, en fonction des différents projets présentés, est la suivante :

Actions relatives à la thématique Education (axe Education et jeunesses) Pôle Education				
STRUCTURE	N° DE DOSSIER DAUPHIN	NATURE DE LA DEMANDE	CPO 3 ANS	MONTANT ATTRIBUE
REP GÉRARD PHILIPPE	00259260	Favoriser la réussite éducative au sein du REP Gérard Philippe		<i>1 200 €</i>
REP MARCEL PAGNOL (Gély-Figuerolles)	00260731	Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous en développant des projets culturels et d'éducation à la citoyenneté et en renforçant la coopération école-famille		<i>1 000 €</i>
REP MARCEL PAGNOL (Pas Du Loup – Val De Croze)	00259081	Favoriser la réussite éducative au sein du REP Marcel Pagnol		<i>1 200 €</i>
REP+ ARTHUR RIMBAUD	00256382	Soutenir les actions en réseau d'éducation prioritaire renforcée pour favoriser l'ouverture culturelle et la réussite scolaire des élèves du REP+ Rimbaud		<i>1 500 €</i>
REP+ DES ESCHOLIERES DE LA MOSSON	00259448	alliance éducative en réseaux		<i>1 500 €</i>
REP+ DES ESCHOLIERES DE LA MOSSON	00259450	Renforcer la coopération école/famille à travers des actions citoyennes, culturelles et de santé dans le REP+ Escholiers de la Mosson		<i>1 500 €</i>
REP+ LES GARRIGUES	00255859	Favoriser les apprentissages et la réussite scolaire des élèves du REP+ Garrigues		<i>2 000 €</i>
REP+ SIMONE VEIL	00256692	Soutenir les actions en réseau d'éducation prioritaire renforcé – REP+ Simone Veil		<i>2 100 €</i>
Total				12 000€

Actions relatives à la thématique jeunesse (axe Education et jeunesses) Pôle Solidarités service jeunesse				
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	CPO 3 ANS	MONTANT ATTRIBUE
ADAGES (Centre Social Espace Famille)	00259406	Espace Jeunesse		<i>1 000 €</i>
BVA (Bien vivre à Aiguelongue)	00260184	club ados		<i>1 000 €</i>
GSC (Génération Solidaires et Citoyennes)	00259691	Accueil Jeunes Oxford		<i>2 000 €</i>

i.PEICC - Peuple & Culture (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	00258678	Accompagner les initiatives et la mobilité européenne des jeunes de La Mosson	*	1 000 €
LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	00259525	Les Sciences en bas de chez toi, la médiation sociale et scientifique des Petits Débrouillards à Montpellier – 2024		1 000 €
RAP ACADEMIE	00258540	Rap Académie Occitanie (Quartiers d'été 2024)		1 000 €
STRATA'J'M SUD	00260193	Des Jeux Dans Ton Quartier		1 000 €
UFOLEP 34 (Comité départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique)	00259853	Projet Jeunes Mosson	*	1 000 €
Total			9 000 €	

Mission Mosson Cévennes				
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	CPO 3 ANS	MONTANT ATTRIBUE
AFEV (Association Fondation Etudiante pour la Ville)	00259485	Colocations à Projets Solidaires à la Mosson - KAPS 2024 - 2026	*	28 000 €
ETRE EN SCENE	00259898	LES INSOLISTES / Les surgissements		5 000 €
i.PEICC - Peuple & Culture (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	00258499	Tiers Lieu Culturel et Artistique	*	3 500 €
Kaïna	00259252	Kaina TV	*	3 000 €
OCTOPUS EXPRESSION	00257692	Chantier Citoyen « Précarité Énergétique »		3 000 €
TIN HINAN	00260027	Vivre et agir dans mon quartier	*	4 500 €
Ziconofages (Les)	00259803	Outils vidéo participatifs	*	3 000 €
Total			50 000 €	

Actions relatives à l'ensemble des axes du contrat de Ville Pôle Solidarités Service Politique de la ville				
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	CPO 3 ANS	MONTANT ATTRIBUE
3MTKD (Sport Culture Social)	00260212	Soutenir La Parentalité	*	3 000 €
ADAGES (Centre Social Espace Famille)	00259410	365 jours par'ents		1 000 €
ADEMASS (Association pour le développement des mixités artistiques et sociales et des solidarités)	00259936	Parcours artistiques, activités pour les familles et Festival de la Grande Parade Météque	*	7 000 €

AFEV (Association Fondation Etudiante pour la Ville)	00259280	Accompagnement à la scolarité sur le quartier des Cévennes	*	4 000 €
	00259281	AMBASSADEURS DU LIVRE Aiguelongue Pompignane	*	4 000 €
	00259283	Accompagner l'entrée Vers la Lecture des enfants de grandes sections de maternelle et de leurs familles (AVL)		1 500 €
ANIM'AIDANTS 34 (Clos de la Fontaine)	00260157	Ateliers Répit Parentalité & Familial		1 000 €
	00260160	Favoriser Les Liens Familiaux Et Intergénérationnels	*	2 000 €
ANSA (Association Nouvelle pour la Solidarité au Féminin)	00259203	Atelier sportif pour tous		1 000 €
APIEU	00259725	APIEU - Contrat de ville quartier Cévennes		1 000 €
APPART (L') (L'Association pour la Prévention au service de la Parentalité et pour l'Accompagnement en Réseau, pour Tous)	00259038	"Les Pâtes au Beurre"		2 000 €
AVEC (Association Vivre Ensemble en Citoyens dans le quartier des Cévennes)	00259896	Vivre Ensemble- Animation De La Vie Locale -Reaap.	*	3 000 €
BRAND À PART	00260154	Le Cinéma pour tous - 10ème édition - juin/juillet 2024	*	1 500 €
BVA (Bien vivre à Aiguelongue)	00260188	Partage à Aiguelongue	*	3 500 €
	00260217	CLAS ,réussite scolaire et accompagnement éducatif	*	2 000 €
CAP GELY (Comité d'animation et de prévention Gély-Figuerolles)	00259891	Ambitions Jeunesse 2024		3 000 €
CENTRE APAJ	00259856	MEDINUM (médiation numérique itinérante) - Eadminitration sur l'Espace public Numérique du centre APAJ)	*	3 500 €
	00259859	Accès aux droits - permanences sociales au Centre APAJ et dans les quartiers Aiguelongue, Gély/Figuerolles et Tournezy		2 000 €
	00260148	Prévention Santé Environnement		1 500 €
	00260149	Médiation sociale et scolaire		2 000 €
	00260150	Accompagnement A La Culture		2 500 €
CESAM (Césam Migrations Santé Languedoc)	00259636	Accompagnement santé et soutien à la parentalité		2 000 €
CHANT DESSUS DESSOUS	00258873	Ecoles, Comptines, Familles Et Partage (2024)		1 000 €
CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault)	00259469	Médiation Familiale et Accès aux droits	*	5 000 €
	00259481	FEE - Femmes Egalité Emploi	*	7 000 €
CITE CITOYENNE	00259649	CLAS, réussite scolaire et accompagnement éducatif		1 000 €
CLJ - La Paillade (Centre de	00257262	Educap City		1 000 €

Loisirs des Jeunes de Montpellier PAILLADE-MOSSON)				
CODES 34 (Comité d'éducation pour la santé de l'Hérault)	00255538	Maraudes santé dans les QPV de Montpellier	*	2 000 €
	00255547	Unité mobile addictologie Montpellier Celleneuve		1 000 €
	00255614	Mediation sociale en sante dans les quartiers Figuerolles-Gely	*	5 000 €
COMPAGNONS BATISSEURS OCCITANIE	00259385	Espace Ressource Habitat Mosson - 2024 - COMPAGNONS BATISSEURS Occitanie	*	3 500 €
	00259457	Chantiers Citoyens et Lutte contre la précarité énergétique (CCPE MONTPELLIER 2024/2025)	*	5 000 €
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT	00259141	Faciliter l'accès au droit par l'accès à des informations juridiques à la Maison de justice et du droit de Montpellier.		4 000 €
CREATURE.S CREATRICE.S	00258023	C'est quoi ce cirque ?! - dispositif pédagogique et culturel autour du cirque contemporain		1 000 €
EPE 34 (Ecole des Parents et des éducateurs de l'Hérault)	00255909	Point Ecoute pour les Parents Montpellier Cévennes		5 000 €
Esprit Libre	00259673	Les Projets D'Esprit Libre		2 000 €
ESSOR	00259532	Vacances et week-ends pour enfants et adolescents	*	2 000 €
FACE HÉRAULT	00260051	Kino - Les Quartiers Font Leur Cinema		3 000 €
FAMILLES RURALES FEDERATION DEPARTEMENTALE HERAULT	00259247	Relais Info Familles Itinérant : permanences individuelles et actions collectives		2 000 €
GAMMES (Union du CSP Espoir)	00259602	Animation de la vie locale Pompignane/Millénaire	*	2 000 €
	00260013	Animation de la vie locale quartier Gambetta Figuerolles	*	2 000 €
	00260130	Animation de la vie locale Vert Bois		2 000 €
	00260138	Animation de la vie locale EVS Mosson	*	2 000 €
GENERATION TAEKWONDO	00260201	Sensibilisation des parents à leur rôle collaboratif auprès de leur enfant dans le système de l'éducation		1 000 €
GSC (Générations Solidaires et Citoyennes)	00257840	Parents Epanouis (REAAP)		1 000 €
	00259271	Gsc Paillade Vacances		2 000 €
i.PEICC - Peuple & Culture (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	00258617	Université Citoyenne 2024	*	5 000 €
JASMIN D'ORIENT (Association Féminine Jasmin d'Orient)	00259325	AU RYTHME DE LA VILLE		1 000 €
	00259372	Accès aux droits et services		1 000 €

JEUNESSE SPORTIVE MONTPELLIER	00259447	Séjour sportif " sortir du quartier grâce au sport"		1 000 €
JOUONS EN LUDOTHEQUES	00259220	Club-jeux ados cité Paul Valéry		1 000 €
	00259626	Ludothèque Pergola		1 000 €
Kaïna	00258777	Capsules vidéo : Stop aux discriminations liées à l'origine		1 000 €
	00259122	Journée de la diversité	*	3 000 €
	00259270	Le Pailladin		2 000 €
LA CINQUIÈME SAISON	00260076	QJS 2024 champ d'actions - LA CINQUIÈME SAISON		1 500 €
La Gerbe (Association Jeunesse La Gerbe)	00256674	Faire vivre l'espace jeunes, un tiers lieu dédié aux collégiens		1 000 €
LA MAIN VERTE	00258924	La Main Verte Tiers-Lieu En Faveur De L'Emancipation Des Habitnats Et De La Transformation Sociale Du Quartier Petit Bard Pergola		5 500 €
LA VISTA. THEATRE DE MEDITERRANEE	00258865	Actions Culturelles		500 €
LA VOLONTE DES FEMMES DU QUARTIER GELY	00259369	Vers l'autonomie des femmes du quartier gely		3 000 €
L'ATELIER POPULAIRE	00259080	Accompagnement des adolescents	*	2 000 €
	00259099	Soutien à la parentalité	*	2 000 €
LE PASSE MURAILLE	00260134	Séjours « Au fil de l'Hérault, sport et patrimoine »		1 800 €
LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	00259605	Le Séjour Scientifique « Nature et Débrouillardise » – Montpellier – 2024		1 500 €
MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE KAYAK	00258270	Vacances Apprenantes, Lez De Sa Source A Son Embouchure		2 000 €
MOSSON FULL CONTACT	00258316	QE 2024		1 000 €
MOTSON	00260168	Mot'son éducative	*	3 000 €
	00260182	Radio Paillade Odysseum (RPO)	*	2 500 €
MOUVEMENT FRANCAIS PLANNING FAMILIAL MONTPELLIER	00259860	Permanence d'écoute et d'accueil		2 000 €
	00260030	Femmes Santé Citoyenneté		4 000 €
OCTOPUS EXPRESSION	00257684	Education Au Civisme Par Le Théâtre		1 000 €
	00257710	Concours d'éloquence en école élémentaire		1 000 €
PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	00259934	Kawa-Rencontres Police-population à la Mosson	*	4 000 €
	00259946	ECO-DECOLLAGE	*	3 500 €
PEPS	00259289	PePs un acteur de quartier ludo-éducatif	*	2 500 €
QUASI INDESTRUCTIBLE PRODUCTION	00258018	Résidence d'écriture de chanson à l'école/Rencontres de quartier/Concert jeune public et tous publics		1 000 €
RACING CLUB LEMASSON	00260001	Contrat de Ville Lemasson		1 000 €
REBONDS	00259414	Projet Insertion Rugby		4 000 €
SEVE	00259922	Montpellier – Enfants et jeunes, tous citoyens et citoyennes, grâce à	*	1 000 €

		l'approche philosophique		
SOLIDARITÉ DOM-TOM	00259388	Accès aux Droits (AAD)	*	1 200 €
	00259459	Pratique Orale du Français (POF)	*	2 000 €
SOMIS (Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale)	00259175	Médiation administrative et sociale	*	5 200 €
STRATA'J'M SUD	00260192	Rencontres Autour Du Jeu		1 500 €
TIN HINAN	00259970	Bien vieillir dans ma ville : découvrir, transmettre, valoriser	*	3 000 €
UNI'IONS	00256279	L'Art est Public	*	10 000 €
VACANCES OUVERTES	00257586	Demande de subvention au titre de la politique de la ville pour la mise en œuvre du dispositif Sac Ados.		1 000 €
VIA VOLTAIRE	00260062	Jeunes en situation de précarité	*	7 000 €
Ziconofages (Les)	00259806	Stage Vidéo Jeunes été		1 500 €
Total				227 200 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution, conventions pluriannuelles d'objectifs ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
 mardi 26 mars 2024

Écoles privées sous contrat d'association - Participation financière de la Ville - Année 2023-2024 - Approbation

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier. Pour l'année scolaire 2023-2024, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement fait apparaître, pour les enfants domiciliés à Montpellier, les effectifs suivants :

Pour les classes maternelles : 1 157 enfants ;
 Pour les classes élémentaires : 2 141 enfants ;
 Soit au total : 3 298 enfants.

La dotation 2024, s'établit à :

1 090,00 € par enfant en maternelle ;
 520,00 € par enfant en élémentaire.

Le montant global de la dotation 2024, compte tenu des effectifs, s'élève, par conséquent, à :

1 261 130 € pour les enfants scolarisés en maternelle ;
 1 113 320 € pour les enfants scolarisés en élémentaire.

Les écoles privées sous contrat d'association concernées sont les suivantes :

St François d'Assise – 24, boulevard de Strasbourg, 34000 MONTPELLIER
 Ste Famille et St Charles – 10, place Roger Salengro, 34000 MONTPELLIER
 Ste Marie Les Jonquilles – 255, rue Croix de Figuerolles, 34000 MONTPELLIER
 Notre Dame de Bonne Nouvelle – 3, rue Aristide Ollivier, 34000 MONTPELLIER
 Ste Thérèse Assomption – 2, rue Portalière des masques, 34000 MONTPELLIER
 Ste Geneviève – 1093, avenue Louis Ravas, 34000 MONTPELLIER
 St Jean Baptiste de la Salle – 84, rue de Lunaret, 34090 MONTPELLIER
 St François Régis – 3, rue de la Merci, 34000 MONTPELLIER
 St Emilie – 4, rue de la Croix Bonhomme, 34070 MONTPELLIER
 Ste Odile – 80, rue du Pré aux Clerc, 34090 MONTPELLIER
 Les Anges gardiens – 2958, avenue des Moulins, 34080 MONTPELLIER
 Ste Jeanne d'Arc – 51, boulevard Ernest Renan, 34000 MONTPELLIER
 Ecole juive de Montpellier – Rue E. Villalonga, ZAC Blaise Pascal, 34000 MONTPELLIER

Une convention de versement de la dotation sera signée avec chacun des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement de cette subvention aux écoles privées sous contrat d'association, dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Maison d'Enfants à Caractère social (MECS) Bon Secours - Ouverture d'un service d'internat - Acquisition d'un bien immobilier - Garantie d'emprunt - Association Mas des Moulins - Approbation - Autorisation de signature

Par sa participation à la définition et la construction des politiques sociales locales et par son soutien à l'économie sociale et solidaire, la Ville de Montpellier promeut et appuie la création et le développement de territoires résilients, inclusifs, innovants et coopératifs. A ce titre, elle considère d'intérêt général les actions visant l'amélioration, la modernisation et le développement des structures sociales et médico-sociales, permettant de répondre aux besoins des publics tout autant qu'aux exigences d'un accueil et d'un cadre de vie de qualité pour les usagers.

L'Association Mas des Moulins gère une Maison d'Enfants à Caractère social (MECS – service d'hébergement et d'accompagnement éducatif de mineurs à la suite de mesure de placement) et un service d'Action Educative en Milieu Ouvert (service de protection d'enfants en danger intervenant dans le milieu familial). Elle a sollicité la Ville de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer son projet d'acquisition d'un bien immobilier destiné à accueillir son nouveau service « *situations complexes* », service d'internat de la maison d'enfants à caractère social « *Bon secours* ».

L'emprunt retenu auprès de la Caisse d'Epargne présente les caractéristiques financières suivantes :

Coût total du projet	664 000 €
Montant du prêt	664 000 €
Durée de la phase de mobilisation	12 mois
Taux d'intérêt	Taux fixe de 4.30%
Durée de la phase d'amortissement	25 ans
Taux d'intérêt	Taux fixe de 4.30%
Périodicité des échéances	Mensuelle
Profil d'amortissement	Echéances constantes (principal + intérêts)
Remboursement anticipé	Possible moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle
Taux de garantie	25 % soit 166 000 €

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 25% du montant contracté auprès de la Caisse d'Epargne. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur simple notification de la Caisse d'Epargne, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Ville de Montpellier s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources

suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir le remboursement de la somme de 166 000 € représentant 25% de l'emprunt d'un montant de 664 000 €, sollicité par l'Association Mas des Moulins auprès de la Caisse d'Epargne pour son projet d'acquisition d'un bien immobilier destiné à accueillir son nouveau service « *situations complexes* » ;
- D'approuver les termes de la convention de garantie d'emprunt entre la Ville de Montpellier et l'Association Mas des Moulins, qui fixe de façon précise les conditions et modalités de mise en œuvre de cette garantie d'emprunt ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Organisation de séjours à destination de familles monoparentales - Convention de partenariat entre la Ville et l'association 3MTKD - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Montpellier est une ville solidaire et porte de multiples actions et partenariats permettant la réduction des inégalités et le développement d'actions dédiées aux publics vulnérables.

Les familles mono parentales connaissent une situation précaire tant sur le plan financier (taux de pauvreté de 38%) que social (isolement, charge mentale). A Montpellier, 17 000 foyers sont monoparentaux selon les données de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), constitués très majoritairement de femmes seules avec enfants. Ce public constitue une cible prioritaire pour mener des actions de cohésion sociale et de soutien pour favoriser l'égalité des chances pour ces femmes seules en matière d'accès au logement, au travail ou encore pour garantir les meilleures conditions pour les enfants qui grandissent dans ces foyers (accès aux loisirs, soutien à la scolarité, parentalité).

A l'occasion du Conseil municipal de juin, un plan d'actions globales, dédiées à ces familles, fera l'objet d'une présentation. Sans attendre, il est proposé l'adoption d'une convention de partenariat dont l'objectif est de proposer des week-ends de répit aux familles monoparentales.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'association Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo (3MTKD), 6 week-ends seront organisés, permettant à une centaine de mères seules de passer deux jours dans la base de loisirs Poséidon. Ces week-ends permettront à ces parents isolés de bénéficier d'activités avec leurs enfants, dans un cadre exceptionnel, mais aussi de pouvoir bénéficier de temps et activités propres, pendant que leurs enfants seront accompagnés par des professionnels.

La Ville de Montpellier initie ce dispositif dans une logique expérimentale afin de mieux répondre aux besoins de ces publics, souvent invisibles et insuffisamment pris en compte par l'ensemble des politiques publiques. Les femmes concernées participeront à la construction de séjours adaptés à leurs besoins mais aussi à leur évaluation au fur et à mesure des week-ends. C'est aussi un objectif de mixité sociale qui est poursuivi car les difficultés évoquées (isolement, parentalité, charge mentale) ne concernent pas que les familles monoparentales en situation de précarité.

Les familles qui bénéficieront de ces séjours de répit bénéficieront d'une tarification adaptée en fonction de leur quotient familial. Cette tarification est la suivante :

- Pour les familles monoparentales avec RSA et pour les publics en très grande difficulté : 5 € par personne pour 2 jours ;
- $QF \leq 750$ € : 10 € par personne pour 2 jours ;
- $750 \text{ €} \leq QF \leq 900$ € : 15 € par personne pour 2 jours ;
- $900 \text{ €} \leq QF \leq 1200$ € : 20 € par personne pour 2 jours ;
- ≥ 1200 € : 25 € par personne pour 2 nuits.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier apportera la subvention suivante :

THEMATIQUE : LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			
Soutien aux familles monoparentales organisation de séjours de répit			
STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
3MTKD	00005155	Projet : week-ends de répit femmes monoparentales	35 280 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association 3MTKD relative au déploiement de séjours de répit pour les familles monoparentales ;
- D'approuver la proposition de tarification sociale ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Création d'un centre d'accueil de familles monoparentales - Acquisition du site de l'ex-EHPAD "les Violettes" rue du Professeur Forgeue - Approbation

En France, en 2020, la famille monoparentale représentait une famille sur 4, soit environ 2 millions de familles. Les trois quarts des familles monoparentales sont issues d'une rupture d'union, officialisée ou non. Engagée en faveur de la lutte contre la précarité au côté des personnes fragiles ou en difficulté, la Ville de Montpellier a souhaité s'emparer de ce sujet sociétal.

La création d'un lieu d'accueil universel et innovant répondant aux besoins des familles monoparentales en matière d'accompagnement pour l'accès aux droits, la garde d'enfant, l'aide à la parentalité, l'insertion professionnelle ou l'aide au logement est un des piliers de cet engagement. Ce lieu aura pour vocation d'intégrer une offre de logement temporaire spécifique et des espaces communs proposant un véritable « *sas* » entre la séparation et le logement.

Afin de répondre aux objectifs du projet, la Ville s'est rapprochée de l'Union AESIO Santé Méditerranée qui a mis en vente l'ancien Etablissement Hospitalier pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) dit des « *Violettes* », situé rue du Professeur Forgeue. Partiellement vacant depuis le déménagement de l'établissement dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil, située avenue de Lodève, à proximité, et réquisitionné de façon transitoire par l'Etat pour l'hébergement d'urgence de populations, ce site correspond parfaitement au besoin d'implantation d'une maison d'accueil pour les familles monoparentales, notamment pour sa partie historique.

Composé de l'ancienne clinique Forgeue, œuvre de l'architecte montpelliérain Edmond LEENHARDT édifiée en 1905, et d'un parc paysager protégé attenant, ce site protégé à réhabiliter permet d'imaginer la création de logements et d'espaces communs adaptés. En outre, l'ensemble immobilier appartenant à l'Union AÉSIO Santé Méditerranée, dont l'assiette foncière est composée des parcelles IX 166 et IX 24, d'une surface cadastrale totale de 8 107 m², comprend également des extensions datant des années 70 et 80. Ces extensions comportent des extensions de l'ancien EHPAD, ainsi qu'un immeuble de bureaux, occupé par les services de la MUTAC, filiale de l'Union AÉSIO Santé Méditerranée. L'ensemble des constructions, y compris la partie historique, représente environ 4 400 m² de surface de plancher.

Par délibération en date du 13 février 2024, le conseil d'administration de l'Union AÉSIO Santé Méditerranée a approuvé la vente de l'ensemble immobilier lui appartenant et décrit ci-dessus moyennant le prix plancher de 3,2 millions d'euros, ainsi qu'un différé de jouissance de 18 mois, pour permettre le déménagement des services encore partiellement présents sur le site. Compte tenu de la complexité du projet à développer sur ce site, comprenant à la fois une réhabilitation d'un bâti patrimonial pour la création d'un équipement innovant et la recherche de la valorisation du solde du tènement foncier, le différé de jouissance de 18 mois de la totalité du site n'est pas de nature à compromettre la mise en œuvre opérationnelle du projet de la Ville. L'Union AÉSIO Santé Méditerranée permettra à la Ville de Montpellier de pénétrer sur le site pour effectuer toutes les études et sondages préalables permettant la réalisation du projet municipal.

Le prix de vente approuvé par le groupe AESIO est conforme à l'avis de France Domaines établi le 28 février 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition, par la Ville ou toute personne morale qui s'y substituerait, auprès de l'Union AÉSIO Santé Méditerranée des parcelles cadastrées IX 166 et IX 24, sises 2 rue du Professeur Forgue à Montpellier, cette substitution pouvant être totale ou partielle ;
- D'accepter un prix d'achat 3 200 000 euros (trois millions deux cent mille euros) pour cet ensemble immobilier d'une contenance cadastrale totale d'environ 8 107 m² sur lequel a été érigé 4 402 m² de surfaces de plancher ;
- D'accepter une entrée en jouissance différée de l'ensemble du site de 18 mois maximum ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou toute personne physique ou morale dûment habilitée, à déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation des projets de la Ville de Montpellier sur ce tènement foncier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Réalisation d'un parc public et d'un jardin pédagogique - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) - Quartier des Cévennes - Autorisation de dépôt et d'octroi des autorisation d'urbanisme - Approbation

Le quartier des Cévennes a été retenu en 2014 par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Ce quartier a été identifié en tant que quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), visé par une opération d'intérêt régional par l'ANRU. Ce quartier, situé à l'Ouest de Montpellier, entre le quartier de la Mosson et le centre historique, est principalement un quartier résidentiel comportant de nombreuses copropriétés. Le projet de renouvellement urbain porte en particulier sur la copropriété privée des Cévennes, ensemble immobilier construit entre 1964 et 1975, sur lequel des travaux de remise en état ou d'amélioration n'ont pas été anticipés. Cette copropriété de 919 logements s'étend sur une emprise foncière unique de 8,7 hectares, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter, donnant naissance à plusieurs copropriétés secondaires. Leur libre administration, juridiquement complexe, sans cohérence en matière de gestion des espaces extérieurs, a conduit au cloisonnement voire à l'enclavement d'une partie des bâtiments.

Les objectifs fondateurs du projet urbain se structurent autour de quatre grands principes :

- Ouvrir la copropriété sur son environnement, en la desservant par tous les modes (piétons, cycles...), en la connectant à l'espace environnant, en reconfigurant l'espace des dalles, tout en sécurisant le quartier et évitant les flux de transit et vitesses excessives ;
- Dynamiser l'attractivité résidentielle et les commerces, en les organisant, en permettant l'accès aux véhicules de secours et de sécurité, en organisant et facilitant la collecte des ordures ménagères, en valorisant les espaces verts ;
- Structurer des unités résidentielles à taille humaine, en créant une copropriété par bâtiment, après scission de la copropriété actuelle, en desservant chacune d'elles depuis l'espace public et en y affectant les stationnements nécessaires ;
- Requalifier le bâti et réduire la précarité énergétique, en poursuivant la réhabilitation globale du quartier.

Par délibération du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Le projet porte sur une superficie de 9,2 hectares, comprenant notamment l'emprise foncière de la copropriété des Cévennes, composée de plusieurs bâtiments, ainsi que l'école DAUBIE-BRES et une réserve foncière acquise initialement par la Ville de Montpellier pour réaliser la relocalisation de ce groupe scolaire. A la suite d'une évolution du projet, liée notamment à la volonté de la Ville de Montpellier de s'inscrire dans une démarche d'innovation au service de ses habitants et en particulier au profit des jeunes montpelliérains, en permettant aux écoliers de se retrouver dans des groupes scolaires situés à l'interface de plusieurs quartiers, facilitant ainsi la mixité dès le plus jeune âge, la parcelle cadastrée MS 322, d'une superficie de 5 773 m², est désormais vouée à accueillir à terme un parc public ainsi que, de manière transitoire, jusqu'au déménagement de l'école, un jardin pédagogique.

La SA3M a sollicité la Ville de Montpellier pour obtenir l'autorisation de déposer et de se voir octroyer les

autorisations d'urbanismes nécessaires à la réalisation du parc public et du jardin pédagogique sur la parcelle cadastrée MS 322, sise commune de Montpellier lui appartenant. Il est à noter qu'une partie du jardin pédagogique à créer est située sur la parcelle d'assiette de l'école, cadastrée MS 30, il est donc nécessaire également d'autoriser la SA3M à déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaire sur ce foncier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la SA3M, ou tout tiers substitué désigné, à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme, à instruire toute procédure préalable à la réalisation du parc public et du jardin pédagogique sur les parcelles cadastrées MS 30 et 322, sises commune de Montpellier, ainsi qu'à réaliser toutes études préalables y concourant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Réhabilitation de la résidence étudiante - Parc Montcalm - Bail à réhabilitation
entre la Ville de Montpellier et CDC Habitat Social - Parcelle cadastrée HZ 241 -
Rue des Chasseurs - Approbation - Autorisation de signature**

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010. La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement et de son rayonnement. En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a ainsi acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 35 hectares, dont 22 hectares du Parc Montcalm.

Sur ce site, trois bâtiments situés dans le Parc Montcalm ont été transformés en résidence étudiante de 168 logements sur une emprise foncière d'environ 2 hectares. Cette résidence étudiante a fait l'objet en 2012 d'une convention entre la Ville et Nouveau Logis Méridional, nouvellement dénommé Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) Habitat Social, qui en a confié la gestion au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS). L'échéance initiale de cette convention était fixée le 31 août 2023. Par avenant en date du 22 août 2023, la convention a été prolongée d'un an, pour une échéance au 31 août 2024.

Avec environ 70 000 étudiants, la Ville perpétue sa tradition universitaire commencée dès le Moyen-Age. Le nombre de logements disponibles et le montant moyen des loyers sont des atouts pour les étudiants ce qui a permis à la Ville d'être classée comme la meilleure ville étudiante pour l'année scolaire 2023-2024. Le quartier de la Cité Créative est fortement tourné vers la jeunesse, avec ses nombreux établissements de formation supérieure dans le domaine des industries culturelles et créatives (ICC). Cela nécessite l'accueil d'étudiants à proximité des établissements scolaires d'enseignement supérieur notamment à destination des étudiants précaires qui rencontrent des difficultés pour se loger sur le marché privé compte tenu de l'attractivité de la Ville et des répercussions sur l'évolution des prix des locations.

Dans l'objectif de pérenniser l'offre de logement social étudiant dans un cadre de vie verdoyant, à proximité du centre-ville et des transports en commun, la CDC Habitat Social s'est rapprochée de la Ville de Montpellier pour envisager un projet de réhabilitation de ces trois bâtiments. Outre la vocation de l'accueil de population précaire, cette réhabilitation s'inscrit dans la lutte contre l'artificialisation des sols par le réinvestissement du patrimoine bâti existant et la prolongation de sa durée de vie limitant ainsi l'impact sur l'environnement. La réhabilitation de cet ensemble immobilier vise également à améliorer sa performance thermique et à mettre les logements aux normes actuelles de confort en développant des espaces communs. Le programme de travaux envisagé par CDC Habitat Social est le suivant :

- La réalisation d'environ 170 logements d'une surface moyenne de 17 m², ainsi que des espaces communs (notamment chaufferie, local rangement, laverie, local atelier vélos) ;
- Le raccordement à la chaufferie biomasse de la rue des Chasseurs ;
- La désimperméabilisation et la végétalisation des espaces extérieurs.

Le coût global prévisionnel de l'opération est estimé à environ 9 083 400 € TTC (neuf millions quatre-vingt-trois mille quatre cents euros), sur une durée d'amortissement de 43 ans. Compte tenu des investissements à consentir et de la durée d'amortissement, CDC Habitat Social a sollicité la conclusion d'un contrat de longue durée de type bail à réhabilitation, qui porte sur une assiette foncière d'environ 8 263 m².

Le Pôle d'Evaluation Domaniale a émis un avis portant le montant annuel de la redevance à 133 200 € (cent trente-trois mille deux cents euros). Cependant, le caractère social de ce projet, entériné par le conventionnement des logements en Prêt Locatif Social (PLS) proposé par CDC Habitat social, permet de contribuer fortement à la politique volontariste de la Ville en matière d'accueil d'étudiants et de développement des logements sociaux. Le dispositif est appuyé par le choix du futur gestionnaire proposé, le CROUS, dont la vocation première est le logement étudiant pour tous. Les éléments financiers transmis par CDC Habitat Social et le CROUS ne permettent pas de prendre en charge la redevance d'occupation évaluée par les services du Pôle d'Evaluation Domaniale dans la perspective de la fixation des loyers plafonds mensuels à 15,76 euros par m², soit un loyer mensuel moyen d'environ 270 € pour un logement de 17 m² sur cette résidence.

Dans ce contexte, il est proposé que la redevance soit établie à l'euro symbolique avec dispense de paiement, afin de permettre à la Ville de contribuer à l'accueil des étudiants dans de bonnes conditions, et notamment des plus défavorisés d'entre eux. Il est indiqué dans le bail l'obligation de logement social étudiant pendant la durée du bail, compte tenu de l'effort financier de la Ville.

Afin de faciliter la fréquentation du parc Montcalm et le rayonnement de ce grand équipement public, la Ville de Montpellier souhaite mettre en service l'entrée-sortie située rue des Chasseurs et l'ouvrir au public sans attendre la prise d'effet du bail. Les usagers du parc pourront bénéficier d'une grande allée bordée de platanes, apportant ombrage et fraîcheur en été et d'emprises supplémentaires du parc jusqu'à présent réservées aux occupants de la résidence étudiante. Il est en conséquence proposé la modification de l'emprise foncière de la convention d'occupation du 24 juillet 2012 afin de permettre à la Ville de pouvoir jouir librement des emprises non affectées aux résidences étudiantes dans le cadre du futur bail à réhabilitation et réaliser l'ouverture au public de l'allée de platanes. Cela concerne une emprise d'environ 4200 m², figurée en teinte verte sur le plan joint à la présente délibération. Cette réduction d'emprise sera réalisée sans versement d'indemnités entre les parties.

Conformément à la réglementation régissant les baux à réhabilitation, les trois bâtiments seront restitués en parfait état et en pleine propriété à la Ville en fin de bail.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du bail à réhabilitation entre la Ville de Montpellier et la Caisse des Dépôts et Consignations Habitat Social et ses annexes et d'autoriser la signature par la Ville de ce bail pour la réhabilitation des trois bâtiments de la résidence étudiante située rue des Chasseurs, sur une emprise foncière d'environ 8 263 m² issue de la parcelle cadastrée HZ 241, pour une durée de 43 ans, avec un programme de réhabilitation d'un montant d'environ 9 083 400 € TTC (neuf millions quatre-vingt-trois mille quatre cents euros), moyennant une redevance à l'euro symbolique, avec dispense de paiement ;
- D'autoriser la signature par la Ville de ce bail et ses annexes ;
- D'autoriser la réduction partielle de l'emprise foncière de la convention d'occupation de 2012 avec la Caisse des Dépôts et Consignations Habitat Social et la signature de tout document permettant la mise en œuvre de cette modification partielle de la convention de 2012 ;
- De demander à l'étude notariale Lexnot accompagnée de l'étude Notaires Foch, notaires à Montpellier, d'établir l'acte portant bail à réhabilitation, aux frais de la CDC Habitat Social ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser la Caisse des Dépôts et Consignations Habitat Social, ou tout tiers substitué, à déposer et à se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le bail ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Centre d'Art pour les 0-6 ans - Lancement de l'opération d'aménagement - Approbation

Contexte

Le projet de centre d'art pour les 0-6 ans vient nourrir le projet poursuivi par Montpellier de s'illustrer comme une ville à hauteur d'enfant, à la croisée des politiques culturelles et de la petite enfance. Le développement de lieux et de propositions dédiés aux familles, aux jeunes parents et aux tout-petits répond à cette ambition. La Ville de Montpellier souhaite s'équiper d'un lieu ouvert à toutes les familles, avec, au cœur de son projet, la rencontre entre les tout-petits et l'art.

La perspective de la création de ce centre d'art a fait l'objet, en février 2023, de la signature d'une convention public-public avec le Centre Pompidou, institution précurseur en matière de médiation culturelle pour le très jeune public, qui accompagne la Ville de Montpellier dans la conception du projet en ingénierie et formation, à l'image du partenariat qui a permis la création, à Clermont-Ferrand, du centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans « *mille formes* », premier pour les tout-petits en France.

Le projet

Le projet de centre d'art pour les 0-6 ans a pour objectif d'offrir aux bébés, aux jeunes enfants et à leurs accompagnateurs, parents ou professionnels, un espace d'expérimentation, de création et de rencontre.

Pour les tout-petits, ce centre d'art sera un lieu pour expérimenter ses sens, s'éveiller à l'art, partager la rencontre et l'expérience artistique, être en contact avec des créateurs et des artistes, s'ouvrir à de multiples langages sur la voie des apprentissages et de la découverte du monde.

Pour les familles, il sera un lieu où bénéficier d'un espace adapté et d'un temps consacré au partage d'une proposition artistique avec ses enfants, ses petits-enfants et un lieu où profiter d'un accompagnement à la parentalité.

Pour les artistes de toutes disciplines, il sera un lieu où créer et développer des propositions à destination des tout-petits et de leurs familles et où présenter et diffuser leur travail.

Le centre d'art sera aussi un lieu d'expertise, d'innovation et de formation destiné aux professionnels impliqués dans l'éveil artistique et culturel au niveau du territoire et au-delà.

Cette structure sera le plus grand centre d'art entièrement dédié aux enfants en France, en résonance avec l'effervescence artistique et culturelle de Montpellier.

Publics et accessibilité

Le futur centre d'art mettra l'accessibilité et la gratuité au cœur de son projet. Il sera situé au cœur de Montpellier, dans le quartier d'Antigone, au sein d'une partie des locaux anciennement occupés par la médiathèque Federico-Fellini. Le site bénéficie d'une situation stratégique dans le prolongement du centre commercial Polygone Montpellier. Ce lieu, dont la construction date de 1988, sera réinvesti pour être

transformé en centre d'art.

Le site bénéficie d'une situation de proximité immédiate avec un arrêt de tramway (Antigone, ligne 1) et une station vélo. Il sera ainsi facilement accessible depuis les différentes parties de la ville et constituera un lieu inclusif qui permettra à tous les enfants, quel que soit le quartier dans lequel ils vivent ou sont gardés, de se rendre facilement au centre d'art.

Ouvert en visite libre pour les familles, il accueillera aussi les enfants en groupes constitués : les crèches, les assistantes maternelles, les écoles maternelles et les centres de loisirs.

La programmation

La programmation artistique prendra place dans les différents espaces du centre d'art. Le projet vise à permettre aux enfants de découvrir prioritairement l'art par le « *faire* », par l'expérimentation. Pour cela, les propositions artistiques prendront la forme d'objets artistiques, dispositifs de médiation conçus spécifiquement pour le public des tout-petits. Ils auront la spécificité d'être immersifs, manipulables, arpentables, de convoquer les sens des tout-petits, d'encourager les interactions adulte-enfant et le « *faire ensemble* ».

Les propositions seront élaborées et réalisées par des artistes du domaine des arts visuels ou du spectacle vivant, designers, graphistes, auteurs, musiciens... La diversité des champs artistiques représentés sera l'un des piliers du projet d'établissement. La programmation sera constituée de productions réalisées à Montpellier, ainsi que de prêts proposés par le Centre Pompidou et « *mille formes* » Clermont-Ferrand. Expositions de dispositifs artistiques, lectures, représentations d'arts vivants prendront place dans une programmation régulièrement renouvelée.

Le lieu accueillera également des résidences d'artistes et des temps d'accompagnement à la parentalité, ainsi qu'un espace spécifique pour découvrir les programmations culturelles des établissements du territoire afin d'inviter les familles à s'inscrire dans des parcours culturels au-delà de la fréquentation du centre d'art pour les tout-petits.

L'aménagement du lieu

La Ville de Montpellier souhaite engager une opération pour la réalisation et l'aménagement du Centre d'Art pour les enfants de 0 à 6 ans. L'espace dédié au projet correspond au R0 et R+1 de l'aile sud du bâtiment des Echelles de la ville. L'espace disponible réparti sur 2 niveaux offre environ 1 000 m². Le futur centre d'art réunira des espaces dédiés à l'accueil des publics et au déploiement des dispositifs artistiques, des espaces de travail séparés et sécurisés pour les équipes, des espaces ateliers et de stockage pour la fabrication, le montage et le démontage des dispositifs artistiques et scénographiques, ainsi que des espaces logistiques et techniques.

Selon le programme élaboré avec l'aide d'une assistance à la maîtrise d'ouvrage, le lieu comprendra les espaces suivants :

- Une galerie bébé des 0-2 ans qui pourra accueillir des propositions d'arts visuels. Accès en jauge limitée, sur réservation ;
- Un atelier des 3-6 ans qui accueillera des propositions d'arts visuels qui solliciteront plus particulièrement la pratique ;
- Une galerie des 3-6 ans, qui accueillera des dispositifs immersifs et manipulables ;
- Une mini salle de spectacle, qui accueillera représentations, rencontres, résidences d'artistes, dispositifs sonores, ateliers de pratique ;
- Un café ;
- Un espace lecture ;
- Un espace repos qui permettra à la fois aux enfants de se mettre à l'écart, de se reposer, à une mère d'allaiter un bébé, etc. ;

- Un espace partenaire qui aura pour fonction de faire du lien avec les structures culturelles environnantes ;
- Des espaces dédiés au personnel (bureaux, salle de réunion) ;
- Des espaces techniques et de stockage.

En préalable de cet aménagement, le lieu nécessite une rénovation de la « *structure* ». Afin d'optimiser les délais d'études de conception, la maîtrise d'ouvrage a fait le choix de réaliser le projet avec 2 équipes de maîtrise d'œuvre :

1 équipe de maîtrise d'œuvre interne à la maîtrise d'ouvrage, via le service Architecture, au sein du Pôle Patrimoine Immobilier et Sobriété Énergétique, qui aura en charge les travaux de rénovation de la médiathèque Federico-Fellini (en interface avec la copropriété) pour la création du centre d'art pour les enfants. Cette mission englobe les travaux de structure, de façades, les lots techniques, les lots de finitions, soit l'ensemble des missions d'intervention sur l'existant et de « *mise à disposition* » du bâtiment, du « *contenant* », du « *fond* », pour l'implantation du projet de Centre d'Art.

1 équipe de maîtrise d'œuvre « externe », soumise aux procédures de mise en concurrence des marchés publics et désignée par la maîtrise d'ouvrage, qui aura pour missions les travaux de design d'espace, de design et de scénographie. Cette mission englobe l'intervention sur une partie des travaux sur les lots de finitions (re-cloisonnement des espaces, gestion de l'acoustique, revêtements sols-murs-plafonds), les travaux de scénographie, les travaux de design, les habillages intérieurs et la décoration intérieure, le mobilier intégré, intérieur et extérieur, et le choix du mobilier lorsque mobilier non-intégré, soit l'aménagement et l'investissement des espaces pour la création des dispositifs spécifiques et essentiels, du « *contenu* », de la « *forme* » du Centre d'Art.

Calendrier

La rénovation et l'aménagement de l'équipement sont prévus entre mars 2024 et septembre 2025 :

- Période d'études : mars- juillet 2024
- Période de travaux : septembre 2024- septembre 2025

Montant des travaux

L'étude d'aide à la programmation et d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage permet d'établir un budget prévisionnel global de l'opération estimé à 3,4 M€ HT, hors révision de prix. La livraison prévisionnelle de l'équipement interviendra à l'automne 2025 pour une ouverture en décembre 2025.

Financeurs sollicités

L'opération fera l'objet d'une demande de financements auprès du FEDER (Fonds européen de développement régional) dans le cadre du Contrat de territoire Occitanie d'une part et auprès du FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du territoire) d'autre part.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement de l'opération, le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération ;
- D'autoriser le lancement de toutes les consultations nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extension du cinéma municipal "Nestor Burma 2" - Lancement de l'opération - Approbation

Contexte

La Ville de Montpellier a acheté la salle de Cinéma Nestor-Burma en 2007 et l'a inaugurée en février 2011. Le projet, d'un coût de 600 000 € (dont 120 000 € d'acquisition) avait à l'époque bénéficié d'une aide du FEDER de 180 000 €. L'objectif de cette acquisition était de maintenir une offre cinématographique à l'ouest de la ville dans un quartier peu doté en équipements culturels (Maison pour Tous Marie-Curie, médiathèque William-Shakespeare).

Depuis 2011, ce mono écran de 100 places accueille entre jusqu'à 26 000 spectateurs / an, dont plus de la moitié (autour de 14 000 spectateurs) est du jeune public (scolaires, extra-scolaires, familles). Labellisé art et essai avec 3 labels, le cinéma joue pleinement son rôle d'outil culturel de proximité, animant et maintenant une offre attractive au cœur du quartier : salle de projection, ateliers, rencontres, débats...

Néanmoins la configuration du site présente plusieurs contraintes :

- Une salle unique de 100 places qui ne permet pas d'absorber la demande forte émanant des publics scolaires et extra-scolaires (plus de 120 classes refusées chaque année) ;
- Pas de hall d'accueil, élément désormais indispensable depuis la période de la Covid-19, où les modes de consommation des spectateurs ont évolué (développement des plateformes ; place prépondérante des séries...) ;
- Un espace d'ateliers avec une jauge limitée de 19 personnes qui ne permet pas l'accueil d'une classe entière ;
- Des bureaux très exigus pour l'équipe.

À ces contraintes déjà fortes s'ajoute que la programmation d'un mono-écran est par essence difficile (négociation permanente sur les conditions de diffusion des films, complexité des relations aux distributeurs). Aujourd'hui les limites de fréquentation du cinéma sont atteintes, alors même que le cinéma et les industries créatives sont en plein développement sur le territoire.

Enfin malgré l'importance que joue la salle dans le quartier, force est de constater que les conditions de cohabitation au sein du quartier n'ont eu de cesse de se dégrader ces dernières années. En vue de contribuer à renforcer la qualité de vie du quartier de Celleneuve et permettre aux habitants de se réapproprier les espaces publics, la Ville a lancé un plan de redynamisation dédié :

- Requalification des espaces publics et des logements (OPAH) et alternative à la voiture ;
- Embellissement du quartier : valorisation du patrimoine, végétalisation... ;
- Revitalisation des commerces et réaffirmation de la place de la culture au sein du quartier.

Dans ce contexte, la Ville a fait l'acquisition d'un nouveau bâtiment de 582 m² (980 000 €), situé Place Renaudel, en face du cinéma. Cette opportunité permet d'écrire un nouveau chapitre pour le cinéma afin de créer un véritable pôle de vie et de culture sur la place, tout en développant les activités d'un cinéma « à hauteur d'enfant ».

Le projet

L'espace disponible se répartit sur 3 niveaux (rez-de-chaussée, 1^{er} étage, 2^e étage) et sur 582 m² et a permis de repenser les missions et fonctions du cinéma Nestor-Burma. Selon le programme élaboré, le projet d'extension du cinéma comprendra les espaces suivants :

- Une seconde salle de cinéma de 65 places permettant d'absorber la forte demande scolaire et de répondre à de nouvelles coopérations artistiques (associatives, extra-scolaires, professionnelles) avec une identité jeune public forte « *à hauteur d'enfant* » ;
- Des espaces dédiés pour l'accueil d'ateliers d'éducation à l'image avec une jauge d'au moins une classe permettant de répondre à un enjeu de reconquête des publics jeunes ;
- Un hall d'accueil ouvert sur la place Renaudel permettant un espace de rencontre avant/après séance, d'exposition, un coin documentation/ressources... ;
- Un lieu de restauration légère pour développer la convivialité de cet espace et participer à la reconquête de la place Renaudel ;
- Des espaces de résidences artistiques pour développer la filière professionnelle en lien notamment avec les Industries Culturelles et Créatives ;
- Des bureaux plus adaptés pour l'équipe du cinéma.

Maîtrise d'ouvrage (MOA), maîtrise d'œuvre (MOE) et calendrier

La MOA de cette opération sera assurée en interne par la Ville de Montpellier. La MOE sera assurée en externe avec mise en concurrence.

La rénovation et l'aménagement de l'équipement sont prévus entre mars 2024 et juillet 2026 :

- Période d'études : mars 2024 – mai 2025 ;
- Période de travaux : juin 2025 – juillet 2026

Montant des travaux

L'étude d'aide à la programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage permet d'établir un budget prévisionnel global de l'opération estimé à 1,9 M€ HT, hors révision de prix et hors frais d'acquisition immobilière. La livraison prévisionnelle de l'équipement interviendra à l'été 2026.

Financeurs sollicités

L'opération fera l'objet d'une demande de financements auprès du FEDER (Fonds européen de développement régional) dans le cadre du dispositif Approches Territoriales Intégrées, auprès de la dotation Politique de la Ville et du Centre National du Cinéma. D'autres sources de financement sont à l'étude.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement de l'opération, le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération ;
- D'autoriser le lancement de toutes les consultations nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Implantation d'une Maison de l'Alimentation Solidaire - Quartier Celleneuve - Approbation

Dans le cadre de sa Politique alimentaire, la Ville de Montpellier a approuvé la création d'une Cité de l'alimentation par une délibération en date du 26 juillet 2021. Dans cette Cité de l'alimentation est prévu le développement d'un réseau de Maisons de l'Alimentation Solidaire (MAS), des tiers-lieux autour de l'alimentation et la solidarité, favorisant la démocratie alimentaire et l'accès de toutes et tous à une alimentation choisie, de qualité et durable, et animés dans une logique d'éducation populaire.

Les *MAS* sont également un moyen de reconnecter le milieu urbain et rural, en soutenant les producteurs locaux via l'achat à un juste prix de leurs produits, et en favorisant la rencontre et le partage avec les habitants. Elles sont ressorties comme projet prioritaire auprès des associations partenaires lors d'une concertation faite en 2022.

La Ville de Montpellier se positionne comme porteur du projet de réseau en accompagnant des dynamiques locales par la mise à disposition de locaux et/ou d'équipements.

Dans ce contexte, un bâtiment de 360 m² a été acquis en 2023 par la Ville de Montpellier pour un montant de 470 000 € dans le quartier de Celleneuve. Sa localisation donnant sur la place du Marché et à proximité de la Maison Pour Tous Marie-Curie en fait un lieu favorable à la création d'une MAS au sein d'un quartier prioritaire Politique de la Ville, en soutien de la dynamique citoyenne impulsée autour des questions d'alimentation et de solidarité par l'association l'Esperluette. Elle favorisera la mise en coopération d'autres acteurs pertinents en s'appuyant sur le collectif Territoires à VivreS notamment dans le cadre de l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune portée par le collectif.

La phase de co-construction des activités de la MAS de Celleneuve a été engagée avec les partenaires.

Différentes activités sont envisagées notamment :

- Une cuisine partagée avec des temps d'animations et d'ateliers ;
- Un café-restaurant solidaire accessible à toutes et tous par le biais d'une tarification adaptée, et proposant des repas à base de produits locaux, sains et de qualité ;
- Une épicerie solidaire ;
- Des temps d'ateliers, de rencontres, et un accès à des ressources pédagogiques pour faciliter les échanges et l'émancipation autour des questions d'alimentation ;
- Un comité de pilotage et d'animation du lieu associant toutes les parties prenantes : associations en co-gestion, habitants, la Collectivité, et autres partenaires identifiés.

Des travaux seront engagés avant une mise à disposition auprès des associations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le démarrage de l'opération de création d'une Maison de l'Alimentation Solidaire à Celleneuve ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Participation à l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune - Attribution d'une subvention - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier poursuit son implication et soutien à l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune sur son territoire. C'est une démarche pionnière en France pour favoriser la démocratie alimentaire et l'accès à une alimentation choisie et de qualité pour toutes et tous, et faire la démonstration de chemins de transition vers un système alimentaire territorial plus durable, solidaire, inclusif, démocratique et écologique.

Avancées de l'expérimentation de la Caisse alimentaire commune

Pour rappel, la Caisse alimentaire commune est née d'une réflexion en 2021 portée par le collectif Territoires à Vivres – Montpellier qui réunit 25 partenaires locaux, dont la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole. C'est avant tout un budget collectif, issu de fonds publics et privés, et de contributions citoyennes. C'est aussi un exercice de démocratie alimentaire directe car elle est gérée par un Comité citoyen de l'alimentation composé d'habitants volontaires qui décident de son fonctionnement, tout en étant accompagnés par le collectif garant du cadre de l'expérimentation. Chaque participant cotise à la Caisse chaque mois en fonction de ses moyens (de 1 € à 150 € et plus) et reçoit l'équivalent de 100 € par mois en MonA, la Monnaie Alimentaire dédiée. Ces 100 €/MonA sont à dépenser dans des lieux de distribution montpelliérains conventionnés par le Comité Citoyen car répondant à des critères de qualité choisis collectivement.

A ce jour, 431 habitants de la Ville et de la Métropole, représentatifs de la population en termes d'âge et revenus, expérimentent le dispositif. Le Comité citoyen est passé de 49 à 61 habitants, avec toujours la moitié concernée par la précarité. Les lieux de distribution alimentaire conventionnés par le Comité citoyen se sont développés, avec aujourd'hui une cinquantaine de points de vente (dont 30 agriculteurs en vente directe) qui acceptent la MonA. Il est prévu de faire le lien avec le déploiement de *Maisons de l'alimentation solidaire (MAS)*, tiers-lieux alimentaires portés par la Ville avec ses partenaires associatifs et habitants concernés, pour qu'elles soient intégrées au circuit conventionné. La première MAS prévue à Celleneuve a également pour vocation d'être le futur lieu de rassemblement de la Caisse.

Au niveau des contributions citoyennes, elle est en moyenne de 60 € par mois par expérimentateur, avec donc 40 € pris en charge par les fonds publics et privés sur les 100 €/MonA distribués. Au 31 décembre 2023, 200 000 €/MonA ont été distribués, pour 122 000 € de contributions citoyennes et 1 700 € de dons reçus dans la Caisse, et une consommation de subventions de 78 000 €.

Cette première phase d'expérimentation, initialement prévue pour l'année 2023, va se prolonger jusqu'à l'été 2024 en raison du taux de contributions citoyennes plus important que prévu et de la volonté d'un suivi-évaluation plus long des effets de la Caisse Alimentaire Commune sur les participants et le territoire. Des premiers résultats seront accessibles en juillet.

Il est prévu une seconde phase d'expérimentation avec 800 participants d'août 2024 à décembre 2025, puis une poursuite de la montée en puissance du dispositif à partir de 2026 tout en réfléchissant à sa généralisation. Cette perspective d'expérimentation sur du moyen terme est possible grâce à la perspective d'un co-financement de la Banque des Territoires, dans le cadre du consortium Territoire Alimentaire

Solidaire (TerrAsol) qui a pour objet d'être un démonstrateur territorial des transitions agricoles et alimentaires vers plus de solidarités. Cette expérimentation étant pionnière pour faire avancer l'idée d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation, un travail de diffusion et d'essaimage a également lieu en réponse aux nombreuses sollicitations reçues d'autres territoires.

Face à l'accroissement de la précarité et des inégalités, la Ville réaffirme son intérêt pour cette expérimentation inédite et innovante, permettant la reconnaissance d'un droit à une alimentation choisie et de qualité pour toutes et tous, et la réflexion sur une action publique de long terme allant dans ce sens.

Au regard de cette disposition, il est proposé d'accorder une subvention de renouvellement de projet de 30 000 € à l'association Fédération Régionale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural d'Occitanie (FR CIVAM Occitanie) pour abonder la Caisse alimentaire commune, et appuyer l'animation, montée en puissance et évaluation du dispositif. La moitié pourra être prise en charge par l'Etat sous réserve de validation, au titre du programme 2024 du Pacte des solidarités, contractualisé par l'Etat avec la Métropole et la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Création de self-services dans trois établissements scolaires - Programme de l'opération - Plan de financement - Approbation

Dans le cadre de la bonne gestion de son patrimoine et de modernisation des écoles, la Ville de Montpellier a mis en place un programme de création de self-services, en remplacement des restaurants scolaires vétustes existant. Face à la fréquentation croissante de la cantine scolaire, la mise en place de self-services permettra d'augmenter la capacité d'accueil des restaurants scolaires, sans passer par une extension des bâtiments, de fluidifier le service de restauration, afin d'accompagner les enfants vers plus d'autonomie.

De plus, la Ville de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique alimentaire volontariste, afin de proposer des repas de qualité dans les cantines des écoles. Une politique qui passe également par le mode de distribution. Ainsi, les self-services ont un intérêt très pertinent pour la qualité de vie de l'enfant à l'école, et notamment, le sensibiliser à l'équilibre nutritionnel et au gaspillage alimentaire.

Afin de mettre en œuvre ces actions, et pour répondre à ces demandes, le projet prévu consiste à la création de self-services, la reconfiguration des offices de restauration, la rénovation des salles de restauration. La Ville a décidé de prioriser 3 établissements scolaires.

Il est proposé de mener les opérations qui suivantes :

Création de selfs dans 3 établissements scolaires	
Nom de l'établissement	Adresse
Ecole élémentaire Freud Sigmund	2 rue des Tourterelles 34070 Montpellier
Ecole élémentaire Spinoza	110 rue Viollet le Duc 34070 Montpellier
Ecole élémentaire Zay Jean	85 avenue Alphonse Juin 34000 Montpellier

Le montant estimatif des opérations de création de self-services est de 1 550 000 € HT. Le plan de financement estimatif prévu pour ces opérations est le suivant :

- Ville : 775 000 € HT, soit 50 % ;
- Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 775 000 € HT, soit 50 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la réalisation de la création de self-services dans 3 établissements scolaires ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Dénominations de voies et d'espaces publics - Approbation

Dénomination de l'ancien Conservatoire Candolle

Situé au droit de l'entrée de la Cathédrale Saint-Pierre, le bâtiment de l'ancien Conservatoire Candolle, classé monument historique en lieu et place de l'ancien Couvent des Ursulines de Saint-Charles, accueillera une nouvelle école à la rentrée 2024, qu'il est proposé de dénommer « *Ecole primaire Pierre et Colette SOULAGES* » en leur hommage.

Pierre SOULAGES (1919-2022) et Colette SOULAGES

Pierre SOULAGES naît à Rodez en 1919, deux ans avant la naissance de sa compagne Colette, née LAURENS, en 1921 à Sète. Ils se rencontrent lors de leurs études aux Beaux-Arts de Montpellier. Ce peintre, reconnu comme l'un des plus éminents artistes de sa génération, adoptera une approche novatrice du noir dans ses œuvres.

Ils entretiennent un lien indéfectible avec Montpellier, la ville qui les a vus s'épanouir tant artistiquement que personnellement. Le musée Fabre exerce une influence particulièrement significative sur l'univers artistique de Pierre SOULAGES. Ainsi, en 2005, alors que le musée envisage une expansion, Pierre SOULAGES fait généreusement don de 19 de ses œuvres. Une vingtième pièce viendra compléter cette collection en 2007. À ce jour, 34 de ses toiles y sont exposées, constituant la plus vaste collection de l'artiste au monde.

Pierre SOULAGES s'éteint en 2022. Colette SOULAGES réside toujours dans la demeure sétoise qu'ils avaient édifiée ensemble.

Dénomination du parvis du collège Port Marianne

Situé entre la rue du Mas Rouge et la rue de la Cavallade, sur l'avenue du Mondial 98, le parvis du collège Port Marianne est la vitrine d'un bâtiment à l'allure architecturale novatrice. Le collège est ouvert depuis septembre 2022. Son large parvis, livré en septembre 2023 est accessible en vélo et en tramway. Il est proposé de le dénommer « *Parvis Dominique BERNARD* ».

Dominique BERNARD (1966-2023)

Dominique BERNARD est né en 1966 dans le Pas-de-Calais à Aire-sur-la-Lys. Après des études supérieures de lettres modernes à l'Université de Lille, il entame sa carrière en tant que professeur de français au collège en 1980. Son dévouement à l'enseignement le conduit à réussir le concours de professeur agrégé en 1990.

C'est en 2012 que Dominique Bernard intègre le groupe scolaire Gambetta-Carnot à Arras. Il s'implique dans la vie locale en cofondant l'Université populaire d'Arras. Il y anime des conférences de littérature, de philosophie, de cinéma et de musique. Son engagement pour la transmission du savoir et des valeurs républicaines était un exemple à suivre.

Il est assassiné le 13 octobre 2023 par un terroriste islamiste. En reconnaissance de son dévouement et de son sacrifice, il est nommé chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume cinq jours après son décès. Son héritage en tant qu'éducateur et défenseur des idéaux républicains perdure dans le souvenir de ceux qu'il a touchés.

Dénomination du futur parvis de la Cour d'Appel

Situé au droit de l'arc de triomphe, à l'entrée de la rue Foch, il est proposé de dénommer le futur parvis de la Cour d'Appel, qui sera créé lors de prochains travaux d'aménagement, « **Parvis Robert BADINTER** ».

Robert BADINTER (1928-2024)

Robert BADINTER, né le 30 mars 1928 à Paris, est un avocat, juriste, et homme politique français. Il a marqué l'histoire par son engagement en faveur des Droits de l'Homme et de l'abolition de la peine de mort. Diplômé en droit, il devient avocat au barreau de Paris en 1951, se spécialisant dans le droit pénal. Robert BADINTER s'est distingué par sa défense de nombreux cas emblématiques, notamment celui de Patrick HENRY en 1976.

Sa carrière politique débute dans les années 1980, lorsqu'il devient Garde des Sceaux sous la présidence de François MITTERRAND. C'est sous son impulsion que la peine de mort est abolie en France en 1981. Son engagement pour les Droits de l'Homme se poursuit au sein du Conseil constitutionnel, dont il est membre de 1986 à 1995, puis dans son rôle de sénateur de 1995 à 2011.

Il s'éteint en 2024. Son influence durable dans le paysage juridique français en fait une figure emblématique de la lutte pour la réinsertion des détenus, et le respect des libertés fondamentales. En effet, s'il est connu pour son combat contre la peine de mort, il a aussi contribué à la lutte contre l'antisémitisme et l'homophobie.

Dénomination de 2 squares – Quartiers Port-Marianne et Cévennes

Montpellier a l'ambition de devenir une ville nature, en s'engageant pour une ville plus tournée vers la nature, plus verte et plus fraîche afin d'améliorer le cadre de vie des Montpelliérains, de contribuer à la transition écologique et d'adapter la ville au changement climatique. Avec « *Montpellier ville nature* », elle s'est fixée pour objectif de valoriser la nature en ville avec l'aide de ses habitants.

➤ Situé au cœur du quartier des Jardins de la Lironde (Port Marianne), un nouveau square est en cours d'achèvement, niché entre les rues Le Tintoret et Le Pérugin, en lieu et place d'anciens terrains de tennis municipaux désaffectés, et directement relié au parc de la Grande Lironde. Dans un souci de cohérence paysagère, le parti pris d'aménagement s'inspire librement des jardins de la renaissance italienne, en lien avec la dénomination des rues adjacentes.

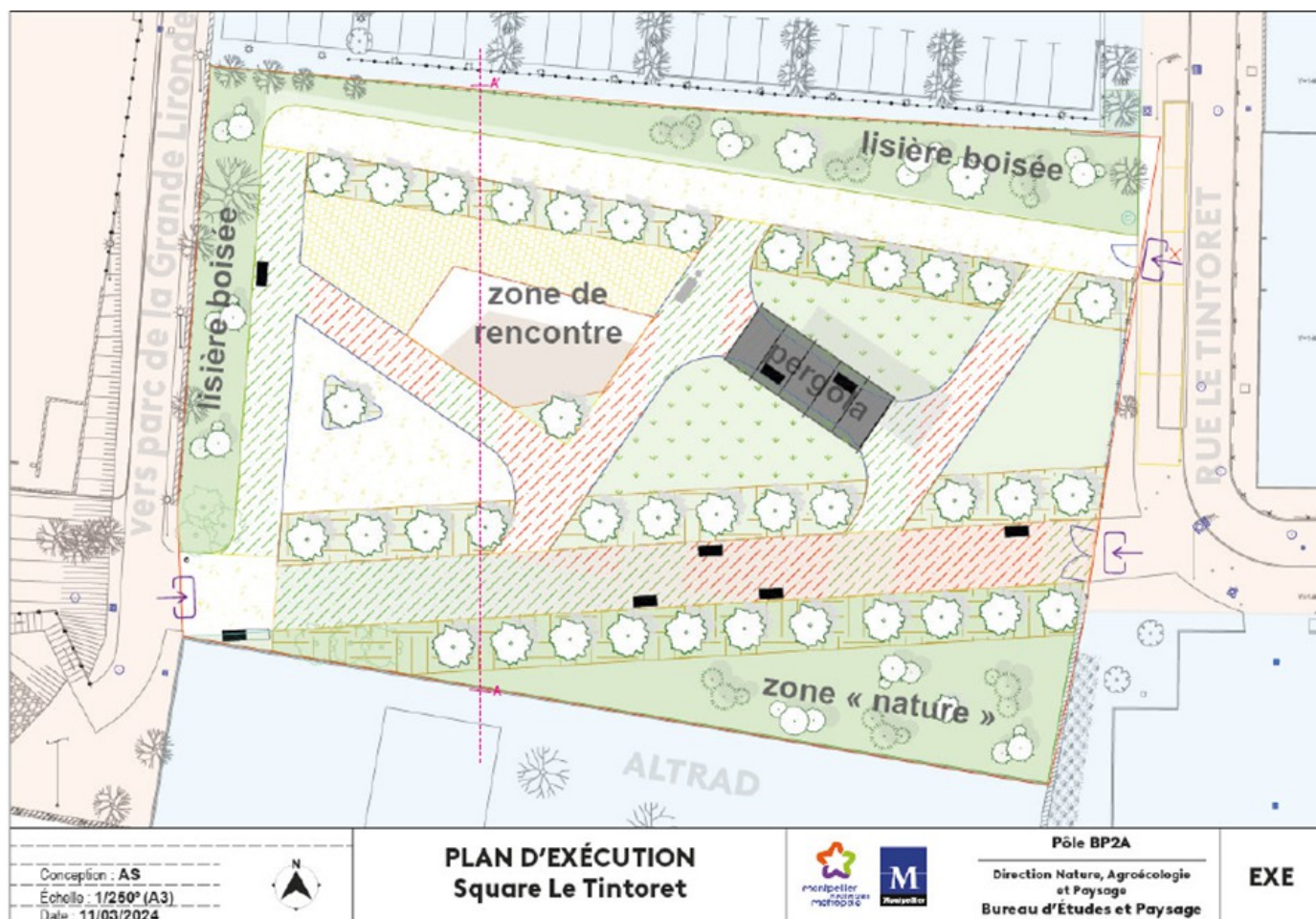
Le projet répond à plusieurs enjeux majeurs : lutte contre les îlots de chaleur, développement de la biodiversité, désimperméabilisation et optimisation de la gestion des eaux pluviales, tout en s'inscrivant dans le programme 50 000 arbres et en favorisant le vivre ensemble.

En accord avec les riverains et au regard des éléments de contexte, il est proposé de nommer ce nouvel espace vert « **Square le Tintoret** ».

Jacopo ROBUSTI dit TINTORETTO (LE TINTORET)

Jacopo ROBUSTI, dit TINTORETTO, en français LE TINTORET (né probablement en septembre-octobre 1518 ou en 1519 à Venise, où il est mort le 31 mai 1594), est un peintre vénitien de la Renaissance italienne, que l'on associe au mouvement artistique du maniérisme de l'école vénitienne, qu'il a également influencé de manière significative.

Ses contemporains admiraient et critiquaient à la fois la rapidité avec laquelle il peignait et l'audace sans précédent de son coup de pinceau. Pour son énergie phénoménale dans la peinture, il a été appelé « *Il Furioso* » ou « *Il terribile* », comme l'appelait VASARI, pour son caractère fort, et son utilisation dramatique de la perspective dans le style maniériste et de la lumière, qui l'ont fait considérer comme le précurseur de l'art baroque. Son travail se caractérise aussi par ses figures musclées et ses gestes dramatiques.



- Situé à l'angle de la rue des Roches rouges et de la rue Jean-Giono, dans le quartier des Cévennes, il a été réalisé un square, en lieu et place d'anciens terrains de tennis et suite à des travaux d'aménagement, de désimperméabilisation et de végétalisation. La réhabilitation de cet espace fait suite à une concertation avec les habitants. Il est proposé de dénommer cet espace d'environ 450 m² « **Square Jean GIONO** ».

Jean GIONO (1895-1970)

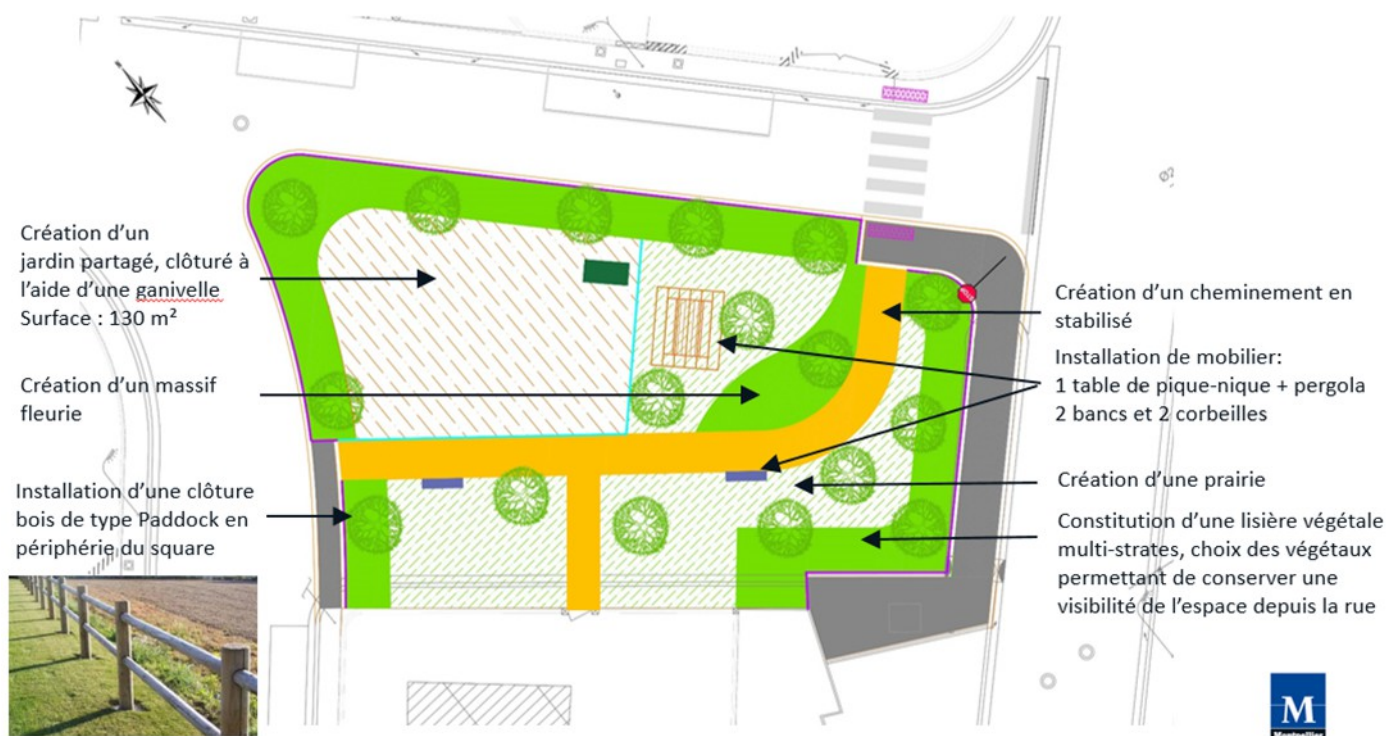
Jean GIONO naît à Manosque le 30 mars 1895. Issu d'une famille modeste, il est contraint d'interrompre prématurément ses études. Cela ne l'empêche pas de développer une curiosité importante pour la lecture. Mobilisé lors de la Première Guerre mondiale, il en sort profondément marqué et devient un pacifiste convaincu.

Enrichi par la lecture assidue des grands classiques littéraires, il décide de se lancer dans l'écriture. Il se consacre entièrement à sa passion dès 1929, et son talent le conduit à être nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1932. Lors de la Seconde Guerre mondiale, il est accusé de collaboration et sera brièvement emprisonné entre septembre 1944 et janvier 1945. Par la suite, des révélations éclairent son action courageuse ayant consisté à offrir refuge à plusieurs personnes persécutées par le régime nazi.

Ses écrits sont davantage reconnus dans les années 1950. Il obtient plusieurs prix américains, est nommé au sein de l'académie Goncourt et préside le jury du Festival de Cannes en 1961. Son œuvre marque par son ancrage régional, en opposition à la portée universelle des questions qu'elle soulève.

C'est en 1970 qu'il s'éteint dans sa maison de Manosque, son village de toujours.

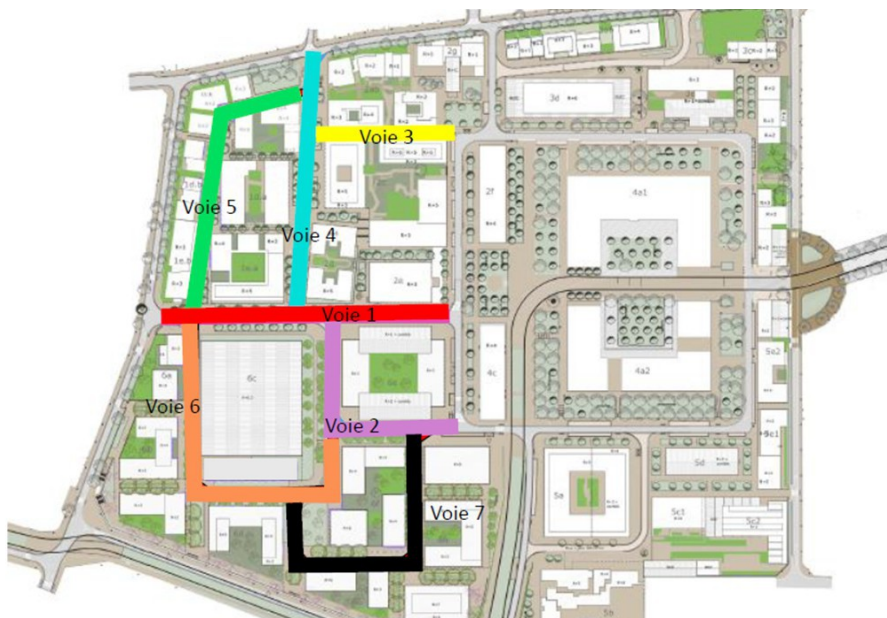
PROPOSITION - LE SQUARE TRAVERSANT AVEC UNE DÉSIMPERMÉABILISATION MAXIMUM



Modification des dénominations des voies – Quartier Croix d'Argent – Cité Créative

La cartographie et la dénomination des voies de la Cité Créative telles que fixées par la délibération du Conseil municipal n° V2024-007 du 6 février 2024 sont modifiées selon la liste et le plan suivants :

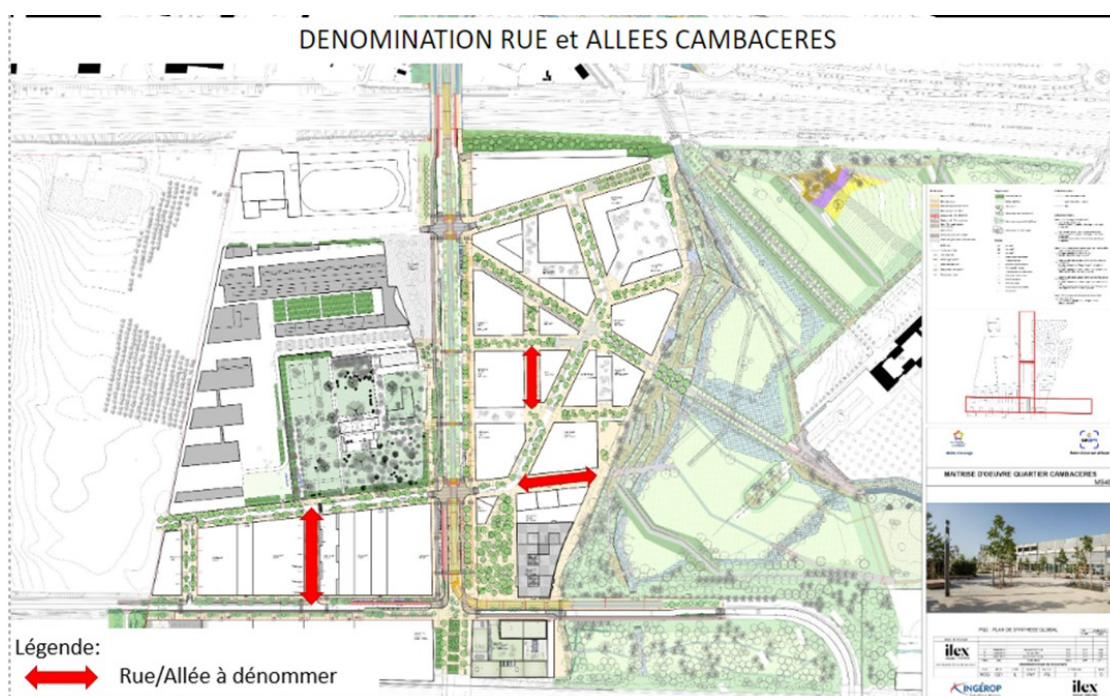
- Voie n°1 : « ***Cours Geneviève DE GAULLE-ANTHONIOZ*** »
Résistante et Militante des Droits de l'Homme (1920-2002)
- Voie n°2 : « ***Rue Raymond CAMPOURCY*** » (prolongement de la rue existante)
- Voie n°3 : « ***Allée Mila RACINE*** »
Résistante et Défenseure des Droits des Femmes (1919-1945)
- Voie n°4 : « ***Rue Simonne MATHIEU*** »
Résistante et joueuse de tennis (1908-1980)
- Voie n°5 : « ***Allée Renée DAVELLY*** »
Résistante et Artiste (1902-1977)
- Voie n°6 : « ***Allée Noor INAYAT KHAN*** »
Résistante (1914-1944)
- Voie n°7 : « ***Allée Simone DEMANGEL*** »
Résistante (1903-1995)



Dénomination de 3 voies – Quartier Cambacérès

La quartier Cambacérès, situé à proximité d'Odysseum, desservi par la gare TGV Sud de France et, dès 2025, par la ligne 1 du tramway, est un quartier dédié à l'innovation. Il accueille d'ailleurs la Halle de l'Innovation, incubateur de start-ups numériques de 8 000 m² qui héberge d'ores et déjà 17 entreprises. Ce quartier sera aussi un lieu de vie agréable entre patrimoine historique, patrimoine végétal et art de vivre avec notamment la Halle Nova, qui va s'étirer sur 227 mètres le long de l'A709 et qui accueillera des bureaux, une crèche, des commerces, une salle de sport et plusieurs restaurants valorisant la cuisine du monde entier. Ce quartier sera aussi un haut lieu d'éducation, autour du lycée Mendès-France, du campus Ynov, et de la nouvelle Montpellier Business School. Ce sera aussi un quartier d'innovation architecturale hébergeant notamment une « Folie » pour le siège du Crédit Agricole Languedoc.

Il est proposé de dénommer 3 voies du Quartier Cambacérès, en lien avec les modifications apportées à la dénomination des voies de la Cité Créative.

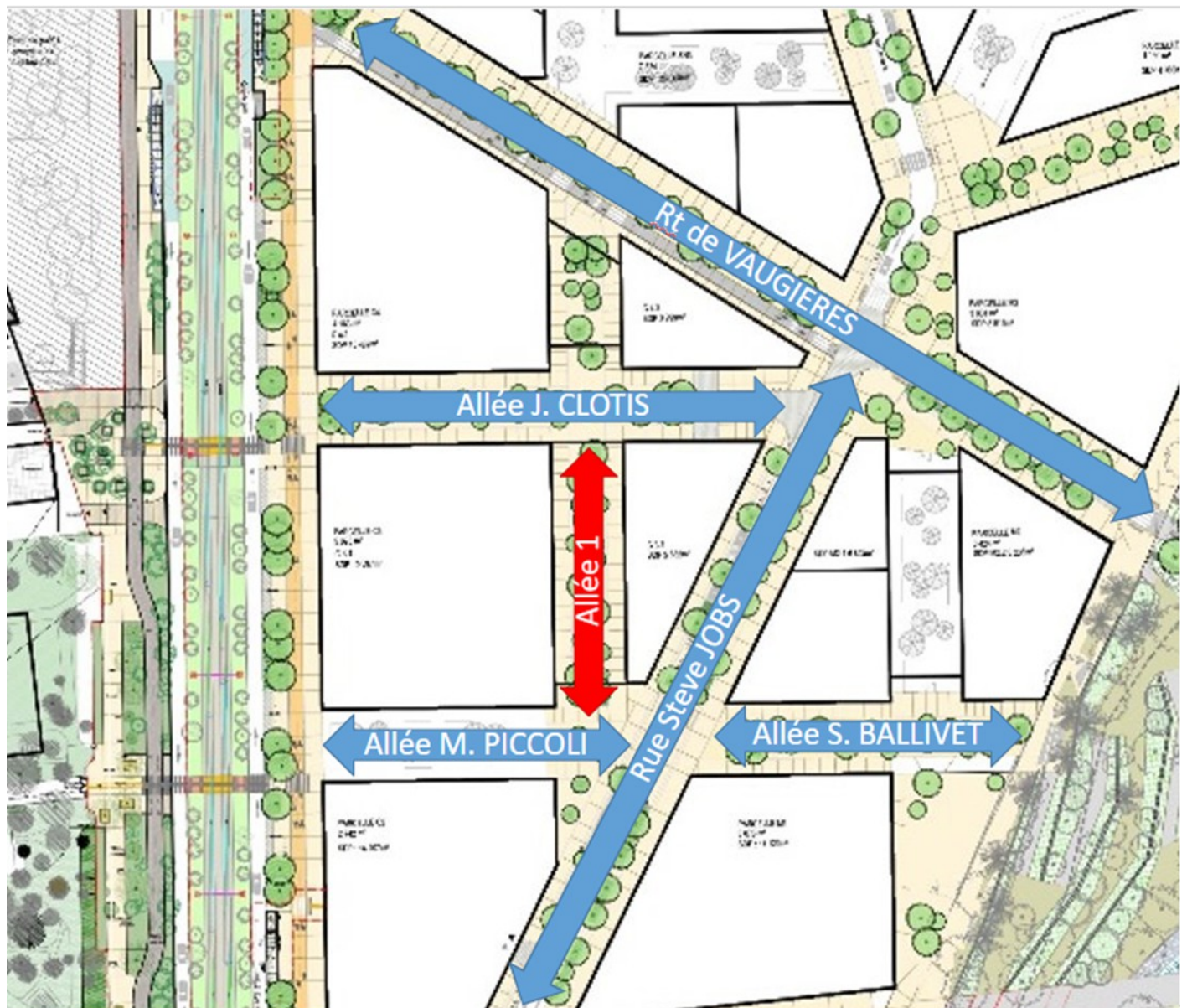


- Voie n°1 : se situant au droit de l'allée Josette-Clotis et allant rejoindre l'allée Michel-Piccoli, une allée est en cours d'aménagement. Il est proposé de la dénommer « **Allée Jeanne BLETON** ».

Jeanne BLETON (1924-2016)
Résistante et institutrice

Jeanne BLETON est née dans l'Aude en 1924. Elle est engagée dans la Résistance dès le début de la Seconde Guerre mondiale avec ses amies Noëlle VINCENSINI, Josette PEYRE et Paulette BERTHOLIO. Les « *quatre mousquetaires* », comme elles se surnomment, s'engagent d'abord via la distribution de tracts et de journaux à Montpellier avant de devenir agents de liaisons. En 1944, elles sont dénoncées et sont envoyées dans le camp de Ravensbrück. Elles parviendront à s'échapper l'année suivante lors des « *Marches de la mort* ».

Une fois rentrée en France, elle termine son parcours universitaire afin de devenir institutrice, métier qu'elle exercera jusqu'à sa retraite. Elle s'engagera toute sa vie à transmettre son histoire dans le but de ne pas voir « *resurgir des temps aussi violents* » selon ses mots. Elle s'éteint en 2016 à Montpellier.

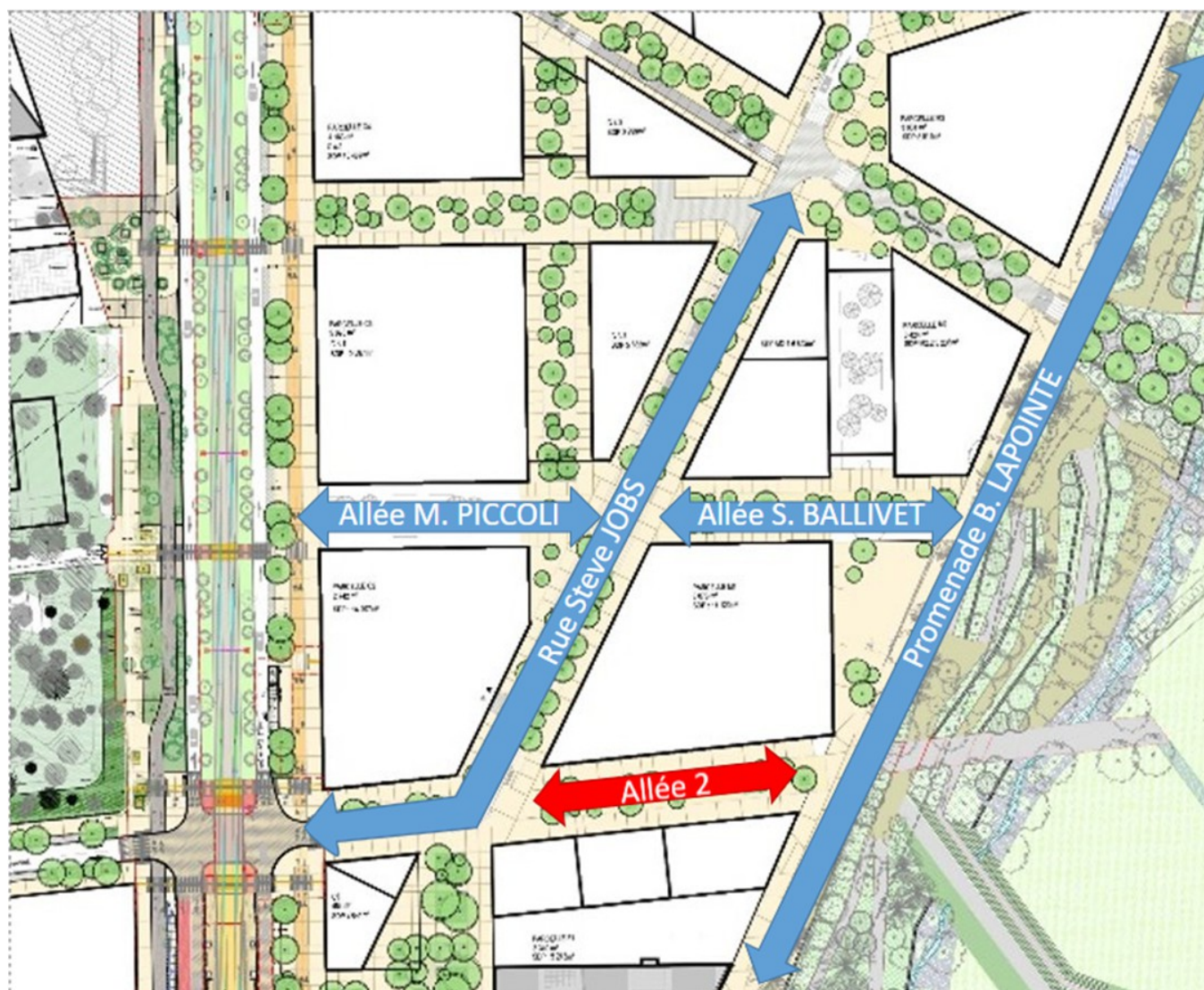


- Voie n°2 : entre la promenade Bobby-Lapointe et le coude de la rue Steve-Jobs, une allée est en cours d'aménagement. Il est proposé de la dénommer « *Allée Josette PEYRE* ».

Josette PEYRE (1923-1984)
Résistante et institutrice

Josette PEYRE, née en 1923, fait la rencontre de Jeanne BLETON, Paulette BERTHOLIO et Noëlle VINCENSINI durant ses années d'études au lycée Georges-Clemenceau à Montpellier. Via une connaissance de Noëlle VINCENSINI, les quatre amies s'engagent dans la résistance. Elles sont d'abord chargées de la distribution de tracts et de journaux résistants dans Montpellier, puis deviennent vite des agents de liaisons. Elles sont dénoncées et arrêtées à Montpellier en 1944. Elles seront ensuite déportées vers le camp de Ravensbrück jusqu'en 1945, année où elles parviendront à fuir.

Comme ses compagnons d'infortune, elle s'engagera dans la transmission de son expérience auprès des plus jeunes, lors de son retour en France. En collaboration avec Jeanne BLETON, elle coécrit un ouvrage intitulé "*Un certain voyage*", relatant leur histoire poignante et marquante. Elle s'éteint en 1984.

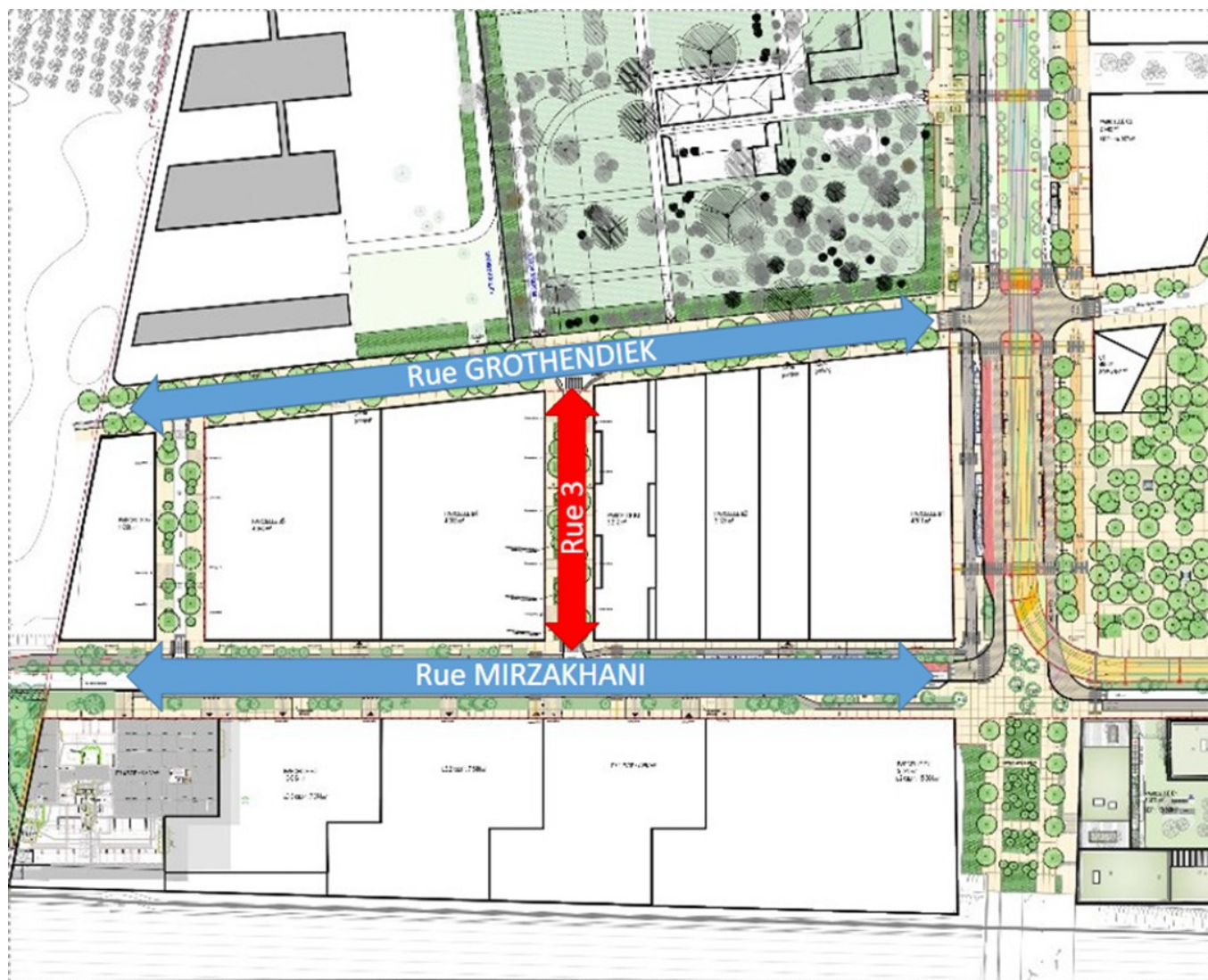


- Voie n°3 : depuis la Rue Alexandre-Grothendieck jusqu'à la rue Maryam-Mirzakhani, une rue est créée. Il est proposé de la dénommer « **Rue Paulette BERTHOLIO** ».

Paulette BERTHOLIO (1924-1999)
Résistante et institutrice

Paulette BERTHOLIO est née en 1924 à Béziers. Elle rencontre Jeanne BLETON, Josette PEYRE et Noëlle VINCENSINI pendant ses études d'institutrice. Ces quatre amies s'engagent activement dans la Résistance, initialement par le biais de la distribution de tracts, puis en assumant le rôle crucial d'agents de liaison entre Montpellier et le Vigan. Les quatre amies seront dénoncées et arrêtées à Montpellier en 1944. Elles seront déportées au camp Ravensbrück jusqu'en 1945, où elles réussiront à s'échapper.

A son retour, Paulette BERTHOLIO devient institutrice. Elle s'éteint en 1999.



En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les propositions de dénominations ;
- D'approuver les modifications apportées à la cartographie et à la dénomination des voies de la Cité Créative telles que fixées par la délibération du Conseil municipal n° V2024-007 du 6 février 2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Exonérations des redevances des concessions et terrasses municipales dans le cadre des travaux du projet d'embellissement Comédie-Esplanade - Dispositions - Approbation

Dans le cadre de la stratégie d'extension et d'embellissement du cœur de Métropole, d'importants travaux sont engagés sur les espaces publics de l'ensemble urbain formé par le secteur de la place de la Comédie et le secteur de l'Esplanade étendu au Jardin du Champ de Mars ; ce site emblématique de la centralité montpelliéraine correspondant à un périmètre opérationnel global de 8 hectares. Plusieurs phases de travaux se sont succédées sur les deux secteurs Comédie et Esplanade en 2022 et 2023, notamment la création de fosses pour la plantation d'arbres ou encore le début des travaux de surface sur l'ensemble de ces secteurs. Du fait de la gêne occasionnée par ces travaux, il a été décidé la mise en place d'une exonération des concessions municipales, ainsi que des redevances de terrasses des établissements concernés pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les différentes phases de travaux se succèdent notamment en 2024 avec la création de la nouvelle grande fontaine ou encore les nouveaux aménagements sur l'allée centrale de l'Esplanade. En cohérence avec les mesures prises en 2023 sur les deux secteurs Comédie et Esplanade et du fait de la gêne occasionnée par ces travaux, il est proposé à nouveau la mise en place d'une exonération des redevances pour les concessions municipales et les terrasses des établissements concernés pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les concessionnaires concernés par cette exonération sont :

- Le kiosque primeur n°1 situé sur l'allée Paul Boulet ;
- Le kiosque fleuriste n°2 situé sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle ;
- Le kiosque fleuriste n°3 et 4 situé sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle ;
- Le manège de chevaux de bois situé Place de la Comédie ;
- Le manège d'enfants de l'Esplanade situé allée Paul Boulet ;
- Le petit train touristique électrique ;
- Le kiosque alimentaire n°1 situé 207 allée Paul Boulet ;
- Le kiosque alimentaire n°2 situé 173 allée Paul Boulet ;
- Le kiosque alimentaire n°3 situé 57 allée Paul Boulet ;
- Le kiosque fleuriste n°5 (alimentaire) situé sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle.

Les établissements détenteurs d'un droit de terrasse concernés par cette exonération sont :

- Le Yam's, place de la Comédie ;
- Le Café du Théâtre, place de la Comédie ;
- Le McDonald's, place de la Comédie ;
- Le Café Riche, place de la Comédie ;
- La Grande Brasserie, place de la Comédie ;
- La Crêperie de la Comédie, place de la Comédie ;
- Pizza papa, place de la Comédie ;
- Les Trois Grâces, place de la Comédie ;
- Chez Boris, Boulevard Sarraill ;
- Café de l'Esplanade, Boulevard Sarraill ;

- White Cat, Boulevard Sarraill ;
- La Cantine d'Adrien, Boulevard Sarraill.

En définitive, il est proposé d'exonérer l'ensemble de ces activités pour un montant total estimé à :

- 167 688,40 € pour les concessions municipales ;
- 220 191,47 € pour les terrasses.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les exonérations susmentionnées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
 mardi 26 mars 2024

Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions

Conformément à l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à rénover la devanture de leurs locaux d'activités. Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n° 2012/284) a été renouvelé à l'issue de la délibération du 14 juin 2021 (n° 2021-178) afin d'améliorer la qualité des rez-de-chaussée commerciaux dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, il est donc proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « Jean Le Croquant », snack restauration
 Gérant : M. Arnaud MANOLINO (SAS CLUB)
19 avenue Georges Clemenceau

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750,00 €

Enseigne « University student services », association linguistique
Propriétaire : M. Sylvain MARCOS (SCI 11 AVENUE ASSAS)
7 rue Doria / 11 av. d'Assas

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 050 €

Montant à verser : 9 050,00 €

Enseigne « Mission EXIT », escape game
 Gérant : M. Rémi VERUNE
4 rue d'Alger

Subvention travaux = 5 476,73 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 6 226,73 €

Local en cours de commercialisation
Propriétaire : M. Paul BACHA (SARL NOIR & BLANC)
18 rue Marie Muller

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750,00 €

Enseigne « Collection by AM », commerce d'habillement
Propriétaire : M. Jean-Gilles ESTEVE
12 rue d'Alsace

Subvention travaux = 6 217,50 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 6 967,50 €

Enseigne « AXA Assurance », agence d'assurances
Gérant : M. Nicolas SCHRAPP
27 boulevard du Jeu de Paume

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750,00 €

Enseigne « ZEINA », bijouterie
Gérant : M. Antony COHEN (SARL ZEINA ALLIANCES)
10-13 passage Lonjon

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750,00 €

Enseigne « NOIR & BLANC », communication, évènementiel
Propriétaire : M. David MIRALLES
58 quart rue de la Méditerranée

Subvention travaux = 4 527,90 € (plafond m² devanture)

Montant à verser : 4 527,90 €

Enseigne « SECOND VISAGE », salon de coiffure
Propriétaire : M. Benjamin VERNIERE
10 rue du Faubourg de la Saunerie

Subvention travaux = 4 835,03 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 6 335,03 €

Enseigne « MAMAKECH », restaurant
Gérant : M. Hayat SANTANA (SASU H.R.S.)
6 rue du Petit Scel

Subvention travaux = 5 625 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 6 375,00 €

Enseigne « HAIRSTYLE ART », salon de coiffure
Gérante : Mme Alexia FEDIDAH
10 rue de l'Université

Subvention travaux = 3 853,15 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 4 603,15 €

Enseigne « FLEUR PAR NATURE », fleuriste
Propriétaire : M. Christian MERLE
6 rue du Faubourg de la Saunerie

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés
Subvention travaux = 6 336,38 € (plafond m² devanture)
Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 3 918,19 €

Enseigne « MIKI KAYA », artisan
Gérante : Mme Florence BONNO (SCI MILETTE Immobilier)
480 avenue des Etats du Languedoc

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés
Subvention travaux = 7 140 €
Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 3 945,00 €

Enseigne « LAV LAV », laverie automatique
Gérant : M. Mohammed MLAK (SCI MLAK)
33 rue du Faubourg Figuerolles

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés
Subvention travaux = 2 849 €
Subvention maîtrise d'œuvre = 630 €

Montant à verser : 1 739,50 €

Enseigne « Ô mon VAPO », vente cigarettes électroniques
Gérante : Mme Audrey LE FUR (SARL 6CLICS)
4 rue du Faubourg de la Saunerie

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés
Subvention travaux = 3 548,20 €

Montant à verser : 1 774,10 €

Enseigne « Centre de méditation Kadampa Vajrassattva », association
Gérante : Mme Sylvie CARRIQUE
15 rue du Faubourg Boutonnet

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (370,30 €) par décision prise par le Conseil municipal du 11/12/2023

Solde, pour travaux totalement réalisés
Subvention travaux = 1 351,56 €

Montant à verser : 981,26 €

Enseigne « LE BON SENS », petite restauration
Gérante : Mme Emilie ANDRE (EURL Le Bon Sens)
15 rue du Faubourg du Courreau

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 555,91 €) par décision prise par le Conseil municipal du 10/10/2023

Solde, pour travaux totalement réalisés
Subvention travaux = 4 361,81 €
Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 2 555,91 €

Enseigne « SNACK ZITOUNA », restauration rapide
Propriétaire : M. Pierre CAUSSIL (SCI CFPP)
3 rue du Faubourg Figuerolles (droite)

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 559 €) par décision prise par le Conseil municipal du 10/10/2023

Solde, pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux = 6 053,25 € (avec travaux complémentaires)

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 4 244,25 €

Enseigne « BARBER CLUB », coiffeur barbier
Propriétaire : M. Pierre CAUSSIL (SCI CFPP)
3 rue du Faubourg Figuerolles (gauche)

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 559 €) par décision prise par le Conseil municipal du 10/10/2023

Solde, pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux = 6 672,75 € (avec travaux complémentaires)

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 4 863,75 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement des subventions pour un montant total de 103 107,27 € correspondant à la rénovation des devantures des locaux d'activités listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Bilan de l'absentéisme 2023 - Présentation

L'absentéisme est composé d'une part incompressible d'absence mais aussi d'une part sur laquelle l'employeur peut agir, tels que les facteurs de risques, l'usure professionnelle, la lassitude, les difficultés à s'adapter individuellement et collectivement aux changements du monde du travail. Pour prévenir l'absentéisme au sein de la Collectivité, phénomène structurant et complexe mêlant enjeux humains, financiers et organisationnels, aucune solution unique n'est immuable et efficiente. Aussi convient-il d'agir sur ce phénomène dans une démarche inscrite dans le temps et mobilisant une diversité de leviers d'actions, dans un contexte global de vieillissement de la pyramide des âges et d'allongement de la durée du travail.

C'est le travail qu'a souhaité engager la Ville de Montpellier, à travers une démarche de long terme visant à porter, animer et actualiser les stratégies d'actions à mettre en place. Dans cette perspective, le Plan global d'actions de Prévention et de Lutte contre l'Absentéisme approuvé le 16 décembre 2022 par le Conseil municipal (délibération n° V2022-411) a commencé à se décliner pendant l'année 2023.

Le lancement des mesures en 2023 a principalement porté sur la consolidation d'indicateurs précis permettant d'analyser, de suivre et de caractériser l'évolution du taux d'absentéisme et de ses composantes, ainsi que sur le déploiement d'une culture de prévention renforcée au profit tant des agents – politique de maintien du lien au-delà de 15 jours d'arrêt notamment – que des managers – formation et professionnalisation sur la Qualité de Vie au Travail (QVT), la prévention des risques et des conflits, création d'une identité managériale commune – et des services RH – restructuration du réseau de prévention, commissions Accidents du Travail en lien avec les Pôles.

Pour l'année 2023, la consolidation des données permet de constater que la Ville de Montpellier parvient à contenir le phénomène d'absentéisme. Plus spécifiquement, l'absentéisme dit « *compressible* », composé de la maladie ordinaire et des accidents de travail, a légèrement diminué et les agents permanents ont été en moyenne absents un peu moins longtemps en 2023 (-1,4 jours en moyenne par rapport à 2022).

Ainsi, dans une première annexe de ce rapport figure le suivi de l'évolution de l'absentéisme au sein de la Ville de Montpellier, et dans une seconde annexe un rapport d'étape relatif à la réalisation du Plan d'actions de Prévention et de Lutte contre l'Absentéisme. Ces étapes ont été partagées avec les organisations syndicales lors de différents groupes de travail en 2023 et début 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des termes du bilan de l'évolution de l'absentéisme et des mesures engagées pour sa prévention et sa résorption ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Plan de Mobilité Employeur (PDME) de la Ville de Montpellier - Actualisation - Approbation

Le Plan de Mobilité Employeur (PDME) tel que prévu au 9° de l'article L. 1214-2 du Code des transports, *« vise à optimiser et à augmenter l'efficacité des déplacements liés à l'activité des entreprises et des collectivités publiques, en particulier ceux de leurs personnels, dans une perspective de diminution des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et de réduction de la congestion des infrastructures en encourageant et facilitant l'usage des transports en commun et le recours au covoiturage, aux autres mobilités partagées et aux mobilités actives ainsi qu'à sensibiliser les personnels aux enjeux liés à ces déplacements. »*

Par ailleurs, le Plan de Protection de l'Atmosphère de l'aire urbaine de Montpellier rend obligatoire l'élaboration d'un PDME ou Plan de Mobilité d'Etablissement Scolaire, pour les entreprises, administrations, collectivités de plus de 250 salariés/agents et établissements scolaires de plus de 250 élèves.

La démarche de convergence et d'harmonisation des PDME de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole a été concrétisée et formalisée dans une délibération prise par les assemblées délibérantes en 2018. Le PDME mis en place le 1^{er} juin 2018 offre ainsi plusieurs solutions de déplacement aux agents dans le cadre des trajets domicile-travail, dont les dispositifs sont détaillés dans la Partie 1 du rapport annexé à la présente délibération.

La prise de conscience des effets du réchauffement climatique sur l'environnement s'accroît et oblige les institutions à agir en faveur de la promotion des mobilités douces et alternatives. Par ailleurs, l'instabilité du contexte géopolitique international crée une inflation énergétique majeure et des incertitudes sur sa trajectoire. En réponse à ces changements contextuels d'ampleur, l'administration doit réviser en profondeur le PDME pour accélérer et accompagner la transition des modes de déplacements professionnels et des trajets domicile-travail des agents. Pleinement consciente de ces enjeux et en conformité avec le projet de mandat sur la stratégie Mobilités 2025 (gratuité des transports, création de nouvelles lignes et renforcement de l'offre de service du réseau TaM, promotion des mobilités actives...), la direction générale a inscrit le chantier de refonte de son PDME dans le projet d'administration. Les principes du PDME actualisé s'appliqueront de la même manière aux collectivités montpelliéraines (Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et CCAS de Montpellier).

Les collectivités souhaitant également développer une « *politique Employeur* » qui leur est propre, les dispositifs qui seront mis en œuvre dans le cadre de cette réactualisation participeront à cette ambition.

La démarche de construction et de réactualisation du PDME est présentée dans le rapport joint en annexe de la délibération. En synthèse, elle est structurée en 4 grandes étapes :

1. Le cadrage du projet permettant de définir la méthodologie de pilotage, la gouvernance, les acteurs associés, la planification... ;
2. Le diagnostic, pour identifier les lieux de vie des agents et leurs modes de déplacement, comprendre leurs attentes pour changer de mode de déplacement (cartographies, enquête, études des données RH...) ;
3. Le plan d'action, pour favoriser les solutions alternatives à la voiture individuelle et inciter au report modal ;
4. La vie du PDME, avec la mise en œuvre du plan d'action, une évaluation des dispositifs engagés et la construction de bilans réguliers.

Cette démarche de révision du PDME a été conduite en associant et informant les agents à travers le recueil des pratiques et des attentes (1 200 réponses à l'enquête), des actions de communication (village de la mobilité durant la semaine de la mobilité, restitution de l'enquête dans la Lettre En Commun), consultation

des organisations syndicales. Les résultats du diagnostic ont fait apparaître un fort potentiel concernant les trajets domicile-travail des agents. Ainsi, pour affirmer leur ambition concernant la promotion des mobilités actives, les collectivités montpelliéraines ont pour objectif de labéliser leurs sièges « *Employeur Pro Vélo* » conformément au référentiel défini par la Fédération des Usagers de la Bicyclette.

Les dispositifs proposés dans ce PDME actualisés et présentés ci-après reflètent ces ambitions et sont le résultat d'une démarche transversale inter-collectivités qui a permis de construire des solutions qui répondent à l'objectif de promouvoir les modes de déplacements alternatifs et actifs. Cette délibération formalise donc l'engagement des Collectivités à agir de manière concrète en présentant les différents dispositifs du PDME actualisé qui seront proposés aux agents ainsi que les modalités pratiques de mise en œuvre qui seront applicables au 1^{er} juin 2024.

1. Les déplacements domicile-travail en transports en commun

La Collectivité prend en charge 75% du montant de l'abonnement annuel conformément au décret n°2010-676 du 21 juin 2010 révisé instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail. Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking.

Les agents qui résident sur le territoire métropolitain bénéficient de la gratuité des transports en commun du réseau TaM.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pour les trajets domicile-travail peuvent souscrire aux abonnements leur permettant de bénéficier de l'offre de transports en commun desservant le territoire (TaM, SNCF, liO...). Les agents ayant souscrit à l'abonnement TaM bénéficient également des parkings-relais Tram.

Du fait de la mise en place d'un PDME, les agents ont accès à des tarifications réduites auprès de la TaM et de Hérault Transports.

2. Les déplacements professionnels en transports en commun

Pour les déplacements réguliers sur le territoire métropolitain, les agents non-résidents peuvent bénéficier de cartes d'abonnement « *Entreprise* » cessibles et non-nominatives, permettant une libre circulation sur le réseau TaM.

Pour les déplacements ponctuels sur le territoire, les agents non-résidents auront à disposition des titres à usage unique et à durée variable en fonction du besoin (1h30, 4h ou 24h) pour circuler sur le réseau TaM.

Pour les déplacements en transport en commun en dehors de la résidence administrative de l'agent, la Collectivité rembourse les frais du titre de transport conformément à la réglementation en vigueur.

3. Le forfait mobilités durables

Le forfait mobilités durables (FMD) est un dispositif financier de soutien aux salariés du secteur privé et des agents des services publics qui font le choix d'un mode de transport alternatif et durable pour leurs déplacements domicile-travail. Les conditions d'octroi du FMD sont définies par le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « *forfait mobilités durables* » dans la fonction publique territoriale. Dans la fonction publique territoriale, le versement du FMD est un dispositif non obligatoire, qui peut être adopté à l'initiative de la collectivité pour soutenir et encourager les modes de déplacement vertueux, et reste subordonné à l'adoption d'une délibération par l'organe délibérant fixant les modalités d'octroi du forfait.

a) Eligibilité du FMD

Le FMD est versé aux fonctionnaires et agents contractuels de droit public ou de droit privé.

Sont éligibles au versement du FMD, les déplacements réalisés par les agents :

- À l'aide d'un cyclomoteur, d'une motocyclette, d'un cycle ou cycle à pédalage assisté, ou d'un engin de déplacement motorisé ou non (trottinettes, mono-roues, gyropodes, hoverboard...), loué ou mis à disposition en libre-service. Lorsque ces engins sont motorisés, le moteur ou l'assistance doivent être non thermiques ;
- En tant que conducteur ou passager en covoiturage ;
- En recourant à un service d'auto-partage, à condition que les véhicules mis à disposition soient des

véhicules à faibles émissions.

Le FMD est cumulable avec le versement mensuel de remboursement des frais de transports publics en fonction de la réglementation en vigueur.

b) Montants et modalités de versement du FMD

Le montant est fixé par le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020. A date de la présente délibération, le montant est proportionnel au nombre de déplacements domicile-travail réalisés par l'agent au cours de l'année civile précédant celle du versement du forfait :

- 100 € lorsque le nombre de déplacements est compris entre 30 et 59 jours ;
- 200 € lorsque le nombre de déplacements est compris entre 60 et 99 jours ;
- 300 € lorsque le nombre de déplacements est d'au moins 100 jours.

Le FMD se substitue au versement mensuel de l'indemnité kilométrique vélo (IKV) telle que définie dans la délibération de 2018.

Le versement du FMD est exonéré de cotisations et de contributions sociale et d'impôts sur le revenu. Lorsque le FMD est cumulé avec la prise en charge par l'employeur du coût des titres d'abonnement aux transports publics de personnes ou services publics de location de vélos, l'exonération de cotisations sociales résultant de ces deux prises en charge ne peut excéder 800 € par an.

Le bénéfice du « *forfait mobilités durables* » est subordonné au dépôt d'une déclaration sur l'honneur établie par l'agent auprès de la Collectivité au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Cette déclaration sur l'honneur atteste, pour l'année civile au titre de laquelle le forfait est versé :

- De l'utilisation de l'un, ou de plusieurs, modes de transport éligibles ;
- Du nombre de jours de déplacements réalisés à l'aide de ces moyens de transport

Pour la Collectivité, cette attestation sur l'honneur sera matérialisée sous la forme d'un formulaire e-service disponible sur l'intranet et auprès du Pôle des Moyens Généraux.

Conformément au décret, la Collectivité pourra demander tout justificatif utile permettant de contrôler l'usage du moyen alternatif pour les trajets domicile-travail (preuves de pédalage, preuves de covoiturage, attestation d'assurance, facture d'achat ou d'entretien...).

Le FMD est versé l'année suivant celle du dépôt de la déclaration.

c) Cas particuliers

Lorsque l'agent a changé d'employeur au cours de l'année, il dépose sa déclaration auprès de son dernier employeur au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le forfait est versé. Cette déclaration transmise par l'agent atteste de l'ensemble des déplacements réalisés par l'agent au cours de l'année auprès d'employeurs éligibles au FMD. Le forfait est versé par le dernier employeur de l'agent et son montant est déterminé en prenant en compte l'ensemble des déplacements réalisés par l'agent au cours de l'année.

Le ou les autres employeurs de l'agent au cours de l'année au titre de laquelle le forfait est versé transmettent, le cas échéant, au dernier employeur de l'agent, les justificatifs attestant du recours effectif à l'un des modes de transport éligibles.

4. Le prêt de vélos à assistance électrique (VAE)

Afin de promouvoir les déplacements en VAE pour les trajets domicile-travail, la Collectivité proposera aux agents souhaitant découvrir ce mode de déplacement, le prêt d'un VAE pour une durée de 60 jours à compter de la mise en œuvre du PDME actualisé. Ce dispositif sera organisé et mis en œuvre par le Pôle Moyens Généraux.

Pour en bénéficier, l'agent devra :

- Souscrire à une assurance responsabilité civile pour ses trajets domicile-travail et transmettre l'attestation au PMG ;
- Suivre une formation préalable obligatoire sur la conduite du vélo en ville. Cette formation sera assurée par le PMG.

Les agents titulaires, contractuels sur poste permanent et sur contrat de projet peuvent bénéficier de ce

dispositif sans condition d'ancienneté. Les contractuels sur emploi non permanent pourront bénéficier du prêt de VAE après 3 mois continus d'ancienneté.

5. Le rachat du vélo ou VAE PDM

Les agents qui bénéficient du prêt gratuit d'un vélo mécanique ou de la mise à disposition d'un VAE PDM (avec contribution de 18 €/mois) dans le cadre du PDM délibéré en 2018, auront la possibilité de racheter l'équipement.

a) Tarifs

La grille de tarif de rachat ci-dessous est calculée par l'application d'une décote en référence au coût d'acquisition et dont le taux est lié à l'âge du vélo :

	1^{ère} année	2^{ème} année	3^{ème} année	4^{ème} année	5^{ème} année et au-delà
% de rachat du neuf	80%	70%	50%	40%	20%
Simulation pour VAE à 1600€	1 280€	1 120€	800€	640€	320€
Simulation pour vélo mécanique à 300€	240€	210€	150€	120€	60€

b) Modalités de rachat

L'agent qui souhaite racheter le vélo devra en faire la demande dès le démarrage du dispositif au Pôle Moyens Généraux qui émettra un titre de recettes du montant de la valeur du vélo auprès du Trésor Public à compter du 1^{er} décembre 2024.

Dans le cas où l'agent ne souhaite pas acheter le vélo, il aura 2 mois, à compter de la mise en œuvre du PDME actualisé pour restituer l'équipement, soit au plus tard le 31 juillet 2024. A l'issue de ce délai, si le vélo n'est pas restitué, un titre de recette de la valeur du vélo comme indiqué ci-dessus sera émis par le Pôle Moyens Généraux.

6. La mise en place d'ateliers de révision pour les vélos des agents

Afin de promouvoir l'usage sécurisé du vélo pour les déplacements domicile-travail, la collectivité proposera aux agents propriétaires d'un cycle de bénéficier de prestations de révision/entretien sous forme de permanence d'un atelier.

Ces prestations seront assurées par des professionnels et porteront sur les domaines suivants :

- Inspection visuelle générale ;
- Contrôles divers (pression des pneus, batterie, connectiques...) ;
- Lubrification / remplacement de la chaîne ;
- Vérification / réglage / remplacement des freins et vitesses ;
- Inspection des serrages, roulements et accessoires.

Dans un premier temps, ce dispositif sera mis en œuvre et proposé aux agents des sièges des collectivités (hôtel de ville, hôtel de métropole, siège du CCAS). La fréquence et l'ajout d'autres sites seront ajustés en fonction de l'affluence et de l'attrait du dispositif. La mise en place d'ateliers itinérants sera également étudiée.

7. La formation sur l'usage sécurisé du vélo

Le PDME actualisé ayant vocation à promouvoir les déplacements en vélo, la Collectivité proposera une formation sur la conduite du vélo en ville et sur l'initiation à l'entretien et aux réglages.

Les sessions de formation seront assurées par l'Unité Cycle du Pôle Moyens Généraux et se dérouleront sur le temps de travail des agents.

Le programme s'articule autour de deux parties :

- La conduite d'un vélo en ville : apports théoriques / mise en pratique avec vérification des aptitudes du cycliste (freinage, virage, changement de direction) et circuit découverte ;
- Initiations à l'entretien et aux réglages :
 - o Pneumatiques : lecture des informations, vérification de l'usure et contrôle des pressions, sens montage du pneu ;
 - o Freins : (à patins, à disques ou à tambour) vérification de l'usure et réglage ;
 - o Vitesses : (à dérailleurs ou à moyeux) entretien et réglage de l'ensemble de la transmission ;
 - o Réglage postural : selle, la potence, le cintre, manettes (freins et dérailleurs)

8. Le forfait ticket parking

Les agents qui effectuent leurs déplacements domicile-travail avec des moyens durables et alternatifs (transports en commun, vélo, marche à pieds...) pourront bénéficier d'un forfait de 12 ou 24 places de stationnement parking par an afin de pouvoir utiliser leur véhicule pour des besoins occasionnels (intempéries, contraintes personnelles, conciliation des temps...).

Seuls les parkings en ouvrage disposant d'une présence humaine 24h/24 pourront être éligibles au dispositif : Hôtel de ville, Europa et Corum.

Les agents pourront choisir le forfait 12 ou 24 places au moment de la souscription au dispositif. Les tarifs appliqués sont fonction des revenus des agents. S'agissant d'un forfait annuel, l'agent aura une retenue mensuelle sur son salaire de sa participation financière en fonction du forfait choisi.

Les agents titulaires, contractuels sur poste permanent et sur contrat de projet peuvent bénéficier de ce dispositif sans condition d'ancienneté. Les contractuels sur emploi non permanent pourront bénéficier du forfait parking après 3 mois continus d'ancienneté.

Les agents qui souscrivent aux dispositifs « *Stationnement parking en ouvrage* » et « *Forfait stationnement professionnel* » présentés aux points 9 et 10 du présent rapport ne peuvent bénéficier du Forfait ticket parking.

Le montant de la participation financière de l'agent est calculé en fonction de son revenu net fiscal.

Tableau de tarification du forfait tickets parking

Revenu net fiscal Annuel de l'agent	Participation unitaire de l'agent	Participation mensuelle Forfaitaire de l'agent (pour 12 tickets par an)	Participation mensuelle Forfaitaire de l'agent (pour 24 tickets par an)
$A \leq 25\,000\text{€}$	2€	2€	4€
$25\,000\text{€} < A \leq 28\,000\text{€}$	3€	3€	6€
$28\,000\text{€} < A \leq 32\,000\text{€}$	4€	4€	8€
$A > 32\,000\text{€}$	5€	5€	10€

9. Le stationnement parking en ouvrage

Les agents qui travaillent sur un site ou à proximité d'un site doté d'un parking en ouvrage payant pourront bénéficier d'une place de stationnement sauf en cas d'impossibilité liée à une saturation du parking.

Les conditions d'accès au parking définies ci-dessous sont cumulatives. Ainsi, pour bénéficier de l'accès au parking, l'agent :

- Doit résider à plus de 5 km de son lieu de travail principal ;
- Et
- Doit résider et travailler à plus de 500 m d'une station de Tram/Bustram ou 300 m d'un arrêt de bus en ligne directe entre son domicile et son lieu de travail principal.

Une période transitoire avec maintien des droits d'accès actuels des agents s'ouvrira à compter du 1^{er} juin 2024 pour une durée de 3 mois soit jusqu'au 31 août 2024. Ce délai permettra aux agents de prendre connaissance de l'offre du PDME et des mobilités alternatives afin de revoir leur organisation personnelle pour leurs déplacements domicile-travail.

Des demandes de dérogations à ces règles pour raisons médico-sociales pourront être sollicitées par les agents. Ces demandes seront instruites par le service Qualité de Vie au Travail de la Direction Déléguée Développement et Innovation RH.

Par ailleurs, il sera du ressort de chaque direction de justifier des demandes de dérogations liées à des contraintes de service ou à des cycles de travail spécifiques. Ces demandes seront alors soumises et validées par les directeurs de Pôle.

A titre expérimental et afin de favoriser le recours au covoiturage, la Collectivité prévoit de cumuler le dispositif « *Stationnement parking en ouvrage* » avec le versement du forfait de mobilité durable (FMD) tel que défini au point 3 du rapport exclusivement pour le covoiturage.

Dans ce cas, l'agent ne devra déclarer que les jours de covoiturage en tant que conducteur en transmettant la preuve de covoiturage à l'administration pour permettre le versement du FMD. Si l'agent souhaite déclarer d'autres moyens de déplacements au titre du versement du FMD (vélo, trottinette...), il ne sera plus éligible au dispositif « *Stationnement parking en ouvrage* » et devra y renoncer.

Les agents titulaires, contractuels sur poste permanent et sur contrat de projet peuvent bénéficier de ce dispositif sans condition d'ancienneté. Les contractuels sur emploi non permanent pourront bénéficier du forfait parking après 3 mois continus d'ancienneté.

Le montant de la participation financière de l'agent est calculé en fonction de son revenu net fiscal et prélevé mensuellement sur son salaire comme indiqué ci-dessous :

Revenu net fiscal Annuel de l'agent	Participation mensuelle pour une place de parking Voiture	Participation mensuelle pour une place de parking Deux roues motorisés
$A \leq 25\,000\text{€}$	40€	20€
$25\,000\text{€} < A \leq 28\,000\text{€}$	45€	23€
$28\,000\text{€} < A \leq 32\,000\text{€}$	55€	27€
$A > 32\,000\text{€}$	60€	30€

Afin de prendre en compte, la réduction de l'usage du parking durant la période de congés estivaux, aucune facturation ne sera opérée le mois d'août pour tout agent ayant souscrit au dispositif.

Les agents titulaires de la Carte Mobilité et Inclusion (CMI) Stationnement délivrée par la Maison Départementale des Personnes Handicapées pourront bénéficier du tarif de la première tranche sur présentation du justificatif au moment de la souscription au dispositif.

10. Forfait stationnement professionnel

Le forfait stationnement Professionnel est un dispositif de la TaM qui s'adresse spécifiquement aux salariés dont l'entreprise est située sur une zone de stationnement payant à Montpellier. Ce forfait mensuel offre une tarification adaptée selon la zone de stationnement choisie et la puissance fiscale du véhicule utilisé.

Tarifs du Forfait stationnement professionnel à la date de la délibération :

	Forfait véhicule 100% électrique ou une puissance fiscale inférieure ou égale à 7 CV fiscaux	Forfait pour les véhicules avec une motorisation d'une puissance fiscale supérieure à 7 CV fiscaux
Forfait mensuel zone verte	60,00€	80,00€
Forfait mensuel zone orange	100,00€	130,00€

Les agents qui travaillent sur un site situé sur un secteur de stationnement payant pourront bénéficier d'une participation aux frais de l'abonnement dès lors qu'ils remplissent les mêmes conditions cumulatives que celles définies pour accéder aux parkings en ouvrage.

Ainsi, pour bénéficier de la participation de la collectivité, l'agent :

- Doit résider à plus de 5 km de son lieu de travail ;

Et

- Doit résider à plus de 500 m d'une station de Tram/Bustram ou 300 m d'un arrêt de bus en ligne directe entre son domicile et son lieu de travail.

Des demandes de dérogations à ces règles pour raisons médico-sociales pourront être sollicitées par les agents. Ces demandes seront instruites par le service Qualité de Vie au Travail de la Direction Déléguée Développement et Innovation RH.

A titre expérimental et afin de favoriser le recours au covoiturage, la Collectivité prévoit de cumuler le dispositif « *Forfait stationnement professionnel* » avec le versement du forfait de mobilité durable (FMD) tel que défini au point 3 du rapport exclusivement pour le covoiturage.

Dans ce cas, l'agent ne devra déclarer que les jours de covoiturage en tant que conducteur en transmettant la preuve de covoiturage à l'administration pour permettre le versement du FMD. Si l'agent souhaite déclarer d'autres moyens de déplacements au titre du versement du FMD (vélo, trottinette...), il ne sera plus éligible au dispositif « *Forfait stationnement professionnel* » et devra y renoncer.

La participation financière de la collectivité est exprimée en pourcentage de l'abonnement et est fonction du revenu net fiscal de l'agent. La participation financière de la collectivité est plafonnée à 50€. Elle sera versée mensuellement sur son salaire comme indiqué ci-dessous :

Revenu net fiscal Annuel de l'agent	Participation de la Collectivité plafonnée à 50€ (% de l'abonnement)
$A \leq 25\ 000\text{€}$	50%
$25\ 000\text{€} < A \leq 28\ 000\text{€}$	45%
$28\ 000\text{€} < A \leq 32\ 000\text{€}$	40%
$A > 32\ 000\text{€}$	35%

Les agents titulaires, contractuels sur poste permanent et sur contrat de projet peuvent bénéficier de ce dispositif sans condition d'ancienneté. Les contractuels sur emploi non permanent pourront bénéficier d'une participation au Forfait stationnement professionnel après 3 mois continus d'ancienneté.

Le comité social territorial en date du 21 mars 2024 a formulé un avis sur ce projet de délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'abroger toutes dispositions en contradiction avec la présente délibération, prises par des actes antérieurs ;
- D'instaurer le forfait mobilité durable au bénéfice des agents de la Ville de Montpellier selon les modalités exposées dans le point 3 ;
- De participer aux frais de stationnement professionnel selon les modalités exposées dans le point 10 ;
- D'approuver toutes les modalités pratiques et tarifaires proposées ;
- De préciser que l'ensemble des dispositions seront applicables au 1^{er} juin 2024 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Convention de partenariats en vue de la réalisation d'enquêtes métier au sein des trois versants de la fonction publique pour des agents en situation de handicap - Approbation - Autorisation de signature

L'association pour les personnes en situation de handicap (APSH34) œuvre en faveur des personnes en situation de handicap mental et psychique, afin de leur apporter l'accueil, le soin, l'accompagnement, l'épanouissement social, éducatif et/ou professionnel dont elles ont besoin. A ce titre, elle gère Cap emploi 34, Organisme de Placement Spécialisé (OPS). Ses objectifs sont l'amélioration ou le retour à l'emploi de tous les demandeurs d'emploi en situation de handicap, mettre en place une complémentarité entre France Travail et le réseau Cap emploi et renforcer les partenariats avec les autres acteurs économiques, institutionnels et associatifs au niveau national et local.

A ce titre, et afin d'améliorer l'accompagnement des agents des trois versants de la fonction publique en situation de handicap, Cap Emploi 34 a été à l'initiative d'une mise en relation de plusieurs services déconcentrés de l'Etat, de collectivités territoriales et établissements publics intercommunaux et d'établissements relevant de la fonction publique hospitalière (Ville de Montpellier, le CHU de Montpellier, les Hôpitaux du bassin de Thau, Montpellier Méditerranée Métropole, le Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Montpellier, la Communauté d'Agglomération et le CCAS du Pays de l'Or, la Direction régionale des affaires culturelles, l'Université Paul Valéry). L'objectif de cette initiative est d'améliorer le maintien dans l'emploi de ces agents en situation de handicap et développer leur employabilité.

La première action mise en place est de permettre à des agents en situation de mobilité et de handicap d'effectuer des enquêtes métiers, auprès des autres signataires de cette convention, afin de développer l'interconnaissance des métiers entre les fonctions publiques, favoriser les passerelles entre établissements publics et ouvrir les possibilités de mobilité pour ces agents. Des enquêtes métier sont déjà réalisées auprès d'agents au sein de la Ville de Montpellier. Cette convention élargit la pratique à des métiers qui ne seraient pas représentés en son sein.

Cette action est proposée à titre expérimental jusqu'au 31 décembre 2024. Jusqu'à cette date, la Ville de Montpellier s'engage à permettre la découverte de 5 métiers pour des agents issus des structures signataires de cette convention. Ces enquêtes seront réalisées par téléphone ou en visioconférence.

Cap Emploi Hérault s'engage, par cette convention, à assurer l'animation et la coordination des signataires de la convention. Elle assure également le suivi des enquêtes réalisées afin de dresser un bilan en fin d'année 2024. Pour la Ville de Montpellier, une conseillère en évolution professionnelle sera en charge de la gestion des demandes et de la mise en relation avec les pôles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et Convention de partenariat entre Ville de Montpellier, le CHU de Montpellier, les Hôpitaux du bassin de Thau, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, la Communauté d'Agglomération et le centre intercommunal d'action sociale du Pays de l'Or, la Direction régionale des affaires culturelles, l'Université Paul Valéry de Montpellier et l'Association pour les personnes en situation de handicap (APSH34 – Cap Emploi 34)
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Lutte contre la haine LGBTQI+ - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association FLAG - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature

La lutte contre les actes de haine anti-LGBTQI+ occupe une place centrale dans la politique de lutte contre les discriminations mise en œuvre par la Ville de Montpellier. Une démarche spécifique de travail a, dès 2020, été initiée dans le cadre des travaux du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD). Elle a conduit à la création d'une cellule de veille réunissant différents acteurs institutionnels et associatifs. Cette dernière s'est, au fil des mois, imposée comme un espace de travail sur les actions à mettre en place en réponse aux actes repérés de violence.

Le partenariat avec l'association « FLAG ! » a rapidement été identifié comme un levier essentiel au travail mené en faveur de la levée des freins au dépôt de plainte. L'application développée par l'association a, ces deux dernières années, contribué au repérage des violences commises sur le territoire de la ville. La multiplication des campagnes de communication et les partenariats initiés ont conduit « FLAG ! » à être localement populaire. Un total de 38 signalements a, ainsi, été enregistré sur la plate-forme entre janvier 2022 et décembre 2023.

La convention signée entre la Ville de Montpellier et l'association « FLAG ! » en mai 2021 précise les conditions d'accès à la console *Backoffice* de l'application. La consultation du détail des signalements effectués sur l'application a, ces 3 dernières années permis à la Ville d'établir une cartographie précise des lieux où les actes de haine anti-LGBTQI+ ont été perpétrés, de mener diverses opérations de sécurisation et de définir des actions de prévention en direction des publics cibles.

Le bilan de la coopération entre la Ville et l'association est positif. La convention arrivant à échéance en mai 2024, il est donc proposé de reconduire le partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association pour une nouvelle période de 3 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de renouvellement du partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association « FLAG ! » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (CDDF) - Charte de Fonctionnement - Charte de déontologie - Modifications - Protocole d'accueil au sein des services de la Ville - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier a, en décembre 2022, initié un Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (CDDF) dans le but de consolider le travail de prévention de la délinquance mené sur le territoire. Le dispositif a vocation à soutenir les parents de mineurs, dans leurs rôles et missions, ayant occasionné un ou plusieurs troubles à l'ordre public. Il est un espace de dialogue où des « *parcours* » peuvent être proposés.

Bien que régis par la loi du 5 mars 2007, l'organisation et le fonctionnement du dispositif ont été définis avec les partenaires dans le cadre d'ateliers coopératifs. Une Charte de déontologie et de partage de l'information et une Charte de fonctionnement ont été établies sur ces bases. Elles font du principe d'adhésion des familles, l'un des éléments fondateurs du dispositif.

L'année 2023 a été marquée par un certain dynamisme. Le CDDF a été saisi à 68 reprises par les services de la Ville ou par les partenaires, en vue d'un éventuel soutien des parents rencontrés. Au total, 15 accompagnements (avec formalisation d'un « *parcours* »), 10 veilles actives et 10 veilles plus classiques ont été mis en place avec le consentement des intéressés.

La pratique conduit toutefois à envisager quelques évolutions dans le fonctionnement du dispositif. Dans certaines situations, l'accueil du mineur de 13 ans révolus, au sein d'un service de la Ville pourrait avoir un sens éducatif. Les objectifs varieraient en fonction des situations : observation des pratiques, participation à une action et/ou mise en œuvre d'un projet. Des modalités d'accueil au sein des services (annexe 1 de la Charte de fonctionnement) et un protocole individualisé ont été établis à cet effet. L'option de ces accueils serait à introduire à l'article 7 §4 de la Charte de fonctionnement du CDDF.

D'autres modifications seraient également à intégrer aux différents documents encadrant le dispositif :

- Un paragraphe 4 serait à ajouter à l'article 4 de la Charte de déontologie et de partage de l'information de façon à rappeler le principe de « confidentialité » auquel les acteurs sont tenus ;
- Un paragraphe serait également à ajouter à l'article 8 de la Charte de fonctionnement de façon à préciser qu'en marge des situations où des incivilités, des troubles à l'ordre public ou des actes de délinquance ont été constatés, l'instance de représentation du CDDF pourra se réunir dans le but de rappeler le respect de l'obligation d'instruction ou le respect de l'obligation de formation ;
- Les situations pouvant donner lieu à une saisine du dispositif et celles pour lesquelles la démarche est, par principe, à exclure seraient, enfin, à préciser (article 3§1 de la Charte de fonctionnement).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la Charte de fonctionnement du Conseil des Droits et Devoirs des Familles et de la Charte de déontologie et de partage de l'information modifiées ;
- D'approuver les termes du protocole individualisé d'accueil au sein des services de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

**Prévention de la délinquance - "Exposition 13-18 : questions de justice" -
Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Direction
Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse - Approbation -
Autorisation de signature**

La politique de prévention de la délinquance mise en œuvre sur le territoire de la Ville s'appuie, pour partie, sur une collaboration avec les services du Ministère de la Justice. Le partenariat conclu avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) permet notamment d'accueillir des mineurs et des jeunes majeurs au sein des services municipaux pour la réalisation de Travaux d'Intérêt Général ou de Travaux Non Rémunérés. Il justifie, par ailleurs, la participation de la Direction territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse aux instances du Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles de la Ville.

Les échanges entretenus avec les publics dans le cadre des dispositifs de prévention de la délinquance font état de questionnements réguliers sur le fonctionnement de la chaîne pénale des mineurs. La Protection Judiciaire de la Jeunesse a créé un support intitulé « *Expo 13-18 : questions de justice* » permettant d'échanger sur les notions de droits et de devoirs, sur les lois applicables et les sanctions pouvant être infligées en cas d'infraction. Les professionnels du ministère de la Justice disposent d'une expertise leur permettant d'animer ce support auprès des publics jeunes.

Un projet d'animation a donc été défini avec la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse visant à :

- Accueillir l'exposition dans le cadre de campagnes annuelles d'information et de séquences d'animations à la demande des services ;
- Former les techniciens disposés à participer à son animation aux côtés des professionnels du Ministère de la Justice ;
- Mettre en commun les ressources et les compétences.

Pour ce faire, une convention de partenariat est établie pour une durée de trois ans. La campagne d'information 2024 est envisagée du 3 au 7 juin dans les locaux de « *Montpellier jeunesse* », au sein du bâtiment municipal Pagézy, sis 1 place Francis Ponge. Une première série d'ateliers y est programmée en direction des publics jeunes, des familles et des professionnels intervenant sur le champ de prévention. Le projet s'inscrit dans les travaux du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés - Tarif 2024-2025 - Approbation

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux d'établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés. La réservation de berceaux municipaux présente en effet l'avantage pour la Ville de favoriser la mixité sociale au sein de certains Eaje municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier.

Conformément à cette délibération, cette réservation de berceaux s'effectue en contrepartie d'une redevance annuelle versée pour chaque berceau réservé. Le montant annuel de cette redevance, au profit de la Ville de Montpellier, doit règlementairement correspondre au coût net moyen d'exploitation d'une place d'accueil collectif gérée en régie directe. Par ailleurs, pour mettre en adéquation la clause tarifaire de la convention de réservation de berceaux avec le calendrier d'accueil des enfants courant de septembre à septembre, il a été acté que la périodicité d'application du montant de la redevance annuelle s'établit du 1^{er} septembre au 31 août.

Ainsi, pour la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025, le montant de la redevance s'élève à 6 100 €, soit une hausse de 100 € par rapport au montant du tarif de l'année précédente, qui s'élevait à 6 000 € et qui n'avait pas augmenté depuis les 5 dernières années.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le montant de la redevance annuelle pour la période d'application du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Relais Petite Enfance 2024 - Renouvellement des conventions de fonctionnement - Autorisation de signature - Approbation

La Ville de Montpellier compte actuellement huit secteurs de Relais Petite Enfance (RPE) qui regroupent près de 625 assistant(e)s maternel(le)s indépendant(e)s et offrent une capacité d'accueil pour environ 1 680 enfants. Ces relais ont un rôle d'information, d'accompagnement et d'échanges entre les parents, les assistant(e)s maternel(le)s et les différents services aux familles du territoire dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil individuel.

Le financement du fonctionnement des RPE, ainsi que celui du poste d'animateur de chaque relais, est assumé à la fois par la Ville de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et le Département de l'Hérault dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite selon les modalités suivantes :

- Par le Conseil Départemental à hauteur de 20% des salaires et charges sociales de l'animateur ;
- Par la CAF qui s'engage à verser une prestation de service, dont le montant annuel s'élève à 43% des dépenses de fonctionnement, dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF ;
- Par la Ville de Montpellier pour le solde.

Il est proposé au Conseil municipal de renouveler les conventions relatives au fonctionnement des Relais Petite Enfance suivants :

- **RPE « Aiguelongue »** situé 2 rue des Tourterelles dont le secteur géographique concerne les Iris Agropolis, Aiguelongue, Beaux-Arts, Boutonnet, Ecole d'Architecture-Triolet, Rimbaud, Fac de pharmacie, Ecole Normale, Justice, Lapeyronie, Les Aubes, Lunaret, Archives départementales, Méric, Nazareth, Saint-Eloi, Sainte Odile, Verdanson et Vert-Bois ;
- **RPE « Antigone 1 »** situé 62 rue de Rhodes dont le secteur géographique concerne la Guirlande, Lepic, Méditerranée, Moulin de l'Evêque, Nombre d'Or, Place de l'Europe, Pont de Sète, Préfecture, Saint-Denis, Saint-Roch 2 ;
- **RPE « Antigone 2 - Val de Croze »** situé 438 boulevard d'Antigone dont le secteur géographique concerne Bagatelle, Bouisses, Estanove, la Colline, les Grèzes, Notre Dame de la Paix et Pas du Loup ;
- **RPE « Croix d'Argent »** situé 635 rue Jacques Bounin, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Croix d'Argent, Garosud, Marqueroze, Mas Drevon-Maurin, Sabathé, Tastavin et Parc Montcalm ;
- **RPE « Mosson »** situé 123 rue de Lausanne, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Blayac, Celleneuve, Euromédecine, la Fontaine, les Gémeaux, les Garrigues, les Tours, Malbosc, Occitanie, Oxford, Bologne, Mail Nord et Sud ;
- **RPE « Odyseum »** situé 280 boulevard Pénélope, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Eureka, Grammont, la Lironde, Millénaire, Pompignane, Port Marianne, Rives du Lez et Salaison ;
- **RPE « Saint Clément »** situé 311 avenue Saint Clément, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Agriculture, Alco, Assas, Astruc, Bel-Air, Casseyrols, la Piscine, Petit Bard, les Tonnelles, Pilory, Soulas et avenue de Lodève ;
- **RPE « Port Marianne »** situé 260 rue Clause Lévi Strauss dont le secteur géographique concerne les Iris Aiguerelles, la Rauze, Mion, Pont Trinquat, port Marianne, Saint-Martin et Tournezy.

Ces conventions sont conclues pour une période de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions renouvelées relatives au fonctionnement des Relais petite Enfance entre la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Caisse d'Allocations Familiales ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Convention de groupement de commandes entre Montpellier, Fabrègues, Lavérune, Cournonsec, Saint-Drézéry, Prades-Le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Restinclières, Saussan, Saint-Brès, Saint Geniès des Mourgues, Villeneuve-les-Maguelones, Murviel-Les-Montpellier, Cournonterral et Montaud Pignan, Beaulieu, Castelnau-Le-Lez, Clapiers, Juvignac, Le Cres Et Sussargues pour la passation d'un marché de prestations de transports d'enfants et d'adolescents avec chauffeur - Approbation - Autorisation de signature

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le Code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats groupés sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, des Villes de Montpellier, Fabrègues, Lavérune, Cournonsec, Saint-Drézéry, Prades-Le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Restinclières, Saussan, Saint-Brès, Saint-Geniès des Mourgues, Villeneuve-les-Maguelone, Murviel-Les-Montpellier, Cournonterral, Montaud, Pignan, Beaulieu, Castelnau-Le-Lez, Clapiers, Juvignac, Le Cres et Sussargues se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché pour de prestations de transports d'enfants et d'adolescents, avec chauffeur.

La convention a pour objet de créer, dans ce cadre, un groupement de commandes avec les communes précitées, régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement. La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises. La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre les Villes de Montpellier, Fabrègues, Lavérune, Cournonsec, Saint-Drézéry, Prades-Le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Restinclières, Saussan, Saint-Brès, Saint-Geniès des Mourgues, Villeneuve-les-Maguelone, Murviel-Les-Montpellier, Cournonterral, Montaud, Pignan, Beaulieu, Castelnau-Le-Lez, Clapiers, Juvignac, Le Cres et Sussargues ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Cité Éducative Montpellier Mosson - Demande de renouvellement de la labellisation - Approbation

Le programme national des Cités Educatives vise à créer une alliance éducative pour assurer la continuité éducative de la crèche jusqu'à l'insertion professionnelle au sein des quartiers prioritaires de la politique de la Ville labellisés.

La Cité éducative de Montpellier Mosson s'emploie, depuis sa labellisation en 2019, à mobiliser les acteurs, ressources et institutions engagés pour la réussite éducative des enfants et des jeunes, autour de l'école et des lieux éducatifs (équipes pédagogiques et professionnels éducatifs et de santé des 24 écoles, des 3 collèges et du lycée professionnel, parents, professionnels de la petite enfance, médiateurs et travailleurs sociaux, éducateurs et animateurs sociaux, culturels et sportifs, associations) en lien étroit avec la dynamique de transformation urbaine et sociale du quartier NPRU.

Contractualisée par convention tripartite le 6 mai 2020 par la Ville, la Préfecture et l'Education Nationale, la Cité Educative Montpellier Mosson a bénéficié jusqu'à fin 2023 de 1,2M€ de crédits dédiés par l'Etat sur 3 ans, soit 400K€ par an.

La présente convention de labellisation, conclue pour une durée initiale de trois ans, soit du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2022, a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2023.

En 2023-2024, le plan d'actions de la Cité éducative s'est recentré sur quatre priorités thématiques issues d'un diagnostic de territoire, et faisant l'objet d'une animation territoriale et d'une ingénierie de projet :

1. L'orientation scolaire et professionnelle : offre pédagogique globale à destination des collégiens (passerelle vers l'entreprise et les stages, découverte des métiers d'avenir, modèles de réussite issus des quartiers, connaissance de soi et confiance en soi) ;
2. La persévérance scolaire et la prévention du décrochage : plateforme dédiée à l'accompagnement éducatif et personnalisé des 10-16 ans en risque de décrochage et de leurs parents, repérés par l'école et le collège (Plateforme de prévention du décrochage scolaire/PPDS) ; accueil éducatif des élèves exclus temporairement ; devoirs faits avec parents en classe, etc. ;
3. La promotion de la santé: Médiation santé et santé psy pour adolescents sur Mosson ; médiation et accompagnement physique et administratif à la santé des enfants et familles les plus fragiles ; dépistage précoce (1er degré) et accompagnement social et psychologique des difficultés sociales et psychosociales, et des troubles d'apprentissage ; ateliers enfants et adolescents et café des parents sur la prévention des risques liés aux écrans et aux réseaux sociaux, ; formation des professionnels de terrain à la prévention des addictions, etc. ;
4. La maîtrise du langage : développement d'une « pédagogie de l'oralité » et outils innovants auprès des enseignant.e.s de maternelle ; ateliers théâtre pour élèves petits parleurs repérés en cadre scolaire ; dispositif ambassadeurs du livre dans les 13 écoles maternelles ; soutien au développement de festivals de lecture et littérature associant les parents sur toutes les écoles du quartier.

A la suite d'une demande de renouvellement de la labellisation de la Cité éducative de Montpellier Mosson sur trois ans, arbitrée en comité de pilotage du 14 décembre 2023, une nouvelle convention de contractualisation devrait être proposée à la Ville, et aux institutions partenaires de la Cité éducative, au

premier trimestre 2024. Cette convention tripartite devra être retournée signée par les représentants des institutions partenaires au plus tard le 30 juin 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la demande de renouvellement de la labellisation de la Cité Educative sur un périmètre identique ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Propositions Artistiques et Culturelles pour les écoles - Année scolaire 2023-2024 - Attribution de subventions - Convention - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier réaffirme son objectif d'égalité d'accès à la culture pour tous les enfants scolarisés dans les écoles publiques de Montpellier, afin que chacun puisse bénéficier d'au moins une proposition culturelle pendant son cycle primaire. Dans ce but, l'implication de toutes les écoles et leurs enseignants dans l'élaboration des projets sera encouragée à travers à une répartition équitable des financements.

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines. Notamment en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et à d'autres partenaires pour la mise en œuvre du Parcours d'Education Artistique et Culturelle – défini par la circulaire du 13 mai 2013, commune aux ministères de l'Education nationale et de la Culture. Ce dispositif est le fruit d'un partenariat entre la Ville de Montpellier, la Direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) de l'Hérault et la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Occitanie.

Pour la période du 8 janvier au 5 juillet 2024, 41 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des Propositions Artistiques et Culturelles pour les Ecoles (PACE). Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer des subventions à hauteur de 66 090 € selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Frédéric BAZILLE / Cie APIEU	990 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Victor SCHOELCHER / Kérozen et Gazoline	1980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Hélène BOUCHER / Rififi danse théâtre	1 970 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Paul LANGEVIN /Cie Singulier Pluriel	2 960 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Marie de Sévigné / Le Moovenement	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Alain SAVARY /Théâtre la Vista	1 970 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Sigmund FREUD / Nathalie TROVATO	2 470 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Sergei Prokofiev / Yann BIRGY	600 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 –Jules VERNE / Cie Griottes	1980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Agrippa d'AUBIGNE / Christine Boileau	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Louise MICHEL / Les sentiers de la création	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – PASTEUR / Cie la conciergerie	500 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jules FERRY / Cie Satellite	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Ingrid BERGMAN / Kérozen et Gazoline	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Térésa / Kérozen et Gazoline	1 780 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jean MERMOZ / Perrine BOYER	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jean MOULIN / Cie Les gens du quai	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – La Fontaine / Les sentiers de la création	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Aristote / Isabelle Hernandez	1 180 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Indira GANDHI / Association SENZALA	1 480€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Louis ARMSTRONG / Rififi danse théâtre	980 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jacques PREVERT / Compagnie du petit côté	1 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Joseph DELTEIL / Association LineUp	2 470 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Geneviève BON / Yann BIRGY	2 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Marc BLOCH / OUPS	1 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Madeleine BRES / OUPS	1 630 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – PICASSO et AVERROES / Nathalie TROVATO	2 460 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – GALILEE / Carole TRICARD	2 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – KUROSAWA / La Compagnie Buissonnière	990 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – HEIDELBERG / Cie Septième point	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Martin LUTHER KING / L'Enjambée	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – André BOULLOCHE / Association la cabane	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – LOUISVILLE / Cie la conciergerie	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Pablo NERUDA/ Allon'Z'enfants	1 980€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Antoine BALARD / Magalie CARLIER MAJEON	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Madeleine RENAUD / Balthazar	1 480 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Georges SIMENON / Cie Taffanel	2 960 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Aliénor d'AQUITAINE / Les sentiers de la création	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – RONSARD / Cie la cortina	2 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Marcel PAGNOL / Balthazar	1 980 €
525	Association de l'école Léopold Sédar Senghor	PROJET	PACE 2024 – Léopold Sédar SENGHOR / Sébastien Masse	980 €

La Direction Académique versant directement aux compagnies 7 910 € pour les projets suivants :

STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	MONTANT ACCORDE
BRAND A PART	PROJET	PACE 2024	1 980 €
PERRINE BOYER	PROJET	PACE 2024	3 950 €
URSULA CARUEL	PROJET	PACE 2024	1 980 €

Conformément à la convention qui lie la Ville de Montpellier avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles, la Ville s'engage à avancer la somme de 30 000 € qui lui sera ensuite reversée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et la convention type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Projet Classes de Découverte Vertes et de Neige - Attribution de subventions - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier réaffirme son objectif d'égalité d'accès et aux loisirs pour tous les enfants scolarisés dans les écoles publiques de Montpellier, afin que chacun puisse bénéficier d'au moins un séjour en classe de Découverte pendant son cycle primaire. Dans ce but, l'implication de toutes les écoles et leurs enseignants dans l'élaboration des projets sera encouragée à travers à une répartition équitable des financements.

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 8 janvier au 5 juillet 2024, 39 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte. Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer des subventions à hauteur de 129 214 € selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – BERT/HUGO	900 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Simon BOLIVAR	2 304 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – BOULLOCHE	1 160 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Sarah BERNHARDT	2 340 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Marc BLOCH	6 612 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Docteur CALMETTE	3 450 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – PAPE CARPANTIER	2 256 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Auguste COMTE	486 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – CONDORCET	1 836 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MARIE CURIE	5 290 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DAVILER KERGOMARD	3 174 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – OLYMPE DE GOUGES	1 595 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Joseph DELTEIL	5 220 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Charles DICKENS	6 210 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Anne FRANCK	3 450 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Sigmund FREUD	1 152 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – GAMBETTA	972 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Francis GARNIER	792 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – GARIBALDI	1 332 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – HEIDELBERG	2 940 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – JAURES/DE GAULLE	1 656€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – LOUISVILLE	10 585€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MALET	4 421 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – André MALRAUX	2 862 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Jean MERMOZ	3 415 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Joan MIRO	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Berthe MORISOT	5 750 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Blaise PASCAL	6 439 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Sergei PROKOFIEV	810 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Madeleine RENAUD	1 872 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – ROOSEVELT	7 380 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – ALAIN SAVARY	2 400 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Marie de SEVIGNE	2 967 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Georges SIMENON	4 416 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Jules SIMON	5 290 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – TERESA	1 350 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Margueritte YOURCENAR	3 450 €
525	Association de l'école Léopold Sédar Senghor	CLASSE DE DECOUVERTE – LEOPOLD SEDAR SENGHOR	4 350 €

De plus, du fait d'annulation de projets ces deux dernières années, trois autres écoles pourront également bénéficier d'un projet classe de découverte grâce aux reliquats disponibles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution le cas échéant ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

**Grand Défi Vivez Bougez 2024 - Organisation de la Grande Récompense -
Partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Institut du Cancer de Montpellier
(ICM) - Subvention en nature - Approbation**

Le Département Prévention de l'Institut du Cancer de Montpellier (ICM), en partenariat avec l'Agence régionale de Santé (ARS) Occitanie, l'Académie de Montpellier et la Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale Occitanie, développe depuis 2013 le projet Grand Défi Vivez Bougez. Ce programme innovant a pour objectif de promouvoir l'activité physique quotidienne des enfants de 6 à 11 ans et de leurs familles. Lors de l'édition 2023, 25 000 élèves scolarisés ont participé au projet.

Une journée de clôture intitulée « *La Grande Récompense* » est organisée le 7 juin 2024 au Palais des Sports FDI Stadium pour remercier les enfants de leur participation à cette opération, 900 enfants tirés au sort seront présents lors de cette journée (soit au total 1 200 personnes y compris les enseignants et accompagnateurs). L'évènement est composé d'une Zumba géante, d'ateliers ludo-éducatif, d'un spectacle et d'une démonstration de sports professionnels. Ce projet Grand Défi Vivez Bougez prend d'autant plus de sens en cette année des Jeux Olympiques 2024 : les valeurs qu'il promeut à destination des enfants telles que l'amitié, le respect, la détermination et l'inclusion sont communes à l'olympisme.

Pour cette édition 2024, la Ville de Montpellier est sollicitée pour la fourniture du goûter de tous les enfants participants à cet évènement et du déjeuner des bénévoles.

Au vu de l'intérêt local et de santé publique que présente ce projet, il est proposé que la Ville réponde favorablement à cette demande pour la journée du 7 juin 2024 : la Ville prendra en charge la commande de denrées et boissons auprès de l'entreprise titulaire du marché alimentaire qui en effectuera la livraison sur les lieux de la manifestation.

Cette participation se définit comme une subvention en nature qu'il convient de valoriser à hauteur de 2 500 € et de porter dans le Compte administratif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la fourniture du goûter pour les enfants participants à la journée de clôture du projet « *Grand Défi Vivez Bougez* » et du déjeuner des bénévoles ;
- De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de cette aide en nature à l'ICM pour un total de 2 500 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Charte du club "Collectivités territoriales et prévention des cancers" de l'Institut National du Cancer (INCa) - Autorisation de signature

Le rôle des collectivités en matière de prévention des cancers

La prévention des cancers constitue un enjeu prégnant. En effet, en France, près de la moitié des cancers pourraient être évités en changeant ses habitudes de vie et en diminuant son exposition à certains facteurs de risque (notamment la consommation de tabac et/ou d'alcool, une alimentation déséquilibrée, l'exposition aux ultraviolets, le manque d'activité physique, la pollution de l'air). La stratégie décennale de lutte contre les cancers 2021-2030, dont l'ambition est de réduire de 60 000 le nombre de cancers par an à l'horizon 2040, prévoit plus d'une dizaine de mesures dont la réussite repose sur la mobilisation des collectivités territoriales.

L'enjeu de ces actions est de favoriser une société protectrice et une vision positive de la santé, dans une approche intersectorielle de la prévention qui dépasse le champ sanitaire, pour prendre en compte l'impact de toutes les politiques qui agissent sur l'environnement physique, économique et social de l'individu.

En plus d'être des relais des dispositifs nationaux sur le terrain (comme par exemple les espaces sans tabac implantés à Montpellier depuis 2021), les collectivités territoriales ont démontré leur capacité à impulser des initiatives locales : urbanisme favorable à la marche et au vélo, ombrage, intégration des recommandations nutritionnelles dans la restauration collective, espaces sans tabac, actions de réduction des consommations d'alcool à risque ou encore en améliorant l'accès aux dépistages.

Les missions du Club "*Collectivités et prévention des cancers*"

Véritable programme d'accompagnement opérationnel des collectivités locales, le club, créé et animé par l'Institut National du Cancer (INCa), s'est donné cinq principales missions :

- Mutualiser et coordonner les savoir-faire, moyens et méthodes déployés par les collectivités territoriales ;
- Partager et capitaliser sur les actions et bonnes pratiques des collectivités locales ;
- Accompagner les initiatives locales, par un appui en expertise personnalisé ;
- Veiller, décrypter et diffuser les enseignements de la recherche ;
- Valoriser et porter la voix des collectivités membres au niveau national.

Montpellier s'engage avec le collectif « *Montpellier Prévention Cancers* »

A l'origine du collectif « *Octobre rose* » regroupant l'ensemble des acteurs du territoire autour de la promotion du dépistage du cancer du sein, la Ville de Montpellier souhaite étendre ce travail de coordination locale avec la création du collectif « *Montpellier Prévention Cancers* ». Impulsé dans le cadre du Contrat Local de Santé (CLS), signé avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) en octobre 2022, ce collectif regroupera les institutions locales engagées sur le sujet : l'ARS, l'assurance maladie de l'Hérault, le Centre Régional de Coordination du Dépistage des Cancers – Occitanie, l'Institut du Cancer de Montpellier, le CHU de Montpellier et la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier, par sa participation au collectif et la signature de la charte se donne pour mission principale d'harmoniser les politiques publiques locales de prévention des cancers et de promotion du dépistage organisé des cancers du sein, mais aussi du col de l'utérus et du colon. Elle s'engage également à participer aux échanges proposés aux collectivités territoriales par le Club « *Collectivités et prévention des cancers* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la charte du club « *Collectivités territoriales et prévention des cancers* » de l'Institut National du Cancer (INCa) ;
- De prendre acte de l'engagement de la Ville de Montpellier dans le collectif « *Montpellier Prévention Cancers* » ;
- D'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer la charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Contrat de fourniture de données et documents des dossiers de subventions
Politique de la ville entre l'Agence nationale pour la cohésion des territoires
(ANCT) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Dans un souci de simplification des démarches liées aux demandes de subventions, notamment dans le cadre de la Politique de la ville, il est désormais proposé aux associations d'effectuer un dépôt unique sur la plateforme nationale DAUPHIN, afin de solliciter, en une seule démarche, plusieurs financeurs (Etat, Région, Département, CAF, Métropole, Ville...). Cette plateforme est portée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) qui a pour mission de conseiller et de soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans la conception et la mise en œuvre de leurs projets, particulièrement dans les territoires en difficulté, et d'œuvrer ainsi, ensemble, pour une cohésion renforcée des territoires.

Un deuxième outil porté par l'ANCT, la plateforme d'échange AIDEN HUB Politique de la Ville, permet ensuite de récupérer, dans le Portail des Aides de la collectivité, de façon dématérialisée, les données et documents préalablement saisis dans DAUPHIN.

L'échange d'informations et de données entre la collectivité et l'ANCT nécessite de conclure un contrat entre les parties pour encadrer l'utilisation des données et documents mis à disposition par l'ANCT, via le service HUB Politique de la ville. Ce contrat annuel, reconductible tacitement chaque année jusqu'à la fin d'utilisation du service, est sans contrepartie financière. Les données et documents relatifs à la politique de la ville sont mis à disposition dans le cadre de la programmation actuelle jusqu'au 31 décembre 2024, pour permettre une transition entre le dernier contrat de ville et la nouvelle génération de contrats 2024-2030.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du contrat précisant les conditions d'utilisation par la Ville de Montpellier des données et documents mis à disposition par l'ANCT via le service HUB Politique de la ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Joli mois de mai de l'Europe - Programmation des animations - Adhésion au réseau Label Ville Européenne - Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale - Actions de sensibilisation pour l'inscription sur les listes électorales et le vote lors des élections européennes - Approbation - Autorisation de signature

Montpellier possède une véritable culture et identité d'appartenance à l'Europe. La Ville de Montpellier entretient des liens étroits avec les institutions européennes, ainsi qu'avec les autres villes et territoires européens, et promeut au quotidien par son action internationale les principes de paix, de solidarité, de stabilité, de respect des droits fondamentaux qui sont les piliers de la construction européenne. En 2021, une charte d'adhésion de l'ensemble des communes de la Métropole aux valeurs et principes européens a été signée à l'occasion de la journée du 9 mai, par l'ensemble des Maires des communes membres de la Métropole, une action inédite symbolisant le fort engagement du territoire pour l'Europe.

Engagée dans l'action européenne au bénéfice de son territoire, la Ville de Montpellier s'attache aussi à augmenter la part de financements européens dans le montage de projets structurants pour son territoire et ses habitants. La Collectivité vise ainsi à optimiser l'effet levier que constituent les financements européens dans la conduite de son action, et ce à travers une veille active et un travail de pédagogie et d'accompagnement renforcé à destination des chefs de projets, afin d'identifier les dispositifs adéquats et les partenaires à rassembler. Cela s'appuie sur des actions de sensibilisation continue et un travail étroit avec les différents réseaux auxquels la Collectivité appartient, à l'image d'Occitanie Europe ou encore de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE), organisation européenne qui rassemble plus de 150 000 collectivités.

Du 6 au 9 juin 2024, des millions d'Européens contribueront à façonner l'avenir de la démocratie en Europe lors des élections européennes. Il s'agit d'un moment fort de la vie démocratique, qui permet de décider collectivement de l'avenir de l'Union européenne.

Montpellier souhaite donc rappeler son engagement aux côtés des institutions européennes, en adhérant au réseau des territoires signataires de la charte d'engagement « *Label Ville européenne* », en signant la charte européenne pour l'égalité femmes-hommes dans la vie locale, en organisant dans le cadre du *Joli mois de mai de l'Europe* une riche programmation célébrant l'Europe sur son territoire, et enfin en organisant auprès de la population, et notamment des jeunes, des actions de sensibilisation au fonctionnement des institutions européennes et à l'exercice du droit de vote.

Adhésion au réseau des territoires signataires de la charte d'engagement « *Label Ville européenne* »

Le Label Ville européenne a été créé en janvier 2020 par les sections françaises des Jeunes Européens, du Mouvement Européen et de l'Union des Fédéralistes Européens, afin de promouvoir la démocratie européenne et de faire vivre l'esprit européen dans les villes françaises. Le Label Ville européenne est un label 100% citoyen et transpartisan qui incite les responsables politiques locaux à se saisir des thématiques européennes et à mettre en place des actions concrètes pour la promotion de la citoyenneté européenne au sein de leur commune.

Les actions qu'il propose, symboliques et pratiques, sont répertoriées selon 4 domaines d'actions prioritaires et se déclinent en 5 niveaux de complexité. Le Label permet ainsi une évaluation simple de ces actions en faveur de l'Union européenne et donne aux citoyens l'occasion de constater l'engagement européen de leurs élus.

En plus d'être identifiée par le Label comme un acteur clé dans la promotion de la démocratie européenne sur les territoires, l'obtention du Label Ville européenne permet à la Ville de Montpellier de rejoindre un réseau de 40 villes engagées pour l'Europe, de bénéficier du conseil des membres bénévoles experts des associations porteuses du Label et de pouvoir compter sur ce réseau pour mettre en œuvre des actions pédagogiques sur l'Union européenne sur le territoire de la Ville.

L'adhésion au réseau des territoires signataires de la charte d'engagement du Label Ville européenne permettra également à Montpellier de bénéficier d'une meilleure visibilité par le relais des actions innovantes mises en œuvre par la commune sur les réseaux sociaux du Label Ville européenne, de participer à un séminaire national annuel d'échanges et de partage des bonnes pratiques sur les questions européennes réunissant les élus et techniciens des villes signataires.

Un certain nombre de prérequis sont nécessaires pour l'adhésion à ce réseau, déjà en œuvre ou en cours de réalisation au sein de l'administration municipale :

- Placer dans sa mairie un drapeau européen à côté du drapeau français ;
- Identifier par la présence d'un pictogramme formé du drapeau européen tout projet financé par l'Union européenne au sein de sa commune ;
- Organiser au moins une fois par an un événement (conférence, exposition, projection, jumelage) ayant pour thème l'Europe ou un pays européen.

La Ville pourra constater sa progression dans la mise en œuvre du Label grâce à une évaluation annuelle lors de laquelle elle se voit attribuer un niveau, pouvant aller de 1 à 5, en fonction des actions réalisées dans le tableau annexé à la Charte d'engagement. Cette adhésion est gratuite.

Signature de la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale

La Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale est destinée aux collectivités locales et régionales d'Europe qui sont invitées à la signer, à prendre publiquement position sur le principe de l'égalité des femmes et des hommes, et à mettre en œuvre, sur leur territoire, les engagements définis dans la Charte.

Pour assurer la mise en œuvre de ces engagements, chaque signataire rédige un Plan d'action pour l'égalité qui fixe les priorités, les actions et les ressources nécessaires à sa réalisation. De plus, chaque autorité signataire s'engage à collaborer avec toutes les institutions et organisations de son territoire afin de promouvoir l'instauration, dans les faits, d'une véritable égalité.

La Charte a été rédigée dans le cadre d'un projet (2005-2006) mené à bien par le Conseil des Communes et Régions d'Europe en collaboration avec les nombreux partenaires. Le projet a été soutenu par la Commission européenne dans le cadre du 5^{ème} Programme d'action communautaire pour l'égalité des femmes et des hommes.

Il est donc proposé que la Ville de Montpellier, fortement engagée pour l'égalité entre les femmes et les hommes sur son territoire, signe cette charte et puisse ainsi valoriser les actions engagées et à venir pour la garantir.

Programmation du *Joli mois de mai de l'Europe* à Montpellier

Une riche programmation sera organisée sur le territoire pour célébrer le *Joli mois de mai de l'Europe*, en partenariat avec les associations et acteurs, et notamment le Centre Europe Direct – Maison de l'Europe :

- Des animations ludo-pédagogiques autour du thème « *l'Europe en jeux* » seront organisées dans le cadre du festival Saperlipopette au Domaine d'O les 4 et 5 mai ;
- Un *serious game* consacré au processus électoral européen sera organisé à Pierres Vives en partenariat avec le Département de l'Hérault, le Centre régional information jeunesse (CRIJ) et le Centre de Formation des Apprentis (CFA) de la chambre des métiers. Ce *serious game*, produit par la Maison de l'Europe, sera distribué gratuitement aux structures de la ville travaillant avec les publics jeunes ;
- Un évènement « *l'Europe des fromages* » sera organisé le 29 mai : il s'agit de l'organisation d'une dégustation à l'aveugle d'une sélection de fromages européens en partenariat avec un fromager de la ville ;
- Des animations ludo-pédagogique à destination des collégiens dans le cadre de la manifestation Educap City seront organisées dans plusieurs collèges participants de la ville ;
- Un jeu concours sera organisé sur les réseaux sociaux de la Ville permettant de gagner un pass Interrail pour amener les participants à trouver chaque jour un nouvel équipement de la ville financé par des financements européens ;
- Un partenariat avec le FISE est prévu pour prévoir des actions de sensibilisation aux institutions européennes et célébrer la journée de l'Europe, le 9 mai ;
- Il est prévu la présence d'un stand de la commission européenne le 13 mai le long du parcours de la flamme olympique (animations sportives et ludiques, stand d'information sur l'Union européenne) ;
- Une visite de la représentation de la Commission européenne est prévue le 3 avril prochain, qui sera l'occasion de visiter les équipements et projets financés par l'Europe à Montpellier. Cette visite sera l'occasion d'une rencontre avec les jeunes mobilisés dans le cadre des actions de sensibilisation aux actions européennes, qui font l'objet du point suivant de la délibération.

Actions de sensibilisation pour l'inscription sur les listes électorales et le vote lors des élections européennes

Les prochaines élections européennes auront lieu le 9 juin 2024. Malgré un rebond général du taux de participation lors des dernières élections européennes organisées en 2019, un désengagement de plus en plus marqué des citoyens lors des scrutins électoraux au fil des ans se confirme. Ce désengagement est notamment constaté localement puisque le taux de participation montpellierain atteint lors des dernières élections européennes est de 46 %, soit à un niveau inférieur de 4 points par rapport à celui constaté au niveau national.

La classe d'âge des 18-24 ans représente près d'un cinquième des habitants de Montpellier. Consciente que pour une grande partie de ces jeunes, les élections européennes pourraient être l'occasion de participer à leur premier vote, la Ville de Montpellier souhaite l'inciter en promouvant la place de l'Europe dans la vie quotidienne des jeunes montpelliérains.

Plusieurs actions seront donc mises en place d'ici le 9 juin 2024 :

- Le déploiement d'une campagne de communication aux couleurs de l'Europe incitant les habitants à s'inscrire sur les listes électorales et voter lors des élections ;
- L'animation lors de salons dédiés aux jeunes d'un stand tenu par des agents de la Ville et des services civiques ;
- La présence d'un triporteur aux couleurs de l'Europe sur les lieux de passage fréquentés par les jeunes (lycées, universités, ...)

Plusieurs dates sont ainsi prévues :

- Le mercredi 27 mars à Odysseum ;
- Le mercredi 3 avril au salon des jobs d'été ainsi qu'au salon *Meet up* de l'Université Paul-Valéry ;
- Le jeudi 4 avril devant le lycée Joseph-Joffre ;
- Le vendredi 5 avril devant le lycée Jean-Mermoz ;
- Le jeudi 11 avril devant la Fac de sciences Eco ;
- Le vendredi 12 avril devant la Fac de sciences ;
- Le jeudi 25 avril devant le Lycée Jean-Monnet ;
- Le vendredi 26 avril devant le Lycée Jules-Guesde ;
- Le jeudi 9 mai sur le parvis de l'Hôtel de ville ;

Par ailleurs, le kiosque mobile de « *Montpellier change avec vous* » permettra aux habitants de se renseigner sur les élections européennes, et notamment sur la démarche d'inscription sur les listes électorales. Le kiosque sera implanté au niveau d'emplacements fréquentés du quartier, les mercredis et les samedis, durant la durée de l'opération « *Montpellier change avec vous* ».

Enfin, il sera organisé une cérémonie de remise des cartes électorales aux jeunes électeurs à l'Hôtel de ville en avril.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion au réseau des territoires « *Label Ville Européenne* » et les termes de la charte d'engagement « *Label Ville Européenne* » ;
- D'approuver les termes de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale ;
- D'approuver la programmation des animations dans le cadre du *joli mois de mai de l'Europe* à Montpellier et la tenue d'actions de sensibilisation au fonctionnement des institutions européennes et à l'exercice du droit de vote en vue des élections européennes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les chartes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Comédie du Livre, 10 jours en mai - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la manifestation - Approbation - Autorisation de signature

Depuis le 1^{er} janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'organisation et la réalisation de la Comédie du Livre. 10 jours en mai, manifestation dont la 39^{ème} édition doit se tenir du 10 au 19 mai 2024.

La gestion de certains équipements, biens matériels et immatériels utilisés dans le cadre de la manifestation demeure de la compétence de la Ville de Montpellier. Afin de préserver la bonne organisation de cet événement, certains lieux et matériels de la Ville doivent être mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Le Centre Rabelais du 10 au 19 mai 2024 sauf le 14 mai ;
- La salle Pétrarque les 17, 18 et 19 mai 2024 ;
- La Maison des Relations Internationales et ses jardins du 13 au 20 mai 2024 ;
- L'espace Martin-Luther-King les 17,18 et 19 mai 2024 ;
- L'espace d'exposition Bagouet du 10 mai à fin août 2024 ;
- L'espace public de l'esplanade royale du Peyrou, les 17,18 et 19 mai 2024, ainsi que durant la période de montage et de démontage de la manifestation, soit du 3 au 24 mai 2024 inclus.

La Ville mettra également à disposition du matériel (mobilier, outillages, télécommandes d'accès, ...) et offrira par ailleurs un accompagnement et un soutien logistique, liés à cette mise à disposition. A cette fin, une convention de partenariat doit être conclue pour l'année 2024.

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville interviendra à titre gratuit, les coûts indirects liés à l'accueil du public, au nettoyage et à l'accompagnement technique feront l'objet d'une prise en charge directe par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'organisation de la 39^{ème} édition de la Comédie du Livre. 10 jours en mai ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Théâtre Jean Vilar - Adhésion de la Ville de Montpellier à l'association Archives du spectacle - Approbation

Fondée en 2007, l'association Les Archives du Spectacle référence les spectacles, les personnels qui y participent et les scènes où ils se produisent, pour la saison en cours et les saisons passées. Cette base de données constitue la mémoire du spectacle vivant, elle est consultable gratuitement et librement sur Internet. Les théâtres adhérents à l'association voient leur programmation relayée sur l'agenda du site ainsi que dans la lettre d'information.

Il est ainsi proposé d'adhérer à l'association Les Archives du Spectacle pour le théâtre Jean-Vilar, en diffusant les informations relatives à 5 spectacles de la prochaine saison, soit une cotisation d'un montant de 200 € au titre de la saison 2024-2025

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion à l'association Les Archives du Spectacle, pour un montant de 200 € au titre de l'année 2024, soit pour la saison théâtrale 2024-2025 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Théâtre Jean-Vilar - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Enfance et Partage - Approbation - Autorisation de signature

Le Théâtre Jean-Vilar a parmi ses missions de collaborer au maillage social et culturel du quartier de la Mosson. Une de ses dominantes est son implication en matière d'éducation artistique et culturelle.

Enfance et Partage est une association reconnue d'utilité publique qui se bat pour la reconnaissance, la promotion et la défense des droits de l'enfant, en France et dans le monde. L'association lutte pour protéger et défendre les enfants contre toutes les formes de maltraitance.

C'est dans cet esprit que le comité d'Enfance et Partage de Montpellier a initié le projet d'offrir aux enfants vivant avec leur mère au Centre Bouissonnade, un stage de théâtre. Il s'agit d'une activité leur permettant de sortir du cadre confiné du foyer, de s'exprimer, voire de libérer un non-dit lié à leur histoire, même si le stage proposé n'est pas directement à visée thérapeutique. Le stage s'adresse à tous les enfants de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole et en priorité aux enfants des femmes hébergées par le Centre Bouissonnade. Ce partenariat, initié en 2015, a été renouvelé à 7 reprises depuis.

Il est ainsi proposé de renouveler la convention de partenariat entre l'association Enfance et Partage et le théâtre Jean Vilar, pour l'organisation d'un stage de pratique théâtrale du 15 au 19 avril 2024 et une présentation publique pour les familles à l'issue du stage.

Le théâtre Jean-Vilar s'engage à :

- Organiser l'accueil des enfants pendant la semaine du stage ;
- Proposer un artiste intervenant et son remplacement en cas de défaillance : Evelyne TORROGLOSA de la compagnie l'Astrolabe ;
- Mettre à disposition le plateau du théâtre pour le bon déroulement du stage.

Enfance et Partage s'engage à :

- Rémunérer l'artiste intervenant à hauteur de 50€ de l'heure pour 20 heures d'encadrement, soit un total de 1 000 € ;
- Tout mettre en œuvre pour permettre un bon déroulement des activités autour de l'atelier, plus particulièrement de permettre aux enfants du Centre Bouissonnade de sortir de l'établissement pour se rendre au Théâtre Jean-Vilar ;
- Valoriser, au sein de l'établissement et vers l'extérieur, les activités et productions théâtrales des élèves de l'atelier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Enfance et Partage pour l'organisation d'un stage de pratique théâtrale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Restauration des Geôles de Lauwe, Cité scolaire Françoise Combes - Partenariat pour assurer la sauvegarde du lieu - Autorisation de signature

L'Etat, propriétaire des parcelles sises 4 rue du 81^{ème} régiment d'infanterie à Montpellier, les met à disposition du Rectorat, qui y a établi la cité scolaire Françoise Combes. Le lieu abrite les Geôles de Lauwe, espace investi par la milice comme lieu de torture des résistants, protégé au titre des Monuments Historiques, dont l'état se dégrade au fil du temps.

Depuis de nombreuses années, les associations mémorielles interpellent les pouvoirs publics sur l'état de délabrement de ce site classé et si important pour la mémoire collective. La Ville de Montpellier ne peut laisser ce patrimoine historique se détériorer ainsi et souhaite engager au plus tôt un dialogue avec l'Etat afin de déterminer ensemble les moyens d'agir pour assurer la sauvegarde de ce lieu important.

Cette urgence est rendue d'autant plus vive à l'approche de la célébration des commémorations de la Libération de la Ville de Montpellier en août 1944. C'est pourquoi il est proposé au Conseil municipal d'autoriser un partenariat, dont la forme reste à définir, entre la Ville de Montpellier et l'Etat, afin de permettre que des travaux de réhabilitation du bâtiment soient menés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe d'un partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Etat, pour permettre que des travaux de réhabilitation des Geôles de Lauwe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du quartier de la Mosson - Cession à ACM Habitat du lot de copropriété n°419 de la Tour d'Assas - Parcelle cadastrée LR 38 - 120 Le Grand Mail - Approbation

Le quartier de la Mosson d'une superficie d'environ 250 hectares comprenant 9 000 logements et 24 000 habitants a été retenu en 2016 par l'Agence Nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Les objectifs fondateurs de ce projet se structurent autour de quatre principes qui sont l'ouverture du quartier et de l'espace public, l'activation de l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés, l'amélioration de la qualité de vie en revalorisant la nature et le paysage, la connexion du quartier à la Ville avec les nouveaux réseaux de transports et les écosystèmes de l'innovation.

Un protocole de préfiguration a été signé le 16 décembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'ANRU et l'Office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat), bailleur social, pour mettre en œuvre ce programme d'études pour le renouvellement urbain du quartier de la Mosson. Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ont, en date du 14 janvier 2020, signé un traité de concession relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain.

Par arrêtés du 25 février 2021 et du 10 août 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré l'utilité publique (DUP) et la cessibilité des immeubles nécessaires à la constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Tour d'Assas au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre du projet NPNRU, ACM Habitat, propriétaire principal de la Tour d'Assas et notamment des logements, doit en effectuer la démolition. Il a donc été convenu que Montpellier Méditerranée Métropole lui revende l'entièreté des lots acquis au titre de la DUP, afin qu'ACM Habitat puisse être le seul propriétaire et ainsi effectuer les travaux. Dans ce contexte, par acte notarié du 12 septembre 2023, Montpellier Méditerranée Métropole a donc cédé à ACM Habitat des locaux commerciaux et un logement.

A ce jour, il reste à la Ville à céder à ACM Habitat un lot de copropriété lui appartenant et compris dans le périmètre de la DUP. Il s'agit du lot n°419 en nature de local commercial inoccupé d'une superficie d'environ 50 m² sur la parcelle cadastrée LR 38. Il est proposé de fixer la cession au prix de 50 000 € HT (cinquante mille euros) conformément à l'avis du Pôle des Évaluations Domaniales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cession à ACM Habitat du lot de copropriété de l'immeuble Tour d'Assas n° 419 en nature de local commercial inoccupé d'une superficie d'environ 50 m², situé 120 Le Grand Mail à Montpellier, sur la parcelle cadastrée LR 38, au prix de 50 000 € (cinquante mille euros) ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- De demander au notaire de l'acquéreur de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de ce dernier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Quartier Arceaux - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Espace Pitot - Suppression de la ZAC - Approbation

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Espace Pitot est située en périphérie immédiate du centre historique de Montpellier, dans le quartier des Arceaux. Elle se situe à proximité de la place Royale du Peyrou le long de la rue Pitot, proche de l'Arc de Triomphe.

Les principes de lancement de la ZAC sur l'Espace Pitot énonçant les objectifs et les modalités de concertation avec le public ont été arrêtés par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1989. Puis, par délibération du Conseil municipal du 30 janvier 1990, la Ville a adopté le protocole à passer entre la Ville et la société URBAT qui réalisera la ZAC ainsi que le principe de montage financier et administratif de l'opération. Par délibération du Conseil municipal du 26 février 1990 la Ville a décidé la création de la ZAC Espace Pitot. Par délibération du Conseil municipal du 28 mars 1990, le dossier de réalisation de la ZAC Espace Pitot a été approuvé. Il comprend notamment le bilan de concertation sur ce projet, une notice de présentation, les modalités prévisionnelles de financement et l'échéancier de réalisation de ces équipements.

En favorisant l'aménagement de l'Espace Pitot, la Ville de Montpellier a cherché à :

- Dynamiser l'Ouest du centre historique de la ville ;
- Valoriser le remarquable ensemble constitué par la place Royale du Peyrou, le jardin des Plantes et la percée de la rue Foch ;
- Mettre en place, sur ce site central, des équipements à vocation publique qui faisaient défaut dans les quartiers anciens voisins ;
- Doter le centre-ville d'un parking de proximité qui vienne compléter le parc important déjà existant ;
- Mettre en valeur le patrimoine historique que représente la place Royale du Peyrou, par la réalisation d'un programme architectural de qualité.

En dehors des réunions et expositions publiques qui ont eu lieu en 1989 sur le concours Espace Pitot, ainsi que sur le projet classé premier, la concertation avec le public, annoncée par la presse s'est déroulée par :

- La mise à disposition du public du dossier ;
- Une réunion publique qui s'est tenue au Gymnase des Arceaux le 27 février 1990.

L'étude et les résultats de la concertation ont permis d'aboutir au dossier de réalisation de la ZAC Espace Pitot basé sur le programme suivant :

Equipements publics :

- 1 piscine de 2 100 m² environ ;
- 1 gymnase de 1 200 m² environ ;
- 1 parking de 590 places publiques ;
- 1 place publique et ses accès piétons.

Cette ZAC comporte aussi des logements, des bureaux et des commerces en rez-de-chaussée.

Les équipements publics réalisés par l'agence d'architecture GARCIA DIAZ ont été livrés entre 1991 et 1994.

L'ensemble des équipements a été financé et réalisé par la ZAC. La Ville a vendu le terrain à la société URBAT. Elle a payé un fonds de concours de 22, 136 M F HT à la société URBAT et recevra en contrepartie, les équipements publics précités et affermera le parking à un exploitant.

A ce jour, le programme des équipements publics de la ZAC Espace Pitot a été réalisé en totalité. Il convient aujourd'hui de supprimer la ZAC Espace Pitot conformément à l'article R.311-12 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De supprimer la Zone d'Aménagement Concerté de l'Espace Pitot conformément à l'article R.311-12 du Code de l'urbanisme ;
- De procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions de l'article R.311-5 du Code de l'urbanisme ;
- De dire que le dossier de suppression de la ZAC Espace Pitot sera tenu à disposition du public à l'Hôtel de Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades 2022-2026 - Attribution de subventions

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le Code de la construction et de l'habitation et instauré par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016, la Ville de Montpellier a mis en place, sur un périmètre défini du quartier de Celleneuve, des subventions pour la réalisation de travaux de ravalement de façade donnant sur l'espace public circulé ; en application du règlement obligatoire des façades, modifié par délibération du 25 octobre 2018 (n° V2018-363). Par délibération du Conseil municipal du 28 juin 2022 (n° V2022-191) a été approuvée la poursuite de la campagne de subvention des travaux de ravalement sur ce même périmètre du quartier de Celleneuve. Le taux de subvention est de 40 % du montant TTC des travaux subventionnables, avec la possibilité de réaliser des travaux partiels.

Après vérification de la conformité des travaux avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Mme Nathalie BILLET

Adresse : 12 rue Gilodes

Total des travaux : 37 071,40 € TTC à 40 % de subvention

Montant à verser : **14 828,56 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement de la subvention pour un montant total de 14 828,56 € correspondant à l'adresse listée ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Quartier centre - Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) Saint Charles - Suppression de la ZAC - Approbation

La Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) Saint Charles est située au nord-ouest du centre historique. Ce tènement d'environ 4.6 ha, constitué de l'ancien Hôpital général et des cliniques Saint Charles, jouxte le secteur sauvegardé. Il est délimité par la rue Auguste-Broussonet au sud, l'avenue Saint Charles au nord, l'avenue Chancel à l'ouest et la place Albert 1^{er} à l'est.

Dès l'origine du projet, la Ville a souhaité réutiliser l'emprise de cet équipement hospitalier, dont les terrains et les bâtiments avaient été délaissés par l'établissement de santé. La menace de dégradation des bâtiments non utilisés rendant en effet urgente la reconversion de cet ensemble monumental. Le site, aujourd'hui aménagé, accueille un ensemble universitaire dans l'ancien hôpital général, des logements (environ 400), des services, des commerces et des bureaux.

Par délibération en date du 24 juin 1999, le Conseil municipal a défini les objectifs et les modalités d'association du public préalables aux études et à la réalisation des opérations d'aménagement du site. Il a décidé, en application de l'article L. 300-4 du Code de l'urbanisme, de concéder à la SERM les études et la réalisation des opérations d'aménagement de ce secteur, destiné à accueillir, de l'habitat, des activités, bureaux, locaux professionnels, commerces, et enfin des locaux universitaires.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé la réalisation d'une ZAC dite « *Saint Charles* ». Dans ce cadre, la Ville a confié à la SERM l'aménagement de cette opération. Le programme de la ZAC porte sur la réhabilitation des bâtiments anciens et la construction de bâtiments neufs pour permettre l'extension de l'Université Paul-Valéry ainsi que la création de logements et de locaux d'activités (commerces notamment).

L'ensemble des travaux d'aménagement sont achevés, ainsi que la réhabilitation des bâtiments existants pour l'Université.

A contrario, la dernière tranche de l'extension de la faculté, prévue sur ses terrains utilisés aujourd'hui pour du stationnement, n'est pas encore programmée par l'Université. Ainsi, le CRAC de l'exercice 2006 avait acté l'arrêt des travaux par la SERM, et que les travaux d'accompagnements afférant seraient financièrement à la charge de la Ville de Montpellier une fois les travaux d'extension de l'Université programmés puis réalisés.

Dans la mesure où tous les aménagements et le programme des équipements publics ont été réalisés, les différentes procédures achevées, la concession d'aménagement confiée à la SERM a été clôturée par délibération du Conseil municipal du 21 décembre 2017.

Il convient donc aujourd'hui de supprimer la ZAC Saint Charles, conformément à l'article R. 331-12 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De supprimer la Zone d'Aménagement Concerté Saint Charles conformément à l'article R. 311-12 du Code de l'urbanisme ;
- De procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions de l'article R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- De dire que ces documents seront tenus à disposition du public, à l'accueil de l'Hôtel de Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Cité Créative - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Demande d'agrément de la candidature de la société Les Villégiales / SCCV LVH1 - Lot 1d "Bourgogne" - Approbation

La reconversion du site de l'Ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), dans le quartier Croix d'Argent, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Municipalité, en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle), avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de réinvestissement urbain sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le 26 janvier 2017 la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) EAI. Puis en date du 28 juin 2018, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la Ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances... mais aussi en transformant, complétant et en enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie, d'habiter et de travailler ;
- Créer de nouvelles polarités, culturelles et économiques, où se côtoient activités innovantes, structures de formations mais aussi des commerces de proximité et de loisirs urbains en résonance avec le parc Montcalm, lui aussi support d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains ;
- Faire émerger, au cœur de ce quartier, de nombreuses structures et activités confortant l'excellence de la Ville et de la Métropole dans le domaine des « *Industries Culturelles et Créatives* » (ICC) et les immerger dans la ville afin qu'elles participent à son animation et son attractivité : écoles, tiers-lieu au service de tous les secteurs en devenir des ICC, immobilier d'entreprise à destination des start-up comme des grands comptes, lieu d'échange et de rencontre ;
- Proposer un nouveau type « *d'écosystème urbain* » par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale, avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une diversité de formes urbaines apte à répondre à de nombreux modes d'habiter, où les activités s'imbriquent à l'habitat, où les nouvelles constructions se greffent aux anciennes et les réinterprètent.

Forte de ces ambitions et afin de conforter la nouvelle identité du quartier, la Ville de Montpellier a approuvé par délibération du Conseil municipal du 21 septembre 2021 la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC du quartier de la Cité créative.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 23 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature de Les Villégiales / SCCV LVH1 pour le lot n°1d (Bourgogne) de la ZAC de la Cité créative.

Maître d'ouvrage : Les Villégiales / SCCV LVH1

Localisation du projet : Sections HY n°551a et 552a

Surface du lot : 1 530 m² et 902m²

Nature du projet : 55 logements environ dont : Logements libres (70% environ) / Logements abordables type « BRS » (30% environ) / Activité en rez-de-chaussée / Parking en sous-sol

SDP envisagée : 3 900 m²

SDP maximale autorisée : 4 095 m²

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature de la société Les Villégiales / SCCV LVH1, en vue de la réalisation d'un programme de logements libres et abordables, d'activités en rez-de-chaussée et d'un parking en sous-sol sur le lot 1d (Bourgogne) de la ZAC du quartier de la Cité créative ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Cité créative - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Demande d'agrément de candidature de SCCV Ateliers Cité Créative (Lot 3d) pour la réalisation d'un programme d'activités ICC et de commerces - Approbation

La reconversion du site de l'Ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) dans le quartier Croix d'Argent constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Municipalité, en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment dans Montpellier Méditerranée Métropole.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de réinvestissement urbain sous la forme d'une concession d'aménagement. Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le 26 janvier 2017 la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) EAI. Puis en date du 28 juin 2018, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville, par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances... Mais aussi en transformant, complétant et en enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie, d'habiter et de travailler ;
- Créer de nouvelles polarités, culturelles et économiques, où se côtoient activités innovantes, structures de formations, mais aussi des commerces de proximité et de loisirs urbains, en résonance avec le parc Montcalm, lui aussi support d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains ;
- Faire émerger, au cœur de ce quartier, de nombreuses structures et activités confortant l'excellence de la Ville et de la Métropole dans le domaine des Industries Culturelles et Créatives (ICC) et les immerger dans la ville afin qu'elles participent à son animation et son attractivité : écoles, tiers-lieu au service de tous les secteurs en devenir des ICC, immobilier d'entreprise à destination des start-up comme des grands comptes, lieu d'échange et de rencontre ;
- Proposer un nouveau type « *d'écosystème urbain* » par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une diversité de formes urbaines, apte à répondre à de nombreux modes d'habiter, où les activités s'imbriquent à l'habitat, où les nouvelles constructions se greffent aux anciennes et les réinterprètent.

Forte de ces ambitions et afin de conforter la nouvelle identité du quartier, la Ville de Montpellier a approuvé par délibération du Conseil municipal du 21 septembre 2021 la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC du quartier de la Cité créative.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 23 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la

candidature de SCCV Ateliers Cité Créative pour le lot n°3d de la ZAC de la Cité créative.

Maître d'ouvrage : SCCV Ateliers Cité Créative

Localisation du projet : Section HY n°547

Surface du lot : 1 743 m²

Nature du projet : 5 700 m² de SDP dédiés aux ICC
500 m² de SDP de commerces

SDP envisagée : 6 200 m²

SDP maximale autorisée : 6 510 m²

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature de la société SCCV Ateliers Cité Créative en vue de la réalisation d'un programme d'activités ICC et de commerces sur le lot 3d de la ZAC du quartier de la Cité créative ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
 mardi 26 mars 2024**

Concession d'aménagement "réaménagement du quartier de la Pompignane" - Opération d'aménagement des Hauts de Jausserand - Agrément de candidature du groupement ACM Habitat/FDI Habitat - Approbation

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a confié à la SA3M une concession d'aménagement notamment pour mettre en œuvre le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane. Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 septembre 2016 et notifiée le 22 novembre 2016.

Inclus dans le périmètre de la concession, un projet immobilier d'initiative privée a été porté à la connaissance de la Collectivité sur un site comportant d'anciennes halles industrielles désaffectées et un parking à l'abandon. Afin d'intégrer le projet immobilier dans cette dynamique globale de renouvellement urbain, en souhaitant lui appliquer les principes d'aménagement urbain et paysager qualitatifs fixés à l'échelle du quartier, une opération d'aménagement Les Hauts de Jausserand a été créée par délibération municipale en date du 12 juin 2019.

Conformément à la concession d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature du groupement ACM Habitat/FDI Habitat en vue de la cession d'une parcelle, dont l'aménageur s'est rendu propriétaire, située à Montpellier, 34000 Mas de Pastourel, cadastrée RR100b.

Cette cession permet la maîtrise foncière du lot C2 du secteur des Hauts de Jausserand par le groupement ACM Habitat/FDI Habitat en vue de réaliser un programme de logements sociaux publics collectifs neufs. Elle est compatible avec la fiche de lot établie par l'architecte en chef du projet renouvellement urbain, Atelier d'Urbanisme CASTRO DENISOFF, ainsi qu'avec le projet d'ensemble.

Dénomination du Candidat :

Le groupement ACM Habitat/FDI Habitat composé de :

- La société ACM - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est au 407 avenue du Professeur E. Antonelli – CS 15590 – 34074 MONTPELLIER cedex 3, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 351 808 977 ;
- La société FDI Habitat, société anonyme au capital de 945.000 €, domiciliée au 501 rue Georges Méliès @7Center-Immeuble H@rmonie 34000 MONTPELLIER, immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro B467 800 561

Localisation : Mas de Pastourel - 34000 MONTPELLIER

Parcelles cadastrées : Parcelle RR100b pour une surface cadastrale de 2 542 m²

Nature du projet : Construction d'un programme neuf de logements sociaux publics collectifs

SDP maximale autorisée : 3 200 m² de surface de plancher maximale

La SA3M précise que la candidature du groupement ACM Habitat/FDI Habitat prend en considération les prescriptions urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales, ainsi que les contraintes inhérentes à l'Opération d'aménagement des Hauts de Jausserand.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature du groupement ACM Habitat/FDI Habitat pour la cession foncière de terrains maîtrisés par l'aménageur SA3M, en vue du projet susvisé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Achèvement des Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Multisites Marqueroze, Molière, Terre de l'Hirondelle et Saint Hilaire - Approbation

Cette délibération propose d'approuver l'achèvement de quatre Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) : le PAE Terre de l'Hirondelle, le PAE Molière, le PAE Saint Hilaire et le PAE Multisites Marqueroze.

1. Achèvement du PAE Terre de l'Hirondelle :

Le Conseil municipal a approuvé le PAE Terre de l'Hirondelle par une délibération en date du 18 novembre 1993 en application à l'article L.332.9 du Code de l'urbanisme. Cette délibération a fixé le périmètre du programme d'aménagement d'ensemble ; la nature et coût du programme d'équipements publics ; le délai de réalisation du programme d'équipements ; la part des dépenses mises à la charge des constructeurs ; la répartition de cette part entre les différentes catégories de construction et l'actualisation de la participation.

Le coût global du programme des équipements publics prévu était de 91 469,41 € HT (600 000 F HT) dont 64 028,59 € HT (420 000 F HT) à la charge des constructeurs.

Le PAE Terre de l'Hirondelle a été clôturé dans une délibération du Conseil municipal en date du 4 juin 2008. Pour compléter cette demande, il est demandé d'achever le PAE Terre de l'Hirondelle.

Les travaux suivants ont été réalisés :

- L'aménagement du tronçon de la rue Etienne Méhul et de la rue de Cholet compris dans le périmètre du PAE : réfection de voirie, réalisation de trottoir, plantations d'alignement, éclairage public.

Le montant attendu des recettes du PAE s'élève à 64 029 € HT et la part perçue se répartit ainsi :

- Recettes du PAE par la Ville de Montpellier à 33 330 € HT ;
- Recettes perçues en nature s'élèvent à 2 287 € HT.

2. Achèvement du PAE Molière :

Le Conseil municipal a approuvé le PAE Molière par une délibération en date du 28 juillet 1993 en application à l'article L.332.9 du Code de l'urbanisme. Le Conseil municipal du 25 juillet 2001 a approuvé la modification du PAE consistant à supprimer le projet de voie C33 et à modifier la répartition des participations pour les équipements publics. Cette dernière délibération a fixé le périmètre du secteur d'aménagement d'ensemble ; la nature et le coût du programme des équipements publics ; le délai de réalisation du PAE ; la part des dépenses mises à la charge des constructeurs ; la répartition de cette part entre les différentes catégories de construction et l'actualisation de la participation.

Le coût global du programme des équipements publics est donc de 1 158 612,53 € HT (7 600 000 F HT) dont 695 167,52 € HT (4 560 000 F HT) à la charge des constructeurs.

Les travaux suivants ont été réalisés :

- Equipement d'Infrastructure : Les voiries ; la bretelle d'évitement du carrefour et l'aménagement des accès au droit des parcelles supervisées.

Le montant des recettes du PAE est réparti ainsi :

- Les recettes du PAE par la Ville de Montpellier s'élèvent à 695 167,52 € HT ;
- Les recettes perçues en nature sont nulles.

Les recettes ont été versées par l'ensemble des pétitionnaires des différentes opérations qui ont été construites dans le secteur.

3. Achèvement du PAE Saint Hilaire

Le Conseil municipal a approuvé le PAE Saint Hilaire par une délibération en date du 28 février 1991 en application à l'article L.332.9 du Code de l'urbanisme. Cette délibération a fixé le périmètre du programme d'aménagement d'ensemble ; la nature et coût du programme d'équipements publics ; le délai de réalisation du programme d'équipements ; la part des dépenses mises à la charge des constructeurs ; la répartition de cette part entre les différentes catégories de construction et l'actualisation de la participation.

Le coût global du programme des équipements publics prévu était de 739 377,73 € HT (4 850 000 F HT) dont 591 502,19 € HT (3 880 000 F HT) à la charge des constructeurs.

Les travaux suivants ont été réalisés :

- Aménagement de voiries, réseaux divers, éclairage, équipement de feux tricolores, reconstitution d'équipements existants ;
- Raccordements et renforcement des réseaux d'eau potable et d'un réseau d'eaux usées.

Le montant des recettes du PAE s'élève à 54 000 F HT et se répartit ainsi :

- Recettes du PAE par la Ville de Montpellier à 54 000 F HT ;
- Recettes perçues en nature sont nulles.

4. Achèvement du PAE Multisites Marqueroise.

Le Conseil municipal a approuvé le PAE Multisites Marqueroise par une délibération en date du 6 novembre 2006 en application à l'article L.332.9 du Code de l'urbanisme. Le PAE a connu deux modifications par délibération, la première datant du 26 mars 2007 et la deuxième dont l'objectif est de répercuter les nouvelles dépenses liées à un changement de cadre réglementaire, en date du 7 février 2011. Cette dernière délibération avait fixé le périmètre du secteur d'aménagement d'ensemble, la nature et le coût HT du programme des équipements publics, le délai de réalisation du PAE, la part des dépenses mises à la charge des constructeurs ainsi que la répartition de cette part entre les différentes catégories de construction et l'actualisation de la participation.

Le total des dépenses d'équipements s'élève à 7 453 382 € HT dont 3 939 814 € HT seront mis à la mise à la charge des constructeurs.

Les travaux suivants ont été réalisés :

- a) Elargissement et aménagement du boulevard Paul-Valéry et d'une partie des rues de la Marqueroise et Gaston-Bachelard et le traitement des carrefours ;
- b) Création des réseaux d'assainissement, eau potable, eau pluviale, et éclairage public du Boulevard Paul-Valéry et d'une partie des rues de la Marqueroise, Gaston-Bachelard, et avenue du Colonel-Pavelet ;
- c) Renforcement de l'alimentation générale en eau potable des habitants de la Croix d'Argent ;
- d) Création et renforcement des réseaux électriques (études, mise en place d'un transformateur, terrassement, poste de câbles électriques ...).

Le montant des recettes perçues s'élève à 1 952 040 € HT. Les recettes ont été versées par l'ensemble des pétitionnaires des différentes opérations qui ont été construites dans le secteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'achever les quatre Programmes d'Aménagement d'Ensemble de Terre de l'Hirondelle, Molière, Saint Hilaire et Marqueroise Multisites ;
- De rétablir l'ensemble des taxes et participations de droit commun, notamment la Taxe d'aménagement (TA) et la Participation pour le Financement d'Assainissement Collectif (PFAC) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Ligne 5 de tramway - Mise en œuvre des mesures compensatoires
environnementales - Bail civil entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole - Parcelle cadastrée AA 56 à Montferrier sur Lez -
Approbation - Autorisation de signature**

Dans le cadre d'une politique ambitieuse de création d'une offre de mobilité décarbonnée à l'horizon 2025, la Ville de Montpellier soutient le projet porté par Montpellier Méditerranée Métropole de création de la ligne 5 de tramway sur une longueur de 20,5 kilomètres, qui va desservir les Communes de Lavérune, Montpellier, Clapiers, Montferrier-sur-Lez et Prades-le-Lez. Avec cette 5^e ligne de tramway, la Métropole offre une nouvelle diagonale Nord / Sud-Ouest à son réseau, maillant encore plus finement et de manière plus étendue sa toile de transports. Face aux enjeux environnementaux et de santé publique liés à la croissance du trafic automobile sur le territoire, Montpellier Méditerranée Métropole relève un défi majeur pour sa transition écologique : celui d'une mobilité plus verte, à la fois sociale et solidaire. Par une convention du 1^{er} février 2011, la société dénommée Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) a été mandatée pour l'étude et la réalisation de cette ligne 5.

Pour la réalisation de ce projet, Montpellier Méditerranée Métropole doit mettre en place des mesures compensatoires aux impacts résiduels des travaux sur la faune et la flore. La mise en œuvre de ces mesures compensatoires destinées à pallier les effets de cette opération d'aménagement sur le milieu naturel entre dans le cadre de la loi du 8 août 2016 relative à la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages. Après une recherche de terrains adaptés pour répondre au volet environnemental de ce projet, la Métropole et la TaM ont identifié des terrains, propriété de la Ville de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole a donc sollicité la Ville afin de conclure un bail civil pour l'occupation de la parcelle cadastrée AA 56 d'une superficie de 5703 m² située avenue Agropolis, sur la Commune de Montferrier-sur-Lez.

Cette parcelle est incluse dans le bail emphytéotique du 25 juillet 1980 conclu entre la Ville de Montpellier et l'Institut Agro Montpellier. La résiliation partielle de ce bail a fait l'objet d'une délibération du Conseil municipal en date du 11 décembre 2023, et à ce jour l'acte de résiliation partielle est en cours de rédaction dans une étude notariale. Cet acte notarié sera par conséquent signé avant le bail civil, objet de la présente délibération.

Le bail civil entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est conclu pour une durée de cinquante (50) ans, moyennant un loyer annuel de 17,39 euros (dix-sept euros et trente-neuf centimes), soit pour la durée du bail un montant de 869,50 euros (huit cent soixante-neuf euros et cinquante centimes) qui sera payé sous forme de versement unique. Ce loyer est conforme à l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2023-10-14274 du 13 octobre 2023 relatif aux indices des fermages pour l'année 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du bail civil entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour une durée de cinquante (50) années, moyennant le versement d'un loyer annuel de 17,39 € (dix-sept euros et trente-neuf centimes), soit un montant total de loyer de 869,50 € (huit cent soixante-neuf euros et cinquante centimes) pour la durée du bail, pour l'occupation de la parcelle cadastrée AA 56 d'une superficie de 5703 m² sur la Commune de Montferrier-sur-Lez ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser la saisine d'un office notarial pour la rédaction du bail civil, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le bail ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Ligne 5 de tramway - Convention de servitude d'appui-accrochage au profit de
Montpellier Méditerranée Métropole - Eglise Saint Denis - Parcelle EV 271 -
Approbation - Autorisation de signature**

Dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à son mandataire, la société Transport de l'agglomération de Montpellier (TaM), l'ensemble des opérations nécessaires à la création des servitudes d'ancrages.

Il s'avère nécessaire à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de créer une servitude d'appui-accrochage en vue de permettre l'alimentation en électricité du tramway sur la façade de l'église Saint Denis située 1 avenue Georges Clemenceau, parcelle cadastrée EV 271. La présente constitution de servitude est accordée à titre gratuit, compte tenu de l'utilité publique déclarée des travaux de réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. Elle est conclue pour la durée de fonctionnement de la ligne de tramway ou de tout autre type de réseau qui pourrait lui être substitué.

Par conséquent Montpellier Méditerranée Métropole propose à la Ville une convention de servitude d'appui-accrochage sur cette parcelle. Cette convention sera enregistrée au service de la publicité foncière de Montpellier par les soins du bénéficiaire et à ses frais.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la constitution d'une servitude au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, accordée à titre gratuit compte tenu de l'utilité publique déclarée des travaux de réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway ;
- D'approuver les termes de la convention de servitude d'appui-accrochage entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la ligne aérienne de contact, sur la façade de l'église Saint Denis cadastrée EV 271 ;
- De dire que cette convention sera enregistrée par les soins du bénéficiaire et à ses frais ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Foncier - Bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et la crèche associative
Les Moussaillons - Volumes 2 et 3 du bâtiment D de la résidence Majestik ilot
Vergne - Approbation**

La Ville de Montpellier est en cours d'acquisition auprès de FDI HABITAT d'un local en rez-de-chaussée d'une surface d'environ 296 m², en nature de plateau brut, représentant le volume 2 du bâtiment D de la résidence MAJESTIK ILOT VERGNE, située 42 ter rue Adam-de-Craponne à Montpellier, ainsi que de trois places de stationnement privatif en R-2, représentant le volume 3 de la résidence. L'acquisition de ce local est pour la Ville une opportunité de redéployer la crèche associative LES MOUSSAILLONS, notamment logée dans des locaux inadaptés et exigus eu égard à la demande de berceaux et répondre aux demandes du quartier en matière de services publics, espaces communs ou associatifs.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce projet, il est proposé la signature d'un bail emphytéotique avec l'association LES MOUSSAILLONS pour une durée de dix-huit ans et un jour, portant sur les volumes 2 et 3 du bâtiment D de la résidence MAJESTIK ILOT VERGNE.

Le Pôle d'Evaluation Domaniale a émis un avis en date du 14 avril 2023, évaluant la redevance annuelle à 6 725 €. Cependant, compte tenu de l'intérêt général du projet et le niveau d'investissement porté par l'association pour aménager la crèche, il est proposé de passer outre cet avis du Pôle d'Evaluation Domaniale et de fixer le montant de la redevance annuelle à l'euro symbolique. Il est néanmoins entendu que toutes charges, impôts et taxes afférents à la mise à disposition du bien seront à la charge financière de l'association, conformément à la réglementation qui attribue au preneur des droits réels.

Cette proposition de redevance s'inscrit dans une démarche active de soutien par la Ville au secteur de la Petite Enfance. En effet, la Ville de Montpellier développe une politique ambitieuse pour la petite enfance avec 1 340 places articulées autour de 28 établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), 3 crèches gérées en délégation de service public, 2 services d'accueil familial et 8 Relais Petite Enfance (RPE). Elle s'emploie depuis 2021 à opérer un important rattrapage de l'offre de places (programme de création de 300 nouvelles places) et, en avril 2023, elle a adopté de nouveaux critères d'attribution des places autour de trois grandes priorités :

- Contribuer à la socialisation pour lutter contre les inégalités ;
- Agir pour favoriser l'accès à l'emploi et prioriser les carrières des femmes ;
- Prévenir les vulnérabilités auxquelles sont exposées les femmes seules avec enfants.

Par délibération en date du 11 décembre 2023, le Conseil municipal a approuvé la feuille de route 2023-2026 pour construire le Service Montpelliérain de la Petite Enfance. Il est articulé autour des axes suivants :

- La mise en place d'une gouvernance participative ;
- La construction par étapes du Guichet Unique ;
- Le renforcement de la Qualité ;
- Le développement et la diversification de l'offre ;
- La candidature au Fonds d'innovation pour la Petite Enfance (FIPE) ;
- Un service public municipal au cœur du Service Montpelliérain de la Petite Enfance et une contractualisation renforcée avec les associations autour de valeurs et de principes d'actions librement partagés.

Les crèches associatives participent activement à l'atteinte des objectifs d'accueil de la Ville de Montpellier et dans un contexte de marché immobilier tendu, la Ville souhaite s'engager auprès des crèches associatives afin de permettre l'ouverture de berceaux et la pérennisation des installations, notamment sur le patrimoine communal. En effet, depuis décembre 2022, trois crèches associatives, soit 90 berceaux ont dû fermer dont la dernière en janvier 2024.

Dans cette perspective, l'association LES MOUSSAILLONS, exerçant une activité à but non lucratif, concourt à la satisfaction de l'intérêt général, et œuvre, à travers ses actions en faveur de la petite enfance. Cette exonération de redevance est constitutive d'une subvention en nature annuelle de la valeur de l'avis de France Domaine, soit 6 725 € (six mille sept cent vingt-cinq euros). Elle devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville de Montpellier et de l'association LES MOUSSAILLONS.

Par ailleurs, il est proposé d'autoriser l'association LES MOUSSAILLONS, ou tout tiers substitué désigné, à déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation du projet et à pénétrer et intervenir dans le local propriété de la Ville dans le cadre des travaux préparatoires à l'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et l'Association LES MOUSSAILLONS portant sur l'installation d'une crèche dans un local en rez-de-chaussée d'une surface d'environ 296 m², en nature de plateau brut, représentant le volume 2 du bâtiment D de la résidence MAJESTIK ILOT VERGNE, située 42 ter rue Adam de Craponne à Montpellier ainsi que de trois places de stationnement privatif en R-2, représentant le volume 3 de la résidence, pour une durée de dix-huit ans et un jour, moyennant une redevance annuelle d'un euro symbolique constitutive d'une subvention en nature annuelle d'un montant de 6 725 € (six mille sept cent vingt-cinq euros) ;
- De dire que l'Office Notarial de Baillargues sera chargé de la rédaction et de la réitération de l'acte ;
- De dire que tous les frais de passation et accessoires seront à la charge exclusive du preneur ;
- D'autoriser l'association LES MOUSSAILLONS, ou tout tiers substitué désigné, à déposer et à se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation du projet, pénétrer et intervenir dans le local propriété de la Ville dans le cadre des travaux préparatoires à l'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le bail emphytéotique ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Convention de mise à disposition réciproque de matériel entre la Ville de
Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la convergence des
établissements du Zoo de Lunaret et l'Ecolothèque - Approbation - Autorisation
de signature**

Dans un souci de rationalisation et d'optimisation des activités au sein de la Direction déléguée de la Médiation Ecologique, à laquelle appartiennent l'établissement du Zoo de Montpellier géré par la Ville et l'établissement de l'Ecolothèque (Saint Jean de Védas) géré par Montpellier Méditerranée Métropole, les deux collectivités ont engagé une démarche de rapprochement dans l'objectif de contribuer à la transformation écologique du territoire. Il convient d'affiner cette collaboration entre les deux établissements en vue d'en tirer des bénéfices réciproques en termes de méthodologie, de fonctionnement et d'organisation.

A cet effet, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de conclure une convention de mise à disposition réciproque de matériel technique et pédagogique nécessaire aux activités des deux sites (5 ruches en bois et leurs essaims et le matériel d'apiculture nécessaire), présentant les caractéristiques suivantes :

- La durée de la convention est fixée à 5 ans non reconductible ;
- La mise à disposition du matériel est réalisée à titre gratuit ;
- La présente convention n'implique aucun transfert de propriété sur le matériel.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

**Déclaration portée par France Urbaine en faveur d'un nouveau règlement européen sur les systèmes alimentaires durables permettant d'accroître la part d'achat de produits de proximité dans la restauration collective publique -
Approbation**

La Ville de Montpellier collabore de longue date dans le cadre de réseaux nationaux et internationaux en lien avec sa politique alimentaire, en particulier dans le domaine de la restauration scolaire. En janvier 2024, plusieurs réseaux et acteurs européens se sont associés en vue d'élaborer une proposition transpartisane visant à moderniser le droit européen de la commande publique en matière d'alimentation : France urbaine, Agores, le centre Lascaux sur les Transitions, les villes de Bruxelles et de Mouans Sartoux, Eating City, la cellule Manger Demain (région wallonne). Il est dans ce cadre proposé l'adoption d'un vœu visant à la libération de la commande publique en matière d'alimentation et à l'approbation de la déclaration "*pour une politique alimentaire européenne volontariste, libérons la commande publique, remettons à l'agenda le règlement européen pour les systèmes alimentaires durables*", tous deux proposés par France Urbaine.

Ces acteurs, représentants, juristes, élus locaux, techniciens de la restauration collective appuient leur argumentation sur des constats simples et largement documentés :

- Le système alimentaire et agricole est vulnérable partout en Europe, une proportion massive d'exploitants partira à la retraite dans les années à venir ; les chocs sanitaires, géopolitiques et climatiques ont montré la fragilité des chaînes logistiques et mis l'accent sur l'importance de stratégies collectives d'adaptation au changement climatique et à l'érosion de la biodiversité ;
- La reterritorialisation des systèmes alimentaires est une réponse en vue d'accroître la résilience environnementale et géopolitique et la planification dans l'usage de ressources rares, notamment la biomasse et l'eau, nécessite la prise en compte de la diversité des configurations territoriales, aussi une approche infranationale est-elle indispensable ;
- De ce fait l'intervention des collectivités locales et de leurs groupements compétents en matière de restauration collective et d'aménagement du territoire est un maillon clé notamment via la commande publique. Pourtant, les pratiques sont limitées, notamment dans le domaine de la restauration collective publique, pour réinscrire l'achat public dans une véritable stratégie de territoire ;
- Les collectivités ont déployé des solutions inventives partout en Europe. Au vu de l'urgence, ces initiatives favorables à la structuration des filières sur chaque territoire doivent être soutenues. Il est toutefois nécessaire d'aller plus loin.

Par cette déclaration, la Ville de Montpellier soutient les propositions suivantes :

- Les marchés relatifs à l'alimentation doivent répondre aux enjeux de sécurité alimentaire et de résilience des territoires et soutenir ainsi la résilience agricole globale de l'Union européenne ;
- Les acheteurs publics doivent être libres du choix de la procédure pour 50% du volume d'achats annuels, dès lors qu'ils s'appuient un diagnostic partenarial établissant les besoins du territoire

(restauration de la biodiversité, préservation des sols et de l'eau, réimplantation de filières nécessaires à la diversification des cultures sur le territoire, sécurité des approvisionnements, rémunération des services écosystémiques rendus...) ;

- Ces différents enjeux doivent être inscrits dans le règlement européen sur les systèmes alimentaires durables, dont la Ville de Montpellier souhaite la mise à l'agenda prochaine.

Au travers de cette déclaration la Ville de Montpellier souligne :

- Que l'accès de tous à une alimentation durable et équilibrée peut constituer un objectif fédérateur pour l'Union européenne, favorisant une « *union sans cesse plus étroite entre les peuples* » ;
- Que la Ville de Montpellier ne défend pas le local pour le local, mais la contribution de l'alimentation à une stratégie de résilience territoriale globale au bénéfice de tous les citoyens d'Europe et de tous les producteurs ;
- Que la proposition est conforme aux principes fondamentaux du marché intérieur tels qu'éclairés par la jurisprudence, notamment : la notion d'offre « *économiquement* » la plus avantageuse, les principes de transparence et de publicité des procédures et le principe de non-discrimination.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la directive 2014/24/UE du parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et sa transposition dans le Code de la Commande publique ;

Vu le Code de la commande publique et notamment son article L. 2112-4 qui dispose qu'un acheteur « *peut imposer que les moyens utilisés pour exécuter tout ou partie d'un marché, pour maintenir ou pour moderniser les produits acquis soient localisés sur le territoire des États membres de l'Union européenne afin, notamment, de prendre en compte des considérations environnementales ou sociales ou d'assurer la sécurité des informations et des approvisionnements* » ;

Vu la circulaire 6420/SG du 29 septembre 2023 qui dispose que « *la planification écologique comprend en particulier la réduction des gaz à effet de serre, la préservation et la restauration de la biodiversité, la gestion durable des ressources ainsi que l'adaptation au changement climatique* » et qu'« *elle ne réussira que si elle associe étroitement les territoires et tous les niveaux de collectivité* » ;

Vu l'article L. 111-2-2 du code rural et de la pêche maritime qui dispose que les « *projets alimentaires territoriaux participent à la consolidation de filières territorialisées, à la lutte contre le gaspillage et la précarité alimentaires et au développement de la consommation de produits issus de circuits courts, en particulier relevant de la production biologique, ou dans le cadre d'une démarche collective de certification environnementale prévue à l'article L. 611-6. Ils favorisent la résilience économique et environnementale des filières territorialisées pour une alimentation saine, durable et accessible et contribuent à la garantie de la souveraineté alimentaire nationale.* » ;

Vu les dispositions et objectifs de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (EGALIM) et notamment son article 24 qui dispose que les repas servis dans les restaurants collectifs dont les personnes morales de droit public ont la charge comprennent une part au moins égale, en valeur, à 50% de produits durables et de qualité dont au moins 20% de produits biologiques ;

Vu la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n° M2022-150 du 31 mai 2022 approuvant le schéma de promotion des achats publics socialement et économiquement responsables ;

Vu la délibération de la Ville de Montpellier n° V2021-236 du 26 juillet 2021 approuvant le projet de Cité de l'Alimentation dans le cadre de la politique Alimentaire de la Ville de Montpellier ;

Vu la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n° M2022-10 du 04 février 2022 approuvant la révision de la politique agro écologique et alimentaires et le Projet Alimentaire Territorial ;

Vu la proposition de déclaration « *Pour une politique alimentaire européenne volontariste, libérons la commande publique, remettons à l'agenda le règlement européen pour les systèmes alimentaires durables* » ci-annexée ;

Considérant que la production agricole représente 20 % des émissions territoriales françaises et que les émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation des ménages français représentent 24 % de leur empreinte carbone ;

Considérant que l'égalité d'accès à une alimentation saine et durable pour tous constitue un objectif affirmé à l'échelle européenne, nationale et locale ;

Considérant que la situation du territoire de Montpellier et son aire d'approvisionnement de proximité démontre la nécessité d'une action publique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation en réponse durable et intégrée au maintien de l'économie agricole, à la crise climatique, au déclin de la biodiversité, à la fragilité des ressources en eau et à la précarité alimentaire ;

Considérant qu'avec un volume annuel d'achat alimentaire ou de repas de 5,4 millions d'euros pour 2,5 millions de repas produits ou achetés, la restauration collective publique et les actions engagées par la collectivité sont de nature à contribuer à répondre à ces enjeux ;

Considérant qu'en dépit des actions engagées sur la consolidation des filières et des efforts de structuration de ces marchés publics, la faculté de réponse est aujourd'hui insuffisamment soutenue notamment pour favoriser la venue ou le maintien de producteurs locaux répondant aux besoins du territoire, négociant en cas d'aléas sur les prix et les quantités ou sur les durées... ;

Considérant que le droit européen de la commande publique issue des directives, de la jurisprudence et sa transposition en droit français est marqué par de nombreuses évolutions nécessitant une consolidation et une mise en cohérence ;

Considérant que la déclaration ci-annexée en demandant le libre choix de la procédure pour 50% du volume annuel d'achat de denrées en euros HT contribue à assouplir le cadre de la commande publique tout en conservant pleinement les principes de transparence des procédures, d'efficacité dans l'allocation des fonds publics et de libre accès et que cette proposition doit permettre à la collectivité, de mettre en œuvre ses compétences de manière plus efficace au bénéfice de l'intérêt public local ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De solliciter la libération du droit de la commande publique en matière d'alimentation, en approuvant les termes de la déclaration « *pour une politique alimentaire européenne volontariste, libérons la commande publique, remettons à l'agenda le règlement européen pour les systèmes alimentaires durables* » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la déclaration sur la plateforme dédiée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Groupement d'Intérêt Public (GIP) Occitalim - Plateforme d'achat de produits de proximité pour la restauration collective de la Région Occitanie - Convention constitutive - Adhésion - Approbation - Autorisation de signature

De manière volontariste et pionnière, la Ville de Montpellier travaille la question de l'approvisionnement de la restauration scolaire en produits de proximité et sous signes de qualité, en allant bien au-delà des critères fixés par la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable (EGALIM). La Ville s'est donnée pour ambition d'atteindre 100% de bio et/ou local d'ici 2026. Cette politique volontariste répond à l'enjeu essentiel de l'accès à une alimentation saine et durable pour les élèves des écoles. Le recours croissant du secteur de la restauration scolaire à des achats de proximité en produits issus de filières agricoles en bio ou sous signes de qualité est également un levier significatif de structuration des filières agricoles locales.

La montée en puissance et la complexité de ces approvisionnements deviennent des enjeux communs à l'ensemble des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole. Pour cette raison, la Ville de Montpellier, la Métropole et la Région Occitanie se sont rapprochées dans le cadre de la création du Groupement d'Intérêt Economique (GIP) Occitalim porté par la Région.

Occitalim est une plateforme créée par la Région Occitanie, pour les acheteurs de la restauration collective publique régionale, qui agit en tant que centrale d'achats publique de produits alimentaires régionaux privilégiant les filières sous signes de qualités et/ou bio. Elle est opérée depuis deux ans par une équipe d'acheteurs localisés au sein de l'agence régionale AD'OCC. Initialement développée pour approvisionner les restaurants scolaires des lycées, elle s'ouvre aux partenaires publics qui pourraient trouver un intérêt à bénéficier d'une structure d'achats de produits de proximité à des prix négociés dans le cadre d'une ingénierie de marchés publics mutualisée.

Cette nouvelle ambition se traduit par la structuration d'Occitalim sous la forme d'un GIP. Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier y adhèrent dès la constitution du GIP. La Région soutien Occitalim par une contribution financière en numéraire de 100 000 €, la réalisation de prestations de service, la mise à disposition de personnel et la mise à disposition de locaux.

Le GIP Occitalim constitue un outil de structuration des filières agricoles régionales et participe à l'objectif central de reterritorialisation de l'agriculture et de soutien aux filières de production en bio ou sous signes de qualité. Le référencement de produits issus d'agriculture biologique et/ou sous signe de qualité, le GIP Occitalim participe au développement d'une alimentation saine et durable dans les cantines scolaires des communes. Le GIP Occitalim procure une solution de facilitation d'achats, par une ingénierie de référencement et de marché, de nature à faciliter le processus d'achat des communes opérant la production des repas dans les cantines opérées en régie.

La part fixe du coût d'adhésion est de 10 000 €/an. Montpellier Méditerranée Métropole portera cette adhésion pour l'ensemble des communes de la Métropole. Les communes qui souhaiteront recourir aux services d'Occitalim seront exonérées de cette part fixe et limiteront ainsi leur participation à la seule part variable annuelle fixée à 1 €/repas servis quotidiennement/an.

Ainsi, pour la Ville de Montpellier servant en moyenne 12 500 repas par jour, cette part variable s'élèvera ainsi à 12 500 €/an permettant de bénéficier de l'offre de référencement du catalogue Occitalim avec l'ingénierie de montage des marchés. La Ville de Montpellier conservera toute latitude de recourir comme bon lui semble aux services d'Occitalim en fonction de ses besoins.

Les opérateurs privés prestataires des communes pourront également recourir aux services d'Occitalim. Le coût pour ces structures est fixé à 2€ par repas servis quotidiennement par la cuisine/an.

Le GIP Occitalim sera composé de 3 collèges. Le premier regroupant la Région et l'Etat, le second les collectivités locales et leurs groupements, le troisième les personnes morales de droit public ou privé qui ne sont pas rattachées à un membre du premier et deuxième collège.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier au GIP OCCITALIM ;
- D'approuver les termes de la convention constitutive ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Indemnisation du fournisseur de denrées de la Direction de la Politique Alimentaire - Protocole d'accord - Approbation - Autorisation de signature

Le contexte économique marqué par l'inflation et le conflit en Ukraine, se traduit par une hausse exceptionnelle des salaires, des prix des matières premières et de l'énergie, qui impacte de nombreuses filières, par rapport à des prix fixés en 2021.

Le fournisseur DISTRISUD a fait état d'une augmentation de ses coûts qui bouleverse l'économie de ses marchés. Il a été admis que cette situation exceptionnelle constitue un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, de sorte que le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité. Le marché peut donc être modifié dans la mesure où cette modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Il est ainsi proposé d'indemniser le titulaire des contrats conformément aux termes des conventions valant protocoles transactionnels lesquels, à chaque poste concerné du bordereau des prix unitaires, associent une indemnisation. Les protocoles transactionnels d'indemnisation ont un effet rétroactif et s'applique du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 30 juin 2024. Le montant total prévisionnel des indemnisations s'élève à 28 156,81 € TTC.

DISTRISUD

Marché	Indemnité prévisionnelle TTC du 01/01/2024 au 30/06/2024	Pourcentage d'augmentation prévisionnel
V1D0021PA lot 15	468,42 €	7%
V1D0021PA lot 16	26 486,11 €	48%
V1D0021PA lot 17	1 202,28 €	8%

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des protocoles transactionnels ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les protocoles ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Programme Territoire Engagé pour la Transition Écologique - Candidature de la Ville de Montpellier au label "Climat Air Énergie" - Approbation

En 2019, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont obtenu le label « *Cit'ergie* », un label européen porté en France par l'ADEME, qui récompense pour quatre ans les collectivités pour la qualité de leur politique climat-air-énergie.

En 2023, la Ville et la Métropole ont engagé une démarche de renouvellement de cette labellisation. Renommé label « *Climat Air Énergie* » (CAE) dans le cadre du programme Territoire Engagé pour la Transition Écologique (TETE) de l'ADEME, ce label est destiné aux communes et intercommunalités s'engageant dans un processus d'amélioration continue, au regard des enjeux climatiques, énergétique et de qualité de l'air, dans les six domaines suivants :

- Planification territoriale ;
- Patrimoine de la collectivité ;
- Approvisionnement en énergie, eau et assainissement ;
- Mobilité ;
- Organisation interne ;
- Coopération et communication.

Le label CAE s'articule autour de cinq niveaux de labellisation (de 1 à 5 étoiles). La Ville et la Métropole ont obtenu l'équivalent de 3 étoiles en 2019. Le renouvellement de la labellisation vise à atteindre 4 étoiles, et à confirmer ainsi l'engagement renforcé de la Ville en faveur de la transition écologique, climatique et énergétique. Cet engagement s'appuie notamment sur le nouveau Plan Climat Air Énergie Territorial solidaire (PCAETs) voté par la Métropole en février 2023, et dont la Ville est l'un des acteurs majeurs de sa mise en œuvre et de l'atteinte de ses objectifs. Compte tenu du degré très avancé de la mutualisation des services entre la Ville et la Métropole, le plan d'actions du PCAETs est ainsi celui sur lequel la Ville s'engage dans le cadre du renouvellement de la labellisation TETE-CAE.

A titre d'exemples d'actions phares et structurantes portées par la Ville et contribuant à l'atteinte des objectifs du PCAETs, peuvent être cités :

- L'adoption d'un Plan de Sobriété Énergétique en 2022, qui a permis de réduire de 10% les consommations de chauffage de la Ville en 2023 (par rapport à l'année précédente), dans un contexte de hausse des prix de l'énergie ;
- Un schéma directeur de la rénovation thermique et énergétique, comprenant un plan pluriannuel de rénovation du patrimoine pour répondre au décret tertiaire, qui donne la priorité au patrimoine scolaire pour la période 2024 à 2026. Ainsi, 31 millions d'euros d'investissement sont prévus pour rénover 35 écoles (rénovation de toitures ou de menuiseries extérieures, isolation thermique de façades, protections solaires, remplacement des éclairages par des LED). Les économies escomptées grâce à ce plan sont d'environ 300 000 euros par an ;
- Une stratégie d'évolution de la flotte de véhicules de la Ville avec pour objectifs la rationalisation et la transition énergétique du parc auto. Cette ambition s'est traduite par l'adoption d'un plan

pluriannuel d'investissement de près de 6,2 M€ de 2021 à 2025, avec un phasage des achats en lien avec le calendrier de mise en œuvre de la zone à faibles émissions. La part de véhicules électriques est ainsi passée de 4 à 16% entre 2020 et 2023 et devrait dépasser 30% d'ici 2025 ;

- Une approche volontariste en matière de développement des énergies renouvelables, en substitution aux énergies fossiles, avec la mise en œuvre d'un Schéma Directeur des Energies Renouvelables. L'objectif est ainsi d'augmenter de 127% la production d'énergies renouvelables sur le patrimoine communal entre 2021 et 2030. De 2024 à 2026, 3 millions d'euros d'investissement par an sont prévus (6 à 12 projets par an) pour tripler la production entre 2020 et 2026 et atteindre 7,7MWc et 700 000 euros de recettes ou d'économies. Au printemps 2023, le groupe scolaire Lucie-Aubrac – Samuel-Paty est devenu le premier site de production d'électricité sur la Ville de Montpellier en autoconsommation collective : l'installation de 390 m² de panneaux solaires va permettre de produire un peu plus de 100 000 kWh par an ;
- La poursuite, dans le cadre du Plan Lumière métropolitain voté en octobre 2023, des efforts de modernisation du parc d'éclairage public de la Ville, avec le double objectif de baisser les consommations énergétiques et de lutter contre la pollution lumineuse, afin de préserver la santé humaine et la biodiversité. En 2023, 2 243 points lumineux ont été remplacés par des luminaires de technologie LED, portant ainsi à 65,7 % la part du parc d'éclairage public de la ville en LED. Par ailleurs, l'expérimentation d'extinction complète de certains grands axes routiers a été poursuivie en 2023 ;
- Le Plan Ecoles 2030, voté en 2023, prévoit des investissements à hauteur de 400 millions d'euros pour la construction de nouveaux groupes scolaires, la rénovation notamment thermique de certaines écoles, la création de cours végétalisées afin de lutter contre les îlots de chaleur, la mise en accessibilité des bâtiments scolaires ou encore la réalisation de rues aux écoliers permettant de réduire la circulation automobile aux abords des écoles ;
- La lutte contre la précarité énergétique reste une priorité dans un contexte d'inflation. La Ville s'est fortement engagée sur ce plan, en portant avec le CCAS le programme SLIME qui a bénéficié à 952 ménages depuis 2018. Les aides à la rénovation énergétique et à la lutte contre la précarité énergétique sont par ailleurs poursuivies ;
- En réponse à une autre forme de précarité, la précarité alimentaire, la Ville a soutenu l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune, dans le cadre du programme national "*Territoires à VivreS*". Cette initiative vise à favoriser l'accès à une alimentation saine et durable pour tous ;
- En ce qui concerne l'amélioration du cadre de vie, la « *ville nature* » progresse avec plus de 15 000 arbres plantés depuis 2020 (et un objectif de 50 000 arbres plantés d'ici 2026), le succès croissant des bons de végétalisation et la végétalisation de cours d'école (11 cours végétalisées à ce jour). Ces initiatives sont non seulement favorables au bien-être des habitants grâce à la réduction des îlots de chaleur urbains, mais elles contribuent aussi à la protection de la biodiversité.

Le 14 février 2024, s'est tenu l'audit des deux collectivités dans le cadre de la démarche d'évaluation préalable à la labellisation. L'auditrice a pu présenter son avis sur le dossier de candidature et questionner les représentants des deux collectivités sur les points forts de la politique climatique montpellieraine mais également sur les axes d'amélioration à engager dans les années à venir, en vue d'obtenir une labellisation 5 étoiles. A la suite de cet audit, le score de la candidature commune de la Ville et de la Métropole s'établit à 67,7 %, permettant ainsi de prétendre à une labellisation 4 étoiles.

La candidature de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole sera examinée par la suite par la Commission Nationale du Label.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature au renouvellement du label Climat Air Energie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Modalités de calcul des charges de fluides relatives aux logements de fonction occupés pour nécessité absolue de service - Approbation

La délibération n° V2021-359 met à jour la liste des bénéficiaires des 5 logements de fonction, occupés pour nécessité absolue de service. Ces logements sont occupés par les 4 gardiens du Centre Municipal Garosud, de La Rauze, du Cimetière Saint-Lazare, de la Maison pour Tous Léo-Lagrange, ainsi que par la directrice du Zoo de Lunaret.

Les modalités de calculs des charges forfaitaires des fluides de ces logements doivent être actualisées, en fonction de données de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et de l'Observatoire des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement, comme suit :

- Consommation électricité spécifique : 25 kWh / m² de surface habitable / an ;
- Consommation chauffage, eau chaude sanitaire et cuisson : 29 kWh / m² de surface habitable / an ;
- Consommation d'eau : 54.3 m³ / occupant / an.

Ces ratios seront mis à jour annuellement en suivant l'actualisation des données mises à disposition par l'ADEME et l'Observatoire des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement.

Les charges feront donc l'objet d'une facturation trimestrielle à terme échu par estimation en fonction des tarifs applicables estimés et d'une régularisation une fois les factures des fluides acquittées par la Collectivité dans la limite des tarifs réglementés de vente. Ces charges au forfait s'appliquent en absence de compteur dédié.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De fixer les modalités de calcul des charges forfaitaires des fluides des logements de fonction occupés pour nécessité absolue de service ;
- D'approuver la facturation trimestrielle par estimation et la régularisation des charges *a posteriori* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Dispositif "Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires" - Valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) - Conventions avec les organismes délégataires - Approbation - Autorisation de signature

La loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de Programmation fixant les Orientations de la Politique Énergétique (POPE) a posé les fondements du dispositif des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE). Ce dispositif vise à obliger les fournisseurs d'énergie (électricité, gaz, chaleur, froid, fioul domestique) à réaliser des économies d'énergie en entreprenant différentes actions auprès des consommateurs finaux, dont les collectivités. Ce dispositif permet donc aux collectivités d'obtenir, en contrepartie de travaux ou d'opérations de maîtrise de l'énergie, des certificats qui peuvent ensuite être vendus aux fournisseurs d'énergie dits « *obligés* ». Ces certificats sont exprimés en équivalent d'énergie évitée « *Cumulé et Actualisé* » : kiloWatheures (kWh) cumac.

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et de la maîtrise de l'énergie, la Ville de Montpellier est inscrite sur le Registre National des CEE. La Ville peut déposer en son nom propre sur la plateforme EMMY les CEE liés aux travaux réalisés sur son propre patrimoine. C'est ce qui est habituellement fait pour valoriser la majorité des opérations éligibles au dispositif CEE qui sont réalisées par la Ville. Une fois que le Pôle National des CEE a validé le dossier de demande CEE correspondant, des CEE en kWh cumac sont délivrés à la Ville. Les CEE sont ensuite valorisés en euros lors de leur vente. Des organismes de rachat de CEE sont ensuite consultés, et les CEE sont cédés à l'organisme proposant le montant de rachat le plus élevé.

Afin de valoriser de façon plus importante et de favoriser certaines opérations indispensables à la décarbonation, le Gouvernement a mis en place le dispositif « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* ». Ce dispositif permet de valoriser des rénovations de système de chauffage, avec une dépose de chaudière à combustible fioul ou gaz, pour un raccordement à un réseau de chaleur urbain. Ce dispositif permet de valoriser des CEE de façon plus importante qu'avec la procédure citée ci-dessus : on estime un gain financier de l'ordre de 30 fois supérieur. Afin de bénéficier de ce « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* », la Ville doit conventionner avec un organisme délégataire signataire de la charte « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* ». Il n'est pas possible pour la Ville de profiter de cette valorisation en réalisant un dépôt de CEE directement sur la plateforme EMMY. Ainsi, la Ville peut valoriser les CEE non transformés en kWh cumac à un organisme de rachat reconnu « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* », en contrepartie d'un montant financier majoré par rapport au dispositif CEE classique.

Le dispositif « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* » est valable pour les opérations engagées jusqu'au 31/12/2025.

Sur l'année 2024, la Ville de Montpellier envisage les opérations de dépose de chaudière gaz et de raccordement à un réseau de chaleur urbain pour deux écoles :

Etablissement	Adresse	MWh cumac engendrés par l'opération
PAGNOL Marcel Ecole maternelle	305 Rue Georges Brassens 34070 Montpellier	11 000
VOLTAIRE Ecole élémentaire	157 Rue Henri Sellier 34040 Montpellier	11 000

Il est proposé d'autoriser la signature de plusieurs conventions émises par différents délégataires signataires de la charte « *Coup de Pouce chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* » :

Convention	Délégataire émetteur de la convention
Contrat de partenariat en faveur de la promotion de l'efficacité énergétique	GREENYELLOW
Convention d'incitation à la réalisation d'économies d'énergies dans le cadre du dispositif « <i>Coup de pouce chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires</i> »	OFEE (LEYTON)
Contrat de partenariat pour la valorisation des certificats d'économies d'énergie	ECONOMIE D'ENERGIE (EDE)
Convention de partenariat pour promouvoir et valoriser les opérations de maîtrise de l'énergie	HELLIO

Chacune de ces conventions :

- Prévoit l'équivalence financière entre participation financière et CEE cédés ;
- Prévoit que la participation financière n'intervient pas avant la fin des travaux, mais est versée sur justificatif de réalisation des travaux et après transmission des éléments constitutifs du dossier de demande de délivrance CEE ;
- Ne prévoit aucune prestation de service du partenaire au bénéfice de l'acheteur.

Conformément au cas 3 de la fiche technique « *Certificats d'économie d'énergie et commande publique* » rédigée par le ministère de l'Economie, des finances et de la relance, ces conventions ne relèvent pas des règles de la commande publique car les conditions cumulatives ci-dessus sont respectées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions avec les organismes délégataires précités ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Valorisation des énergies renouvelables - Étude de faisabilité d'un réseau technique de chaleur et de rafraîchissement pour le collège Rimbaud et le futur groupe scolaire - Convention de mandat entre Hérault Énergie, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé le 11 octobre 2022 son plan de sobriété et d'accélération de la transition énergétique du patrimoine communal, afin de réduire les consommations d'énergie, de développer les énergies renouvelables et de baisser les émissions de gaz à effet de serre sur son territoire et son propre patrimoine immobilier.

Hérault Énergies, le Département de l'Hérault et l'ADEME ont signé en 2016 un contrat territorial d'objectifs de développement des énergies renouvelables thermiques (bois, solaire et géothermie), baptisé « *HERable* ». Dans le cadre de ce partenariat, Hérault Énergies accompagne les maîtres d'ouvrage tout au long de leurs opérations, de la prise de décision jusqu'à la mise en œuvre des projets.

Fort du succès commun du projet de création d'une chaufferie bois alimentant le collège des Aiguerelles et le Groupe Scolaire Charles-Dickens – Anne-Frank, la Ville et le Département de l'Hérault souhaitent réaliser avec Hérault Énergies un projet encore plus ambitieux à l'occasion de la création du groupe scolaire Arthur-Rimbaud et de la réhabilitation du collège Arthur-Rimbaud. En effet, ce futur groupe scolaire sera construit sur les parcelles voisines au collège. La date prévisionnelle de livraison du groupe scolaire est septembre 2027. La mutualisation de la production de chauffage et de rafraîchissement avec le collège présente un premier intérêt de par la faible distance entre les deux établissements. Par ailleurs, la chaufferie actuelle du collège Arthur-Rimbaud, localisée à proximité du futur groupe scolaire rue du Pilory, la disponibilité autour de la chaufferie du collège permettant d'envisager un deuxième local technique, ainsi que les travaux d'aménagement de la cour du collège, programmés par le Département, favorisent la création d'un réseau technique.

C'est dans ce contexte que les deux collectivités maîtres d'ouvrage, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault, donnent mandat à Hérault Énergies pour la réalisation d'une étude de faisabilité d'une production mutualisée de chauffage et de rafraîchissement à sources d'énergies renouvelables, y compris en prospectant la géothermie, et de son réseau technique pour alimenter le collège Arthur-Rimbaud et le futur groupe scolaire Rimbaud situé rue du Pilory. Ce projet constitue un exemple de coopération entre deux collectivités, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault, pour l'intérêt général.

Hérault Énergies, dans le cadre de ses compétences, assurera, en tant que mandataire pour le compte de la Ville de Montpellier et du Département de l'Hérault, la réalisation de cette étude de faisabilité et le test de réponse thermique avec géomodélisation. Le montant total des études est estimé à 48 000 € TTC (40 000 € HT).

Le plan de financement prévu pour les études est le suivant :

- Subvention ADEME : 32 000 € ;
- Ville de Montpellier : 8 960 € TTC.
- Département de l'Hérault : 8 960 € TTC.

La rémunération du mandataire Hérault Energies est de 4% du montant des études réalisées, elle est donc estimée à 800 € HT pour la Ville de Montpellier.

Cela nécessite la signature d'une convention de mandat entre Hérault Energie, le Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mandat entre Hérault Energie, le Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier, le plan de financement de l'étude de faisabilité et test de réponse thermique avec géomodélisation ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Maison pour Tous Albertine Sarrazin - Contrat de location par la Ville de trois locaux propriété ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature

A la suite de désordres structurels du bâtiment, la Maison pour Tous Albertine-Sarrazin, initialement installée au sein du parc de la Guirlande, a été relocalisée depuis le 1^{er} décembre 2019, au sein de locaux propriété de l'Office Public ACM Habitat loués par la Ville, situés 2 rue du Mas de Merle (un local de bureau de 95 m²) et 12 rue Ronsard (une salle annexe de 160 m²). Sur ce secteur, la Ville est en outre locataire, rue Ronsard, d'un local à vocation de local associatif, actuellement non affecté.

L'office public ACM Habitat s'est récemment rendu propriétaire d'un local anciennement occupé par une boulangerie, d'une superficie de 207 m² environ, sur le même linéaire que la Maison pour Tous, rue du Mas de Merle. La proximité immédiate du local principal de la Maison pour Tous Albertine-Sarrazin, sa visibilité, ainsi que sa superficie permettraient de proposer de nouvelles activités aux habitants du quartier dans un cadre plus fonctionnel et plus qualitatif.

Il est ainsi proposé de résilier les trois contrats de location actuellement consentis par ACM Habitat à la Ville de Montpellier, au profit d'un nouveau contrat global portant sur les deux locaux situés rue du mas de Merle et le local annexe du 12 rue Ronsard, moyennant un loyer annuel de 16 655, 04 € TTC et hors charges. Ce nouveau contrat a une durée de 4 ans à compter du 1^{er} avril 2024, pouvant être renouvelé une fois par tacite reconduction pour une période identique dans les mêmes conditions.

La réalisation de travaux d'aménagement des locaux de l'extension de la Maison pour tous Albertine-Sarrazin rue du Mas de merle, estimée à 180 000 € TTC, sera assurée par les services d'ACM Habitat et intégralement refacturée à la Ville de Montpellier, qui bénéficiera d'une franchise de loyer correspondant à la superficie dont elle n'aura pas la jouissance pendant toute la durée des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la résiliation des anciens contrats de location ;
- D'approuver les termes du nouveau contrat de location global pour les locaux de la Maison pour Tous Albertine-Sarrazin ;
- De dire que le coût des travaux d'aménagement du nouveau local, à réaliser par les services d'ACM Habitat sera remboursé par la Ville sur présentation des justificatifs et dans la limite de 180 000 € TTC
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat de location ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Mise à disposition de locaux associatifs - Exonérations de loyer ou de redevance et subventions en nature - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Dans le cadre de son soutien aux acteurs associatifs, la Ville souhaite poursuivre, en 2024, la mise à disposition de locaux, relevant du domaine public ou du domaine privé municipal, auprès de différentes associations.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune des associations, une exonération ou une minoration du loyer ou de la redevance est proposée. Cette exonération ou cette minoration constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et en recette de subvention dans les comptes de chaque association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer/redevance minoré	Montant subvention en nature
Club de la Presse Occitanie	1 Place du nombre d'Or (siège social) 3 Place du nombre d'or (stockage)	23 686 € 3644 €	0 €	27 330 €
Club de la Presse Occitanie	186 rue de Brumaire Location ACM > Ville	6 624 €	0 €	6 624 €
Office de tourisme et des Congrès Métropolitain	30 allée de Lattre de Tassigny Domaine Public	43 308 €	0 €	149 700 €
	1 Place Francis Ponge Domaine Public	106 392 €		
Mouvement pour le planning familial	48 boulevard Rabelais	24 000 €	0 €	24 000 €
Comité de quartier Port Marianne Sud (Occupation alternée)	Pavillon Jean Nouvel Allée de la Méditerranée Domaine Public	9 720 €	0 €	320 € Au prorata temporis de l'occupation
Vivre Port Marianne (Occupation alternée)			0 €	586 € Au prorata temporis de l'occupation
Eglise Orthodoxe Sainte Philothée – activités associatives	Domaine de Grammont	6 000 €	0 €	6 000 €
TOTAL		223 347		214 560

Pour l'ensemble, la mise à disposition sera proposée pour une durée de cinq ans, jusqu'au 31 décembre 2028. L'ensemble de ces locations ou mises à disposition sont d'une durée totale de plus de 12 ans, et doivent donc être soumis à l'approbation du Conseil municipal.

Concernant l'occupation du local 186 rue Brumaire par le club de la Presse, le local, propriété d'ACM est loué par la Ville depuis le 9 mai 2013, et reconductible par tacite reconduction. La durée du contrat dépassera douze ans le 9 mai 2025.

Concernant l'occupation du local du 19 rue Lallemand par le Comité de quartier les amoureux de Candolle, approuvée par délibération V2023-413 du 11 décembre 2023, moyennant un loyer minoré de 35 €, constitutif d'une subvention en nature de 12 141 €, le local, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole est loué par la Ville. Le contrat étant arrivé à échéance, il est nécessaire de conclure un nouveau contrat dans des conditions similaires, pour permettre la poursuite de la mise à disposition.

Concernant l'occupation des locaux du 5^{ème} étage de l'ancienne Mairie – 1 place Francis Ponge, par l'Office du Tourisme, ces locaux étant inscrits dans le cadre de l'opération d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ricardo-Bofill qui va engendrer des travaux, il est expressément souligné qu'il pourra être mis fin à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, à tout moment pour motif d'intérêt général, avec un préavis de six mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des contrats de locations pris à bail par la Ville auprès d'ACM et de Montpellier Méditerranée Métropole pour les besoins des associations et des conventions d'occupation consenties par la Ville au profit des associations ;
- D'approuver les loyers ou redevances minorés proposés aux associations listées ci-dessus ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général annuel de 214 560 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Conventions d'occupation de locaux propriété de la Ville rue de l'Abbé de l'Epée
et rue de Clémentville au profit du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de
Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Dans le cadre de la valorisation de son patrimoine, la Ville de Montpellier met à disposition du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, un certain nombre de biens dont elle est propriétaire ou locataire. Les conventions de mise à disposition de locaux au profit de deux Clubs de l'Âge d'Or, gérés par le CCAS depuis plus de douze ans, sont arrivées à échéance le 31 décembre 2022. Les activités des Clubs de l'Âge d'Or se sont poursuivies et la Ville souhaite faire perdurer son aide au CCAS afin de maintenir ces lieux de rencontres et d'échanges importants.

Il est proposé de procéder à la régularisation de l'occupation de ces locaux selon les modalités ci-après :

- Club Jeanne-Galzy : convention d'occupation temporaire du domaine public pour la mise à disposition des locaux situés 14 rue de Clémentville, à compter du 1^{er} janvier 2023 pour 6 ans jusqu'au 31 décembre 2028, en contrepartie d'une redevance annuelle de 17 280 € ;
- Club de La Treille : convention d'occupation temporaire du domaine public pour la mise à disposition de locaux situés 8 rue Abbé de l'Epée, à compter du 1^{er} janvier 2023, jusqu'au 31 décembre 2028, en contrepartie d'un loyer annuel de 18 335, 40 € ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de location pour les locaux susvisés ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Adhésion à un groupement de commandes coordonné par Hérault Energies pour
"l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et
d'exploitation énergétique" sur le fondement d'accords-cadres et de marchés
subséquents pour 2026 à 2029 - Convention - Approbation - Autorisation de
signature**

Pour ses besoins en matière d'achat d'électricité, la Ville de Montpellier fait déjà partie du groupement de commandes créé en 2015 par Hérault Energies et l'accord-cadre en cours prend fin le 31 décembre 2025. Le groupement permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix.

Le périmètre du groupement varie ce qui nécessite d'adapter l'acte constitutif initial du groupement de commandes en convention constitutive pour « *l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique* », Hérault Energies (Syndicat Départemental d'Energies du département de l'Hérault) demeurant le coordonnateur du groupement. Il est proposé que la Ville de Montpellier rejoigne ce groupement qui présente toujours un intérêt au regard de ses besoins propres d'achat d'électricité, de gaz et de bois-énergie pour les prochaines années et des projets de marchés ou d'accords-cadres à lancer par le groupement.

Les montants des besoins de 2026 à 2029 sont estimés à :

- En électricité : 12 500 MWh, soit 3.1M € TTC / an ;
- En gaz : 20 500 MWh, soit 2.5M € TTC / an ;
- En bois-énergie : 500 MWh, soit 50k €TTC / an.

Les montants en euros étant estimés à partir des prix de 2024.

Une participation annuelle aux frais de fonctionnement du groupement permettant au coordonnateur d'être indemnisé des frais afférents est calculée selon le volume de consommation annuelle d'énergie. La participation est estimée à :

- En électricité : le volume de consommation globale annuelle de référence étant inférieur à 100MWh, la participation annuelle est de 12 500MWh x 0.30€ TTC, soit 3 750 € TTC / an ;
- En gaz : le volume de consommation globale annuelle de référence étant supérieur à 15 GWH car à 20.5 GWH dans ce cas, la participation est plafonnée à 4 500 € TTC / an ;
- En bois-énergie : le volume de consommation annuelle de référence étant de 500 MWh x 0.30 € TTC, la participation annuelle est de 150 € TTC / an.

La participation annuelle est estimée à 8 400 € TTC, soit pour toute la durée de l'accord-cadre et des marchés subséquents de 2026 à 2029 (4 ans) un montant total de frais de fonctionnement estimé à 33 600 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier et les termes de la convention constitutive de groupement de commandes pour « *l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et*

d'exploitation énergétique » géré par Hérault Energies ;

- D'autoriser le coordonnateur Hérault Energies, à solliciter, autant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison ;
- De s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la Ville de Montpellier est partie prenante ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole pour des travaux neufs et des travaux de
maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les installations de
Chauffage, Ventilation et Climatisation - Approbation - Autorisation de signature**

Dans un souci d'économie, et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour des travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les installations de Chauffage, Ventilation et Climatisation (CVC) des bâtiments municipaux et métropolitains.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnatrice du groupement. A ce titre, elle est notamment chargée, dans le respect du Code de la commande publique, de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du ou des marchés à intervenir. Si besoin, la Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur.

Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

Les besoins sur 4 ans sont estimés comme suit :

- Ville de Montpellier : 14 000 000 € HT (montants maximum) ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 10 000 000 € HT (montants maximum).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole pour des travaux d'installations
photovoltaïques sur des toitures et ombrières - Approbation - Autorisation de
signature**

Dans un souci d'économie, et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour des travaux d'installations photovoltaïques sur des toitures et ombrières sur le patrimoine municipal et métropolitain.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnatrice du groupement à ce titre est notamment chargée dans le respect du Code de la commande publique de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du ou des marchés à intervenir. Si besoin, la Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur.

Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

Les besoins sur 4 ans sont estimés comme suit :

- Ville de Montpellier : 15 000 000 € HT (montants maximum) ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 10 000 000 € HT (montants maximum).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Appel à manifestation d'intérêt Eau et Climat de l'Agence de l'eau - Projet
ADAPTONEAU - Convention de mandat entre Montpellier Méditerranée
Métropole, la Ville de Montpellier et la Régie des eaux - Approbation -
Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole est lauréate de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « *Eau et Climat* » de l'Agence de l'eau, avec son projet d'adaptation au changement climatique, nommé *ADAPTONEAU*, à l'échelle d'un quartier démonstrateur de Montpellier, sur les thématiques du petit et du grand cycle de l'eau et de l'agroécologie. Le quartier démonstrateur comprend les secteurs Mosson, Cévennes, Hôpitaux et des Bouisses à Montpellier. Sur chacune des polarités de ce quartier, il est prévu d'engager et d'expérimenter des actions de gestion intégrée sur les économies d'eau, l'infiltration de l'eau dans les sols, la déconnexion et la sécurisation des réseaux, la restauration de la capacité de résilience des milieux aquatiques, la biodiversité et la transition agroécologique.

L'animation et la sensibilisation d'un large panel d'acteurs s'organiseront à travers l'ancrage local des Maisons pour Tous et des nombreux jardins partagés présents sur ce quartier, complétées de visites et manifestations, et d'un plan de communication global pour faciliter l'appropriation de la démarche et sa diffusion sur d'autres territoires notamment par les élus et les autres décideurs. Ce projet permettra de construire une démarche territoriale et collective où les acteurs et les actions convergent dans une logique systémique afin de « *donner à voir* » des mesures d'adaptation concrètes au changement climatique sur un quartier démonstrateur, et inciter les autres territoires à s'engager dans une démarche similaire.

Les actions prévues, d'un montant global de 3 926 138 € HT, seront financées par l'Agence de l'eau à hauteur de 50 %.

La Métropole portera plusieurs actions en cohérence avec ses actions de restauration de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques pour d'un montant total de 2 339 638 € HT : un observatoire de la désimperméabilisation des sols et de la déconnexion des premières pluies des réseaux, des actions de sensibilisation des gros consommateurs aux économies d'eau, une étude hydraulique pour développer un Agriparc des Bouisses résilient face au stress hydrique et au changement climatique, la renaturation du Verdanson entre la voie Domitienne et l'avenue Charles-Flahault avec le renouvellement du réseau d'eau usées en berge, la sensibilisation du jeune public aux usages de l'eau et des actions de communication auprès des acteurs du quartier et du grand public.

La Régie des eaux installera une fontaine à boire sur le square Louisville, réalisera un observatoire des consommations en eau des quartiers Mosson et Cévennes et le contrôle des branchements sur les réseaux d'eau usée sur plusieurs sites, pour un montant de 1 556 500 € HT.

Enfin, la Ville de Montpellier portera la sensibilisation aux économies d'eau dans les jardins partagés et familiaux et une expérimentation de la couverture des sols dans les jardins partagés et familiaux, pour un montant de 30 000 € HT.

La convention attributive des aides sera signée entre la Métropole, qui pilote la démarche, et l'Agence de l'eau. Une convention de mandat est donc nécessaire pour permettre à la Métropole de reverser les aides

perçues auprès de l'Agence de l'eau, à la Ville de Montpellier et à la Régie des eaux pour les actions qu'elles porteront.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mandat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Régie des eaux ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) - 2024-2026 - Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature

En 2015, la Ville de Montpellier s'est engagée en faveur de l'intégration et du maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap en formalisant une politique handicap et en contractuant un partenariat avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) par la délibération n°2014/563 du 17 décembre 2014. La formalisation de ce partenariat institutionnel a permis à la Ville de percevoir des financements à hauteur de 850 000 € pour la période de 2015 à 2018, afin de mettre en œuvre sa politique handicap et de structurer son organisation pour répondre à ses objectifs

En 2019, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont engagé le processus de renouvellement de la convention de manière mutualisée pour la période 2020-2023, avec un plan de financement à hauteur de 850 000 €. L'objectif de cette convention était d'intégrer la politique du handicap au travail dans une politique plus globale de maintien en emploi des agents en situation de handicap.

Ce fil conducteur a rythmé la convention 2020-2023 et a permis :

- De mieux définir le rôle des acteurs (chargée de mission FIPHFP, conseillère maintien en emploi, conseillères en évolution professionnel, médecin du travail...) ;
- D'opérationnaliser une instance pluridisciplinaire et transversale pour le suivi des situations de maintien (commission prévention et maintien en emploi) ;
- D'engager des actions concrètes auprès des agents (dispositif de maintien du lien des agents en arrêt, télétravail dérogatoire pour raison de santé, partenariat avec le Centre de Rééducation et d'Insertion Professionnelle (CRIP) pour les formations de reconversion professionnelle...) ;
- D'acculturer les agents et les managers des Collectivités à travers une communication dédiée.

En octobre 2023, les assemblées délibérantes ont pris une délibération visant à promouvoir la diversité et lutter contre toutes formes de discriminations. Cette délibération-cadre a permis de définir une stratégie globale et de mieux articuler les différentes politiques engagées dont la politique handicap. Elle s'inscrit dans le prolongement de la première délibération prise par le Conseil municipal en juillet 2020, qui a consisté à poser le principe de l'obtention de la double labélisation « *Diversité et Egalité Professionnelle* ».

Les priorités du plan d'action issues de cette stratégie de promotion de la diversité et de lutte contre les discriminations s'articulent autour de ces trois axes :

- Agir sur les biais cognitifs et socioculturels pour lutter contre les stéréotypes et les préjugés ;
- Recruter pour attirer une diversité de talents ;
- Développer les indicateurs pour progresser.

Dans ce contexte, il est apparu nécessaire de faire du recrutement l'axe prioritaire du futur conventionnement, afin d'intégrer pleinement la politique handicap et maintien dans l'emploi à une politique plus globale de diversité et d'inclusion.

Les projets de convention avec le FIPHFP s'inscrivent dans une volonté constante de structurer et de faire progresser l'organisation des Collectivités sur la question du handicap. Ainsi, le projet de convention 2024-2026 s'inscrit pleinement dans cette volonté de structurer en animant une démarche participative de renouvellement du partenariat avec tous les acteurs de la politique handicap, notamment au travers l'animation d'ateliers avec les services RH et les organisations syndicales ou la conduite d'entretiens avec des agents en situation de handicap.

La démarche de renouvellement du conventionnement entre FIPHFP, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour 2024-2026 s'articule autour de deux phases essentielles pour poursuivre la bonne conduite de la politique handicap au sein des deux Entités, qui sont :

1. L'évaluation de la convention 2020-2023 qui s'appuie sur un diagnostic multidimensionnel, comprenant :
 - Analyse de l'organisation ;
 - Etude des données RH et indicateurs ;
 - Elaboration des bilans financiers ;
 - Conduites d'entretiens semi-directifs ;
 - Outil d'autodiagnostic du FIPHFP ;
2. La construction participative et transversale du plan d'action 2024-2026 déployée selon les quatre axes suivants :
 - Stratégie et orientation ;
 - Recrutement ;
 - Maintien dans l'emploi ;
 - Communication.

Le programme d'actions global pour la période 2024-2026 prévoit un financement de 753 850 € par le FIPHFP sous forme de recettes. Bien que la Ville de Montpellier soit désignée cheffe de file, les recettes seront réparties entre la Ville et la Métropole au prorata des dépenses engagées par les Collectivités.

Le projet de convention a été présenté pour avis au Formation Spécialisée en Sécurité, Santé et conditions de travail (F3SCT) du 14 mars 2024 et au Comité Local d'engagement du FIPHFP du 7 mars 2024 pour validation du plan d'action et du financement. La convention juridique sera éditée par le FIPHFP pour signature de toutes les parties durant le 2nd trimestre 2024, avec effet rétroactif des financements au 1^{er} janvier 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la période 2024-2026 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier vers différentes structures - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Plusieurs mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier sont soumises à l'approbation du Conseil municipal.

Mises à disposition auprès de l'Association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville :

Cette association, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, a pour but d'offrir un lieu de rencontres et d'échanges pour les enfants et les adultes concernés par les questions de l'enfance. Son action est orientée autour de trois objectifs principaux :

- L'accueil et l'animation des enfants et des jeunes, l'organisation d'activités sportives, sociales et culturelles ;
- La recherche théorique et pratique d'une pédagogie et des équipements adaptés aux conditions actuelles de la vie des enfants ;
- La formation, l'étude et le conseil.

Il est proposé de mettre à disposition deux agents municipaux de catégorie B à temps complet pour la période du 1^{er} mai 2023 au 31 décembre 2024 auprès de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville pour assurer les fonctions de Directeur et Directeur adjoint du centre de loisirs Le Relais.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville rembourse à la Ville de Montpellier les rémunérations perçues par les deux agents mis à disposition ainsi que les contributions et cotisations afférentes.

Mises à disposition auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) de la Ville de Montpellier

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et de la Ville de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel. L'association s'interdit toute activité confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de mettre à disposition deux agents municipaux titulaires, à temps complet, de catégorie C relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs, auprès du COSC, pour la période du 23 mai 2023 au 31 décembre 2024.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Le COSC rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Mises à disposition auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg

La Ville de Montpellier met à la disposition de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg un agent de catégorie A relevant du cadre d'emplois des Attachés territoriaux et assurant les fonctions de responsable de la Maison de Montpellier à Heidelberg, afin de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat et l'action de la Ville. Il sera mis à disposition à temps complet à compter du 1^{er} janvier 2024 pour une durée de 1 an.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition auprès de l'association Le Relais Maison des Enfants dans la Ville, du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) et de la Maison de Montpellier à Heidelberg ;
- D'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Création du régime indemnitaire afférent au cadre d'emploi des gardes champêtres - Approbation

La Ville de Montpellier souhaite renforcer ses effectifs en procédant au recrutement d'agents ayant vocation à exercer les missions de garde champêtre. Dès lors, il est proposé que la création de ces emplois s'accompagne de l'attribution d'un régime indemnitaire spécifique destiné à cette catégorie de personnel.

Comme précisé par le décret n°94-731 du 24 août 1994, portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres, modifié, ils constituent un cadre d'emplois de police municipale de catégorie C, composé des grades suivants :

- Garde champêtre chef principal ;
- Garde champêtre chef.

Ils peuvent bénéficier du régime indemnitaire fixé par le décret n°97-702 du 31 mai 1997 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des agents de police municipale et du cadre d'emplois des gardes champêtres. Sur cette base, les gardes champêtres peuvent ainsi percevoir, s'ils remplissent les conditions exigées les éléments suivants :

1. Une indemnité spéciale de fonctions (ISF)

Il est proposé de retenir le taux maximum applicable, pour tous les agents relevant de ce cadre d'emploi, à savoir 20%, et ce, sans considération du grade détenu.

2. Une indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Les agents relevant du cadre d'emploi des gardes champêtres sont éligibles à l'attribution d'une IAT, qui sera calculée comme suit :

- Un coefficient multiplicateur de 7 sera retenu et appliqué au montant annuel de référence appliqué pour les agents de la Police Municipale de la Ville de Montpellier :

FILIERE POLICE MUNICIPALE	
GARDES CHAMPETRES	Montant annuel de référence
Garde champêtre chef principal	481,82 €
Garde champêtre chef	469,88 €

Le versement de l'IAT sera effectué selon un rythme mensuel.

S'agissant enfin des modalités de maintien du régime indemnitaire en cas d'absence, les règles précisées dans la délibération n°V2023-453 du 11 décembre 2023 portant modification du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) sont applicables.

Le Comité Social Territorial a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création du régime indemnitaire afférent au cadre d'emploi des gardes champêtres, tel que précisé ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Recours au dispositif apprentis - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Deux dispositifs d'accueil des étudiants existent à ce jour à la Ville : l'accueil de stagiaires du collège à l'université (en moyenne 380 chaque année) et celui des apprentis.

La Ville de Montpellier fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services. Les premiers apprentis ont été accueillis à la Ville en 2013 dans les métiers de la Petite Enfance. L'objectif est de contribuer à l'effort de qualification des jeunes et de facilitation de l'insertion professionnelle. Depuis 2015, en outre un axe sur l'accueil des apprentis en situation de handicap au sein des services de la Ville de Montpellier a été engagé.

L'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée. Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans la collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. D'autre part, il permet de tisser des liens durables avec les centres de formation sur des métiers et compétences recherchées par la collectivité. L'apprentissage est ainsi un formidable levier pour anticiper des besoins de recrutement ou des apports réguliers d'innovation, tout en répondant à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes.

Après un bilan positif constaté auprès des services, la Ville s'inscrit aujourd'hui dans une démarche d'investissement sur l'apprentissage et envisage une augmentation de ce type de contrats. En cohérence avec les lignes directrices de gestion, il est proposé d'élaborer un plan pluriannuel de développement de l'apprentissage, grâce à un travail prospectif sur l'anticipation des besoins car l'apprentissage constitue aussi un dispositif de gestion des compétences :

- Intégration dans une démarche de gestion prévisionnelle des effectifs (anticipation du renouvellement des effectifs en lien avec la pyramide des âges : départs en retraite, mutations, etc.) ;
- Identification des métiers en tension, ceux représentant des difficultés de recrutement ;
- L'identification des besoins préalables au recrutement, comme l'obtention du diplôme nécessaire pour passer un concours de la Fonction Publique Territoriale ;
- Apport régulier d'innovation : il permet d'intégrer de nouveaux savoirs apportés par l'apprenti dans un contexte d'émergence de nouvelles compétences liées aux évolutions des métiers, notamment avec la digitalisation.

Enfin, il permet d'envisager grâce au cumul de la formation professionnelle et scolaire, une intégration dans les effectifs de la Ville, et contribue ainsi à l'emploi des jeunes dans le bassin géographique.

La Ville de Montpellier compte actuellement dans ses services 34 apprentis, dont 6 terminent leur contrat en mars 2024 et 14 finissent leur contrat dans le courant de l'été 2024. Il est proposé de conclure 31 nouveaux contrats d'apprentissage à la rentrée 2024, afin d'accueillir au total 45 apprentis pour la rentrée scolaire 2024/2025. La Ville de Montpellier participera à la formation des apprentis pour des qualifications et des

domaines d'intervention très variés : éducation, petite enfance, éducation spécialisée, restauration, animation... domaines où le recrutement est un enjeu.

Le choix des apprentis sera réalisé par la Collectivité. Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

Il est proposé au Conseil municipal de conclure 31 contrats d'apprentissage présentés en annexe ci jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le recours au contrat d'apprentissage et les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver les termes des contrats d'apprentissage supplémentaires conformément au tableau présenté en annexe et des conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Organisation de concours et examens professionnels - Convention triennale avec le CDG 34 - Autorisation de signature

L'article L.452-46 du Code général de la fonction publique dispose que « *Les Centres de gestion peuvent par convention, organiser des concours et des examens propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités ou établissements affiliés (...). Les collectivités et établissements non affiliés remboursent aux centres de gestion la part des dépenses effectués à leur profit* ». Ainsi, afin que le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34) intervienne pour organiser les opérations de recrutement des fonctionnaires territoriaux, aussi bien les concours que les examens professionnels, la Ville de Montpellier souhaite s'engager par le biais d'une convention.

Cette convention cadre sera signée par le Maire de Montpellier et le Président du CDG 34 pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026. Celle-ci pourra être dénoncée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis de réception adressée à chacune des parties avant le 31 octobre de l'année en cours. La décision prendra effet au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

En vertu de cette convention cadre, le CDG 34 assurera tous les actes relatifs aux concours et aux examens professionnels. Il assurera tous les risques relevant de l'organisation de ceux-ci. Ces opérations de recrutement pourront être organisées soit d'une manière autonome uniquement avec la Ville de Montpellier, soit conjointement avec un ensemble de collectivités affiliées au CDG 34, soit conjointement avec d'autres centres de gestion dans le cadre d'une convention d'organisation passée entre eux. Le CDG 34 pourra confier l'organisation de ces opérations à un autre CDG en incluant les besoins de la Ville de Montpellier. Cette compétence du centre de gestion n'est pas exclusive concernant certains concours et examens professionnels, la Ville de Montpellier se réservant la possibilité d'organiser directement certaines opérations de recrutement si elle l'estime nécessaire. Toutefois, elle s'engage à ne pas organiser de concours de même nature, directement ou indirectement, tant que la liste d'aptitude issue du concours commun est objectivement exploitable. Par ailleurs, un calendrier pluriannuel étant établi au niveau national, le CDG 34 sera organisateur ou partenaire d'organisations dans le respect de ce calendrier. Le CDG 34 s'engage à faire parvenir à la Ville de Montpellier un exemplaire de la liste d'aptitude ou d'admission dès que ce document sera rendu exécutoire.

De son côté, la Ville de Montpellier s'engage à compléter et retourner au CDG 34, dans les délais impartis, le recensement annuel et complémentaire des postes à pourvoir par voie de concours ou examens professionnels. La convention cadre précise également la prise en charge des coûts (publicité, location de matériel et de salles, fournitures diverses, frais postaux, charge de personnel...) liés à l'organisation de ces concours et examens professionnels :

- Pour les concours et examens professionnels de catégorie A et B, hors filière médico-sociale, transférés du CNFPT, aucune participation financière ne sera demandée à la Ville de Montpellier puisque seuls les CDG ont la compétence d'organisation ;
- Pour les autres concours et examens professionnels, l'intervention confiée au CDG 34 ou CDG organisateur lui sera rémunérée dans les conditions suivantes :
 - S'il s'agit d'une opération organisée par le CDG 34 exclusivement par la Ville de Montpellier, toutes les dépenses engagées pour l'opération seront supportées par elle ;

- S'il s'agit d'une opération réalisée dans le cadre d'un partenariat régional, interrégional ou national, pour chaque recrutement opéré sur la liste d'aptitude du concours organisé ou pour chaque nomination opérée sur la liste d'admission de l'examen professionnel, la Ville de Montpellier versera au CDG organisateur une participation en fonction du nombre de lauréats recrutés établi, fruit du quotient : dépenses imputées au concours ou examen / Nombre de lauréats.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention cadre entre la Ville de Montpellier et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Convention de groupement de commande entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché d'assistance à
maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une cartographie des risques
déontologiques - Approbation - Autorisation de signature**

Afin de poursuivre la rationalisation de leurs achats et de bénéficier d'économies d'échelle et en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une cartographie des risques déontologiques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordinatrice du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive d'un groupement de commandes relative à la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une cartographie des risques déontologiques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Convention d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de
déménagements et de gardes meubles - Approbation - Autorisation de signature**

Compte-tenu de la nécessité de satisfaire les besoins d'achat de prestations de déménagements et de gardes meubles, la Ville de Montpellier doit lancer une procédure de mise en concurrence.

Le Code de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes qui ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant des procédures de passation des contrats. Dans un souci d'économies et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'achat de prestations de déménagements et de gardes meubles, puisque les deux collectivités ont les mêmes besoins.

La Ville de Montpellier est désignée comme coordonnateur du groupement. A ce titre, elle est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'Appel d'Offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes relative à l'achat de prestations de déménagements et de gardes meubles ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Tarifs Marché de Noël - Mise à jour de la délibération n° V2023-448 du 11 décembre 2023 - Approbation

L'article ci-dessous vient ainsi compléter le point « *autres redevances* » de la politique publique « *Attractivité et Rayonnement* » de la délibération n° V2023-448 « *Tarifs de la Ville de Montpellier - Année 2024 – Approbation* » du 11 décembre 2023. Ce complément concerne les tarifs en lien avec le Marché de Noël, pour l'année 2024.

Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10%. Toute redevance inférieure à 10 € ne sera pas facturée. Tarifs assujettis à la TVA :

Désignation	Tarif
Marché de Noël et autres manifestations - Artisans, Métiers d'Arts, artistes auteurs, artistes libres, Maîtres Artisans, producteurs (sur justificatif) Chalet m ² /jour	13,00€
Marché de Noël et autres manifestations – Activité hors restauration Chalet m ² /jour	22,00€
Marché de Noël et autres manifestations - Activité restauration Chalet m ² /jour	27,00€
Marché de Noël et autres manifestations - Chalet associatif* ¹ Chalet ou emplacement	0,00€
Marché de Noël et autres manifestations - Chalet « jeunes pousses »* ² - Chalet ou emplacement	0,00€
Marché de Noël et autres manifestations Chalet spécial /m ² /jour	35,00€
Marché de Noël et autres manifestations Tente m ² /jour	9,00€
Marché de Noël- Emplacement vide hors espace enfants m ² /jour	6,00€
Marché de Noël – Attraction, manège, patinoire m ² /jour	0,35€
Marché de Noël – Emplacement vide espace enfants m ² /jour	12,00€

*1 La mise à disposition à titre gratuit d'un chalet associatif pourra être accordée pour les associations à buts humanitaires ou caritatifs (sous réserve de justification du caractère caritatif ou humanitaire). Les structures et établissements qui souhaitent bénéficier de la mise à disposition du chalet devront mener des activités dans un but non lucratif. Une demande écrite devra être adressée au service Commerce et Artisanat qui en appréciera l'éligibilité. La structure demandeuse accompagnera sa demande d'une présentation de son projet (objectifs, organisation administrative, projet, justification).

*2 La mise à disposition à titre gratuit d'un chalet « jeunes pousses » pourra être accordée aux chambres consulaires de l'Hérault au titre du soutien aux jeunes créateurs. Cette mise à disposition fera l'objet d'une convention précisant les engagements réciproques.

Tarifs non assujettis à la TVA :

Désignation	Tarif
Grand Bazar / Antiquaires et Bouquinistes Emplacement 8 m ² /jour	17,00€
Grand Bazar / Autres marchés thématiques Emplacement 12 m ² /jour	33,00€
Marché thématique événementiel Emplacement 12 m ² /jour	33,00€

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications tarifaires telles que décrites ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Groupement d'intérêt public "Réseau des Acheteurs Hospitaliers" (RESAH) - Adhésion - Renouvellement annuel - Approbation

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoint les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective de recherche permanente de sources d'économie, le Code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie. Ce Code (articles L.2113-2 et suivants) permet également, afin d'optimiser certains achats, de recourir aux services de centrales d'achats, lesquelles réalisent pour leurs adhérents l'ensemble des procédures de mise en concurrence et de passation des marchés et accords-cadres, l'adhésion à la centrale permettant ensuite de bénéficier des contrats correspondants.

En 2022, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont mis en place un groupement de commandes dans le cadre de l'adhésion à la centrale d'achats du groupement d'intérêt public « *Réseau des Acheteurs Hospitaliers* » (RESAH) aux fins d'une part d'accéder au catalogue des offres proposées et d'autre part d'obtenir les dossiers de marchés subséquents correspondant à l'évolution de leurs besoins, notamment dans le domaine de la sécurité informatique et la téléphonie.

La convention signée en 2022 a donc pour objet de créer dans ce cadre, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique. La convention a pris effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement.

La Métropole a été désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité est en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

Concernant l'adhésion du groupement de commandes ainsi constitué au « *RESAH* », elle se formalise par :

- Une adhésion annuelle pour chaque membre d'un montant de 600 €, qu'il convient de renouveler ;
- La signature d'une convention spécifique avec RESAH pour chaque prestation éventuelle assortie du paiement d'une contribution financière annuelle pour le groupement Ville-Métropole selon une répartition financière fixée à 50 % du montant pour chaque membre du groupement et chaque accord-cadre.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le renouvellement de l'adhésion au Réseau des Acheteurs Hospitaliers et le recours à son catalogue des offres pour un montant de 600 € pour l'année 2024 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier pour l'achat de prestations de services
postaux - Approbation - Autorisation de signature**

Dans un objectif de coordination et de groupement d'achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et les dépenses publique, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent de mutualiser la procédure de mise en concurrence relative à l'achat de prestations d'organisation.

Pour ce faire, la constitution d'un groupement de commandes en application des articles L. 2113-6, L. 2113-7 et L. 2113-8 du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 relative aux marchés publics est nécessaire.

La convention de groupement de commandes proposée définit les modalités de fonctionnement du groupement et désigne Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnateur.

Chacune des deux entités sera chargée de l'exécution du marché ou accord-cadre conclu à l'issue de la procédure de mise en concurrence, avec la mise en œuvre d'une facturation distincte pour la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sur la base des prestations réalisées pour leur compte.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de services postaux ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Élections - Rémunération des personnels lors des consultations électorales

Différentes catégories de personnel sont amenées à participer à la mise en œuvre des consultations électorales. Compte-tenu de l'évolution des organisations, des métiers et des techniques et considérant qu'il y a lieu de réactualiser en conséquence les mesures qui étaient en vigueur jusqu'à ce jour (délibérations des Conseils municipaux n° 65 du 1^{er} octobre 2001, n° 2012/172 du 26 mars 2012 et n° V2019-524 du 19 décembre 2019), il est proposé d'appliquer les modes de rémunération suivants :

1° - Indemnités forfaitaires complémentaires pour élections

En application de l'annexe 4 de la délibération n° V2023-4563 du 11 décembre 2023 fixant le Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), il est décidé de fixer le montant de l'Indemnité Forfaitaire complémentaire pour Elections (IFCE).

Au titre des primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP, il est précisé, en complément de la délibération n°V2022-066 du 29 mars 2022 (annexe 4), les règles de calcul de l'IFCE issue du décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 comme suit :

Il est décidé de fixer le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections prévue par l'arrêté ministériel du 27 février 1962. Cette indemnité est versée pour l'accomplissement de travaux supplémentaires à l'occasion de consultations électorales sans que puissent être versées des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS). Elle concerne les élections présidentielles, législatives, régionales, cantonales, municipales, européennes et référendums.

Cette indemnité s'adresse aux agents titulaires et non titulaires qui participent à l'organisation du scrutin et qui sont exclus du bénéfice des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

La réglementation prévoit que le crédit global affecté à ces indemnités soit obtenu en multipliant la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour travaux supplémentaires (IFTS) des attachés territoriaux ($1\,146,85\text{€} \times 8 / 12 = 764,56\text{€}$ au 1^{er} juillet 2023) par le nombre des bénéficiaires. En l'absence de bénéficiaire de l'IFTS à la suite de la mise en place du RIFSEEP, il revient à la Collectivité de fixer le montant attribué par scrutin pour la Directrice du Pôle Relations aux Usagers, aux Habitants et Engagement Citoyen et le Responsable du service Elections – Recensement. Aussi, il est décidé que le montant est fixé à 500 € par tour de scrutin.

Pour rappel, la délibération n° V2019-524 du 19 décembre 2019 fixait le montant de cette indemnité à 268,33€, couplée à la rémunération d'encadrement administratif correspondant à 12 vacations. La présente délibération supprime cette rémunération complémentaire et permet une indemnité unique et transparente. Cette indemnité n'est pas cumulable avec des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

Lorsque deux élections se déroulent le même jour, une seule indemnité peut être allouée.

2° - Heures supplémentaires

Les personnels de la Ville de Montpellier ci-après désignés, affectés à des missions dont la durée fluctue en fonction du type d'élection, seront rémunérés en heures supplémentaires :

- Agents du service Élections – Recensement ;
- Agents venant en renfort du personnel du service Élections – Recensement et affectés aux mêmes tâches ;
- Agents chargés de la vérification et de la préparation du matériel électoral ;
- Agents chargés de la pose, de la dépose et du nettoyage des panneaux d'affichage électoral ;
- Agents chargés de la livraison et de la récupération du matériel dans les points de vote ;
- Agents du standard au-delà de 23h00 ;
- Agents d'accueil au-delà de 23h00.

3° - Vacations croisées

La mutualisation entre les services de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'est notamment concrétisée par le transfert des agents du service protocole vers Montpellier Méditerranée Métropole, ne permettant plus à ces agents d'être rémunérés par le biais d'heures supplémentaires versées par la Ville dans le cadre de certaines de leurs activités dédiées aux élections.

Les personnels de Montpellier Méditerranée Métropole ci-après désignés affectés à des missions dont la durée fluctue en fonction du type d'élection, seront rémunérés suivant les modalités de vacations horaires définies dans la délibération n° V2017-346 du 3 novembre 2017 :

- Agents chargés de la vérification et de la préparation du matériel électoral ;
- Agents chargés de la pose, de la dépose et du nettoyage des panneaux d'affichage électoral ;
- Agents chargés de la livraison et de la récupération du matériel dans les points de vote ;
- Agents venant en renfort du personnel du service Élections – Recensement et affectés aux mêmes tâches ;
- Agents du standard au-delà de 23h00 ;
- Agents d'accueil au-delà de 23h00.

4° - Vacations forfaitaires

Portée par la volonté de proposer une rémunération juste au personnel participant à l'organisation de scrutins électoraux et de revaloriser certaines fonctions en tension comme celle de secrétaire adjoint, il est proposé de rémunérer sous forme de vacations forfaitaires les personnels désignés en annexe, affectés à des missions dont la nature et la durée sont semblables quel que soit le type d'élection.

La vacation de base est fixée à ce jour à 48,12€ bruts. Le montant de cette vacation sera indexé sur l'évolution de la valeur du point d'indice servant de calcul à la rémunération du personnel territorial.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les principes de rémunération des personnels lors des consultations électorales, tel qu'exposé ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Organisme extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Modifications statutaires - Autorisation

La Ville de Montpellier, principal actionnaire de la SERM, au capital de 5 894 000 €, composé de 368 375 actions, détient 41,38% du capital. Elle occupe à ce titre 5 sièges sur 13 au sein du Conseil d'Administration, dont le poste de présidence de la société, en la personne de Michaël DELAFOSSE. Au côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29% du capital, et de la Commune de Palavas-les-Flots, Montpellier Méditerranée Métropole détient 28,73 % du capital, soit 105 844 actions et occupe 4 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

A la suite de l'adoption de la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3DS), la SERM propose de convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin de procéder aux modifications des statuts de la Société. Ces modifications statutaires exigent, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des entités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

Les principales modifications des statuts de la Société concernent huit articles et sont détaillées ci-après.

➤ Modification de l'objet social

Compte tenu de la volonté de développement de la Société, il est proposé d'étendre la zone d'intervention. Par conséquent, il est proposé de modifier l'article 2 des statuts et d'ouvrir la possibilité d'intervenir sur la Région Occitanie.

➤ Procédure d'agrément

Il est proposé d'intégrer une procédure d'agrément relative à la cession d'actions des actionnaires. Ce principe d'agrément était d'ores et déjà prévu dans les statuts de la Société à l'article 12 (Cession des actions) sans que les modalités d'application de la clause ne soient explicitées. L'insertion d'un nouvel article entraîne par ailleurs la modification de la numérotation des articles des statuts de la Société.

En ce sens, la rédaction proposée du nouvel article 13 stipulé « *Agrément* » des statuts de la Société a vocation à préciser la procédure d'agrément dont les principales étapes sont les suivantes :

- Tout projet de transfert d'actions de la Société devra être notifié par l'actionnaire cédant au Conseil d'administration en renseignant les éléments suivants :
 - Le nombre et la nature des actions dont le transfert est envisagé ;
 - Le prix proposé du transfert ainsi que les modalités de paiement ;
 - Les noms, prénoms, adresse et nationalité de l'acquéreur potentiel ou, s'il s'agit d'une personne

morale son identification complète (dénomination, siège social, numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, montant et répartition du capital social, identité des dirigeants sociaux et dans la mesure du possible, l'identité de la ou des personnes qui la contrôlent *in fine*) ;

- Les conditions auxquelles les engagements de l'actionnaire cédant et de l'acquéreur potentiel sont subordonnés, notamment celles qui relèveraient de l'obtention d'autorisations des organes délibérants des collectivités territoriales ;
- De façon générale, les modalités et conditions du projet de transfert au profit de l'acquéreur potentiel, notamment en matière de garanties ;
- À compter de la réception de la notification, le Conseil d'administration disposera d'un délai de 90 jours pour statuer sur l'agrément et notifier sa décision à l'associé cédant. En l'absence de réponse dans le délai mentionné ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis. En cas de refus d'agrément, le Conseil d'administration est tenu de faire acquérir la totalité des actions objet de la notification par un ou plusieurs actionnaires ou par un tiers ou par la société elle-même dans un délai maximum de 60 jours à compter de la décision de refus d'agrément. A défaut, l'actionnaire cédant pourra procéder à la cession au profit de l'acquéreur proposé dans sa notification dans les mêmes conditions que celles stipulées dans la notification.

➤ **Composition du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration de la Société est actuellement composé de 13 administrateurs :

- 5 représentants de la Ville de Montpellier ;
- 4 représentants de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1 représentant de la Commune de Palavas-les-Flots ;
- 1 représentant de la Caisse d'épargne et de prévoyance du Languedoc Roussillon ;
- 1 représentant de la Chambre du commerce et d'industrie de Montpellier ;
- 1 représentant de la Caisse des dépôts et consignations.

Le Conseil d'administration d'une société anonyme doit être composé au minimum de 3 membres et au maximum 18 membres.

La participation des collectivités territoriales et de leurs groupements aux conseils d'administration des SEML est encadrée par les dispositions de l'article L. 1522-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) aux termes desquelles « *Les collectivités territoriales et leurs groupements détiennent, séparément ou à plusieurs, plus de la moitié du capital de ces sociétés et des voix dans les organes délibérants* ». Par ailleurs, l'article L. 1524-5 du CGCT précise que toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaires a droit au moins à un représentant au Conseil d'administration. Ce même article précise que les statuts doivent fixer le nombre de sièges réservés aux collectivités territoriales et à leurs groupements. Le nombre ainsi réservé est fixé dans une proportion au plus égale à celle du capital détenu par l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires par rapport au capital total de la société, ce nombre étant éventuellement arrondi à l'unité supérieure. Par ailleurs, les sièges sont attribués en proportion du capital détenu respectivement par chaque collectivité ou groupement actionnaire. Or les statuts actuels de la Société n'indiquent pas le nombre de sièges au Conseil d'administration réservé aux représentants des collectivités territoriales et à leurs groupements.

Il est donc proposé de préciser à l'article 14 stipulé « *Composition du Conseil d'administration* » des statuts de la Société que le Conseil d'administration est composé de treize administrateurs, dont dix représentant les collectivités territoriales et leurs groupements.

➤ **Quorum pour la tenue des réunions et délibérations du Conseil d'administration**

Aux termes de l'article 18 stipulé « *Réunions – Délibérations du Conseil d'Administration* » des statuts actuels de la Société il est prévu que le Conseil d'administration doit réunir au moins la moitié de ses membres y compris la moitié des représentants des collectivités territoriales en vue de délibérer.

L'exigence de la présence d'au moins la moitié des représentants des collectivités territoriales ne répond plus à une obligation légale. Il est ainsi proposé de supprimer cette exigence et de maintenir la seule présence d'au moins la moitié des membres du Conseil d'administration, comme dans toute société anonyme.

➤ **Représentation de la Société aux assemblées générales des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce**

Aux termes des dispositions de l'article L.1524-5-1 du CGCT, introduit par la loi 3DS, il est prévu que « *[S]auf clause contraire de leurs statuts, les sociétés d'économie mixte locales sont représentées à l'assemblée des associés ou actionnaires de leurs filiales, au sens de l'article L. 233-1 du code de commerce, par l'un des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements au sein de leur conseil d'administration ou de surveillance, désigné par celui-ci. Ce représentant est issu d'une collectivité territoriale ou d'un groupement exerçant une compétence à laquelle l'objet social de la filiale concourt.* »

Il est proposé de déroger à cette disposition législative afin de permettre la représentation de la Société aux assemblées générales de ses filiales par son représentant légal qui disposera de la faculté de déléguer son pouvoir. Par conséquent, il est proposé d'ajouter un nouveau paragraphe à l'article 23 « *Signature sociale – Représentation de la Société aux assemblées générales* » :

« *Par dérogation aux dispositions de l'article L.1524-5-1 du CGCT, la représentation de la Société aux Assemblées Générales de l'ensemble des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce et personnes morales à laquelle la SEM est convoquée en tant qu'associée, actionnaire ou membre est assurée par son représentant légal, qui dispose de la faculté de déléguer son pouvoir* ».

➤ **Commissaires aux comptes**

L'article L. 225-219 du Code de commerce relatif aux conditions d'exercice des commissaires aux comptes qui est actuellement mentionné dans les statuts de la Société a été abrogé par la loi 2003-706 du 1^{er} août 2003 et a été substitué par l'article L. 822-1 du Code de commerce.

Il est ainsi proposé de mettre à jour l'article relatif aux commissaires aux comptes avec l'adoption de la rédaction du nouvel article 27 stipulé « *Commissaires aux comptes* » des statuts de la Société, comme suit :

« *Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire et exercent leur mission de contrôle, conformément aux dispositions prévues dans le Code de commerce.*

Conformément à l'article L.823-1 du Code de commerce, lorsque le ou les commissaires aux comptes titulaires ainsi désignés sont des personnes physiques ou des sociétés unipersonnelles, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les Commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont désignés pour six exercices et sont toujours rééligibles. »

➤ **Quorum et majorité pour la tenue des assemblées générales ordinaires et extraordinaires**

Il est proposé de supprimer aux articles 34 « *Quorum et majorité de l'Assemblée Générale Ordinaire* » et 35 « *Quorum et majorité de l'Assemblée Générale Extraordinaire* » des statuts de la Société, la stipulation selon laquelle les collectivités territoriales doivent être représentées au moins proportionnellement à leur participation en capital social, ce quorum renforcé n'étant plus requis légalement.

Par ailleurs, le quorum requis est fonction (i) du nombre d'actionnaires représentant une fraction du capital social pour la tenue de l'assemblée générale ordinaire et (ii) du nombre d'actions ayant le droit de vote pour la tenue de l'assemblée générale extraordinaire.

Afin d'harmoniser les règles de quorum, il est proposé de déterminer le quorum en fonction du nombre d'actions ayant le droit de vote détenu par les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance pour les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la Société, conformément à la règle retenue en matière de sociétés anonymes.

La nouvelle rédaction de l'article 34 étant alors :

« L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, représentant le cinquième au moins des actions ayant le droit de vote.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'Assemblée est convoquée de nouveau. Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des actions représentées.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance. »

La nouvelle rédaction de l'article 35 étant alors :

« L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance possèdent au moins sur première convocation le quart et sur deuxième convocation le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance. »

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications statutaires de la SERM
- D'autoriser le représentant de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SERM, Monsieur Michaël DELAFOSSE à voter en faveur de ces modifications ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Commission de Délégation de Service Public (CDSP) - Réélection - Fixation des modalités de dépôt des listes

Par délibération n°V2020-073 du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a procédé à l'élection de la Commission d'appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP).

Le fonctionnement de la CAO est aujourd'hui altéré par la démission de l'ancienne Présidente de CAO ; le fonctionnement des deux commissions est altéré par des problèmes réguliers de disponibilité d'une partie de leurs membres. Il apparaît donc aujourd'hui nécessaire, en plus de la désignation par arrêté de Monsieur le Maire d'un nouveau Président de CAO, de renouveler la composition de celles-ci en procédant à de nouvelles élections.

Conformément au Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment l'article L.1411-5, les membres de la CAO et de la CDSP sont élus par l'assemblée délibérante en son sein, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

Dans la perspective de cette élection, prévue lors de la prochaine séance du Conseil municipal, il est proposé, en application de l'article D.1411-5 CGCT, de fixer les conditions de dépôt des listes comme suit :

- Les listes établies pour les élections doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception au Service Assemblées et Vie des Institutions de la Ville de Montpellier ;
- La date limite de dépôt/réception est fixée au 21 mai 2024 à 17 heures ;
- Les listes doivent parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « *Election de la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier* », « *Election de la Commission de Délégation de Service Public* » ;
- Les listes ne peuvent comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil municipal, y compris pour les membres suppléants de la CAO ou de la CDSP.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de la réélection des membres de la CAO et de la CDSP ;
- D'approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Représentations du Conseil municipal - Désignations - Approbation

Par délibération, il convient de désigner les représentants de la Ville de Montpellier au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
Association Finance Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE)	<i>1 titulaire</i>
Collège Les Escholiers de la Mosson	<i>1 suppléant</i>
Collège Les Garrigues	<i>1 titulaire</i>
Collège Marcel Pagnol	<i>1 titulaire</i>
Commission Administrative Paritaire (CAP) Catégorie C	<i>1 suppléant</i>
Commission des Halles et Marchés	<i>1 suppléant</i>
Commission Locale d'Evaluation de Transfert des Charges (CLECT)	<i>2 titulaires</i>
Groupe scolaire Beethoven Ecole maternelle et élémentaire	<i>1 titulaire</i>
Groupe scolaire Barcelone Ecole élémentaire Simon Bolivar	<i>1 titulaire</i>
Groupe scolaire Les Ménestrels Ecole maternelle Indira Gandhi Ecole élémentaire Akira Kurosawa	<i>1 titulaire</i>
Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) Conseil d'Administration	<i>1 titulaire</i>

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Boris BELLANGER - Approbation

Aux termes des articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du Code général des collectivités territoriales et des articles L. 134-1 et suivants du Code général de la fonction publique, les élus peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle. Cette protection peut leur être accordée d'une part, lorsque l'élu fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, lorsqu'il est victime de violences, menaces ou outrages à l'occasion ou du fait de ses fonctions.

L'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la Ville de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'élu, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Aide au recours au ministère d'avocat (librement choisi par lui) ;
- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à sa défense ainsi que les frais de procédure et consignations, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à l'élu sur la base de la décision juridictionnelle définitive si la personne condamnée ne s'en est pas acquittée (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées).

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est proposé de se prononcer sur la demande de protection fonctionnelle de Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, victime de violences avenue de Lodève le 22 août 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées à Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, victime de violences avenue de Lodève le 22 août 2023 ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
 mardi 26 mars 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : ACCESSIBILITE UNIVERSELLE			
STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ASSOCIATION ACCIDENTES DE LA VIE - FNATH	00004946	Fonctionnement	3 500
ASSOCIATION VALENTIN HAUY AVEUGLES ET MALVOYANTS	00002826	Fonctionnement	2 500
ASSO ROULE NATURE	00002855	Fonctionnement	3 000
HANDIC'ART	00003959	Fonctionnement	750
ASSOCIATION FAUTEUILS DE FEU	00003293	Fonctionnement	1 000
ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE BILINGUE FREDERIC PEYSON	00003302	Fonctionnement	2 000
CAP'A CITE	00003862	Nouveau Projet : activités culturelles pour jeunes en situation de handicap mental	2 000
COMITÉ DE LIAISON ET DE COORDINATION DES ASSOCIATIONS PLURIEL HANDICAPS	00003015	Fonctionnement	10 000
FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE – LANGUEDOC ROUSSILLON	00002917	Fonctionnement	6 000
GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES	00004054	Fonctionnement Vie Associative	1 000
HALTE POUCE	00004503	Nouveau Projet : Permanences Handicap sur 5 quartiers QVP	1 500
LES DONNEURS DE VOIX	00004011	Fonctionnement	1 000
SURDI 34	00002700	Fonctionnement	500
SURDI 34	00002709	Projet : Formation Bénévoles	500
SURDI 34	00002732	Projet : remplacement matériels	500
SURDI 34	00002710	Projet : revue trimestrielle	500
UNION DES SOURDS DE	00002679	Fonctionnement	800

MONTPELLIER- OCITANIE			
TOTAL			37 050

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : COHESION SOCIALE			
NOM DE LA STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ACCORDERIE DE MONTPELLIER	00004945	Fonctionnement	3 000
ADAGES (ASS DEP ADMINIST GESTION ETS SPECIALISES)	00003460	Fonctionnement	17 000
ASS DEVELOP FORMAT INSERT PUBLIC DIFFICU	00003109	Fonctionnement	5 000
ASS MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE (AMPM)	00002579	Fonctionnement	4 000
ASSOCIATION UNIS-CITE	00002565	Renouvellement d'un projet ALEJ "Accès au logement et à l'emploi des jeunes"	6 000
ASSOCIATION VIA- VOLTAIRE	00003702	Fonctionnement	10 000
PEDAGOGIE ET PRISON	00002746	Renouvellement d'un projet Hebdo Hector	1 000
PEDAGOGIE ET PRISON	00002747	Renouvellement d'un projet Actions éducatives à destination des mineurs incarcérés	500
TOTAL			46 500

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : COMMEMORATIONS			
STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE (€)
AMICALE DES ANCIENS MARINS ET DES ANCIENS MARINS COMBATTANTS DE MONTPELLIER	00002484	Fonctionnement	200
AMICALE DES TRANSMETTEURS DU LANGUEDOC ROUSSILLON	00003560	Fonctionnement	350
CLUB SPORTIF ET ARTISTIQUE DE LA GENDARMERIE 34	00004541	Fonctionnement	200
FEDERERATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE	00003455	Fonctionnement	1 000
LE SOUVENIR FRANCAIS - COMITÉ DE MONTPELLIER	00003120	Nouveau Projet : rénovation monuments aux morts des carrés militaires	500
MEMOIRES LANGUEDOC 44	00002582	Fonctionnement	500
UNADIF-FNDIR ASSOCIATION DE L'HERAULT	00003599	Fonctionnement	300
UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS DE COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE DE L'HERAULT	00003108	Fonctionnement	1 350
TOTAL			4 400

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
 mardi 26 mars 2024**

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Commerce et Artisanat" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine du commerce, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE: Commerce et artisanat			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
CENTRE TECHNIQUE REGIONAL DE LA CONSOMMATION LANGUEDOC ROUSSILLON	00002510	Fonctionnement	3 000,00
UNION FEDERALE CONSOMMATEURS MONTPELLIER	00002853	Fonctionnement	2 000,00
TOTAL			5 000,00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
 mardi 26 mars 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Culture et de la culture scientifique, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : CULTURE				
N° DE DOSSIER	STRUCTURE	Dispositif	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
00004617	APERTO	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	6 000,00
00002477	ASSOCIATION 2L2M	(Ville) Culture - Arts	Projet : Accueil de résidences d'artistes plasticiens	3 000,00
00002475	ASSOCIATION 2L2M	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	4 000,00
00003344	ASSOCIATION LINE UP	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	1 500,00
00004322	BAR A PHOTO	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	1 000,00
00002549	BRISCARTS	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	2 500,00
00002941	CHAMP LIBRE	(Ville) Culture - Arts	Projet : Festival des Architectures Vives 2024	10 000,00
00004062	CLAP'ARTS	(Ville) Culture - Arts	Projet Clap'Arts Festival	1 000,00
00002792	EN TRAITS LIBRES	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	10 000,00
00004605	GALERIE AL-MA	(Ville) Culture - Arts	Projet Sept Expositions d'artistes contemporains	4 000,00
00003913	GLASSBOX-SUD	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	3 000,00
00002961	GRAIN D IMAGE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	20 000,00

00003914	I PEICC	(Ville) Culture - Arts	Projet Art Ensemble : Tremplin vers les écoles et métiers des arts et de la culture	2 000,00
00004334	ICONOSCOPE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	1 000,00
00004301	LA FENETRE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	40 000,00
00003090	LA MAISON DE LA GRAVURE MEDITERRANEE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	2 000,00
00003384	LES AMIS DU MUSEE FABRE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	5 000,00
00002839	LES CHANTIERS BOITE NOIRE	(Ville) Culture - Arts	Projet Les chantiers BOITE NOIRE	3 000,00
00002869	LES CHANTIERS BOITE NOIRE	(Ville) Culture - Arts	Projet RESIDENCES D'ARTISTES EMERGENTS	1 000,00
00004959	MONTPELLIER CONTEMPORAIN MOCO	(Ville) - Arts	Fonctionnement	1 475 000,00
00003353	OBJECTIF IMAGE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	2 000,00
00003585	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS	(Ville) Culture - Arts	Projet Solid'art 7ème édition	20 000,00
00002783	STUDIO 411 GALERIE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	1 500,00
00004538	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	(Ville) Culture - Arts	Projet Résidence de création Mutation #3	2 000,00
00004356	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	5 000,00
00004405	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	(Ville) Culture - Arts	Projet Transit Lab	2 000,00
TOTAL ARTS				1 627 500,00
00003575	ASSEMBLEE REGIONALE DES RADIOS ASSOCIATIVES	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	3 500,00
00004754	ASSOC PROTESTANTE DE RADIO TELEVISION	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00

00002780	ASSOCIATION CHRÉTIENS ET CULTURES	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet 26ème Festival Chrétien du Cinéma	8 000,00
00003659	ASSOCIATION LES CHIENS ANDALOUS	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Coordination locale du dispositif Ecole et Cinéma et organisation du Festival Enfant et Cinémage	6 000,00
00002580	ASSOCIATION MONTPELLIER CONTACTS-RADIO CLAPAS MONTPELLIER	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00
00003980	ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ÉTUDIANT À MONTPELLIER (ADOREM)	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00
00004761	ASSOCIATION POUR LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU VOYAGE ET DE L'AVENTURE DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Développement de l'accessibilité de notre offre culturelle	3 000,00
00004763	BRAND A PART	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	4 000,00
00004775	BRAND A PART	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Le Cinéma Pour Tous - 10ème édition	4 000,00
00004768	BRAND A PART	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Les Rencontres du Cinéma d'Animation - 4ème édition	1 000,00
00004894	CENTRE DE L'IMAGINAIRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Festival du film scientifique "Sud de sciences" 2024	1 000,00

00002937	CROQU OREILLES	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00
00003230	CULTURE ET ODYSSEE	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Caravane des cinémas d'Afrique	1 000,00
00004519	FESTI INTERN CINEMA MEDITER MONTPELLIER	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	135 000,00
00003008	KAINA	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	5 000,00
00003001	KAINA	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Kaina TV	5 000,00
00003147	L EKO DES GARRIGUES	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00
00004033	LE DIAMANT VERT	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Rencontres des Espaces Cinématographiques	1 000,00
00002913	LES AMIS DE JEAN VIGO	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	12 500,00
00002738	ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	2 000,00
00002861	ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet 6eme Festival de la Radio Educative 2024	1 000,00

00003474	RADIO AVIVA	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00
00004299	REGARDS SUR LE CINEMA ALGERIEN	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Promotion de jeunes réalisateur(trice)s algériens	500,00
00003475	SO BOLLYWOOD MONTPELLIER	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	3 000,00
00003009	SON E RESSON OCCITAN	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00
TOTAL CINEMA, AUDIOVISUEL, ICC				252 500,00
00003193	ACADEMIE SCIENCES LETTRES DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Projet prix Sabatier d'Espeyran	2 000,00
00003182	ACADEMIE SCIENCES LETTRES DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Fonctionnement	10 000,00
00004521	ASSOCIATION DES CAFES GEOGRAPHIQUES DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Fonctionnement	500,00
00003979	ATELIER RENCONT RECHERCH COMPARA ETHNOLO	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Projet Les 30 ans du Bistrot des Ethnologues	1 000,00
00004812	CERCLE ZETETIQUE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Projet Les 30 ans du Bistrot des Ethnologues	1 000,00
00003928	INSTANT SCIENCE	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Projet Festival Va savoir ?! 2024	4 000,00
TOTAL CULTURE SCIENTIFIQUE				18 500,00
00004048	A CONTRE POIL DU SENS	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 500,00
00004459	ACTION D ESPACE	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 500,00
00003613	ACTION D ESPACE	(Ville) Culture - Danse	Projet création du spectacle C'est comment qu'on fait	1 000,00

00004592	ANIMA	(Ville) Culture - Danse	Projet mAsk	2 000,00
00004814	ART, CORPS & LUMIERE	(Ville) Culture - Danse	Projet FESTIVAL SWINGING MONTPELLIER 2024	5 000,00
00002930	ASS ACHLES	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 500,00
00003280	ASS ALLONS Z ENFANTS	(Ville) Culture - Danse	Projet RESIDENCES ET ACCUEILS STUDIO AU POLE DE DEVELOPPEMENTCHOREGRAPHIQUE BERNARD GLANDIER	5 000,00
00003282	ASS ALLONS Z ENFANTS	(Ville) Culture - Danse	Projet EUROPA, EUROPA, danser l'Europe, danser la joie !	2 000,00
00003276	ASS ALLONS Z ENFANTS	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	25 000,00
00002947	ASS STELLA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
00002945	ASS STELLA	(Ville) Culture - Danse	Projet TIME	3 000,00
00004867	ASSOCIATION AU SINGULIER ET AU PLURIEL	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
00002795	ASSOCIATION AURELIA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	5 000,00
00002888	ASSOCIATION CHICANES	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	4 000,00
00002568	ASSOCIATION MARIE-LOUISE BOUILLONNE	(Ville) Culture - Danse	Projet Les Jardins de Matisse	1 000,00
00002556	ASSOCIATION MARIE-LOUISE BOUILLONNE	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00004822	CHANTIERS PUBLICS	(Ville) Culture - Danse	Projet CRÉATION DANS(E) HOUSE	2 000,00
00004325	CIA INESPERADA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
00004129	COMPAGNIE AUTRE MI NA	(Ville) Culture - Danse	Projet Création de la version participative de Génération [pomm]ée	3 000,00
00004128	COMPAGNIE AUTRE MI NA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00

00003218	COMPAGNIE COMME CA	(Ville) Culture - Danse	Projet de création (re)COMPOSE & DANSE(ici) : à la découverte de Joanne Leighton	2 000,00
00003216	COMPAGNIE COMME CA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00003324	COMPAGNIE CORPS ITINERANTS	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
00004522	COMPAGNIE INSIGHT	(Ville) Culture - Danse	Projet Les Brûleurs de Temps	1 000,00
00002494	COMPAGNIE KONTAMINE	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00002490	COMPAGNIE KONTAMINE	(Ville) Culture - Danse	Projet Amal	1 000,00
00003833	COMPAGNIE LES HERBES FOLLES	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	1 000,00
00002578	COMPAGNIE MOUVEMENTS PERPETUELS	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	7 000,00
00002577	COMPAGNIE MOUVEMENTS PERPETUELS	(Ville) Culture - Danse	Projet DE FUGUES EN SUITES	5 000,00
00003032	DANSOMANIA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
00003031	DANSOMANIA	(Ville) Culture - Danse	Projet Du désir d'horizons	7 000,00
00004788	EN MASSE ART	(Ville) Culture - Danse	Projet Spectacle Moftarak	1 500,00
00004803	ETRE EN SCENE	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	6 500,00
00004473	FUTUR IMMORAL	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00003127	GOLDEN HANDS	(Ville) Culture - Danse	Projet the mediator between head and hands must be the heart	3 000,00
00003376	GROUPE NOCES DANSE IMAGES	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00002884	LA MENTIRA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 500,00
00003126	LES GENS DU QUAI	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
00002675	MAIASTRA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	7 000,00
00002672	MAIASTRA	(Ville) Culture - Danse	Projet SOUTIEN A LA CREATION	2 000,00
00003385	MOUVEMENTS SUR LA VILLE	(Ville) Culture - Danse	Projet Mouvements sur la ville #16	8 000,00
00002983	PULX	(Ville) Culture - Danse	Projet District Danse	14 000,00

00003041	PULX	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 500,00
00004750	R&R	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00003464	R.A.M.A	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	10 000,00
00003520	SATELLITE	(Ville) Culture - Danse	Projet Le Bal Populaire	2 000,00
00003500	SATELLITE	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00002959	VILCANOTA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
TOTAL DANSE				186 500,00
00002991	"LES AMIS DE LEVANT"	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	1 000,00
00003803	CHÈVRE FEUILLE ETOILÉE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	1 000,00
00002854	JOSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Projet Au fil des contes, des rencontres et de la poésie : eaux et couleurs	500,00
00003669	L'OISEAU LYRE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Projet LUX	1 000,00
00003664	L'OISEAU LYRE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	1 500,00
00004139	LA BOUTIQUE D'ECRITURE & CO	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	22 000,00
00003028	LES AMIS DU GRAIN DES MOTS	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	400,00
00004549	MAISON DE LA POESIE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Projet Printemps des Poètes à Montpellier	5 000,00
00004377	MAISON DE LA POESIE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	10 000,00
00003930	MOTS PASSANTS	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	700,00
00002595	SEPHARIM	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	1 500,00

00003163	SYLLABE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	1 500,00
00004601	TEXTE EN COURS	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	1 000,00
00004594	TEXTE EN COURS	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Projet Festival Texte En Cours 2024	3 000,00
00002701	VOIX DE L'EXTREME - POESIE ET CULTURE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Projet 5èmes Rencontres franco- espagnoles : Racines et Mémoires	4 000,00
TOTAL LIVRE, LECTURE PUBLIQUE				54 100,00
00004064	ACORD PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Projet FESTIVAL EMERGENCY #8	5 000,00
00002562	ASS DES PRODUC ET EDITEURS DE MUSIQUE EN LANGUEDOC ROUSSILLON	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	4 000,00
00002755	ASSOCIATION 280 COMMUNICATIONS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	3 000,00
00003016	ASSOCIATION ARS MUSICA- MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 500,00
00003154	ASSOCIATION CHORALE CANTICA DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00002779	ASSOCIATION CHRÉTIENS ET CULTURES	(Ville) Culture - Musique	Projet ANIMA 24ème Festival Interreligieux de Musiques Sacrées	15 000,00
00004410	ASSOCIATION COLLECTIF KOA	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00
00002999	ASSOCIATION CONSPECTUS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00002966	ASSOCIATION CORALEN	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00003954	ASSOCIATION DES CHOEURS DU LANGUEDOC	(Ville) Culture - Musique	Projet Festival "Hérault les Choeurs !"	2 000,00
00004804	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE ANNE	(Ville) Culture - Musique	Projet 29e Nuits de Sainte Anne (Soirées musicales des Nuits de Sainte Anne)	5 000,00
00003689	ASSOCIATION INTENSITES	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	6 000,00

00003752	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES	(Ville) Culture - Musique	Projet Saison et Festival de la Grande Parade Mètèque	5 000,00
00003747	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES	(Ville) Culture - Musique	Projet Résidences et ateliers artistiques dans le cadre du projet de territoire de la Grande Parade Mètèque	1 000,00
00003445	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES	(Ville) Culture - Musique	Projet Quartiers Capitales!	1 000,00
00004800	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES	(Ville) Culture - Musique	Projet Le Loft des assos : une programmation plurielle ouverte sur le quartier	1 000,00
00003245	ATOUT CHOEUR	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00003204	AU CŒUR DE SA VOIX	(Ville) Culture - Musique	Projet NASHAQ Chants d'Amour d'Orient et de Méditerranée	1 000,00
00003701	B.A BACH	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	800,00
00002653	BOOMERANG	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	3 000,00
00002908	CHOEUR D'Ô DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Projet concerts annuels du Choeur d'Ô	1 000,00
00004323	CHOEUR SYMPHONIQUE DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	(Ville) Culture - Musique	Projet Aide à la production de plusieurs concerts « FAURÉ » en 2024.	1 000,00
00004574	CHOEUR UNIVERSITAIRE MONTPELLIER MEDITERRANEE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 500,00

00002840	CHOEURS DE L'ENCLOS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 500,00
00003366	CLAPAS BLUES	(Ville) Culture - Musique	Projet 2ème édition du Montpellier Blues Festival	2 500,00
00003590	COMPAGNIE CANTUSCANTI	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	500,00
00003981	COMPAGNIE IMPERIAL	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00
00004836	COSMIC GROOVE AIRLINES	(Ville) Culture - Musique	Projet THE PARTY : les 25 ans de Cosmic Groove	4 000,00
00004460	DARD'ART	(Ville) Culture - Musique	Projet Festival Al Andalus	4 000,00
00004610	DARD'ART	(Ville) Culture - Musique	Projet Orchestre Arabo-Andalou Junior	4 000,00
00004913	DE BOUCHE A OREILLE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 700,00
00004952	DE BOUCHE A OREILLE	(Ville) Culture - Musique	Projet création PARATGE Vertige Vocal Opus 2	3 000,00
00002684	EFFKT	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00002681	EFFKT	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00003519	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	3 800,00
00003450	ENSEMBLE VOCAL ET INSTRUMENTAL DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	3 000,00
00003177	ENSEMBLE VOCAL TUTTI	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	600,00
00002688	EPIMUZIK	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00002570	FESTIVAL DE CLARINETTE DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Projet Festival de clarinette de Montpellier	2 000,00
00004314	GENRE GENRE PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Projet CRÉATION D'EP & RELEASE PARTY	1 500,00
00003165	GROUPE VOCAL ARLEQUIN	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	500,00
00003330	JAM JAZZ ACTION	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	20 000,00
00002623	JAZZ CLUB DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00
00002728	JAZZ IN CLAP'COOP	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00002727	JAZZ IN CLAP'COOP	(Ville) Culture - Musique	Projet JAZZ et BD	2 000,00

00004439	JULES SONIC PRODS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00004820	KIVIVE	(Ville) Culture - Musique	Projet Bartleby	2 000,00
00003305	KLUB KLAMAUK	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00
00003308	KLUB KLAMAUK	(Ville) Culture - Musique	Projet BÜL BÜL - création d'un nouveau répertoire musical	2 000,00
00003907	KOA JAZZ FESTIVAL	(Ville) Culture - Musique	Projet KOA JAZZ FESTIVAL (16e édition)	6 000,00
00002762	L ACCROCHE CHOEUR	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00003625	L OREILLE ELECTRIQUE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 500,00
00004551	L OREILLE ELECTRIQUE	(Ville) Culture - Musique	Projet PATCH WORK	2 000,00
00002654	L'ARC-EN-CIEL DES FAUBOURGS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	20 000,00
00003145	L'ARTESAN	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 500,00
00003128	L'OREILLE TENDRE	(Ville) Culture - Musique	Projet PRODUCTION, ACCOMPAGNEMENT ET SORTIE DU PREMIER ALBUM DE SARAH AMIEL	2 000,00
00004667	LE CAFE DU COMPTOIR	(Ville) Culture - Musique	Projet création du nouveau spectacle du groupe Orchestre National du Cholo	2 000,00
00002647	LE PETIT CHAT NOIR RECORDS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 500,00
00003926	LES CARACTERES DE LA MUSIQUE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	5 000,00
00002706	LES FILLES DU MARDI	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	800,00
00003921	LES NUITS DU CHAT	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	3 000,00
00003902	LES NUITS DU CHAT	(Ville) Culture - Musique	Projet Festival Les Nuits du Chat 17e édition	2 000,00
00004701	LINGE & SONS	(Ville) Culture - Musique	Projet RÉSIDENCE TÖFIE WELCOME ON EARTH	1 500,00
00004917	LUX NOCTIS - MAISON DE PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00

00004491	MAAD	(Ville) Culture - Musique	Projet Waya Festival.	2 000,00
00003499	MAISON DES ARTS SONORES	(Ville) Culture - Musique	Projet es 10 ans de la Maison des Arts Sonores et du Festival Klang	3 000,00
00003922	MELI MELODIE,MUSIQUE VIVANTE POUR TOUS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00
00002836	MONTPELLIER ACCORDEON	(Ville) Culture - Musique	Projet Festival Accordeon Pluriel 10ème édition	7 000,00
00004446	NO NEED NAME	(Ville) Culture - Musique	Projet SOUTIEN AUX GROUPES EMERGENTS	3 000,00
00003605	PIC & COLEGRAM	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 500,00
00002914	QUASI INDESTRUCTIBLE PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Projet Création du Spectacle Jeune Public Accro Aux Ecrans	1 000,00
00004704	RAMBLIN BASTRINGUE	(Ville) Culture - Musique	Projet VERDUN - "Saturn's Tales" (titre provisoire)	2 000,00
00004692	RAMBLIN BASTRINGUE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00003273	RAP ACADEMIE	(Ville) Culture - Musique	Projet Live Académie (résidences et concerts à la Maison Pour Tous Louis Feuillade)	2 000,00
00003266	RAP ACADEMIE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 500,00
00003269	RAP ACADEMIE	(Ville) Culture - Musique	Projet Music'Académie	1 500,00
00002815	VOCALYS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00003495	WHAT THE FEST PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Projet festival EX TENEBRIS LUX 2024	5 000,00
00003503	WHAT THE FEST PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Projet LES NUITS MAGNETIQUES	3 000,00
00003497	WHAT THE FEST PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00
00004505	ZIK OCCITANIE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
TOTAL MUSIQUE				226 700,00
00003179	ASS DES AMIS DE L' ORGUE DES SAINTS-FRANCOIS A MONTPELLIER	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	1 000,00

00003037	ASS DES AMIS DE L'ORGUE ET DES CHOEURS DE LA CATHEDRALE DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	1 000,00
00004862	ASSOCIATION DES AMIS DU JARDIN DES PLANTES DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	1 500,00
00004665	ASSOCIATION IDENTITES ET PARTAGE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet PARCOURS HISTORIQUES : DE L'ANTIQUITE A NOS JOURS	500,00
00002625	ASSOCIATION MONTPELLIERAINE POUR UN JUDAISME HUMANISTE ET LAIQUE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	1 000,00
00003287	ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE DANS L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES ANCIENNES - MONTPELLIER	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet Journées de l'Antiquité Classique 2024	500,00
00002511	CENTRE CULTUREL JUIF SIMONE VEIL	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	31 000,00
00004313	CENTRE DE FORMACION PROFESSIONALA OCCITAN REGION OCCITANIE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	5 000,00
00002811	CENTRE LACORDAIRE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	9 000,00
00003025	CERCLE NAPOLEON	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet Jean Tulard : Le cinéma et Napoléon	500,00
00003131	CHEVALIERS DE L'ORDRE DES QUATRE VENTS	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet L'Esplanade Médiévale	1 500,00

00003416	INSTITUT PROTESTANT DE THÉOLOGIE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	2 000,00
00002668	INSTITUT UNIVERSITAIRE MAIMONIDE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	40 000,00
00004442	INTER'CAL	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet Solsticium 2024 - Festa de la Sant Joan	500,00
00004437	INTER'CAL	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet Carnaval 2024 - La Festa del Mond al revers	3 000,00
00004449	INTER'CAL	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet Dalavada / Martror 2024	1 000,00
00003532	LA GARRIGA LANGADOUCIANA	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	2 800,00
00003533	LA GARRIGA LANGADOUCIANA	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet 26ème Rencontres folkloriques de Montpellier	5 000,00
00003190	LES OUVRIERS DE LA COMMUNE CLOTURE DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	3 000,00
00003087	MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE MEDITERRANEE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	3 000,00
00003991	THEATRE TALHERS LA RAMPE TIO	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	6 000,00
TOTAL PATRIMOINE, ARCHIVES, ARCHEOLOGIE				118 800,00
00003788	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Résidences de territoire et diffusion artistique	3 000,00
00003525	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Actions Sonores de Proximité	2 000,00
00003526	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Activités artistiques RectoVerso et l'Annexe	2 000,00

00004798	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	4 500,00
00004956	CENTRE D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVE OCCITANIE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Le Beau Temps, préfiguration d'un tiers-lieu socio-agri-culturel à Montpellier	5 000,00
00003408	CENTRE REGIONAL OEUVRES UNIV SCOLAIRES	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	17 000,00
00004470	COMITE D ANIMATION ET DE PREVENTION GELY FIGUEROLLES	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet FESTIVAL INTERNATIONAL MOSAIQUE GIPSY BOHEME	10 000,00
00004676	COMPAGNIE DE LOIN	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Noche	1 000,00
00003138	COREE ' GRAPHIE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	5 000,00
00003223	L'ARDEC	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	12 000,00
00003601	L'ATELLINE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet PRESENCES ET RECIPROCITE - L'Atelline à Montpellier	30 000,00
00003392	LE BARIL	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	3 500,00
00004811	LE CAFE ASSOCIATIF DE LA TENDRESSE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet PROJET DE TERRITOIRE - TENDRESSE - DIGNITE - COURAGE	1 500,00
00004955	MONTPELLIER 2028	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	300 000,00
00003283	N U NOS URGENCES COLLECTIF D'ARTISTES	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet ESPACES VIVANTS	2 000,00
00002906	PAPELART	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	1 000,00

00003531	QUARTIER GARE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	4 500,00
00003164	RAVIV MONTPELLIER METROPOLE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	4 000,00
00003655	SCIC TROPISME	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Festival Tropisme 2024	30 000,00
00003663	SCIC TROPISME	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	40 000,00
00004451	TETES DE PIOCHE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet 2030 Festival	2 000,00
00003793	UNI SONS	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	10 000,00
00003653	UNI SONS	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Arabesques met à l'honneur Bethléem	5 000,00
	FESTIVAL DU JEU DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Remise du prix de l'illustrateur de l'année	1 000,00
00005138	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Concours international d'architecture Claude Parent	7 000,00
TOTAL PLURIDISCIPLINAIRE				495 000,00
00003896	ACETONE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Retour de la préfecture.	2 000,00
00003870	ACETONE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00004465	ACQUAFORTE THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet "La Clef de la Mémoire"	1 000,00
00004450	ACQUAFORTE THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003301	ASS LA COMPAGNIE PROVISOIRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00
00004375	ASSOCIATION ADESSO E SEMPRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	10 000,00
00004669	ASSOCIATION COMPAGNIE PARADISIAQUE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003187	ASSOCIATION L'ATTENTE HATIVE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Au bord de l'obscurité	1 000,00
00004346	ASSOCIATION L'USINE A REVES	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	6 000,00

00004091	ASSOCIATION LES PERLES DE VERRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00
00004119	ASSOCIATION LES PERLES DE VERRE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet LA BAIGNOIRE HORS LES MURS	5 000,00
00004108	ASSOCIATION LES PERLES DE VERRE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet LA BAIGNOIRE	10 000,00
00004332	ATHOME	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Partez pour l'aventure	2 000,00
00002817	BALTHAZAR	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	15 000,00
00003540	BLA BLA PRODUCTIONS	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 500,00
00004289	BRAQUAGE SONORE & CIE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00004795	CABOMUNDO CAP MONDE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00
00002520	CHAGALL SANS M.	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 500,00
00002519	CHAGALL SANS M.	(Ville) Culture - Théâtre	Projet CECI EST MON CORPS	1 000,00
00004690	COLLECTIF DETOUR 21	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Pig Boy 1986-2358	1 000,00
00004722	COMPAGNIE BRUITQUICOURT	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	4 500,00
00003326	COMPAGNIE CARACOL	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00004583	COMPAGNIE COLLECTIVE PASSER PAR LES HAUTEURS	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Marcellus et l'horizon [Briser les vitres]	1 000,00
00004666	COMPAGNIE DE L ASTROLABE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Imprimerie	1 500,00
00004640	COMPAGNIE DE L ASTROLABE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	5 000,00
00003557	COMPAGNIE DORE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Gare aux Clowns 5è édition	2 000,00
00003551	COMPAGNIE DORE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00
00003528	COMPAGNIE JOLI MAI	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00003566	COMPAGNIE JOLI MAI	(Ville) Culture - Théâtre	Projet La louve	1 000,00
00004558	COMPAGNIE L'AMORCE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Silence	1 000,00
00003226	COMPAGNIE LA HOULEUSE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00002791	COMPAGNIE LA HURLANTE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00

00003972	COMPAGNIE LA VASTE ENTREPRISE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00
00002721	COMPAGNIE LES TETES DE BOIS	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	4 000,00
00004340	COMPAGNIE MEGAERA	(Ville) Culture - Théâtre	Projet "Le bruit des os qui craquent"	1 000,00
00002980	COMPAGNIE MOEBIUS	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	4 000,00
00003901	COMPAGNIE MOUSTACHE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00004785	COMPAGNIE NONII	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003794	COMPAGNIE TIRE PAS LA NAPPE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	10 000,00
00002799	COMPAGNIE VERTIGO	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	4 000,00
00004368	COMPAGNIE WANDA	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00004342	COMPAGNIE WANDA	(Ville) Culture - Théâtre	Projet "IDA"	2 000,00
00004586	CONTRE-FEU	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003166	CREATEF	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003673	CREATURE.S CREATRICE.S	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00003691	CREATURE.S CREATRICE.S	(Ville) Culture - Théâtre	Projet C'est quoi ce cirque ?!	1 000,00
00002897	EFFET MER	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00004378	EXIT COMPAGNIE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	8 000,00
00003411	GOD BLESS COMPAGNIE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00004727	GROGNON FRERES	(Ville) Culture - Théâtre	Projet	1 000,00
00004734	GROGNON FRERES	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00
00002724	INTERSTICES	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	5 000,00
00004818	JE PARS A ZART	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Théâtre de la Plume	4 000,00
00002769	L ADRESSE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	10 000,00
00002752	L'AUTRE THEATRE IITM	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00
00003221	LA COMPAGNIE CAREVELLE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003289	LA COMPAGNIE CAREVELLE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Les Esquisses	2 000,00

00002949	LA COMPAGNIE D'AUTRE PART	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00002943	LA COMPAGNIE D'AUTRE PART	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Festival De Part et d'Autre 2024	2 500,00
00003677	LA COMPAGNIE DES GRISETTES	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 500,00
00004796	LA COMPAGNIE DU VENT SOUS LES SEMELLES	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00002935	LA COSTUMOTEK	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 500,00
00003096	LA MAISON THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00002775	LA MAISON THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet RENTREE CITOYENNE	2 500,00
00003999	LA RAFFINERIE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00002950	LA SPHERE OBLIK	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00004444	LA STATION MAGNETIQUE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Jusqu'à ce que la soirée vacille	1 000,00
00004298	LA STATION MAGNETIQUE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 500,00
00004056	LA VISTA. THEATRE DE MEDITERRANEE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet PASS VISTA	15 000,00
00004085	LA VISTA. THEATRE DE MEDITERRANEE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Parcours d'Education Artistique	5 000,00
00003983	LA VISTA. THEATRE DE MEDITERRANEE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	50 000,00
00004365	LA ZELEE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Pirates et le trésor des profondeurs	1 000,00
00003792	LE COEUR A BARBE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003799	LE COEUR A BARBE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet La nouvelle Comédie de Molière	1 000,00
00003993	LE CRI DEVOT	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 500,00
00003748	LEMOOVENEMENT	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00004635	LES LANCEURS D'ARLETTE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Arlette ton cirque	2 000,00
00004638	LIBRE COURS	(Ville) Culture - Théâtre	Projet MORTEL	1 000,00
00003307	MACHINE THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	8 000,00
00004641	MAGMA COLLECTIF	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 500,00

00003716	MECANIKA	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00002946	NOIR TITANE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00002498	PLATEAU NEUF	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003797	PRIMESAUTIER THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 500,00
00003818	PRIMESAUTIER THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet !Manifeste!	2 000,00
00003766	PUPILLES DE L ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	5 000,00
00003801	PUPILLES DE L ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Nos paysages.	4 000,00
00003373	RHAPSODIES NOMADES	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00004567	SNLR	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003695	THEATRE DE LA REMISE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet LES ECLATS MAGDALENA	5 000,00
00003685	THEATRE DE LA REMISE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	4 000,00
00004591	U-STRUCTURE NOUVELLE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003112	UNIVERSITE MONTPELLIER III PAUL VALERY	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement Théâtre de la Vignette	15 000,00
00003382	ZART PRODUCTION	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Escale - Monde de Zart - 2ème édition	1 000,00
TOTAL THEATRE				331 000,00
TOTAL CULTURE				3 310 600,00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Droits des femmes" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier. Chaque année la ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine des solidarités, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : DROITS DES FEMMES			
Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué (€)
JASMIN D'ORIENT	00003571	Projet Organisation 8 mars 2024 quartier St Martin	1 000
TIN HINAN	00002975	Fonctionnement	4 000
MOUVEMENT DU NID	00002594	Fonctionnement	6 800
CICADE	00003964	Projet Accompagnement vers les droits des femmes bi-nationales et étrangères	3 000
CIDFF	00002936	Projet Parcours vers l'emploi	12 000
CIDFF	00002934	Projet Femmes, Egalité, Emploi	3 000
ESPRIT LIBRE	00004756	Fonctionnement	1 000
LA VOLONTE DES FEMMES DU QUARTIER GELY	00004109	Fonctionnement	1 000
MOUVEMENT CITOYENNES MAINTENANT	00004293	Fonctionnement	1 000
MOUVEMENT FRANCAIS PLANNING FAMILIAL	00003880	Fonctionnement	7 000
MOUVEMENT FRANÇAIS PLANNING FAMILIAL	00003872	Projet Lutte contre la précarité menstruelle	3 000
NUAGE	00003310	Projet Cours de self défense	6 000
NUAGE	00003341	Projet Accueil spécifique de public féminin précaire dans les cours de self-défense	500
OSEZ LE FEMINISME !	00004654	Fonctionnement	1 000
OSEZ LE FEMINISME !	00004647	Projet Matrimoine	1 500
THEATRE DE LA REMISE	00003696	Projet Ateliers et programmation artistique sur l'égalité et la visibilité des femmes	3 000
TOTAL			54 800

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
 mardi 26 mars 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Petite Enfance, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE: ENFANCE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
ANIM'FRIMOUSSES ET CIE	00002857	Fonctionnement	310 €
NANNY POPPINS	00003383	Fonctionnement	310 €
CREATEF	00002944	Renouvellement d'un projet: Le quartier des Bébés - Hors les murs	1 500 €
HALTE POUCE	00002824	Fonctionnement	3 500 €
LA BOUTIQUE D'ECRITURE & CO	00004384	Renouvellement d'un projet: Lecture d'enfance	1 500 €
L'ASSOCIATION POUR LA PREVENTION AU SERVICE DE LA PARENTALITE ET POUR L'ACCOMPAGNEMENT EN RESEAU, POUR TOUS (L'APPART)	00002801	Renouvellement d'un projet: Accueil Parents - Bébés	1 500 €
TOTAL			8 620 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets en direction des jeunes, il convient de leur allouer des subventions dont les montants sont précisés ci-dessous :

« JEUNESSE »				
Nom de la Structure	N° Dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué (€)
Unis-Cité	00002608	Fonctionnement	Services civiques	15 000
Maison des adolescents	00002624	Fonctionnement	Soutien au fonctionnement	30 000
Maison des adolescents	00002626	Projet	Aide aux actions en santé mentale	5 000
TOTAL				50 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettre d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les discriminations"- Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier. Chaque année la ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine des solidarités, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			
Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué (€)
FIERTE MONTPELLIER PRIDE	00003241	Fonctionnement	6 500
FONDATION LE REFUGE	00004076	Fonctionnement	4 000
FRANCE VICTIMES 34	00003203	Fonctionnement	7 500
HABITER ENFIN !	00003622	Projet Groupe d'entraide public vulnérable (Chibanias)	1 000
LA CIMADE	00003841	Fonctionnement	4 000
TOTAL			23 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE: LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS			
Aide alimentaire et lutte contre la pauvreté			
STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
L'AVITARELLE	00003463	Projet – équipe du SAMU SOCIAL	70 000 €
KALISI	00002768	Fonctionnement	1 500 €
SOLIDARITE RESF 34	00003745	Fonctionnement	2 000 €
SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	00003357	Fonctionnement	18 000 €
SOLINUM	00003312	Fonctionnement	6 000 €
ASSOCIATION D'ENTRAIDE ET DE RECLASSEMENT SOCIAL	00003189	Fonctionnement	10 000 €
SECOURS CATHOLIQUE	00002951	Fonctionnement	35 000 €
RESTAURANT DU COEUR-RELAIS COEUR HERAULT	00003458	Fonctionnement	48 000 €
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS	00003591	Fonctionnement	35 000 €
MONTPELLIER ACCUEIL JEUNES ISOLEES ETRANGERS	00003568	Fonctionnement	3 500 €
ASSOCIATION ST VINCENT DE PAUL	00003192	Fonctionnement	14 000 €
ASSOCIATION ST VINCENT DE PAUL	00003256	Fonctionnement	500 €
ASSOCIATION HUMANITAIRE DE MONTPELLIER (AHM)	00004628	Fonctionnement	14 000 €
ATD QUART MONDE MONTPELLIER	00002630	Fonctionnement	2 500 €
AVEC TOITS -	00003424	Projet : Gestion Intercalaire rue des Grèzes	8 250 €
AVEC TOITS	00003434	Fonctionnement	9 000 €
CULTURE ET SPORT	00002932	Fonctionnement	7 500 €

SOLIDAIRES 34			
LA CLOCHE	00003318	Fonctionnement	7 000 €
BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	00002964	Fonctionnement	25 000 €
TOTAL			316 750 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Patrimoine immobilier et sobriété énergétique" - Exercice 2024 - Convention d'attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier porte résolument les enjeux majeurs du changement climatique et de la qualité de l'air. L'ambition est d'atteindre la neutralité carbone en 2050 avec un plan d'actions 2021-2026 qui permet de tenir la trajectoire grâce à une programmation pluriannuelle d'investissement volontariste.

En complément d'une stratégie de moyen et long termes et des investissements qui doivent être portés ensemble, la Ville accompagne des acteurs actifs sur son territoire comme l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC). En 2024, l'ALEC réalise l'animation des défis Éco'minots de 15 établissements scolaires en accompagnement complet et 3 établissements scolaires en suivi léger. Ces actions permettent des réductions concrètes des consommations d'énergie et d'eau, au travers d'éco gestes, et l'optimisation du fonctionnement, en sensibilisant tous les utilisateurs et gestionnaires des établissements.

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier. Chaque année, la Ville de Montpellier soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine du patrimoine immobilier et de la sobriété énergétique, il y a lieu d'allouer la subvention suivante :

THEMATIQUE : PATRIMOINE IMMOBILIER ET SOBRIETE ENERGETIQUE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC)	00003888	Projet défi éco'minots	26 476 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Attribution d'une subvention à l'Agence locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature

L'article L.1111-2 du Code général des collectivités territoriales dispose que les communes concourent à la lutte contre l'effet de serre par la maîtrise et l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le projet porté par l'Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Méditerranée Métropole (ALEC) poursuit notamment les buts suivants :

- Actions de sobriété et efficacité énergétiques ;
- Développement des énergies renouvelables (solaire, bois-énergie, géothermie...) ;
- Lutte contre le dérèglement climatique ;
- Utilisation rationnelle de l'eau.

Son rôle est aussi d'accompagner les collectivités et plus globalement les professionnels dans leurs démarches de maîtrise de l'énergie et de l'eau, et de développement des énergies renouvelables. Son action peut prendre plusieurs formes : information, conseil, formation, accompagnement et expertise technique, veille juridique et technologique, etc.

Ainsi, l'ALEC a pris en charge le Guichet unique de la Rénovation énergétique qui consiste à apporter un conseil personnalisé aux particuliers qui souhaitent engager des travaux de rénovation thermique de leur logement et à les accompagner à toutes les étapes de leur projet. Sur la Ville de Montpellier, le public-cible identifié est celui des copropriétés, notamment les passoires thermiques. Cette action auprès des publics les plus fragiles contribuera à réduire la précarité énergétique.

L'ALEC a sollicité auprès de la Ville de Montpellier une subvention de 52 000 € pour le fonctionnement de l'association.

THEMATIQUE : ECOLOGIE URBAINE			
Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué
Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Métropole	00003789	Fonctionnement	52 000 €
TOTAL			52 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation d'une subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Politique Alimentaire" et "Écologie Urbaine" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Dans le cadre du projet de la Cité de l'Alimentation, la Politique Alimentaire et de l'Agriculture urbaine de la Ville de Montpellier continue à œuvrer pour renforcer la démocratie alimentaire dans la Ville et un accès digne à toutes et tous à une alimentation saine, de qualité et choisie en :

- Développant des tiers-lieux "*Maisons de l'Alimentation Solidaire*" dans la Ville, en lien avec le collectif Territoires à VivreS qui porte l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune, et en soutenant les associations y prenant part ou déployant d'autres actions d'alimentation solidaire ;
- Rendant accessible une alimentation durable au plus grand nombre en associant l'ensemble des parties prenantes (citoyens « *consomm'acteurs* », producteurs, etc.) ;
- Travaillant sur la modification des comportements alimentaires en sensibilisant à l'alimentation durable ;
- Contribuant à développer et structurer des filières d'approvisionnement alimentaire de proximité et de qualité au bénéfice de la production locale et de l'agriculture urbaine.

Le dynamisme des associations montpelliéraines développant de nouvelles formes de solidarité alimentaire plus inclusives et citoyennes, et contribuant à un système alimentaire plus durable et résilient, est un moteur essentiel pour atteindre ces objectifs.

Pour aider ces associations partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de l'alimentation solidaire et de l'agriculture urbaine en 2024, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : POLITIQUE ALIMENTAIRE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
CIVAM AGROBIOLOGIQUE 34	00004081	Projet : Programme d'ateliers autour de l'alimentation et de l'agriculture biologique	4 500
AGROPOL'EAT	00004482	Projet : "Une Seule Santé" - Nourrir, Soigner, protéger et éduquer	2 800
LES PETITES CANTINES MONTPELLIER	00003372	Fonctionnement	2 000
VRAC & COCINAS - COOPERATIONS CITOYENNES POUR L'ALIMENTATION ET LA SOLIDARITE	00003642	Fonctionnement	8 000
ASSOCIATION PIC ASSIETTE	00003742	Projet : Goûter le Monde autour de Moi (G2M)	1 000

MIAMUSE LES MONDES DE L'IMAGE, ANIMATION, MUSIQUE, SAVEURS, EVEIL	00004501	Projet : Éveil sensoriel dans les écoles de Montpellier	2 000
L'ESPERLUETTE	00003274	Fonctionnement	8 000
LA CANTINA RESTAURANT ASSOCIATIF ANTI GASPI CHANTIER D'INSERTION ET ESPACE D'ECHANGES CULTURELS ET SOLIDAIRES	00003446	Projet : Ateliers de sensibilisation à l'alimentation durable	2 000
TOTAL			30 300

THEMATIQUE : ECOLOGIE URBAINE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ASSOCIATION OASIS CITADINE	00003780	Projet : Rencontre Agricultures Urbaines et Transition écologique	1 000
ATELIER PERMANENT D'INITIATIONS A L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER (APIEU)	00002736	Projet : Regards croisés sur la ville en transition	2 000
ATELIER PERMANENT D'INITIATIONS A L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER (APIEU)	00002737	Nouveau projet : 40 ans de l'APIEU les 24 h de l'Education à l'Environnement urbain	2 000
RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS	00004407	Fonctionnement	1 500
RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS	00004411	Nouveau projet : incroyables bosquets fruitiers 2024	2 000
SAUVEGARDE DU JARDIN DE LA REINE	00002834	Fonctionnement	3 000
SOCIETE HORTICULTURE HISTOIRE NATURELLE HERAULT	00002599	Fonctionnement	1 500
TOTAL			13 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définie ci-dessus, sous réserve de la signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et des conventions d'attribution type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ressources Humaines" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier. Chaque année, la Ville de Montpellier soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau suivant :

THEMATIQUES : RESSOURCES HUMAINES			
Nom de la structure	N° dossier	Nature de la demande	Montant attribué (€)
COMITE DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	00003606	Fonctionnement	426 000 €*
AMICALE DES RETRAITES MUNICIPAUX DE LA VILLE DE MONTPELLIER	00003014	Fonctionnement	4 500 €
TOTAL			430 500 €

* Acompte de 426 000 € accordé lors du Conseil municipal du 11 décembre 2023, soit une attribution globale de 852 000 € pour l'année 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
 mardi 26 mars 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite Educative" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année La Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine des transports et des mobilités actives, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE: REUSSITE EDUCATIVE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ASS LE RELAIS MAISON DES ENFANTS	00003261	Fonctionnement	45 000 €
ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER	00002676	Projet : Classes de Ville	1 300 €
ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER	00002733	Projet : Clubs de Ville	1 800 €
ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER	00002735	Projet : La Mosson au fil des saisons	1 800 €
CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES	00003899	Projet : Médiation scolaire élèves de la communauté gitane	5 000 €
CENTRE D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVE OCCITANIE	00003773	Projet : Terrain d'aventures Près d'arènes	15 000 €
CENTRE D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVE OCCITANIE	00003774	Projet : Festival international du film d'Education	4 500 €
FED LAIQ CONSEIL PARENT ELEVES HERAULT	00003800	Fonctionnement	5 000 €
FEDERACION CALANDRETA ERAU	00004072	Fonctionnement	60 000 €
LES ENFANTS D'HELENE	00002808	Fonctionnement	5 000 €
LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	00003493	Fonctionnement	2 200 €
OFFICE CENTRAL COOPERATION ECOLE	00003414	Fonctionnement	2 000 €
ZADIGOZINC	00004023	Projet : Les évènements culturels dans le café	1 500 €

ZADIGOZINC	00004032	Projet : Développement des activités dans le café associatif	1 500 €
PEPS (PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS)	00003412	Projet : A la découverte des loisirs	4 500 €
LA BOUTIQUE D'ECRITURE & CO	00004343	Projet : Réussite éducative et parentalité	2 000 €
LA BOUTIQUE D'ECRITURE & CO	00004351	Projet : Lectures d'enfances	1 500 €
SWING GUM ENFANCE	00004477	Projet : Chœurs d'enfants	10 800 €
LES PETITS DEBROUILLARDS	00003736	Projet : La tête et les jambes	1 500 €
TOTAL			170 900 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SANTE			
NOM DE LA STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ADO D'AILES	00003088	Ado d'Ado d'ailesA	700
ASSOCIATION AVENIR SANTÉ	00003447	Projet : « <i>Prévention en milieu festif jeunes Montpelliérains</i> »	4 000
ASSOCIATION AVENIR SANTÉ	00003449	Projet : « <i>Los Angels de la Nuech</i> »	8 000
ASSOCIATION MA VIE	00003853	Projet : « <i>Bougez sur ordonnance</i> »	1 800
FRANCE ALZHEIMER HERAULT	00003908	Fonctionnement	1 000
INFO DON 34	00003036	Fonctionnement	700
LA COMEDIE DES NEURONES	00002651	Projet : « <i>Comédie des neurones</i> »	400
SOS HEPATITES	00003272	Projet « <i>Mon foie, je l'aime</i> »	1 500
TOTAL			18 100

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, la délibération n° V2023-443 en date du 11 décembre 2023 est venue allouer un premier acompte de subvention. Dans le cadre du vote du budget primitif 2024, il convient d'affecter les subventions inscrites dans le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SPORTS FONCTIONNEMENT PROJETS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
3M NATATION ARTISTIQUE	00004511	FONCTIONNEMENT	6 000,00 €
3MTKD SPORT CULTURE SOCIAL	00004958	FONCTIONNEMENT	20 000,00 €
3MTKD SPORT CULTURE SOCIAL	00004964	PROJET : KIDS TOURNAMENT	1 000,00 €
ARCEAUX MONTPELLIER	00003435	FONCTIONNEMENT	16 000,00 €
ARCEAUX MONTPELLIER	00003439	PROJET: TOURNOI FOOTBALL	2 000,00 €
ASLJ CROIX D'ARGENT	00004875	FONCTIONNEMENT	32 000,00 €
ASLJ CROIX D'ARGENT	00004878	PROJET : TOURNOI IN & OUT	750,00 €
ASLJ CROIX D'ARGENT	00004872	PROJET : JOURNEE USA - Match et Rencontre avec une équipe d'Arizona	800,00 €
ASS SPORTIVE BEAUX-ARTS MONTPELLIER	00002993	PROJET : ASBAMBINOS	500,00 €
ASS SPORTIVE BEAUX-ARTS MONTPELLIER	00002990	INVESTISSEMENT Achat de véhicule	11 000, 00€
ASSOCIATION LES FAUTEUILS DE FEU	00005074	PROJET : ORGANISATION CHAMPIONNAT DE France D3	2 000 €
ASSOCIATION FETE LE MUR	00002900	PROJET : INITIATION ET DECOUVERTE DU TENNIS	3 000,00 €
ASSOCIATION MONTPELLIER ARC CLUB	00002878	PROJET : ORGANISATION COMPETITION QUALIFICATIVE AU CHAMPIONNAT DE France	4 000,00 €
ASSOCIATION OMNISPORTS FIGUEROLLES	00003743	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	18 740,00 €
ASSOCIATION RACING CLUB LEMASSON	00004399	PROJET : LOU CLAPAS CUP	5 500,00 €
ASSOCIATION SPORTIVE CELLENEUVE	00002656	PROJET : TOURNOI DE FIN D'ANNEE	1 000,00 €
BOZENDO MONTPELLIER	00004349	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	1 750,00 €

C E P MONTPELLIER GYM	00002841	FONCTIONNEMENT	18 000,00 €
CLUB HISTORIQUE DES SUPPORTERS DU MHR	00003290	FONCTIONNEMENT	1 000,00 €
CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	00003820	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	3 500,00 €
CROIX D'ARGENT BASKET MONTPELLIER	00004688	FONCTIONNEMENT	30 000,00 €
CROIX D'ARGENT BASKET MONTPELLIER	00004686	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	4 200,00 €
ECHECS CLUB MONTPELLIER	00004624	PROJET : ORGANISATION PHASE FINALE NATIONALES JEUNES	2 500,00 €
ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	00002680	PROJET : GRAND PRIX	4 200,00 €
FOOT CLUB PETIT BARD	00002537	PROJET : TOURNOI INTERNATIONAL FOOTBALL	1 000,00 €
FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	00004090	FONCTIONNEMENT	10 000,00 €
FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	00004105	PROJET :TOURNOI JOSEPH GACHIN	1 500,00 €
HANDBALL FEMININ MONTPELLIER MED METROPOLE	00004858	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	1 981,00 €
INSTITUT DE BOXE PIEDS POING MONTPELLIERAIN	00004321	FONCTIONNEMENT	1 000,00 €
JITA KYOEI JUDO 34	00004986	FONCTIONNEMENT	4 000,00 €
LA MAISON DU JUDO	00003932	FONCTIONNEMENT	1 000,00 €
LES FRANCAS DE L'HERAULT	00004514	PROJET : PASSEPORT POUR GRANDIR	3 000,00 €
LUMIERE ET AVENIR	00002696	PROJET : LA 11EME EDITION DES FOULEES DE LA MOSSON	1 000,00 €
MONTPELLIER ATHLETIC RUNNING CLUB	00003133	PROJET : ENVOLEZ VOUS	2 000,00 €
MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	00003868	PROJET : URBAN TRAIL MONTPELLIER	10 000,00 €
MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	00002546	FONCTIONNEMENT	58 000,00 €
MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	00002547	PROJET :MARATHON	39 000,00 €
MONTPELLIER BASKET MOSSON	00002635	PROJET: SUMMER LEAGUE 2024	4 000,00 €
MONTPELLIER BEACH VOLLEY	00002816	FONCTIONNEMENT	6 000,00 €
MONTPELLIER BIATHLON LOISIRS ORIENTATION	00002631	FONCTIONNEMENT	1 000,00 €
MONTPELLIER BOXING PAILLADE	00004983	FONCTIONNEMENT	1 500,00 €
MONTPELLIER BREAKING METROPOLE	00002677	FONCTIONNEMENT	5 000,00 €
MONTPELLIER BREAKING METROPOLE	00002986	INVESTISSEMENT Achat de véhicule	26 020,00€
MONTPELLIER CASTELNAU VOLLEY- BALL UC	00003065	FONCTIONNEMENT	13 000,00 €
MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE	00002989	PROJET: CHACUN SA FOULEE	2 000,00 €

MONTPELLIER EAUX-VIVES CANOË KAYAK	00003103	INVESTISSEMENT Achat de véhicule	24 148,00€
MONTPELLIER FOOTBALL ACADEMY	00003042	PROJET: ORGANISATION TOURNOI DE FOOTBALL NATIONAL ENFANTS	1 000,00 €
MONTPELLIER HAEDONG KUMDO	00002867	PROJET : SPORTIFIEES - RECONSTRUCTION DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE	1 000,00 €
MONTPELLIER HANDI BASKET ASSOCIATION	00003753	INVESTISSEMENT Achat de véhicule	40 000,00€
MONTPELLIER HANDI RUGBY	00004044	FONCTIONNEMENT	2 000,00 €
MONTPELLIER MED METROPOLE NATATION U.C	00004520	INVESTISSEMENT Achat informatiques et numériques	3526,00€
MONTPELLIER PETIT BARD ATHLETIQUE	00004682	PROJET: COURSES SUR ROUTE	1 200,00 €
MONTPELLIER PETIT BARD ATHLETIQUE	00004395	INVESTISSEMENT Achat de véhicule	22 400,00 €
MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	00004621	FONCTIONNEMENT	22 000,00 €
MOSSON FULL CONTACT	00002646	PROJET: 4 GALA INTER CLUBS	500,00 €
MUC HAND BALL	00002603	FONCTIONNEMENT	20 500,00 €
PED TANCA	00002956	PROJET:MONDIAL DE LA PETANQUE	40 000,00 €
RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	00003194	PROJET: RENCONTRES INTER CLUBS ENFANTS DE 7 A 17 ANS	1 000,00 €
RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	00003202	PROJET : BOXE FEMININE	1 000,00 €
ROLL' SCHOOL	00004625	PROJET: RIDE AVEC DES ELLES	2 000,00 €
ROLL' SCHOOL	00004630	FONCTIONNEMENT	2 000,00 €
ROLL' SCHOOL	00004649	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	2 000,00 €
SA MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	00002534	FONCTIONNEMENT	40 000,00 €
SAS MONTPELLIER HANDBALL	00002669	FONCTIONNEMENT	91 000,00 €
SAS MONTPELLIER HÉRAULT RUGBY	00003881	FONCTIONNEMENT	40 000,00 €
SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	00003217	FONCTIONNEMENT	1 000,00 €
SPORT TAMBOURIN CLUB MONTPELLIER	00004718	PROJET:CHALLENGE IGOR BANTSIMBA	500,00 €
SPORT TAMBOURIN CLUB MONTPELLIER	00004719	FONCTIONNEMENT	500,00 €
STADE LUNARET NORD	00003473	PROJET : ANIMATIONS DU CLUB	1 500,00 €
TENNIS CLUB LA PAILLADE	00002592	PROJET : TOURNOI DU CLUB	2 000,00 €
VOLENSUD PARAPENTE OCCITANIE	00003080	FONCTIONNEMENT	1 000,00 €
VOLENSUD PARAPENTE OCCITANIE	00003082	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	1 500,00€
FEDERATION FRANCAISE DE JUDO	00001740	PROJET : CHAMPIONNAT D'EUROPE DE JUDO 2023 (SOLDE)	100 000 €
RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	00003198	FONCTIONNEMENT	500 €

HANDBALL FEMININ 3M (FBF3M)	00003059	Complément Fonct. CM 11-12-24	3 000 €
3M CANOE KAYAK UNIVERSITE CLUB	00003141	Complément Fonct. CM 11-12-24	2 000 €
MTP FUNNY RIDERS	00003356	Complément Fonct. CM 11-12-24	1 500 €
ASS. SPORTIVE BEAUX-ARTS MTP	00002988	Complément Fonct. CM 11-12-24	500 €
TOTAL FONCTIONNEMENT PROJETS			693 450 €
TOTAL INVESTISSEMENT			160 765 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Partenariat sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative constitue un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier à quelques mois des prochains Jeux olympiques et paralympiques. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs de la fonction sociale et éducative du sport.

Pour permettre au mouvement sportif et à ses partenaires de mener à bien leurs activités et leurs actions dans le champ des activités physiques et sportives, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : PARTENARIAT SPORTS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
3MTKD SPORT CULTURE SOCIAL	00004962	STAGE VACANCES FOOTBALL et TAEKWONDO	4 500 €
ASSOCIATION NOUVELLE POUR LA SOLIDARITE AU FEMININ	00003587	STAGE VACANCES MULTISPORT ET CALIGRAPHIE (Dispositif : La tête et jambes)	2 300 €
AQUALOVE SAUVETAGE	00003729	STAGE VACANCES SAUVETAGE ET PLEINE NATURE (Dispositif : La tête et jambes)	2 500 €
ARCEAUX MONTPELLIER	00003438	STAGE VACANCES FOOTBALL	2 900 €
ASSOCIATION MONTPELLIER SPORTS ORIENTATION 34	00004135	STAGE VACANCES COURSE D'ORIENTATION	2 000 €
C E P MONTPELLIER GYM	00002842	STAGE VACANCES GYMNASTIQUE	2 500 €
CROIX D'ARGENT BASKET MONTPELLIER	00004687	STAGE VACANCES BASKET	2 500 €
GUARRIGUE JUDO	00004336	STAGE VACANCES JUDO	1 500 €
JEUNESSE SPORTIVE MONTPELLIER	00002645	STAGE VACANCES KARATE et MANGA (Dispositif : La tête et jambes)	2 000 €
LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	00003739	STAGE VACANCES MULTISPORT ET SCIENCE (Dispositif : La tête et jambes)	3 000 €
MONTPELLIER AGGLOMERATION PLONGEE	00004080	STAGE VACANCES INITIATION ET BAPTÊME DE	2 200 €

UNIVERSITE CLUB		PLONGEE	
MONTPELLIER BOXING PAILLADE	00004374	STAGE VACANCES BOXE ET GESTION DES EMOTIONS (Dispositif : La tête et jambes)	1 500 €
MONTPELLIER HANDI BASKET ASSOCIATION	00003754	STAGE VACANCES HANDI BASKET	1 500 €
MONTPELLIER HANDI RUGBY	00004022	STAGE VACANCES HANDI RUGBY	1 500 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	00004546	STAGE VACANCES FUTSAL	2 200 €
MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	00004440	STAGE VACANCES TENNIS DE TABLE	2 500 €
PEPS (PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS)	00003419	STAGE VACANCES ESCRIME ET BANDE DESSINEE (Dispositif : La tête et jambes)	2 400 €
TEMPO TAP	00002931	STAGE VACANCES CLAQUETTE et INITIATION ANGLAIS (Dispositif : La tête et jambes)	3 000 €
TOTAL			42 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution et lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Eddine ARIZTEGUI, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Vote en Autorisations de Programmes (AP) et Crédits de Paiement (CP) - Créations - Révisions - Clôtures - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) votée par délibération du 30 novembre 2021, de son Règlement Budgétaire et Financier, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L.2311-3), la Ville de Montpellier gère son budget par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP). Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 31 décembre 2023 à 845 766 715 €.

I. Création de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2024 : en euro TTC

N°	PROGRAMME	AP au BP 2024	CP au BP 2024
V24LEGG01	CONSTRUCTION LEG GUIRAUD	21 550 260	536 812
V24ARCH01	AMENAGEMENT DES ARCHIVES	15 000 000	691 141
V24MILL01	CENTRE D'ART MILLE FORMES	5 000 000	1 400 000
V24ANNE01	CARRE SAINTE ANNE (SORTIE DU PROGRAMME	4 304 000	2 090 000

	GRAND CŒUR)		
V24CREC01	CONSTRUCTION CRECHE UNIVERSITE PAUL VALERY	3 500 000	250 000
V24HTCA01	ZAC HAUTS CROIX D'ARGENT	1 600 000	700 000
Somme :		50 954 260	5 667 953

II. Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2024 : en euro TTC

Le programme 2018P02 est renommé « *CONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE RIMBAUD* »,
Le programme V23CLIM01 est renommé « *RENOVATION DES EQUIPEMENTS ENERGETIQUES* ».

Il est proposé de réviser le montant des autorisations de programme suivantes :

N°	PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP AU BP 2024	AP APRES BP 2024
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR – SA3M	16 146 500	873 200	17 019 700
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR – SERM	6 882 466	100 000	6 982 466
2018I03	COMPLEXE TENNIS GRAMMONT	1 410 000	17 293	1 427 293
2018I04	RENOVATION PDS COUBERTIN	5 495 203	280 000	5 775 203
2018P05	REEQUILIBRAGE DE LA VILLE : ZAC RESTANQUE	13 400 000	6 500 000	19 900 000
2018P08	CONSTRUCTION ECOLE CONSERVATOIRE	12 720 000	800 000	13 520 000
V21COLM01	ABORDS COLLEGE PARC MARIANNE	3 720 000	2 340 000	6 060 000
V21NPRM01	NPRU MOSSON PARTICIPATION EQUIPEMENTS DE PROXIMITE	28 239 480	41 427 720	69 667 200
V21VEHI01	FLOTTE DE VEHICULES DECARBONNES	5 835 000	1 786 002	7 621 002
V22CREC02	ENFANCE : FUSION COQUELICOTS & BOUTONS D'OR	1 200 000	600 000	1 800 000
V22PLAT01	SPORT DE PROXIMITE : REFECTION DES PLATEAUX SPORTIFS	2 000 000	608 237	2 608 237
V23GSCO02	DEMOLITION RECONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE MERMOZ GAMA	10 000 000	7 956 948	17 956 948
V23TERS01	RENOVATION TERRAINS LT LENORMAND / E. COMBES	4 000 000	850 000	4 850 000
Somme :		111 048 649	64 139 400	175 188 049

III. Clôture des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2024 : en euro TTC

Il convient de clôturer les AP suivantes :

- 2017P06 « *Embellissement / Requalification : esthétique visuelle* » (lignes haute tension), pour un montant de 7 046 658 € (5 973 296 € réalisés) ;
- 2017P12 « *Aménagement Place Laissac* », pour un montant de 1 805 000 € (1 525 578,25 € réalisés) ;
- V20BEAU01 « *Rééquilibrage de la Ville – ZAC Beausoleil* », pour un montant de 1 600 000 € (1 599 895 € réalisés) ;

- 23 840 000 € d'autorisations de programmes sont par ailleurs clôturées en application de l'article 5 du Règlement budgétaire et financier (caducité de l'AP).

IV. Les APCP inchangées : en euro TTC

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

N°	PROGRAMME	AP votée
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	35 000 000
2013I22	PRU CEVENNES – PETIT BARD	21 442 402
2013I27	ACTION FONCIERE	59 488 905
2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS CELLENEUVE	1 115 000
2013I31	EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : ABORDS DU PEYROU	2 020 000
2013I32	REHABILITATION CUISINE CENTRALE	4 801 718
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES – ANCIEN PROGRAMME	12 300 000
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC MARIANNE	14 088 918
2013P16	QUARTIER DE LA CITE CREATIVE	43 020 000
2014P03	LOGICIEL SIRH ACQUISITION ET MISE EN PLACE	800 000
2015P09	CONSTRUCTION GS GERMAINE RICHER	11 052 000
2015P11	MULTIFONCTIONS RENOUVELL	1 415 000
2015P20	CONSTRUCTION GS BENOITE GROULT	12 000 000
2016P05	AMENAGEMENT SPORT LAC DES GARRIGUES	800 000
2016P06	CRECHE DE LA CITE CREATIVE	3 500 000
2016P09	INTERFACE HABITAT 3M SERM	1 567 190
2016P10	INTERFACE HABITAT 3M SA3M	2 305 000
2017I02	AUTOMATISATION ACCES EQUIPEMENTS SPORTIFS	500 000
2017I03	BASCHY / VARENNES	985 300
2017I06	MISE EN SURETE DES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS	1 000 000
2017I09	SERRE AMAZONIENNE	3 200 000
2017P02	CONSTRUCTION GS JOAN MIRO	11 865 000
2017P04	EXTENSION GAROSUD	5 060 000
2017P14	CONSTRUCTION GS LUCIE AUBRAC / SAMUEL PATY	14 380 000
2018I01	RENOVATION DOMAINE DE MERIC	4 116 000
2018I02	SKATE PARK DE GRAMMONT	6 981 833
2018I05	JARDIN DE LA REINE	1 100 000
2018P02	CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE RIMBAUD	15 000 000
2018P07	RIVE GAUCHE EQUIPEMENTS PUBLICS	7 200 000
2018P09	RENOVATION GS AMSTRONG / BON	3 500 000
V19PATR01	EMBELLISSEMENT / PATRIMOINE : VALORISATION ET CANDIDATURE UNESCO	5 330 000
V19EGSH01	RENOVATION GS HEIDELBERG ET LOUISVILLE	12 000 000
V20CTBS01	CONFORT THERMIQUE ET VEGETALISATION DES ECOLES	12 000 000
V20ROSA01	TRAVAUX MAISON POUR TOUS ROSA PARKS	1 600 000
V20PNEC01	PLAN NUMERIQUE DANS LES ECOLES	5 780 000
V21NPRC01	NPRU CEVENNES PARTICIPATION EQUIP PUBLIC	16 860 000
V21BOUI01	AMENAGEMENT DU SECTEUR DES BOUISSES	5 550 000
V21ARCE01	RESTAURATON DE L'AQUEDUC DES ARCEAUX	5 370 000
V21VEGE01	VEGETALISATION DE LA VILLE - DONT 50 000 ARBRES	2 000 000
V21DPBI02	ACQUEDUC ST CLEMENT - CONSERVATION OUVRAGE D'ART - TRAME VERTE ET BLEUE - RESEAU VERT	1 680 000

V21DPBI03	AGRIPARC MAS NOUGUIER AMENAGEMENT CREATION JARDINS FAMILIAUX	1 370 000
V21DECO01	DEVANTURES COMMERCIALES	1 330 000
V21DPBI01	SQUARE PLANCHON DIAGNOSTIC PATRIMONIAL ET REHABILITATION DU PARC	1 080 000
V21NPRC01	NPRU CEVENNES PARTICIPATION EQUIPEMENTS PUBLICS	16 860 000
V21UCPB01	CITE DE L'ALIMENTATION	39 200 000
V21VEST01	CONSTRUCTION VESTIAIRES ET LOCAUX GIAMBRONE ET PAUL VALERY	1 312 442
V22TRAML5	FONDS DE CONCOURS VILLE APAISEE	100 000 000
V22GLU01	VILLE PARC : LUNARET-LAVALETTE-MONTMAUR	30 000 000
V22SDSI01	MODERNISATION INFORMATIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES RELATIONS AUX USAGERS	16 000 000
V22GSCO01	PRIORITE AUX ECOLES : CONSTRUCTION GS CROIX D'ARGENT (DONT FONCIER)	14 949 900
V22SELF01	PRIORITE AUX ECOLES : SELFS - L'ENFANT ACTEUR DE SON REPAS	12 000 000
V22META01	PRIORITE AUX ECOLES : RAFRAICHISSEMENT ET CONFORT THERMIQUE DES ECOLES	10 000 000
V22COEU01	PATRIMOINE : RESTAURATION ET MISE EN VALEUR PEYROU	6 324 000
V22CREC01	ENFANCE : CONSTRUCTION CRECHE CROIX D'ARGENT	5 100 000
V22SOIN01	BIEN ÊTRE ANIMAL : CENTRE DE SOIN DU LUNARET	5 000 000
V22BORN01	TRANSITION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE MUNICIPAL	4 230 000
V22COEU03	PATRIMOINE : RAVALEMENT DES FACADES ET DES MENUISERIES CENTRE VILLE	3 030 000
V22ARCH01	ARCHIVES : ARCHIVAGE ELECTRONIQUE	2 800 000
V22GSCO03	PRIORITE AUX ECOLES : EXTENSION ECOLE DOCTEUR ROUX	2 500 000
V22VIDEO01	SECURITE : VIDEOPROTECTION URBAINE	2 000 000
V22JARD01	VILLE PARC : JARDINS FAMILIAUX ET PARTAGES	1 000 000
V23BARL01	NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE MAS BARLET PORT-MARIANNE	24 000 000
V23GS2000	GROUPE SCOLAIRE PARC 2000 2nde EXTENSION	19 000 000
V23GSSR01	ZAC NOUVEAU SAINT-ROCH – GROUPE SCOLAIRE SAINT-ROCH	14 412 000
V23CLIM01	RENOVATION DES EQUIPEMENTS ENERGETIQUES	6 113 800
V23CREC01	CONSTRUCTION CRECHE POMPIGNANE	4 400 000
V23GSCO01	EXTENSION ECOLE DELTEIL MICHELET	3 500 000
Somme :		700 426 408

Le montant total des Autorisations de programme votées s'élèverait en conséquence à **926 568 717 €** dont 358 637 485 € réalisés au 31 décembre 2023, soit un reste à financer de 567 931 232 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création, la révision et la clôture des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- De retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux joints en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Contre : 3 voix

Abstentions : 11 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe rapport APCP Ville au BP24.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265510-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Budget Primitif 2024 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Lors de la séance du Conseil municipal du 6 février 2024, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et aux dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015. Dès lors, Monsieur le Maire soumet au Conseil le projet du budget primitif de la Ville de Montpellier pour l'exercice 2024.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section de fonctionnement :	447 594 836,00 euros
- Section d'investissement :	324 102 804,00 euros
Total	771 697 640,00 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	87 627 999,00		87 627 999,00
931	Sécurité et salubrité publiques	17 850 364,00		17 850 364,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	90 518 778,00		90 518 778,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	43 699 052,00		43 699 052,00
934	Santé et action sociale	53 355 283,00		53 355 283,00
935	Aménagement des territoires et habitat	18 000 467,00		18 000 467,00
936	Action économique	6 795 487,00		6 795 487,00
937	Environnement	2 141 314,00		2 141 314,00
938	Transports	8 626 727,00		8 626 727,00
940	Impositions directes	41 640 000,00		41 640 000,00
943	Opérations financières	13 151 500,00		13 151 500,00
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	334 575,00		334 575,00
946	Transferts entre les sections		43 930 500,00	43 930 500,00
953	Virement à la section d'investissement		19 922 790,00	19 922 790,00
Total		383 741 546,00	63 853 290,00	447 594 836,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	12 861 681,00		12 861 681,00
931	Sécurité et salubrité publiques	534 138,00		534 138,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 218 000,00		2 218 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	3 326 000,00		3 326 000,00
934	Santé et action sociale	15 809 623,00		15 809 623,00
935	Aménagement des territoires et habitat	2 622 053,00		2 622 053,00
936	Action économique	3 193 971,00		3 193 971,00
938	Transports	9 371 897,00		9 371 897,00
940	Impositions directes	258 270 000,00		258 270 000,00
941	Autres impôts et taxes	19 522 000,00		19 522 000,00
942	Dotations et participation	88 636 473,00		88 636 473,00
946	Transferts entre les sections		31 229 000,00	31 229 000,00
Total		416 365 836,00	31 229 000,00	447 594 836,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	16 365 508,00		16 365 508,00
901	Sécurité et salubrité publiques	3 495 965,00		3 495 965,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	40 526 573,00		40 526 573,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	23 310 080,00		23 310 080,00
904	Santé et action sociale	7 789 973,00		7 789 973,00
905	Aménagement des territoires et habitat	108 078 671,00		108 078 671,00
906	Action économique	581 538,00		581 538,00
907	Environnement	1 961 496,00		1 961 496,00
921	Taxes non affectées	32 000,00		32 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	85 932 000,00		85 932 000,00
925	Opérations patrimoniales		4 800 000,00	4 800 000,00
926	Transferts entre sections		31 229 000,00	31 229 000,00
Total		288 073 804,00	36 029 000,00	324 102 804,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	1 195 593,00		1 195 593,00
901	Sécurité et salubrité publiques	50 000,00		50 000,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	3 000 000,00		3 000 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	753 904,00		753 904,00
904	Santé et action sociale	2 130 000,00		2 130 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	2 098 066,00		2 098 066,00
907	Environnement	9 408,00		9 408,00
921	Taxes non affectées	2 000,00		2 000,00
922	Dotations et participations	7 300 000,00		7 300 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	236 415 543,00		236 415 543,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	2 495 000,00		2 495 000,00
925	Opérations patrimoniales		4 800 000,00	4 800 000,00
926	Transferts entre sections		43 930 500,00	43 930 500,00
951	Virement de la section de fonctionnement		19 922 790,00	19 922 790,00
Total		255 449 514,00	68 653 290,00	324 102 804,00

Conformément à l'article L.2313-1 du CGCT, une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est présente en annexe du rapport de présentation du budget.

Par ailleurs, en matière d'amortissement, l'article R.2321-1 du CGCT prévoit que la Ville de Montpellier peut procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par une dépense de la section d'investissement et une recette de la section de fonctionnement.

Ce dispositif spécifique vise à neutraliser budgétairement la charge d'amortissement des subventions d'équipement versées. Ainsi, afin de garantir le libre choix de son niveau d'épargne, lors du vote du budget, l'assemblée délibérante décide d'y recourir ou pas.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le budget primitif 2024 par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- De prendre acte de la présence de la présentation brève et synthétique telle que prévue à l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales en annexe du rapport de présentation du budget primitif 2024 ;
- D'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 6 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport BP 2024 VF.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265269-BF-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ

Gestion active de la dette et de la trésorerie de la Ville de Montpellier - Exercice 2024 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier mène une politique de gestion active, transparente et responsable de la dette et de la trésorerie, dans le cadre du règlement budgétaire et financier adopté en juin 2018 et renouvelé le 30 juillet 2020. La gestion active de la dette consiste à établir une stratégie efficiente de coordination des enjeux budgétaires et financiers pluriannuels de son endettement.

Il s'agit de maîtriser les coûts et les risques afin d'assurer le portage de l'action et des politiques publiques. Pour mener à bien ces objectifs, et conformément à la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, il convient de définir les caractéristiques de la dette et la stratégie d'endettement, et de définir le cadre d'intervention, les outils et opérations nécessaires en matière de gestion de dette et de trésorerie.

1 – Caractéristiques de la dette et stratégie d'endettement

Encours total au 1^{er} janvier 2024 : 311.2 M€ ;

Taux moyen 2023 : 2.92 % ;

Durée moyenne résiduelle : 14 ans et 10 mois ;

Structure de la dette : 41 % Taux Fixes – 59 % Taux variables ;

Classification selon la charte Gissler : 1A : 100%.

Stratégie :

Afin de permettre une sécurisation de la dette et une optimisation des frais financiers, la stratégie développée en 2024 s'établit selon les principes principaux suivants :

- Assurer la sécurisation de l'encours de dette : conformément au règlement budgétaire et financier, souscrire au moins 80% des emprunts en catégorie 1A, les 20% restants sont limités à la zone 2B, 90% de l'encours total global devant rester en zone 1A ;
- Diversifier les sources de financement : Avec 13 prêteurs, le risque de contrepartie est assuré. Il est proposé de favoriser la diversification, tant par l'arrivée de nouveaux prêteurs, que par la possibilité d'émissions obligataires ou par l'utilisation des plateformes digitales de financement, afin de développer une émulation positive des partenaires au niveau des conditions de financement et des engagements d'accompagnement ;
- Optimiser la répartition entre taux fixes et taux variables (sous-jacents et instruments de couverture de taux inclus) : cet objectif doit être analysé dans la durée, afin d'assurer une optimisation des frais sur le long terme tout en bénéficiant d'opportunités de marché ;
- Être attentif aux propositions intégrant des labels environnementaux ou sociaux, des critères éthiques ou développement durable, à coût financier comparable et dans le respect des principes précédents.

Conformément au règlement budgétaire et financier, une communication annuelle sur la gestion de la dette sera réalisée à l'occasion du Compte Administratif.

2 – La réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget

Il est proposé dans le souci d'optimiser la gestion de dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles du 15 septembre 1992 et du 25 juin 2010, de recourir à des produits de financements qui pourront être notamment bancaires.

A - Financement bancaire

La quasi-totalité de la dette portée par la Ville est souscrite sous forme d'emprunts bancaires auprès des banques partenaires. Cette stratégie repose sur une mise en concurrence annuelle des établissements pour en dégager les meilleures conditions de financement pour l'équilibre budgétaire.

Dans ce cadre, il est proposé d'autoriser le recours aux produits de financement bancaires qui pourront être :

- Des emprunts classiques à taux fixe ou taux indexé avec ou sans structuration, avec taux plafond, taux plancher ou les deux, dans la limite de la typologie de produit autorisée ;
- Des emprunts de type « *revolving* » ;
- Des emprunts sous format Schuldschein, notamment dans le cadre de la diversification via des plateformes de financement intermédiées.

Les produits de financement bancaire seront souscrits dans la limite des montants inscrits au budget de l'exercice (le budget s'entend dans toutes ses composantes : budget primitif, budget supplémentaire et décisions modificatives).

La durée des nouveaux emprunts sera déterminée en lien avec la nature et la durée de vie des équipements qu'ils financent, et ne pourra excéder 30 ans. Cette durée maximale sera limitativement recherchée dans des cas particuliers, la stratégie globale reposant sur des durées plus en conformité avec une stabilité de la durée de vie résiduelle moyenne aux alentours de 15 ans.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être l'ESTER et ses dérivés, les EURIBOR, le LIVRET A, le LEP, les indexations liées à l'inflation Française ou Européenne, le TMO, le TME, les CMS EUR, les TEC, les OAT, les taux fixes, tout autre index parmi ceux communément utilisés sur les marchés, ainsi que tout autre index qui se substituerait aux index cités ci-dessus.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers.

Conformément au règlement budgétaire et financier, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins trois établissements spécialisés. La procédure de gré à gré pourra être utilisée dans le cadre d'enveloppes spécifiques présentant des conditions particulières dans le cadre de financement de projet, dans la limite de 50% du coût du projet.

Dans le cadre de la souscription de ces produits de financement, la Collectivité sera attentive à rechercher autant que possible des sources de financement éthiques et/ou comportant des labels environnementaux, sociaux et développement durable.

B – Autres financements

Tout autre produit de financement (avance remboursable, etc...) pourra être autorisé dès lors qu'il respecte les principes énoncés pour le financement bancaire et la stratégie développée dans le règlement budgétaire et financier.

Les conditions de mise en place d'un programme obligataire Euro Medium Term Notes (EMTN) pour accéder aux marchés financiers seront par exemple analysées.

3 – Les opérations financières utiles à la gestion des emprunts

Afin d'optimiser la gestion de la dette, il est proposé de procéder à toutes les opérations financières utiles à la gestion des emprunts bancaires et obligataires, notamment :

- Lancer les consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue ou via l'inscription sur une plateforme de financement ;
- Retenir les meilleures offres au regard à la fois des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser ou à recevoir, et de la stratégie de la Collectivité ;
- Définir l'ensemble des clauses contractuelles en termes de taux d'intérêt, de type d'amortissement (y compris la possibilité d'un remboursement *in fine*), de différé d'amortissement et/ou d'intérêts sur phase de préfinancement, avec possibilité de tirages échelonnés dans le temps et avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement ;
- Exercer l'ensemble des options prévues par les contrats, notamment procéder à des changements d'indexation, de périodicité ou de profil de remboursement, procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés, à des consolidations ;
- Conclure des avenants afin d'introduire des clauses de gestion de dette telles que définies ci-dessus ;
- Procéder à des réaménagements d'emprunts, pour changer d'index, modifier la durée du prêt (sans que la durée globale ne puisse *in fine* excéder la durée maximale autorisée au A du 2. de cette délibération), modifier la périodicité et le profil de remboursement, compacter les emprunts d'une même banque ;
- Procéder à des transferts d'emprunt depuis d'autres organismes, notamment suite à des transferts de compétences ;
- Passer tous les ordres et signer tous les documents relatifs à ces affaires.

4 – Les instruments de couverture des risques de taux

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations que sont susceptibles de subir les marchés, la Ville de Montpellier souhaite recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses de taux ou, au contraire, afin de profiter d'éventuelles baisses. Ces instruments permettent en effet de modifier un taux, de figer un taux, ou de garantir un taux.

Conformément à la circulaire du 25 juin 2010, les opérations de couverture des risques de taux pourront être :

- Des contrats d'échange de taux (SWAP) ;
- Des contrats d'accord de taux futur (FRA) ;
- Des contrats de garantie de taux plafond (CAP) ;
- Des contrats de taux plancher (FLOOR) ;
- Des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).

Ces opérations de couverture porteront et seront toujours adossées aux contrats constitutifs de l'encours de dette dont la liste figure en annexe des documents budgétaires, ainsi que des nouveaux emprunts et des emprunts de refinancement à contracter et qui seront inscrits en section d'investissement du budget.

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder la durée résiduelle de l'emprunt auquel il est adossé.

Ces opérations ne pourront sortir du cadre de risque défini au paragraphe 1, l'exposition résultante d'un sous-jacent et de sa couverture sera nécessairement inférieure à 2B.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être l'ESTER et ses dérivés, les EURIBOR, le LIVRET A, le LEP, les indexations liées à l'inflation Française ou Européenne, le TMO, le TME, les CMS EUR, les TEC, les OAT, les taux fixes, tout autre index parmi ceux communément utilisés sur les marchés, ainsi que tout autre index qui se substituerait aux index cités ci-dessus.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers.

Il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins trois établissements spécialisés.

5 – La gestion de trésorerie

La gestion de trésorerie consiste à limiter le montant du solde disponible sur le compte de dépôt au Trésor, non rémunéré, tout en s'assurant de disposer des liquidités nécessaires pour faire face à l'ensemble des dépenses à court terme. Elle s'articule avec la gestion de dette notamment au travers de remboursements anticipés en cas d'excédent, ou de mobilisations d'emprunts en cas de besoin structurel de trésorerie, ou encore d'optimisation des frais entre les différents supports.

A – Conventions d'ouverture de crédit de trésorerie

Dans ce cadre de gestion active de la trésorerie, la Ville doit disposer d'une ou plusieurs lignes de trésorerie qui permettent de mobiliser et rembourser des fonds selon les besoins réels quotidiens.

C'est pourquoi la Ville pourrait lancer une ou plusieurs consultations auprès d'au moins trois établissements financiers aux conditions suivantes :

- Montant plafond total des contrats : 500M€ ;
- Index souhaité : Ester, Euribor 1 semaine, 1 mois ou 3 mois ;
- Durée du contrat : de 1 à 12 mois.

B – Les placements financiers

Les collectivités territoriales peuvent déroger à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat pour les fonds qui proviennent :

- De libéralités ;
- De l'aliénation d'un élément de leur patrimoine ;
- D'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de l'établissement public ;
- De recettes exceptionnelles dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

Ces fonds ne peuvent être placés qu'en titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté Européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, ou en parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières gérant exclusivement des titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté Européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen.

Afin de permettre une gestion optimisée de la trésorerie de la Collectivité dans les cas susvisés, il est proposé de procéder à toutes les opérations nécessaires à la mise en place et à l'utilisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et des placements financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie pour 2024 ainsi défini ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 3 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264040-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Taux d'imposition des taxes directes de la Ville de Montpellier - 2024 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

Le mandat actuel a été marqué par l'application de la réforme de la fiscalité locale engagée par l'article 16 de la loi de finances pour 2020, actant la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales. Ainsi, la taxe d'habitation au titre des résidences principales n'est plus perçue par la Ville de Montpellier : seule la taxe d'habitation des résidences secondaires subsiste. Son taux d'imposition était néanmoins figé jusqu'en 2022 inclus, et ne pouvait donc être modifié.

Le produit perdu est compensé par le transfert du taux départemental de la taxe foncière. Un mécanisme, le « *coefficient correcteur* », permet de garantir une stricte neutralité de la réforme pour toutes les communes et une certaine dynamique. Le taux communal depuis 2021 correspond à la somme du taux communal 2020 et du taux départemental 2020, il n'a provoqué aucune augmentation fiscale pour les contribuables. Pour mémoire, les taux communaux et départementaux étaient respectivement de 31,18% et 21,45%, soit un taux cumulé de 52,63%.

En 2024, les trois taux d'imposition de taxe d'habitation, de taxe foncière bâtie et de taxe foncière non bâtie peuvent être adoptés par le Conseil municipal. Il est proposé à l'assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de Montpellier de + 0 % pour 2024.

Taxes	Taux d'imposition 2024	% d'évolution des taux en 2024
Taxe sur le Foncier Bâti	52,63 %	0 %
Taxe sur le Foncier Non Bâti	112,71 %	0 %
Taxe d'Habitation	22,49 %	0 %

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De maintenir les taux d'imposition 2024 au niveau de 2023 :
 - o Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 52,63% ;
 - o Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71% ;
 - o Taux de Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires : 22,49% ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Etat de vote des Taux 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264167-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Aménagement des espaces publics - Convention relative au versement d'un fonds
de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation
de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise, au titre de ses compétences, des opérations liées à l'aménagement des espaces publics en vue d'une ville apaisée. Ces opérations contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la Ville de Montpellier et participent au développement et à l'aménagement de son territoire. Dans ce cadre, la Ville de Montpellier souhaite encourager et soutenir les opérations liées au développement des mobilités alternatives à la voiture, menées par la Métropole sur son territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole prévoit, par sa programmation pluriannuelle des investissements (PPI), d'investir 983M€ sur les mobilités douces et alternatives.

La Ville souhaite s'engager par l'attribution d'un fonds de concours global de 100M€ pour la ville apaisée. Ce fonds de concours sera affecté annuellement sur la base du programme d'investissement prévu au budget de la Métropole. Pour 2024, la Ville souhaite contribuer à hauteur de 25M€ à l'opération de création de la ligne 5 de tramway ainsi qu'à l'opération Cœur de Métropole, sur le territoire de la ville de Montpellier.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, un fonds de concours peut être versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil municipal et du Conseil de Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant du fonds de concours 2024, établi en fonction du budget prévisionnel des opérations (poursuite de la réalisation de la ligne 5 de tramway, aménagements des espaces publics et réseaux afférents, acquisition de matériel roulant mais aussi opération Cœur de Métropole) telles que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 25 000 000€.

Il se décompose comme suit :

Opérations	BUDGET 2024	Montant HT	Montant du fonds de concours
Opérations liées à la L5 de tramway	178 201 818,00€	148 501 515,00€	19 000 000,00€
Cœur de Métropole	16 197 000,00€	13 497 500,00€	6 000 000,00€
Total	194 398 818,00 €	161 999 015,00€	25 000 000,00€

Le montant du fonds de concours sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général des opérations dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement d'un fonds de concours, à Montpellier Méditerranée Métropole, d'un montant prévisionnel de 25 000 000 €, pour la réalisation des opérations définies ci-dessus,
- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention FDC 2024OK3.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265658-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Attribution de compensation de fonctionnement liée à la compétence voirie espace public - Principe de revalorisation - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'attribution de compensation (AC) est versée chaque année par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole, en section de fonctionnement et en section d'investissement, pour lui permettre d'exercer les compétences qui lui ont été transférées par la Ville.

Les compétences traditionnelles de l'intercommunalité se caractérisent par des recettes affectées, souvent dynamiques, qui leur permettent de faire face à des dépenses qui peuvent subir de très fortes variations à la hausse (choc énergétique/inflation) : versement mobilité pour la compétence mobilité, taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) pour les déchets ménagers... Dans cette équation financière, le financement de la compétence voirie/espaces publics fait exception. La recette affectée à la compétence voirie/espaces publics, l'AC, est figée depuis sa mise en œuvre (sur la base de la moyenne des dépenses de fonctionnement 2012-2014), alors que l'évolution du coût de la compétence voirie est estimée à 24,5 M€ entre 2016 et 2026. Afin de prendre en compte la dynamique du territoire, la Ville de Montpellier prend sa part dès 2024 à hauteur de 4 M€.

Ce montant sera amené à évoluer en 2025 et 2026. Ainsi, il est proposé d'accroître l'AC matière de voirie et d'espace public. L'objectif du pacte financier et fiscal entre la Métropole et ses communes membres est de trouver des règles de financement collectif de la progression incontournable des dépenses de cette compétence.

La Ville de Montpellier s'engage à participer au financement de celle-ci afin de contribuer de façon équitable à l'équilibre des finances intercommunales. Une somme de 4 M€ est prévue à ce stade au titre de l'augmentation de l'AC en 2024.

Cette évolution de l'attribution de compensation sera proposée lors de la prochaine commission locale d'évaluation des charges transférées de la Métropole (CLECT) et sera intégrée à l'AC définitive 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe d'actualisation d'AC de fonctionnement voirie espace public ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265623-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Renouveau démocratique et innovation sociale

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Évolution des instances de participation citoyenne - Ouverture du budget participatif aux habitants et aux associations - Mise en place d'un droit d'interpellation citoyenne - Expérimentation - Approbation

Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La démocratie participative est une dynamique dans laquelle il s'agit de :

- Informer, écouter, démultiplier les espaces de dialogue : 300 réunions publiques organisées depuis le début du mandat, une tournée annuelle des quartiers : *Montpellier change avec vous* ;
- Recueillir l'avis du plus grand nombre avec la plateforme numérique *participer.montpellier* ;
- Impliquer les habitants dans les projets d'aménagements urbains avec la mise en œuvre de nombreuses démarches de concertation : quartiers apaisés (Arceaux, Clémenceau-Rondelet, Carnot-Strasbourg, Mion-Saint Martin, Beaux-Arts-Boutonnet), l'Agriparc des Bouisses, la requalification des aires de jeux, le renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes... ;
- Se projeter ensemble : Montpellier Ecole 2030, première convention citoyenne sur le territoire autour de l'Intelligence artificielle.

Les instances de participation de la Ville de Montpellier sont au cœur de cette dynamique citoyenne.

Avec la délibération du 30 juillet 2020, des moyens nouveaux et renforcés ont été attribués aux conseils de quartier et conseils citoyens avec la création d'un budget participatif spécifique de 2 millions d'euros par an dédiés à des projets directement portés par les citoyens engagés dans ces instances.

La délibération du 12 avril 2021 a fixé la composition et le fonctionnement des conseils de quartiers avec un budget de fonctionnement de 24 000 €/an et un budget de formation multiplié par deux avec 50 000 €/an.

Le rôle, le fonctionnement de ces instances sont le fruit, depuis le départ, d'une démarche de co-construction avec l'ensemble des parties-prenantes afin d'imaginer, expérimenter, ensemble, des formats de rencontres favorisant la mobilisation des acteurs. Afin de continuer à innover et expérimenter dans l'application de la démocratie locale à Montpellier, il est proposé d'approuver, conformément aux propositions des citoyens engagés dans les instances de participation citoyenne de Montpellier, les points suivants :

- Le renouvellement du mandat des membres des **conseils de quartier** actuels jusqu'à la fin du mandat municipal ;
- La création de **l'Assemblée citoyenne de Montpellier** : cette assemblée citoyenne rassemblera l'ensemble des instances (conseils de quartier, conseils citoyens, Conseil Montpellierain de la Jeunesse, Conseil des Etrangers de Montpellier) de Montpellier afin de conforter le travail en commun, d'imaginer ensemble la ville de demain ;
- La création des **Assemblées de quartier** : la loi sur la démocratie locale de 2002 a rendu obligatoire, pour les communes de plus de 80 000 habitants, la mise en place de conseils de quartiers et l'organisation de leur fonctionnement. Les conseils citoyens ont été instaurés par la loi pour la Ville et la cohésion urbaine de février 2014. La Municipalité souhaite par la création de ces Assemblées de quartier, regrouper conseils citoyens et conseils de quartier en une seule et unique instance, réunissant les habitants, les acteurs socio-économiques à l'échelle du quartier ; ouvrir ces Assemblées de quartier à tous celles et ceux qui vivent, travaillent, étudient dans le quartier pour permettre une participation plus flexible des habitants avec l'ouverture des séances plénières et la possibilité d'intégrer un groupe de travail spécifique et limité dans le temps. Les membres du Conseil Montpellierain de la Jeunesse et du Conseil des Etrangers de Montpellier vivant dans le quartier seront également invités à faire partie de chaque Assemblée de Quartier ;

Ces propositions révèlent la volonté conjointe de renforcer la participation citoyenne dans les quartiers, d'affirmer la détermination à faire de la politique de la ville mais aussi de l'ensemble des projets et politiques publiques, un objectif commun à l'échelle de la Ville.

- L'ouverture du **budget participatif** aux jeunes, aux habitants et associations de Montpellier : le budget participatif suscite un engouement indéniable avec plus de 70 projets élaborés par les membres des conseils de quartier et conseils citoyens depuis son lancement en septembre 2021. La Municipalité souhaite répondre favorablement à la proposition des citoyens engagés dans ces instances d'aller vers les habitants et les forces vives de la Ville en inscrivant le budget participatif dans une démarche originale qui allie participation et délibération.

L'objectif est de favoriser une participation citoyenne plus inclusive, en permettant à tous les habitants, en particulier les jeunes, aux acteurs associatifs de Montpellier de déposer leurs idées de projets. Un million d'euros, dont 500 000 euros en direction des jeunes, leur sera dédié dans l'enveloppe globale du budget participatif.

La première édition de ce budget participatif sera lancée avec :

- Une phase de dépôts des projets d'une durée de trois mois à compter du mois de juin 2024 ;
- Une phase d'analyse technique et juridique des projets proposés par les services de la Ville ;
- Une présentation des projets par les porteurs au sein des Assemblées de quartier à la rentrée ;
- Un vote des habitants des projets retenus en novembre et l'annonce des projets lauréats en décembre.

Le budget participatif de Montpellier se démarque également par le déploiement d'une démarche d'accompagnement. Les jeunes se verront ainsi proposer des « *ateliers d'émergence* » afin de les aider à structurer leurs idées. Un travail de mobilisation des partenaires du territoire ainsi qu'une communication grand public permettront une information préalable essentielle à la bonne réussite de ce dispositif.

- La mise en place d'un **droit d'interpellation citoyenne** : la vitalité démocratique d'un territoire passe également par le renforcement du pouvoir d'agir des citoyens, en leur permettant de questionner et d'interroger les élus sur les politiques publiques conduites. La municipalité souhaite mettre en place un droit d'interpellation, tel que prévu à l'article 72-1 de la Constitution, avec un seuil abaissé par rapport au cadre légal et réglementaire.

Ainsi, alors que la loi prévoit que 10% des électeurs d'une collectivité peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette collectivité d'une question relevant de sa compétence, à Montpellier, un seuil de 5% permettra d'inscrire une question à l'ordre du jour du conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les orientations pour renforcer l'engagement citoyen à travers ces dispositifs expérimentaux ;
- D'approuver le principe de mise en place d'un budget participatif d'investissement ouvert aux habitants ;
- D'approuver le principe de mise en place d'un droit d'interpellation citoyenne, dont les modalités d'application seront détaillées par une délibération au prochain Conseil municipal ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Règlement Intérieur du Conseil municipal de la Ville de Montpellier, Mme Alenka DOULAIN, Conseillère municipale, propose en séance un amendement sur cette affaire. Après examen par le Conseil, Monsieur le Maire soumet au vote l'amendement proposé par Mme Alenka DOULAIN.

L'amendement proposé par Mme Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité des voix exprimées.

Pour : 3 voix

Contre : 55 voix

Abstentions : 2 voix

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265393-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Hind EMAD, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ

**Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Montpellier - Bilan d'activité
2023 - Plan d'action 2024 - Attribution de subvention - Exercice 2024 -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

L'objet de cette délibération est d'effectuer une présentation des politiques sociales et médico-sociales du Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Montpellier, impulsées à partir de la subvention de la Ville de Montpellier, attribuée chaque année lors du vote du budget, à hauteur de 15 162 000 € en 2024. En organisant ce débat, ayant vocation à être renouvelé chaque année, l'objectif est de permettre au Conseil municipal de s'approprier l'activité du CCAS et d'apprécier le rôle qu'il joue dans la construction du bouclier social que la Ville développe depuis plusieurs années.

Avec cette subvention de la Ville, le CCAS prévoit 51 M€ de dépenses en fonctionnement (budget principal + budgets annexes) et ce, en mobilisant les compétences légales des institutions partenaires et différentes autorités de tarification. En effet, si la Mairie de Montpellier reste l'un des principaux financeurs avec 31 %, l'Etat (Agence Régionale de Santé (ARS), Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS)) finance 34 % de l'activité, le Département de l'Hérault 14 %, les usagers 18 % (résidents EHPAD, bénéficiaires des services à domicile et adhérents Âge d'Or...) et autres financeurs 3%.

Le CCAS est un établissement public communal placé sous la présidence du Maire et dirigé par un Conseil d'Administration composé du Président du CCAS, de 8 élus représentants du Conseil municipal et de 8 représentants d'associations ou de personnes qualifiées œuvrant dans le domaine social.

Fort de près de 800 agents publics, le CCAS est le bras armé de la Ville dans l'exercice de ses missions obligatoires telles que définies dans le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) :

- La domiciliation des personnes ayant un lien suffisant avec la commune ;
- L'instruction des demandes d'aide sociale légale ;
- La réalisation d'une analyse des besoins sociaux au début de chaque mandature.

Au-delà de ses compétences obligatoires, le CCAS déploie de nombreuses politiques publiques, dispositifs ou mesures d'accompagnement des citoyens précaires, en difficulté ou en situation de fragilité que l'on qualifie de compétences facultatives. Actuellement, elles s'inscrivent dans :

- La prévention de la perte d'autonomie et du maintien du lien social des personnes âgées ;
- L'accueil et la mise à l'abri des femmes victimes de violences et leurs enfants ;
- L'accès aux droits et l'accompagnement social pour un public large, l'accompagnement vers l'insertion et l'inclusion numérique ;
- Un Programme de Réussite Educative (PRE) ;
- Un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME).

L'enjeu d'accompagnement global des usagers s'inscrira dans une logique d'accès aux droits et d'inclusion sociale :

1. Garantir un accueil inconditionnel pour lutter contre le non recours aux droits ;
2. Assurer un accompagnement global dans un tiers lieu numérique et social ;
3. Permettre aux aînés de « *bien-vieillir* » en expérimentant de nouvelles formes d'accompagnement et en luttant contre l'isolement ;
4. Accompagner des publics spécifiques pour garantir l'égalité des chances dès l'enfance, être aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants, aller vers les plus vulnérables, accompagner le public réfugié

1. GARANTIR UN ACCUEIL INCONDITIONNEL A TOUTES ET TOUS

Le CCAS (Port Marianne et Antenne Mosson) assure le premier niveau d'accueil inconditionnel, physique et téléphonique de tous les publics. En 2023, l'accueil au siège du CCAS et sur le site de la Mosson a connu une augmentation de la fréquentation de 7,4 %. Le point courrier du siège et celui de l'antenne Mosson ont connu une augmentation de 2,7 %. Au total, cela représente 88 608 passages soit 353/jour (230/jour au siège et 123/jour à Mosson).

Les équipes sociales veillent à identifier les besoins de chacun afin d'orienter, d'accompagner les demandes vers les institutions compétentes et d'assurer une aide subsidiaire le cas échéant. Elles proposent :

- Une domiciliation postale aux personnes qui ne disposent pas d'une adresse, afin qu'elles puissent recevoir et consulter leur courrier de manière régulière et confidentielle (6 801 bénéficiaires domiciliés en 2023, soit une augmentation de 14.5%) ;
- Une aide aux démarches administratives ;
- Un accompagnement social direct ou indirect, jusqu'à ce que la personne puisse bénéficier de ses droits ;
- Une aide au maintien ou à l'installation dans le logement (Fonds de solidarité pour le Logement – FSL) ;
- Un dispositif de lutte contre la précarité énergétique : le SLIME (193 foyers visités).

Afin de lutter contre le non recours, 2 projets phares en 2024 :

Expérimentation Territoire Zéro Non Recours

Dans le cadre de la politique d'accès aux droits sociaux, Montpellier a été retenu (avec 38 autres territoires) pour développer des initiatives afin de simplifier l'accès aux droits et limiter le non-recours. Le projet montpellierain prévoit trois actions principales menées et/ou coordonnées par le CCAS :

- La mise en place d'un comité scientifique pour mieux connaître et mesurer le non-recours ;
- Le déploiement d'une équipe mobile « *d'aller-vers* » les habitants des territoires ciblés pour renforcer l'accès à l'information et l'accompagnement ;
- La mise en œuvre d'un réseau local d'accès aux droits pour une mobilisation de l'ensemble des partenaires autour de ce projet et une fluidification du parcours des usagers.

Les permanences délocalisées du Service Accompagnement Social et Accès aux Droits

Le CCAS vise à instaurer des permanences sociales dans les quartiers, mettant à disposition des agents administratifs spécialisés dans l'accès aux droits et des travailleurs sociaux dédiés à l'accompagnement des usagers. Dès la fin du premier trimestre 2024, le CCAS installera des permanences délocalisées et assurera une communication élargie de ces points d'accès.

2. PROPOSER UN ACCOMPAGNEMENT GLOBAL DANS UN TIERS-LIEU SOCIAL ET NUMERIQUE

Depuis 2018, le Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CEIS) constitue un espace collaboratif de mixité sociale favorisant les échanges entre des personnes issues de quartiers hétérogènes. Le CEIS poursuivra et réajustera ses actions d'inclusion sociale et numérique à travers un accompagnement global en 4 thématiques :

A - Favoriser le retour à l'emploi à travers plusieurs dispositifs – 152 personnes accompagnées, dans l'année, sur des périodes de plusieurs semaines, variables selon les dispositifs, dans le cadre d'un partenariat avec France Travail :

- Le dispositif Unis'Vers ;
- Un chantier d'insertion en lien avec les métiers en tension au CCAS ;
- Des contrats aidés (Parcours Emploi Compétences) pour devenir aide-soignant.

B - Lutter contre la fracture numérique et l'isolement social – 4 600 accompagnements

En lien avec la Métropole (Pôle Solidarités), la nouvelle feuille de route conjointe s'inscrira dans la stratégie nationale France Numérique Ensemble (FNE). Elle sera déployée avec les 9 conseillers numériques rattachés à la Métropole (dont 2 mobilisés au CEIS), les services civiques en lien avec l'espace numérique du CEIS.

C – Un espace budget comme outil de réponse à la crise – 2 500 personnes visées

- Bénéficier d'un suivi individuel et participer à des ateliers collectifs ;
- Etre accompagné en cas de surendettement ou pour financer un projet professionnel et/ou social avec un micro-crédit ;
- Bien manger pour tous : un accompagnement vers une alimentation durable et de qualité (distribution de paniers et parcours d'alimentation durable).

D - Se maintenir en bonne santé – 90 personnes suivies. Le CEIS est en partenariat avec le Département de l'Hérault :

- Participer à des ateliers collectifs et thématiques ouverts à tous ;
- Etre accompagné pour accéder aux droits liés à la santé (en tant que bénéficiaire du Revenu de solidarité active – RSA).

3. PERMETTRE AUX AÎNÉS DE « BIEN VIEILLIR »

Les actions auprès des aînés ont toujours eu une place particulière au sein des politiques publiques du CCAS qui sera réaffirmée et renforcée.

A- Accompagner les seniors dans leurs démarches administratives : dossier de retraite, demande d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), couverture santé, carte de transport, entrée en EHPAD.

B- Lutter contre l'isolement des seniors et prévenir la perte d'autonomie :

- 17 Clubs de l'Âge d'Or : l'année 2023 a été marquée par la reprise des activités. Outils formidables de socialité des personnes âgées, ils représentent une richesse précieuse en maintenant leurs 5 948 adhérents en activité autour d'actions culturelles, sportives, de solidarité (Téléthon) et de loisirs. En 2024, plus de 4 200 seniors ont participé aux repas du Zénith ;
- Des actions de prévention « *Bien Vieillir* » en partenariat avec l'UFR Staps et le CHU ;
- Aller vers les seniors fragiles et isolés : une équipe mobile du lien social. En 2023, 301 signalements et 606 accompagnements pour 217 personnes : l'objectif est de favoriser le lien social auprès des seniors isolés en situation de précarité pour permettre de retrouver une vie sociale. La tenue à jour du registre des personnes fragiles et isolées : 837 personnes recensées en 2023 ;
- Poursuite de la tarification sociale : mise en place au 1^{er} janvier 2023 pour les activités payantes qui a eu les effets escomptés : augmentation du nombre d'adhérents notamment ceux qui ont les plus faibles revenus avec un maintien de recettes ;
- Un quartier solidaire pour nos aînés sur le secteur de Celleneuve en lien avec le Club Age d'Or Vincent-Scotto, l'EHPAD Michel-Bélorgeot et les associations du quartier.

C- Maintenir la personne à son domicile :

Les services à domiciles évoluent permettant l'articulation des Services Autonomie à Domicile (SAD) et des services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) pour contribuer coordonner et fluidifier le parcours des seniors :

- Création d'un service autonomie à domicile ;
- Création d'un Centre de Ressources Territorial (CRT) en juillet : utiliser les compétences de l'EHPAD pour offrir un parcours sur mesure aux personnes à domicile (EHPAD hors les murs).

D- Héberger dans 7 EHPAD en favorisant le lien social :

Le CCAS gère 7 EHPAD représentant 561 lits, dont 58 en secteur protégé et dans lesquels interviennent 380 professionnels. Dans certains cas, par choix ou pour des raisons médicales, l'entrée en EHPAD est la réponse la plus adaptée. Le CCAS construit une stratégie destinée à moderniser, à sécuriser et à adapter l'ensemble de ses 7 EHPAD. Ils sont des lieux ouverts sur leur quartier pour favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle. De nombreuses actions sont mises en place afin que les résidents puissent participer à la vie de la cité au travers de manifestations culturelles et sportives grâce aux structures de la Ville.

En 2024, plusieurs projets :

- La préparation des Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) ;
- Développer la démocratie en établissement ;
- Des travaux structurants ;
- Relocalisation de L'EHPAD Montpelliéret, opération portée par la Ville (jury du concours en mars 2024) ;
- Restructuration de L'EHPAD Les Aubes (jury du concours en mars 2024) ;
- Engagement dans la transition énergétique ;
- Le CCAS est associé au CHU qui accompagne les EHPAD la mise en place du volet énergétique.

4. ACCOMPAGNER DES PUBLICS SPECIFIQUES

A. Le Programme de Réussite Educative (PRE)

Dans le cadre de la politique de la Ville et pour garantir l'égalité des chances dès le plus jeune âge, le CCAS gère le PRE. Celui-ci a vocation à structurer et à renforcer le partenariat avec l'école. Actuellement, 907 enfants ont bénéficié d'un parcours individualisé.

En 2023, il y a 3% d'enfants en plus bénéficiant d'un parcours individualisé qu'en 2022. Des actions partenariales sont menées avec 65 établissements scolaires. Le PRE compte une équipe composée de 17 professionnels dont 10 agents (dont 1 apprenti) du CCAS et 7 professionnels d'associations conventionnées.

En 2024, La nouvelle cartographie des Quartiers Politique de la Ville (QPV) élargit le quartier Lemasson à Croix d'argent et compte 1 300 habitants supplémentaires. Le PRE devra répondre aux besoins des 6 écoles élémentaires de ce nouveau QPV.

B. Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) Elisabeth-Bouissonnade aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et de leurs enfants

Le CCAS est fortement engagé dans la lutte contre les violences faites aux femmes et leurs enfants au travers du CHRS Elisabeth-Bouissonnade. Les équipes du CCAS proposent une aide et une orientation, un soutien psychologique et éducatif, un accès aux droits et un accompagnement dans les démarches, un soutien dans la recherche d'hébergement, en partenariat avec les services sociaux.

En 2023, 193 premiers rendez-vous ont été effectués par le Service d'Accueil et d'Orientation (SAO), ils ont donné lieu à 92 suivis en accueil de jour. Le service accueil de jour a accueilli 190 femmes seules et 233 enfants. Au total, 157 personnes ont été hébergées en CHRS et en Urgence. Cela comprend les dispositifs d'hébergement d'urgence et d'urgence diffus, mais aussi l'hébergement en CHRS, ainsi qu'en CHRS diffus. 77 personnes ont bénéficié des dispositifs de logements adaptés (appartement relais, IML avec et sans bail glissant et sous-location de bail glissant). Sur le budget principal sont portés les dispositifs accueil de jour, places d'urgence et logement diffus.

C. La mission d'Aller vers les plus précaires

Cette mission, initiée par le CCAS, est assurée par 2 travailleurs sociaux et se déploie selon deux axes :

- La résorption de l'habitat précaire et plus particulièrement des squats ;
 - L'accompagnement vers l'accès aux droits des publics ayant recours aux distributions alimentaires.
- En 2023, les permanences sur les lieux de distribution ont généré 541 rencontres.

Les perspectives de cet accompagnement en 2024 : ces deux axes seront poursuivis et dans le cadre du Pacte des Solidarités, un travailleur social interviendra au sein de 4 épiceries sociales et solidaires pour accompagner les publics vers l'accès aux droits et soutenir, conseiller les bénévoles ou professionnels en leur apportant des outils sur les dispositifs existants.

D. Accompagner le public réfugié en poursuivant et en faisant évoluer les expérimentations financer dans le cadre du Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR)

Depuis 2022, au sein de la DEIS, un accompagnement est proposé aux personnes bénéficiaires de la protection internationale dans le cadre du CTAIR. Signé fin 2021 entre la Ville et l'Etat, ce contrat vise à mettre en œuvre des actions concrètes pour favoriser l'intégration de ces publics.

Accompagner les réfugiés vers l'emploi – 130 personnes accompagnées dans l'année avec le dispositif Unis'Vers :

- Découvrir l'environnement professionnel et contribuer au "*Vivre ensemble*" ;
- Favoriser l'usage des outils numériques pour faciliter la recherche d'emploi.

Résidence Les Fauvettes – 21 personnes hébergées

Depuis le 5 décembre 2022, le CCAS héberge et accompagne temporairement 21 jeunes hommes réfugiés à la résidence des Fauvettes pour :

- Bénéficier d'un accompagnement individuel ;
- Favoriser la sortie vers un logement autonome en s'appuyant sur l'emploi.

L'année 2024 sera consacrée à la stabilisation de son fonctionnement et au lancement d'une dynamique de participation des résidents à la vie sociale du site.

PERSPECTIVES GENERALES :

Au-delà de la mise en œuvre de territoire Zéro non recours et de la création d'un Centre de Ressources Territorial (CTR), projets importants et structurants, qui vont mobiliser le CCAS dans les mois à venir, de nouveaux projets sont à l'étude pour répondre à l'urgence et renforcer le bouclier social :

- Les travaux du nouveau CEIS (ouverture 1^{er} semestre 2025) ;
- La préparation du déménagement du SAO et de l'accueil de jour Elisabeth-Bouissonnade au sein du nouveau CEIS ;
- Lancement des études pour la Création d'une résidence sociale pour les femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants et d'un lieu ressource autour de la parentalité sur le site de Marie-Caizergues ;
- Le lancement des études pour la réhabilitation de la Maison d'Enfants Marie Caizergues ;
- La poursuite du repositionnement des Clubs de l'âge d'or comme des lieux de prévention et de lutte contre l'isolement ;
- Les permanences sociales délocalisées dans les quartiers
- La concrétisation du projet de mutuelle communale ;
- La reconstruction de l'EHPAD Montpelliéret sur le site du legs GUIRAUD ;
- La restructuration complète de l'EHPAD les Aubes ;
- Le renforcement des projets culturels, élément clé pour favoriser le lien social et la solidarité ;
- L'élaboration d'un projet d'établissement pour consolider la feuille de route du CCAS pour les années à venir.

Ainsi il est proposé l'attribution de la subvention suivante :

STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
CCAS	00004918	Fonctionnement	15 162 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du bilan 2023 du CCAS et de son programme d'actions 2024 ;
- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263536-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Hind EMAD, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ

Contrat Local des Solidarités 2024-2027 entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité dignité de tous les êtres humains* ».

Le Pacte des Solidarités présenté en septembre 2023 par le Gouvernement, prend la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, pour la période 2024 à 2027. Il repose sur quatre axes :

- La prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ;
- L'amplification de la politique d'accès à l'emploi pour tous ;
- La lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ;
- La construction d'une transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités fait l'objet d'une déclinaison locale, avec une contractualisation spécifique de l'Etat, pour la période 2024-2027, avec respectivement chacun des départements et chacune des métropoles : ce sont les contrats locaux des solidarités.

1- Le Pacte des Solidarités de l'Hérault

A la demande de l'Etat, un diagnostic, réalisé sur le territoire départemental et métropolitain, par l'Agence Nationale des Solidarités Actives (ANSA) avec le concours des collectivités a été présenté lors d'un comité des partenaires le 18 octobre 2023. Il constitue un état des lieux des besoins et de l'offre de service sur le territoire et a permis de préfigurer des actions prioritaires.

En 2020, le taux de pauvreté est de 14,6 % au niveau national, 16,8% en Occitanie, 18,6% dans l'Hérault. Il s'élève à 19% dans la Métropole / 26% à Montpellier. Les familles monoparentales et les jeunes de moins de 30 ans sont particulièrement exposés, avec un taux de pauvreté de 37%.

2- Le Contrat Local des Solidarités de la Métropole et de la Ville de Montpellier

Dans le prolongement du Plan Pauvreté, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent s'inscrire aux côtés de l'Etat, pour la mise en œuvre d'un Contrat Local des Solidarités déclinaison opérationnelle du Pacte Local des Solidarités. Avec le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, elles réaffirment leur engagement, pour lutter contre la grande précarité et intervenir au plus près des habitants les plus fragiles du territoire.

Le Contrat Local des Solidarités s'inscrit pleinement dans les engagements de la Métropole et de Ville, particulièrement dans les champs de la prévention des familles en situation de précarité, de la petite enfance et de l'accompagnement des jeunes ; mais aussi en matière d'insertion, d'accès aux droits fondamentaux et sociaux, et de transition écologique et solidaire.

Il vient ainsi contribuer et renforcer les actions inscrites dans les feuilles de route communale et métropolitaine. En effet le programme d'intervention proposé s'inscrit particulièrement dans les objectifs retenus au titre :

- Des Etats Généraux de la Solidarités (EGS) ;
- Du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) ;
- Du Service Public de l'Enfance (SPE) ;
- Du Projet Alimentaire Territorial (PAT) ;
- De la stratégie de résorption des bidonvilles et de lutte contre les exclusions ;
- De l'observatoire des discriminations de la Ville de Montpellier ;
- Du plan d'action du CCAS de la Ville de Montpellier.

Il s'articule aussi avec les autres cadres de contractualisation avec l'Etat, principalement le Plan Logement D'abord, le Contrat de Ville, le Contrat Local de Santé, l'expérimentation Territoire Zéro Non Recours.

Des ateliers partenariaux de co-construction avec les services de l'Etat, du Département de l'Hérault, de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et du CCAS de Montpellier ont permis d'identifier des priorités d'action pour le Contrat Local des Solidarités :

Axe 1 : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance

- Le soutien aux femmes monoparentales en matière d'amélioration et d'adaptation de l'offre d'accueil et d'accompagnement avec leur implication ;
- Le développement d'actions d'intermédiation en matière de mode de garde dans les quartiers populaires et la mise en place d'un Relai Petit Enfance itinérant ;
- La sécurisation des parcours des jeunes ;

Axe 2 : l'amplification de la politique d'accès à l'emploi pour tous

- Le développement des dispositifs d'insertion par l'activité économique ;
- La mobilisation des entreprises du territoire en faveur des publics en précarité ;
- L'expérimentation de parcours innovants d'accompagnement vers l'emploi en direction de publics ciblés (femmes, personnes en situation de handicap, public très vulnérable...) ;

Axe 3 : la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits

- Le développement et le renforcement de l'accompagnement des publics vulnérables quel que soit le lieu de vie ;
- Le renforcement de la prévention primaire des risques d'expulsion auprès de l'ensemble des publics concernés : du repérage des situations à risque à l'accompagnement des ménages ;
- La prévention des risques sur les bidonvilles et la sécurisation des conditions de vie ;
- La recherche et la mise en œuvre de solutions de logement adaptées aux familles par la mobilisation de logements ou bâtis vacants ;
- La poursuite des dispositifs d'insertion sociale, professionnelle et actions socio-éducatives adaptés aux publics habitant en bidonville ;

Axe 4 : la construction d'une transition écologique solidaire.

- L'accès à des produits sains et choisis par le biais de l'aide alimentaire et grâce à l'amélioration des paysages alimentaires ;
- La mise en œuvre d'une plate-forme de coordination et d'intervention contre la précarité énergétique : du repérage à l'accompagnement en passant par la rénovation.

Enfin un axe transversal relatif à la participation des personnes concernées et/ou accompagnées en situation de précarité vient compléter les 4 axes du Contrat Local des Solidarités.

3- Les modalités de mise en œuvre technique et financière du Contrat Local des Solidarités

Le Contrat Local des Solidarités est signé entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier et pour une durée de 4 ans (2024-2027).

Un programme d'actions a été établi pour les 4 années du Contrat Local des Solidarités (annexe 3 dudit contrat). Il pourra être complété et réajusté annuellement sous couvert d'une discussion avec les services de l'Etat.

Les actions entreprises dans le cadre du Contrat Local des Solidarités, à l'échelle de la Métropole, feront l'objet de dotations de l'Etat dont le montant pour chacune des 4 années du Pacte et du Contrat est fixé à 535 500 € correspondant à un programme d'actions annuel de 1 071 000 €. Compte tenu du principe d'annualité du budget de l'Etat et sous réserve de la disponibilité des crédits, un avenant annuel viendra préciser chaque année le montant engagé par l'Etat dans le cadre du Contrat.

L'année 2026 sera consacrée à l'évaluation à mi-parcours du Contrat Local des Solidarités, et fera l'objet d'un rapport d'exécution qui sera délibéré en Conseil de Métropole et en Conseil municipal. Le montant prévisionnel de 535 500 € pour l'année 2027 sera déterminé en tenant compte de l'évaluation de l'exécution du contrat à mi-parcours et sera précisé par avenant au présent contrat.

La dotation de l'Etat sera versée annuellement au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront par ailleurs mises en œuvre par la Ville de Montpellier et son CCAS. Il convient donc, pour permettre le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, de délibérer également sur les conventions de reversement des subventions par la Métropole d'une part à la Ville, d'autre part au CCAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de l'engagement de la Ville de Montpellier dans le Pacte Local des Solidarités sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes du Contrat Local des Solidarités entre l'Etat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole et de la convention relative au reversement des subventions par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PROJET DE CONTRAT LOCAL DES SOL. avec annexes 1-2-3-4.pdf
- Convention de cofinancement 3M-Ville.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265592-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Contrat de ville 2024-2030 - Quartiers 2030 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dernier contrat de ville est arrivé à échéance le 31 décembre 2023 pour laisser la place à une nouvelle contractualisation appelée « *Quartiers 2030* ». Depuis 2014, la loi Lamy en constitue le cadre de sa mise en œuvre et a confié aux métropoles le pilotage de l'élaboration et de suivi du contrat, en association étroite avec l'Etat et les autres partenaires signataires. La circulaire du 31 août 2023 relative à la préparation des futurs contrats de ville et les conclusions du Comité Interministériel des Villes (CIV) du 27 octobre dernier s'inscrivent dans cette continuité, en supprimant cependant la logique de piliers d'intervention décidée au niveau national, pour la remplacer par l'identification des enjeux locaux les plus prégnants, définis localement, arrêtés en lien étroit avec les habitants et adaptés aux besoins et ressources de chaque territoire.

Le nouveau contrat de ville constitue une opportunité pour renouveler les modes de faire sur le territoire de la Métropole en s'appuyant sur 4 principes :

- Simplification ;
- Priorisation ;
- Territorialisation ;
- Concertation et participation citoyenne ;

...et 5 conditions de réussite :

- Une mobilisation sans faille et continue des politiques publiques et des signataires ;

- Une articulation avec les programmes et dispositifs de droit commun ;
- Une gouvernance partenariale fluide ;
- Une participation citoyenne renouvelée ;
- L'observation et le suivi évaluation au service du pilotage en continu du contrat.

Il s'appuie sur une géographie prioritaire actualisée. Le décret du 23 décembre 2023 a arrêté la liste des quartiers prioritaires (base Filosofi 2019 pour les revenus des foyers fiscaux et nouveaux périmètres des unités urbaines 2020). Les critères de sélection ont été inchangés par rapport à 2014. Dix quartiers sont dorénavant concernés par la nouvelle géographie. Certains connaissent une évolution de périmètre, tandis qu'un seul sort de la nouvelle géographie (Vert Bois). Il s'agit de :

- Mosson (avec intégration de la zone franche urbaine (ZFU) de Parc 2000) ;
- Petit-Bard/Pergola ;
- Cévennes ;
- Celleneuve (extension sur une petite parcelle au sud-est) ;
- Aiguelongue ;
- Paul Valéry – Pas du Loup – Val de Croze ;
- Croix d'Argent – Lemasson (extension du quartier politique de la ville (QPV) Lemasson, intégrant un secteur de la Croix d'Argent qui le relie à Lemasson, pour ne former qu'un seul QPV ; intégration des résidences d'Hérault Logement et des copropriétés privées) ;
- Gély – Figuerolles (fusion des 2 QPV existants, Gély et Figuerolles, en un seul quartier, en supprimant la partie rue du faubourg du Courreau (quartier des généraux) ;
- Tournezy – Saint-Martin ;
- Pompignane.

Ces quartiers regroupent 50 100 habitants, soit près de 20 % de la population de la Ville (+ 2 600 habitants par rapport à 2014). Deux sont concernés par un projet de renouvellement urbain (Mosson et Cévennes).

Depuis 2014, le contrat de ville se vit avec une diversité d'acteurs des quartiers populaires (institutions, bailleurs, associations, instances citoyennes...). Dans la continuité, le contrat de ville 2024-2030 a été écrit de manière collective et travaillé à deux échelles : celle de la Métropole et celle de chaque quartier. Pour faire remonter les priorités et enjeux identifiés et définir le cadre d'intervention du prochain contrat, 10 concertations territoriales et 5 réunions thématiques avec les directions opérationnelles ont été organisées entre juin et novembre 2023, regroupant plus de 300 participants.

Quatre grandes priorités ont été définies pour la nouvelle contractualisation, en lien étroit avec l'Etat. Elles répondent à des préoccupations fortes sur les quartiers et à une ambition partagée par les partenaires. Leur déclinaison en orientations stratégiques et opérationnelles a été travaillée en prenant appui sur les réunions territoriales et dans le cadre des groupes de travail thématiques. Il s'agit de :

- 1- Education et jeunesse ;**
- 2- Accès aux droits et lien social ;**
- 3- Sécurité – tranquillité publique et cadre de vie ;**
- 4- Emploi et entrepreneuriat.**

Elles sont complétées par 2 grands défis transversaux :

- Le défi de l'égalité ;
- Le défi de la transition écologique et solidaire.

Afin de prendre en compte les spécificités de chacun des quartiers et répondre au mieux aux besoins des habitants, des projets de quartier ont été élaborés sur la base notamment des réunions territoriales. En cohérence avec la stratégie globale du contrat de ville, ils déclinent les orientations principales à mettre en dynamique pour la période 2024-2030 sur chacun des 10 quartiers considérés. Pour assurer la mise en œuvre et le suivi de ces projets, 5 chefs de projets territoriaux sont venus compléter l'équipe politique de la ville, afin d'agir plus en proximité.

Afin d'assurer le pilotage, le suivi et l'évaluation du contrat de ville, un système de gouvernance est mis en place. Il repose sur le principe intégrateur du contrat, qui à vocation, sans se substituer aux dispositifs et comitologies existants, à disposer d'une vision d'ensemble des dispositifs impactant les quartiers. Il s'appuie sur 3 instances :

- **Un comité de pilotage** copiloté par le Maire de Montpellier / Président de la Métropole et le Préfet (arbitre les choix politiques et financiers et valide le bilan annuel des actions engagées (revue de projet annuel) ;
- **Un comité stratégique** copiloté par la Vice-Présidente à la politique de la ville et le Secrétaire Général de la préfecture (valide les grandes orientations stratégiques des dispositifs politique de la ville et est garant de la mobilisation du droit commun) ;
- **Un comité technique** animé par le service politique de la ville (prépare les décisions du comité de pilotage, met en œuvre la programmation annuelle de droit commun et des crédits spécifiques et fait état du stade d'avancement de la programmation et des projets de quartier.

La conception partagée et participative du contrat est une réalité depuis de nombreuses années dans la Ville de Montpellier. Elle s'était traduite par une mobilisation conséquente des associations et des représentants des habitants tant dans l'élaboration du précédent contrat que dans son évaluation. Les réunions territoriales organisées entre les mois de juin et de septembre 2023 se sont inscrites dans ce même esprit et ont permis d'identifier les principaux enjeux de chacun des 10 quartiers.

Si les conseils citoyens, instances participatives impulsées par la Loi Lamy en 2014, ont été source d'évolutions positives lors de la précédente contractualisation, l'évaluation finale a montré un certain essoufflement de la démarche, après plus de 8 ans de mise en œuvre.

Aussi, afin d'offrir plus de souplesse à la participation des habitants et de l'inscrire dans un processus plus opérant, il est proposé de rassembler au sein d'une « *assemblée de quartier* », toutes les instances de participation citoyenne existantes (Conseil de Quartier, Conseil Citoyen, Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, Conseil des Etrangers de Montpellier).

Enfin, une évaluation à mi-parcours sera conduite en 2027 afin de mesurer les 1^{ers} résultats du contrat de ville au regard de la stratégie initiale et des projets de quartiers. Elle permettra, le cas échéant, d'ajuster la stratégie d'intervention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet de contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat de ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264222-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Contrat de ville 2024-2030 - Quartiers 2030 - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dernier contrat de ville est arrivé à échéance le 31 décembre 2023 pour laisser la place à une nouvelle contractualisation appelée « *Quartiers 2030* ». Ce nouveau contrat de ville couvrira la période 2024-2030, avec un objectif de simplification et de priorisation, autour d'une géographie prioritaire actualisée.

Afin de garantir la continuité d'intervention au sein des quartiers, la circulaire du 31 août 2023 de la secrétaire d'État chargée de la ville a autorisé la programmation anticipée des crédits spécifiques de la politique de la ville pour l'année 2024 dans l'attente de la signature des contrats. Ainsi, un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2024, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 10 quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier.

Sans préjuger des priorités stratégiques et opérationnelles qui seront définies dans le prochain contrat de ville, les actions proposées devaient répondre aux axes suivants :

- Education et jeunesse ;
- Accès aux droits et lien social ;
- Emploi et entrepreneuriat ;
- Cadre de vie et tranquillité publique.

La lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes restent des objectifs transversaux de la Politique de la ville, ainsi que toutes les actions promouvant les valeurs de la République, la laïcité et la citoyenneté. Les actions retenues viennent renforcer les actions de droit commun existantes afin de soutenir de manière plus importante les habitants résidents dans les QPV.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent aux caractéristiques de l'appel à projets.

Pour simplifier les processus administratifs et donner de la visibilité aux acteurs et aux partenaires, la Ville de Montpellier propose de conventionner avec plusieurs associations structurantes sous la forme de conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO).

Pour cet appel à projets 2024, 427 dossiers ont été déposés par 196 associations. La Ville de Montpellier a été sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de 273 projets à destination des habitants des 10 quartiers prioritaires, portés par 142 associations.

Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des axes précités, il est proposé que la Ville de Montpellier apporte son soutien financier à 112 projets déposés par 77 associations pour un montant total de 298 200 €, dont 45 projets proposés en CPO ;

- 12 000 € au titre de la thématique « *Education* », pour 8 projets dont 6 REP ;
- 9 000 € au titre de la thématique « *Jeunesse* », pour 8 projets ;
- 50 000 € au titre de la Mission « *Mosson-Cévennes* » pour 7 projets ;
- 227 200 € au titre des actions relatives à l'ensemble des axes du contrat de ville pour 89 projets.

La répartition des subventions, en fonction des différents projets présentés, est la suivante :

Actions relatives à la thématique Education (axe Education et jeunesses)				
Pôle Education				
STRUCTURE	N° DE DOSSIER DAUPHIN	NATURE DE LA DEMANDE	CPO 3 ANS	MONTANT ATTRIBUE
REP GÉRARD PHILIPPE	00259260	Favoriser la réussite éducative au sein du REP Gérard Philippe		<i>1 200 €</i>
REP MARCEL PAGNOL (Gély-Figuerolles)	00260731	Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous en développant des projets culturels et d'éducation à la citoyenneté et en renforçant la coopération école-famille		<i>1 000 €</i>
REP MARCEL PAGNOL (Pas Du Loup – Val De Croze)	00259081	Favoriser la réussite éducative au sein du REP Marcel Pagnol		<i>1 200 €</i>
REP+ ARTHUR RIMBAUD	00256382	Soutenir les actions en réseau d'éducation prioritaire renforcée pour favoriser l'ouverture culturelle et la réussite scolaire des élèves du REP+ Rimbaud		<i>1 500 €</i>
REP+ DES ESCHOLIERES DE LA MOSSON	00259448	alliance éducative en réseaux		<i>1 500 €</i>

REP+ DES ESCHOLIERS DE LA MOSSON	00259450	Renforcer la coopération école/famille à travers des actions citoyennes, culturelles et de santé dans le REP+ Escholiers de la Mosson		<i>1 500 €</i>
REP+ LES GARRIGUES	00255859	Favoriser les apprentissages et la réussite scolaire des élèves du REP+ Garrigues		<i>2 000 €</i>
REP+ SIMONE VEIL	00256692	Soutenir les actions en réseau d'éducation prioritaire renforcé – REP+ Simone Veil		<i>2 100 €</i>
Total				12 000€

Actions relatives à la thématique jeunesse (axe Education et jeunesses) Pôle Solidarités service jeunesse				
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	CPO 3 ANS	MONTANT ATTRIBUE
ADAGES (Centre Social Espace Famille)	00259406	Espace Jeunesse		<i>1 000 €</i>
BVA (Bien vivre à Aiguelongue)	00260184	club ados		<i>1 000 €</i>
GSC (Génération Solidaires et Citoyennes)	00259691	Accueil Jeunes Oxford		<i>2 000 €</i>
i.PEICC - Peuple & Culture (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	00258678	Accompagner les initiatives et la mobilité européenne des jeunes de La Mosson	*	<i>1 000 €</i>
LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	00259525	Les Sciences en bas de chez toi, la médiation sociale et scientifique des Petits Débrouillards à Montpellier – 2024		<i>1 000 €</i>
RAP ACADEMIE	00258540	Rap Académie Occitanie (Quartiers d'été 2024)		<i>1 000 €</i>
STRATA'J'M SUD	00260193	Des Jeux Dans Ton Quartier		<i>1 000 €</i>
UFOLEP 34 (Comité départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique)	00259853	Projet Jeunes Mosson	*	<i>1 000 €</i>
Total				9 000 €

Mission Mosson Cévennes				
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	CPO 3 ANS	MONTANT ATTRIBUE
AFEV (Association Fondation Etudiante pour la Ville)	00259485	Colocations à Projets Solidaires à la Mosson - KAPS 2024 - 2026	*	<i>28 000 €</i>

ETRE EN SCENE	00259898	LES INSOLISTES / Les surgissements		5 000 €
i.PEICC - Peuple & Culture (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	00258499	Tiers Lieu Culturel et Artistique	*	3 500 €
Kaïna	00259252	Kaina TV	*	3 000 €
OCTOPUS EXPRESSION	00257692	Chantier Citoyen « Précarité Énergétique »		3 000 €
TIN HINAN	00260027	Vivre et agir dans mon quartier	*	4 500 €
Ziconofages (Les)	00259803	Outils vidéo participatifs	*	3 000 €
Total				50 000 €

Actions relatives à l'ensemble des axes du contrat de Ville Pôle Solidarités Service Politique de la ville				
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	CPO 3 ANS	MONTANT ATTRIBUE
3MTKD (Sport Culture Social)	00260212	Soutenir La Parentalité	*	3 000 €
ADAGES (Centre Social Espace Famille)	00259410	365 jours par'ents		1 000 €
ADEMASS (Association pour le développement des mixités artistiques et sociales et des solidarités)	00259936	Parcours artistiques, activités pour les familles et Festival de la Grande Parade Mèteque	*	7 000 €
AFEV (Association Fondation Etudiante pour la Ville)	00259280	Accompagnement à la scolarité sur le quartier des Cévennes	*	4 000 €
	00259281	AMBASSADEURS DU LIVRE Aiguelongue Pompignane	*	4 000 €
	00259283	Accompagner l'entrée Vers la Lecture des enfants de grandes sections de maternelle et de leurs familles (AVL)		1 500 €
ANIM'AIDANTS 34 (Clos de la Fontaine)	00260157	Ateliers Répit Parentalité & Familial		1 000 €
	00260160	Favoriser Les Liens Familiaux Et Intergenerationnels	*	2 000 €
ANSA (Association Nouvelle pour la Solidarité au Féminin)	00259203	Atelier sportif pour tous		1 000 €
APIEU	00259725	APIEU - Contrat de ville quartier Cévennes		1 000 €
APPART (L') (L'Association pour la Prévention au service de la Parentalité et pour l'Accompagnement en Réseau, pour Tous)	00259038	"Les Pâtes au Beurre"		2 000 €
AVEC (Association Vivre Ensemble en Citoyens dans le	00259896	Vivre Ensemble- Animation De La Vie Locale -Reaap.	*	3 000 €

quartier des Cévennes)				
BRAND À PART	00260154	Le Cinéma pour tous - 10ème édition - juin/juillet 2024	*	1 500 €
BVA (Bien vivre à Aiguelongue)	00260188	Partage à Aiguelongue	*	3 500 €
	00260217	CLAS ,réussite scolaire et accompagnement éducatif	*	2 000 €
CAP GELY (Comité d'animation et de prévention Gély-Figuerolles)	00259891	Ambitions Jeunesse 2024		3 000 €
CENTRE APAJ	00259856	MEDINUM (médiation numérique itinérante) - Eadminitration sur l'Espace public Numérique du centre APAJ)	*	3 500 €
	00259859	Accès aux droits - permanences sociales au Centre APAJ et dans les quartiers Aiguelongue, Gély/Figuerolles et Tournezy		2 000 €
	00260148	Prévention Santé Environnement		1 500 €
	00260149	Médiation sociale et scolaire		2 000 €
	00260150	Accompagnement A La Culture		2 500 €
CESAM (Césam Migrations Santé Languedoc)	00259636	Accompagnement santé et soutien à la parentalité		2 000 €
CHANT DESSUS DESSOUS	00258873	Ecoles, Comptines, Familles Et Partage (2024)		1 000 €
CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault)	00259469	Médiation Familiale et Accès aux droits	*	5 000 €
	00259481	FEE - Femmes Egalité Emploi	*	7 000 €
CITE CITOYENNE	00259649	CLAS, réussite scolaire et accompagnement éducatif		1 000 €
CLJ - La Paillade (Centre de Loisirs des Jeunes de Montpellier PAILLADE-MOSSON)	00257262	Educap City		1 000 €
CODES 34 (Comité d'éducation pour la santé de l'Hérault)	00255538	Maraudes santé dans les QPV de Montpellier	*	2 000 €
	00255547	Unité mobile addictologie Montpellier Celleneuve		1 000 €
	00255614	Mediation sociale en sante dans les quartiers Figuerolles-Gely	*	5 000 €
COMPAGNONS BATISSEURS OCCITANIE	00259385	Espace Ressource Habitat Mosson - 2024 - COMPAGNONS BATISSEURS Occitanie	*	3 500 €
	00259457	Chantiers Citoyens et Lutte contre la précarité énergétique (CCPE MONTPELLIER 2024/2025)	*	5 000 €
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT	00259141	Faciliter l'accès au droit par l'accès à des informations juridiques à la Maison de justice et du droit de Montpellier.		4 000 €
CREATURE.S CREATRICE.S	00258023	C'est quoi ce cirque ?! - dispositif pédagogique et culturel autour du cirque contemporain		1 000 €

EPE 34 (Ecole des Parents et des éducateurs de l'Hérault)	00255909	Point Ecoute pour les Parents Montpellier Cévennes		5 000 €
Esprit Libre	00259673	Les Projets D'Esprit Libre		2 000 €
ESSOR	00259532	Vacances et week-ends pour enfants et adolescents	*	2 000 €
FACE HÉRAULT	00260051	Kino - Les Quartiers Font Leur Cinema		3 000 €
FAMILLES RURALES FEDERATION DEPARTEMENTALE HERAULT	00259247	Relais Info Familles Itinérant : permanences individuelles et actions collectives		2 000 €
GAMMES (Union du CSP Espoir)	00259602	Animation de la vie locale Pompignane/Millénaire	*	2 000 €
	00260013	Animation de la vie locale quartier Gambetta Figuerolles	*	2 000 €
	00260130	Animation de la vie locale Vert Bois		2 000 €
	00260138	Animation de la vie locale EVS Mosson	*	2 000 €
GENERATION TAEKWONDO	00260201	Sensibilisation des parents à leur rôle collaboratif auprès de leur enfant dans le système de l'éducation		1 000 €
GSC (Générations Solidaires et Citoyennes)	00257840	Parents Epanouis (REAAP)		1 000 €
	00259271	Gsc Paillade Vacances		2 000 €
i.PEICC - Peuple & Culture (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	00258617	Université Citoyenne 2024	*	5 000 €
JASMIN D'ORIENT (Association Féminine Jasmin d'Orient)	00259325	AU RYTHME DE LA VILLE		1 000 €
	00259372	Accès aux droits et services		1 000 €
JEUNESSE SPORTIVE MONTPELLIER	00259447	Séjour sportif " sortir du quartier grâce au sport"		1 000 €
JOUONS EN LUDOTHEQUES	00259220	Club-jeux ados cité Paul Valéry		1 000 €
	00259626	Ludothèque Pergola		1 000 €
Kaïna	00258777	Capsules vidéo : Stop aux discriminations liées à l'origine		1 000 €
	00259122	Journée de la diversité	*	3 000 €
	00259270	Le Pailladin		2 000 €
LA BOUTIQUE D'ECRITURE & CO	00260222	La Boutique d'écriture, un équipement structurant	*	10 000 €
LA CINQUIÈME SAISON	00260076	QSJ 2024 champ d'actions - LA CINQUIÈME SAISON		1 500 €
La Gerbe (Association Jeunesse La Gerbe)	00256674	Faire vivre l'espace jeunes, un tiers lieu dédié aux collégiens		1 000 €
LA MAIN VERTE	00258924	La Main Verte Tiers-Lieu En Faveur De L'Emancipation Des Habitnats Et De La Transformation Sociale Du Quartier Petit Bard Pergola		5 500 €
LA VISTA. THEATRE DE	00258865	Actions Culturelles		500 €

MEDITERRANEE				
LA VOLONTE DES FEMMES DU QUARTIER GELY	00259369	Vers l'autonomie des femmes du quartier gely		3 000 €
L'ATELIER POPULAIRE	00259080	Accompagnement des adolescents	*	2 000 €
	00259099	Soutien à la parentalité	*	2 000 €
LE PASSE MURAILLE	00260134	Séjours « Au fil de l'Hérault, sport et patrimoine »		1 800 €
LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	00259605	Le Séjour Scientifique « Nature et Débrouillardise » – Montpellier – 2024		1 500 €
MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE KAYAK	00258270	Vacances Apprenantes, Lez De Sa Source A Son Embouchure		2 000 €
MOSSON FULL CONTACT	00258316	QE 2024		1 000 €
MOTSON	00260168	Mot'son éducative	*	3 000 €
	00260182	Radio Paillade Odysseum (RPO)	*	2 500 €
MOUVEMENT FRANCAIS PLANNING FAMILIAL MONTPELLIER	00259860	Permanence d'écoute et d'accueil		2 000 €
	00260030	Femmes Santé Citoyenneté		4 000 €
OCTOPUS EXPRESSION	00257684	Education Au Civisme Par Le Théâtre		1 000 €
	00257710	Concours d'éloquence en école élémentaire		1 000 €
PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	00259934	Kawa-Rencontres Police-population à la Mosson	*	4 000 €
	00259946	ECO-DECOLLAGE	*	3 500 €
PEPS	00259289	PePs un acteur de quartier ludo-éducatif	*	2 500 €
QUASI INDESTRUCTIBLE PRODUCTION	00258018	Résidence d'écriture de chanson à l'école/Rencontres de quartier/Concert jeune public et tous publics		1 000 €
RACING CLUB LEMASSON	00260001	Contrat de Ville Lemasson		1 000 €
REBONDS	00259414	Projet Insertion Rugby		4 000 €
SEVE	00259922	Montpellier – Enfants et jeunes, tous citoyens et citoyennes, grâce à l'approche philosophique	*	1 000 €
SOLIDARITÉ DOM-TOM	00259388	Accès aux Droits (AAD)	*	1 200 €
	00259459	Pratique Orale du Français (POF)	*	2 000 €
SOMIS (Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale)	00259175	Médiation administrative et sociale	*	5 200 €
STRATA'J'M SUD	00260192	Rencontres Autour Du Jeu		1 500 €
TIN HINAN	00259970	Bien vieillir dans ma ville : découvrir, transmettre, valoriser	*	3 000 €
UNI'SONS	00256279	L'Art est Public	*	10 000 €
VACANCES OUVERTES	00257586	Demande de subvention au titre de la politique de la ville pour la mise en œuvre du dispositif Sac Ados.		1 000 €
VIA VOLTAIRE	00260062	Jeunes en situation de précarité	*	7 000 €
Ziconofages (Les)	00259806	Stage Vidéo Jeunes été		1 500 €
Total				227 200 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution, conventions pluriannuelles d'objectifs ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Christophe BOURDIN, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michel CALVO, Mme Caroline DUFOIX, Mme Clare HART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet 2024 Ville.docx
- Convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2026 Ville VF.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-266084-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Écoles privées sous contrat d'association - Participation financière de la Ville -
Année 2023-2024 - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier. Pour l'année scolaire 2023-2024, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement fait apparaître, pour les enfants domiciliés à Montpellier, les effectifs suivants :

Pour les classes maternelles : 1 157 enfants ;
Pour les classes élémentaires : 2 141 enfants ;
Soit au total : 3 298 enfants.

La dotation 2024, s'établit à :

1 090,00 € par enfant en maternelle ;
520,00 € par enfant en élémentaire.

Le montant global de la dotation 2024, compte tenu des effectifs, s'élève, par conséquent, à :

1 261 130 € pour les enfants scolarisés en maternelle ;
1 113 320 € pour les enfants scolarisés en élémentaire.

Les écoles privées sous contrat d'association concernées sont les suivantes :

St François d'Assise – 24, boulevard de Strasbourg, 34000 MONTPELLIER
Ste Famille et St Charles – 10, place Roger Salengro, 34000 MONTPELLIER
Ste Marie Les Jonquilles – 255, rue Croix de Figuerolles, 34000 MONTPELLIER
Notre Dame de Bonne Nouvelle – 3, rue Aristide Ollivier, 34000 MONTPELLIER

Ste Thérèse Assomption – 2, rue Portalière des masques, 34000 MONTPELLIER
Ste Geneviève – 1093, avenue Louis Ravas, 34000 MONTPELLIER
St Jean Baptiste de la Salle – 84, rue de Lunaret, 34090 MONTPELLIER
St Francois Régis – 3, rue de la Merci, 34000 MONTPELLIER
St Emilie – 4, rue de la Croix Bonhomme, 34070 MONTPELLIER
Ste Odile – 80, rue du Pré aux Clerc, 34090 MONTPELLIER
Les Anges gardiens – 2958, avenue des Moulins, 34080 MONTPELLIER
Ste Jeanne d'Arc – 51, boulevard Ernest Renan, 34000 MONTPELLIER
Ecole juive de Montpellier – Rue E. Villalonga, ZAC Blaise Pascal, 34000 MONTPELLIER

Une convention de versement de la dotation sera signée avec chacun des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement de cette subvention aux écoles privées sous contrat d'association, dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION 2023 2024.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263695-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Maison d'Enfants à Caractère social (MECS) Bon Secours - Ouverture d'un
service d'internat - Acquisition d'un bien immobilier - Garantie d'emprunt -
Association Mas des Moulins - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Par sa participation à la définition et la construction des politiques sociales locales et par son soutien à l'économie sociale et solidaire, la Ville de Montpellier promeut et appuie la création et le développement de territoires résilients, inclusifs, innovants et coopératifs. A ce titre, elle considère d'intérêt général les actions visant l'amélioration, la modernisation et le développement des structures sociales et médico-sociales, permettant de répondre aux besoins des publics tout autant qu'aux exigences d'un accueil et d'un cadre de vie de qualité pour les usagers.

L'Association Mas des Moulins gère une Maison d'Enfants à Caractère social (MECS – service d'hébergement et d'accompagnement éducatif de mineurs à la suite de mesure de placement) et un service d'Action Educative en Milieu Ouvert (service de protection d'enfants en danger intervenant dans le milieu familial). Elle a sollicité la Ville de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer son projet d'acquisition d'un bien immobilier destiné à accueillir son nouveau service « *situations complexes* », service d'internat de la maison d'enfants à caractère social « *Bon secours* ».

L'emprunt retenu auprès de la Caisse d'Epargne présente les caractéristiques financières suivantes :

Coût total du projet	664 000 €
Montant du prêt	664 000 €
Durée de la phase de mobilisation	12 mois
Taux d'intérêt	Taux fixe de 4.30%
Durée de la phase d'amortissement	25 ans
Taux d'intérêt	Taux fixe de 4.30%
Périodicité des échéances	Mensuelle
Profil d'amortissement	Echéances constantes (principal + intérêts)
Remboursement anticipé	Possible moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle
Taux de garantie	25 % soit 166 000 €

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 25% du montant contracté auprès de la Caisse d'Epargne. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur simple notification de la Caisse d'Epargne, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Ville de Montpellier s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir le remboursement de la somme de 166 000 € représentant 25% de l'emprunt d'un montant de 664 000 €, sollicité par l'Association Mas des Moulins auprès de la Caisse d'Epargne pour son projet d'acquisition d'un bien immobilier destiné à accueillir son nouveau service « *situations complexes* » ;
- D'approuver les termes de la convention de garantie d'emprunt entre la Ville de Montpellier et l'Association Mas des Moulins, qui fixe de façon précise les conditions et modalités de mise en œuvre de cette garantie d'emprunt ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christophe BOURDIN, Mme Maryse FAYE.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle convention mas des moulins.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264318-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Alenka DOULAIN, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Organisation de séjours à destination de familles monoparentales - Convention de
partenariat entre la Ville et l'association 3MTKD - Attribution de subvention -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Montpellier est une ville solidaire et porte de multiples actions et partenariats permettant la réduction des inégalités et le développement d'actions dédiées aux publics vulnérables.

Les familles mono parentales connaissent une situation précaire tant sur le plan financier (taux de pauvreté de 38%) que social (isolement, charge mentale). A Montpellier, 17 000 foyers sont monoparentaux selon les données de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), constitués très majoritairement de femmes seules avec enfants. Ce public constitue une cible prioritaire pour mener des actions de cohésion sociale et de soutien pour favoriser l'égalité des chances pour ces femmes seules en matière d'accès au logement, au travail ou encore pour garantir les meilleures conditions pour les enfants qui grandissent dans ces foyers (accès aux loisirs, soutien à la scolarité, parentalité).

A l'occasion du Conseil municipal de juin, un plan d'actions globales, dédiées à ces familles, fera l'objet d'une présentation. Sans attendre, il est proposé l'adoption d'une convention de partenariat dont l'objectif est de proposer des week-ends de répit aux familles monoparentales.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'association Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo (3MTKD), 6 week-ends seront organisés, permettant à une centaine de mères seules de passer deux jours dans la base de loisirs Poséidon. Ces week-ends permettront à ces parents isolés de bénéficier d'activités avec leurs enfants, dans un cadre exceptionnel, mais aussi de pouvoir bénéficier de temps et activités propres, pendant que leurs enfants seront accompagnés par des professionnels.

La Ville de Montpellier initie ce dispositif dans une logique expérimentale afin de mieux répondre aux besoins de ces publics, souvent invisibles et insuffisamment pris en compte par l'ensemble des politiques publiques. Les femmes concernées participeront à la construction de séjours adaptés à leurs besoins mais aussi à leur évaluation au fur et à mesure des week-ends. C'est aussi un objectif de mixité sociale qui est poursuivi car les difficultés évoquées (isolement, parentalité, charge mentale) ne concernent pas que les familles monoparentales en situation de précarité.

Les familles qui bénéficieront de ces séjours de répit bénéficieront d'une tarification adaptée en fonction de leur quotient familial. Cette tarification est la suivante :

- Pour les familles monoparentales avec RSA et pour les publics en très grande difficulté : 5 € par personne pour 2 jours ;
- $QF \leq 750 \text{ €}$: 10 € par personne pour 2 jours ;
- $750 \text{ €} \leq QF \leq 900 \text{ €}$: 15 € par personne pour 2 jours ;
- $900 \text{ €} \leq QF \leq 1200 \text{ €}$: 20 € par personne pour 2 jours ;
- $\geq 1200 \text{ €}$: 25 € par personne pour 2 nuits.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier apportera la subvention suivante :

THEMATIQUE : LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			
Soutien aux familles monoparentales organisation de séjours de répit			
STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
3MTKD	00005155	Projet : week-ends de répit femmes monoparentales	35 280 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association 3MTKD relative au déploiement de séjours de répit pour les familles monoparentales ;
- D'approuver la proposition de tarification sociale ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 265545_projet convention 3mtkd 2024 3.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265043-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Création d'un centre d'accueil de familles monoparentales - Acquisition du site de
l'ex-EHPAD "les Violettes" rue du Professeur Forgue - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

En France, en 2020, la famille monoparentale représentait une famille sur 4, soit environ 2 millions de familles. Les trois quarts des familles monoparentales sont issues d'une rupture d'union, officialisée ou non. Engagée en faveur de la lutte contre la précarité au côté des personnes fragiles ou en difficulté, la Ville de Montpellier a souhaité s'emparer de ce sujet sociétal.

La création d'un lieu d'accueil universel et innovant répondant aux besoins des familles monoparentales en matière d'accompagnement pour l'accès aux droits, la garde d'enfant, l'aide à la parentalité, l'insertion professionnelle ou l'aide au logement est un des piliers de cet engagement. Ce lieu aura pour vocation d'intégrer une offre de logement temporaire spécifique et des espaces communs proposant un véritable « sas » entre la séparation et le logement.

Afin de répondre aux objectifs du projet, la Ville s'est rapprochée de l'Union AESIO Santé Méditerranée qui a mis en vente l'ancien Etablissement Hospitalier pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) dit des « Violettes », situé rue du Professeur Forgue. Partiellement vacant depuis le déménagement de l'établissement dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil, située avenue de Lodève, à proximité, et réquisitionné de façon transitoire par l'Etat pour l'hébergement d'urgence de populations, ce site correspond parfaitement au besoin d'implantation d'une maison d'accueil pour les familles monoparentales, notamment pour sa partie historique.

Composé de l'ancienne clinique Forgue, œuvre de l'architecte montpelliérain Edmond LEENHARDT édifée en 1905, et d'un parc paysager protégé attenant, ce site protégé à réhabiliter permet d'imaginer la création de logements et d'espaces communs adaptés.

En outre, l'ensemble immobilier appartenant à l'Union AÉSIO Santé Méditerranée, dont l'assiette foncière est composée des parcelles IX 166 et IX 24, d'une surface cadastrale totale de 8 107 m², comprend également des extensions datant des années 70 et 80. Ces extensions comportent des extensions de l'ancien EHPAD, ainsi qu'un immeuble de bureaux, occupé par les services de la MUTAC, filiale de l'Union AÉSIO Santé Méditerranée. L'ensemble des constructions, y compris la partie historique, représente environ 4 400 m² de surface de plancher.

Par délibération en date du 13 février 2024, le conseil d'administration de l'Union AÉSIO Santé Méditerranée a approuvé la vente de l'ensemble immobilier lui appartenant et décrit ci-dessus moyennant le prix plancher de 3,2 millions d'euros, ainsi qu'un différé de jouissance de 18 mois, pour permettre le déménagement des services encore partiellement présents sur le site.

Compte tenu de la complexité du projet à développer sur ce site, comprenant à la fois une réhabilitation d'un bâti patrimonial pour la création d'un équipement innovant et la recherche de la valorisation du solde du tènement foncier, le différé de jouissance de 18 mois de la totalité du site n'est pas de nature à compromettre la mise en œuvre opérationnelle du projet de la Ville. L'Union AÉSIO Santé Méditerranée permettra à la Ville de Montpellier de pénétrer sur le site pour effectuer toutes les études et sondages préalables permettant la réalisation du projet municipal.

Le prix de vente approuvé par le groupe AESIO est conforme à l'avis de France Domaines établi le 28 février 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition, par la Ville ou toute personne morale qui s'y substituerait, auprès de l'Union AÉSIO Santé Méditerranée des parcelles cadastrées IX 166 et IX 24, sises 2 rue du Professeur Forgue à Montpellier, cette substitution pouvant être totale ou partielle ;
- D'accepter un prix d'achat 3 200 000 euros (trois millions deux cent mille euros) pour cet ensemble immobilier d'une contenance cadastrale totale d'environ 8 107 m² sur lequel a été érigé 4 402 m² de surfaces de plancher ;
- D'accepter une entrée en jouissance différée de l'ensemble du site de 18 mois maximum ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou toute personne physique ou morale dûment habilitée, à déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation des projets de la Ville de Montpellier sur ce tènement foncier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- estimation domaines.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264614-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Réalisation d'un parc public et d'un jardin pédagogique - Nouveau Programme
National de Renouvellement Urbain (NPNRU) - Quartier des Cévennes -
Autorisation de dépôt et d'octroi des autorisation d'urbanisme - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

Le quartier des Cévennes a été retenu en 2014 par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Ce quartier a été identifié en tant que quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), visé par une opération d'intérêt régional par l'ANRU. Ce quartier, situé à l'Ouest de Montpellier, entre le quartier de la Mosson et le centre historique, est principalement un quartier résidentiel comportant de nombreuses copropriétés.

Le projet de renouvellement urbain porte en particulier sur la copropriété privée des Cévennes, ensemble immobilier construit entre 1964 et 1975, sur lequel des travaux de remise en état ou d'amélioration n'ont pas été anticipés. Cette copropriété de 919 logements s'étend sur une emprise foncière unique de 8,7 hectares, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter, donnant naissance à plusieurs copropriétés secondaires. Leur libre administration, juridiquement complexe, sans cohérence en matière de gestion des espaces extérieurs, a conduit au cloisonnement voire à l'enclavement d'une partie des bâtiments.

Les objectifs fondateurs du projet urbain se structurent autour de quatre grands principes :

- Ouvrir la copropriété sur son environnement, en la desservant par tous les modes (piétons, cycles...), en la connectant à l'espace environnant, en reconfigurant l'espace des dalles, tout en sécurisant le quartier et évitant les flux de transit et vitesses excessives ;
- Dynamiser l'attractivité résidentielle et les commerces, en les organisant, en permettant l'accès aux véhicules de secours et de sécurité, en organisant et facilitant la collecte des ordures ménagères, en valorisant les espaces verts ;
- Structurer des unités résidentielles à taille humaine, en créant une copropriété par bâtiment, après scission de la copropriété actuelle, en desservant chacune d'elles depuis l'espace public et en y affectant les stationnements nécessaires ;
- Requalifier le bâti et réduire la précarité énergétique, en poursuivant la réhabilitation globale du quartier.

Par délibération du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Le projet porte sur une superficie de 9,2 hectares, comprenant notamment l'emprise foncière de la copropriété des Cévennes, composée de plusieurs bâtiments, ainsi que l'école DAUBIE-BRES et une réserve foncière acquise initialement par la Ville de Montpellier pour réaliser la relocalisation de ce groupe scolaire.

A la suite d'une évolution du projet, liée notamment à la volonté de la Ville de Montpellier de s'inscrire dans une démarche d'innovation au service de ses habitants et en particulier au profit des jeunes montpelliérains, en permettant aux écoliers de se retrouver dans des groupes scolaires situés à l'interface de plusieurs quartiers, facilitant ainsi la mixité dès le plus jeune âge, la parcelle cadastrée MS 322, d'une superficie de 5 773 m², est désormais vouée à accueillir à terme un parc public ainsi que, de manière transitoire, jusqu'au déménagement de l'école, un jardin pédagogique.

La SA3M a sollicité la Ville de Montpellier pour obtenir l'autorisation de déposer et de se voir octroyer les autorisations d'urbanismes nécessaires à la réalisation du parc public et du jardin pédagogique sur la parcelle cadastrée MS 322, sise commune de Montpellier lui appartenant. Il est à noter qu'une partie du jardin pédagogique à créer est située sur la parcelle d'assiette de l'école, cadastrée MS 30, il est donc nécessaire également d'autoriser la SA3M à déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaire sur ce foncier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la SA3M, ou tout tiers substitué désigné, à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme, à instruire toute procédure préalable à la réalisation du parc public et du jardin pédagogique sur les parcelles cadastrées MS 30 et 322, sises commune de Montpellier, ainsi qu'à réaliser toutes études préalables y concourant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264120-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Réhabilitation de la résidence étudiante - Parc Montcalm - Bail à réhabilitation
entre la Ville de Montpellier et CDC Habitat Social - Parcelle cadastrée HZ 241 -
Rue des Chasseurs - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010. La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement et de son rayonnement. En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a ainsi acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 35 hectares, dont 22 hectares du Parc Montcalm.

Sur ce site, trois bâtiments situés dans le Parc Montcalm ont été transformés en résidence étudiante de 168 logements sur une emprise foncière d'environ 2 hectares. Cette résidence étudiante a fait l'objet en 2012 d'une convention entre la Ville et Nouveau Logis Méridional, nouvellement dénommé Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) Habitat Social, qui en a confié la gestion au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS). L'échéance initiale de cette convention était fixée le 31 août 2023. Par avenant en date du 22 août 2023, la convention a été prolongée d'un an, pour une échéance au 31 août 2024.

Avec environ 70 000 étudiants, la Ville perpétue sa tradition universitaire commencée dès le Moyen-Age. Le nombre de logements disponibles et le montant moyen des loyers sont des atouts pour les étudiants ce qui a permis à la Ville d'être classée comme la meilleure ville étudiante pour l'année scolaire 2023-2024.

Le quartier de la Cité Créative est fortement tourné vers la jeunesse, avec ses nombreux établissements de formation supérieure dans le domaine des industries culturelles et créatives (ICC). Cela nécessite l'accueil d'étudiants à proximité des établissements scolaires d'enseignement supérieur notamment à destination des étudiants précaires qui rencontrent des difficultés pour se loger sur le marché privé compte tenu de l'attractivité de la Ville et des répercussions sur l'évolution des prix des locations.

Dans l'objectif de pérenniser l'offre de logement social étudiant dans un cadre de vie verdoyant, à proximité du centre-ville et des transports en commun, la CDC Habitat Social s'est rapprochée de la Ville de Montpellier pour envisager un projet de réhabilitation de ces trois bâtiments.

Outre la vocation de l'accueil de population précaire, cette réhabilitation s'inscrit dans la lutte contre l'artificialisation des sols par le réinvestissement du patrimoine bâti existant et la prolongation de sa durée de vie limitant ainsi l'impact sur l'environnement.

La réhabilitation de cet ensemble immobilier vise également à améliorer sa performance thermique et à mettre les logements aux normes actuelles de confort en développant des espaces communs. Le programme de travaux envisagé par CDC Habitat Social est le suivant :

- La réalisation d'environ 170 logements d'une surface moyenne de 17 m², ainsi que des espaces communs (notamment chaufferie, local rangement, laverie, local atelier vélos) ;
- Le raccordement à la chaufferie biomasse de la rue des Chasseurs ;
- La désimperméabilisation et la végétalisation des espaces extérieurs.

Le coût global prévisionnel de l'opération est estimé à environ 9 083 400 € TTC (neuf millions quatre-vingt-trois mille quatre cents euros), sur une durée d'amortissement de 43 ans. Compte tenu des investissements à consentir et de la durée d'amortissement, CDC Habitat Social a sollicité la conclusion d'un contrat de longue durée de type bail à réhabilitation, qui porte sur une assiette foncière d'environ 8 263 m².

Le Pôle d'Evaluation Domaniale a émis un avis portant le montant annuel de la redevance à 133 200 € (cent trente-trois mille deux cents euros). Cependant, le caractère social de ce projet, entériné par le conventionnement des logements en Prêt Locatif Social (PLS) proposé par CDC Habitat social, permet de contribuer fortement à la politique volontariste de la Ville en matière d'accueil d'étudiants et de développement des logements sociaux.

Le dispositif est appuyé par le choix du futur gestionnaire proposé, le CROUS, dont la vocation première est le logement étudiant pour tous. Les éléments financiers transmis par CDC Habitat Social et le CROUS ne permettent pas de prendre en charge la redevance d'occupation évaluée par les services du Pôle d'Evaluation Domaniale dans la perspective de la fixation des loyers plafonds mensuels à 15,76 euros par m², soit un loyer mensuel moyen d'environ 270 € pour un logement de 17 m² sur cette résidence.

Dans ce contexte, il est proposé que la redevance soit établie à l'euro symbolique avec dispense de paiement, afin de permettre à la Ville de contribuer à l'accueil des étudiants dans de bonnes conditions, et notamment des plus défavorisés d'entre eux. Il est indiqué dans le bail l'obligation de logement social étudiant pendant la durée du bail, compte tenu de l'effort financier de la Ville.

Afin de faciliter la fréquentation du parc Montcalm et le rayonnement de ce grand équipement public, la Ville de Montpellier souhaite mettre en service l'entrée-sortie située rue des Chasseurs et l'ouvrir au public sans attendre la prise d'effet du bail. Les usagers du parc pourront bénéficier d'une grande allée bordée de platanes, apportant ombrage et fraîcheur en été et d'emprises supplémentaires du parc jusqu'à présent réservées aux occupants de la résidence étudiante.

Il est en conséquence proposé la modification de l'emprise foncière de la convention d'occupation du 24 juillet 2012 afin de permettre à la Ville de pouvoir jouir librement des emprises non affectées aux résidences étudiantes dans le cadre du futur bail à réhabilitation et réaliser l'ouverture au public de l'allée de platanes.

Cela concerne une emprise d'environ 4200 m², figurée en teinte verte sur le plan joint à la présente délibération. Cette réduction d'emprise sera réalisée sans versement d'indemnités entre les parties.

Conformément à la réglementation régissant les baux à réhabilitation, les trois bâtiments seront restitués en parfait état et en pleine propriété à la Ville en fin de bail.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du bail à réhabilitation entre la Ville de Montpellier et la Caisse des Dépôts et Consignations Habitat Social et ses annexes et d'autoriser la signature par la Ville de ce bail pour la réhabilitation des trois bâtiments de la résidence étudiante située rue des Chasseurs, sur une emprise foncière d'environ 8 263 m² issue de la parcelle cadastrée HZ 241, pour une durée de 43 ans, avec un programme de réhabilitation d'un montant d'environ 9 083 400 € TTC (neuf millions quatre-vingt-trois mille quatre cents euros), moyennant une redevance à l'euro symbolique, avec dispense de paiement ;
- D'autoriser la signature par la Ville de ce bail et ses annexes ;
- D'autoriser la réduction partielle de l'emprise foncière de la convention d'occupation de 2012 avec la Caisse des Dépôts et Consignations Habitat Social et la signature de tout document permettant la mise en œuvre de cette modification partielle de la convention de 2012 ;
- De demander à l'étude notariale Lexnot accompagnée de l'étude Notaires Foch, notaires à Montpellier, d'établir l'acte portant bail à réhabilitation, aux frais de la CDC Habitat Social ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser la Caisse des Dépôts et Consignations Habitat Social, ou tout tiers substitué, à déposer et à se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le bail ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Christian ASSAF, Mme Maryse FAYE.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis SF 4 octobre 2023.pdf
- tableau de gestion CDC.pdf
- Bail Parc Montcalm
- PLAN pour convention de gestion VF

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264307-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Taslime AKBARLY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Centre d'Art pour les 0-6 ans - Lancement de l'opération d'aménagement - Approbation

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Contexte

Le projet de centre d'art pour les 0-6 ans vient nourrir le projet poursuivi par Montpellier de s'illustrer comme une ville à hauteur d'enfant, à la croisée des politiques culturelles et de la petite enfance. Le développement de lieux et de propositions dédiés aux familles, aux jeunes parents et aux tout-petits répond à cette ambition. La Ville de Montpellier souhaite s'équiper d'un lieu ouvert à toutes les familles, avec, au cœur de son projet, la rencontre entre les tout-petits et l'art.

La perspective de la création de ce centre d'art a fait l'objet, en février 2023, de la signature d'une convention public-public avec le Centre Pompidou, institution précurseur en matière de médiation culturelle pour le très jeune public, qui accompagne la Ville de Montpellier dans la conception du projet en ingénierie et formation, à l'image du partenariat qui a permis la création, à Clermont-Ferrand, du centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans « *mille formes* », premier pour les tout-petits en France.

Le projet

Le projet de centre d'art pour les 0-6 ans a pour objectif d'offrir aux bébés, aux jeunes enfants et à leurs accompagnateurs, parents ou professionnels, un espace d'expérimentation, de création et de rencontre.

Pour les tout-petits, ce centre d'art sera un lieu pour expérimenter ses sens, s'éveiller à l'art, partager la rencontre et l'expérience artistique, être en contact avec des créateurs et des artistes, s'ouvrir à de multiples langages sur la voie des apprentissages et de la découverte du monde.

Pour les familles, il sera un lieu où bénéficier d'un espace adapté et d'un temps consacré au partage d'une proposition artistique avec ses enfants, ses petits-enfants et un lieu où profiter d'un accompagnement à la parentalité.

Pour les artistes de toutes disciplines, il sera un lieu où créer et développer des propositions à destination des tout-petits et de leurs familles et où présenter et diffuser leur travail.

Le centre d'art sera aussi un lieu d'expertise, d'innovation et de formation destiné aux professionnels impliqués dans l'éveil artistique et culturel au niveau du territoire et au-delà.

Cette structure sera le plus grand centre d'art entièrement dédié aux enfants en France, en résonance avec l'effervescence artistique et culturelle de Montpellier.

Publics et accessibilité

Le futur centre d'art mettra l'accessibilité et la gratuité au cœur de son projet. Il sera situé au cœur de Montpellier, dans le quartier d'Antigone, au sein d'une partie des locaux anciennement occupés par la médiathèque Federico-Fellini. Le site bénéficie d'une situation stratégique dans le prolongement du centre commercial Polygone Montpellier. Ce lieu, dont la construction date de 1988, sera réinvesti pour être transformé en centre d'art.

Le site bénéficie d'une situation de proximité immédiate avec un arrêt de tramway (Antigone, ligne 1) et une station vélo. Il sera ainsi facilement accessible depuis les différentes parties de la ville et constituera un lieu inclusif qui permettra à tous les enfants, quel que soit le quartier dans lequel ils vivent ou sont gardés, de se rendre facilement au centre d'art.

Ouvert en visite libre pour les familles, il accueillera aussi les enfants en groupes constitués : les crèches, les assistantes maternelles, les écoles maternelles et les centres de loisirs.

La programmation

La programmation artistique prendra place dans les différents espaces du centre d'art. Le projet vise à permettre aux enfants de découvrir prioritairement l'art par le « *faire* », par l'expérimentation. Pour cela, les propositions artistiques prendront la forme d'objets artistiques, dispositifs de médiation conçus spécifiquement pour le public des tout-petits. Ils auront la spécificité d'être immersifs, manipulables, arpentables, de convoquer les sens des tout-petits, d'encourager les interactions adulte-enfant et le « *faire ensemble* ».

Les propositions seront élaborées et réalisées par des artistes du domaine des arts visuels ou du spectacle vivant, designers, graphistes, auteurs, musiciens... La diversité des champs artistiques représentés sera l'un des piliers du projet d'établissement. La programmation sera constituée de productions réalisées à Montpellier, ainsi que de prêts proposés par le Centre Pompidou et « *mille formes* » Clermont-Ferrand. Expositions de dispositifs artistiques, lectures, représentations d'arts vivants prendront place dans une programmation régulièrement renouvelée.

Le lieu accueillera également des résidences d'artistes et des temps d'accompagnement à la parentalité, ainsi qu'un espace spécifique pour découvrir les programmations culturelles des établissements du territoire afin d'inviter les familles à s'inscrire dans des parcours culturels au-delà de la fréquentation du centre d'art pour les tout-petits.

L'aménagement du lieu

La Ville de Montpellier souhaite engager une opération pour la réalisation et l'aménagement du Centre d'Art pour les enfants de 0 à 6 ans. L'espace dédié au projet correspond au R0 et R+1 de l'aile sud du bâtiment des Echelles de la ville. L'espace disponible réparti sur 2 niveaux offre environ 1 000 m².

Le futur centre d'art réunira des espaces dédiés à l'accueil des publics et au déploiement des dispositifs artistiques, des espaces de travail séparés et sécurisés pour les équipes, des espaces ateliers et de stockage pour la fabrication, le montage et le démontage des dispositifs artistiques et scénographiques, ainsi que des espaces logistiques et techniques.

Selon le programme élaboré avec l'aide d'une assistance à la maîtrise d'ouvrage, le lieu comprendra les espaces suivants :

- Une galerie bébé des 0-2 ans qui pourra accueillir des propositions d'arts visuels. Accès en jauge limité, sur réservation ;
- Un atelier des 3-6 ans qui accueillera des propositions d'arts visuels qui solliciteront plus particulièrement la pratique ;
- Une galerie des 3-6 ans, qui accueillera des dispositifs immersifs et manipulables ;
- Une mini salle de spectacle, qui accueillera représentations, rencontres, résidences d'artistes, dispositifs sonores, ateliers de pratique ;
- Un café ;
- Un espace lecture ;
- Un espace repos qui permettra à la fois aux enfants de se mettre à l'écart, de se reposer, à une mère d'allaiter un bébé, etc. ;
- Un espace partenaire qui aura pour fonction de faire du lien avec les structures culturelles environnantes ;
- Des espaces dédiés au personnel (bureaux, salle de réunion) ;
- Des espaces techniques et de stockage.

En préalable de cet aménagement, le lieu nécessite une rénovation de la « *structure* ». Afin d'optimiser les délais d'études de conception, la maîtrise d'ouvrage a fait le choix de réaliser le projet avec 2 équipes de maîtrise d'œuvre :

1 équipe de maîtrise d'œuvre interne à la maîtrise d'ouvrage, via le service Architecture, au sein du Pôle Patrimoine Immobilier et Sobriété Énergétique, qui aura en charge les travaux de rénovation de la médiathèque Federico-Fellini (en interface avec la copropriété) pour la création du centre d'art pour les enfants. Cette mission englobe les travaux de structure, de façades, les lots techniques, les lots de finitions, soit l'ensemble des missions d'intervention sur l'existant et de « *mise à disposition* » du bâtiment, du « *contenant* », du « *fond* », pour l'implantation du projet de Centre d'Art.

1 équipe de maîtrise d'œuvre « externe », soumise aux procédures de mise en concurrence des marchés publics et désignée par la maîtrise d'ouvrage, qui aura pour missions les travaux de design d'espace, de design et de scénographie. Cette mission englobe l'intervention sur une partie des travaux sur les lots de finitions (re-cloisonnement des espaces, gestion de l'acoustique, revêtements sols-murs-plafonds), les travaux de scénographie, les travaux de design, les habillages intérieurs et la décoration intérieure, le mobilier intégré, intérieur et extérieur, et le choix du mobilier lorsque mobilier non-intégré, soit l'aménagement et l'investissement des espaces pour la création des dispositifs spécifiques et essentiels, du « *contenu* », de la « *forme* » du Centre d'Art.

Calendrier

La rénovation et l'aménagement de l'équipement sont prévus entre mars 2024 et septembre 2025 :

- Période d'études : mars- juillet 2024
- Période de travaux : septembre 2024- septembre 2025

Montant des travaux

L'étude d'aide à la programmation et d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage permet d'établir un budget prévisionnel global de l'opération estimé à 3,4 M€ HT, hors révision de prix. La livraison prévisionnelle de l'équipement interviendra à l'automne 2025 pour une ouverture en décembre 2025.

Financeurs sollicités

L'opération fera l'objet d'une demande de financements auprès du FEDER (Fonds européen de développement régional) dans le cadre du Contrat de territoire Occitanie d'une part et auprès du FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du territoire) d'autre part.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement de l'opération, le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération ;
- D'autoriser le lancement de toutes les consultations nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 231221_MONTPELLIER_CentreArt_Programme_Ind8.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263989-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Extension du cinéma municipal "Nestor Burma 2" - Lancement de l'opération - Approbation

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Contexte

La Ville de Montpellier a acheté la salle de Cinéma Nestor-Burma en 2007 et l'a inaugurée en février 2011. Le projet, d'un coût de 600 000 € (dont 120 000 € d'acquisition) avait à l'époque bénéficié d'une aide du FEDER de 180 000 €. L'objectif de cette acquisition était de maintenir une offre cinématographique à l'ouest de la ville dans un quartier peu doté en équipements culturels (Maison pour Tous Marie-Curie, médiathèque William-Shakespeare).

Depuis 2011, ce mono écran de 100 places accueille entre jusqu'à 26 000 spectateurs / an, dont plus de la moitié (autour de 14 000 spectateurs) est du jeune public (scolaires, extra-scolaires, familles). Labellisé art et essai avec 3 labels, le cinéma joue pleinement son rôle d'outil culturel de proximité, animant et maintenant une offre attractive au cœur du quartier : salle de projection, ateliers, rencontres, débats...

Néanmoins la configuration du site présente plusieurs contraintes :

- Une salle unique de 100 places qui ne permet pas d'absorber la demande forte émanant des publics scolaires et extra-scolaires (plus de 120 classes refusées chaque année) ;

- Pas de hall d'accueil, élément désormais indispensable depuis la période de la Covid-19, où les modes de consommation des spectateurs ont évolué (développement des plateformes ; place prépondérante des séries...) ;
- Un espace d'ateliers avec une jauge limitée de 19 personnes qui ne permet pas l'accueil d'une classe entière ;
- Des bureaux très exigus pour l'équipe.

À ces contraintes déjà fortes s'ajoute que la programmation d'un mono-écran est par essence difficile (négociation permanente sur les conditions de diffusion des films, complexité des relations aux distributeurs). Aujourd'hui les limites de fréquentation du cinéma sont atteintes, alors même que le cinéma et les industries créatives sont en plein développement sur le territoire.

Enfin malgré l'importance que joue la salle dans le quartier, force est de constater que les conditions de cohabitation au sein du quartier n'ont eu de cesse de se dégrader ces dernières années. En vue de contribuer à renforcer la qualité de vie du quartier de Celleneuve et permettre aux habitants de se réapproprier les espaces publics, la Ville a lancé un plan de redynamisation dédié :

- Requalification des espaces publics et des logements (OPAH) et alternative à la voiture ;
- Embellissement du quartier : valorisation du patrimoine, végétalisation... ;
- Revitalisation des commerces et réaffirmation de la place de la culture au sein du quartier.

Dans ce contexte, la Ville a fait l'acquisition d'un nouveau bâtiment de 582 m² (980 000 €), situé Place Renaudel, en face du cinéma. Cette opportunité permet d'écrire un nouveau chapitre pour le cinéma afin de créer un véritable pôle de vie et de culture sur la place, tout en développant les activités d'un cinéma « à hauteur d'enfant ».

Le projet

L'espace disponible se répartit sur 3 niveaux (rez-de-chaussée, 1^{er} étage, 2^e étage) et sur 582 m² et a permis de repenser les missions et fonctions du cinéma Nestor-Burma. Selon le programme élaboré, le projet d'extension du cinéma comprendra les espaces suivants :

- Une seconde salle de cinéma de 65 places permettant d'absorber la forte demande scolaire et de répondre à de nouvelles coopérations artistiques (associatives, extra-scolaires, professionnelles) avec une identité jeune public forte « à hauteur d'enfant » ;
- Des espaces dédiés pour l'accueil d'ateliers d'éducation à l'image avec une jauge d'au moins une classe permettant de répondre à un enjeu de reconquête des publics jeunes ;
- Un hall d'accueil ouvert sur la place Renaudel permettant un espace de rencontre avant/après séance, d'exposition, un coin documentation/ressources... ;
- Un lieu de restauration légère pour développer la convivialité de cet espace et participer à la reconquête de la place Renaudel ;
- Des espaces de résidences artistiques pour développer la filière professionnelle en lien notamment avec les Industries Culturelles et Créatives ;
- Des bureaux plus adaptés pour l'équipe du cinéma.

Maîtrise d'ouvrage (MOA), maîtrise d'œuvre (MOE) et calendrier

La MOA de cette opération sera assurée en interne par la Ville de Montpellier. La MOE sera assurée en externe avec mise en concurrence.

La rénovation et l'aménagement de l'équipement sont prévus entre mars 2024 et juillet 2026 :

- Période d'études : mars 2024 – mai 2025 ;
- Période de travaux : juin 2025 – juillet 2026

Montant des travaux

L'étude d'aide à la programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage permet d'établir un budget prévisionnel global de l'opération estimé à 1,9 M€ HT, hors révision de prix et hors frais d'acquisition immobilière. La livraison prévisionnelle de l'équipement interviendra à l'été 2026.

Financeurs sollicités

L'opération fera l'objet d'une demande de financements auprès du FEDER (Fonds européen de développement régional) dans le cadre du dispositif Approches Territoriales Intégrées, auprès de la dotation Politique de la Ville et du Centre National du Cinéma. D'autres sources de financement sont à l'étude.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement de l'opération, le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération ;
- D'autoriser le lancement de toutes les consultations nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263305-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Eddine ARIZTEGUI, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Implantation d'une Maison de l'Alimentation Solidaire - Quartier Celleneuve -
Approbation**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa Politique alimentaire, la Ville de Montpellier a approuvé la création d'une Cité de l'alimentation par une délibération en date du 26 juillet 2021. Dans cette Cité de l'alimentation est prévu le développement d'un réseau de Maisons de l'Alimentation Solidaire (MAS), des tiers-lieux autour de l'alimentation et la solidarité, favorisant la démocratie alimentaire et l'accès de toutes et tous à une alimentation choisie, de qualité et durable, et animés dans une logique d'éducation populaire.

Les MAS sont également un moyen de reconnecter le milieu urbain et rural, en soutenant les producteurs locaux via l'achat à un juste prix de leurs produits, et en favorisant la rencontre et le partage avec les habitants. Elles sont ressorties comme projet prioritaire auprès des associations partenaires lors d'une concertation faite en 2022.

La Ville de Montpellier se positionne comme porteur du projet de réseau en accompagnant des dynamiques locales par la mise à disposition de locaux et/ou d'équipements.

Dans ce contexte, un bâtiment de 360 m² a été acquis en 2023 par la Ville de Montpellier pour un montant de 470 000 € dans le quartier de Celleneuve. Sa localisation donnant sur la place du Marché et à proximité de la Maison Pour Tous Marie-Curie en fait un lieu favorable à la création d'une MAS au sein d'un quartier prioritaire Politique de la Ville, en soutien de la dynamique citoyenne impulsée autour des questions d'alimentation et de solidarité par l'association l'Esperluette. Elle favorisera la mise en coopération d'autres

acteurs pertinents en s'appuyant sur le collectif Territoires à VivreS notamment dans le cadre de l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune portée par le collectif.

La phase de co-construction des activités de la MAS de Celleneuve a été engagée avec les partenaires.

Différentes activités sont envisagées notamment :

- Une cuisine partagée avec des temps d'animations et d'ateliers ;
- Un café-restaurant solidaire accessible à toutes et tous par le biais d'une tarification adaptée, et proposant des repas à base de produits locaux, sains et de qualité ;
- Une épicerie solidaire ;
- Des temps d'ateliers, de rencontres, et un accès à des ressources pédagogiques pour faciliter les échanges et l'émancipation autour des questions d'alimentation ;
- Un comité de pilotage et d'animation du lieu associant toutes les parties prenantes : associations en co-gestion, habitants, la Collectivité, et autres partenaires identifiés.

Des travaux seront engagés avant une mise à disposition auprès des associations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le démarrage de l'opération de création d'une Maison de l'Alimentation Solidaire à Celleneuve ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263836-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Eddine ARIZTEGUI, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Participation à l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune -
Attribution d'une subvention - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit son implication et soutien à l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune sur son territoire. C'est une démarche pionnière en France pour favoriser la démocratie alimentaire et l'accès à une alimentation choisie et de qualité pour toutes et tous, et faire la démonstration de chemins de transition vers un système alimentaire territorial plus durable, solidaire, inclusif, démocratique et écologique.

Avancées de l'expérimentation de la Caisse alimentaire commune

Pour rappel, la Caisse alimentaire commune est née d'une réflexion en 2021 portée par le collectif Territoires à Vivres – Montpellier qui réunit 25 partenaires locaux, dont la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole. C'est avant tout un budget collectif, issu de fonds publics et privés, et de contributions citoyennes. C'est aussi un exercice de démocratie alimentaire directe car elle est gérée par un Comité citoyen de l'alimentation composé d'habitants volontaires qui décident de son fonctionnement, tout en étant accompagnés par le collectif garant du cadre de l'expérimentation. Chaque participant cotise à la Caisse chaque mois en fonction de ses moyens (de 1 € à 150 € et plus) et reçoit l'équivalent de 100 € par mois en MonA, la Monnaie Alimentaire dédiée. Ces 100 €/MonA sont à dépenser dans des lieux de distribution montpelliérains conventionnés par le Comité Citoyen car répondant à des critères de qualité choisis collectivement.

A ce jour, 431 habitants de la Ville et de la Métropole, représentatifs de la population en termes d'âge et revenus, expérimentent le dispositif. Le Comité citoyen est passé de 49 à 61 habitants, avec toujours la moitié concernée par la précarité. Les lieux de distribution alimentaire conventionnés par le Comité citoyen se sont développés, avec aujourd'hui une cinquantaine de points de vente (dont 30 agriculteurs en vente directe) qui acceptent la MonA. Il est prévu de faire le lien avec le déploiement de *Maisons de l'alimentation solidaire (MAS)*, tiers-lieux alimentaires portés par la Ville avec ses partenaires associatifs et habitants concernés, pour qu'elles soient intégrées au circuit conventionné. La première MAS prévue à Celleneuve a également pour vocation d'être le futur lieu de rassemblement de la Caisse.

Au niveau des contributions citoyennes, elle est en moyenne de 60 € par mois par expérimentateur, avec donc 40 € pris en charge par les fonds publics et privés sur les 100 €/MonA distribués. Au 31 décembre 2023, 200 000 €/MonA ont été distribués, pour 122 000 € de contributions citoyennes et 1 700 € de dons reçus dans la Caisse, et une consommation de subventions de 78 000 €.

Cette première phase d'expérimentation, initialement prévue pour l'année 2023, va se prolonger jusqu'à l'été 2024 en raison du taux de contributions citoyennes plus important que prévu et de la volonté d'un suivi-évaluation plus long des effets de la Caisse Alimentaire Commune sur les participants et le territoire. Des premiers résultats seront accessibles en juillet.

Il est prévu une seconde phase d'expérimentation avec 800 participants d'août 2024 à décembre 2025, puis une poursuite de la montée en puissance du dispositif à partir de 2026 tout en réfléchissant à sa généralisation. Cette perspective d'expérimentation sur du moyen terme est possible grâce à la perspective d'un co-financement de la Banque des Territoires, dans le cadre du consortium Territoire Alimentaire Solidaire (TerrAsol) qui a pour objet d'être un démonstrateur territorial des transitions agricoles et alimentaires vers plus de solidarités. Cette expérimentation étant pionnière pour faire avancer l'idée d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation, un travail de diffusion et d'essaimage a également lieu en réponse aux nombreuses sollicitations reçues d'autres territoires.

Face à l'accroissement de la précarité et des inégalités, la Ville réaffirme son intérêt pour cette expérimentation inédite et innovante, permettant la reconnaissance d'un droit à une alimentation choisie et de qualité pour toutes et tous, et la réflexion sur une action publique de long terme allant dans ce sens.

Au regard de cette disposition, il est proposé d'accorder une subvention de renouvellement de projet de 30 000 € à l'association Fédération Régionale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural d'Occitanie (FR CIVAM Occitanie) pour abonder la Caisse alimentaire commune, et appuyer l'animation, montée en puissance et évaluation du dispositif. La moitié pourra être prise en charge par l'Etat sous réserve de validation, au titre du programme 2024 du Pacte des solidarités, contractualisé par l'Etat avec la Métropole et la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Tasnime AKBARALY.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet 2024 Ville - FRCIVAM.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263840-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnime AKBARLY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Création de self-services dans trois établissements scolaires - Programme de
l'opération - Plan de financement - Approbation**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la bonne gestion de son patrimoine et de modernisation des écoles, la Ville de Montpellier a mis en place un programme de création de self-services, en remplacement des restaurants scolaires vétustes existant. Face à la fréquentation croissante de la cantine scolaire, la mise en place de self-services permettra d'augmenter la capacité d'accueil des restaurants scolaires, sans passer par une extension des bâtiments, de fluidifier le service de restauration, afin d'accompagner les enfants vers plus d'autonomie.

De plus, la Ville de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique alimentaire volontariste, afin de proposer des repas de qualité dans les cantines des écoles. Une politique qui passe également par le mode de distribution. Ainsi, les self-services ont un intérêt très pertinent pour la qualité de vie de l'enfant à l'école, et notamment, le sensibiliser à l'équilibre nutritionnel et au gaspillage alimentaire.

Afin de mettre en œuvre ces actions, et pour répondre à ces demandes, le projet prévu consiste à la création de self-services, la reconfiguration des offices de restauration, la rénovation des salles de restauration. La Ville a décidé de prioriser 3 établissements scolaires.

Il est proposé de mener les opérations qui suivantes :

Création de selfs dans 3 établissements scolaires	
Nom de l'établissement	Adresse
Ecole élémentaire Freud Sigmund	2 rue des Tourterelles 34070 Montpellier
Ecole élémentaire Spinoza	110 rue Viollet le Duc 34070 Montpellier
Ecole élémentaire Zay Jean	85 avenue Alphonse Juin 34000 Montpellier

Le montant estimatif des opérations de création de self-services est de 1 550 000 € HT. Le plan de financement estimatif prévu pour ces opérations est le suivant :

- Ville : 775 000 € HT, soit 50 % ;
- Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 775 000 € HT, soit 50 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la réalisation de la création de self-services dans 3 établissements scolaires ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263155-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Dénominations de voies et d'espaces publics - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dénomination de l'ancien Conservatoire Candolle

Situé au droit de l'entrée de la Cathédrale Saint-Pierre, le bâtiment de l'ancien Conservatoire Candolle, classé monument historique en lieu et place de l'ancien Couvent des Ursulines de Saint-Charles, accueillera une nouvelle école à la rentrée 2024, qu'il est proposé de dénommer :

Ecole primaire Pierre et Colette Soulages (respectivement 1919-2022 et 1921-)

Pierre SOULAGES naît à Rodez en 1919, deux ans avant la naissance de sa compagne Colette, née LAURENS, en 1921 à Sète. Ils se rencontrent lors de leurs études aux Beaux-Arts de Montpellier. Ce peintre, reconnu comme l'un des plus éminents artistes de sa génération, adoptera une approche novatrice du noir dans ses œuvres.

Ils entretiennent un lien indéfectible avec Montpellier, la ville qui les a vus s'épanouir tant artistiquement que personnellement. Le musée Fabre exerce une influence particulièrement significative sur l'univers artistique de Pierre SOULAGES. Ainsi, en 2005, alors que le musée envisage une expansion, Pierre SOULAGES fait généreusement don de 19 de ses œuvres. Une vingtième pièce viendra compléter cette collection en 2007. À ce jour, 34 de ses toiles y sont exposées, constituant la plus vaste collection de l'artiste au monde.

Pierre SOULAGES s'éteint en 2022. Colette SOULAGES réside toujours dans la demeure sétoise qu'ils avaient édifiée ensemble.

Dénomination du parvis du collège Port Marianne

Situé entre la rue du Mas Rouge et la rue de la Cavalade, sur l'avenue du Mondial 98, le parvis du collège Port Marianne est la vitrine d'un bâtiment à l'allure architecturale novatrice. Le collège est ouvert depuis septembre 2022. Son large parvis, livré en septembre 2023 est accessible en vélo et en tramway. Il est proposé de le dénommer :

**Parvis Dominique Bernard
(1966-2023)
Professeur de français**

Dominique BERNARD est né en 1966 dans le Pas-de-Calais à Aire-sur-la-Lys. Après des études supérieures de lettres modernes à l'Université de Lille, il entame sa carrière en tant que professeur de français au collège en 1980. Son dévouement à l'enseignement le conduit à réussir le concours de professeur agrégé en 1990.

C'est en 2012 que Dominique Bernard intègre le groupe scolaire Gambetta-Carnot à Arras. Il s'implique dans la vie locale en cofondant l'Université populaire d'Arras. Il y anime des conférences de littérature, de philosophie, de cinéma et de musique. Son engagement pour la transmission du savoir et des valeurs républicaines était un exemple à suivre.

Il est assassiné le 13 octobre 2023 par un terroriste islamiste. En reconnaissance de son dévouement et de son sacrifice, il est nommé chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume cinq jours après son décès. Son héritage en tant qu'éducateur et défenseur des idéaux républicains perdure dans le souvenir de ceux qu'il a touchés.

Dénomination du futur parvis de la Cour d'Appel

Situé au droit de l'arc de triomphe, à l'entrée de la rue Foch, le futur parvis de la Cour d'Appel sera créé lors de prochains travaux d'aménagement. Il est proposé de le dénommer :

**Parvis Robert Badinter
(1928-2024)
Avocat, juriste et homme politique**

Robert BADINTER, né le 30 mars 1928 à Paris, est un avocat, juriste, et homme politique français. Il a marqué l'histoire par son engagement en faveur des Droits de l'Homme et de l'abolition de la peine de mort. Diplômé en droit, il devient avocat au barreau de Paris en 1951, se spécialisant dans le droit pénal. Robert BADINTER s'est distingué par sa défense de nombreux cas emblématiques, notamment celui de Patrick HENRY en 1976.

Sa carrière politique débute dans les années 1980, lorsqu'il devient Garde des Sceaux sous la présidence de François MITTERRAND. C'est sous son impulsion que la peine de mort est abolie en France en 1981. Son engagement pour les Droits de l'Homme se poursuit au sein du Conseil constitutionnel, dont il est membre de 1986 à 1995, puis dans son rôle de sénateur de 1995 à 2011.

Il s'éteint en 2024. Son influence durable dans le paysage juridique français en fait une figure emblématique de la lutte pour la réinsertion des détenus, et le respect des libertés fondamentales. En effet, s'il est connu pour son combat contre la peine de mort, il a aussi contribué à la lutte contre l'antisémitisme et l'homophobie.

Dénomination de 2 squares – Quartiers Port-Marianne et Cévennes

Montpellier a l'ambition de devenir une ville nature, en s'engageant pour une ville plus tournée vers la nature, plus verte et plus fraîche afin d'améliorer le cadre de vie des Montpelliérains, de contribuer à la transition écologique et d'adapter la ville au changement climatique. Avec « *Montpellier ville nature* », elle s'est fixée pour objectif de valoriser la nature en ville avec l'aide de ses habitants.

- Situé au cœur du quartier des Jardins de la Lironde (Port Marianne), un nouveau square est en cours d'achèvement, niché entre les rues Le Tintoret et Le Pérugin, en lieu et place d'anciens terrains de tennis municipaux désaffectés, et directement relié au parc de la Grande Lironde. Dans un souci de cohérence paysagère, le parti pris d'aménagement s'inspire librement des jardins de la renaissance italienne, en lien avec la dénomination des rues adjacentes.

Le projet répond à plusieurs enjeux majeurs : lutte contre les îlots de chaleur, développement de la biodiversité, désimperméabilisation et optimisation de la gestion des eaux pluviales, tout en s'inscrivant dans le programme 50 000 arbres et en favorisant le vivre ensemble.

En accord avec les riverains et au regard des éléments de contexte, il est proposé de nommer ce nouvel espace vert :

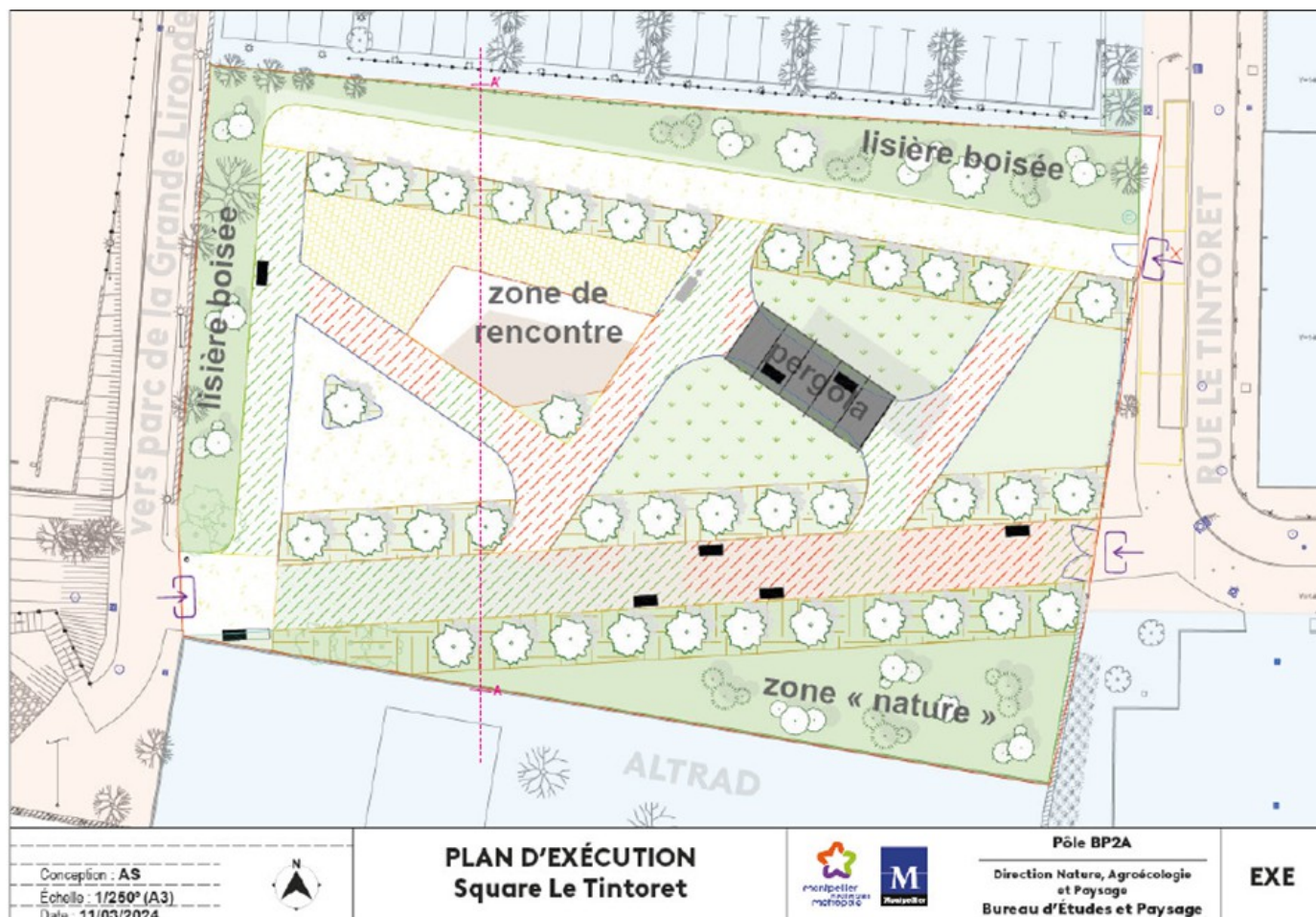
Square Le Tintoret

Jacopo Robusti dit Tintoretto, en français « Le Tintoret » (vers 1518-1594)

Peintre vénitien de la Renaissance

Jacopo ROBUSTI, dit TINTORETTO, en français LE TINTORET (né probablement en septembre-octobre 1518 ou en 1519 à Venise, où il est mort le 31 mai 1594), est un peintre vénitien de la Renaissance italienne, que l'on associe au mouvement artistique du maniérisme de l'école vénitienne, qu'il a également influencé de manière significative.

Ses contemporains admiraient et critiquaient à la fois la rapidité avec laquelle il peignait et l'audace sans précédent de son coup de pinceau. Pour son énergie phénoménale dans la peinture, il a été appelé « *Il Furioso* » ou « *Il terribile* », comme l'appelait VASARI, pour son caractère fort, et son utilisation dramatique de la perspective dans le style maniériste et de la lumière, qui l'ont fait considérer comme le précurseur de l'art baroque. Son travail se caractérise aussi par ses figures musclées et ses gestes dramatiques.



- Situé à l'angle de la rue des Roches rouges et de la rue Jean-Giono, dans le quartier des Cévennes, il a été réalisé un square, en lieu et place d'anciens terrains de tennis et suite à des travaux d'aménagement, de désimperméabilisation et de végétalisation. La réhabilitation de cet espace fait suite à une concertation avec les habitants. Il est proposé de dénommer cet espace d'environ 450 m² :

Square Jean Giono (1895-1970) Ecrivain

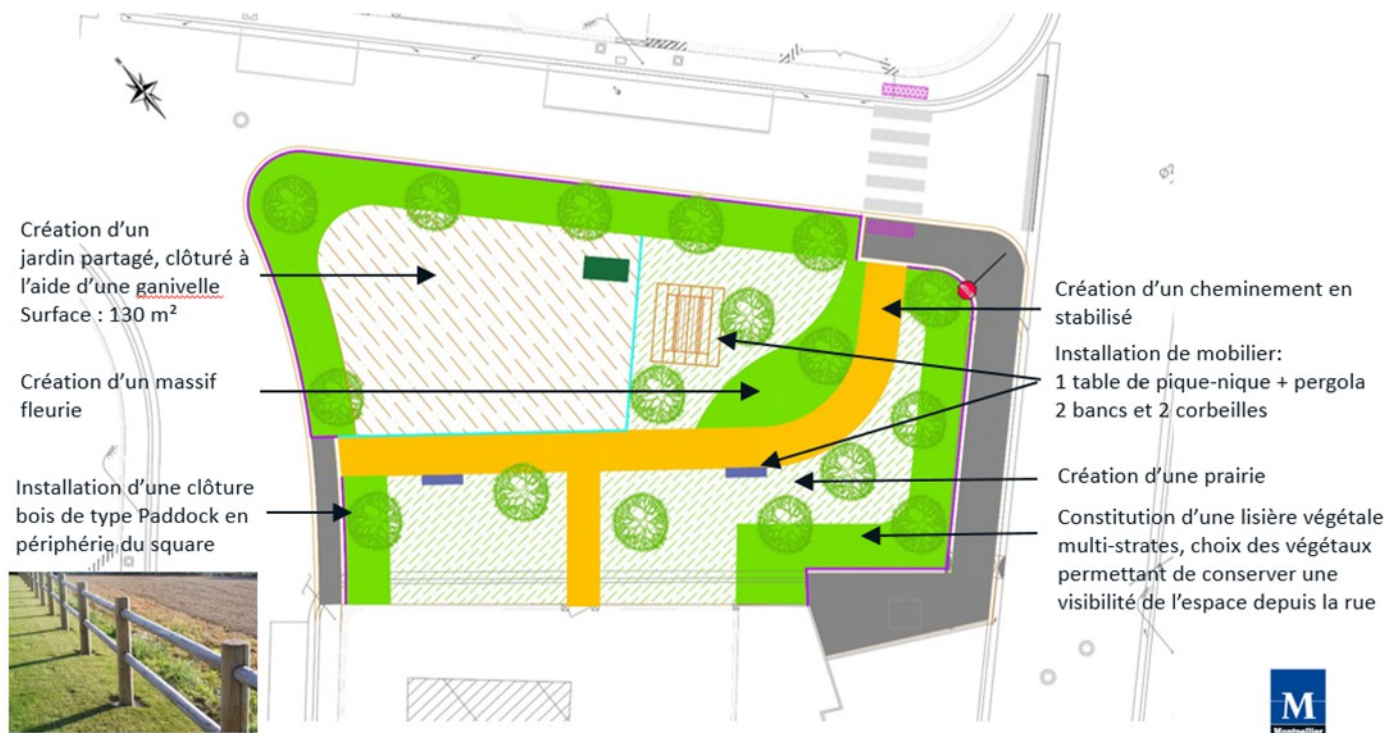
Jean GIONO naît à Manosque le 30 mars 1895. Issu d'une famille modeste, il est contraint d'interrompre prématurément ses études. Cela ne l'empêche pas de développer une curiosité importante pour la lecture. Mobilisé lors de la Première Guerre mondiale, il en sort profondément marqué et devient un pacifiste convaincu.

Enrichi par la lecture assidue des grands classiques littéraires, il décide de se lancer dans l'écriture. Il se consacre entièrement à sa passion dès 1929, et son talent le conduit à être nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1932. Lors de la Seconde Guerre mondiale, il est accusé de collaboration et sera brièvement emprisonné entre septembre 1944 et janvier 1945. Par la suite, des révélations éclairent son action courageuse ayant consisté à offrir refuge à plusieurs personnes persécutées par le régime nazi.

Ses écrits sont davantage reconnus dans les années 1950. Il obtient plusieurs prix américains, est nommé au sein de l'académie Goncourt et préside le jury du Festival de Cannes en 1961. Son œuvre marque par son ancrage régional, en opposition à la portée universelle des questions qu'elle soulève.

C'est en 1970 qu'il s'éteint dans sa maison de Manosque, son village de toujours.

PROPOSITION - LE SQUARE TRAVERSANT AVEC UNE DÉSIMPÉRMÉABILISATION MAXIMUM



Modification des dénominations de voies – Quartier Croix d'Argent – Cité Créative

La cartographie et la dénomination des voies de la Cité Créative telles que fixées par la délibération du Conseil municipal n° V2024-007 du 6 février 2024 sont modifiées selon la liste et le plan suivants :

➤ Voie n°1 :

**Cours Geneviève De Gaulle-Anthonioz
(1920-2002)
Résistante et Militante des Droits de l'Homme**

➤ Voie n°2 (prolongement de la rue existante) :

Rue Raymond Campourcy

➤ Voie n°3 :

**Allée Mila Racine
(1919-1945)
Résistante et Défenseuse des Droits des Femmes**

➤ Voie n°4 :

**Rue Simonne Mathieu
(1908-1980)
Résistante et joueuse de tennis**

➤ Voie n°5 :

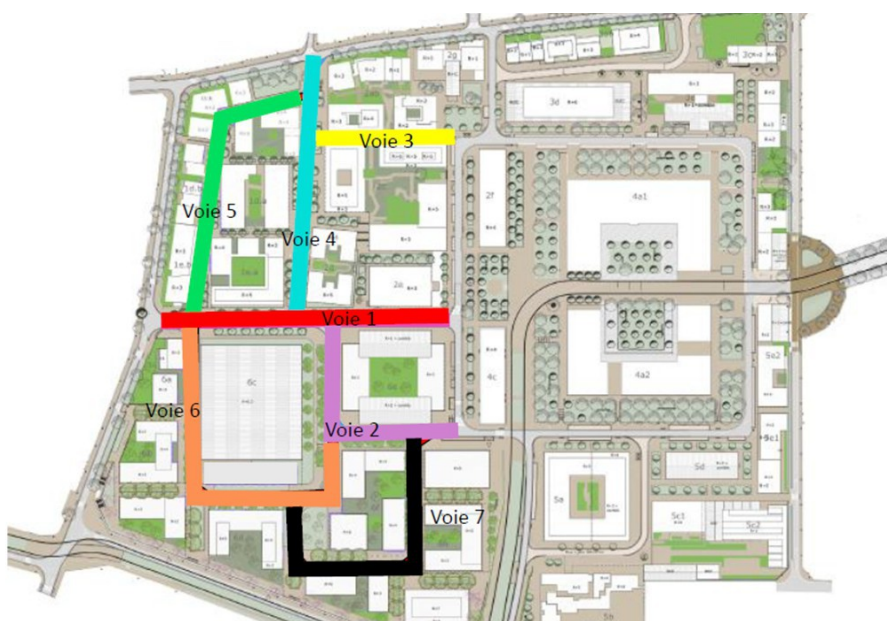
**Allée Renée DAVELLY
(1902-1977)
Résistante et Artiste**

➤ Voie n°6 :

**Allée Noor Inayat Khan
(1914-1944)
Résistante**

➤ Voie n°7 :

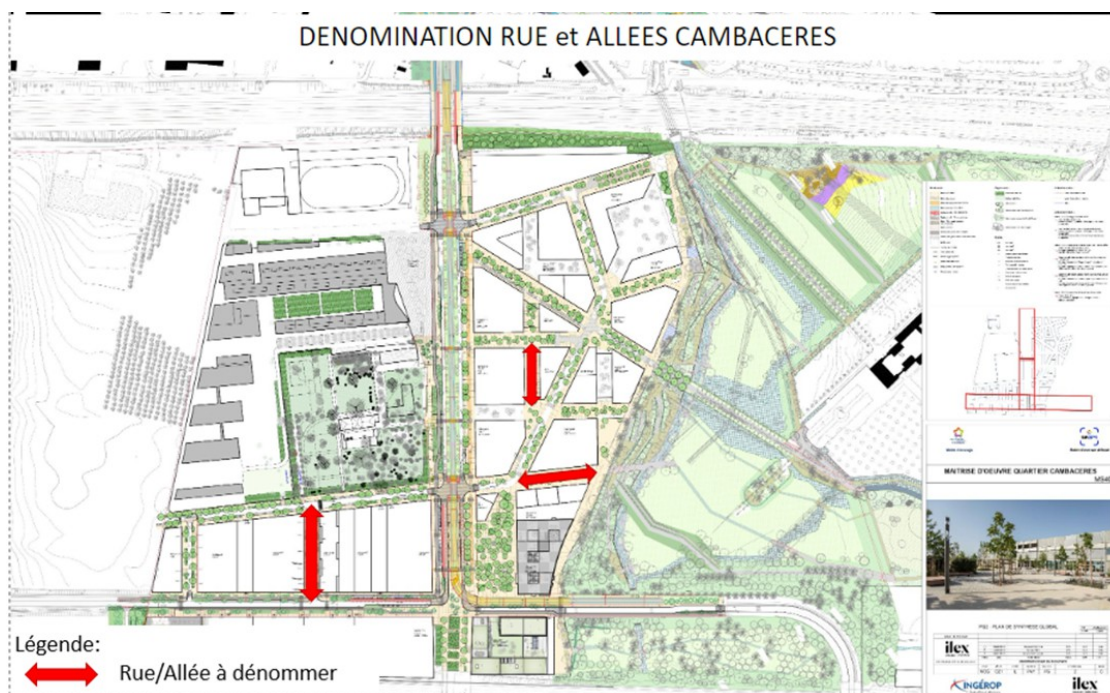
**Allée Simone Demangel
(1903-1995)
Résistante**



Dénomination de 3 voies – Quartier Cambacérès

La quartier Cambacérès, situé à proximité d’Odysseum, desservi par la gare TGV Sud de France et, dès 2025, par la ligne 1 du tramway, est un quartier dédié à l’innovation. Il accueille d’ailleurs la Halle de l’Innovation, incubateur de start-ups numériques de 8 000 m² qui héberge d’ores et déjà 17 entreprises. Ce quartier sera aussi un lieu de vie agréable entre patrimoine historique, patrimoine végétal et art de vivre avec notamment la Halle Nova, qui va s’étirer sur 227 mètres le long de l’A709 et qui accueillera des bureaux, une crèche, des commerces, une salle de sport et plusieurs restaurants valorisant la cuisine du monde entier. Ce quartier sera aussi un haut lieu d’éducation, autour du lycée Mendès-France, du campus Ynov, et de la nouvelle Montpellier Business School. Ce sera aussi un quartier d’innovation architecturale hébergeant notamment une « Folie » pour le siège du Crédit Agricole Languedoc.

Il est proposé de dénommer 3 voies du Quartier Cambacérès, en lien avec les modifications apportées à la dénomination des voies de la Cité Créative.

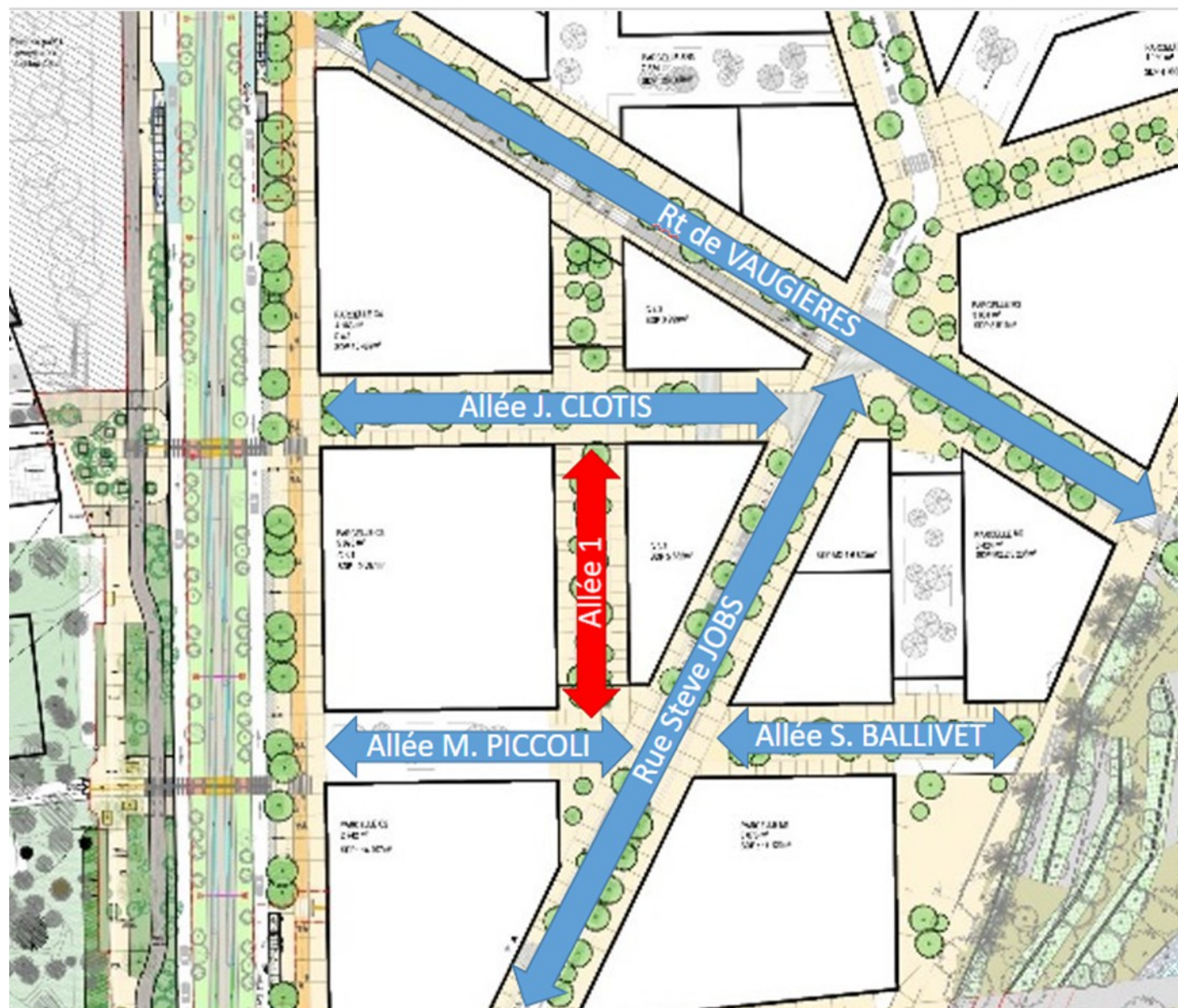


- Voie n°1 : se situant au droit de l'allée Josette-Clotis et allant rejoindre l'allée Michel-Piccoli, une allée est en cours d'aménagement. Il est proposé de la dénommer :

**Allée Jeanne Bleton
(1924-2016)
Résistante et institutrice**

Jeanne BLETON est née dans l'Aude en 1924. Elle est engagée dans la Résistance dès le début de la Seconde Guerre mondiale avec ses amies Noëlle VINCENSINI, Josette PEYRE et Paulette BERTHOLIO. Les « *quatre mousquetaires* », comme elles se surnomment, s'engagent d'abord via la distribution de tracts et de journaux à Montpellier avant de devenir agents de liaisons. En 1944, elles sont dénoncées et sont envoyées dans le camp de Ravensbrück. Elles parviendront à s'échapper l'année suivante lors des « *Marches de la mort* ».

Une fois rentrée en France, elle termine son parcours universitaire afin de devenir institutrice, métier qu'elle exercera jusqu'à sa retraite. Elle s'engagera toute sa vie à transmettre son histoire dans le but de ne pas voir « *resurgir des temps aussi violents* » selon ses mots. Elle s'éteint en 2016 à Montpellier.

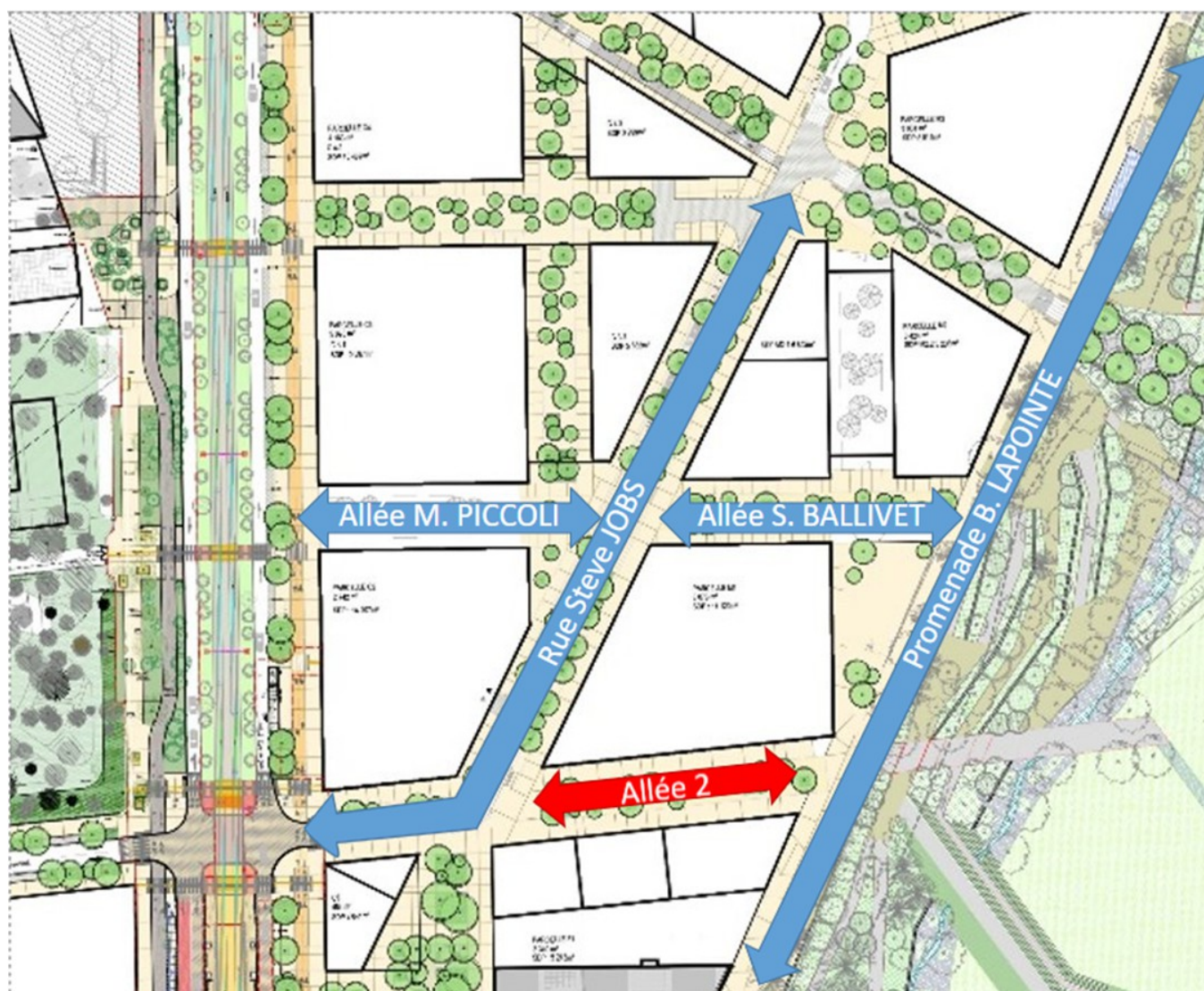


- Voie n°2 : entre la promenade Bobby-Lapointe et le coude de la rue Steve-Jobs, une allée est en cours d'aménagement. Il est proposé de la dénommer :

**Allée Josette Peyre
(1923-1984)
Résistante et institutrice**

Josette PEYRE, née en 1923, fait la rencontre de Jeanne BLETON, Paulette BERTHOLIO et Noëlle VINCENSINI durant ses années d'études au lycée Georges-Clemenceau à Montpellier. Via une connaissance de Noëlle VINCENSINI, les quatre amies s'engagent dans la résistance. Elles sont d'abord chargées de la distribution de tracts et de journaux résistants dans Montpellier, puis deviennent vite des agents de liaisons. Elles sont dénoncées et arrêtées à Montpellier en 1944. Elles seront ensuite déportées vers le camp de Ravensbrück jusqu'en 1945, année où elles parviendront à fuir.

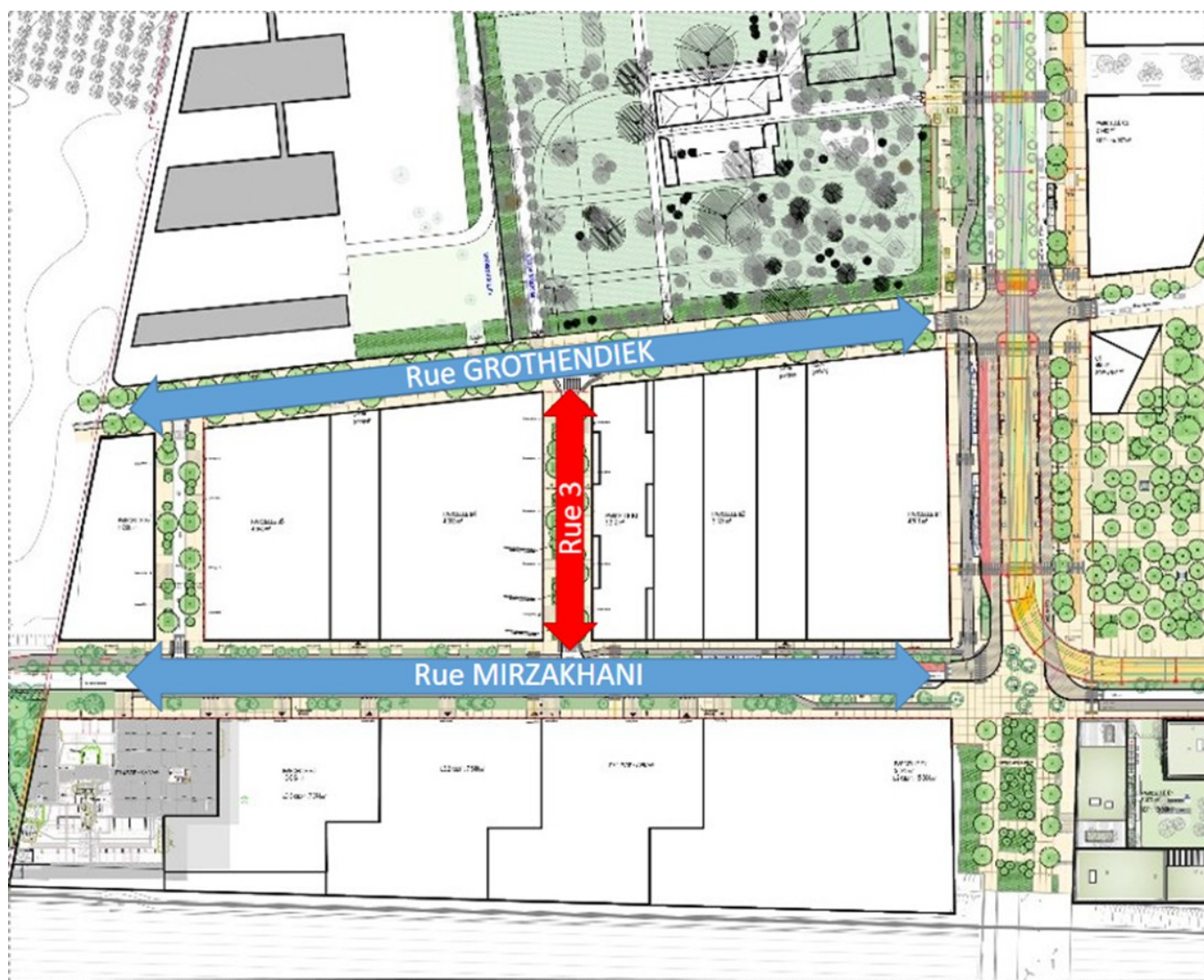
Comme ses compagnons d'infortune, elle s'engagera dans la transmission de son expérience auprès des plus jeunes, lors de son retour en France. En collaboration avec Jeanne BLETON, elle coécrit un ouvrage intitulé *"Un certain voyage"*, relatant leur histoire poignante et marquante. Elle s'éteint en 1984.



- Voie n°3 : depuis la Rue Alexandre-Grothendieck jusqu'à la rue Maryam-Mirzakhani, une rue est créée. Il est proposé de la dénommer :

**Rue Paulette Bertholio
(1924-1999)
Résistante et institutrice**

Paulette BERTHOLIO est née en 1924 à Béziers. Elle rencontre Jeanne BLETON, Josette PEYRE et Noëlle VINCENSINI pendant ses études d'institutrice. Ces quatre amies s'engagent activement dans la Résistance, initialement par le biais de la distribution de tracts, puis en assumant le rôle crucial d'agents de liaison entre Montpellier et le Vigan. Les quatre amies seront dénoncées et arrêtées à Montpellier en 1944. Elles seront déportées au camp Ravensbrück jusqu'en 1945, où elles réussiront à s'échapper. A son retour, Paulette BERTHOLIO devient institutrice. Elle s'éteint en 1999.



En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les propositions de dénominations ;
- D'approuver les modifications apportées à la cartographie et à la dénomination des voies de la Cité Créative telles que fixées par la délibération du Conseil municipal n° V2024-007 du 6 février 2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264661-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Commerce

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Exonérations des redevances des concessions et terrasses municipales dans le
cadre des travaux du projet d'embellissement Comédie-Esplanade - Dispositions -
Approbation**

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la stratégie d'extension et d'embellissement du cœur de Métropole, d'importants travaux sont engagés sur les espaces publics de l'ensemble urbain formé par le secteur de la place de la Comédie et le secteur de l'Esplanade étendu au Jardin du Champ de Mars ; ce site emblématique de la centralité montpelliéraine correspondant à un périmètre opérationnel global de 8 hectares. Plusieurs phases de travaux se sont succédées sur les deux secteurs Comédie et Esplanade en 2022 et 2023, notamment la création de fosses pour la plantation d'arbres ou encore le début des travaux de surface sur l'ensemble de ces secteurs.

Du fait de la gêne occasionnée par ces travaux, il a été décidé la mise en place d'une exonération des concessions municipales, ainsi que des redevances de terrasses des établissements concernés pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les différentes phases de travaux se succèdent notamment en 2024 avec la création de la nouvelle grande fontaine ou encore les nouveaux aménagements sur l'allée centrale de l'Esplanade.

En cohérence avec les mesures prises en 2023 sur les deux secteurs Comédie et Esplanade et du fait de la gêne occasionnée par ces travaux, il est proposé à nouveau la mise en place d'une exonération des redevances pour les concessions municipales et les terrasses des établissements concernés pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les concessionnaires concernés par cette exonération sont :

- Le kiosque primeur n°1 situé sur l'allée Paul Boulet ;
- Le kiosque fleuriste n°2 situé sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle ;
- Le kiosque fleuriste n°3 et 4 situé sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle ;
- Le manège de chevaux de bois situé Place de la Comédie ;
- Le manège d'enfants de l'Esplanade situé allée Paul Boulet ;
- Le petit train touristique électrique ;
- Le kiosque alimentaire n°1 situé 207 allée Paul Boulet ;
- Le kiosque alimentaire n°2 situé 173 allée Paul Boulet ;
- Le kiosque alimentaire n°3 situé 57 allée Paul Boulet ;
- Le kiosque fleuriste n°5 (alimentaire) situé sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle.

Les établissements détenteurs d'un droit de terrasse concernés par cette exonération sont :

- Le Yam's, place de la Comédie ;
- Le Café du Théâtre, place de la Comédie ;
- Le McDonald's, place de la Comédie ;
- Le Café Riche, place de la Comédie ;
- La Grande Brasserie, place de la Comédie ;
- La Crêperie de la Comédie, place de la Comédie ;
- Pizza papa, place de la Comédie ;
- Les Trois Grâces, place de la Comédie ;
- Chez Boris, Boulevard Sarraill ;
- Café de l'Esplanade, Boulevard Sarraill ;
- White Cat, Boulevard Sarraill ;
- La Cantine d'Adrien, Boulevard Sarraill.

En définitive, il est proposé d'exonérer l'ensemble de ces activités pour un montant total estimé à :

- 167 688,40 € pour les concessions municipales ;
- 220 191,47 € pour les terrasses.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les exonérations susmentionnées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263782-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Commerce

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUQUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux
d'activités - Attribution de subventions**

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à rénover la devanture de leurs locaux d'activités. Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n° 2012/284) a été renouvelé à l'issue de la délibération du 14 juin 2021 (n° 2021-178) afin d'améliorer la qualité des rez-de-chaussée commerciaux dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, il est donc proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « Jean Le Croquant », snack restauration
Gérant : M. Arnaud MANOLINO (SAS CLUB)
19 avenue Georges Clemenceau

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750,00 €

Enseigne « University student services », association linguistique
Propriétaire : M. Sylvain MARCOS (SCI 11 AVENUE ASSAS)

7 rue Doria / 11 av. d'Assas

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 050 €

Montant à verser : 9 050,00 €

Enseigne « Mission EXIT », escape game

Gérant : M. Rémi VERUNE

4 rue d'Alger

Subvention travaux = 5 476,73 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 6 226,73 €

Local en cours de commercialisation

Propriétaire : M. Paul BACHA (SARL NOIR & BLANC)

18 rue Marie Muller

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750,00 €

Enseigne « Collection by AM », commerce d'habillement

Propriétaire : M. Jean-Gilles ESTEVE

12 rue d'Alsace

Subvention travaux = 6 217,50 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 6 967,50 €

Enseigne « AXA Assurance », agence d'assurances

Gérant : M. Nicolas SCHRAPP

27 boulevard du Jeu de Paume

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750,00 €

Enseigne « ZEINA », bijouterie

Gérant : M. Antony COHEN (SARL ZEINA ALLIANCES)

10-13 passage Lonjon

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750,00 €

Enseigne « NOIR & BLANC », communication, évènementiel

Propriétaire : M. David MIRALLES

58 quart rue de la Méditerranée

Subvention travaux = 4 527,90 € (plafond m² devanture)

Montant à verser : 4 527,90 €

Enseigne « SECOND VISAGE », salon de coiffure

Propriétaire : M. Benjamin VERNIERE

10 rue du Faubourg de la Saunerie

Subvention travaux = 4 835,03 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 6 335,03 €

Enseigne « MAMAKECH », restaurant
Gérant : M. Hayat SANTANA (SASU H.R.S.)
6 rue du Petit Scel

Subvention travaux = 5 625 € (plafond m² devanture)
Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 6 375,00 €

Enseigne « HAIRSTYLE ART », salon de coiffure
Gérante : Mme Alexia FEDIDAH
10 rue de l'Université

Subvention travaux = 3 853,15 €
Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 4 603,15 €

Enseigne « FLEUR PAR NATURE », fleuriste
Propriétaire : M. Christian MERLE
6 rue du Faubourg de la Saunerie

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés
Subvention travaux = 6 336,38 € (plafond m² devanture)
Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 3 918,19 €

Enseigne « MIKI KAYA », artisan
Gérante : Mme Florence BONNO (SCI MILETTE Immobilier)
480 avenue des Etats du Languedoc

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés
Subvention travaux = 7 140 €
Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 3 945,00 €

Enseigne « LAV LAV », laverie automatique
Gérant : M. Mohammed MLAK (SCI MLAK)
33 rue du Faubourg Figuerolles

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés
Subvention travaux = 2 849 €
Subvention maîtrise d'œuvre = 630 €

Montant à verser : 1 739,50 €

Enseigne « Ô mon VAPO », vente cigarettes électroniques
Gérante : Mme Audrey LE FUR (SARL 6CLICS)
4 rue du Faubourg de la Saunerie

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés
Subvention travaux = 3 548,20 €

Montant à verser : 1 774,10 €

Enseigne « Centre de méditation Kadampa Vajrassattva », association
Gérante : Mme Sylvie CARRIQUE
15 rue du Faubourg Boutonnet

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (370,30 €) par décision prise par le Conseil municipal du 11/12/2023
Solde, pour travaux totalement réalisés
Subvention travaux = 1 351,56 €

Montant à verser : 981,26 €

Enseigne « LE BON SENS », petite restauration
Gérante : Mme Emilie ANDRE (EURL Le Bon Sens)
15 rue du Faubourg du Courreau

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 555,91 €) par décision prise par le Conseil municipal du 10/10/2023

Solde, pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux = 4 361,81€

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 2 555,91 €

Enseigne « SNACK ZITOUNA », restauration rapide
Propriétaire : M. Pierre CAUSSIL (SCI CFPP)
3 rue du Faubourg Figuerolles (droite)

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 559 €) par décision prise par le Conseil municipal du 10/10/2023

Solde, pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux = 6 053,25 € (avec travaux complémentaires)

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 4 244,25 €

Enseigne « BARBER CLUB », coiffeur barbier
Propriétaire : M. Pierre CAUSSIL (SCI CFPP)
3 rue du Faubourg Figuerolles (gauche)

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 559 €) par décision prise par le Conseil municipal du 10/10/2023

Solde, pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux = 6 672,75 € (avec travaux complémentaires)

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 4 863,75 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement des subventions pour un montant total de 103 107,27 € correspondant à la rénovation des devantures des locaux d'activités listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263893-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Bilan de l'absentéisme 2023 - Présentation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'absentéisme est composé d'une part incompressible d'absence mais aussi d'une part sur laquelle l'employeur peut agir, tels que les facteurs de risques, l'usure professionnelle, la lassitude, les difficultés à s'adapter individuellement et collectivement aux changements du monde du travail. Pour prévenir l'absentéisme au sein de la Collectivité, phénomène structurant et complexe mêlant enjeux humains, financiers et organisationnels, aucune solution unique n'est immuable et efficiente. Aussi convient-il d'agir sur ce phénomène dans une démarche inscrite dans le temps et mobilisant une diversité de leviers d'actions, dans un contexte global de vieillissement de la pyramide des âges et d'allongement de la durée du travail.

C'est le travail qu'a souhaité engager la Ville de Montpellier, à travers une démarche de long terme visant à porter, animer et actualiser les stratégies d'actions à mettre en place. Dans cette perspective, le Plan global d'actions de Prévention et de Lutte contre l'Absentéisme approuvé le 16 décembre 2022 par le Conseil municipal (délibération n° V2022-411) a commencé à se décliner pendant l'année 2023.

Le lancement des mesures en 2023 a principalement porté sur la consolidation d'indicateurs précis permettant d'analyser, de suivre et de caractériser l'évolution du taux d'absentéisme et de ses composantes, ainsi que sur le déploiement d'une culture de prévention renforcée au profit tant des agents – politique de maintien du lien au-delà de 15 jours d'arrêt notamment – que des managers – formation et professionnalisation sur la Qualité de Vie au Travail (QVT), la prévention des risques et des conflits, création d'une identité managériale commune – et des services RH – restructuration du réseau de prévention, commissions Accidents du Travail en lien avec les Pôles.

Pour l'année 2023, la consolidation des données permet de constater que la Ville de Montpellier parvient à contenir le phénomène d'absentéisme. Plus spécifiquement, l'absentéisme dit « *compressible* », composé de la maladie ordinaire et des accidents de travail, a légèrement diminué et les agents permanents ont été en moyenne absents un peu moins longtemps en 2023 (-1,4 jours en moyenne par rapport à 2022).

Ainsi, dans une première annexe de ce rapport figure le suivi de l'évolution de l'absentéisme au sein de la Ville de Montpellier, et dans une seconde annexe un rapport d'étape relatif à la réalisation du Plan d'actions de Prévention et de Lutte contre l'Absentéisme. Ces étapes ont été partagées avec les organisations syndicales lors de différents groupes de travail en 2023 et début 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des termes du bilan de l'évolution de l'absentéisme et des mesures engagées pour sa prévention et sa résorption ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ANNEXE 1_Chiffres Absentéisme - post OS.doc
- ANNEXE 2_Lancement - post OS.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264256-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Plan de Mobilité Employeur (PDME) de la Ville de Montpellier - Actualisation - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Plan de Mobilité Employeur (PDME) tel que prévu au 9° de l'article L. 1214-2 du Code des transports, *« vise à optimiser et à augmenter l'efficacité des déplacements liés à l'activité des entreprises et des collectivités publiques, en particulier ceux de leurs personnels, dans une perspective de diminution des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et de réduction de la congestion des infrastructures en encourageant et facilitant l'usage des transports en commun et le recours au covoiturage, aux autres mobilités partagées et aux mobilités actives ainsi qu'à sensibiliser les personnels aux enjeux liés à ces déplacements. »*

Par ailleurs, le Plan de Protection de l'Atmosphère de l'aire urbaine de Montpellier rend obligatoire l'élaboration d'un PDME ou Plan de Mobilité d'Etablissement Scolaire, pour les entreprises, administrations, collectivités de plus de 250 salariés/agents et établissements scolaires de plus de 250 élèves.

La démarche de convergence et d'harmonisation des PDME de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole a été concrétisée et formalisée dans une délibération prise par les assemblées délibérantes en 2018. Le PDME mis en place le 1^{er} juin 2018 offre ainsi plusieurs solutions de déplacement aux agents dans le cadre des trajets domicile-travail, dont les dispositifs sont détaillés dans la Partie 1 du rapport annexé à la présente délibération.

La prise de conscience des effets du réchauffement climatique sur l'environnement s'accroît et oblige les institutions à agir en faveur de la promotion des mobilités douces et alternatives.

Par ailleurs, l'instabilité du contexte géopolitique international crée une inflation énergétique majeure et des incertitudes sur sa trajectoire. En réponse à ces changements contextuels d'ampleur, l'administration doit réviser en profondeur le PDME pour accélérer et accompagner la transition des modes de déplacements professionnels et des trajets domicile-travail des agents.

Pleinement consciente de ces enjeux et en conformité avec le projet de mandat sur la stratégie Mobilités 2025 (gratuité des transports, création de nouvelles lignes et renforcement de l'offre de service du réseau TaM, promotion des mobilités actives...), la direction générale a inscrit le chantier de refonte de son PDME dans le projet d'administration. Les principes du PDME actualisé s'appliqueront de la même manière aux collectivités montpelliéraines (Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et CCAS de Montpellier).

Les collectivités souhaitant également développer une « *politique Employeur* » qui leur est propre, les dispositifs qui seront mis en œuvre dans le cadre de cette réactualisation participeront à cette ambition.

La démarche de construction et de réactualisation du PDME est présentée dans le rapport joint en annexe de la délibération. En synthèse, elle est structurée en 4 grandes étapes :

1. Le cadrage du projet permettant de définir la méthodologie de pilotage, la gouvernance, les acteurs associés, la planification... ;
2. Le diagnostic, pour identifier les lieux de vie des agents et leurs modes de déplacement, comprendre leurs attentes pour changer de mode de déplacement (cartographies, enquête, études des données RH...) ;
3. Le plan d'action, pour favoriser les solutions alternatives à la voiture individuelle et inciter au report modal ;
4. La vie du PDME, avec la mise en œuvre du plan d'action, une évaluation des dispositifs engagés et la construction de bilans réguliers.

Cette démarche de révision du PDME a été conduite en associant et informant les agents à travers le recueil des pratiques et des attentes (1 200 réponses à l'enquête), des actions de communication (village de la mobilité durant la semaine de la mobilité, restitution de l'enquête dans la Lettre En Commun), consultation des organisations syndicales. Les résultats du diagnostic ont fait apparaître un fort potentiel concernant les trajets domicile-travail des agents. Ainsi, pour affirmer leur ambition concernant la promotion des mobilités actives, les collectivités montpelliéraines ont pour objectif de labéliser leurs sièges « *Employeur Pro Vélo* » conformément au référentiel défini par la Fédération des Usagers de la Bicyclette.

Les dispositifs proposés dans ce PDME actualisés et présentés ci-après reflètent ces ambitions et sont le résultat d'une démarche transversale inter-collectivités qui a permis de construire des solutions qui répondent à l'objectif de promouvoir les modes de déplacements alternatifs et actifs. Cette délibération formalise donc l'engagement des Collectivités à agir de manière concrète en présentant les différents dispositifs du PDME actualisé qui seront proposés aux agents ainsi que les modalités pratiques de mise en œuvre qui seront applicables au 1^{er} juin 2024.

1. Les déplacements domicile-travail en transports en commun

La Collectivité prend en charge 75% du montant de l'abonnement annuel conformément au décret n°2010-676 du 21 juin 2010 révisé instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail. Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking.

Les agents qui résident sur le territoire métropolitain bénéficient de la gratuité des transports en commun du réseau TaM.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pour les trajets domicile-travail peuvent souscrire aux abonnements leur permettant de bénéficier de l'offre de transports en commun desservant le territoire (TaM, SNCF, liO...). Les agents ayant souscrit à l'abonnement TaM bénéficient également des parkings-relais Tram.

Du fait de la mise en place d'un PDME, les agents ont accès à des tarifications réduites auprès de la TaM et de Hérault Transports.

2. Les déplacements professionnels en transports en commun

Pour les déplacements réguliers sur le territoire métropolitain, les agents non-résidents peuvent bénéficier de cartes d'abonnement « *Entreprise* » cessibles et non-nominatives, permettant une libre circulation sur le réseau TaM.

Pour les déplacements ponctuels sur le territoire, les agents non-résidents auront à disposition des titres à usage unique et à durée variable en fonction du besoin (1h30, 4h ou 24h) pour circuler sur le réseau TaM.

Pour les déplacements en transport en commun en dehors de la résidence administrative de l'agent, la Collectivité rembourse les frais du titre de transport conformément à la réglementation en vigueur.

3. Le forfait mobilités durables

Le forfait mobilités durables (FMD) est un dispositif financier de soutien aux salariés du secteur privé et des agents des services publics qui font le choix d'un mode de transport alternatif et durable pour leurs déplacements domicile-travail. Les conditions d'octroi du FMD sont définies par le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « *forfait mobilités durables* » dans la fonction publique territoriale. Dans la fonction publique territoriale, le versement du FMD est un dispositif non obligatoire, qui peut être adopté à l'initiative de la collectivité pour soutenir et encourager les modes de déplacement vertueux, et reste subordonné à l'adoption d'une délibération par l'organe délibérant fixant les modalités d'octroi du forfait.

a) Eligibilité du FMD

Le FMD est versé aux fonctionnaires et agents contractuels de droit public ou de droit privé.

Sont éligibles au versement du FMD, les déplacements réalisés par les agents :

- A l'aide d'un cyclomoteur, d'une motocyclette, d'un cycle ou cycle à pédalage assisté, ou d'un engin de déplacement motorisé ou non (trotinettes, mono-roues, gyropodes, hoverboard...), loué ou mis à disposition en libre-service. Lorsque ces engins sont motorisés, le moteur ou l'assistance doivent être non thermiques ;
- En tant que conducteur ou passager en covoiturage ;
- En recourant à un service d'auto-partage, à condition que les véhicules mis à disposition soient des véhicules à faibles émissions.

Le FMD est cumulable avec le versement mensuel de remboursement des frais de transports publics en fonction de la réglementation en vigueur.

b) Montants et modalités de versement du FMD

Le montant est fixé par le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020. A date de la présente délibération, le montant est proportionnel au nombre de déplacements domicile-travail réalisés par l'agent au cours de l'année civile précédant celle du versement du forfait :

- 100 € lorsque le nombre de déplacements est compris entre 30 et 59 jours ;
- 200 € lorsque le nombre de déplacements est compris entre 60 et 99 jours ;
- 300 € lorsque le nombre de déplacements est d'au moins 100 jours.

Le FMD se substitue au versement mensuel de l'indemnité kilométrique vélo (IKV) telle que définie dans la délibération de 2018.

Le versement du FMD est exonéré de cotisations et de contributions sociale et d'impôts sur le revenu. Lorsque le FMD est cumulé avec la prise en charge par l'employeur du coût des titres d'abonnement aux transports publics de personnes ou services publics de location de vélos, l'exonération de cotisations sociales résultant de ces deux prises en charge ne peut excéder 800 € par an.

Le bénéfice du « *forfait mobilités durables* » est subordonné au dépôt d'une déclaration sur l'honneur établie par l'agent auprès de la Collectivité au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Cette déclaration sur l'honneur atteste, pour l'année civile au titre de laquelle le forfait est versé :

- De l'utilisation de l'un, ou de plusieurs, modes de transport éligibles ;
- Du nombre de jours de déplacements réalisés à l'aide de ces moyens de transport

Pour la Collectivité, cette attestation sur l'honneur sera matérialisée sous la forme d'un formulaire e-service disponible sur l'intranet et auprès du Pôle des Moyens Généraux.

Conformément au décret, la Collectivité pourra demander tout justificatif utile permettant de contrôler l'usage du moyen alternatif pour les trajets domicile-travail (preuves de pédalage, preuves de covoiturage, attestation d'assurance, facture d'achat ou d'entretien...).

Le FMD est versé l'année suivant celle du dépôt de la déclaration.

c) Cas particuliers

Lorsque l'agent a changé d'employeur au cours de l'année, il dépose sa déclaration auprès de son dernier employeur au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le forfait est versé. Cette déclaration transmise par l'agent atteste de l'ensemble des déplacements réalisés par l'agent au cours de l'année auprès d'employeurs éligibles au FMD. Le forfait est versé par le dernier employeur de l'agent et son montant est déterminé en prenant en compte l'ensemble des déplacements réalisés par l'agent au cours de l'année.

Le ou les autres employeurs de l'agent au cours de l'année au titre de laquelle le forfait est versé transmettent, le cas échéant, au dernier employeur de l'agent, les justificatifs attestant du recours effectif à l'un des modes de transport éligibles.

4. Le prêt de vélos à assistance électrique (VAE)

Afin de promouvoir les déplacements en VAE pour les trajets domicile-travail, la Collectivité proposera aux agents souhaitant découvrir ce mode de déplacement, le prêt d'un VAE pour une durée de 60 jours à compter de la mise en œuvre du PDME actualisé. Ce dispositif sera organisé et mis en œuvre par le Pôle Moyens Généraux.

Pour en bénéficier, l'agent devra :

- Souscrire à une assurance responsabilité civile pour ses trajets domicile-travail et transmettre l'attestation au PMG ;
- Suivre une formation préalable obligatoire sur la conduite du vélo en ville. Cette formation sera assurée par le PMG.

Les agents titulaires, contractuels sur poste permanent et sur contrat de projet peuvent bénéficier de ce dispositif sans condition d'ancienneté. Les contractuels sur emploi non permanent pourront bénéficier du prêt de VAE après 3 mois continus d'ancienneté.

5. Le rachat du vélo ou VAE PDM

Les agents qui bénéficient du prêt gratuit d'un vélo mécanique ou de la mise à disposition d'un VAE PDM (avec contribution de 18 €/mois) dans le cadre du PDM délibéré en 2018, auront la possibilité de racheter l'équipement.

a) Tarifs

La grille de tarif de rachat ci-dessous est calculée par l'application d'une décote en référence au coût d'acquisition et dont le taux est lié à l'âge du vélo :

	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	4 ^{ème} année	5 ^{ème} année et au-delà
% de rachat du neuf	80%	70%	50%	40%	20%
Simulation pour VAE à 1600€	1 280€	1 120€	800€	640€	320€
Simulation pour vélo mécanique à 300€	240€	210€	150€	120€	60€

b) Modalités de rachat

L'agent qui souhaite racheter le vélo devra en faire la demande dès le démarrage du dispositif au Pôle Moyens Généraux qui émettra un titre de recettes du montant de la valeur du vélo auprès du Trésor Public à compter du 1^{er} décembre 2024.

Dans le cas où l'agent ne souhaite pas acheter le vélo, il aura 2 mois, à compter de la mise en œuvre du PDME actualisé pour restituer l'équipement, soit au plus tard le 31 juillet 2024. A l'issue de ce délai, si le vélo n'est pas restitué, un titre de recette de la valeur du vélo comme indiqué ci-dessus sera émis par le Pôle Moyens Généraux.

6. La mise en place d'ateliers de révision pour les vélos des agents

Afin de promouvoir l'usage sécurisé du vélo pour les déplacements domicile-travail, la collectivité proposera aux agents propriétaires d'un cycle de bénéficier de prestations de révision/entretien sous forme de permanence d'un atelier.

Ces prestations seront assurées par des professionnels et porteront sur les domaines suivants :

- Inspection visuelle générale ;
- Contrôles divers (pression des pneus, batterie, connectiques...) ;
- Lubrification / remplacement de la chaîne ;
- Vérification / réglage / remplacement des freins et vitesses ;
- Inspection des serrages, roulements et accessoires.

Dans un premier temps, ce dispositif sera mis en œuvre et proposé aux agents des sièges des collectivités (hôtel de ville, hôtel de métropole, siège du CCAS). La fréquence et l'ajout d'autres sites seront ajustés en fonction de l'affluence et de l'attrait du dispositif. La mise en place d'ateliers itinérants sera également étudiée.

7. La formation sur l'usage sécurisé du vélo

Le PDME actualisé ayant vocation à promouvoir les déplacements en vélo, la Collectivité proposera une formation sur la conduite du vélo en ville et sur l'initiation à l'entretien et aux réglages.

Les sessions de formation seront assurées par l'Unité Cycle du Pôle Moyens Généraux et se dérouleront sur le temps de travail des agents.

Le programme s'articule autour de deux parties :

- La conduite d'un vélo en ville : apports théoriques / mise en pratique avec vérification des aptitudes du cycliste (freinage, virage, changement de direction) et circuit découverte ;
- Initiations à l'entretien et aux réglages :
 - o Pneumatiques : lecture des informations, vérification de l'usure et contrôle des pressions, sens montage du pneu ;
 - o Freins : (à patins, à disques ou à tambour) vérification de l'usure et réglage ;
 - o Vitesses : (à dérailleurs ou à moyeux) entretien et réglage de l'ensemble de la transmission ;
 - o Réglage postural : selle, la potence, le cintre, manettes (freins et dérailleurs)

8. Le forfait ticket parking

Les agents qui effectuent leurs déplacements domicile-travail avec des moyens durables et alternatifs (transports en commun, vélo, marche à pieds...) pourront bénéficier d'un forfait de 12 ou 24 places de stationnement parking par an afin de pouvoir utiliser leur véhicule pour des besoins occasionnels (intempéries, contraintes personnelles, conciliation des temps...).

Seuls les parkings en ouvrage disposant d'une présence humaine 24h/24 pourront être éligibles au dispositif : Hôtel de ville, Europa et Corum.

Les agents pourront choisir le forfait 12 ou 24 places au moment de la souscription au dispositif. Les tarifs appliqués sont fonction des revenus des agents. S'agissant d'un forfait annuel, l'agent aura une retenue mensuelle sur son salaire de sa participation financière en fonction du forfait choisi.

Les agents titulaires, contractuels sur poste permanent et sur contrat de projet peuvent bénéficier de ce dispositif sans condition d'ancienneté. Les contractuels sur emploi non permanent pourront bénéficier du forfait parking après 3 mois continus d'ancienneté.

Les agents qui souscrivent aux dispositifs « *Stationnement parking en ouvrage* » et « *Forfait stationnement professionnel* » présentés aux points 9 et 10 du présent rapport ne peuvent bénéficier du Forfait ticket parking.

Le montant de la participation financière de l'agent est calculé en fonction de son revenu net fiscal.

Tableau de tarification du forfait tickets parking

Revenu net fiscal Annuel de l'agent	Participation unitaire de l'agent	Participation mensuelle Forfaitaire de l'agent (pour 12 tickets par an)	Participation mensuelle Forfaitaire de l'agent (pour 24 tickets par an)
$A \leq 25\,000\text{€}$	2€	2€	4€
$25\,000\text{€} < A \leq 28\,000\text{€}$	3€	3€	6€
$28\,000\text{€} < A \leq 32\,000\text{€}$	4€	4€	8€
$A > 32\,000\text{€}$	5€	5€	10€

9. Le stationnement parking en ouvrage

Les agents qui travaillent sur un site ou à proximité d'un site doté d'un parking en ouvrage payant pourront bénéficier d'une place de stationnement sauf en cas d'impossibilité liée à une saturation du parking.

Les conditions d'accès au parking définies ci-dessous sont cumulatives. Ainsi, pour bénéficier de l'accès au parking, l'agent :

- Doit résider à plus de 5 km de son lieu de travail principal ;

Et

- Doit résider et travailler à plus de 500 m d'une station de Tram/Bustram ou 300 m d'un arrêt de bus en ligne directe entre son domicile et son lieu de travail principal.

Une période transitoire avec maintien des droits d'accès actuels des agents s'ouvrira à compter du 1^{er} juin 2024 pour une durée de 3 mois soit jusqu'au 31 août 2024. Ce délai permettra aux agents de prendre connaissance de l'offre du PDME et des mobilités alternatives afin de revoir leur organisation personnelle pour leurs déplacements domicile-travail.

Des demandes de dérogations à ces règles pour raisons médico-sociales pourront être sollicitées par les agents. Ces demandes seront instruites par le service Qualité de Vie au Travail de la Direction Déléguée Développement et Innovation RH.

Par ailleurs, il sera du ressort de chaque direction de justifier des demandes de dérogations liées à des contraintes de service ou à des cycles de travail spécifiques. Ces demandes seront alors soumises et validées par les directeurs de Pôle.

A titre expérimental et afin de favoriser le recours au covoiturage, la Collectivité prévoit de cumuler le dispositif « *Stationnement parking en ouvrage* » avec le versement du forfait de mobilité durable (FMD) tel que défini au point 3 du rapport exclusivement pour le covoiturage.

Dans ce cas, l'agent ne devra déclarer que les jours de covoiturage en tant que conducteur en transmettant la preuve de covoiturage à l'administration pour permettre le versement du FMD. Si l'agent souhaite déclarer d'autres moyens de déplacements au titre du versement du FMD (vélo, trottinette...), il ne sera plus éligible au dispositif « *Stationnement parking en ouvrage* » et devra y renoncer.

Les agents titulaires, contractuels sur poste permanent et sur contrat de projet peuvent bénéficier de ce dispositif sans condition d'ancienneté. Les contractuels sur emploi non permanent pourront bénéficier du forfait parking après 3 mois continus d'ancienneté.

Le montant de la participation financière de l'agent est calculé en fonction de son revenu net fiscal et prélevé mensuellement sur son salaire comme indiqué ci-dessous :

- Jusqu'au 31 décembre 2024 : participation mensuelle définie dans la délibération n°V2018-110
- A compter du 1^{er} janvier 2025

Revenu net fiscal Annuel de l'agent	Participation mensuelle pour une place de parking Voiture	Participation mensuelle pour une place de parking Deux roues motorisés
$A \leq 25\,000\text{€}$	35€	17,50€
$25\,000\text{€} < A \leq 28\,000\text{€}$	40€	20€
$28\,000\text{€} < A \leq 32\,000\text{€}$	55€	27,50€
$A > 32\,000\text{€}$	60€	30€

Afin de prendre en compte la réduction de l'usage du parking durant la période de congés estivaux, aucune facturation ne sera opérée au mois d'août à compter du 1^{er} janvier 2025.

Les agents titulaires de la Carte Mobilité et Inclusion (CMI) Stationnement délivrée par la Maison Départementale des Personnes Handicapées pourront bénéficier du tarif de la première tranche sur présentation du justificatif au moment de la souscription au dispositif.

10. Forfait stationnement professionnel

Le forfait stationnement Professionnel est un dispositif de la TaM qui s'adresse spécifiquement aux salariés dont l'entreprise est située sur une zone de stationnement payant à Montpellier. Ce forfait mensuel offre une tarification adaptée selon la zone de stationnement choisie et la puissance fiscale du véhicule utilisé.

Tarifs du Forfait stationnement professionnel à la date de la délibération :

	Forfait véhicule 100% électrique ou une puissance fiscale inférieure ou égale à 7 CV fiscaux	Forfait pour les véhicules avec une motorisation d'une puissance fiscale supérieure à 7 CV fiscaux
Forfait mensuel zone verte	60,00€	80,00€
Forfait mensuel zone orange	100,00€	130,00€

Les agents qui travaillent sur un site situé sur un secteur de stationnement payant pourront bénéficier, à compter du 1^{er} janvier 2025, d'une participation aux frais de l'abonnement dès lors qu'ils remplissent les mêmes conditions cumulatives que celles définies pour accéder aux parkings en ouvrage.

Ainsi, pour bénéficier de la participation de la collectivité, l'agent :

- Doit résider à plus de 5 km de son lieu de travail ;

Et

- Doit résider à plus de 500 m d'une station de Tram/Bustram ou 300 m d'un arrêt de bus en ligne directe entre son domicile et son lieu de travail.

Des demandes de dérogations à ces règles pour raisons médico-sociales pourront être sollicitées par les agents. Ces demandes seront instruites par le service Qualité de Vie au Travail de la Direction Déléguée Développement et Innovation RH.

A titre expérimental et afin de favoriser le recours au covoiturage, la Collectivité prévoit de cumuler le dispositif « *Forfait stationnement professionnel* » avec le versement du forfait de mobilité durable (FMD) tel que défini au point 3 du rapport exclusivement pour le covoiturage.

Dans ce cas, l'agent ne devra déclarer que les jours de covoiturage en tant que conducteur en transmettant la preuve de covoiturage à l'administration pour permettre le versement du FMD. Si l'agent souhaite déclarer d'autres moyens de déplacements au titre du versement du FMD (vélo, trottinette...), il ne sera plus éligible au dispositif « *Forfait stationnement professionnel* » et devra y renoncer.

La participation financière de la collectivité est exprimée en pourcentage de l'abonnement et est fonction du revenu net fiscal de l'agent. La participation financière de la collectivité est plafonnée à 50€. Elle sera versée mensuellement sur son salaire comme indiqué ci-dessous :

Revenu net fiscal Annuel de l'agent	Participation de la Collectivité plafonnée à 50€ (% de l'abonnement)
$A \leq 25\ 000\text{€}$	50%
$25\ 000\text{€} < A \leq 28\ 000\text{€}$	45%
$28\ 000\text{€} < A \leq 32\ 000\text{€}$	40%
$A > 32\ 000\text{€}$	35%

Les agents titulaires, contractuels sur poste permanent et sur contrat de projet peuvent bénéficier de ce dispositif sans condition d'ancienneté. Les contractuels sur emploi non permanent pourront bénéficier d'une participation au Forfait stationnement professionnel après 3 mois continus d'ancienneté.

Le comité social territorial en date du 21 mars 2024 a formulé un avis sur ce projet de délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les dispositions de la présente délibération applicables telles que définies ci-dessus au 1^{er} juin 2024 ou au 1^{er} janvier 2025 ;
- D'abroger toutes dispositions en contradiction avec la présente délibération, prises par des actes antérieurs à compter de l'application de la présente délibération ;
- D'instaurer le forfait mobilité durable au bénéfice des agents de la Ville de Montpellier selon les modalités exposées dans le point 3 ;
- De participer aux frais de stationnement professionnel selon les modalités exposées dans le point 10 ;
- D'approuver toutes les modalités pratiques et tarifaires proposées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport PDME_2024_2026.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264215-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Convention de partenariats en vue de la réalisation d'enquêtes métier au sein des
trois versants de la fonction publique pour des agents en situation de handicap -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'association pour les personnes en situation de handicap (APSH34) œuvre en faveur des personnes en situation de handicap mental et psychique, afin de leur apporter l'accueil, le soin, l'accompagnement, l'épanouissement social, éducatif et/ou professionnel dont elles ont besoin.

A ce titre, elle gère Cap emploi 34, Organisme de Placement Spécialisé (OPS). Ses objectifs sont l'amélioration ou le retour à l'emploi de tous les demandeurs d'emploi en situation de handicap, mettre en place une complémentarité entre France Travail et le réseau Cap emploi et renforcer les partenariats avec les autres acteurs économiques, institutionnels et associatifs au niveau national et local.

A ce titre, et afin d'améliorer l'accompagnement des agents des trois versants de la fonction publique en situation de handicap, Cap Emploi 34 a été à l'initiative d'une mise en relation de plusieurs services déconcentrés de l'Etat, de collectivités territoriales et établissements publics intercommunaux et d'établissements relevant de la fonction publique hospitalière (Ville de Montpellier, le CHU de Montpellier, les Hôpitaux du bassin de Thau, Montpellier Méditerranée Métropole, le Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Montpellier, la Communauté d'Agglomération et le CCAS du Pays de l'Or, la Direction régionale des affaires culturelles, l'Université Paul Valéry). L'objectif de cette initiative est d'améliorer le maintien dans l'emploi de ces agents en situation de handicap et développer leur employabilité.

La première action mise en place est de permettre à des agents en situation de mobilité et de handicap d'effectuer des enquêtes métiers, auprès des autres signataires de cette convention, afin de développer l'interconnaissance des métiers entre les fonctions publiques, favoriser les passerelles entre établissements publics et ouvrir les possibilités de mobilité pour ces agents.

Des enquêtes métier sont déjà réalisées auprès d'agents au sein de la Ville de Montpellier. Cette convention élargit la pratique à des métiers qui ne seraient pas représentés en son sein.

Cette action est proposée à titre expérimental jusqu'au 31 décembre 2024. Jusqu'à cette date, la Ville de Montpellier s'engage à permettre la découverte de 5 métiers pour des agents issus des structures signataires de cette convention. Ces enquêtes seront réalisées par téléphone ou en visioconférence.

Cap Emploi Hérault s'engage, par cette convention, à assurer l'animation et la coordination des signataires de la convention. Elle assure également le suivi des enquêtes réalisées afin de dresser un bilan en fin d'année 2024.

Pour la Ville de Montpellier, une conseillère en évolution professionnelle sera en charge de la gestion des demandes et de la mise en relation avec les pôles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et Convention de partenariat entre Ville de Montpellier, le CHU de Montpellier, les Hôpitaux du bassin de Thau, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, la Communauté d'Agglomération et le centre intercommunal d'action sociale du Pays de l'Or, la Direction régionale des affaires culturelles, l'Université Paul Valéry de Montpellier et l'Association pour les personnes en situation de handicap (APSH34 – Cap Emploi 34) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention FP et CE Experimentation Enquête métier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263575-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Lutte contre la haine LGBTQI+ - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association FLAG - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La lutte contre les actes de haine anti-LGBTQI+ occupe une place centrale dans la politique de lutte contre les discriminations mise en œuvre par la Ville de Montpellier. Une démarche spécifique de travail a, dès 2020, été initiée dans le cadre des travaux du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD). Elle a conduit à la création d'une cellule de veille réunissant différents acteurs institutionnels et associatifs. Cette dernière s'est, au fil des mois, imposée comme un espace de travail sur les actions à mettre en place en réponse aux actes repérés de violence.

Le partenariat avec l'association « FLAG ! » a rapidement été identifié comme un levier essentiel au travail mené en faveur de la levée des freins au dépôt de plainte. L'application développée par l'association a, ces deux dernières années, contribué au repérage des violences commises sur le territoire de la ville. La multiplication des campagnes de communication et les partenariats initiés ont conduit « FLAG ! » à être localement populaire. Un total de 38 signalements a, ainsi, été enregistré sur la plate-forme entre janvier 2022 et décembre 2023.

La convention signée entre la Ville de Montpellier et l'association « FLAG ! » en mai 2021 précise les conditions d'accès à la console *Backoffice* de l'application. La consultation du détail des signalements effectués sur l'application a, ces 3 dernières années permis à la Ville d'établir une cartographie précise des lieux où les actes de haine anti-LGBTQI+ ont été perpétrés, de mener diverses opérations de sécurisation et de définir des actions de prévention en direction des publics cibles.

Le bilan de la coopération entre la Ville et l'association est positif. La convention arrivant à échéance en mai 2024, il est donc proposé de reconduire le partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association pour une nouvelle période de 3 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de renouvellement du partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association « FLAG ! » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville - FLAG! 2024-2027.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262151-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (CDDF) - Charte de
Fonctionnement - Charte de déontologie - Modifications - Protocole d'accueil au
sein des services de la Ville - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a, en décembre 2022, initié un Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (CDDF) dans le but de consolider le travail de prévention de la délinquance mené sur le territoire. Le dispositif a vocation à soutenir les parents de mineurs, dans leurs rôles et missions, ayant occasionné un ou plusieurs troubles à l'ordre public. Il est un espace de dialogue où des « *parcours* » peuvent être proposés.

Bien que régis par la loi du 5 mars 2007, l'organisation et le fonctionnement du dispositif ont été définis avec les partenaires dans le cadre d'ateliers coopératifs. Une Charte de déontologie et de partage de l'information et une Charte de fonctionnement ont été établies sur ces bases. Elles font du principe d'adhésion des familles, l'un des éléments fondateurs du dispositif.

L'année 2023 a été marquée par un certain dynamisme. Le CDDF a été saisi à 68 reprises par les services de la Ville ou par les partenaires, en vue d'un éventuel soutien des parents rencontrés. Au total, 15 accompagnements (avec formalisation d'un « *parcours* »), 10 veilles actives et 10 veilles plus classiques ont été mis en place avec le consentement des intéressés.

La pratique conduit toutefois à envisager quelques évolutions dans le fonctionnement du dispositif. Dans certaines situations, l'accueil du mineur de 13 ans révolus, au sein d'un service de la Ville pourrait avoir un sens éducatif. Les objectifs varieraient en fonction des situations : observation des pratiques, participation à une action et/ou mise en œuvre d'un projet.

Des modalités d'accueil au sein des services (annexe 1 de la Charte de fonctionnement) et un protocole individualisé ont été établis à cet effet. L'option de ces accueils serait à introduire à l'article 7 §4 de la Charte de fonctionnement du CCDF.

D'autres modifications seraient également à intégrer aux différents documents encadrant le dispositif :

- Un paragraphe 4 serait à ajouter à l'article 4 de la Charte de déontologie et de partage de l'information de façon à rappeler le principe de « confidentialité » auquel les acteurs sont tenus ;
- Un paragraphe serait également à ajouter à l'article 8 de la Charte de fonctionnement de façon à préciser qu'en marge des situations où des incivilités, des troubles à l'ordre public ou des actes de délinquance ont été constatés, l'instance de représentation du CCDF pourra se réunir dans le but de rappeler le respect de l'obligation d'instruction ou le respect de l'obligation de formation ;
- Les situations pouvant donner lieu à une saisine du dispositif et celles pour lesquelles la démarche est, par principe, à exclure seraient, enfin, à préciser (article 3§1 de la Charte de fonctionnement).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la Charte de fonctionnement du Conseil des Droits et Devoirs des Familles et de la Charte de déontologie et de partage de l'information modifiées ;
- D'approuver les termes du protocole individualisé d'accueil au sein des services de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2024 - Charte de déontologie et de partage de l'information V3.docx
- CDDF - Charte de fonctionnement IV- modifiée en 2024 V3.docx
- Protocole individualisé - accueil au sein des services V2.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263605-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Prévention de la délinquance - "Exposition 13-18 : questions de justice" -
Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Direction
Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La politique de prévention de la délinquance mise en œuvre sur le territoire de la Ville s'appuie, pour partie, sur une collaboration avec les services du Ministère de la Justice. Le partenariat conclu avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) permet notamment d'accueillir des mineurs et des jeunes majeurs au sein des services municipaux pour la réalisation de Travaux d'Intérêt Général ou de Travaux Non Rémunérés. Il justifie, par ailleurs, la participation de la Direction territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse aux instances du Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles de la Ville.

Les échanges entretenus avec les publics dans le cadre des dispositifs de prévention de la délinquance font état de questionnements réguliers sur le fonctionnement de la chaîne pénale des mineurs.

La Protection Judiciaire de la Jeunesse a créé un support intitulé « *Expo 13-18 : questions de justice* » permettant d'échanger sur les notions de droits et de devoirs, sur les lois applicables et les sanctions pouvant être infligées en cas d'infraction. Les professionnels du ministère de la Justice disposent d'une expertise leur permettant d'animer ce support auprès des publics jeunes.

Un projet d'animation a donc été défini avec la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse visant à :

- Accueillir l'exposition dans le cadre de campagnes annuelles d'information et de séquences d'animations à la demande des services ;
- Former les techniciens disposés à participer à son animation aux côtés des professionnels du Ministère de la Justice ;
- Mettre en commun les ressources et les compétences.

Pour ce faire, une convention de partenariat est établie pour une durée de trois ans. La campagne d'information 2024 est envisagée du 3 au 7 juin dans les locaux de « *Montpellier jeunesse* », au sein du bâtiment municipal Pagézy, sis 1 place Francis Ponge. Une première série d'ateliers y est programmée en direction des publics jeunes, des familles et des professionnels intervenant sur le champ de prévention. Le projet s'inscrit dans les travaux du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat Ville - PJJ V2.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263598-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Petite enfance et Place de
l'enfant dans la Ville**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés -
Tarif 2024-2025 - Approbation**

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux d'établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés. La réservation de berceaux municipaux présente en effet l'avantage pour la Ville de favoriser la mixité sociale au sein de certains Eaje municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier.

Conformément à cette délibération, cette réservation de berceaux s'effectue en contrepartie d'une redevance annuelle versée pour chaque berceau réservé. Le montant annuel de cette redevance, au profit de la Ville de Montpellier, doit règlementairement correspondre au coût net moyen d'exploitation d'une place d'accueil collectif gérée en régie directe. Par ailleurs, pour mettre en adéquation la clause tarifaire de la convention de réservation de berceaux avec le calendrier d'accueil des enfants courant de septembre à septembre, il a été acté que la périodicité d'application du montant de la redevance annuelle s'établit du 1^{er} septembre au 31 août.

Ainsi, pour la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025, le montant de la redevance s'élève à 6 100 €, soit une hausse de 100 € par rapport au montant du tarif de l'année précédente, qui s'élevait à 6 000 € et qui n'avait pas augmenté depuis les 5 dernières années.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le montant de la redevance annuelle pour la période d'application du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264235-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohamed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Relais Petite Enfance 2024 - Renouvellement des conventions de fonctionnement - Autorisation de signature - Approbation

Madame Tasme AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier compte actuellement huit secteurs de Relais Petite Enfance (RPE) qui regroupent près de 625 assistant(e)s maternel(le)s indépendant(e)s et offrent une capacité d'accueil pour environ 1 680 enfants. Ces relais ont un rôle d'information, d'accompagnement et d'échanges entre les parents, les assistant(e)s maternel(le)s et les différents services aux familles du territoire dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil individuel.

Le financement du fonctionnement des RPE, ainsi que celui du poste d'animateur de chaque relais, est assumé à la fois par la Ville de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et le Département de l'Hérault dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite selon les modalités suivantes :

- Par le Conseil Départemental à hauteur de 20% des salaires et charges sociales de l'animateur ;
- Par la CAF qui s'engage à verser une prestation de service, dont le montant annuel s'élève à 43% des dépenses de fonctionnement, dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF ;
- Par la Ville de Montpellier pour le solde.

Il est proposé au Conseil municipal de renouveler les conventions relatives au fonctionnement des Relais Petite Enfance suivants :

- **RPE « Aiguelongue »** situé 2 rue des Tourterelles dont le secteur géographique concerne les Iris Agropolis, Aiguelongue, Beaux-Arts, Boutonnet, Ecole d'Architecture-Triolet, Rimbaud, Fac de pharmacie, Ecole Normale, Justice, Lapeyronie, Les Aubes, Lunaret, Archives départementales, Méric, Nazareth, Saint-Eloi, Sainte Odile, Verdanson et Vert-Bois ;
- **RPE « Antigone 1 »** situé 62 rue de Rhodes dont le secteur géographique concerne la Guirlande, Lepic, Méditerranée, Moulin de l'Evêque, Nombre d'Or, Place de l'Europe, Pont de Sète, Préfecture, Saint-Denis, Saint-Roch 2 ;
- **RPE « Antigone 2 - Val de Croze »** situé 438 boulevard d'Antigone dont le secteur géographique concerne Bagatelle, Bouisses, Estanove, la Colline, les Grèzes, Notre Dame de la Paix et Pas du Loup ;
- **RPE « Croix d'Argent »** situé 635 rue Jacques Bounin, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Croix d'Argent, Garosud, Marqueroze, Mas Drevon-Maurin, Sabathé, Tastavin et Parc Montcalm ;
- **RPE « Mosson »** situé 123 rue de Lausanne, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Blayac, Celleneuve, Euromédecine, la Fontaine, les Gémeaux, les Garrigues, les Tours, Malbosc, Occitanie, Oxford, Bologne, Mail Nord et Sud ;
- **RPE « Odyseum »** situé 280 boulevard Pénélope, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Eureka, Grammont, la Lironde, Millénaire, Pompignane, Port Marianne, Rives du Lez et Salaison ;
- **RPE « Saint Clément »** situé 311 avenue Saint Clément, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Agriculture, Alco, Assas, Astruc, Bel-Air, Casseyrols, la Piscine, Petit Bard, les Tonnelles, Pilory, Soulas et avenue de Lodève ;
- **RPE « Port Marianne »** situé 260 rue Clause Lévi Strauss dont le secteur géographique concerne les Iris Aiguerelles, la Rauze, Mion, Pont Trinquat, port Marianne, Saint-Martin et Tournezy.

Ces conventions sont conclues pour une période de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions renouvelées relatives au fonctionnement des Relais petite Enfance entre la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Caisse d'Allocations Familiales ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Conventions tripartites 2024 PPE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263603-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes entre Montpellier, Fabrègues,
Lavérune, Cournonsec, Saint-Drézéry, Prades-le-Lez, Montferrier-sur-Lez,
Restinclières, Saussan, Saint-Brès, Saint Geniès des Mourgues, Villeneuve-lès-
Maguelones, Murviel-lès-Montpellier, Cournonterral et Montaud Pignan,
Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Clapiers, Juvignac, Le Crès et Sussargues pour la
passation d'un marché de prestations de transports d'enfants et d'adolescents
avec chauffeur - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le Code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats groupés sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, des Villes de Montpellier, Fabrègues, Lavérune, Cournonsec, Saint-Drézéry, Prades-Le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Restinclières, Saussan, Saint-Brès, Saint-Geniès des Mourgues, Villeneuve-lès-Maguelone, Murviel-Les-Montpellier, Cournonterral, Montaud, Pignan, Beaulieu, Castelnau-Le-Lez, Clapiers, Juvignac, Le Cres et Sussargues se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché pour de prestations de transports d'enfants et d'adolescents, avec chauffeur.

La convention a pour objet de créer, dans ce cadre, un groupement de commandes avec les communes précitées, régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement. La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises. La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre les Villes de Montpellier, Fabrègues, Lavérune, Cournonsec, Saint-Drézéry, Prades-Le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Restinclières, Saussan, Saint-Brès, Saint-Geniès des Mourgues, Villeneuve-les-Maguelone, Murviel-Les-Montpellier, Cournonterral, Montaud, Pignan, Beaulieu, Castelnau-Le-Lez, Clapiers, Juvignac, Le Cres et Sussargues ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention groupement commande - TRANSPORTS AVEC CHAUFFEUR.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264308-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Cité Éducative Montpellier Mosson - Demande de renouvellement de la labellisation - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Le programme national des Cités Educatives vise à créer une alliance éducative pour assurer la continuité éducative de la crèche jusqu'à l'insertion professionnelle au sein des quartiers prioritaires de la politique de la Ville labellisés.

La Cité éducative de Montpellier Mosson s'emploie, depuis sa labellisation en 2019, à mobiliser les acteurs, ressources et institutions engagés pour la réussite éducative des enfants et des jeunes, autour de l'école et des lieux éducatifs (équipes pédagogiques et professionnels éducatifs et de santé des 24 écoles, des 3 collèges et du lycée professionnel, parents, professionnels de la petite enfance, médiateurs et travailleurs sociaux, éducateurs et animateurs sociaux, culturels et sportifs, associations) en lien étroit avec la dynamique de transformation urbaine et sociale du quartier NPRU.

Contractualisée par convention tripartite le 6 mai 2020 par la Ville, la Préfecture et l'Education Nationale, la Cité Educative Montpellier Mosson a bénéficié jusqu'à fin 2023 de 1,2M€ de crédits dédiés par l'Etat sur 3 ans, soit 400K€ par an.

La présente convention de labellisation, conclue pour une durée initiale de trois ans, soit du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2022, a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2023.

En 2023-2024, le plan d'actions de la Cité éducative s'est recentré sur quatre priorités thématiques issues d'un diagnostic de territoire, et faisant l'objet d'une animation territoriale et d'une ingénierie de projet :

1. L'orientation scolaire et professionnelle : offre pédagogique globale à destination des collégiens (passerelle vers l'entreprise et les stages, découverte des métiers d'avenir, modèles de réussite issus des quartiers, connaissance de soi et confiance en soi) ;
2. La persévérance scolaire et la prévention du décrochage : plateforme dédiée à l'accompagnement éducatif et personnalisé des 10-16 ans en risque de décrochage et de leurs parents, repérés par l'école et le collège (Plateforme de prévention du décrochage scolaire/PPDS) ; accueil éducatif des élèves exclus temporairement ; devoirs faits avec parents en classe, etc. ;
3. La promotion de la santé: Médiation santé et santé psy pour adolescents sur Mosson ; médiation et accompagnement physique et administratif à la santé des enfants et familles les plus fragiles ; dépistage précoce (1er degré) et accompagnement social et psychologique des difficultés sociales et psychosociales, et des troubles d'apprentissage ; ateliers enfants et adolescents et café des parents sur la prévention des risques liés aux écrans et aux réseaux sociaux, ; formation des professionnels de terrain à la prévention des addictions, etc. ;
4. La maîtrise du langage : développement d'une « pédagogie de l'oralité » et outils innovants auprès des enseignant.e.s de maternelle ; ateliers théâtre pour élèves petits parleurs repérés en cadre scolaire ; dispositif ambassadeurs du livre dans les 13 écoles maternelles ; soutien au développement de festivals de lecture et littérature associant les parents sur toutes les écoles du quartier.

A la suite d'une demande de renouvellement de la labellisation de la Cité éducative de Montpellier Mosson sur trois ans, arbitrée en comité de pilotage du 14 décembre 2023, une nouvelle convention de contractualisation devrait être proposée à la Ville, et aux institutions partenaires de la Cité éducative, au premier trimestre 2024. Cette convention tripartite devra être retournée signée par les représentants des institutions partenaires au plus tard le 30 juin 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la demande de renouvellement de la labellisation de la Cité Educative sur un périmètre identique ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264010-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Propositions Artistiques et Culturelles pour les écoles - Année scolaire 2023-2024 -
Attribution de subventions - Convention - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier réaffirme son objectif d'égalité d'accès à la culture pour tous les enfants scolarisés dans les écoles publiques de Montpellier, afin que chacun puisse bénéficier d'au moins une proposition culturelle pendant son cycle primaire. Dans ce but, l'implication de toutes les écoles et leurs enseignants dans l'élaboration des projets sera encouragée à travers à une répartition équitable des financements.

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines. Notamment en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et à d'autres partenaires pour la mise en œuvre du Parcours d'Education Artistique et Culturelle – défini par la circulaire du 13 mai 2013, commune aux ministères de l'Education nationale et de la Culture. Ce dispositif est le fruit d'un partenariat entre la Ville de Montpellier, la Direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) de l'Hérault et la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Occitanie.

Pour la période du 8 janvier au 5 juillet 2024, 41 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des Propositions Artistiques et Culturelles pour les Ecoles (PACE). Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer des subventions à hauteur de 66 090 € selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Frédéric BAZILLE / Cie APIEU	990 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Victor SCHOELCHER / Kérozen et Gazoline	1980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Hélène BOUCHER / Rififi danse théâtre	1 970 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Paul LANGEVIN /Cie Singulier Pluriel	2 960 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Marie de Sévigné / Le Moovenement	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Alain SAVARY /Théâtre la Vista	1 970 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Sigmund FREUD / Nathalie TROVATO	2 470 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Sergei Prokofiev / Yann BIRGY	600 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 –Jules VERNE / Cie Griottes	1980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Agrippa d'AUBIGNE / Christine Boileau	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Louise MICHEL / Les sentiers de la création	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – PASTEUR / Cie la conciergerie	500 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jules FERRY / Cie Satellite	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Ingrid BERGMAN / Kérozen et Gazoline	980 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Térésa / Kérozen et Gazoline	1 780 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jean MERMOZ / Perrine BOYER	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jean MOULIN / Cie Les gens du quai	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – La Fontaine / Les sentiers de la création	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Aristote / Isabelle Hernandez	1 180 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Indira GANDHI / Association SENZALA	1 480€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Louis ARMSTRONG / Rififi danse théâtre	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jacques PREVERT / Compagnie du petit côté	1 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Joseph DELTEIL / Association LineUp	2 470 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Geneviève BON / Yann BIRGY	2 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Marc BLOCH / OUPS	1 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Madeleine BRES / OUPS	1 630 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – PICASSO et AVERROES / Nathalie TROVATO	2 460 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – GALILEE / Carole TRICARD	2 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – KUROSAWA / La Compagnie Buissonnière	990 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – HEIDELBERG / Cie Septième point	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Martin LUTHER KING / L'Enjambée	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – André BOULLOCHE / Association la cabane	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – LOUISVILLE / Cie la conciergerie	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Pablo NERUDA/ Allon'Z'enfants	1 980€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Antoine BALARD / Magalie CARLIER MAJEON	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Madeleine RENAUD / Balthazar	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Georges SIMENON / Cie Taffanel	2 960 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Aliénor d'AQUITAINE / Les sentiers de la création	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – RONSARD / Cie la cortina	2 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Marcel PAGNOL / Balthazar	1 980 €
525	Association de l'école Léopold Sédar Senghor	PROJET	PACE 2024 – Léopold Sédar SENGHOR / Sébastien Masse	980 €

La Direction Académique versant directement aux compagnies 7 910€ pour les projets suivants :

STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	MONTANT ACCORDE
BRAND A PART	PROJET	PACE 2024	1 980 €
PERRINE BOYER	PROJET	PACE 2024	3 950 €
URSULA CARUEL	PROJET	PACE 2024	1 980 €

Conformément à la convention qui lie la Ville de Montpellier avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles, la Ville s'engage à avancer la somme de 30 000 € qui lui sera ensuite reversée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et la convention type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention OCCE34 CD PACE.docx

- LE Senghor.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262583-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Projet Classes de Découverte Vertes et de Neige - Attribution de subventions -
Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier réaffirme son objectif d'égalité d'accès et aux loisirs pour tous les enfants scolarisés dans les écoles publiques de Montpellier, afin que chacun puisse bénéficier d'au moins un séjour en classe de Découverte pendant son cycle primaire. Dans ce but, l'implication de toutes les écoles et leurs enseignants dans l'élaboration des projets sera encouragée à travers à une répartition équitable des financements.

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 8 janvier au 5 juillet 2024, 39 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer des subventions à hauteur de 129 214 € selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – BERT/HUGO	900 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Simon BOLIVAR	2 304 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – BOULLOCHE	1 160 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Sarah BERNHARDT	2 340 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Marc BLOCH	6 612 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Docteur CALMETTE	3 450 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – PAPE CARPANTIER	2 256 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Auguste COMTE	486 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – CONDORCET	1 836 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MARIE CURIE	5 290 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DAVILER KERGOMARD	3 174 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – OLYMPE DE GOUGES	1 595 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Joseph DELTEIL	5 220 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Charles DICKENS	6 210 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Anne FRANCK	3 450 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Sigmund FREUD	1 152 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – GAMBETTA	972 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Francis GARNIER	792 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – GARIBALDI	1 332 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – HEIDELBERG	2 940 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – JAURES/DE GAULLE	1 656€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – LOUISVILLE	10 585€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MALET	4 421 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – André MALRAUX	2 862 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Jean MERMOZ	3 415 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – Joan MIRO	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Berthe MORISOT	5 750 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Blaise PASCAL	6 439 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Sergei PROKOFIEV	810 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Madeleine RENAUD	1 872 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – ROOSEVELT	7 380 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – ALAIN SAVARY	2 400 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Marie de SEVIGNE	2 967 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Georges SIMENON	4 416 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Jules SIMON	5 290 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – TERESA	1 350 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSE DE DECOUVERTE – Marguerite YOURCENAR	3 450 €
525	Association de l'école Léopold Sédar Senghor	CLASSE DE DECOUVERTE – LEOPOLD SEDAR SENGHOR	4 350 €

De plus, du fait d'annulation de projets ces deux dernières années, trois autres écoles pourront également bénéficier d'un projet classe de découverte grâce aux reliquats disponibles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution le cas échéant ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention OCCE34 CD Neige Verte.docx

- LE Senghor.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262593-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Grand Défi Vivez Bougez 2024 - Organisation de la Grande Récompense -
Partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Institut du Cancer de Montpellier
(ICM) - Subvention en nature - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Le Département Prévention de l'Institut du Cancer de Montpellier (ICM), en partenariat avec l'Agence régionale de Santé (ARS) Occitanie, l'Académie de Montpellier et la Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale Occitanie, développe depuis 2013 le projet Grand Défi Vivez Bougez. Ce programme innovant a pour objectif de promouvoir l'activité physique quotidienne des enfants de 6 à 11 ans et de leurs familles. Lors de l'édition 2023, 25 000 élèves scolarisés ont participé au projet.

Une journée de clôture intitulée « *La Grande Récompense* » est organisée le 7 juin 2024 au Palais des Sports FDI Stadium pour remercier les enfants de leur participation à cette opération, 900 enfants tirés au sort seront présents lors de cette journée (soit au total 1 200 personnes y compris les enseignants et accompagnateurs). L'évènement est composé d'une Zumba géante, d'ateliers ludo-éducatif, d'un spectacle et d'une démonstration de sportifs professionnels. Ce projet Grand Défi Vivez Bougez prend d'autant plus de sens en cette année des Jeux Olympiques 2024 : les valeurs qu'il promeut à destination des enfants telles que l'amitié, le respect, la détermination et l'inclusion sont communes à l'olympisme.

Pour cette édition 2024, la Ville de Montpellier est sollicitée pour la fourniture du goûter de tous les enfants participants à cet évènement et du déjeuner des bénévoles.

Au vu de l'intérêt local et de santé publique que présente ce projet, il est proposé que la Ville réponde favorablement à cette demande pour la journée du 7 juin 2024 : la Ville prendra en charge la commande de denrées et boissons auprès de l'entreprise titulaire du marché alimentaire qui en effectuera la livraison sur les lieux de la manifestation.

Cette participation se définit comme une subvention en nature qu'il convient de valoriser à hauteur de 2 500 € et de porter dans le Compte administratif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la fourniture du goûter pour les enfants participants à la journée de clôture du projet « *Grand Défi Vivez Bougez* » et du déjeuner des bénévoles ;
- De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de cette aide en nature à l'ICM pour un total de 2 500 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Elodie BRUN-MANDON.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263389-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Santé, Prévention et Lutte
contre les addictions**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Charte du club "Collectivités territoriales et prévention des cancers" de l'Institut
National du Cancer (INCa) - Autorisation de signature**

Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, rapporte :

Le rôle des collectivités en matière de prévention des cancers

La prévention des cancers constitue un enjeu prégnant. En effet, en France, près de la moitié des cancers pourraient être évités en changeant ses habitudes de vie et en diminuant son exposition à certains facteurs de risque (notamment la consommation de tabac et/ou d'alcool, une alimentation déséquilibrée, l'exposition aux ultraviolets, le manque d'activité physique, la pollution de l'air).

La stratégie décennale de lutte contre les cancers 2021-2030, dont l'ambition est de réduire de 60 000 le nombre de cancers par an à l'horizon 2040, prévoit plus d'une dizaine de mesures dont la réussite repose sur la mobilisation des collectivités territoriales.

L'enjeu de ces actions est de favoriser une société protectrice et une vision positive de la santé, dans une approche intersectorielle de la prévention qui dépasse le champ sanitaire, pour prendre en compte l'impact de toutes les politiques qui agissent sur l'environnement physique, économique et social de l'individu.

En plus d'être des relais des dispositifs nationaux sur le terrain (comme par exemple les espaces sans tabac implantés à Montpellier depuis 2021), les collectivités territoriales ont démontré leur capacité à impulser des initiatives locales : urbanisme favorable à la marche et au vélo, ombrage, intégration des recommandations nutritionnelles dans la restauration collective, espaces sans tabac, actions de réduction des consommations d'alcool à risque ou encore en améliorant l'accès aux dépistages.

Les missions du Club "*Collectivités et prévention des cancers*"

Véritable programme d'accompagnement opérationnel des collectivités locales, le club, créé et animé par l'Institut National du Cancer (INCa), s'est donné cinq principales missions :

- Mutualiser et coordonner les savoir-faire, moyens et méthodes déployés par les collectivités territoriales ;
- Partager et capitaliser sur les actions et bonnes pratiques des collectivités locales ;
- Accompagner les initiatives locales, par un appui en expertise personnalisé ;
- Veiller, décrypter et diffuser les enseignements de la recherche ;
- Valoriser et porter la voix des collectivités membres au niveau national.

Montpellier s'engage avec le collectif « *Montpellier Prévention Cancers* »

A l'origine du collectif « *Octobre rose* » regroupant l'ensemble des acteurs du territoire autour de la promotion du dépistage du cancer du sein, la Ville de Montpellier souhaite étendre ce travail de coordination locale avec la création du collectif « *Montpellier Prévention Cancers* ».

Impulsé dans le cadre du Contrat Local de Santé (CLS), signé avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) en octobre 2022, ce collectif regroupera les institutions locales engagées sur le sujet : l'ARS, l'assurance maladie de l'Hérault, le Centre Régional de Coordination du Dépistage des Cancers – Occitanie, l'Institut du Cancer de Montpellier, le CHU de Montpellier et la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier, par sa participation au collectif et la signature de la charte se donne pour mission principale d'harmoniser les politiques publiques locales de prévention des cancers et de promotion du dépistage organisé des cancers du sein, mais aussi du col de l'utérus et du colon. Elle s'engage également à participer aux échanges proposés aux collectivités territoriales par le Club « *Collectivités et prévention des cancers* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la charte du club « *Collectivités territoriales et prévention des cancers* » de l'Institut National du Cancer (INCa) ;
- De prendre acte de l'engagement de la Ville de Montpellier dans le collectif « *Montpellier Prévention Cancers* » ;
- D'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer la charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte d'engagement_Club_Collectivités_Cancer_INCa.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264127-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Contrat de fourniture de données et documents des dossiers de subventions Politique de la ville entre l'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans un souci de simplification des démarches liées aux demandes de subventions, notamment dans le cadre de la Politique de la ville, il est désormais proposé aux associations d'effectuer un dépôt unique sur la plateforme nationale DAUPHIN, afin de solliciter, en une seule démarche, plusieurs financeurs (Etat, Région, Département, CAF, Métropole, Ville...).

Cette plateforme est portée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) qui a pour mission de conseiller et de soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans la conception et la mise en œuvre de leurs projets, particulièrement dans les territoires en difficulté, et d'œuvrer ainsi, ensemble, pour une cohésion renforcée des territoires.

Un deuxième outil porté par l'ANCT, la plateforme d'échange AIDEN HUB Politique de la Ville, permet ensuite de récupérer, dans le Portail des Aides de la collectivité, de façon dématérialisée, les données et documents préalablement saisis dans DAUPHIN.

L'échange d'informations et de données entre la collectivité et l'ANCT nécessite de conclure un contrat entre les parties pour encadrer l'utilisation des données et documents mis à disposition par l'ANCT, via le service HUB Politique de la ville.

Ce contrat annuel, reconductible tacitement chaque année jusqu'à la fin d'utilisation du service, est sans contrepartie financière. Les données et documents relatifs à la politique de la ville sont mis à disposition dans le cadre de la programmation actuelle jusqu'au 31 décembre 2024, pour permettre une transition entre le dernier contrat de ville et la nouvelle génération de contrats 2024-2030.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du contrat précisant les conditions d'utilisation par la Ville de Montpellier des données et documents mis à disposition par l'ANCT via le service HUB Politique de la ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat HUB PV ANCT - VILLE MONTPELLIER.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264377-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Relations internationales

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Joli mois de mai de l'Europe - Programmation des animations - Adhésion au réseau Label Ville Européenne - Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale - Actions de sensibilisation pour l'inscription sur les listes électorales et le vote lors des élections européennes - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :

Montpellier possède une véritable culture et identité d'appartenance à l'Europe. La Ville de Montpellier entretient des liens étroits avec les institutions européennes, ainsi qu'avec les autres villes et territoires européens, et promeut au quotidien par son action internationale les principes de paix, de solidarité, de stabilité, de respect des droits fondamentaux qui sont les piliers de la construction européenne. En 2021, une charte d'adhésion de l'ensemble des communes de la Métropole aux valeurs et principes européens a été signée à l'occasion de la journée du 9 mai, par l'ensemble des Maires des communes membres de la Métropole, une action inédite symbolisant le fort engagement du territoire pour l'Europe.

Engagée dans l'action européenne au bénéfice de son territoire, la Ville de Montpellier s'attache aussi à augmenter la part de financements européens dans le montage de projets structurants pour son territoire et ses habitants.

La Collectivité vise ainsi à optimiser l'effet levier que constituent les financements européens dans la conduite de son action, et ce à travers une veille active et un travail de pédagogie et d'accompagnement renforcé à destination des chefs de projets, afin d'identifier les dispositifs adéquats et les partenaires à rassembler. Cela s'appuie sur des actions de sensibilisation continue et un travail étroit avec les différents réseaux auxquels la Collectivité appartient, à l'image d'Occitanie Europe ou encore de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE), organisation européenne qui rassemble plus de 150 000 collectivités.

Du 6 au 9 juin 2024, des millions d'Européens contribueront à façonner l'avenir de la démocratie en Europe lors des élections européennes. Il s'agit d'un moment fort de la vie démocratique, qui permet de décider collectivement de l'avenir de l'Union européenne.

Montpellier souhaite donc rappeler son engagement aux côtés des institutions européennes, en adhérant au réseau des territoires signataires de la charte d'engagement « *Label Ville européenne* », en signant la charte européenne pour l'égalité femmes-hommes dans la vie locale, en organisant dans le cadre du *Joli mois de mai de l'Europe* une riche programmation célébrant l'Europe sur son territoire, et enfin en organisant auprès de la population, et notamment des jeunes, des actions de sensibilisation au fonctionnement des institutions européennes et à l'exercice du droit de vote.

Adhésion au réseau des territoires signataires de la charte d'engagement « *Label Ville européenne* »

Le Label Ville européenne a été créé en janvier 2020 par les sections françaises des Jeunes Européens, du Mouvement Européen et de l'Union des Fédéralistes Européens, afin de promouvoir la démocratie européenne et de faire vivre l'esprit européen dans les villes françaises. Le Label Ville européenne est un label 100% citoyen et transpartisan qui incite les responsables politiques locaux à se saisir des thématiques européennes et à mettre en place des actions concrètes pour la promotion de la citoyenneté européenne au sein de leur commune.

Les actions qu'il propose, symboliques et pratiques, sont répertoriées selon 4 domaines d'actions prioritaires et se déclinent en 5 niveaux de complexité. Le Label permet ainsi une évaluation simple de ces actions en faveur de l'Union européenne et donne aux citoyens l'occasion de constater l'engagement européen de leurs élus.

En plus d'être identifiée par le Label comme un acteur clé dans la promotion de la démocratie européenne sur les territoires, l'obtention du Label Ville européenne permet à la Ville de Montpellier de rejoindre un réseau de 40 villes engagées pour l'Europe, de bénéficier du conseil des membres bénévoles experts des associations porteuses du Label et de pouvoir compter sur ce réseau pour mettre en œuvre des actions pédagogiques sur l'Union européenne sur le territoire de la Ville.

L'adhésion au réseau des territoires signataires de la charte d'engagement du Label Ville européenne permettra également à Montpellier de bénéficier d'une meilleure visibilité par le relais des actions innovantes mises en œuvre par la commune sur les réseaux sociaux du Label Ville européenne, de participer à un séminaire national annuel d'échanges et de partage des bonnes pratiques sur les questions européennes réunissant les élus et techniciens des villes signataires.

Un certain nombre de prérequis sont nécessaires pour l'adhésion à ce réseau, déjà en œuvre ou en cours de réalisation au sein de l'administration municipale :

- Placer dans sa mairie un drapeau européen à côté du drapeau français ;
- Identifier par la présence d'un pictogramme formé du drapeau européen tout projet financé par l'Union européenne au sein de sa commune ;
- Organiser au moins une fois par an un événement (conférence, exposition, projection, jumelage) ayant pour thème l'Europe ou un pays européen.

La Ville pourra constater sa progression dans la mise en œuvre du Label grâce à une évaluation annuelle lors de laquelle elle se voit attribuer un niveau, pouvant aller de 1 à 5, en fonction des actions réalisées dans le tableau annexé à la Charte d'engagement. Cette adhésion est gratuite.

Signature de la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale

La Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale est destinée aux collectivités locales et régionales d'Europe qui sont invitées à la signer, à prendre publiquement position sur le principe de l'égalité des femmes et des hommes, et à mettre en œuvre, sur leur territoire, les engagements définis dans la Charte.

Pour assurer la mise en œuvre de ces engagements, chaque signataire rédige un Plan d'action pour l'égalité qui fixe les priorités, les actions et les ressources nécessaires à sa réalisation. De plus, chaque autorité signataire s'engage à collaborer avec toutes les institutions et organisations de son territoire afin de promouvoir l'instauration, dans les faits, d'une véritable égalité.

La Charte a été rédigée dans le cadre d'un projet (2005-2006) mené à bien par le Conseil des Communes et Régions d'Europe en collaboration avec les nombreux partenaires. Le projet a été soutenu par la Commission européenne dans le cadre du 5^{ème} Programme d'action communautaire pour l'égalité des femmes et des hommes.

Il est donc proposé que la Ville de Montpellier, fortement engagée pour l'égalité entre les femmes et les hommes sur son territoire, signe cette charte et puisse ainsi valoriser les actions engagées et à venir pour la garantir.

Programmation du *Joli mois de mai de l'Europe* à Montpellier

Une riche programmation sera organisée sur le territoire pour célébrer le *Joli mois de mai de l'Europe*, en partenariat avec les associations et acteurs, et notamment le Centre Europe Direct – Maison de l'Europe :

- Des animations ludo-pédagogiques autour du thème « *l'Europe en jeux* » seront organisées dans le cadre du festival Saperlipopette au Domaine d'O les 4 et 5 mai ;
- Un *serious game* consacré au processus électoral européen sera organisé à Pierres Vives en partenariat avec le Département de l'Hérault, le Centre régional information jeunesse (CRIJ) et le Centre de Formation des Apprentis (CFA) de la chambre des métiers. Ce *serious game*, produit par la Maison de l'Europe, sera distribué gratuitement aux structures de la ville travaillant avec les publics jeunes ;
- Un évènement « *l'Europe des fromages* » sera organisé le 29 mai : il s'agit de l'organisation d'une dégustation à l'aveugle d'une sélection de fromages européens en partenariat avec un fromager de la ville ;
- Des animations ludo-pédagogique à destination des collégiens dans le cadre de la manifestation Educap City seront organisées dans plusieurs collèges participants de la ville ;
- Un jeu concours sera organisé sur les réseaux sociaux de la Ville permettant de gagner un pass Interrail pour amener les participants à trouver chaque jour un nouvel équipement de la ville financé par des financements européens ;
- Un partenariat avec le FISE est prévu pour prévoir des actions de sensibilisation aux institutions européennes et célébrer la journée de l'Europe, le 9 mai ;
- Il est prévu la présence d'un stand de la commission européenne le 13 mai le long du parcours de la flamme olympique (animations sportives et ludiques, stand d'information sur l'Union européenne) ;
- Une visite de la représentation de la Commission européenne est prévue le 3 avril prochain, qui sera l'occasion de visiter les équipements et projets financés par l'Europe à Montpellier. Cette visite sera l'occasion d'une rencontre avec les jeunes mobilisés dans le cadre des actions de sensibilisation aux actions européennes, qui font l'objet du point suivant de la délibération.

Actions de sensibilisation pour l'inscription sur les listes électorales et le vote lors des élections européennes

Les prochaines élections européennes auront lieu le 9 juin 2024. Malgré un rebond général du taux de participation lors des dernières élections européennes organisées en 2019, un désengagement de plus en plus marqué des citoyens lors des scrutins électoraux au fil des ans se confirme. Ce désengagement est notamment constaté localement puisque le taux de participation montpellierain atteint lors des dernières élections européennes est de 46 %, soit à un niveau inférieur de 4 points par rapport à celui constaté au niveau national.

La classe d'âge des 18-24 ans représente près d'un cinquième des habitants de Montpellier. Consciente que pour une grande partie de ces jeunes, les élections européennes pourraient être l'occasion de participer à leur premier vote, la Ville de Montpellier souhaite l'inciter en promouvant la place de l'Europe dans la vie quotidienne des jeunes montpelliérains.

Plusieurs actions seront donc mises en place d'ici le 9 juin 2024 :

- Le déploiement d'une campagne de communication aux couleurs de l'Europe incitant les habitants à s'inscrire sur les listes électorales et voter lors des élections ;
- L'animation lors de salons dédiés aux jeunes d'un stand tenu par des agents de la Ville et des services civiques ;
- La présence d'un triporteur aux couleurs de l'Europe sur les lieux de passage fréquentés par les jeunes (lycées, universités, ...)

Plusieurs dates sont ainsi prévues :

- Le mercredi 27 mars à Odysseum ;
- Le mercredi 3 avril au salon des jobs d'été ainsi qu'au salon *Meet up* de l'Université Paul-Valéry ;
- Le jeudi 4 avril devant le lycée Joseph-Joffre ;
- Le vendredi 5 avril devant le lycée Jean-Mermoz ;
- Le jeudi 11 avril devant la Fac de sciences Eco ;
- Le vendredi 12 avril devant la Fac de sciences ;
- Le jeudi 25 avril devant le Lycée Jean-Monnet ;
- Le vendredi 26 avril devant le Lycée Jules-Guesde ;
- Le jeudi 9 mai sur le parvis de l'Hôtel de ville ;

Par ailleurs, le kiosque mobile de « *Montpellier change avec vous* » permettra aux habitants de se renseigner sur les élections européennes, et notamment sur la démarche d'inscription sur les listes électorales. Le kiosque sera implanté au niveau d'emplacements fréquentés du quartier, les mercredis et les samedis, durant la durée de l'opération « *Montpellier change avec vous* ».

Enfin, il sera organisé une cérémonie de remise des cartes électorales aux jeunes électeurs à l'Hôtel de ville en avril.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion au réseau des territoires « *Label Ville Européenne* » et les termes de la charte d'engagement « *Label Ville Européenne* » ;
- D'approuver les termes de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale ;
- D'approuver la programmation des animations dans le cadre du *joli mois de mai de l'Europe* à Montpellier et la tenue d'actions de sensibilisation au fonctionnement des institutions européennes et à l'exercice du droit de vote en vue des élections européennes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les chartes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Label Ville Européenne

- Charte-egalite-FR

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-266112-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Culture et culture scientifique

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Comédie du Livre, 10 jours en mai - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la manifestation - Approbation - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'organisation et la réalisation de la Comédie du Livre. 10 jours en mai, manifestation dont la 39^{ème} édition doit se tenir du 10 au 19 mai 2024.

La gestion de certains équipements, biens matériels et immatériels utilisés dans le cadre de la manifestation demeure de la compétence de la Ville de Montpellier. Afin de préserver la bonne organisation de cet événement, certains lieux et matériels de la Ville doivent être mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Le Centre Rabelais du 10 au 19 mai 2024 sauf le 14 mai ;
- La salle Pétrarque les 17, 18 et 19 mai 2024 ;
- La Maison des Relations Internationales et ses jardins du 13 au 20 mai 2024 ;
- L'espace Martin-Luther-King les 17, 18 et 19 mai 2024 ;
- L'espace d'exposition Bagouet du 10 mai à fin août 2024 ;
- L'espace public de l'esplanade royale du Peyrou, les 17, 18 et 19 mai 2024, ainsi que durant la période de montage et de démontage de la manifestation, soit du 3 au 24 mai 2024 inclus.

La Ville mettra également à disposition du matériel (mobiliers, outillages, télécommandes d'accès, ...) et offrira par ailleurs un accompagnement et un soutien logistique, liés à cette mise à disposition. A cette fin, une convention de partenariat doit être conclue pour l'année 2024.

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville interviendra à titre gratuit, les coûts indirects liés à l'accueil du public, au nettoyage et à l'accompagnement technique feront l'objet d'une prise en charge directe par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'organisation de la 39ème édition de la Comédie du Livre. 10 jours en mai ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CDL24_ConventionPartenariat_Ville_Metro (003).docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263177-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Culture et culture scientifique

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Théâtre Jean Vilar - Adhésion de la Ville de Montpellier à l'association Archives du spectacle - Approbation

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Fondée en 2007, l'association Les Archives du Spectacle référence les spectacles, les personnels qui y participent et les scènes où ils se produisent, pour la saison en cours et les saisons passées. Cette base de données constitue la mémoire du spectacle vivant, elle est consultable gratuitement et librement sur Internet. Les théâtres adhérents à l'association voient leur programmation relayée sur l'agenda du site ainsi que dans la lettre d'information.

Il est ainsi proposé d'adhérer à l'association Les Archives du Spectacle pour le théâtre Jean-Vilar, en diffusant les informations relatives à 5 spectacles de la prochaine saison, soit une cotisation d'un montant de 200 € au titre de la saison 2024-2025

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion à l'association Les Archives du Spectacle, pour un montant de 200 € au titre de l'année 2024, soit pour la saison théâtrale 2024-2025 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263991-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Théâtre Jean-Vilar - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Enfance et Partage - Approbation - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Théâtre Jean-Vilar a parmi ses missions de collaborer au maillage social et culturel du quartier de la Mosson. Une de ses dominantes est son implication en matière d'éducation artistique et culturelle.

Enfance et Partage est une association reconnue d'utilité publique qui se bat pour la reconnaissance, la promotion et la défense des droits de l'enfant, en France et dans le monde. L'association lutte pour protéger et défendre les enfants contre toutes les formes de maltraitance.

C'est dans cet esprit que le comité d'Enfance et Partage de Montpellier a initié le projet d'offrir aux enfants vivant avec leur mère au Centre Bouissonnade, un stage de théâtre. Il s'agit d'une activité leur permettant de sortir du cadre confiné du foyer, de s'exprimer, voire de libérer un non-dit lié à leur histoire, même si le stage proposé n'est pas directement à visée thérapeutique. Le stage s'adresse à tous les enfants de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole et en priorité aux enfants des femmes hébergées par le Centre Bouissonnade. Ce partenariat, initié en 2015, a été renouvelé à 7 reprises depuis.

Il est ainsi proposé de renouveler la convention de partenariat entre l'association Enfance et Partage et le théâtre Jean Vilar, pour l'organisation d'un stage de pratique théâtrale du 15 au 19 avril 2024 et une présentation publique pour les familles à l'issue du stage.

Le théâtre Jean-Vilar s'engage à :

- Organiser l'accueil des enfants pendant la semaine du stage ;
- Proposer un artiste intervenant et son remplacement en cas de défaillance : Evelyne TORROGLOSA de la compagnie l'Astrolabe ;
- Mettre à disposition le plateau du théâtre pour le bon déroulement du stage.

Enfance et Partage s'engage à :

- Rémunérer l'artiste intervenant à hauteur de 50€ de l'heure pour 20 heures d'encadrement, soit un total de 1 000 € ;
- Tout mettre en œuvre pour permettre un bon déroulement des activités autour de l'atelier, plus particulièrement de permettre aux enfants du Centre Bouissonnade de sortir de l'établissement pour se rendre au Théâtre Jean-Vilar ;
- Valoriser, au sein de l'établissement et vers l'extérieur, les activités et productions théâtrales des élèves de l'atelier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Enfance et Partage pour l'organisation d'un stage de pratique théâtrale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat Enfance et Partage stage Enfants 24.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263218-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine historique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Restauration des Geôles de Lauwe, Cité scolaire Françoise Combes - Partenariat pour assurer la sauvegarde du lieu - Autorisation de signature

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

L'Etat, propriétaire des parcelles sises 4 rue du 81^{ème} régiment d'infanterie à Montpellier, les met à disposition du Rectorat, qui y a établi la cité scolaire Françoise Combes. Le lieu abrite les Geôles de Lauwe, espace investi par la milice comme lieu de torture des résistants, protégé au titre des Monuments Historiques, dont l'état se dégrade au fil du temps.

Depuis de nombreuses années, les associations mémorielles interpellent les pouvoirs publics sur l'état de délabrement de ce site classé et si important pour la mémoire collective. La Ville de Montpellier ne peut laisser ce patrimoine historique se détériorer ainsi et souhaite engager au plus tôt un dialogue avec l'Etat afin de déterminer ensemble les moyens d'agir pour assurer la sauvegarde de ce lieu important.

Cette urgence est rendue d'autant plus vive à l'approche de la célébration des commémorations de la Libération de la Ville de Montpellier en août 1944. C'est pourquoi il est proposé au Conseil municipal d'autoriser un partenariat, dont la forme reste à définir, entre la Ville de Montpellier et l'Etat, afin de permettre que des travaux de réhabilitation du bâtiment soient menés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe d'un partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Etat, pour permettre que des travaux de réhabilitation des Geôles de Lauwe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264017-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du quartier de la
Mosson - Cession à ACM Habitat du lot de copropriété n°419 de la Tour d'Assas -
Parcelle cadastrée LR 38 - 120 Le Grand Mail - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Le quartier de la Mosson d'une superficie d'environ 250 hectares comprenant 9 000 logements et 24 000 habitants a été retenu en 2016 par l'Agence Nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Les objectifs fondateurs de ce projet se structurent autour de quatre principes qui sont l'ouverture du quartier et de l'espace public, l'activation de l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés, l'amélioration de la qualité de vie en revalorisant la nature et le paysage, la connexion du quartier à la Ville avec les nouveaux réseaux de transports et les écosystèmes de l'innovation.

Un protocole de préfiguration a été signé le 16 décembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'ANRU et l'Office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat), bailleur social, pour mettre en œuvre ce programme d'études pour le renouvellement urbain du quartier de la Mosson. Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ont, en date du 14 janvier 2020, signé un traité de concession relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain.

Par arrêtés du 25 février 2021 et du 10 août 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré l'utilité publique (DUP) et la cessibilité des immeubles nécessaires à la constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Tour d'Assas au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre du projet NPNRU, ACM Habitat, propriétaire principal de la Tour d'Assas et notamment des logements, doit en effectuer la démolition. Il a donc été convenu que Montpellier Méditerranée Métropole lui revende l'entièreté des lots acquis au titre de la DUP, afin qu'ACM Habitat puisse être le seul propriétaire et ainsi effectuer les travaux. Dans ce contexte, par acte notarié du 12 septembre 2023, Montpellier Méditerranée Métropole a donc cédé à ACM Habitat des locaux commerciaux et un logement.

A ce jour, il reste à la Ville à céder à ACM Habitat un lot de copropriété lui appartenant et compris dans le périmètre de la DUP. Il s'agit du lot n°419 en nature de local commercial inoccupé d'une superficie d'environ 50 m² sur la parcelle cadastrée LR 38. Il est proposé de fixer la cession au prix de 50 000 € HT (cinquante mille euros) conformément à l'avis du Pôle des Evaluations Domaniales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cession à ACM Habitat du lot de copropriété de l'immeuble Tour d'Assas n° 419 en nature de local commercial inoccupé d'une superficie d'environ 50 m², situé 120 Le Grand Mail à Montpellier, sur la parcelle cadastrée LR 38, au prix de 50 000 € (cinquante mille euros) ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- De demander au notaire de l'acquéreur de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de ce dernier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Julie FRÊCHE, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis SF lot 419.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263643-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Quartier Arceaux - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Espace Pitot -
Suppression de la ZAC - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Espace Pitot est située en périphérie immédiate du centre historique de Montpellier, dans le quartier des Arceaux. Elle se situe à proximité de la place Royale du Peyrou le long de la rue Pitot, proche de l'Arc de Triomphe.

Les principes de lancement de la ZAC sur l'Espace Pitot énonçant les objectifs et les modalités de concertation avec le public ont été arrêtés par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1989. Puis, par délibération du Conseil municipal du 30 janvier 1990, la Ville a adopté le protocole à passer entre la Ville et la société URBAT qui réalisera la ZAC ainsi que le principe de montage financier et administratif de l'opération.

Par délibération du Conseil municipal du 26 février 1990 la Ville a décidé la création de la ZAC Espace Pitot. Par délibération du Conseil municipal du 28 mars 1990, le dossier de réalisation de la ZAC Espace Pitot a été approuvé. Il comprend notamment le bilan de concertation sur ce projet, une notice de présentation, les modalités prévisionnelles de financement et l'échéancier de réalisation de ces équipements.

En favorisant l'aménagement de l'Espace Pitot, la Ville de Montpellier a cherché à :

- Dynamiser l'Ouest du centre historique de la ville ;
- Valoriser le remarquable ensemble constitué par la place Royale du Peyrou, le jardin des Plantes et la percée de la rue Foch ;
- Mettre en place, sur ce site central, des équipements à vocation publique qui faisaient défaut dans les quartiers anciens voisins ;
- Doter le centre-ville d'un parking de proximité qui vienne compléter le parc important déjà existant ;
- Mettre en valeur le patrimoine historique que représente la place Royale du Peyrou, par la réalisation d'un programme architectural de qualité.

En dehors des réunions et expositions publiques qui ont eu lieu en 1989 sur le concours Espace Pitot, ainsi que sur le projet classé premier, la concertation avec le public, annoncée par la presse s'est déroulée par :

- La mise à disposition du public du dossier ;
- Une réunion publique qui s'est tenue au Gymnase des Arceaux le 27 février 1990.

L'étude et les résultats de la concertation ont permis d'aboutir au dossier de réalisation de la ZAC Espace Pitot basé sur le programme suivant :

Equipements publics :

- 1 piscine de 2 100 m² environ ;
- 1 gymnase de 1 200 m² environ ;
- 1 parking de 590 places publiques ;
- 1 place publique et ses accès piétons.

Cette ZAC comporte aussi des logements, des bureaux et des commerces en rez-de-chaussée.

Les équipements publics réalisés par l'agence d'architecture GARCIA DIAZ ont été livrés entre 1991 et 1994.

L'ensemble des équipements a été financé et réalisé par la ZAC. La Ville a vendu le terrain à la société URBAT. Elle a payé un fonds de concours de 22, 136 M F HT à la société URBAT et recevra en contrepartie, les équipements publics précités et affermera le parking à un exploitant.

A ce jour, le programme des équipements publics de la ZAC Espace Pitot a été réalisé en totalité. Il convient aujourd'hui de supprimer la ZAC Espace Pitot conformément à l'article R.311-12 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De supprimer la Zone d'Aménagement Concerté de l'Espace Pitot conformément à l'article R.311-12 du Code de l'urbanisme ;
- De procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions de l'article R.311-5 du Code de l'urbanisme ;
- De dire que le dossier de suppression de la ZAC Espace Pitot sera tenu à disposition du public à l'Hôtel de Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport_presentation_suppression_ZAC_Espace Pitot.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265112-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades 2022-2026 - Attribution
de subventions**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le Code de la construction et de l'habitation et instauré par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016, la Ville de Montpellier a mis en place, sur un périmètre défini du quartier de Celleneuve, des subventions pour la réalisation de travaux de ravalement de façade donnant sur l'espace public circulé ; en application du règlement obligatoire des façades, modifié par délibération du 25 octobre 2018 (n° V2018-363). Par délibération du Conseil municipal du 28 juin 2022 (n° V2022-191) a été approuvée la poursuite de la campagne de subvention des travaux de ravalement sur ce même périmètre du quartier de Celleneuve. Le taux de subvention est de 40 % du montant TTC des travaux subventionnables, avec la possibilité de réaliser des travaux partiels.

Après vérification de la conformité des travaux avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Mme Nathalie BILLET

Adresse : 12 rue Gilodes

Total des travaux : 37 071,40 € TTC à 40 % de subvention

Montant à verser : **14 828,56 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement de la subvention pour un montant total de 14 828,56 € correspondant à l'adresse listée ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263869-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Quartier centre - Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) Saint Charles -
Suppression de la ZAC - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint Charles est située au nord-ouest du centre historique. Ce tènement d'environ 4.6 ha, constitué de l'ancien Hôpital général et des cliniques Saint Charles, jouxte le secteur sauvegardé. Il est délimité par la rue Auguste-Broussonet au sud, l'avenue Saint Charles au nord, l'avenue Chancel à l'ouest et la place Albert 1^{er} à l'est.

Dès l'origine du projet, la Ville a souhaité réutiliser l'emprise de cet équipement hospitalier, dont les terrains et les bâtiments avaient été délaissés par l'établissement de santé. La menace de dégradation des bâtiments non utilisés rendant en effet urgente la reconversion de cet ensemble monumental. Le site, aujourd'hui aménagé, accueille un ensemble universitaire dans l'ancien hôpital général, des logements (environ 400), des services, des commerces et des bureaux.

Par délibération en date du 24 juin 1999, le Conseil municipal a défini les objectifs et les modalités d'association du public préalables aux études et à la réalisation des opérations d'aménagement du site. Il a décidé, en application de l'article L. 300-4 du Code de l'urbanisme, de concéder à la SERM les études et la réalisation des opérations d'aménagement de ce secteur, destiné à accueillir, de l'habitat, des activités, bureaux, locaux professionnels, commerces, et enfin des locaux universitaires.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé la réalisation d'une ZAC dite « Saint Charles ». Dans ce cadre, la Ville a confié à la SERM l'aménagement de cette opération.

Le programme de la ZAC porte sur la réhabilitation des bâtiments anciens et la construction de bâtiments neufs pour permettre l'extension de l'Université Paul-Valéry ainsi que la création de logements et de locaux d'activités (commerces notamment).

L'ensemble des travaux d'aménagement sont achevés, ainsi que la réhabilitation des bâtiments existants pour l'Université.

A contrario, la dernière tranche de l'extension de la faculté, prévue sur ses terrains utilisés aujourd'hui pour du stationnement, n'est pas encore programmée par l'Université. Ainsi, le CRAC de l'exercice 2006 avait acté l'arrêt des travaux par la SERM, et que les travaux d'accompagnements afférant seraient financièrement à la charge de la Ville de Montpellier une fois les travaux d'extension de l'Université programmés puis réalisés.

Dans la mesure où tous les aménagements et le programme des équipements publics ont été réalisés, les différentes procédures achevées, la concession d'aménagement confiée à la SERM a été clôturée par délibération du Conseil municipal du 21 décembre 2017.

Il convient donc aujourd'hui de supprimer la ZAC Saint Charles, conformément à l'article R. 331-12 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De supprimer la Zone d'Aménagement Concerté Saint Charles conformément à l'article R. 311-12 du Code de l'urbanisme ;
- De procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions de l'article R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- De dire que ces documents seront tenus à disposition du public, à l'accueil de l'Hôtel de Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Cité Créative - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Demande d'agrément de
la candidature de la société Les Villégiales / SCCV LVH1 - Lot 1d "Bourgogne" -
Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La reconversion du site de l'Ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), dans le quartier Croix d'Argent, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Municipalité, en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle), avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de réinvestissement urbain sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le 26 janvier 2017 la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) EAI. Puis en date du 28 juin 2018, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la Ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances... mais aussi en transformant, complétant et en enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie, d'habiter et de travailler ;
- Créer de nouvelles polarités, culturelles et économiques, où se côtoient activités innovantes, structures de formations mais aussi des commerces de proximité et de loisirs urbains en résonance avec le parc Montcalm, lui aussi support d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains ;
- Faire émerger, au cœur de ce quartier, de nombreuses structures et activités confortant l'excellence de la Ville et de la Métropole dans le domaine des « *Industries Culturelles et Créatives* » (ICC) et les immerger dans la ville afin qu'elles participent à son animation et son attractivité : écoles, tiers-lieu au service de tous les secteurs en devenir des ICC, immobilier d'entreprise à destination des start-up comme des grands comptes, lieu d'échange et de rencontre ;
- Proposer un nouveau type « *d'écosystème urbain* » par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale, avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une diversité de formes urbaines apte à répondre à de nombreux modes d'habiter, où les activités s'imbriquent à l'habitat, où les nouvelles constructions se greffent aux anciennes et les réinterprètent.

Forte de ces ambitions et afin de conforter la nouvelle identité du quartier, la Ville de Montpellier a approuvé par délibération du Conseil municipal du 21 septembre 2021 la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC du quartier de la Cité créative.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 23 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature de Les Villégiales / SCCV LVH1 pour le lot n°1d (Bourgogne) de la ZAC de la Cité créative.

Maître d'ouvrage : Les Villégiales / SCCV LVH1

Localisation du projet : Sections HY n°551a et 552a

Surface du lot : 1 530 m² et 902m²

Nature du projet : 55 logements environ dont : Logements libres (70% environ) / Logements abordables type « BRS » (30% environ) / Activité en rez-de-chaussée / Parking en sous-sol

SDP envisagée : 3 900 m²

SDP maximale autorisée : 4 095 m²

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature de la société Les Villégiales / SCCV LVH1, en vue de la réalisation d'un programme de logements libres et abordables, d'activités en rez-de-chaussée et d'un parking en sous-sol sur le lot 1d (Bourgogne) de la ZAC du quartier de la Cité créative ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262263-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Cité créative - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Demande d'agrément de
candidature de SCCV Ateliers Cité Créative (Lot 3d) pour la réalisation d'un
programme d'activités ICC et de commerces - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La reconversion du site de l'Ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) dans le quartier Croix d'Argent constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Municipalité, en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment dans Montpellier Méditerranée Métropole.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de réinvestissement urbain sous la forme d'une concession d'aménagement. Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le 26 janvier 2017 la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) EAI. Puis en date du 28 juin 2018, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville, par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances... Mais aussi en transformant, complétant et en enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie, d'habiter et de travailler ;
- Créer de nouvelles polarités, culturelles et économiques, où se côtoient activités innovantes, structures de formations, mais aussi des commerces de proximité et de loisirs urbains, en résonance avec le parc Montcalm, lui aussi support d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains ;
- Faire émerger, au cœur de ce quartier, de nombreuses structures et activités confortant l'excellence de la Ville et de la Métropole dans le domaine des Industries Culturelles et Créatives (ICC) et les immerger dans la ville afin qu'elles participent à son animation et son attractivité : écoles, tiers-lieu au service de tous les secteurs en devenir des ICC, immobilier d'entreprise à destination des start-up comme des grands comptes, lieu d'échange et de rencontre ;
- Proposer un nouveau type « *d'écosystème urbain* » par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une diversité de formes urbaines, apte à répondre à de nombreux modes d'habiter, où les activités s'imbriquent à l'habitat, où les nouvelles constructions se greffent aux anciennes et les réinterprètent.

Forte de ces ambitions et afin de conforter la nouvelle identité du quartier, la Ville de Montpellier a approuvé par délibération du Conseil municipal du 21 septembre 2021 la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC du quartier de la Cité créative.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 23 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature de SCCV Ateliers Cité Créative pour le lot n°3d de la ZAC de la Cité créative.

Maître d'ouvrage : SCCV Ateliers Cité Créative

Localisation du projet : Section HY n°547

Surface du lot : 1 743 m²

Nature du projet : 5 700 m² de SDP dédiés aux ICC
500 m² de SDP de commerces

SDP envisagée : 6 200 m²

SDP maximale autorisée : 6 510 m²

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature de la société SCCV Ateliers Cité Créative en vue de la réalisation d'un programme d'activités ICC et de commerces sur le lot 3d de la ZAC du quartier de la Cité créative ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 41 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263022-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Concession d'aménagement "réaménagement du quartier de la Pompignane" -
Opération d'aménagement des Hauts de Jausserand - Agrément de candidature
du groupement ACM Habitat/FDI Habitat - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a confié à la SA3M une concession d'aménagement notamment pour mettre en œuvre le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane. Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 septembre 2016 et notifiée le 22 novembre 2016.

Inclus dans le périmètre de la concession, un projet immobilier d'initiative privée a été porté à la connaissance de la Collectivité sur un site comportant d'anciennes halles industrielles désaffectées et un parking à l'abandon. Afin d'intégrer le projet immobilier dans cette dynamique globale de renouvellement urbain, en souhaitant lui appliquer les principes d'aménagement urbain et paysager qualitatifs fixés à l'échelle du quartier, une opération d'aménagement Les Hauts de Jausserand a été créée par délibération municipale en date du 12 juin 2019.

Conformément à la concession d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature du groupement ACM Habitat/FDI Habitat en vue de la cession d'une parcelle, dont l'aménageur s'est rendu propriétaire, située à Montpellier, 34000 Mas de Pastourel, cadastrée RR100b.

Cette cession permet la maîtrise foncière du lot C2 du secteur des Hauts de Jausserand par le groupement ACM Habitat/FDI Habitat en vue de réaliser un programme de logements sociaux publics collectifs neufs. Elle est compatible avec la fiche de lot établie par l'architecte en chef du projet renouvellement urbain, Atelier d'Urbanisme CASTRO DENISOFF, ainsi qu'avec le projet d'ensemble.

Dénomination du Candidat :

Le groupement ACM Habitat/FDI Habitat composé de :

- La société ACM - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est au 407 avenue du Professeur E. Antonelli – CS 15590 – 34074 MONTPELLIER cedex 3, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 351 808 977 ;
- La société FDI Habitat, société anonyme au capital de 945.000 €, domiciliée au 501 rue Georges Méliès @7Center-Immeuble H@rmonie 34000 MONTPELLIER, immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro B467 800 561

Localisation : Mas de Pastourel - 34000 MONTPELLIER

Parcelles cadastrées : Parcelle RR100b pour une surface cadastrale de 2 542 m²

Nature du projet : Construction d'un programme neuf de logements sociaux publics collectifs

SDP maximale autorisée : 3 200 m² de surface de plancher maximale

La SA3M précise que la candidature du groupement ACM Habitat/FDI Habitat prend en considération les prescriptions urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales, ainsi que les contraintes inhérentes à l'Opération d'aménagement des Hauts de Jausserand.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature du groupement ACM Habitat/FDI Habitat pour la cession foncière de terrains maîtrisés par l'aménageur SA3M, en vue du projet susvisé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 38 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-259459-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Achèvement des Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Multisites
Marqueroze, Molière, Terre de l'Hirondelle et Saint Hilaire - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Cette délibération propose d'approuver l'achèvement de quatre Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) : le PAE Terre de l'Hirondelle, le PAE Molière, le PAE Saint Hilaire et le PAE Multisites Marqueroze.

1. Achèvement du PAE Terre de l'Hirondelle :

Le Conseil municipal a approuvé le PAE Terre de l'Hirondelle par une délibération en date du 18 novembre 1993 en application à l'article L.332.9 du Code de l'urbanisme. Cette délibération a fixé le périmètre du programme d'aménagement d'ensemble ; la nature et coût du programme d'équipements publics ; le délai de réalisation du programme d'équipements ; la part des dépenses mises à la charge des constructeurs ; la répartition de cette part entre les différentes catégories de construction et l'actualisation de la participation.

Le coût global du programme des équipements publics prévu était de 91 469,41 € HT (600 000 F HT) dont 64 028,59 € HT (420 000 F HT) à la charge des constructeurs.

Le PAE Terre de l'Hirondelle a été clôturé dans une délibération du Conseil municipal en date du 4 juin 2008. Pour compléter cette demande, il est demandé d'achever le PAE Terre de l'Hirondelle.

Les travaux suivants ont été réalisés :

- L'aménagement du tronçon de la rue Etienne Méhul et de la rue de Cholet compris dans le périmètre du PAE : réfection de voirie, réalisation de trottoir, plantations d'alignement, éclairage public.

Le montant attendu des recettes du PAE s'élève à 64 029 € HT et la part perçue se répartit ainsi :

- Recettes du PAE par la Ville de Montpellier à 33 330 € HT ;
- Recettes perçues en nature s'élèvent à 2 287 € HT.

2. Achèvement du PAE Molière :

Le Conseil municipal a approuvé le PAE Molière par une délibération en date du 28 juillet 1993 en application à l'article L.332.9 du Code de l'urbanisme. Le Conseil municipal du 25 juillet 2001 a approuvé la modification du PAE consistant à supprimer le projet de voie C33 et à modifier la répartition des participations pour les équipements publics. Cette dernière délibération a fixé le périmètre du secteur d'aménagement d'ensemble ; la nature et le coût du programme des équipements publics ; le délai de réalisation du PAE ; la part des dépenses mises à la charge des constructeurs ; la répartition de cette part entre les différentes catégories de construction et l'actualisation de la participation.

Le coût global du programme des équipements publics est donc de 1 158 612,53 € HT (7 600 000 F HT) dont 695 167,52 € HT (4 560 000 F HT) à la charge des constructeurs.

Les travaux suivants ont été réalisés :

- Equipement d'infrastructure : Les voiries ; la bretelle d'évitement du carrefour et l'aménagement des accès au droit des parcelles supervisées.

Le montant des recettes du PAE est réparti ainsi :

- Les recettes du PAE par la Ville de Montpellier s'élèvent à 695 167,52 € HT ;
- Les recettes perçues en nature sont nulles.

Les recettes ont été versées par l'ensemble des pétitionnaires des différentes opérations qui ont été construites dans le secteur.

3. Achèvement du PAE Saint Hilaire

Le Conseil municipal a approuvé le PAE Saint Hilaire par une délibération en date du 28 février 1991 en application à l'article L.332.9 du Code de l'urbanisme. Cette délibération a fixé le périmètre du programme d'aménagement d'ensemble ; la nature et coût du programme d'équipements publics ; le délai de réalisation du programme d'équipements ; la part des dépenses mises à la charge des constructeurs ; la répartition de cette part entre les différentes catégories de construction et l'actualisation de la participation.

Le coût global du programme des équipements publics prévu était de 739 377,73 € HT (4 850 000 F HT) dont 591 502,19 € HT (3 880 000 F HT) à la charge des constructeurs.

Les travaux suivants ont été réalisés :

- Aménagement de voiries, réseaux divers, éclairage, équipement de feux tricolores, reconstitution d'équipements existants ;
- Raccordements et renforcement des réseaux d'eau potable et d'un réseau d'eaux usées.

Le montant des recettes du PAE s'élève à 54 000 F HT et se répartit ainsi :

- Recettes du PAE par la Ville de Montpellier à 54 000 F HT ;
- Recettes perçues en nature sont nulles.

4. Achèvement du PAE Multisites Marqueroise.

Le Conseil municipal a approuvé le PAE Multisites Marqueroise par une délibération en date du 6 novembre 2006 en application à l'article L.332.9 du Code de l'urbanisme. Le PAE a connu deux modifications par délibération, la première datant du 26 mars 2007 et la deuxième dont l'objectif est de répercuter les nouvelles dépenses liées à un changement de cadre réglementaire, en date du 7 février 2011. Cette dernière délibération avait fixé le périmètre du secteur d'aménagement d'ensemble, la nature et le coût HT du programme des équipements publics, le délai de réalisation du PAE, la part des dépenses mises à la charge des constructeurs ainsi que la répartition de cette part entre les différentes catégories de construction et l'actualisation de la participation.

Le total des dépenses d'équipements s'élève à 7 453 382 € HT dont 3 939 814 € HT seront mis à la mise à la charge des constructeurs.

Les travaux suivants ont été réalisés :

- a) Elargissement et aménagement du boulevard Paul-Valéry et d'une partie des rues de la Marqueroise et Gaston-Bachelard et le traitement des carrefours ;
- b) Création des réseaux d'assainissement, eau potable, eau pluviale, et éclairage public du Boulevard Paul-Valéry et d'une partie des rues de la Marqueroise, Gaston-Bachelard, et avenue du Colonel-Pavelet ;
- c) Renforcement de l'alimentation générale en eau potable des habitants de la Croix d'Argent ;
- d) Création et renforcement des réseaux électriques (études, mise en place d'un transformateur, terrassement, poste de câbles électriques ...).

Le montant des recettes perçues s'élève à 1 952 040 € HT. Les recettes ont été versées par l'ensemble des pétitionnaires des différentes opérations qui ont été construites dans le secteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'achever les quatre Programmes d'Aménagement d'Ensemble de Terre de l'Hirondelle, Molière, Saint Hilaire et Marqueroise Multisites ;
- De rétablir l'ensemble des taxes et participations de droit commun, notamment la Taxe d'aménagement (TA) et la Participation pour le Financement d'Assainissement Collectif (PFAC) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262701-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Ligne 5 de tramway - Mise en œuvre des mesures compensatoires
environnementales - Bail civil entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole - Parcelle cadastrée AA 56 à Montferrier sur Lez -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre d'une politique ambitieuse de création d'une offre de mobilité décarbonnée à l'horizon 2025, la Ville de Montpellier soutient le projet porté par Montpellier Méditerranée Métropole de création de la ligne 5 de tramway sur une longueur de 20,5 kilomètres, qui va desservir les Communes de Lavérune, Montpellier, Clapiers, Montferrier-sur-Lez et Prades-le-Lez. Avec cette 5^e ligne de tramway, la Métropole offre une nouvelle diagonale Nord / Sud-Ouest à son réseau, maillant encore plus finement et de manière plus étendue sa toile de transports.

Face aux enjeux environnementaux et de santé publique liés à la croissance du trafic automobile sur le territoire, Montpellier Méditerranée Métropole relève un défi majeur pour sa transition écologique : celui d'une mobilité plus verte, à la fois sociale et solidaire. Par une convention du 1^{er} février 2011, la société dénommée Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) a été mandatée pour l'étude et la réalisation de cette ligne 5.

Pour la réalisation de ce projet, Montpellier Méditerranée Métropole doit mettre en place des mesures compensatoires aux impacts résiduels des travaux sur la faune et la flore. La mise en œuvre de ces mesures compensatoires destinées à pallier les effets de cette opération d'aménagement sur le milieu naturel entre dans le cadre de la loi du 8 août 2016 relative à la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Après une recherche de terrains adaptés pour répondre au volet environnemental de ce projet, la Métropole et la TaM ont identifié des terrains, propriété de la Ville de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole a donc sollicité la Ville afin de conclure un bail civil pour l'occupation de la parcelle cadastrée AA 56 d'une superficie de 5703 m² située avenue Agropolis, sur la Commune de Montferrier-sur-Lez.

Cette parcelle est incluse dans le bail emphytéotique du 25 juillet 1980 conclu entre la Ville de Montpellier et l'Institut Agro Montpellier. La résiliation partielle de ce bail a fait l'objet d'une délibération du Conseil municipal en date du 11 décembre 2023, et à ce jour l'acte de résiliation partielle est en cours de rédaction dans une étude notariale. Cet acte notarié sera par conséquent signé avant le bail civil, objet de la présente délibération.

Le bail civil entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est conclu pour une durée de cinquante (50) ans, moyennant un loyer annuel de 17,39 euros (dix-sept euros et trente-neuf centimes), soit pour la durée du bail un montant de 869,50 euros (huit cent soixante-neuf euros et cinquante centimes) qui sera payé sous forme de versement unique. Ce loyer est conforme à l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2023-10-14274 du 13 octobre 2023 relatif aux indices des fermages pour l'année 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du bail civil entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour une durée de cinquante (50) années, moyennant le versement d'un loyer annuel de 17,39 € (dix-sept euros et trente-neuf centimes), soit un montant total de loyer de 869,50 € (huit cent soixante-neuf euros et cinquante centimes) pour la durée du bail, pour l'occupation de la parcelle cadastrée AA 56 d'une superficie de 5703 m² sur la Commune de Montferrier-sur-Lez ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser la saisine d'un office notarial pour la rédaction du bail civil, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le bail ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- BAIL CIVIL COMMUNE DE MONTPELLIER _ MONTPELLIER SUP AGRO

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262951-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Ligne 5 de tramway - Convention de servitude d'appui-accrochage au profit de
Montpellier Méditerranée Métropole - Eglise Saint Denis - Parcelle EV 271 -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à son mandataire, la société Transport de l'agglomération de Montpellier (TaM), l'ensemble des opérations nécessaires à la création des servitudes d'ancrages.

Il s'avère nécessaire à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de créer une servitude d'appui-accrochage en vue de permettre l'alimentation en électricité du tramway sur la façade de l'église Saint Denis située 1 avenue Georges Clemenceau, parcelle cadastrée EV 271. La présente constitution de servitude est accordée à titre gratuit, compte tenu de l'utilité publique déclarée des travaux de réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. Elle est conclue pour la durée de fonctionnement de la ligne de tramway ou de tout autre type de réseau qui pourrait lui être substitué.

Par conséquent Montpellier Méditerranée Métropole propose à la Ville une convention de servitude d'appui-accrochage sur cette parcelle. Cette convention sera enregistrée au service de la publicité foncière de Montpellier par les soins du bénéficiaire et à ses frais.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la constitution d'une servitude au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, accordée à titre gratuit compte tenu de l'utilité publique déclarée des travaux de réalisation de la 5ème ligne de tramway ;
- D'approuver les termes de la convention de servitude d'appui-accrochage entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la ligne aérienne de contact, sur la façade de l'église Saint Denis cadastrée EV 271 ;
- De dire que cette convention sera enregistrée par les soins du bénéficiaire et à ses frais ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention ancrage L5 - Eglise St Denis.pdf
- FICHE ANCRAGE 80 - 097 - L5 - Eglise St Denis.pdf
- FICHE ANCRAGE 90 - 100 - L5 - Eglise St Denis.pdf
- FICHE ANCRAGE 90 - 101 - L5 - Eglise St Denis.pdf
- FICHE ANCRAGE 90 - 102 - L5 - Eglise St Denis.pdf
- FICHE ANCRAGE 90 - 099 - L5 - Eglise St Denis.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262863-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Foncier - Bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et la crèche associative
Les Moussaillons - Volumes 2 et 3 du bâtiment D de la résidence Majestik ilot
Vergne - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est en cours d'acquisition auprès de FDI HABITAT d'un local en rez-de-chaussée d'une surface d'environ 296 m², en nature de plateau brut, représentant le volume 2 du bâtiment D de la résidence MAJESTIK ILOT VERGNE, située 42 ter rue Adam-de-Craponne à Montpellier, ainsi que de trois places de stationnement privatif en R-2, représentant le volume 3 de la résidence. L'acquisition de ce local est pour la Ville une opportunité de redéployer la crèche associative LES MOUSSAILLONS, notamment logée dans des locaux inadaptés et exigus eu égard à la demande de berceaux et répondre aux demandes du quartier en matière de services publics, espaces communs ou associatifs.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce projet, il est proposé la signature d'un bail emphytéotique avec l'association LES MOUSSAILLONS pour une durée de dix-huit ans et un jour, portant sur les volumes 2 et 3 du bâtiment D de la résidence MAJESTIK ILOT VERGNE.

Le Pôle d'Evaluation Domaniale a émis un avis en date du 14 avril 2023, évaluant la redevance annuelle à 6 725 €. Cependant, compte tenu de l'intérêt général du projet et le niveau d'investissement porté par l'association pour aménager la crèche, il est proposé de passer outre cet avis du Pôle d'Evaluation Domaniale et de fixer le montant de la redevance annuelle à l'euro symbolique.

Il est néanmoins entendu que toutes charges, impôts et taxes afférents à la mise à disposition du bien seront à la charge financière de l'association, conformément à la réglementation qui attribue au preneur des droits réels.

Cette proposition de redevance s'inscrit dans une démarche active de soutien par la Ville au secteur de la Petite Enfance. En effet, la Ville de Montpellier développe une politique ambitieuse pour la petite enfance avec 1 340 places articulées autour de 28 établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), 3 crèches gérées en délégation de service public, 2 services d'accueil familial et 8 Relais Petite Enfance (RPE). Elle s'emploie depuis 2021 à opérer un important rattrapage de l'offre de places (programme de création de 300 nouvelles places) et, en avril 2023, elle a adopté de nouveaux critères d'attribution des places autour de trois grandes priorités :

- Contribuer à la socialisation pour lutter contre les inégalités ;
- Agir pour favoriser l'accès à l'emploi et prioriser les carrières des femmes ;
- Prévenir les vulnérabilités auxquelles sont exposées les femmes seules avec enfants.

Par délibération en date du 11 décembre 2023, le Conseil municipal a approuvé la feuille de route 2023-2026 pour construire le Service Montpellierain de la Petite Enfance. Il est articulé autour des axes suivants :

- La mise en place d'une gouvernance participative ;
- La construction par étapes du Guichet Unique ;
- Le renforcement de la Qualité ;
- Le développement et la diversification de l'offre ;
- La candidature au Fonds d'innovation pour la Petite Enfance (FIPE) ;
- Un service public municipal au cœur du Service Montpellierain de la Petite Enfance et une contractualisation renforcée avec les associations autour de valeurs et de principes d'actions librement partagés.

Les crèches associatives participent activement à l'atteinte des objectifs d'accueil de la Ville de Montpellier et dans un contexte de marché immobilier tendu, la Ville souhaite s'engager auprès des crèches associatives afin de permettre l'ouverture de berceaux et la pérennisation des installations, notamment sur le patrimoine communal. En effet, depuis décembre 2022, trois crèches associatives, soit 90 berceaux ont dû fermer dont la dernière en janvier 2024.

Dans cette perspective, l'association LES MOUSSAILLONS, exerçant une activité à but non lucratif, concourt à la satisfaction de l'intérêt général, et œuvre, à travers ses actions en faveur de la petite enfance. Cette exonération de redevance est constitutive d'une subvention en nature annuelle de la valeur de l'avis de France Domaine, soit 6 725 € (six mille sept cent vingt-cinq euros). Elle devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville de Montpellier et de l'association LES MOUSSAILLONS.

Par ailleurs, il est proposé d'autoriser l'association LES MOUSSAILLONS, ou tout tiers substitué désigné, à déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation du projet et à pénétrer et intervenir dans le local propriété de la Ville dans le cadre des travaux préparatoires à l'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et l'Association LES MOUSSAILLONS portant sur l'installation d'une crèche dans un local en rez-de-chaussée d'une surface d'environ 296 m², en nature de plateau brut, représentant le volume 2 du bâtiment D de la résidence MAJESTIK ILOT VERGNE, située 42 ter rue Adam de Craponne à Montpellier ainsi que de trois places de stationnement privatif en R-2, représentant le volume 3 de la résidence, pour une durée de dix-huit ans et un jour, moyennant une redevance annuelle d'un euro symbolique constitutive d'une subvention en nature annuelle d'un montant de 6 725 € (six mille sept cent vingt-cinq euros) ;
- De dire que l'Office Notarial de Baillargues sera chargé de la rédaction et de la réitération de l'acte ;
- De dire que tous les frais de passation et accessoires seront à la charge exclusive du preneur ;
- D'autoriser l'association LES MOUSSAILLONS, ou tout tiers substitué désigné, à déposer et à se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation du projet, pénétrer et intervenir dans le local propriété de la Ville dans le cadre des travaux préparatoires à l'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le bail emphytéotique ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis des Domaines

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264303-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Convention de mise à disposition réciproque de matériel entre la Ville de
Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la convergence des
établissements du Zoo de Lunaret et l'Ecolothèque - Approbation - Autorisation
de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans un souci de rationalisation et d'optimisation des activités au sein de la Direction déléguée de la Médiation Ecologique, à laquelle appartiennent l'établissement du Zoo de Montpellier géré par la Ville et l'établissement de l'Ecolothèque (Saint Jean de Védas) géré par Montpellier Méditerranée Métropole, les deux collectivités ont engagé une démarche de rapprochement dans l'objectif de contribuer à la transformation écologique du territoire. Il convient d'affiner cette collaboration entre les deux établissements en vue d'en tirer des bénéfices réciproques en termes de méthodologie, de fonctionnement et d'organisation.

A cet effet, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de conclure une convention de mise à disposition réciproque de matériel technique et pédagogique nécessaire aux activités des deux sites (5 ruches en bois et leurs essaims et le matériel d'apiculture nécessaire), présentant les caractéristiques suivantes :

- La durée de la convention est fixée à 5 ans non reconductible ;
- La mise à disposition du matériel est réalisée à titre gratuit ;
- La présente convention n'implique aucun transfert de propriété sur le matériel.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION RECIPROQUE DE MATERIEL -MAJ 19022024.docx
- ANNEXE CONVENTION ZOO ECOLOTHEQUE MATERIEL-VP.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263390-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Groupe d'Intérêt Public (GIP) Occitalim - Plateforme d'achat de produits de
proximité pour la restauration collective de la Région Occitanie - Convention
constitutive - Adhésion - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

De manière volontariste et pionnière, la Ville de Montpellier travaille la question de l'approvisionnement de la restauration scolaire en produits de proximité et sous signes de qualité, en allant bien au-delà des critères fixés par la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable (EGALIM).

La Ville s'est donnée pour ambition d'atteindre 100% de bio et/ou local d'ici 2026. Cette politique volontariste répond à l'enjeu essentiel de l'accès à une alimentation saine et durable pour les élèves des écoles. Le recours croissant du secteur de la restauration scolaire à des achats de proximité en produits issus de filières agricoles en bio ou sous signes de qualité est également un levier significatif de structuration des filières agricoles locales.

La montée en puissance et la complexité de ces approvisionnements deviennent des enjeux communs à l'ensemble des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole. Pour cette raison, la Ville de Montpellier, la Métropole et la Région Occitanie se sont rapprochées dans le cadre de la création du Groupe d'Intérêt Economique (GIE) Occitalim porté par la Région.

Occitalim est une plateforme créée par la Région Occitanie, pour les acheteurs de la restauration collective publique régionale, qui agit en tant que centrale d'achats publique de produits alimentaires régionaux privilégiant les filières sous signes de qualités et/ou bio. Elle est opérée depuis deux ans par une équipe d'acheteurs localisés au sein de l'agence régionale AD'OCC. Initialement développée pour approvisionner les restaurants scolaires des lycées, elle s'ouvre aux partenaires publics qui pourraient trouver un intérêt à bénéficier d'une structure d'achats de produits de proximité à des prix négociés dans le cadre d'une ingénierie de marchés publics mutualisée.

Cette nouvelle ambition se traduit par la structuration d'Occitalim sous la forme d'un GIP. Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier y adhèrent dès la constitution du GIP. La Région soutien Occitalim par une contribution financière en numéraire de 100 000 €, la réalisation de prestations de service, la mise à disposition de personnel et la mise à disposition de locaux.

Le GIP Occitalim constitue un outil de structuration des filières agricoles régionales et participe à l'objectif central de reterritorialisation de l'agriculture et de soutien aux filières de production en bio ou sous signes de qualité. Le référencement de produits issus d'agriculture biologique et/ou sous signe de qualité, le GIP Occitalim participe au développement d'une alimentation saine et durable dans les cantines scolaires des communes. Le GIP Occitalim procure une solution de facilitation d'achats, par une ingénierie de référencement et de marché, de nature à faciliter le processus d'achat des communes opérant la production des repas dans les cantines opérées en régie.

La part fixe du coût d'adhésion est de 10 000 €/an. Montpellier Méditerranée Métropole portera cette adhésion pour l'ensemble des communes de la Métropole. Les communes qui souhaiteront recourir aux services d'Occitalim seront exonérées de cette part fixe et limiteront ainsi leur participation à la seule part variable annuelle fixée à 1 €/repas servis quotidiennement/an.

Ainsi, pour la Ville de Montpellier servant en moyenne 12 500 repas par jour, cette part variable s'élèvera ainsi à 12 500 €/an permettant de bénéficier de l'offre de référencement du catalogue Occitalim avec l'ingénierie de montage des marchés. La Ville de Montpellier conservera toute latitude de recourir comme bon lui semble aux services d'Occitalim en fonction de ses besoins.

Les opérateurs privés prestataires des communes pourront également recourir aux services d'Occitalim. Le coût pour ces structures est fixé à 2€ par repas servis quotidiennement par la cuisine/an.

Le GIP Occitalim sera composé de 3 collèges. Le premier regroupant la Région et l'Etat, le second les collectivités locales et leurs groupements, le troisième les personnes morales de droit public ou privé qui ne sont pas rattachées à un membre du premier et deuxième collège.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier au GIP OCCITALIM ;
- D'approuver les termes de la convention constitutive ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- GIP Occit'Alim_Convention constitutive définitive.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263888-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Politique alimentaire et agriculture urbaine

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Indemnisation du fournisseur de denrées de la Direction de la Politique Alimentaire - Protocole d'accord - Approbation - Autorisation de signature

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Le contexte économique marqué par l'inflation et le conflit en Ukraine, se traduit par une hausse exceptionnelle des salaires, des prix des matières premières et de l'énergie, qui impacte de nombreuses filières, par rapport à des prix fixés en 2021.

Le fournisseur DISTRISUD a fait état d'une augmentation de ses coûts qui bouleverse l'économie de ses marchés. Il a été admis que cette situation exceptionnelle constitue un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, de sorte que le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité. Le marché peut donc être modifié dans la mesure où cette modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Il est ainsi proposé d'indemniser le titulaire des contrats conformément aux termes des conventions valant protocoles transactionnels lesquels, à chaque poste concerné du bordereau des prix unitaires, associent une indemnisation. Les protocoles transactionnels d'indemnisation ont un effet rétroactif et s'applique du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 30 juin 2024. Le montant total prévisionnel des indemnisations s'élève à 28 156,81 € TTC.

DISTRISUD

Marché	Indemnité prévisionnelle TTC du 01/01/2024 au 30/06/2024	Pourcentage d'augmentation prévisionnel
V1D0021PA lot 15	468,42 €	7%
V1D0021PA lot 16	26 486,11 €	48%
V1D0021PA lot 17	1 202,28 €	8%

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des protocoles transactionnels ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les protocoles ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Distrisud Protocole transactionnel d'indemnisation2024 1er semestre lot 15.doc
- Distrisud Protocole transactionnel d'indemnisation2024 1er semestre lot 16.doc
- Distrisud Protocole transactionnel d'indemnisation2024 1er semestre lot 17.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263847-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Patrimoine municipal et sobriété énergétique

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Programme Territoire Engagé pour la Transition Écologique - Candidature de la Ville de Montpellier au label "Climat Air Énergie" - Approbation

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

En 2019, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont obtenu le label « *Cit'ergie* », un label européen porté en France par l'ADEME, qui récompense pour quatre ans les collectivités pour la qualité de leur politique climat-air-énergie.

En 2023, la Ville et la Métropole ont engagé une démarche de renouvellement de cette labellisation. Renommé label « *Climat Air Énergie* » (CAE) dans le cadre du programme Territoire Engagé pour la Transition Écologique (TETE) de l'ADEME, ce label est destiné aux communes et intercommunalités s'engageant dans un processus d'amélioration continue, au regard des enjeux climatiques, énergétique et de qualité de l'air, dans les six domaines suivants :

- Planification territoriale ;
- Patrimoine de la collectivité ;
- Approvisionnement en énergie, eau et assainissement ;
- Mobilité ;
- Organisation interne ;
- Coopération et communication.

Le label CAE s'articule autour de cinq niveaux de labellisation (de 1 à 5 étoiles). La Ville et la Métropole ont obtenu l'équivalent de 3 étoiles en 2019.

Le renouvellement de la labellisation vise à atteindre 4 étoiles, et à confirmer ainsi l'engagement renforcé de la Ville en faveur de la transition écologique, climatique et énergétique. Cet engagement s'appuie notamment sur le nouveau Plan Climat Air Énergie Territorial solidaire (PCAETs) voté par la Métropole en février 2023, et dont la Ville est l'un des acteurs majeurs de sa mise en œuvre et de l'atteinte de ses objectifs. Compte tenu du degré très avancé de la mutualisation des services entre la Ville et la Métropole, le plan d'actions du PCAETs est ainsi celui sur lequel la Ville s'engage dans le cadre du renouvellement de la labellisation TETE-CAE.

A titre d'exemples d'actions phares et structurantes portées par la Ville et contribuant à l'atteinte des objectifs du PCAETs, peuvent être cités :

- L'adoption d'un Plan de Sobriété Énergétique en 2022, qui a permis de réduire de 10% les consommations de chauffage de la Ville en 2023 (par rapport à l'année précédente), dans un contexte de hausse des prix de l'énergie ;
- Un schéma directeur de la rénovation thermique et énergétique, comprenant un plan pluriannuel de rénovation du patrimoine pour répondre au décret tertiaire, qui donne la priorité au patrimoine scolaire pour la période 2024 à 2026. Ainsi, 31 millions d'euros d'investissement sont prévus pour rénover 35 écoles (rénovation de toitures ou de menuiseries extérieures, isolation thermique de façades, protections solaires, remplacement des éclairages par des LED). Les économies escomptées grâce à ce plan sont d'environ 300 000 euros par an ;
- Une stratégie d'évolution de la flotte de véhicules de la Ville avec pour objectifs la rationalisation et la transition énergétique du parc auto. Cette ambition s'est traduite par l'adoption d'un plan pluriannuel d'investissement de près de 6,2 M€ de 2021 à 2025, avec un phasage des achats en lien avec le calendrier de mise en œuvre de la zone à faibles émissions. La part de véhicules électriques est ainsi passée de 4 à 16% entre 2020 et 2023 et devrait dépasser 30% d'ici 2025 ;
- Une approche volontariste en matière de développement des énergies renouvelables, en substitution aux énergies fossiles, avec la mise en œuvre d'un Schéma Directeur des Énergies Renouvelables. L'objectif est ainsi d'augmenter de 127% la production d'énergies renouvelables sur le patrimoine communal entre 2021 et 2030. De 2024 à 2026, 3 millions d'euros d'investissement par an sont prévus (6 à 12 projets par an) pour tripler la production entre 2020 et 2026 et atteindre 7,7MWc et 700 000 euros de recettes ou d'économies. Au printemps 2023, le groupe scolaire Lucie-Aubrac – Samuel-Paty est devenu le premier site de production d'électricité sur la Ville de Montpellier en autoconsommation collective : l'installation de 390 m² de panneaux solaires va permettre de produire un peu plus de 100 000 kWh par an ;
- La poursuite, dans le cadre du Plan Lumière métropolitain voté en octobre 2023, des efforts de modernisation du parc d'éclairage public de la Ville, avec le double objectif de baisser les consommations énergétiques et de lutter contre la pollution lumineuse, afin de préserver la santé humaine et la biodiversité. En 2023, 2 243 points lumineux ont été remplacés par des luminaires de technologie LED, portant ainsi à 65,7 % la part du parc d'éclairage public de la ville en LED. Par ailleurs, l'expérimentation d'extinction complète de certains grands axes routiers a été poursuivie en 2023 ;
- Le Plan Ecoles 2030, voté en 2023, prévoit des investissements à hauteur de 400 millions d'euros pour la construction de nouveaux groupes scolaires, la rénovation notamment thermique de certaines écoles, la création de cours végétalisées afin de lutter contre les îlots de chaleur, la mise en accessibilité des bâtiments scolaires ou encore la réalisation de rues aux écoliers permettant de réduire la circulation automobile aux abords des écoles ;
- La lutte contre la précarité énergétique reste une priorité dans un contexte d'inflation. La Ville s'est fortement engagée sur ce plan, en portant avec le CCAS le programme SLIME qui a bénéficié à 952 ménages depuis 2018. Les aides à la rénovation énergétique et à la lutte contre la précarité énergétique sont par ailleurs poursuivies ;
- En réponse à une autre forme de précarité, la précarité alimentaire, la Ville a soutenu l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune, dans le cadre du programme national "Territoires à VivreS". Cette initiative vise à favoriser l'accès à une alimentation saine et durable pour tous ;

- En ce qui concerne l'amélioration du cadre de vie, la « *ville nature* » progresse avec plus de 15 000 arbres plantés depuis 2020 (et un objectif de 50 000 arbres plantés d'ici 2026), le succès croissant des bons de végétalisation et la végétalisation de cours d'école (11 cours végétalisées à ce jour). Ces initiatives sont non seulement favorables au bien-être des habitants grâce à la réduction des îlots de chaleur urbains, mais elles contribuent aussi à la protection de la biodiversité.

Le 14 février 2024, s'est tenu l'audit des deux collectivités dans le cadre de la démarche d'évaluation préalable à la labellisation. L'auditrice a pu présenter son avis sur le dossier de candidature et questionner les représentants des deux collectivités sur les points forts de la politique climatique montpelliéraine mais également sur les axes d'amélioration à engager dans les années à venir, en vue d'obtenir une labellisation 5 étoiles. A la suite de cet audit, le score de la candidature commune de la Ville et de la Métropole s'établit à 67,7 %, permettant ainsi de prétendre à une labellisation 4 étoiles.

La candidature de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole sera examinée par la suite par la Commission Nationale du Label.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature au renouvellement du label Climat Air Energie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263701-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Modalités de calcul des charges de fluides relatives aux logements de fonction occupés pour nécessité absolue de service - Approbation

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La délibération n° V2021-359 met à jour la liste des bénéficiaires des 5 logements de fonction, occupés pour nécessité absolue de service. Ces logements sont occupés par les 4 gardiens du Centre Municipal Garosud, de La Rauze, du Cimetière Saint-Lazare, de la Maison pour Tous Léo-Lagrange, ainsi que par la directrice du Zoo de Lunaret.

Les modalités de calculs des charges forfaitaires des fluides de ces logements doivent être actualisées, en fonction de données de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et de l'Observatoire des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement, comme suit :

- Consommation électricité spécifique : 25 kWh / m² de surface habitable / an ;
- Consommation chauffage, eau chaude sanitaire et cuisson : 29 kWh / m² de surface habitable / an ;
- Consommation d'eau : 54.3 m³ / occupant / an.

Ces ratios seront mis à jour annuellement en suivant l'actualisation des données mises à disposition par l'ADEME et l'Observatoire des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement.

Les charges feront donc l'objet d'une facturation trimestrielle à terme échu par estimation en fonction des tarifs applicables estimés et d'une régularisation une fois les factures des fluides acquittées par la Collectivité dans la limite des tarifs réglementés de vente. Ces charges au forfait s'appliquent en absence de compteur dédié.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De fixer les modalités de calcul des charges forfaitaires des fluides des logements de fonction occupés pour nécessité absolue de service ;
- D'approuver la facturation trimestrielle par estimation et la régularisation des charges *a posteriori* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262725-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Dispositif "Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et
tertiaires" - Valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) -
Conventions avec les organismes délégataires - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de Programmation fixant les Orientations de la Politique Énergétique (POPE) a posé les fondements du dispositif des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE). Ce dispositif vise à obliger les fournisseurs d'énergie (électricité, gaz, chaleur, froid, fioul domestique) à réaliser des économies d'énergie en entreprenant différentes actions auprès des consommateurs finaux, dont les collectivités. Ce dispositif permet donc aux collectivités d'obtenir, en contrepartie de travaux ou d'opérations de maîtrise de l'énergie, des certificats qui peuvent ensuite être vendus aux fournisseurs d'énergie dits « *obligés* ». Ces certificats sont exprimés en équivalent d'énergie évitée « *Cumulé et Actualisé* » : kiloWatheures (kWh) cumac.

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et de la maîtrise de l'énergie, la Ville de Montpellier est inscrite sur le Registre National des CEE. La Ville peut déposer en son nom propre sur la plateforme EMMY les CEE liés aux travaux réalisés sur son propre patrimoine. C'est ce qui est habituellement fait pour valoriser la majorité des opérations éligibles au dispositif CEE qui sont réalisées par la Ville. Une fois que le Pôle National des CEE a validé le dossier de demande CEE correspondant, des CEE en kWh cumac sont délivrés à la Ville. Les CEE sont ensuite valorisés en euros lors de leur vente. Des organismes de rachat de CEE sont ensuite consultés, et les CEE sont cédés à l'organisme proposant le montant de rachat le plus élevé.

Afin de valoriser de façon plus importante et de favoriser certaines opérations indispensables à la décarbonation, le Gouvernement a mis en place le dispositif « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* ». Ce dispositif permet de valoriser des rénovations de système de chauffage, avec une dépose de chaudière à combustible fioul ou gaz, pour un raccordement à un réseau de chaleur urbain. Ce dispositif permet de valoriser des CEE de façon plus importante qu'avec la procédure citée ci-dessus : on estime un gain financier de l'ordre de 30 fois supérieur. Afin de bénéficier de ce « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* », la Ville doit conventionner avec un organisme délégataire signataire de la charte « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* ». Il n'est pas possible pour la Ville de profiter de cette valorisation en réalisant un dépôt de CEE directement sur la plateforme EMMY. Ainsi, la Ville peut valoriser les CEE non transformés en kWh cumac à un organisme de rachat reconnu « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* », en contrepartie d'un montant financier majoré par rapport au dispositif CEE classique.

Le dispositif « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* » est valable pour les opérations engagées jusqu'au 31/12/2025.

Sur l'année 2024, la Ville de Montpellier envisage les opérations de dépose de chaudière gaz et de raccordement à un réseau de chaleur urbain pour deux écoles :

Etablissement	Adresse	MWh cumac engendrés par l'opération
PAGNOL Marcel Ecole maternelle	305 Rue Georges Brassens 34070 Montpellier	11 000
VOLTAIRE Ecole élémentaire	157 Rue Henri Sellier 34040 Montpellier	11 000

Il est proposé d'autoriser la signature de plusieurs conventions émises par différents délégataires signataires de la charte « *Coup de Pouce chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* » :

Convention	Délégataire émetteur de la convention
Contrat de partenariat en faveur de la promotion de l'efficacité énergétique	GREENYELLOW
Convention d'incitation à la réalisation d'économies d'énergies dans le cadre du dispositif « <i>Coup de pouce chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires</i> »	OFEE (LEYTON)
Contrat de partenariat pour la valorisation des certificats d'économies d'énergie	ECONOMIE D'ENERGIE (EDE)
Convention de partenariat pour promouvoir et valoriser les opérations de maîtrise de l'énergie	HELLIO

Chacune de ces conventions :

- Prévoit l'équivalence financière entre participation financière et CEE cédés ;
- Prévoit que la participation financière n'intervient pas avant la fin des travaux, mais est versée sur justificatif de réalisation des travaux et après transmission des éléments constitutifs du dossier de demande de délivrance CEE ;
- Ne prévoit aucune prestation de service du partenaire au bénéfice de l'acheteur.

Conformément au cas 3 de la fiche technique « *Certificats d'économie d'énergie et commande publique* » rédigée par le ministère de l'Economie, des finances et de la relance, ces conventions ne relèvent pas des règles de la commande publique car les conditions cumulatives ci-dessus sont respectées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions avec les organismes délégataires précités ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat EDE P5 - 6,3- CDPBRCT COMMUNE DE MONTPELLIER.pdf
- GREENYELLOW- Contrat partenariat B2B direct - Ville Montpellier.pdf
- LEYTON - CONVENTION CdP RRC MAIRIE DE MONTPELLIER .pdf
- HELLIO - Convention de partenariat_Ville de Montpellier _ Relue 04.03.2024.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262971-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Valorisation des énergies renouvelables - Étude de faisabilité d'un réseau technique de chaleur et de rafraîchissement pour le collège Rimbaud et le futur groupe scolaire - Convention de mandat entre Hérault Énergie, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé le 11 octobre 2022 son plan de sobriété et d'accélération de la transition énergétique du patrimoine communal, afin de réduire les consommations d'énergie, de développer les énergies renouvelables et de baisser les émissions de gaz à effet de serre sur son territoire et son propre patrimoine immobilier.

Hérault Énergies, le Département de l'Hérault et l'ADEME ont signé en 2016 un contrat territorial d'objectifs de développement des énergies renouvelables thermiques (bois, solaire et géothermie), baptisé « *HERable* ». Dans le cadre de ce partenariat, Hérault Énergies accompagne les maîtres d'ouvrage tout au long de leurs opérations, de la prise de décision jusqu'à la mise en œuvre des projets.

Fort du succès commun du projet de création d'une chaufferie bois alimentant le collège des Aiguerelles et le Groupe Scolaire Charles-Dickens – Anne-Frank, la Ville et le Département de l'Hérault souhaitent réaliser avec Hérault Énergies un projet encore plus ambitieux à l'occasion de la création du groupe scolaire Arthur-Rimbaud et de la réhabilitation du collège Arthur-Rimbaud.

En effet, ce futur groupe scolaire sera construit sur les parcelles voisines au collège. La date prévisionnelle de livraison du groupe scolaire est septembre 2027. La mutualisation de la production de chauffage et de rafraîchissement avec le collège présente un premier intérêt de par la faible distance entre les deux établissements. Par ailleurs, la chaufferie actuelle du collège Arthur-Rimbaud, localisée à proximité du futur groupe scolaire rue du Pilory, la disponibilité autour de la chaufferie du collège permettant d'envisager un deuxième local technique, ainsi que les travaux d'aménagement de la cour du collège, programmés par le Département, favorisent la création d'un réseau technique.

C'est dans ce contexte que les deux collectivités maitres d'ouvrage, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault, donnent mandat à Hérault Énergies pour la réalisation d'une étude de faisabilité d'une production mutualisée de chauffage et de rafraîchissement à sources d'énergies renouvelables, y compris en prospectant la géothermie, et de son réseau technique pour alimenter le collège Arthur-Rimbaud et le futur groupe scolaire Rimbaud situé rue du Pilory. Ce projet constitue un exemple de coopération entre deux collectivités, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault, pour l'intérêt général.

Hérault Energies, dans le cadre de ses compétences, assurera, en tant que mandataire pour le compte de la Ville de Montpellier et du Département de l'Hérault, la réalisation de cette étude de faisabilité et le test de réponse thermique avec géomodélisation. Le montant total des études est estimé à 48 000 € TTC (40 000 € HT).

Le plan de financement prévu pour les études est le suivant :

- Subvention ADEME : 32 000 € ;
- Ville de Montpellier : 8 960 € TTC.
- Département de l'Hérault : 8 960 € TTC.

La rémunération du mandataire Hérault Energies est de 4% du montant des études réalisées, elle est donc estimée à 800 € HT pour la Ville de Montpellier.

Cela nécessite la signature d'une convention de mandat entre Hérault Energie, le Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mandat entre Hérault Energie, le Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier, le plan de financement de l'étude de faisabilité et test de réponse thermique avec géomodélisation ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention etude de faisabilite - Rimbaud.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262980-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Maison pour Tous Albertine Sarrazin - Contrat de location par la Ville de trois
locaux propriété ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

A la suite de désordres structurels du bâtiment, la Maison pour Tous Albertine-Sarrazin, initialement installée au sein du parc de la Guirlande, a été relocalisée depuis le 1^{er} décembre 2019, au sein de locaux propriété de l'Office Public ACM Habitat loués par la Ville, situés 2 rue du Mas de Merle (un local de bureau de 95 m²) et 12 rue Ronsard (une salle annexe de 160 m²). Sur ce secteur, la Ville est en outre locataire, rue Ronsard, d'un local à vocation de local associatif, actuellement non affecté.

L'office public ACM Habitat s'est récemment rendu propriétaire d'un local anciennement occupé par une boulangerie, d'une superficie de 207 m² environ, sur le même linéaire que la Maison pour Tous, rue du Mas de Merle. La proximité immédiate du local principal de la Maison pour Tous Albertine-Sarrazin, sa visibilité, ainsi que sa superficie permettraient de proposer de nouvelles activités aux habitants du quartier dans un cadre plus fonctionnel et plus qualitatif.

Il est ainsi proposé de résilier les trois contrats de location actuellement consentis par ACM Habitat à la Ville de Montpellier, au profit d'un nouveau contrat global portant sur les deux locaux situés rue du mas de Merle et le local annexe du 12 rue Ronsard, moyennant un loyer annuel de 16 655, 04 € TTC et hors charges. Ce nouveau contrat a une durée de 4 ans à compter du 1^{er} avril 2024, pouvant être renouvelé une fois par tacite reconduction pour une période identique dans les mêmes conditions.

La réalisation de travaux d'aménagement des locaux de l'extension de la Maison pour tous Albertine-Sarrazin rue du Mas de merle, estimée à 180 000 € TTC, sera assurée par les services d'ACM Habitat et intégralement refacturée à la Ville de Montpellier, qui bénéficiera d'une franchise de loyer correspondant à la superficie dont elle n'aura pas la jouissance pendant toute la durée des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la résiliation des anciens contrats de location ;
- D'approuver les termes du nouveau contrat de location global pour les locaux de la Maison pour Tous Albertine-Sarrazin ;
- De dire que le coût des travaux d'aménagement du nouveau local, à réaliser par les services d'ACM Habitat sera remboursé par la Ville sur présentation des justificatifs et dans la limite de 180 000 € TTC
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat de location ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Julie FRÊCHE, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- contrat location ACM-Ville locaux rue Mas de Merle - version 11032024 OK pour AIR DELIB VF.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264524-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine municipal et
sobriété énergétique

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Mise à disposition de locaux associatifs - Exonérations de loyer ou de redevance et
subventions en nature - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de son soutien aux acteurs associatifs, la Ville souhaite poursuivre, en 2024, la mise à disposition de locaux, relevant du domaine public ou du domaine privé municipal, auprès de différentes associations.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune des associations, une exonération ou une minoration du loyer ou de la redevance est proposée. Cette exonération ou cette minoration constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et en recette de subvention dans les comptes de chaque association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer/redevance minoré	Montant subvention en nature
Club de la Presse Occitanie	1 Place du nombre d'Or (siège social) 3 Place du nombre d'or (stockage)	23 686 € 3644 €	0 €	27 330 €
Club de la Presse Occitanie	186 rue de Brumaire Location ACM >Ville	6 624 €	0 €	6 624 €

Office de tourisme et des Congrès Métropolitain	30 allée de Lattre de Tassigny Domaine Public	43 308 €	0 €	149 700 €
	1 Place Francis Ponge Domaine Public	106 392 €		
Mouvement pour le planning familial	48 boulevard Rabelais	24 000 €	0 €	24 000 €
Comité de quartier Port Marianne Sud (Occupation alternée)	Pavillon Jean Nouvel Allée de la Méditerranée Domaine Public	9 720 €	0 €	320 € Au prorata temporis de l'occupation
Vivre Port Marianne (Occupation alternée)			0 €	586 € Au prorata temporis de l'occupation
Eglise Orthodoxe Sainte Philothée – activités associatives	Domaine de Grammont	6 000 €	0 €	6 000 €
TOTAL		223 347		214 560

Pour l'ensemble, la mise à disposition sera proposée pour une durée de cinq ans, jusqu'au 31 décembre 2028. L'ensemble de ces locations ou mises à disposition sont d'une durée totale de plus de 12 ans, et doivent donc être soumis à l'approbation du Conseil municipal.

Concernant l'occupation du local 186 rue Brumaire par le club de la Club de la Presse, le local, propriété d'ACM est loué par la Ville depuis le 9 mai 2013, et reconductible par tacite reconduction. La durée du contrat dépassera douze ans le 9 mai 2025.

Concernant l'occupation du local du 19 rue Lallemand par le Comité de quartier les amoureux de Candolle, approuvée par délibération V2023-413 du 11 décembre 2023, moyennant un loyer minoré de 35 €, constitutif d'une subvention en nature de 12 141 €, le local, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole est loué par la Ville. Le contrat étant arrivé à échéance, il est nécessaire de conclure un nouveau contrat dans des conditions similaires, pour permettre la poursuite de la mise à disposition.

Concernant l'occupation des locaux du 5^{ème} étage de l'ancienne Mairie – 1 place Francis Ponge, par l'Office du Tourisme, ces locaux étant inscrits dans le cadre de l'opération d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ricardo-Bofill qui va engendrer des travaux, il est expressément souligné qu'il pourra être mis fin à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, à tout moment pour motif d'intérêt général, avec un préavis de six mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des contrats de locations pris à bail par la Ville auprès d'ACM et de Montpellier Méditerranée Métropole pour les besoins des associations et des conventions d'occupation consenties par la Ville au profit des associations ;
- D'approuver les loyers ou redevances minorés proposés aux associations listées ci-dessus ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général annuel de 214 560 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 38 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, M. Alban ZANCHIELLO.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- A01_Contrat de location ACM_Ville 186 rue Brumaire.pdf
- A02_Contrat de location 3M_Ville 19 rue Lallemand 2024.docx
- A03_Convention 2024 Club Presse - 1et 3 pl Nb Or.doc
- A04_Convention 2024 Club Presse - LocACM 186 rue Brumaire.doc
- A05_Convention 2024 OT aHDV Esplanade.doc
- A06_Convention 2024 Planning familial - 48 bd Rabelais.doc
- A07_Convention 2024 Comité de quartier Port Marianne Sud - Pavillon J Nouvel.doc
- A08_Convention 2024 Vivre Port Marianne.doc
- A09_Convention 2024 Eglise_Orthodoxe Ste Philothee - Lot 2 Grammont.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264479-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Conventions d'occupation de locaux propriété de la Ville rue de l'Abbé de l'Epée
et rue de Clémentville au profit du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de
Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la valorisation de son patrimoine, la Ville de Montpellier met à disposition du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, un certain nombre de biens dont elle est propriétaire ou locataire. Les conventions de mise à disposition de locaux au profit de deux Clubs de l'Âge d'Or, gérés par le CCAS depuis plus de douze ans, sont arrivées à échéance le 31 décembre 2022. Les activités des Clubs de l'Âge d'Or se sont poursuivies et la Ville souhaite faire perdurer son aide au CCAS afin de maintenir ces lieux de rencontres et d'échanges importants.

Il est proposé de procéder à la régularisation de l'occupation de ces locaux selon les modalités ci-après :

- Club Jeanne-Galzy : convention d'occupation temporaire du domaine public pour la mise à disposition des locaux situés 14 rue de Clémentville, à compter du 1^{er} janvier 2023 pour 6 ans jusqu'au 31 décembre 2028, en contrepartie d'une redevance annuelle de 17 280 € ;
- Club de La Treille : convention d'occupation temporaire du domaine public pour la mise à disposition de locaux situés 8 rue Abbé de l'Epée, à compter du 1^{er} janvier 2023, jusqu'au 31 décembre 2028, en contrepartie d'un loyer annuel de 18 335, 40 € ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de location pour les locaux susvisés ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention Galzy 2023.doc

- convention Treille 2023.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264526-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Adhésion à un groupement de commandes coordonné par Hérault Energies pour
"l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et
d'exploitation énergétique" sur le fondement d'accords-cadres et de marchés
subséquents pour 2026 à 2029 - Convention - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Pour ses besoins en matière d'achat d'électricité, la Ville de Montpellier fait déjà partie du groupement de commandes créé en 2015 par Hérault Energies et l'accord-cadre en cours prend fin le 31 décembre 2025. Le groupement permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix.

Le périmètre du groupement varie ce qui nécessite d'adapter l'acte constitutif initial du groupement de commandes en convention constitutive pour « *l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique* », Hérault Energies (Syndicat Départemental d'Energies du département de l'Hérault) demeurant le coordonnateur du groupement.

Il est proposé que la Ville de Montpellier rejoigne ce groupement qui présente toujours un intérêt au regard de ses besoins propres d'achat d'électricité, de gaz et de bois-énergie pour les prochaines années et des projets de marchés ou d'accords-cadres à lancer par le groupement.

Les montants des besoins de 2026 à 2029 sont estimés à :

- En électricité : 12 500 MWh, soit 3.1M € TTC / an ;
- En gaz : 20 500 MWh, soit 2.5M € TTC / an ;
- En bois-énergie : 500 MWh, soit 50k €TTC / an.

Les montants en euros étant estimés à partir des prix de 2024.

Une participation annuelle aux frais de fonctionnement du groupement permettant au coordonnateur d'être indemnisé des frais afférents est calculée selon le volume de consommation annuelle d'énergie. La participation est estimée à :

- En électricité : le volume de consommation globale annuelle de référence étant inférieur à 100MWh, la participation annuelle est de 12 500MWh x 0.30 € TTC, soit 3 750 € TTC / an ;
- En gaz : le volume de consommation globale annuelle de référence étant supérieur à 15 GWH car à 20.5 GWH dans ce cas, la participation est plafonnée à 4 500 € TTC / an ;
- En bois-énergie : le volume de consommation annuelle de référence étant de 500 MWh x 0.30 € TTC, la participation annuelle est de 150 € TTC / an.

La participation annuelle est estimée à 8 400 € TTC, soit pour toute la durée de l'accord-cadre et des marchés subséquents de 2026 à 2029 (4 ans) un montant total de frais de fonctionnement estimé à 33 600 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier et les termes de la convention constitutive de groupement de commandes pour « *l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique* » géré par Hérault Energies ;
- D'autoriser le coordonnateur Hérault Energies, à solliciter, autant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison ;
- De s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la Ville de Montpellier est partie prenante ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention-annexes-groupement de commande SHE-achats énergie 2026-2029.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-266154-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole pour des travaux neufs et des travaux de
maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les installations de
Chauffage, Ventilation et Climatisation - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économie, et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour des travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les installations de Chauffage, Ventilation et Climatisation (CVC) des bâtiments municipaux et métropolitains.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnatrice du groupement. A ce titre, elle est notamment chargée, dans le respect du Code de la commande publique, de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du ou des marchés à intervenir. Si besoin, la Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur.

Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

Les besoins sur 4 ans sont estimés comme suit :

- Ville de Montpellier : 14 000 000 € HT (montants maximum) ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 10 000 000 € HT (montants maximum).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention groupement Ville - 3M Travaux CVC- 2024 v3.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-259727-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole pour des travaux d'installations
photovoltaïques sur des toitures et ombrières - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économie, et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour des travaux d'installations photovoltaïques sur des toitures et ombrières sur le patrimoine municipal et métropolitain.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnatrice du groupement à ce titre est notamment chargée dans le respect du Code de la commande publique de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du ou des marchés à intervenir. Si besoin, la Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur.

Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

Les besoins sur 4 ans sont estimés comme suit :

- Ville de Montpellier : 15 000 000 € HT (montants maximum) ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 10 000 000 € HT (montants maximum).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2024 Convention groupement Ville -3M-Travaux PV toitures_ombrieres.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262424-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Appel à manifestation d'intérêt Eau et Climat de l'Agence de l'eau - Projet
ADAPTONEAU - Convention de mandat entre Montpellier Méditerranée
Métropole, la Ville de Montpellier et la Régie des eaux - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est lauréate de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « *Eau et Climat* » de l'Agence de l'eau, avec son projet d'adaptation au changement climatique, nommé *ADAPTONEAU*, à l'échelle d'un quartier démonstrateur de Montpellier, sur les thématiques du petit et du grand cycle de l'eau et de l'agroécologie. Le quartier démonstrateur comprend les secteurs Mosson, Cévennes, Hôpitaux et des Bouisses à Montpellier. Sur chacune des polarités de ce quartier, il est prévu d'engager et d'expérimenter des actions de gestion intégrée sur les économies d'eau, l'infiltration de l'eau dans les sols, la déconnexion et la sécurisation des réseaux, la restauration de la capacité de résilience des milieux aquatiques, la biodiversité et la transition agroécologique.

L'animation et la sensibilisation d'un large panel d'acteurs s'organiseront à travers l'ancrage local des Maisons pour Tous et des nombreux jardins partagés présents sur ce quartier, complétées de visites et manifestations, et d'un plan de communication global pour faciliter l'appropriation de la démarche et sa diffusion sur d'autres territoires notamment par les élus et les autres décideurs.

Ce projet permettra de construire une démarche territoriale et collective où les acteurs et les actions convergent dans une logique systémique afin de « *donner à voir* » des mesures d'adaptation concrètes au changement climatique sur un quartier démonstrateur, et inciter les autres territoires à s'engager dans une démarche similaire.

Les actions prévues, d'un montant global de 3 926 138 € HT, seront financées par l'Agence de l'eau à hauteur de 50 %.

La Métropole portera plusieurs actions en cohérence avec ses actions de restauration de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques pour d'un montant total de 2 339 638 € HT : un observatoire de la désimperméabilisation des sols et de la déconnexion des premières pluies des réseaux, des actions de sensibilisation des gros consommateurs aux économies d'eau, une étude hydraulique pour développer un Agriparc des Bouisses résilient face au stress hydrique et au changement climatique, la renaturation du Verdanson entre la voie Domitienne et l'avenue Charles-Flahault avec le renouvellement du réseau d'eau usées en berge, la sensibilisation du jeune public aux usages de l'eau et des actions de communication auprès des acteurs du quartier et du grand public.

La Régie des eaux installera une fontaine à boire sur le square Louisville, réalisera un observatoire des consommations en eau des quartiers Mosson et Cévennes et le contrôle des branchements sur les réseaux d'eau usée sur plusieurs sites, pour un montant de 1 556 500 € HT.

Enfin, la Ville de Montpellier portera la sensibilisation aux économies d'eau dans les jardins partagés et familiaux et une expérimentation de la couverture des sols dans les jardins partagés et familiaux, pour un montant de 30 000 € HT.

La convention attributive des aides sera signée entre la Métropole, qui pilote la démarche, et l'Agence de l'eau. Une convention de mandat est donc nécessaire pour permettre à la Métropole de reverser les aides perçues auprès de l'Agence de l'eau, à la Ville de Montpellier et à la Régie des eaux pour les actions qu'elles porteront.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mandat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Régie des eaux ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de mandat ADAPTONEAU.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264068-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique
(FIPHFP) - 2024-2026 - Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole - Renouvellement - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En 2015, la Ville de Montpellier s'est engagée en faveur de l'intégration et du maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap en formalisant une politique handicap et en contractualisant un partenariat avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) par la délibération n°2014/563 du 17 décembre 2014. La formalisation de ce partenariat institutionnel a permis à la Ville de percevoir des financements à hauteur de 850 000 € pour la période de 2015 à 2018, afin de mettre en œuvre sa politique handicap et de structurer son organisation pour répondre à ses objectifs

En 2019, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont engagé le processus de renouvellement de la convention de manière mutualisée pour la période 2020-2023, avec un plan de financement à hauteur de 850 000 €. L'objectif de cette convention était d'intégrer la politique du handicap au travail dans une politique plus globale de maintien en emploi des agents en situation de handicap.

Ce fil conducteur a rythmé la convention 2020-2023 et a permis :

- De mieux définir le rôle des acteurs (chargée de mission FIPHFP, conseillère maintien en emploi, conseillères en évolution professionnel, médecin du travail...) ;
- D'opérationnaliser une instance pluridisciplinaire et transversale pour le suivi des situations de maintien (commission prévention et maintien en emploi) ;
- D'engager des actions concrètes auprès des agents (dispositif de maintien du lien des agents en arrêt, télétravail dérogatoire pour raison de santé, partenariat avec le Centre de Rééducation et d'Insertion Professionnelle (CRIP) pour les formations de reconversion professionnelle...) ;
- D'acculturer les agents et les managers des Collectivités à travers une communication dédiée.

En octobre 2023, les assemblées délibérantes ont pris une délibération visant à promouvoir la diversité et lutter contre toutes formes de discriminations. Cette délibération-cadre a permis de définir une stratégie globale et de mieux articuler les différentes politiques engagées dont la politique handicap. Elle s'inscrit dans le prolongement de la première délibération prise par le Conseil municipal en juillet 2020, qui a consisté à poser le principe de l'obtention de la double labélisation « *Diversité et Egalité Professionnelle* ».

Les priorités du plan d'action issues de cette stratégie de promotion de la diversité et de lutte contre les discriminations s'articulent autour de ces trois axes :

- Agir sur les biais cognitifs et socioculturels pour lutter contre les stéréotypes et les préjugés ;
- Recruter pour attirer une diversité de talents ;
- Développer les indicateurs pour progresser.

Dans ce contexte, il est apparu nécessaire de faire du recrutement l'axe prioritaire du futur conventionnement, afin d'intégrer pleinement la politique handicap et maintien dans l'emploi à une politique plus globale de diversité et d'inclusion.

Les projets de convention avec le FIPHFP s'inscrivent dans une volonté constante de structurer et de faire progresser l'organisation des Collectivités sur la question du handicap. Ainsi, le projet de convention 2024-2026 s'inscrit pleinement dans cette volonté de structurer en animant une démarche participative de renouvellement du partenariat avec tous les acteurs de la politique handicap, notamment au travers l'animation d'ateliers avec les services RH et les organisations syndicales ou la conduite d'entretiens avec des agents en situation de handicap.

La démarche de renouvellement du conventionnement entre FIPHFP, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour 2024-2026 s'articule autour de deux phases essentielles pour poursuivre la bonne conduite de la politique handicap au sein des deux Entités, qui sont :

1. L'évaluation de la convention 2020-2023 qui s'appuie sur un diagnostic multidimensionnel, comprenant :
 - Analyse de l'organisation ;
 - Etude des données RH et indicateurs ;
 - Elaboration des bilans financiers ;
 - Conduites d'entretiens semi-directifs ;
 - Outil d'autodiagnostic du FIPHFP ;
2. La construction participative et transversale du plan d'action 2024-2026 déployée selon les quatre axes suivants :
 - Stratégie et orientation ;
 - Recrutement ;
 - Maintien dans l'emploi ;
 - Communication.

Le programme d'actions global pour la période 2024-2026 prévoit un financement de 753 850 € par le FIPHFP sous forme de recettes. Bien que la Ville de Montpellier soit désignée cheffe de file, les recettes seront réparties entre la Ville et la Métropole au prorata des dépenses engagées par les Collectivités.

Le projet de convention a été présenté pour avis au Formation Spécialisée en Sécurité, Santé et conditions de travail (F3SCT) du 14 mars 2024 et au Comité Local d'engagement du FIPHFP du 7 mars 2024 pour validation du plan d'action et du financement. La convention juridique sera éditée par le FIPHFP pour signature de toutes les parties durant le 2nd trimestre 2024, avec effet rétroactif des financements au 1^{er} janvier 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la période 2024-2026 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet_convention_FIPHFP_2024_2026_Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264137-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier vers différentes structures -
Conventions - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Plusieurs mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier sont soumises à l'approbation du Conseil municipal.

Mises à disposition auprès de l'Association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville :

Cette association, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, a pour but d'offrir un lieu de rencontres et d'échanges pour les enfants et les adultes concernés par les questions de l'enfance. Son action est orientée autour de trois objectifs principaux :

- L'accueil et l'animation des enfants et des jeunes, l'organisation d'activités sportives, sociales et culturelles ;
- La recherche théorique et pratique d'une pédagogie et des équipements adaptés aux conditions actuelles de la vie des enfants ;
- La formation, l'étude et le conseil.

Il est proposé de mettre à disposition deux agents municipaux de catégorie B à temps complet pour la période du 1^{er} mai 2023 au 31 décembre 2024 auprès de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville pour assurer les fonctions de Directeur et Directeur adjoint du centre de loisirs Le Relais.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville rembourse à la Ville de Montpellier les rémunérations perçues par les deux agents mis à disposition ainsi que les contributions et cotisations afférentes.

Mises à disposition auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) de la Ville de Montpellier

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et de la Ville de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel. L'association s'interdit toute activité confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de mettre à disposition deux agents municipaux titulaires, à temps complet, de catégorie C relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs, auprès du COSC, pour la période du 23 mai 2023 au 31 décembre 2024.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Le COSC rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Mises à disposition auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg

La Ville de Montpellier met à la disposition de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg un agent de catégorie A relevant du cadre d'emplois des Attachés territoriaux et assurant les fonctions de responsable de la Maison de Montpellier à Heidelberg, afin de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat et l'action de la Ville. Il sera mis à disposition à temps complet à compter du 1^{er} janvier 2024 pour une durée de 1 an.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition auprès de l'association Le Relais Maison des Enfants dans la Ville, du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) et de la Maison de Montpellier à Heidelberg ;
- D'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- COSC_Projet de convention RIVES Nathalie 2023_2024.pdf
- COSC_Projet de convention CALABRIA Corinne 2023_2024.pdf
- RELAI_Projet de convention de POULAIN Isabelle 2023_2024.pdf
- relai_Projet de convention de ARNAUD Fabrice 2023_2024.pdf
- HEIDELBERG_Projet convention JAUREGUI Karla 2024.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-259507-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Création du régime indemnitaire afférent au cadre d'emploi des gardes
champêtres - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite renforcer ses effectifs en procédant au recrutement d'agents ayant vocation à exercer les missions de garde champêtre. Dès lors, il est proposé que la création de ces emplois s'accompagne de l'attribution d'un régime indemnitaire spécifique destiné à cette catégorie de personnel.

Comme précisé par le décret n°94-731 du 24 août 1994, portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres, modifié, ils constituent un cadre d'emplois de police municipale de catégorie C, composé des grades suivants :

- Garde champêtre chef principal ;
- Garde champêtre chef.

Ils peuvent bénéficier du régime indemnitaire fixé par le décret n°97-702 du 31 mai 1997 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des agents de police municipale et du cadre d'emplois des gardes champêtres. Sur cette base, les gardes champêtres peuvent ainsi percevoir, s'ils remplissent les conditions exigées les éléments suivants :

1. Une indemnité spéciale de fonctions (ISF)

Il est proposé de retenir le taux maximum applicable, pour tous les agents relevant de ce cadre d'emploi, à savoir 20%, et ce, sans considération du grade détenu.

2. Une indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Les agents relevant du cadre d'emploi des gardes champêtres sont éligibles à l'attribution d'une IAT, qui sera calculée comme suit :

- Un coefficient multiplicateur de 7 sera retenu et appliqué au montant annuel de référence appliqué pour les agents de la Police Municipale de la Ville de Montpellier :

FILIERE POLICE MUNICIPALE	
GARDES CHAMPETRES	Montant annuel de référence
Garde champêtre chef principal	481,82 €
Garde champêtre chef	469,88 €

Le versement de l'IAT sera effectué selon un rythme mensuel.

S'agissant enfin des modalités de maintien du régime indemnitaire en cas d'absence, les règles précisées dans la délibération n°V2023-453 du 11 décembre 2023 portant modification du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) sont applicables.

Le Comité Social Territorial a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création du régime indemnitaire afférent au cadre d'emploi des gardes champêtres, tel que précisé ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Recours au dispositif apprentis - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Deux dispositifs d'accueil des étudiants existent à ce jour à la Ville : l'accueil de stagiaires du collège à l'université (en moyenne 380 chaque année) et celui des apprentis.

La Ville de Montpellier fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services. Les premiers apprentis ont été accueillis à la Ville en 2013 dans les métiers de la Petite Enfance. L'objectif est de contribuer à l'effort de qualification des jeunes et de facilitation de l'insertion professionnelle. Depuis 2015, en outre un axe sur l'accueil des apprentis en situation de handicap au sein des services de la Ville de Montpellier a été engagé.

L'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée. Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans la collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. D'autre part, il permet de tisser des liens durables avec les centres de formation sur des métiers et compétences recherchées par la collectivité.

L'apprentissage est ainsi un formidable levier pour anticiper des besoins de recrutement ou des apports réguliers d'innovation, tout en répondant à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes.

Après un bilan positif constaté auprès des services, la Ville s'inscrit aujourd'hui dans une démarche d'investissement sur l'apprentissage et envisage une augmentation de ce type de contrats. En cohérence avec les lignes directrices de gestion, il est proposé d'élaborer un plan pluriannuel de développement de l'apprentissage, grâce à un travail prospectif sur l'anticipation des besoins car l'apprentissage constitue aussi un dispositif de gestion des compétences :

- Intégration dans une démarche de gestion prévisionnelle des effectifs (anticipation du renouvellement des effectifs en lien avec la pyramide des âges : départs en retraite, mutations, etc.) ;
- Identification des métiers en tension, ceux représentant des difficultés de recrutement ;
- L'identification des besoins préalables au recrutement, comme l'obtention du diplôme nécessaire pour passer un concours de la Fonction Publique Territoriale ;
- Apport régulier d'innovation : il permet d'intégrer de nouveaux savoirs apportés par l'apprenti dans un contexte d'émergence de nouvelles compétences liées aux évolutions des métiers, notamment avec la digitalisation.

Enfin, il permet d'envisager grâce au cumul de la formation professionnelle et scolaire, une intégration dans les effectifs de la Ville, et contribue ainsi à l'emploi des jeunes dans le bassin géographique.

La Ville de Montpellier compte actuellement dans ses services 34 apprentis, dont 6 terminent leur contrat en mars 2024 et 14 finissent leur contrat dans le courant de l'été 2024. Il est proposé de conclure 31 nouveaux contrats d'apprentissage à la rentrée 2024, afin d'accueillir au total 45 apprentis pour la rentrée scolaire 2024/2025. La Ville de Montpellier participera à la formation des apprentis pour des qualifications et des domaines d'intervention très variés : éducation, petite enfance, éducation spécialisée, restauration, animation... domaines où le recrutement est un enjeu.

Le choix des apprentis sera réalisé par la Collectivité. Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

Il est proposé au Conseil municipal de conclure 31 contrats d'apprentissage présentés en annexe ci jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le recours au contrat d'apprentissage et les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver les termes des contrats d'apprentissage supplémentaires conformément au tableau présenté en annexe et des conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe - Apprentis.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264404-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Organisation des concours et examens professionnels des fonctionnaires
territoriaux - Convention cadre relative à l'organisation de concours et examens
professionnels entre le Centre de Gestion (CDG) de l'Hérault et la Ville de
Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.452-46 du Code général de la fonction publique dispose que « *Les Centres de gestion peuvent par convention, organiser des concours et des examens propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités ou établissements affiliés (...). Les collectivités et établissements non affiliés remboursent aux centres de gestion la part des dépenses effectués à leur profit* ». Ainsi, afin que le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34) intervienne pour organiser les opérations de recrutement des fonctionnaires territoriaux, aussi bien les concours que les examens professionnels, la Ville de Montpellier souhaite s'engager par le biais d'une convention.

Cette convention cadre sera signée par le Maire de Montpellier et le Président du CDG 34 pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026. Celle-ci pourra être dénoncée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis de réception adressée à chacune des parties avant le 31 octobre de l'année en cours. La décision prendra effet au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

En vertu de cette convention cadre, le CDG 34 assurera tous les actes relatifs aux concours et aux examens professionnels. Il assurera tous les risques relevant de l'organisation de ceux-ci. Ces opérations de recrutement pourront être organisées soit d'une manière autonome uniquement avec la Ville de Montpellier, soit conjointement avec un ensemble de collectivités affiliées au CDG 34, soit conjointement avec d'autres centres de gestion dans le cadre d'une convention d'organisation passée entre eux. Le CDG 34 pourra confier l'organisation de ces opérations à un autre CDG en incluant les besoins de la Ville de Montpellier.

Cette compétence du centre de gestion n'est pas exclusive concernant certains concours et examens professionnels, la Ville de Montpellier se réservant la possibilité d'organiser directement certaines opérations de recrutement si elle l'estime nécessaire. Toutefois, elle s'engage à ne pas organiser de concours de même nature, directement ou indirectement, tant que la liste d'aptitude issue du concours commun est objectivement exploitable. Par ailleurs, un calendrier pluriannuel étant établi au niveau national, le CDG 34 sera organisateur ou partenaire d'organisations dans le respect de ce calendrier. Le CDG 34 s'engage à faire parvenir à la Ville de Montpellier un exemplaire de la liste d'aptitude ou d'admission dès que ce document sera rendu exécutoire.

De son côté, la Ville de Montpellier s'engage à compléter et retourner au CDG 34, dans les délais impartis, le recensement annuel et complémentaire des postes à pourvoir par voie de concours ou examens professionnels. La convention cadre précise également la prise en charge des coûts (publicité, location de matériel et de salles, fournitures diverses, frais postaux, charge de personnel...) liés à l'organisation de ces concours et examens professionnels :

- Pour les concours et examens professionnels de catégorie A et B, hors filière médico-sociale, transférés du CNFPT, aucune participation financière ne sera demandée à la Ville de Montpellier puisque seuls les CDG ont la compétence d'organisation ;
- Pour les autres concours et examens professionnels, l'intervention confiée au CDG 34 ou CDG organisateur lui sera rémunérée dans les conditions suivantes :
 - S'il s'agit d'une opération organisée par le CDG 34 exclusivement par la Ville de Montpellier, toutes les dépenses engagées pour l'opération seront supportées par elle ;
 - S'il s'agit d'une opération réalisée dans le cadre d'un partenariat régional, interrégional ou national, pour chaque recrutement opéré sur la liste d'aptitude du concours organisé ou pour chaque nomination opérée sur la liste d'admission de l'examen professionnel, la Ville de Montpellier versera au CDG organisateur une participation en fonction du nombre de lauréats recrutés établi, fruit du quotient : dépenses imputées au concours ou examen / Nombre de lauréats.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention cadre entre la Ville de Montpellier et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention CDG 34 -concours et examen - Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263335-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Convention de groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une cartographie des risques déontologiques - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Afin de poursuivre la rationalisation de leurs achats et de bénéficier d'économies d'échelle et en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une cartographie des risques déontologiques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordinatrice du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive d'un groupement de commandes relative à la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une cartographie des risques déontologiques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de groupement.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265562-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Convention d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de
déménagements et de gardes meubles - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Compte-tenu de la nécessité de satisfaire les besoins d'achat de prestations de déménagements et de gardes meubles, la Ville de Montpellier doit lancer une procédure de mise en concurrence.

Le Code de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes qui ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant des procédures de passation des contrats. Dans un souci d'économies et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'achat de prestations de déménagements et de gardes meubles, puisque les deux collectivités ont les mêmes besoins.

La Ville de Montpellier est désignée comme coordonnateur du groupement. A ce titre, elle est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'Appel d'Offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes relative à l'achat de prestations de déménagements et de gardes meubles ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention pour l'achat de prestation de déménagements et de gardes meubles.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263030-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Tarifs Marché de Noël - Mise à jour de la délibération n° V2023-448 du 11
décembre 2023 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article ci-dessous vient ainsi compléter le point « *autres redevances* » de la politique publique « *Attractivité et Rayonnement* » de la délibération n° V2023-448 « *Tarifs de la Ville de Montpellier - Année 2024 – Approbation* » du 11 décembre 2023. Ce complément concerne les tarifs en lien avec le Marché de Noël, pour l'année 2024.

Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10%. Toute redevance inférieure à 10 € ne sera pas facturée. Tarifs assujettis à la TVA :

DESIGNATION	TARIF
Marché de Noël et autres manifestations - Artisans, Métiers d'Arts, artistes auteurs, artistes libres, Maîtres Artisans, producteurs (sur justificatif) Chalet m ² /jour	13,00€
Marché de Noël et autres manifestations – Activité hors restauration Chalet m ² /jour	22,00€
Marché de Noël et autres manifestations - Activité restauration Chalet m ² /jour	27,00€

Marche de Noël et autres manifestations - Chalet associatif* ¹ Chalet ou emplacement	0,00€
Marche de Noël et autres manifestations - Chalet « jeunes pousses »* ² - Chalet ou emplacement	0,00€
Marché de Noël et autres manifestations Chalet spécial /m²/jour	35,00€
Marché de Noël et autres manifestations Tente m²/jour	9,00€
Marché de Noël- Emplacement vide hors espace enfants m² /jour	6,00€
Marché de Noël – Attraction, manège, patinoire m²/jour	0,35€
Marché de Noël – Emplacement vide espace enfants m²/jour	12,00€

**1 La mise à disposition à titre gratuit d'un chalet associatif pourra être accordée pour les associations à buts humanitaires ou caritatifs (sous réserve de justification du caractère caritatif ou humanitaire). Les structures et établissements qui souhaitent bénéficier de la mise à disposition du chalet devront mener des activités dans un but non lucratif. Une demande écrite devra être adressée au service Commerce et Artisanat qui en appréciera l'éligibilité. La structure demandeuse accompagnera sa demande d'une présentation de son projet (objectifs, organisation administrative, projet, justification).*

**2 La mise à disposition à titre gratuit d'un chalet « jeunes pousses » pourra être accordée aux chambres consulaires de l'Hérault au titre du soutien aux jeunes créateurs. Cette mise à disposition fera l'objet d'une convention précisant les engagements réciproques.*

Tarifs non assujettis à la TVA :

DESIGNATION	TARIF
Grand Bazar / Antiquaires et Bouquinistes Emplacement 8 m² /jour	17,00€
Grand Bazar / Autres marchés thématiques Emplacement 12 m² /jour	33,00€
Marché thématique évènementiel Emplacement 12 m² /jour	33,00€

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications tarifaires telles que décrites ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265638-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville apaisée, respirable et
numérique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Groupement d'intérêt public "Réseau des Acheteurs Hospitaliers" (RESAH) -
Adhésion - Renouvellement annuel - Approbation**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoint les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective de recherche permanente de sources d'économie, le Code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie. Ce Code (articles L.2113-2 et suivants) permet également, afin d'optimiser certains achats, de recourir aux services de centrales d'achats, lesquelles réalisent pour leurs adhérents l'ensemble des procédures de mise en concurrence et de passation des marchés et accords-cadres, l'adhésion à la centrale permettant ensuite de bénéficier des contrats correspondants.

En 2022, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont mis en place un groupement de commandes dans le cadre de l'adhésion à la centrale d'achats du groupement d'intérêt public « Réseau des Acheteurs Hospitaliers » (RESAH) aux fins d'une part d'accéder au catalogue des offres proposées et d'autre part d'obtenir les dossiers de marchés subséquents correspondant à l'évolution de leurs besoins, notamment dans le domaine de la sécurité informatique et la téléphonie.

La convention signée en 2022 a donc pour objet de créer dans ce cadre, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique. La convention a pris effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement.

La Métropole a été désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité est en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

Concernant l'adhésion du groupement de commandes ainsi constitué au « *RESAH* », elle se formalise par :

- Une adhésion annuelle pour chaque membre d'un montant de 600 €, qu'il convient de renouveler ;
- La signature d'une convention spécifique avec RESAH pour chaque prestation éventuelle assortie du paiement d'une contribution financière annuelle pour le groupement Ville-Métropole selon une répartition financière fixée à 50 % du montant pour chaque membre du groupement et chaque accord-cadre.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le renouvellement de l'adhésion au Réseau des Acheteurs Hospitaliers et le recours à son catalogue des offres pour un montant de 600 € pour l'année 2024 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262667-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Administration générale

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier pour l'achat de prestations de services
postaux - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Dans un objectif de coordination et de groupement d'achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et les dépenses publique, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent de mutualiser la procédure de mise en concurrence relative à l'achat de prestations d'organisation.

Pour ce faire, la constitution d'un groupement de commandes en application des articles L. 2113-6, L. 2113-7 et L. 2113-8 du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 relative aux marchés publics est nécessaire.

La convention de groupement de commandes proposée définit les modalités de fonctionnement du groupement et désigne Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnateur.

Chacune des deux entités sera chargée de l'exécution du marché ou accord-cadre conclu à l'issue de la procédure de mise en concurrence, avec la mise en œuvre d'une facturation distincte pour la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sur la base des prestations réalisées pour leur compte.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de services postaux ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention Ville - Métropole - Marché services postaux - Groupement de commandes

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264410-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Élections - Rémunération des personnels lors des consultations électorales

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Différentes catégories de personnel sont amenées à participer à la mise en œuvre des consultations électorales. Compte-tenu de l'évolution des organisations, des métiers et des techniques et considérant qu'il y a lieu de réactualiser en conséquence les mesures qui étaient en vigueur jusqu'à ce jour (délibérations des Conseils municipaux n° 65 du 1^{er} octobre 2001, n° 2012/172 du 26 mars 2012 et n° V2019-524 du 19 décembre 2019), il est proposé d'appliquer les modes de rémunération suivants :

1° - Indemnités forfaitaires complémentaires pour élections

En application de l'annexe 4 de la délibération n° V2023-4563 du 11 décembre 2023 fixant le Régime Indemnitaires tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), il est décidé de fixer le montant de l'Indemnité Forfaitaire complémentaire pour Elections (IFCE).

Au titre des primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP, il est précisé, en complément de la délibération n°V2022-066 du 29 mars 2022 (annexe 4), les règles de calcul de l'IFCE issue du décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 comme suit :

Il est décidé de fixer le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections prévue par l'arrêté ministériel du 27 février 1962. Cette indemnité est versée pour l'accomplissement de travaux supplémentaires à l'occasion de consultations électorales sans que puissent être versées des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS). Elle concerne les élections présidentielles, législatives, régionales, cantonales, municipales, européennes et référendums.

Cette indemnité s'adresse aux agents titulaires et non titulaires qui participent à l'organisation du scrutin et qui sont exclus du bénéfice des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

La réglementation prévoit que le crédit global affecté à ces indemnités soit obtenu en multipliant la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour travaux supplémentaires (IFTS) des attachés territoriaux ($1\,146,85\text{€} \times 8 / 12 = 764,56\text{€}$ au 1^{er} juillet 2023) par le nombre des bénéficiaires. En l'absence de bénéficiaire de l'IFTS à la suite de la mise en place du RIFSEEP, il revient à la Collectivité de fixer le montant attribué par scrutin pour la Directrice du Pôle Relations aux Usagers, aux Habitants et Engagement Citoyen et le Responsable du service Élections – Recensement. Aussi, il est décidé que le montant est fixé à 500 € par tour de scrutin.

Pour rappel, la délibération n° V2019-524 du 19 décembre 2019 fixait le montant de cette indemnité à 268,33€, couplée à la rémunération d'encadrement administratif correspondant à 12 vacations. La présente délibération supprime cette rémunération complémentaire et permet une indemnité unique et transparente. Cette indemnité n'est pas cumulable avec des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

Lorsque deux élections se déroulent le même jour, une seule indemnité peut être allouée.

2° - Heures supplémentaires

Les personnels de la Ville de Montpellier ci-après désignés, affectés à des missions dont la durée fluctue en fonction du type d'élection, seront rémunérés en heures supplémentaires :

- Agents du service Élections – Recensement ;
- Agents venant en renfort du personnel du service Élections – Recensement et affectés aux mêmes tâches ;
- Agents chargés de la vérification et de la préparation du matériel électoral ;
- Agents chargés de la pose, de la dépose et du nettoyage des panneaux d'affichage électoral ;
- Agents chargés de la livraison et de la récupération du matériel dans les points de vote ;
- Agents du standard au-delà de 23h00 ;
- Agents d'accueil au-delà de 23h00.

3° - Vacations croisées

La mutualisation entre les services de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'est notamment concrétisée par le transfert des agents du service protocole vers Montpellier Méditerranée Métropole, ne permettant plus à ces agents d'être rémunérés par le biais d'heures supplémentaires versées par la Ville dans le cadre de certaines de leurs activités dédiées aux élections.

Les personnels de Montpellier Méditerranée Métropole ci-après désignés affectés à des missions dont la durée fluctue en fonction du type d'élection, seront rémunérés suivant les modalités de vacations horaires définies dans la délibération n° V2017-346 du 3 novembre 2017 :

- Agents chargés de la vérification et de la préparation du matériel électoral ;
- Agents chargés de la pose, de la dépose et du nettoyage des panneaux d'affichage électoral ;
- Agents chargés de la livraison et de la récupération du matériel dans les points de vote ;
- Agents venant en renfort du personnel du service Élections – Recensement et affectés aux mêmes tâches ;
- Agents du standard au-delà de 23h00 ;

- Agents d'accueil au-delà de 23h00.

4° - Vacations forfaitaires

Portée par la volonté de proposer une rémunération juste au personnel participant à l'organisation de scrutins électoraux et de revaloriser certaines fonctions en tension comme celle de secrétaire adjoint, il est proposé de rémunérer sous forme de vacations forfaitaires les personnels désignés en annexe, affectés à des missions dont la nature et la durée sont semblables quel que soit le type d'élection.

La vacation de base est fixée à ce jour à 48,12€ bruts. Le montant de cette vacation sera indexé sur l'évolution de la valeur du point d'indice servant de calcul à la rémunération du personnel territorial.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les principes de rémunération des personnels lors des consultations électorales, tel qu'exposé ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263957-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Organisme extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine
(SERM) - Modifications statutaires - Autorisation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, principal actionnaire de la SERM, au capital de 5 894 000 €, composé de 368 375 actions, détient 41,38% du capital. Elle occupe à ce titre 5 sièges sur 13 au sein du Conseil d'Administration, dont le poste de présidence de la société, en la personne de Michaël DELAFOSSE. Au côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29% du capital, et de la Commune de Palavas-les-Flots, Montpellier Méditerranée Métropole détient 28,73 % du capital, soit 105 844 actions et occupe 4 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

A la suite de l'adoption de la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3DS), la SERM propose de convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin de procéder aux modifications des statuts de la Société. Ces modifications statutaires exigent, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des entités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

Les principales modifications des statuts de la Société concernent huit articles et sont détaillées ci-après.

➤ **Modification de l'objet social**

Compte tenu de la volonté de développement de la Société, il est proposé d'étendre la zone d'intervention. Par conséquent, il est proposé de modifier l'article 2 des statuts et d'ouvrir la possibilité d'intervenir sur la Région Occitanie.

➤ **Procédure d'agrément**

Il est proposé d'intégrer une procédure d'agrément relative à la cession d'actions des actionnaires. Ce principe d'agrément était d'ores et déjà prévu dans les statuts de la Société à l'article 12 (Cession des actions) sans que les modalités d'application de la clause ne soient explicitées. L'insertion d'un nouvel article entraîne par ailleurs la modification de la numérotation des articles des statuts de la Société.

En ce sens, la rédaction proposée du nouvel article 13 stipulé « *Agrément* » des statuts de la Société a vocation à préciser la procédure d'agrément dont les principales étapes sont les suivantes :

- Tout projet de transfert d'actions de la Société devra être notifié par l'actionnaire cédant au Conseil d'administration en renseignant les éléments suivants :
 - Le nombre et la nature des actions dont le transfert est envisagé ;
 - Le prix proposé du transfert ainsi que les modalités de paiement ;
 - Les noms, prénoms, adresse et nationalité de l'acquéreur potentiel ou, s'il s'agit d'une personne morale son identification complète (dénomination, siège social, numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, montant et répartition du capital social, identité des dirigeants sociaux et dans la mesure du possible, l'identité de la ou des personnes qui la contrôlent *in fine*) ;
 - Les conditions auxquelles les engagements de l'actionnaire cédant et de l'acquéreur potentiel sont subordonnés, notamment celles qui relèveraient de l'obtention d'autorisations des organes délibérants des collectivités territoriales ;
 - De façon générale, les modalités et conditions du projet de transfert au profit de l'acquéreur potentiel, notamment en matière de garanties ;
- À compter de la réception de la notification, le Conseil d'administration disposera d'un délai de 90 jours pour statuer sur l'agrément et notifier sa décision à l'associé cédant. En l'absence de réponse dans le délai mentionné ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis. En cas de refus d'agrément, le Conseil d'administration est tenu de faire acquérir la totalité des actions objet de la notification par un ou plusieurs actionnaires ou par un tiers ou par la société elle-même dans un délai maximum de 60 jours à compter de la décision de refus d'agrément. A défaut, l'actionnaire cédant pourra procéder à la cession au profit de l'acquéreur proposé dans sa notification dans les mêmes conditions que celles stipulées dans la notification.

➤ **Composition du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration de la Société est actuellement composé de 13 administrateurs :

- 5 représentants de la Ville de Montpellier ;
- 4 représentants de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1 représentant de la Commune de Palavas-les-Flots ;
- 1 représentant de la Caisse d'épargne et de prévoyance du Languedoc Roussillon ;
- 1 représentant de la Chambre du commerce et d'industrie de Montpellier ;
- 1 représentant de la Caisse des dépôts et consignations.

Le Conseil d'administration d'une société anonyme doit être composé au minimum de 3 membres et au maximum 18 membres.

La participation des collectivités territoriales et de leurs groupements aux conseils d'administration des SEML est encadrée par les dispositions de l'article L. 1522-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) aux termes desquelles « *Les collectivités territoriales et leurs groupements détiennent, séparément ou à plusieurs, plus de la moitié du capital de ces sociétés et des voix dans les organes délibérants* ». Par ailleurs, l'article L. 1524-5 du CGCT précise que toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaires a droit au moins à un représentant au Conseil d'administration. Ce même article précise que les statuts doivent fixer le nombre de sièges réservés aux collectivités territoriales et à leurs groupements. Le nombre ainsi réservé est fixé dans une proportion au plus égale à celle du capital détenu par l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires par rapport au capital total de la société, ce nombre étant éventuellement arrondi à l'unité supérieure. Par ailleurs, les sièges sont attribués en proportion du capital détenu respectivement par chaque collectivité ou groupement actionnaire. Or les statuts actuels de la Société n'indiquent pas le nombre de sièges au Conseil d'administration réservé aux représentants des collectivités territoriales et à leurs groupements.

Il est donc proposé de préciser à l'article 14 stipulé « *Composition du Conseil d'administration* » des statuts de la Société que le Conseil d'administration est composé de treize administrateurs, dont dix représentant les collectivités territoriales et leurs groupements.

➤ **Quorum pour la tenue des réunions et délibérations du Conseil d'administration**

Aux termes de l'article 18 stipulé « *Réunions – Délibérations du Conseil d'Administration* » des statuts actuels de la Société il est prévu que le Conseil d'administration doit réunir au moins la moitié de ses membres y compris la moitié des représentants des collectivités territoriales en vue de délibérer.

L'exigence de la présence d'au moins la moitié des représentants des collectivités territoriales ne répond plus à une obligation légale. Il est ainsi proposé de supprimer cette exigence et de maintenir la seule présence d'au moins la moitié des membres du Conseil d'administration, comme dans toute société anonyme.

➤ **Représentation de la Société aux assemblées générales des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce**

Aux termes des dispositions de l'article L.1524-5-1 du CGCT, introduit par la loi 3DS, il est prévu que « *[S]auf clause contraire de leurs statuts, les sociétés d'économie mixte locales sont représentées à l'assemblée des associés ou actionnaires de leurs filiales, au sens de l'article L. 233-1 du code de commerce, par l'un des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements au sein de leur conseil d'administration ou de surveillance, désigné par celui-ci. Ce représentant est issu d'une collectivité territoriale ou d'un groupement exerçant une compétence à laquelle l'objet social de la filiale concourt.* »

Il est proposé de déroger à cette disposition législative afin de permettre la représentation de la Société aux assemblées générales de ses filiales par son représentant légal qui disposera de la faculté de déléguer son pouvoir. Par conséquent, il est proposé d'ajouter un nouveau paragraphe à l'article 23 « *Signature sociale – Représentation de la Société aux assemblées générales* » :

« *Par dérogation aux dispositions de l'article L.1524-5-1 du CGCT, la représentation de la Société aux Assemblées Générales de l'ensemble des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce et personnes morales à laquelle la SEM est convoquée en tant qu'associée, actionnaire ou membre est assurée par son représentant légal, qui dispose de la faculté de déléguer son pouvoir* ».

➤ **Commissaires aux comptes**

L'article L. 225-219 du Code de commerce relatif aux conditions d'exercice des commissaires aux comptes qui est actuellement mentionné dans les statuts de la Société a été abrogé par la loi 2003-706 du 1^{er} août 2003 et a été substitué par l'article L. 822-1 du Code de commerce.

Il est ainsi proposé de mettre à jour l'article relatif aux commissaires aux comptes avec l'adoption de la rédaction du nouvel article 27 stipulé « *Commissaires aux comptes* » des statuts de la Société, comme suit :

« Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire et exercent leur mission de contrôle, conformément aux dispositions prévues dans le Code de commerce.

Conformément à l'article L.823-1 du Code de commerce, lorsque le ou les commissaires aux comptes titulaires ainsi désignés sont des personnes physiques ou des sociétés unipersonnelles, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les Commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont désignés pour six exercices et sont toujours rééligibles. »

➤ **Quorum et majorité pour la tenue des assemblées générales ordinaires et extraordinaires**

Il est proposé de supprimer aux articles 34 « *Quorum et majorité de l'Assemblée Générale Ordinaire* » et 35 « *Quorum et majorité de l'Assemblée Générale Extraordinaire* » des statuts de la Société, la stipulation selon laquelle les collectivités territoriales doivent être représentées au moins proportionnellement à leur participation en capital social, ce quorum renforcé n'étant plus requis légalement.

Par ailleurs, le quorum requis est fonction (i) du nombre d'actionnaires représentant une fraction du capital social pour la tenue de l'assemblée générale ordinaire et (ii) du nombre d'actions ayant le droit de vote pour la tenue de l'assemblée générale extraordinaire.

Afin d'harmoniser les règles de quorum, il est proposé de déterminer le quorum en fonction du nombre d'actions ayant le droit de vote détenu par les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance pour les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la Société, conformément à la règle retenue en matière de sociétés anonymes.

La nouvelle rédaction de l'article 34 étant alors :

« L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, représentant le cinquième au moins des actions ayant le droit de vote.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'Assemblée est convoquée de nouveau. Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des actions représentées.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance. »

La nouvelle rédaction de l'article 35 étant alors :

« L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance possèdent au moins sur première convocation le quart et sur deuxième convocation le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance. »

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications statutaires de la SERM
- D'autoriser le représentant de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SERM, Monsieur Michaël DELAFOSSE à voter en faveur de ces modifications ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel ASLANIAN.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- STATUTS SERM MODIFIES 15022024.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263523-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Commission de Délégation de Service Public (CDSP) - Réélection - Fixation des modalités de dépôt des listes

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération n°V2020-073 du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a procédé à l'élection de la Commission d'appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP).

Le fonctionnement de la CAO est aujourd'hui altéré par la démission de l'ancienne Présidente de CAO ; le fonctionnement des deux commissions est altéré par des problèmes réguliers de disponibilité d'une partie de leurs membres. Il apparaît donc aujourd'hui nécessaire, en plus de la désignation par arrêté de Monsieur le Maire d'un nouveau Président de CAO, de renouveler la composition de celles-ci en procédant à de nouvelles élections.

Conformément au Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment l'article L.1411-5, les membres de la CAO et de la CDSP sont élus par l'assemblée délibérante en son sein, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

Dans la perspective de cette élection, prévue lors de la prochaine séance du Conseil municipal, il est proposé, en application de l'article D.1411-5 CGCT, de fixer les conditions de dépôt des listes comme suit :

- Les listes établies pour les élections doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception au Service Assemblées et Vie des Institutions de la Ville de Montpellier ;
- La date limite de dépôt/réception est fixée au 21 mai 2024 à 17 heures ;
- Les listes doivent parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « *Election de la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier* », « *Election de la Commission de Délégation de Service Public* » ;
- Les listes ne peuvent comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil municipal, y compris pour les membres suppléants de la CAO ou de la CDSP.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de la réélection des membres de la CAO et de la CDSP ;
- D'approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-266048-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Représentations du Conseil municipal - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de la Ville de Montpellier au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Ont été élus :

Organismes	Représentations
Commission des Halles et Marchés	Mme Marie MASSART <i>Suppléante</i>
Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) Conseil d'Administration	M. Stéphane JOUAULT <i>Titulaire</i>

Les désignations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Stéphane JOUAULT, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-245675-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Boris BELLANGER - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Aux termes des articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du Code général des collectivités territoriales et des articles L. 134-1 et suivants du Code général de la fonction publique, les élus peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle. Cette protection peut leur être accordée d'une part, lorsque l'élu fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, lorsqu'il est victime de violences, menaces ou outrages à l'occasion ou du fait de ses fonctions.

L'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la Ville de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'élu, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Aide au recours au ministère d'avocat (librement choisi par lui) ;
- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à sa défense ainsi que les frais de procédure et consignations, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à l'élu sur la base de la décision juridictionnelle définitive si la personne condamnée ne s'en est pas acquittée (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées).

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est proposé de se prononcer sur la demande de protection fonctionnelle de Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, victime de violences avenue de Lodève le 22 août 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées à Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, victime de violences avenue de Lodève le 22 août 2023 ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Boris BELLANGER.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265531-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Accessibilité universelle**Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité
Universelle" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : ACCESSIBILITE UNIVERSELLE			
STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ASSOCIATION ACCIDENTES DE LA VIE - FNATH	00004946	Fonctionnement	3 500
ASSOCIATION VALENTIN HAUY AVEUGLES ET MALVOYANTS	00002826	Fonctionnement	2 500
ASSO ROULE NATURE	00002855	Fonctionnement	3 000
HANDIC'ART	00003959	Fonctionnement	750

ASSOCIATION FAUTEUILS DE FEU	00003293	Fonctionnement	1 000
ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE BILINGUE FREDERIC PEYSON	00003302	Fonctionnement	2 000
CAP'A CITE	00003862	Nouveau Projet : activités culturelles pour jeunes en situation de handicap mental	2 000
COMITÉ DE LIAISON ET DE COORDINATION DES ASSOCIATIONS PLURIEL HANDICAPS	00003015	Fonctionnement	10 000
FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE – LANGUEDOC ROUSSILLON	00002917	Fonctionnement	6 000
GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES	00004054	Fonctionnement Vie Associative	1 000
HALTE POUCE	00004503	Nouveau Projet : Permanences Handicap sur 5 quartiers QVP	1 500
LES DONNEURS DE VOIX	00004011	Fonctionnement	1 000
SURDI 34	00002700	Fonctionnement	500
SURDI 34	00002709	Projet : Formation Bénévoles	500
SURDI 34	00002732	Projet : remplacement matériels	500
SURDI 34	00002710	Projet : revue trimestrielle	500
UNION DES SOURDS DE MONTPELLIER- OCIITANIE	00002679	Fonctionnement	800
TOTAL			37 050

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 263582_CHARTE LAICITE.pdf
- Convention Fonctionnement 2024.doc
- CONVENTION PROJET 2024.doc
- Lettre d'engagement Type subvention 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263651-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : COHESION SOCIALE			
NOM DE LA STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ACCORDERIE DE MONTPELLIER	00004945	Fonctionnement	3 000
ADAGES (ASS DEP ADMINIST GESTION ETS SPECIALISES)	00003460	Fonctionnement	17 000
ASS DEVELOP FORMAT INSERT PUBLIC DIFFICU	00003109	Fonctionnement	5 000
ASS MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE (AMPM)	00002579	Fonctionnement	4 000
ASSOCIATION UNIS-CITE	00002565	Renouvellement d'un projet ALEJ "Accès au logement et à l'emploi	6 000

		des jeunes"	
ASSOCIATION VIA-VOLTAIRE	00003702	Fonctionnement	10 000
PEDAGOGIE ET PRISON	00002746	Renouvellement d'un projet Hebdo Hector	1 000
PEDAGOGIE ET PRISON	00002747	Renouvellement d'un projet Actions éducatives à destination des mineurs incarcérés	500
TOTAL			46 500

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Véronique BRUNET, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION FONCTIONNEMENT 2024 Ville.doc
- CONVENTION PROJET 2024 Ville.doc
- LETTRE D'ENGAGEMENT 2024 Ville.doc

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires militaires

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : COMMEMORATIONS			
STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE (€)
AMICALE DES ANCIENS MARINS ET DES ANCIENS MARINS COMBATTANTS DE MONTPELLIER	00002484	Fonctionnement	200
AMICALE DES TRANSMETTEURS DU LANGUEDOC ROUSSILLON	00003560	Fonctionnement	350
CLUB SPORTIF ET ARTISTIQUE DE LA GENDARMERIE 34	00004541	Fonctionnement	200
FEDERERATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE	00003455	Fonctionnement	1 000

LE SOUVENIR FRANCAIS - COMITÉ DE MONTPELLIER	00003120	Nouveau Projet : rénovation monuments aux morts des carrés militaires	500
MEMOIRES LANGUEDOC 44	00002582	Fonctionnement	500
UNADIF-FNDIR ASSOCIATION DE L'HERAULT	00003599	Fonctionnement	300
UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS DE COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE DE L'HERAULT	00003108	Fonctionnement	1 350
TOTAL			4 400

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 263582_CHARTE LAICITE.pdf

- Lettre d'engagement Type subvention 2024.doc

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Commerce**Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Commerce et
Artisanat" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine du commerce, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE: Commerce et artisanat			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
CENTRE TECHNIQUE REGIONAL DE LA CONSOMMATION LANGUEDOC ROUSSILLON	00002510	Fonctionnement	3 000,00
UNION FEDERALE CONSOMMATEURS MONTPELLIER	00002853	Fonctionnement	2 000,00
TOTAL			5 000,00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2024 - CTRC.doc
- Lettre d'engagement 2024 - UFC.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-259487-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Culture et de la culture scientifique, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : CULTURE				
N° DE DOSSIER	STRUCTURE	Dispositif	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
00004617	APERTO	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	6 000,00
00002477	ASSOCIATION 2L2M	(Ville) Culture - Arts	Projet : Accueil de résidences d'artistes plasticiens	3 000,00
00002475	ASSOCIATION 2L2M	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	4 000,00

00003344	ASSOCIATION LINE UP	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	1 500,00
00004322	BAR A PHOTO	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	1 000,00
00002549	BRISCARTS	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	2 500,00
00002941	CHAMP LIBRE	(Ville) Culture - Arts	Projet : Festival des Architectures Vives 2024	7 000,00
00004062	CLAP'ARTS	(Ville) Culture - Arts	Projet Clap'Arts Festival	1 000,00
00002792	EN TRAITS LIBRES	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	15 000,00
00004605	GALERIE AL-MA	(Ville) Culture - Arts	Projet Sept Expositions d'artistes contemporains	4 000,00
00003913	GLASSBOX-SUD	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	3 000,00
00002961	GRAIN D IMAGE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	20 000,00
00003914	I PEICC	(Ville) Culture - Arts	Projet Art Ensemble : Tremplin vers les écoles et métiers des arts et de la culture	2 000,00
00004334	ICONOSCOPE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	1 000,00
00004301	LA FENETRE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	40 000,00
00003090	LA MAISON DE LA GRAVURE MEDITERRANEE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	2 000,00
00003384	LES AMIS DU MUSEE FABRE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	5 000,00
00002839	LES CHANTIERS BOITE NOIRE	(Ville) Culture - Arts	Projet Les chantiers BOITE NOIRE	3 000,00
00002869	LES CHANTIERS BOITE NOIRE	(Ville) Culture - Arts	Projet RESIDENCES D'ARTISTES EMERGENTS	1 000,00
00004959	MONTPELLIER CONTEMPORAIN MOCO	(Ville) - Arts	Fonctionnement	1 475 000,00
00003353	OBJECTIF IMAGE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	2 000,00
00003585	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS	(Ville) Culture - Arts	Projet Solid'art 7ème édition	20 000,00
00002783	STUDIO 411 GALERIE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	1 500,00

00004538	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	(Ville) Culture - Arts	Projet Résidence de création Mutation #3	2 000,00
00004356	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	5 000,00
00004405	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	(Ville) Culture - Arts	Projet Transit Lab	2 000,00
TOTAL ARTS				1 629 500,00
00003575	ASSEMBLEE REGIONALE DES RADIOS ASSOCIATIVES	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	3 500,00
00004754	ASSOC PROTESTANTE DE RADIO TELEVISION	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00
00002780	ASSOCIATION CHRÉTIENS ET CULTURES	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet 26ème Festival Chrétien du Cinéma	8 000,00
00003659	ASSOCIATION LES CHIENS ANDALOUS	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Coordination locale du dispositif Ecole et Cinéma et organisation du Festival Enfant et Cinémage	6 000,00
00002580	ASSOCIATION MONTPELLIER CONTACTS-RADIO CLAPAS MONTPELLIER	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00
00003980	ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ÉTUDIANT À MONTPELLIER (ADOREM)	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00

00004761	ASSOCIATION POUR LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU VOYAGE ET DE L'AVENTURE DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Développement de l'accessibilité de notre offre culturelle	3 000,00
00004763	BRAND A PART	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	4 000,00
00004775	BRAND A PART	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Le Cinéma Pour Tous - 10ème édition	4 000,00
00004768	BRAND A PART	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Les Rencontres du Cinéma d'Animation - 4ème édition	1 000,00
00004894	CENTRE DE L'IMAGINAIRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Festival du film scientifique "Sud de sciences" 2024	1 000,00
00002937	CROQU OREILLES	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00
00003230	CULTURE ET ODYSSEE	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Caravane des cinémas d'Afrique	1 000,00
00004519	FESTI INTERN CINEMA MEDITER MONTPELLIER	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	135 000,00
00003008	KAINA	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	5 000,00

00003001	KAINA	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Kaina TV	5 000,00
00003147	L EKO DES GARRIGUES	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00
00004033	LE DIAMANT VERT	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Rencontres des Espaces Cinématographiques	1 000,00
00002913	LES AMIS DE JEAN VIGO	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	12 500,00
00002738	ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	2 000,00
00002861	ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet 6eme Festival de la Radio Educative 2024	1 000,00
00003474	RADIO AVIVA	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00
00004299	REGARDS SUR LE CINEMA ALGERIEN	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Projet Promotion de jeunes réalisateur(trice)s algériens	500,00
00003475	SO BOLLYWOOD MONTPELLIER	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	3 000,00

00003009	SON E RESSON OCCITAN	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	8 000,00
TOTAL CINEMA, AUDIOVISUEL, ICC				252 500,00
00003193	ACADEMIE SCIENCES LETTRES DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Projet prix Sabatier d'Espeyran	2 000,00
00003182	ACADEMIE SCIENCES LETTRES DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Fonctionnement	10 000,00
00004521	ASSOCIATION DES CAFES GEOGRAPHIQUES DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Fonctionnement	500,00
00003979	ATELIER RENCONT RECHERCH COMPARA ETHNOLO	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Projet Les 30 ans du Bistrot des Ethnologues	1 000,00
00004812	CERCLE ZETETIQUE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Projet Les 30 ans du Bistrot des Ethnologues	1 000,00
00003928	INSTANT SCIENCE	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Projet Festival Va savoir ?! 2024	4 000,00
TOTAL CULTURE SCIENTIFIQUE				18 500,00
00004048	A CONTRE POIL DU SENS	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 500,00
00004459	ACTION D ESPACE	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 500,00
00003613	ACTION D ESPACE	(Ville) Culture - Danse	Projet création du spectacle C'est comment qu'on fait	1 000,00
00004592	ANIMA	(Ville) Culture - Danse	Projet mAsk	2 000,00
00004814	ART, CORPS & LUMIERE	(Ville) Culture - Danse	Projet FESTIVAL SWINGING MONTPELLIER 2024	5 000,00
00002930	ASS ACHLES	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 500,00

00003280	ASS ALLONS Z ENFANTS	(Ville) Culture - Danse	Projet RESIDENCES ET ACCUEILS STUDIO AU POLE DE DEVELOPPEMENTCHOREGRAPHIQUE BERNARD GLANDIER	5 000,00
00003282	ASS ALLONS Z ENFANTS	(Ville) Culture - Danse	Projet EUROPA, EUROPA, danser l'Europe, danser la joie !	2 000,00
00003276	ASS ALLONS Z ENFANTS	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	25 000,00
00002947	ASS STELLA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
00002945	ASS STELLA	(Ville) Culture - Danse	Projet TIME	3 000,00
00004867	ASSOCIATION AU SINGULIER ET AU PLURIEL	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
00002795	ASSOCIATION AURELIA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	5 000,00
00002888	ASSOCIATION CHICANES	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	4 000,00
00002568	ASSOCIATION MARIE-LOUISE BOUILLONNE	(Ville) Culture - Danse	Projet Les Jardins de Matisse	1 000,00
00002556	ASSOCIATION MARIE-LOUISE BOUILLONNE	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00004822	CHANTIERS PUBLICS	(Ville) Culture - Danse	Projet CRÉATION DANS(E) HOUSE	2 000,00
00004325	CIA INESPERADA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
00004129	COMPAGNIE AUTRE MI NA	(Ville) Culture - Danse	Projet Création de la version participative de Génération [pomm]ée	3 000,00
00004128	COMPAGNIE AUTRE MI NA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
00003218	COMPAGNIE COMME CA	(Ville) Culture - Danse	Projet de création (re)COMPOSE & DANSE(ici) : à la découverte de Joanne Leighton	2 000,00
00003216	COMPAGNIE COMME CA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00003324	COMPAGNIE CORPS ITINERANTS	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00

00004522	COMPAGNIE INSIGHT	(Ville) Culture - Danse	Projet Les Brûleurs de Temps	1 000,00
00002494	COMPAGNIE KONTAMINE	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00002490	COMPAGNIE KONTAMINE	(Ville) Culture - Danse	Projet Amal	1 000,00
00003833	COMPAGNIE LES HERBES FOLLES	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	1 000,00
00002578	COMPAGNIE MOUVEMENTS PERPETUELS	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	7 000,00
00002577	COMPAGNIE MOUVEMENTS PERPETUELS	(Ville) Culture - Danse	Projet DE FUGUES EN SUITES	5 000,00
00003032	DANSOMANIA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
00003031	DANSOMANIA	(Ville) Culture - Danse	Projet Du désir d'horizons	7 000,00
00004788	EN MASSE ART	(Ville) Culture - Danse	Projet Spectacle Moftarak	1 500,00
00004803	ETRE EN SCENE	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	6 500,00
00004473	FUTUR IMMORAL	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00003127	GOLDEN HANDS	(Ville) Culture - Danse	Projet the mediator between head and hands must be the heart	3 000,00
00003376	GROUPE NOCES DANSE IMAGES	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00002884	LA MENTIRA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 500,00
00003126	LES GENS DU QUAI	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
00002675	MAIASTRA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	7 000,00
00002672	MAIASTRA	(Ville) Culture - Danse	Projet SOUTIEN A LA CREATION	2 000,00
00003385	MOUVEMENTS SUR LA VILLE	(Ville) Culture - Danse	Projet Mouvements sur la ville #16	8 000,00
00002983	PULX	(Ville) Culture - Danse	Projet District Danse	14 000,00
00003041	PULX	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 500,00
00004750	R&R	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00003464	R.A.M.A	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	10 000,00

00003520	SATELLITE	(Ville) Culture - Danse	Projet Le Bal Populaire	2 000,00
00003500	SATELLITE	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	2 000,00
00002959	VILCANOTA	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	3 000,00
TOTAL DANSE				186 500,00
00002991	"LES AMIS DE LEVANT"	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	1 000,00
00003803	CHÈVRE FEUILLE ETOILÉE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	1 000,00
00002854	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Projet Au fil des contes, des rencontres et de la poésie : eaux et couleurs	500,00
00003669	L'OISEAU LYRE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Projet LUX	1 000,00
00003664	L'OISEAU LYRE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	1 500,00
00004139	LA BOUTIQUE D'ECRITURE & CO	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	22 000,00
00003028	LES AMIS DU GRAIN DES MOTS	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	400,00
00004549	MAISON DE LA POESIE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Projet Printemps des Poètes à Montpellier	5 000,00
00004377	MAISON DE LA POESIE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	10 000,00
00003930	MOTS PASSANTS	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	700,00
00002595	SEPHARIM	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	1 500,00
00003163	SYLLABE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	1 500,00
00004601	TEXTE EN COURS	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Fonctionnement	1 000,00

00004594	TEXTE EN COURS	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Projet Festival Texte En Cours 2024	3 000,00
00002701	VOIX DE L'EXTREME - POESIE ET CULTURE	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Projet 5èmes Rencontres franco- espagnoles : Racines et Mémoires	4 000,00
TOTAL LIVRE, LECTURE PUBLIQUE				54 100,00
00004064	ACORD PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Projet FESTIVAL EMERGENCY #8	5 000,00
00002562	ASS DES PRODUC ET EDITEURS DE MUSIQUE EN LANGUEDOC ROUSSILLON	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	4 000,00
00002755	ASSOCIATION 280 COMMUNICATIONS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	3 000,00
00003016	ASSOCIATION ARS MUSICA- MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 500,00
00003154	ASSOCIATION CHORALE CANTICA DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00002779	ASSOCIATION CHRÉTIENS ET CULTURES	(Ville) Culture - Musique	Projet ANIMA 24ème Festival Interreligieux de Musiques Sacrées	15 000,00
00004410	ASSOCIATION COLLECTIF KOA	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00
00002999	ASSOCIATION CONSPECTUS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00002966	ASSOCIATION CORALEN	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00003954	ASSOCIATION DES CHOEURS DU LANGUEDOC	(Ville) Culture - Musique	Projet Festival "Hérault les Choeurs !"	2 000,00
00004804	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE ANNE	(Ville) Culture - Musique	Projet 29e Nuits de Sainte Anne (Soirées musicales des Nuits de Sainte Anne)	5 000,00
00003689	ASSOCIATION INTENSITES	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	6 000,00

00003752	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES	(Ville) Culture - Musique	Projet Saison et Festival de la Grande Parade Métèque	5 000,00
00003747	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES	(Ville) Culture - Musique	Projet Résidences et ateliers artistiques dans le cadre du projet de territoire de la Grande Parade Métèque	1 000,00
00003445	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES	(Ville) Culture - Musique	Projet Quartiers Capitales!	1 000,00
00004800	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES	(Ville) Culture - Musique	Projet Le Loft des assos : une programmation plurielle ouverte sur le quartier	1 000,00
00003245	ATOUT CHOEUR	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00003204	AU CŒUR DE SA VOIX	(Ville) Culture - Musique	Projet NASHAQ Chants d'Amour d'Orient et de Méditerranée	1 000,00
00003701	B.A BACH	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	800,00
00002653	BOOMERANG	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	3 000,00
00002908	CHOEUR D'Ô DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Projet concerts annuels du Choeur d'Ô	1 000,00
00004323	CHOEUR SYMPHONIQUE DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	(Ville) Culture - Musique	Projet Aide à la production de plusieurs concerts « FAURÉ » en 2024.	1 000,00
00004574	CHOEUR UNIVERSITAIRE MONTPELLIER MEDITERRANEE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 500,00

00002840	CHOEURS DE L'ENCLOS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 500,00
00003366	CLAPAS BLUES	(Ville) Culture - Musique	Projet 2ème édition du Montpellier Blues Festival	2 500,00
00003590	COMPAGNIE CANTUSCANTI	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	500,00
00003981	COMPAGNIE IMPERIAL	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00
00004836	COSMIC GROOVE AIRLINES	(Ville) Culture - Musique	Projet THE PARTY : les 25 ans de Cosmic Groove	4 000,00
00004460	DARD'ART	(Ville) Culture - Musique	Projet Festival Al Andalus	4 000,00
00004610	DARD'ART	(Ville) Culture - Musique	Projet Orchestre Arabo-Andalou Junior	4 000,00
00004913	DE BOUCHE A OREILLE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 700,00
00004952	DE BOUCHE A OREILLE	(Ville) Culture - Musique	Projet création PARATGE Vertige Vocal Opus 2	3 000,00
00002684	EFFKT	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00002681	EFFKT	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00003519	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	3 800,00
00003450	ENSEMBLE VOCAL ET INSTRUMENTAL DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	3 000,00
00003177	ENSEMBLE VOCAL TUTTI	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	600,00
00002688	EPIMUZIK	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00002570	FESTIVAL DE CLARINETTE DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Projet Festival de clarinette de Montpellier	2 000,00
00004314	GENRE GENRE PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Projet CRÉATION D'EP & RELEASE PARTY	1 500,00
00003165	GROUPE VOCAL ARLEQUIN	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	500,00
00003330	JAM JAZZ ACTION	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	20 000,00
00002623	JAZZ CLUB DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00
00002728	JAZZ IN CLAP'COOP	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00

00002727	JAZZ IN CLAP'COOP	(Ville) Culture - Musique	Projet JAZZ et BD	2 000,00
00004439	JULES SONIC PRODS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00004820	KIVIVE	(Ville) Culture - Musique	Projet Bartleby	2 000,00
00003305	KLUB KLAMAUK	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00
00003308	KLUB KLAMAUK	(Ville) Culture - Musique	Projet BÜL BÜL - création d'un nouveau répertoire musical	2 000,00
00003907	KOA JAZZ FESTIVAL	(Ville) Culture - Musique	Projet KOA JAZZ FESTIVAL (16e édition)	6 000,00
00002762	L ACCROCHE CHOEUR	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00003625	L OREILLE ELECTRIQUE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 500,00
00004551	L OREILLE ELECTRIQUE	(Ville) Culture - Musique	Projet PATCH WORK	2 000,00
00002654	L'ARC-EN-CIEL DES FAUBOURGS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	20 000,00
00003145	L'ARTESAN	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 500,00
00003128	L'OREILLE TENDRE	(Ville) Culture - Musique	Projet PRODUCTION, ACCOMPAGNEMENT ET SORTIE DU PREMIER ALBUM DE SARAH AMIEL	2 000,00
00004667	LE CAFE DU COMPTOIR	(Ville) Culture - Musique	Projet création du nouveau spectacle du groupe Orchestre National du Cholo	2 000,00
00002647	LE PETIT CHAT NOIR RECORDS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 500,00
00003926	LES CARACTERES DE LA MUSIQUE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	5 000,00
00002706	LES FILLES DU MARDI	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	800,00
00003921	LES NUITS DU CHAT	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	3 000,00
00003902	LES NUITS DU CHAT	(Ville) Culture - Musique	Projet Festival Les Nuits du Chat 17e édition	2 000,00
00004701	LINGE & SONS	(Ville) Culture - Musique	Projet RÉSIDENCE TÖFIE WELCOME ON EARTH	1 500,00
00004917	LUX NOCTIS - MAISON DE PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00

00004491	MAAD	(Ville) Culture - Musique	Projet Waya Festival.	2 000,00
00003499	MAISON DES ARTS SONORES	(Ville) Culture - Musique	Projet es 10 ans de la Maison des Arts Sonores et du Festival Klang	3 000,00
00003922	MELI MELODIE,MUSIQUE VIVANTE POUR TOUS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00
00002836	MONTPELLIER ACCORDEON	(Ville) Culture - Musique	Projet Festival Accordeon Pluriel 10ème édition	7 000,00
00004446	NO NEED NAME	(Ville) Culture - Musique	Projet SOUTIEN AUX GROUPES EMERGENTS	3 000,00
00003605	PIC & COLEGRAM	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 500,00
00002914	QUASI INDESTRUCTIBLE PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Projet Création du Spectacle Jeune Public Accro Aux Ecrans	1 000,00
00004704	RAMBLIN BASTRINGUE	(Ville) Culture - Musique	Projet VERDUN - "Saturn's Tales" (titre provisoire)	2 000,00
00004692	RAMBLIN BASTRINGUE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00003273	RAP ACADEMIE	(Ville) Culture - Musique	Projet Live Académie (résidences et concerts à la Maison Pour Tous Louis Feuillade)	2 000,00
00003266	RAP ACADEMIE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 500,00
00003269	RAP ACADEMIE	(Ville) Culture - Musique	Projet Music'Académie	1 500,00
00002815	VOCALYS	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
00003495	WHAT THE FEST PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Projet festival EX TENEBRIS LUX 2024	5 000,00
00003503	WHAT THE FEST PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Projet LES NUITS MAGNETIQUES	3 000,00
00003497	WHAT THE FEST PRODUCTION	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	2 000,00
00004505	ZIK OCCITANIE	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	1 000,00
TOTAL MUSIQUE				226 700,00
00003179	ASS DES AMIS DE L' ORGUE DES SAINTS-FRANCOIS A MONTPELLIER	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	1 000,00

00003037	ASS DES AMIS DE L'ORGUE ET DES CHOEURS DE LA CATHEDRALE DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	1 000,00
00004862	ASSOCIATION DES AMIS DU JARDIN DES PLANTES DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	1 500,00
00004665	ASSOCIATION IDENTITES ET PARTAGE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet PARCOURS HISTORIQUES : DE L'ANTIQUITE A NOS JOURS	500,00
00002625	ASSOCIATION MONTPELLIERAINE POUR UN JUDAISME HUMANISTE ET LAIQUE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	1 000,00
00003287	ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE DANS L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES ANCIENNES - MONTPELLIER	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet Journées de l'Antiquité Classique 2024	500,00
00002511	CENTRE CULTUREL JUIF SIMONE VEIL	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	31 000,00
00004313	CENTRE DE FORMACION PROFESSIONALA OCCITAN REGION OCCITANIE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	5 000,00
00002811	CENTRE LACORDAIRE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	9 000,00
00003025	CERCLE NAPOLEON	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet Jean Tulard : Le cinéma et Napoléon	500,00
00003131	CHEVALIERS DE L'ORDRE DES QUATRE VENTS	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet L'Esplanade Médiévale	1 500,00
00003416	INSTITUT PROTESTANT DE THÉOLOGIE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	2 000,00

00002668	INSTITUT UNIVERSITAIRE MAIMONIDE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	40 000,00
00004442	INTER'CAL	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet Solsticium 2024 - Festa de la Sant Joan	500,00
00004437	INTER'CAL	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet Carnaval 2024 - La Festa del Mond al revers	3 000,00
00004449	INTER'CAL	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet Dalavada / Martror 2024	1 000,00
00003532	LA GARRIGA LANGADOUCIANA	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	2 800,00
00003533	LA GARRIGA LANGADOUCIANA	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Projet 26ème Rencontres folkloriques de Montpellier	5 000,00
00003190	LES OUVRIERS DE LA COMMUNE CLOTURE DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	3 000,00
00003087	MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE MEDITERRANEE	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	3 000,00
00003991	THEATRE TALHERS LA RAMPE TIO	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Fonctionnement	6 000,00
TOTAL PATRIMOINE, ARCHIVES, ARCHEOLOGIE				118 800,00
00003788	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Résidences de territoire et diffusion artistique	3 000,00
00003525	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Actions Sonores de Proximité	2 000,00
00003526	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Activités artistiques RectoVerso et l'Annexe	2 000,00

00004798	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	4 500,00
00004956	CENTRE D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVE OCCITANIE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Le Beau Temps, préfiguration d'un tiers-lieu socio-agri-culturel à Montpellier	5 000,00
00003408	CENTRE REGIONAL OEUVRES UNIV SCOLAIRES	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	17 000,00
00004470	COMITE D ANIMATION ET DE PREVENTION GELY FIGUEROLLES	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet FESTIVAL INTERNATIONAL MOSAIQUE GIPSY BOHEME	10 000,00
00004676	COMPAGNIE DE LOIN	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Noche	1 000,00
00003138	COREE ' GRAPHIE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	5 000,00
00003223	L'ARDEC	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	12 000,00
00003601	L'ATELLINE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet PRESENCES ET RECIPROCITE - L'Atelline à Montpellier	30 000,00
00003392	LE BARIL	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	3 500,00
00004811	LE CAFE ASSOCIATIF DE LA TENDRESSE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet PROJET DE TERRITOIRE - TENDRESSE - DIGNITE - COURAGE	1 500,00
00004955	MONTPELLIER 2028	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	300 000,00
00003283	N U NOS URGENCES COLLECTIF D'ARTISTES	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet ESPACES VIVANTS	2 000,00
00002906	PAPELART	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	1 000,00

00003531	QUARTIER GARE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	4 500,00
00003164	RAVIV MONTPELLIER METROPOLE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	4 000,00
00003655	SCIC TROPISME	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Festival Tropisme 2024	30 000,00
00003663	SCIC TROPISME	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	40 000,00
00004451	TETES DE PIOCHE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet 2030 Festival	2 000,00
00003793	UNI SONS	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	10 000,00
00003653	UNI SONS	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Projet Arabesques met à l'honneur Bethléem	5 000,00
	FESTIVAL DU JEU DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Remise du prix de l'illustrateur de l'année	1 000,00
00005138	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Concours international d'architecture Claude Parent	7 000,00
TOTAL PLURIDISCIPLINAIRE				495 000,00
00003896	ACETONE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Retour de la préfecture.	2 000,00
00003870	ACETONE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00004465	ACQUAFORTE THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet "La Clef de la Mémoire"	1 000,00
00004450	ACQUAFORTE THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003301	ASS LA COMPAGNIE PROVISOIRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00
00004375	ASSOCIATION ADESSO E SEMPRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	10 000,00
00004669	ASSOCIATION COMPAGNIE PARADISIAQUE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003187	ASSOCIATION L'ATTENTE HATIVE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Au bord de l'obscurité	1 000,00
00004346	ASSOCIATION L'USINE A REVES	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	6 000,00

00004091	ASSOCIATION LES PERLES DE VERRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00
00004119	ASSOCIATION LES PERLES DE VERRE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet LA BAIGNOIRE HORS LES MURS	5 000,00
00004108	ASSOCIATION LES PERLES DE VERRE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet LA BAIGNOIRE	10 000,00
00004332	ATHOME	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Partez pour l'aventure	2 000,00
00002817	BALTHAZAR	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	15 000,00
00003540	BLA BLA PRODUCTIONS	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 500,00
00004289	BRAQUAGE SONORE & CIE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00004795	CABOMUNDO CAP MONDE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00
00002520	CHAGALL SANS M.	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 500,00
00002519	CHAGALL SANS M.	(Ville) Culture - Théâtre	Projet CECI EST MON CORPS	1 000,00
00004690	COLLECTIF DETOUR 21	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Pig Boy 1986-2358	1 000,00
00004722	COMPAGNIE BRUITQUICOURT	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	4 500,00
00003326	COMPAGNIE CARACOL	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00004583	COMPAGNIE COLLECTIVE PASSER PAR LES HAUTEURS	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Marcellus et l'horizon [Briser les vitres]	1 000,00
00004666	COMPAGNIE DE L ASTROLABE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Imprimerie	1 500,00
00004640	COMPAGNIE DE L ASTROLABE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	5 000,00
00003557	COMPAGNIE DORE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Gare aux Clowns 5è édition	2 000,00
00003551	COMPAGNIE DORE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00
00003528	COMPAGNIE JOLI MAI	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00003566	COMPAGNIE JOLI MAI	(Ville) Culture - Théâtre	Projet La louve	1 000,00
00004558	COMPAGNIE L'AMORCE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Silence	1 000,00
00003226	COMPAGNIE LA HOULEUSE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00

00002791	COMPAGNIE LA HURLANTE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00003972	COMPAGNIE LA VASTE ENTREPRISE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00
00002721	COMPAGNIE LES TETES DE BOIS	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	4 000,00
00004340	COMPAGNIE MEGAERA	(Ville) Culture - Théâtre	Projet "Le bruit des os qui craquent"	1 000,00
00002980	COMPAGNIE MOEBIUS	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	4 000,00
00003901	COMPAGNIE MOUSTACHE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00004785	COMPAGNIE NONII	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003794	COMPAGNIE TIRE PAS LA NAPPE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	10 000,00
00002799	COMPAGNIE VERTIGO	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	4 000,00
00004368	COMPAGNIE WANDA	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00004342	COMPAGNIE WANDA	(Ville) Culture - Théâtre	Projet "IDA"	2 000,00
00004586	CONTRE-FEU	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003166	CREATEF	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003673	CREATURE.S CREATRICE.S	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00003691	CREATURE.S CREATRICE.S	(Ville) Culture - Théâtre	Projet C'est quoi ce cirque ?!	1 000,00
00002897	EFFET MER	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00004378	EXIT COMPAGNIE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	8 000,00
00003411	GOD BLESS COMPAGNIE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00004727	GROGNON FRERES	(Ville) Culture - Théâtre	Projet	1 000,00
00004734	GROGNON FRERES	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00
00002724	INTERSTICES	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	5 000,00
00004818	JE PARS A ZART	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Théâtre de la Plume	4 000,00
00002769	L ADRESSE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	10 000,00
00002752	L'AUTRE THEATRE IITM	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 000,00

00003221	LA COMPAGNIE CAREVELLE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003289	LA COMPAGNIE CAREVELLE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Les Esquisses	2 000,00
00002949	LA COMPAGNIE D'AUTRE PART	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00002943	LA COMPAGNIE D'AUTRE PART	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Festival De Part et d'Autre 2024	2 500,00
00003677	LA COMPAGNIE DES GRISETTES	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 500,00
00004796	LA COMPAGNIE DU VENT SOUS LES SEMELLES	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00002935	LA COSTUMOTEK	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 500,00
00003096	LA MAISON THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00002775	LA MAISON THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet RENTREE CITOYENNE	2 500,00
00003999	LA RAFFINERIE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00002950	LA SPHERE OBLIK	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00004444	LA STATION MAGNETIQUE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Jusqu'à ce que la soirée vacille	1 000,00
00004298	LA STATION MAGNETIQUE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 500,00
00004056	LA VISTA. THEATRE DE MEDITERRANEE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet PASS VISTA	15 000,00
00004085	LA VISTA. THEATRE DE MEDITERRANEE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Parcours d'Education Artistique	5 000,00
00003983	LA VISTA. THEATRE DE MEDITERRANEE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	50 000,00
00004365	LA ZELEE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Pirates et le trésor des profondeurs	1 000,00
00003792	LE COEUR A BARBE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003799	LE COEUR A BARBE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet La nouvelle Comédie de Molière	1 000,00
00003993	LE CRI DEVOT	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 500,00
00003748	LEMOOVENEMENT	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00004635	LES LANCEURS D'ARLETTE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Arlette ton cirque	2 000,00

00004638	LIBRE COURS	(Ville) Culture - Théâtre	Projet MORTEL	1 000,00
00003307	MACHINE THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	8 000,00
00004641	MAGMA COLLECTIF	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 500,00
00003716	MECANIKA	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00002946	NOIR TITANE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00002498	PLATEAU NEUF	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003797	PRIMESAUTIER THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	3 500,00
00003818	PRIMESAUTIER THEATRE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet !Manifeste!	2 000,00
00003766	PUPILLES DE L ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	5 000,00
00003801	PUPILLES DE L ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Nos paysages.	4 000,00
00003373	RHAPSODIES NOMADES	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	2 000,00
00004567	SNLR	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003695	THEATRE DE LA REMISE	(Ville) Culture - Théâtre	Projet LES ECLATS MAGDALENA	5 000,00
00003685	THEATRE DE LA REMISE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	4 000,00
00004591	U-STRUCTURE NOUVELLE	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000,00
00003112	UNIVERSITE MONTPELLIER III PAUL VALERY	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement Théâtre de la Vignette	15 000,00
00003382	ZART PRODUCTION	(Ville) Culture - Théâtre	Projet Escale - Monde de Zart - 2ème édition	1 000,00
TOTAL THEATRE				331 000,00
TOTAL CULTURE				3 312 600,00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 34 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, M. Bernard TRAVIER, M. Alban ZANCHIELLO.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2024 Ville.doc
- Convention Projet 2024 Ville.docx
- Lettre d'engagement 2024 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264128A-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Droits des femmes" -
Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier. Chaque année la ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine des solidarités, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : DROITS DES FEMMES			
Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué (€)
JASMIN D'ORIENT	00003571	Projet Organisation 8 mars 2024 quartier St Martin	1 000
TIN HINAN	00002975	Fonctionnement	4 000
MOUVEMENT DU NID	00002594	Fonctionnement	6 800

CICADE	00003964	Projet Accompagnement vers les droits des femmes bi-nationales et étrangères	3 000
CIDFF	00002936	Projet Parcours vers l'emploi	12 000
CIDFF	00002934	Projet Femmes, Egalité, Emploi	3 000
ESPRIT LIBRE	00004756	Fonctionnement	1 000
LA VOLONTE DES FEMMES DU QUARTIER GELY	00004109	Fonctionnement	1 000
MOUVEMENT CITOYENNES MAINTENANT	00004293	Fonctionnement	1 000
MOUVEMENT FRANCAIS PLANNING FAMILIAL	00003880	Fonctionnement	7 000
MOUVEMENT FRANÇAIS PLANNING FAMILIAL	00003872	Projet Lutte contre la précarité menstruelle	3 000
NUAGE	00003310	Projet Cours de self défense	6 000
NUAGE	00003341	Projet Accueil spécifique de public féminin précaire dans les cours de self-défense	500
OSEZ LE FEMINISME !	00004654	Fonctionnement	1 000
OSEZ LE FEMINISME !	00004647	Projet Matrimoine	1 500
THEATRE DE LA REMISE	00003696	Projet Ateliers et programmation artistique sur l'égalité et la visibilité des femmes	3 000
TOTAL			54 800

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet 2024 Ville de Montpellier.docx
- Convention Fonctionnement 2024 Ville de Montpellier.doc
- Lettre d'engagement 2024_Ville de Montpellier.doc
- CHARTE LAICITE A SIGNER_Ville de Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263551-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Tasime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Petite Enfance, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE: ENFANCE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
ANIM'FRIMOUSSES ET CIE	00002857	Fonctionnement	310 €
NANNY POPPINS	00003383	Fonctionnement	310 €
CREATEF	00002944	Renouvellement d'un projet: Le quartier des Bébés - Hors les murs	1 500 €

HALTE POUCE	00002824	Fonctionnement	3 500 €
LA BOUTIQUE D'ECRITURE & CO	00004384	Renouvellement d'un projet: Lecture d'enfance	1 500 €
L'ASSOCIATION POUR LA PREVENTION AU SERVICE DE LA PARENTALITE ET POUR L'ACCOMPAGNEMENT EN RESEAU, POUR TOUS (L'APPART)	00002801	Renouvellement d'un projet: Accueil Parents - Bébés	1 500 €
TOTAL			8 620 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2024 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263948-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets en direction des jeunes, il convient de leur allouer des subventions dont les montants sont précisés ci-dessous :

« JEUNESSE »				
Nom de la Structure	N° Dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué (€)
Unis-Cité	00002608	Fonctionnement	Services civiques	15 000
Maison des adolescents	00002624	Fonctionnement	Soutien au fonctionnement	30 000
Maison des adolescents	00002626	Projet	Aide aux actions en santé mentale	5 000
TOTAL				50 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettre d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2024 Ville.doc
- Convention Projet 2024 Ville.docx
- Lettre d'engagement 2024 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262992-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les discriminations"- Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier. Chaque année la ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine des solidarités, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			
Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué (€)
FIERTE MONTPELLIER PRIDE	00003241	Fonctionnement	6 500
FONDATION LE REFUGE	00004076	Fonctionnement	4 000
FRANCE VICTIMES 34	00003203	Fonctionnement	7 500
HABITER ENFIN !	00003622	Projet Groupe d'entraide public vulnérable (Chibanias)	1 000
LA CIMADE	00003841	Fonctionnement	4 000
TOTAL			23 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clare HART, M. Salim JAWHARI, M. Alban ZANCHIELLO.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet 2024 Ville de Montpellier.docx
- Convention Fonctionnement 2024 Ville de Montpellier.doc
- Lettre d'engagement 2024_Ville de Montpellier.doc
- CHARTE LAICITE A SIGNER_Ville de Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263557-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE: LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS			
Aide alimentaire et lutte contre la pauvreté			
STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
L'AVITARELLE	00003463	Projet – équipe du SAMU SOCIAL	70 000 €
KALISI	00002768	Fonctionnement	1 500 €
SOLIDARITE RESF 34	00003745	Fonctionnement	2 000 €
SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	00003357	Fonctionnement	18 000 €

SOLINUM	00003312	Fonctionnement	6 000 €
ASSOCIATION D'ENTRAIDE ET DE RECLASSEMENT SOCIAL	00003189	Fonctionnement	10 000 €
SECOURS CATHOLIQUE	00002951	Fonctionnement	35 000 €
RESTAURANT DU COEUR- RELAIS COEUR HERAULT	00003458	Fonctionnement	48 000 €
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS	00003591	Fonctionnement	35 000 €
MONTPELLIER ACCUEIL JEUNES ISOLES ETRANGERS	00003568	Fonctionnement	3 500 €
ASSOCIATION ST VINCENT DE PAUL	00003192	Fonctionnement	14 000 €
ASSOCIATION ST VINCENT DE PAUL	00003256	Fonctionnement	500 €
ASSOCIATION HUMANITAIRE DE MONTPELLIER (AHM)	00004628	Fonctionnement	14 000 €
ATD QUART MONDE MONTPELLIER	00002630	Fonctionnement	2 500 €
AVEC TOITS -	00003424	Projet : Gestion Intercalaire rue des Grèzes	8 250 €
AVEC TOITS	00003434	Fonctionnement	9 000 €
CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34	00002932	Fonctionnement	7 500 €
LA CLOCHE	00003318	Fonctionnement	7 000 €
BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	00002964	Fonctionnement	25 000 €
TOTAL			316 750 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Caroline DUFOIX, Mme Julie FRÊCHE, M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI, Mme Fatma NAKIB, M. Yvan NOSBE.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CHARTE LAÏCITE.pdf
- CONVENTION PROJET 2024.doc
- Lettre d'engagement Type subvention 2024.doc
- Convention Fonctionnement 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263581-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Patrimoine immobilier
et sobriété énergétique" - Exercice 2024 - Convention d'attribution de subvention
à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Approbation - Autorisation
de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier porte résolument les enjeux majeurs du changement climatique et de la qualité de l'air. L'ambition est d'atteindre la neutralité carbone en 2050 avec un plan d'actions 2021-2026 qui permet de tenir la trajectoire grâce à une programmation pluriannuelle d'investissement volontariste.

En complément d'une stratégie de moyen et long termes et des investissements qui doivent être portés ensemble, la Ville accompagne des acteurs actifs sur son territoire comme l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC). En 2024, l'ALEC réalise l'animation des défis Éco'minots de 15 établissements scolaires en accompagnement complet et 3 établissements scolaires en suivi léger. Ces actions permettent des réductions concrètes des consommations d'énergie et d'eau, au travers d'éco gestes, et l'optimisation du fonctionnement, en sensibilisant tous les utilisateurs et gestionnaires des établissements.

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier. Chaque année, la Ville de Montpellier soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine du patrimoine immobilier et de la sobriété énergétique, il y a lieu d'allouer la subvention suivante :

THEMATIQUE : PATRIMOINE IMMOBILIER ET SOBRIETE ENERGETIQUE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC)	00003888	Projet défi éco'minots	26 476 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2024_Convention_Ville_ALEC_Eco'minot -20240206.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262129-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Attribution d'une subvention à l'Agence locale de l'Énergie et du Climat (ALEC)
- Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.1111-2 du Code général des collectivités territoriales dispose que les communes concourent à la lutte contre l'effet de serre par la maîtrise et l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le projet porté par l'Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Méditerranée Métropole (ALEC) poursuit notamment les buts suivants :

- Actions de sobriété et efficacité énergétiques ;
- Développement des énergies renouvelables (solaire, bois-énergie, géothermie...) ;
- Lutte contre le dérèglement climatique ;
- Utilisation rationnelle de l'eau.

Son rôle est aussi d'accompagner les collectivités et plus globalement les professionnels dans leurs démarches de maîtrise de l'énergie et de l'eau, et de développement des énergies renouvelables. Son action peut prendre plusieurs formes : information, conseil, formation, accompagnement et expertise technique, veille juridique et technologique, etc.

Ainsi, l'ALEC a pris en charge le Guichet unique de la Rénovation énergétique qui consiste à apporter un conseil personnalisé aux particuliers qui souhaitent engager des travaux de rénovation thermique de leur logement et à les accompagner à toutes les étapes de leur projet. Sur la Ville de Montpellier, le public-cible identifié est celui des copropriétés, notamment les passoires thermiques. Cette action auprès des publics les plus fragiles contribuera à réduire la précarité énergétique.

L'ALEC a sollicité auprès de la Ville de Montpellier une subvention de 52 000 € pour le fonctionnement de l'association.

THEMATIQUE : ECOLOGIE URBAINE			
Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué
Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Métropole	00003789	Fonctionnement	52 000 €
TOTAL			52 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation d'une subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement_2024.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264025-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Politique alimentaire et agriculture urbaine

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Politique Alimentaire" et "Écologie Urbaine" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre du projet de la Cité de l'Alimentation, la Politique Alimentaire et de l'Agriculture urbaine de la Ville de Montpellier continue à œuvrer pour renforcer la démocratie alimentaire dans la Ville et un accès digne à toutes et tous à une alimentation saine, de qualité et choisie en :

- Développant des tiers-lieux "*Maisons de l'Alimentation Solidaire*" dans la Ville, en lien avec le collectif Territoires à VivreS qui porte l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune, et en soutenant les associations y prenant part ou déployant d'autres actions d'alimentation solidaire ;
- Rendant accessible une alimentation durable au plus grand nombre en associant l'ensemble des parties prenantes (citoyens « *consomm'acteurs* », producteurs, etc.) ;
- Travaillant sur la modification des comportements alimentaires en sensibilisant à l'alimentation durable ;
- Contribuant à développer et structurer des filières d'approvisionnement alimentaire de proximité et de qualité au bénéfice de la production locale et de l'agriculture urbaine.

Le dynamisme des associations montpelliéraines développant de nouvelles formes de solidarité alimentaire plus inclusives et citoyennes, et contribuant à un système alimentaire plus durable et résilient, est un moteur essentiel pour atteindre ces objectifs.

Pour aider ces associations partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de l'alimentation solidaire et de l'agriculture urbaine en 2024, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : POLITIQUE ALIMENTAIRE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
CIVAM AGROBIOLOGIQUE 34	00004081	Projet : Programme d'ateliers autour de l'alimentation et de l'agriculture biologique	4 500
AGROPOL'EAT	00004482	Projet : "Une Seule Santé" - Nourrir, Soigner, protéger et éduquer	2 800
LES PETITES CANTINES MONTPELLIER	00003372	Fonctionnement	2 000
VRAC & COCINAS - COOPERATIONS CITOYENNES POUR L'ALIMENTATION ET LA SOLIDARITE	00003642	Fonctionnement	8 000
ASSOCIATION PIC ASSIETTE	00003742	Projet : Goûter le Monde autour de Moi (G2M)	1 000
MIAMUSE LES MONDES DE L'IMAGE, ANIMATION, MUSIQUE, SAVEURS, EVEIL	00004501	Projet : Éveil sensoriel dans les écoles de Montpellier	2 000
L'ESPERLUETTE	00003274	Fonctionnement	8 000
LA CANTINA RESTAURANT ASSOCIATIF ANTI GASPI CHANTIER D'INSERTION ET ESPACE D'ECHANGES CULTURELS ET SOLIDAIRES	00003446	Projet : Ateliers de sensibilisation à l'alimentation durable	2 000
TOTAL			30 300

THEMATIQUE : ECOLOGIE URBAINE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ASSOCIATION OASIS CITADINE	00003780	Projet : Rencontre Agricultures Urbaines et Transition écologique	1 000
ATELIER PERMANENT D'INITIATIONS A L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER (APIEU)	00002736	Projet : Regards croisés sur la ville en transition	2 000
ATELIER PERMANENT D'INITIATIONS A L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER (APIEU)	00002737	Nouveau projet : 40 ans de l'APIEU les 24 h de l'Education à l'Environnement urbain	2 000
RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS	00004407	Fonctionnement	1 500
RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS	00004411	Nouveau projet : incroyables bosquets fruitiers 2024	2 000
SAUVEGARDE DU JARDIN DE LA REINE	00002834	Fonctionnement	3 000
SOCIETE HORTICULTURE HISTOIRE NATURELLE HERAULT	00002599	Fonctionnement	1 500
TOTAL			13 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définie ci-dessus, sous réserve de la signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et des conventions d'attribution type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE,
Mme Isabelle MARSALA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès ROBIN, M.
Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type Fonctionnement 2024 Ville.doc

- Lettre d'engagement type 2024 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263838-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ressources Humaines" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier. Chaque année, la Ville de Montpellier soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau suivant :

THEMATIQUES : RESSOURCES HUMAINES			
Nom de la structure	N° dossier	Nature de la demande	Montant attribué (€)
COMITE DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	00003606	Fonctionnement	426 000 €*
AMICALE DES RETRAITES MUNICIPAUX DE LA VILLE DE MONTPELLIER	00003014	Fonctionnement	4 500 €
TOTAL			430 500 €

* Acompte de 426 000 € accordé lors du Conseil municipal du 11 décembre 2023, soit une attribution globale de 852 000 € pour l'année 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- COSC Avenant convention d'attribution subvention FCT 2024.docx
- Lettre_d'engagement_Amicale_des_retraites_Ville_2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-262670-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite Educative" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année La Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine des transports et des mobilités actives, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE: REUSSITE EDUCATIVE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ASS LE RELAIS MAISON DES ENFANTS	00003261	Fonctionnement	45 000 €
ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER	00002676	Projet : Classes de Ville	1 300 €

ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER	00002733	Projet : Clubs de Ville	1 800 €
ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER	00002735	Projet : La Mosson au fil des saisons	1 800 €
CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES	00003899	Projet : Médiation scolaire élèves de la communauté gitane	5 000 €
CENTRE D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVE OCCITANIE	00003773	Projet : Terrain d'aventures Près d'arènes	15 000 €
CENTRE D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVE OCCITANIE	00003774	Projet : Festival international du film d'Education	4 500 €
FED LAIQ CONSEIL PARENT ELEVES HERAULT	00003800	Fonctionnement	5 000 €
FEDERACION CALANDRETA ERAU	00004072	Fonctionnement	60 000 €
LES ENFANTS D'HELENE	00002808	Fonctionnement	5 000 €
LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	00003493	Fonctionnement	2 200 €
OFFICE CENTRAL COOPERATION ECOLE	00003414	Fonctionnement	2 000 €
ZADIGOZINC	00004023	Projet : Les évènements culturels dans le café	1 500 €
ZADIGOZINC	00004032	Projet : Développement des activités dans le café associatif	1 500 €
PEPS (PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS)	00003412	Projet : A la découverte des loisirs	4 500 €
LA BOUTIQUE D'ECRITURE & CO	00004343	Projet : Réussite éducative et parentalité	2 000 €
LA BOUTIQUE D'ECRITURE & CO	00004351	Projet : Lectures d'enfances	1 500 €
SWING GUM ENFANCE	00004477	Projet : Chœurs d'enfants	10 800 €
LES PETITS DEBROUILLARDS	00003736	Projet : La tête et les jambes	1 500 €
TOTAL			170 900 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type.doc

- LE type.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263755A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé, Prévention et Lutte contre les addictions

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SANTE			
NOM DE LA STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ADO D'AILES	00003088	Ado d'Ado d'ailesA	700
ASSOCIATION AVENIR SANTÉ	00003447	Projet : « <i>Prévention en milieu festif jeunes Montpelliérains</i> »	4 000
ASSOCIATION AVENIR SANTÉ	00003449	Projet : « <i>Los Angels de la Nuech</i> »	8 000
ASSOCIATION MA VIE	00003853	Projet : « <i>Bougez sur ordonnance</i> »	1 800
FRANCE ALZHEIMER HERAULT	00003908	Fonctionnement	1 000
INFO DON 34	00003036	Fonctionnement	700

LA COMEDIE DES NEURONES	00002651	Projet : « <i>Comédie des neurones</i> »	400
SOS HEPATITES	00003272	Projet « <i>Mon foie, je l'aime</i> »	1 500
TOTAL			18 100

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Tasnime AKBARALY.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CHARTE_Laïcité_Montpellier.pdf
- Convention Fonctionnement 2024.doc
- CONVENTION PROJET 2024.doc
- Lettre d'engagement Type subvention 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263880-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, la délibération n° V2023-443 en date du 11 décembre 2023 est venue allouer un premier acompte de subvention. Dans le cadre du vote du budget primitif 2024, il convient d'affecter les subventions inscrites dans le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SPORTS FONCTIONNEMENT PROJETS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
3M NATATION ARTISTIQUE	00004511	FONCTIONNEMENT	6 000,00 €
3MTKD SPORT CULTURE SOCIAL	00004958	FONCTIONNEMENT	20 000,00 €
3MTKD SPORT CULTURE SOCIAL	00004964	PROJET : KIDS TOURNAMENT	1 000,00 €
ARCEAUX MONTPELLIER	00003435	FONCTIONNEMENT	16 000,00 €
ARCEAUX MONTPELLIER	00003439	PROJET: TOURNOI FOOTBALL	2 000,00 €
ASLJ CROIX D'ARGENT	00004875	FONCTIONNEMENT	32 000,00 €
ASLJ CROIX D'ARGENT	00004878	PROJET : TOURNOI IN & OUT	750,00 €

ASLJ CROIX D'ARGENT	00004872	PROJET : JOURNEE USA - Match et Rencontre avec une équipe d'Arizona	800,00 €
ASS SPORTIVE BEAUX-ARTS MONTPELLIER	00002993	PROJET : ASBAMBINOS	500,00 €
ASS SPORTIVE BEAUX-ARTS MONTPELLIER	00002990	INVESTISSEMENT Achat de véhicule	11 000, 00€
ASSOCIATION LES FAUTEUILS DE FEU	00005074	PROJET : ORGANISATION CHAMPIONNAT DE France D3	2 000 €
ASSOCIATION FETE LE MUR	00002900	PROJET : INITIATION ET DECOUVERTE DU TENNIS	3 000,00 €
ASSOCIATION MONTPELLIER ARC CLUB	00002878	PROJET : ORGANISATION COMPETITION QUALIFICATIVE AU CHAMPIONNAT DE France	4 000,00 €
ASSOCIATION OMNISPORTS FIGUEROLLES	00003743	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	18 740,00 €
ASSOCIATION RACING CLUB LEMASSON	00004399	PROJET : LOU CLAPAS CUP	5 500,00 €
ASSOCIATION SPORTIVE CELLENEUVE	00002656	PROJET : TOURNOI DE FIN D'ANNEE	1 000,00 €
BOZENDO MONTPELLIER	00004349	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	1 750,00 €
C E P MONTPELLIER GYM	00002841	FONCTIONNEMENT	18 000,00 €
CLUB HISTORIQUE DES SUPPORTERS DU MHR	00003290	FONCTIONNEMENT	1 000,00 €
CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	00003820	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	3 500,00 €
CROIX D'ARGENT BASKET MONTPELLIER	00004688	FONCTIONNEMENT	30 000,00 €
CROIX D'ARGENT BASKET MONTPELLIER	00004686	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	4 200,00 €
ECHECS CLUB MONTPELLIER	00004624	PROJET : ORGANISATION PHASE FINALE NATIONALES JEUNES	2 500,00 €
ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	00002680	PROJET : GRAND PRIX	4 200,00 €
FOOT CLUB PETIT BARD	00002537	PROJET : TOURNOI INTERNATIONAL FOOTBALL	1 000,00 €
FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	00004090	FONCTIONNEMENT	10 000,00 €
FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	00004105	PROJET :TOURNOI JOSEPH GACHIN	1 500,00 €
HANDBALL FEMININ MONTPELLIER MED METROPOLE	00004858	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	1 981,00 €
INSTITUT DE BOXE PIEDS POING MONTPELLIERAIN	00004321	FONCTIONNEMENT	1 000,00 €
JITA KYOEI JUDO 34	00004986	FONCTIONNEMENT	4 000,00 €
LA MAISON DU JUDO	00003932	FONCTIONNEMENT	1 000,00 €
LES FRANCAS DE L'HERAULT	00004514	PROJET : PASSEPORT POUR GRANDIR	3 000,00 €
LUMIERE ET AVENIR	00002696	PROJET : LA 11EME EDITION	1 000,00 €

		DES FOULEES DE LA MOSSON	
MONTPELLIER ATHLETIC RUNNING CLUB	00003133	PROJET : ENVOLEZ VOUS	2 000,00 €
MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	00003868	PROJET : URBAN TRAIL MONTPELLIER	10 000,00 €
MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	00002546	FONCTIONNEMENT	58 000,00 €
MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	00002547	PROJET :MARATHON	39 000,00 €
MONTPELLIER BASKET MOSSON	00002635	PROJET: SUMMER LEAGUE 2024	4 000,00 €
MONTPELLIER BEACH VOLLEY	00002816	FONCTIONNEMENT	6 000,00 €
MONTPELLIER BIATHLON LOISIRS ORIENTATION	00002631	FONCTIONNEMENT	1 000,00 €
MONTPELLIER BOXING PAILLADE	00004983	FONCTIONNEMENT	1 500,00 €
MONTPELLIER BREAKING METROPOLE	00002677	FONCTIONNEMENT	5 000,00 €
MONTPELLIER BREAKING METROPOLE	00002986	INVESTISSEMENT Achat de véhicule	26 020,00€
MONTPELLIER CASTELNAU VOLLEY- BALL UC	00003065	FONCTIONNEMENT	13 000,00 €
MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE	00002989	PROJET: CHACUN SA FOULEE	2 000,00 €
MONTPELLIER EAUX-VIVES CANOË KAYAK	00003103	INVESTISSEMENT Achat de véhicule	24 148,00€
MONTPELLIER FOOTBALL ACADEMY	00003042	PROJET: ORGANISATION TOURNOI DE FOOTBALL NATIONAL ENFANTS	1 000,00 €
MONTPELLIER HAEDONG KUMDO	00002867	PROJET : SPORTIFIEES - RECONSTRUCTION DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE	1 000,00 €
MONTPELLIER HANDI BASKET ASSOCIATION	00003753	INVESTISSEMENT Achat de véhicule	40 000,00€
MONTPELLIER HANDI RUGBY	00004044	FONCTIONNEMENT	2 000,00 €
MONTPELLIER MED METROPOLE NATATION U.C	00004520	INVESTISSEMENT Achat informatiques et numériques	3526,00€
MONTPELLIER PETIT BARD ATHLETIQUE	00004682	PROJET: COURSES SUR ROUTE	1 200,00 €
MONTPELLIER PETIT BARD ATHLETIQUE	00004395	INVESTISSEMENT Achat de véhicule	22 400,00 €
MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	00004621	FONCTIONNEMENT	22 000,00 €
MOSSON FULL CONTACT	00002646	PROJET: 4 GALA INTER CLUBS	500,00 €
MUC HAND BALL	00002603	FONCTIONNEMENT	20 500,00 €
PED TANCA	00002956	PROJET:MONDIAL DE LA PETANQUE	40 000,00 €
RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	00003194	PROJET: RENCONTRES INTER CLUBS ENFANTS DE 7 A 17 ANS	1 000,00 €

RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	00003202	PROJET : BOXE FEMININE	1 000,00 €
ROLL' SCHOOL	00004625	PROJET: RIDE AVEC DES ELLES	2 000,00 €
ROLL' SCHOOL	00004630	FONCTIONNEMENT	2 000,00 €
ROLL' SCHOOL	00004649	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	2 000,00 €
SA MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	00002534	FONCTIONNEMENT	40 000,00 €
SAS MONTPELLIER HANDBALL	00002669	FONCTIONNEMENT	91 000,00 €
SAS MONTPELLIER HÉRAULT RUGBY	00003881	FONCTIONNEMENT	40 000,00 €
SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	00003217	FONCTIONNEMENT	1 000,00 €
SPORT TAMBOURIN CLUB MONTPELLIER	00004718	PROJET:CHALLENGE IGOR BANTSIMBA	500,00 €
SPORT TAMBOURIN CLUB MONTPELLIER	00004719	FONCTIONNEMENT	500,00 €
STADE LUNARET NORD	00003473	PROJET : ANIMATIONS DU CLUB	1 500,00 €
TENNIS CLUB LA PAILLADE	00002592	PROJET : TOURNOI DU CLUB	2 000,00 €
VOLENSUD PARAPENTE OCCITANIE	00003080	FONCTIONNEMENT	1 000,00 €
VOLENSUD PARAPENTE OCCITANIE	00003082	INVESTISSEMENT Achat d'équipements ou de matériel	1 500,00€
FEDERATION FRANCAISE DE JUDO	00001740	PROJET : CHAMPIONNAT D'EUROPE DE JUDO 2023 (SOLDE)	100 000 €
RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	00003198	FONCTIONNEMENT	500 €
HANDBALL FEMININ 3M (FBF3M)	00003059	Complément Fonct. CM 11-12-24	3 000 €
3M CANOE KAYAK UNIVERSITE CLUB	00003141	Complément Fonct. CM 11-12-24	2 000 €
MTP FUNNY RIDERS	00003356	Complément Fonct. CM 11-12-24	1 500 €
ASS. SPORTIVE BEAUX-ARTS MTP	00002988	Complément Fonct. CM 11-12-24	500 €
TOTAL FONCTIONNEMENT PROJETS			693 450 €
TOTAL INVESTISSEMENT			160 765 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 37 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Yvan NOSBE.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle Convention Fonctionnement 2024 Ville.pdf
- Modèle Convention Projet 2024 Ville.pdf
- Modèle Lettre d'engagement 2024 Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-259788-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Partenariat sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative constitue un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier à quelques mois des prochains Jeux olympiques et paralympiques. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs de la fonction sociale et éducative du sport.

Pour permettre au mouvement sportif et à ses partenaires de mener à bien leurs activités et leurs actions dans le champ des activités physiques et sportives, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : PARTENARIAT SPORTS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
3MTKD SPORT CULTURE SOCIAL	00004962	STAGE VACANCES FOOTBALL et TAEKWONDO	4 500 €
ASSOCIATION NOUVELLE POUR LA SOLIDARITE AU FEMININ	00003587	STAGE VACANCES MULTISPORT ET CALIGRAPHIE	2 300 €

		(Dispositif : La tête et jambes)	
AQUALOVE SAUVETAGE	00003729	STAGE VACANCES SAUVETAGE ET PLEINE NATURE (Dispositif : La tête et jambes)	2 500 €
ARCEAUX MONTPELLIER	00003438	STAGE VACANCES FOOTBALL	2 900 €
ASSOCIATION MONTPELLIER SPORTS ORIENTATION 34	00004135	STAGE VACANCES COURSE D'ORIENTATION	2 000 €
C E P MONTPELLIER GYM	00002842	STAGE VACANCES GYMNASTIQUE	2 500 €
CROIX D'ARGENT BASKET MONTPELLIER	00004687	STAGE VACANCES BASKET	2 500 €
GUARRIGUE JUDO	00004336	STAGE VACANCES JUDO	1 500 €
JEUNESSE SPORTIVE MONTPELLIER	00002645	STAGE VACANCES KARATE et MANGA (Dispositif : La tête et jambes)	2 000 €
LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	00003739	STAGE VACANCES MULTISPORT ET SCIENCE (Dispositif : La tête et jambes)	3 000 €
MONTPELLIER AGGLOMERATION PLONGEE UNIVERSITE CLUB	00004080	STAGE VACANCES INITIATION ET BAPTÊME DE PLONGEE	2 200 €
MONTPELLIER BOXING PAILLADE	00004374	STAGE VACANCES BOXE ET GESTION DES EMOTIONS (Dispositif : La tête et jambes)	1 500 €
MONTPELLIER HANDI BASKET ASSOCIATION	00003754	STAGE VACANCES HANDI BASKET	1 500 €
MONTPELLIER HANDI RUGBY	00004022	STAGE VACANCES HANDI RUGBY	1 500 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	00004546	STAGE VACANCES FUTSAL	2 200 €
MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	00004440	STAGE VACANCES TENNIS DE TABLE	2 500 €
PEPS (PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS)	00003419	STAGE VACANCES ESCRIME ET BANDE DESSINEE (Dispositif : La tête et jambes)	2 400 €
TEMPO TAP	00002931	STAGE VACANCES CLAQUETTE et INITIATION ANGLAIS (Dispositif : La tête et jambes)	3 000 €
TOTAL			42 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution et lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Sophiane MANSOURIA.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle Convention Projet 2024 Ville.pdf
- Modèle Lettre d'engagement 2024 Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263220-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Eddine ARIZTEGUI, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 6 février 2024 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le procès-verbal de la séance du 6 février 2024 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 6 février 2024;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Procès-verbal CM 06.02.24-pref

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-266620-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.